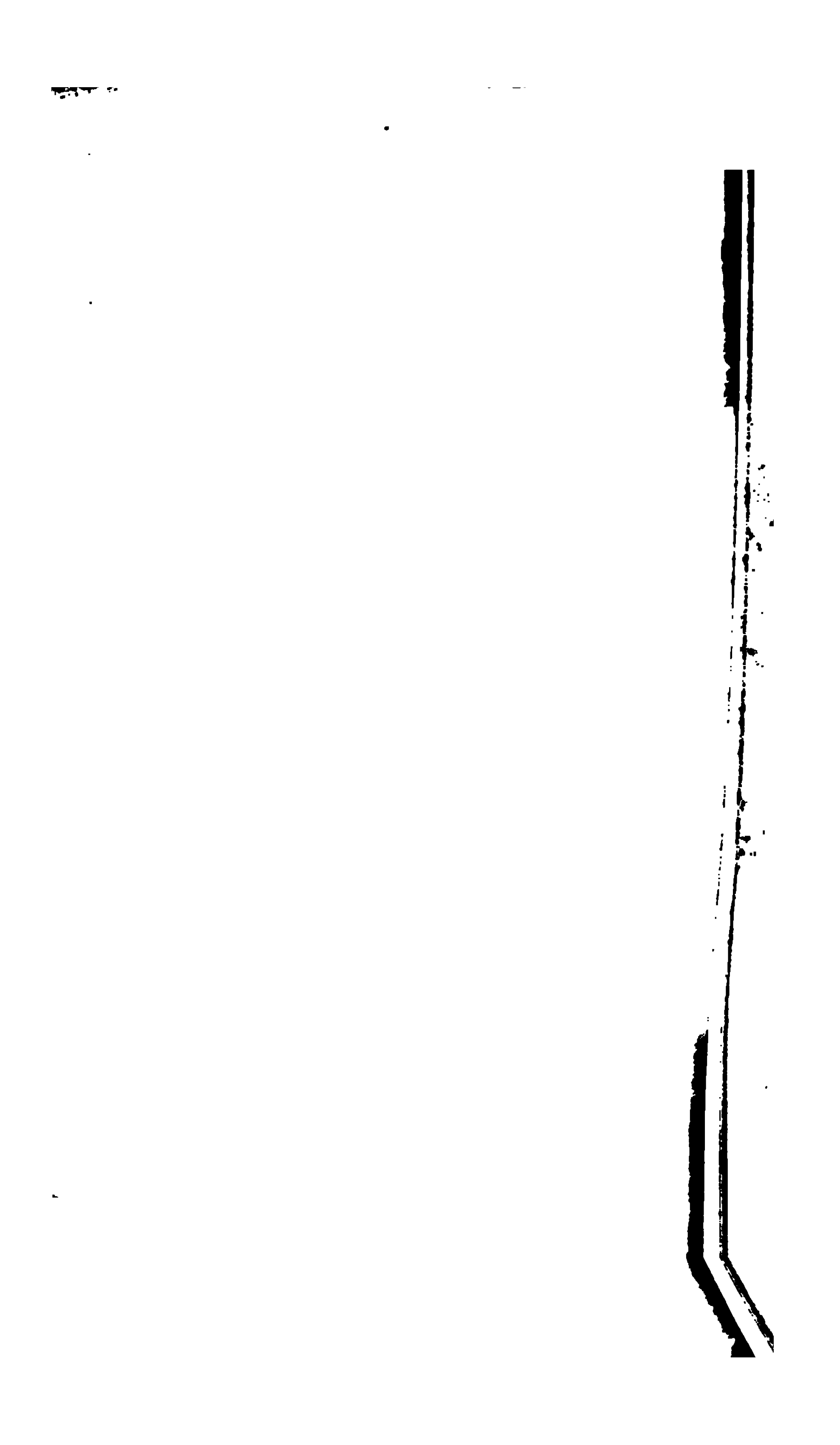








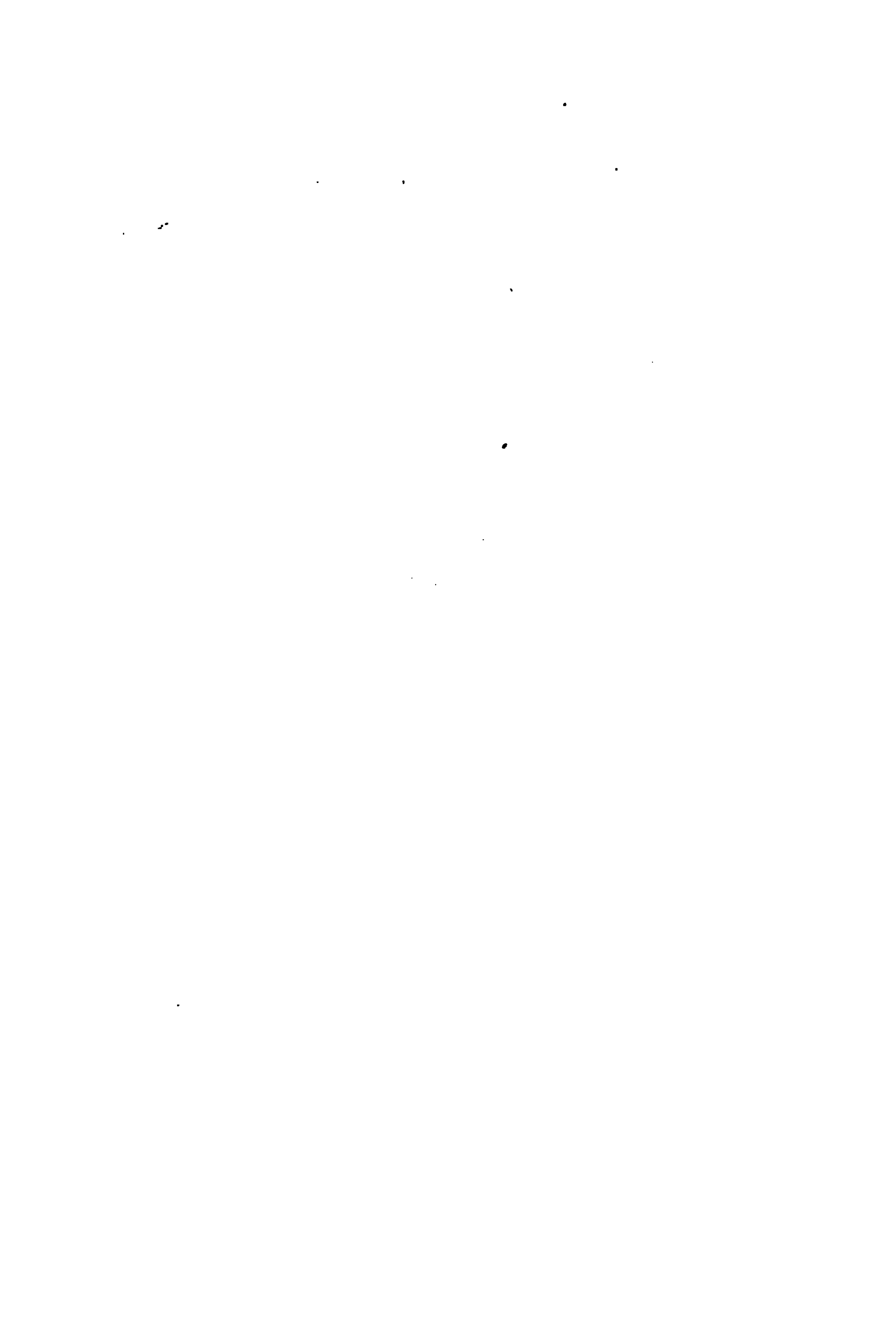






HISTOIRE

D'ESPAGNE



HISTOIRE

D'ESPAGNE



HISTOIRE
D'ESPAGNE

LIVRE XIX

CHAPITRE PREMIER

DES JUIFS ET DE L'INQUISITION EN CASTILLE.

1477 A 1492.

On peut dire des Juifs en Espagne[1] ce qu'on a dit des Templiers en France : le premier de leurs crimes, le seul peut-être, ce fut leur richesse; si l'on eût moins gagné à les opprimer, ils eussent trouvé plus de pitié devant leurs juges. C'est ce caractère essentiellement fiscal des rigueurs du Saint Office qui nous a surtout frappé, dans une étude attentive des documents qui s'y rapportent. Jugée à ce point de vue,

[1] Un membre distingué de l'Académie de l'histoire de Madrid, M. Amador de los Rios, vient de publier, sous le nom de *Estudios sobre los Judios*, un remarquable volume sur l'histoire politique, civile et littéraire des Juifs dans la Péninsule. Mon travail sur les Juifs était déjà terminé, quand j'ai reçu celui de M. Amador; et je n'ai pas hésité à recommencer

l'inquisition en paraît encore plus hideuse : on pardonne plutôt au fanatisme qui allume les bûchers, qu'à l'avarice qui fouille leur cendre pour y trouver de l'or !

Mais les crimes des nations comme ceux des individus, portent avec eux leur châtiment ici-bas. L'Espagne, quinze siècles durant, a persécuté les Juifs; mais l'inquisition, après les avoir proscrits, s'est chargée de les venger : la Péninsule, dépeuplée et ruinée par elle, porte encore, à l'heure qu'il est, les traces d'une persécution, qu'elle a subie en l'infligeant, et dont elle est elle-même la première victime. Avec l'histoire des deux Espagnes, arabe et chrétienne, nous avons fait marcher de front celle de ce singulier peuple, qui, à travers tant d'épreuves, est toujours resté si opiniâtrément fidèle à la foi de ses pères. Nous résumerons cette histoire en quelques pages. La première trace certaine que les Juifs aient laissée de leur présence en Espagne est dans les actes du concile d'Illibéris, en l'an 306, et déjà une barrière de méfiance et de haines s'élève entre les deux races et les deux religions [1]. Peu nombreux toutefois dans la Péninsule, jusqu'à l'invasion gothique, les Hébreux y entrent en foule, à la suite des Barbares, et essaient de s'y abriter à l'ombre de la conquête. Mais là, comme partout, ils retrouvent cette dure sentence de Dieu qui poursuit le peuple déicide. Les

le mien pour utiliser les nombreux matériaux qu'a réunis la science de l'auteur, en les classant avec autant de clarté que de méthode. Sans partager complétement ses vues sur l'inquisition et sur la pensée qui l'a dictée, je suis heureux de rendre justice aux sérieuses études qu'atteste ce livre, et à la haute impartialité, à l'esprit dégagé de tous préjugés qu'il atteste chez son auteur.

[1] Voir les décrets du concile, t. I, p. 167.

conciles de Tolède, échos des préventions populaires, les font passer dans leurs décrets. Toute alliance, tout commerce avec les chrétiens est interdit aux Juifs, sous les peines les plus sévères. On leur enlève leurs enfants pour les faire élever dans la religion chrétienne. On leur fait signer à eux-mêmes, sous le nom de *Placitum Judæorum*, la charte de leur servitude [1]. Mais c'est surtout du moment où la royauté gothique est rentrée dans le giron de l'Église orthodoxe, que la persécution s'organise contre les Juifs [2], pour ne plus cesser que le jour où le dernier d'entre eux aura quitté le sol de la Péninsule. Ainsi l'esprit d'intolérance est aussi vieux en Espagne que le christianisme lui-même; les conciles du VIIe siècle ont fourni des décrets à l'inquisition du XVIe.

Cependant les Juifs, habitués à croître dans la servitude, s'étaient multipliés outre mesure sous la domination des Goths. Mais leur nombre même, n'était pour eux, comme autrefois en Égypte, qu'un danger de plus. Forts de ce nombre, surtout dans les grandes villes, ils attendaient en silence, avec la haine patiente qui les caractérise, l'heure de se venger. Cette heure vient enfin avec la conquête arabe, et trois siècles d'oppression sont expiés en un jour. Les Juifs s'empressent d'ouvrir aux conquérants les portes de ces cités où ils n'ont trouvé qu'une prison. Grenade, Séville, et Tolède elle-même, la capitale de l'empire, sont livrées par eux aux vainqueurs. Par un contraste honorable pour l'Islam, la tolérance, bannie du sol de l'Espagne, y entre pour la première fois, à la suite du Koran; la conquête mulsulmane

[1] Voyez t. I, p. 444, mon analyse des conciles gothiques.

[2] Voyez t. I, p. 304, le règne de Sisebut, et celui d'Égica, p. 366.

s'y montre clémente envers ses sujets chrétiens ou israélites; mais la communauté de mœurs et d'origine établit des liens plus étroits entre elle et les Juifs, ses alliés naturels contre les chrétiens. Des relations de familiarité, dédaigneuse d'une part et servile de l'autre, s'établissent entre les deux races, habituées à se rencontrer partout dans l'Orient. Les Hébreux, sous les souverains Ommyades [1], jouissent enfin du libre exercice de leur culte et de leurs lois; cependant, la répression de leurs délits appartient à des juges musulmans. Les synagogues élisent des juges ou *rois de la nation*, ses représentants légaux et ses médiateurs auprès de ses maîtres. Mais cette charge, qui offre beaucoup d'analogie avec celle du *comte des chrétiens* [2] sous les khalifes de Cordoue, reste dénuée de tout caractère politique; c'est une hiérarchie dans la servitude et rien de plus [3].

Les Juifs, sous la domination arabe, se reposent un instant de leurs longues misères. Ils consacrent à l'étude leurs rares facultés, vouées jusque-là au culte des intérêts matériels [4], et s'élèvent bientôt, sous le despotisme éclairé des khalifes, aux premières dignités civiles [5]. Leurs connaissances en astronomie, en médecine surtout, science qu'on peut appeler juive

[1] Alhakem II, le protecteur des sciences, fut aussi celui des Juifs; il fit traduire le Talmud en arabe.

[2] Voyez t. II, pages 329 et 500.

[3] Suivant Basnage (liv. IX, ch. 5), cette charge était même héréditaire. Mais M. Beugnot, dans son *Hist. des Juifs d'Occident*, a tort d'ajouter (p. 190) qu'elle avait tous les caractères d'une vraie souveraineté.

[4] Voyez tome III, p. 190, ma statistique intellectuelle de la civilisation arabe. La première académie juive fut fondée à Cordoue, en 948.

[5] Samuel Lévi, en 1027, fut nommé ministre de l'Émir de Grenade, qui le fit *roi de sa nation*. Son fils lui succéda en 1055 (Basnage, *ibid*).

pendant tout le moyen âge, leur assurent à la cour de Cordoue une influence plus réelle qu'apparente. Excités par les Juifs d'Orient, leurs précepteurs et ceux des Arabes, les Juifs espagnols se livrent à leur tour à la culture des lettres : la harpe de Sion, si long-temps muette, retrouve quelques-uns de ses sublimes accords. Comme ces plantes parasites qui vivent sans racines, battues de la pluie et du vent, les Juifs se cramponnent au sol de l'Espagne chrétienne. Au milieu d'un peuple grossier et belliqueux, leur supériorité intellectuelle leur assure dans les habitudes la place que les lois leur refusent; le besoin qu'on a d'eux triomphe de la répulsion qu'ils inspirent. Les rois chrétiens ne croiraient pas leur trésor bien administré, s'il ne l'était par des mains juives. La haine du peuple, il est vrai, fait payer cher aux Hébreux cette précaire faveur des monarques; mais Alonzo VI, le conquérant de Tolède, a besoin de leur appui pour s'affermir sur un trône usurpé : il accorde par un *fuero* spécial, aux Juifs comme aux Arabes, nombreux dans sa nouvelle capitale, le libre exercice de leur religion et de leurs lois; et les trois peuples vivent encore, réunis et distincts à la fois, au sein de la cité chrétienne. Des priviléges importants sont concédés aux Hébreux : on les déclare même admissibles à quelques emplois, et Grégoire VII[1] se croit en droit de réclamer contre ces faveurs accordées à une race déchue et mise hors la loi des nations. Ces faveurs, du reste, sont bien cher achetées : on leur fait payer par de lourds impôts le droit de vivre au milieu d'un peuple qui les repousse. Les grands vassaux de la

[1] Epist. 34, p. 1183. Voir aussi Baronius, *Annal. ecclesiast. ad. ann.* 1080.

couronne prennent à ferme ces impôts, et pressurent le peuple proscrit qu'on abandonne à leurs exactions. Parfois même le sang juif coule à flots dans des saturnales populaires, comme à Tolède, en 1108; et tous les efforts de l'autorité royale sont impuissants à l'empêcher.

Alonzo VIII, le vainqueur de Toloza, prend pour trésorier un Juif, et pour maîtresse une Juive, que ses nobles finissent par assassiner, presque dans ses bras. Toutefois, le *fuero viejo*, rédigé sous son règne, garantit aux Hébreux le droit de propriété, et pose même les bases d'un droit qui leur a toujours manqué, celui de la liberté individuelle. Aussi le nombre des Juifs augmente-t-il rapidement dans les États de ce prince : dans la seule ville de Tolède, on en compte jusqu'à douze mille.

La vie d'Alonzo X, le savant auteur des *Siete Partidas*, n'est qu'une longue contradiction : ainsi son Code, dans la sévérité de ses lois contre les Juifs, porte la triste empreinte des préjugés de l'époque; et le même Code, cependant, s'efforce avec une équité vraiment touchante, de protéger les Juifs contre les ressentiments des chrétiens, et de les confirmer dans le peu de droits que sept siècles de persécution leur ont laissés[1]. Un lien puissant existe, d'ailleurs, entre Alonzo et les Hébreux, c'est son amour pour la science. Les rabbins de Tolède,

[1] « Nous ordonnons que si quelques Juifs se font chrétiens, tous nos « sujets les honorent, et se gardent bien de leur faire affront et de leur « reprocher leur naissance; et nous voulons qu'ils jouissent librement de « leurs biens, et les partagent avec leurs frères, en héritant de ceux de « leurs parents, tout comme s'ils étaient Juifs; et qu'ils puissent posséder « tous les emplois et honneurs dont jouissent les autres chrétiens. » (*Partida* VII, liv. 24, loi 6.)

héritiers de la civilisation arabe, s'associent aux recherches astronomiques de ce monarque, plus savant que sage; on croit même qu'ils ne furent pas étrangers à ses travaux législatifs. Alonzo, en revanche, ouvre la carrière des honneurs à ceux de ses rabbins qui voudraient abjurer, et se montre chaque jour plus bienveillant pour cette race proscrite.

Somme toute, la période qui s'étend depuis la conquête arabe jusqu'à la fin du XIIIe siècle, est pour les Hébreux une période de prospérité et de liberté relatives. Sans cesser jamais d'être odieux et méprisés, ils ont su se rendre nécessaires. En achetant à prix d'or, et à titre de priviléges, les droits les plus imprescriptibles de l'homme et du citoyen ; en opposant toujours aux préjugés du peuple les intérêts du pouvoir, à la haine la résignation, à la violence l'astuce; en enrichissant par leur industrie ce sol qui les rejette, et où ils espèrent toujours prendre racine, ils en viennent peu à peu à se faire dans la Péninsule une position humble, mais forte. Leur influence, pour n'être pas assise sur des lois, n'en est pas moins réelle; le manque de sécurité dans leur position est compensé par l'appui mutuel qu'ils se prêtent, et par la force de cohésion qui caractérise ce singulier peuple, toujours uni dans la prospérité comme dans la disgrâce. C'est ainsi qu'ils finissent par constituer un État dans l'État même qui les enferme, avec ses coutumes, ses lois, ses *fueros*, distincts de ceux du peuple castillan. A défaut de la liberté politique qui leur fut toujours refusée, ils jouissent d'un assez haut degré de liberté civile : l'enceinte de leurs *juiveries* est pour eux un lieu d'asile où, sauf dans le

cas de soulèvements populaires, le pied d'un chrétien n'ose pas entrer. L'autorité royale, plus souvent protectrice qu'hostile, peut seule franchir ces limites, où s'arrête en frémissant la haine de leurs ennemis. Là leurs lois religieuses et politiques, toujours confondues, là les traditions d'un passé vénéré sont conservées avec cette fidélité opiniâtre qui leur tient lieu de patriotisme. Pourvu qu'ils aient soin de ne pas blesser la vue des chrétiens par le spectacle de leur culte, ils sont libres d'en observer tous les rites minutieux ; les regards profanes des Gentils ne viennent pas sonder les mystères de leur foi. Là ils possèdent des tribunaux indépendants, où des juges hébreux jugent les causes des Hébreux ; la justice leur est rendue par leurs *adelantados* et leurs *alcaldes* nationaux, d'après un code uniforme rédigé pour toutes les *juiveries* ; des arrêts de ces tribunaux inférieurs, ils en appellent à leurs rabbins, interprètes de la loi religieuse et civile, et de ceux-ci au roi, arbitre suprême de toute justice [1]. C'est ainsi qu'entre la persécution et le mépris, les Hébreux ont su, en Espagne comme ailleurs, se faire, à force de persistance et d'industrie, une sorte d'image de cette patrie absente, dont le souvenir les suit partout, et que leur cœur n'a jamais perdu l'espérance de revoir.

Mais cette passagère prospérité des Juifs espagnols finit avec le XIIIe siècle. Aveuglés par elle, ils oublient leur prudence ordinaire ; ils négligent de cacher leur opulence sous les dehors de la pauvreté. Leur penchant pour le faste, longtemps contenu,

[1] Amador de los Rios, p. 216.

l'emporte sur leur parcimonie native, et soulève contre eux de nouvelles tempêtes. Leurs priviléges, dont ils ont plus d'une fois abusé, en bravant les haines des chrétiens, et en les ruinant par leurs exactions, leur sont enlevés un à un. Les violences populaires prennent un caractère de plus en plus menaçant. La société chrétienne, par un muet accord, semble s'unir pour les rejeter de son sein. Ce n'est plus de persécutions qu'il s'agit, c'est d'extermination ou d'exil pour cette race abhorrée, qu'un sol chrétien ne doit plus porter. Les rigoureux décrets des conciles de Vienne, en 1311, sont accueillis en Espagne, et y passent dans les lois : on y défend aux Hébreux de posséder, faculté qui, auparavant, leur était acquise ; on les accuse d'attirer sur la chrétienté, par leurs maléfices, la peste qui la désole en 1321 ; le peuple se soulève contre eux à Séville et à Cordoue, pille leurs synagogues, et les dépouille de tout ce qu'ils possédaient. Et cependant, par un singulier contraste, la faveur des rois s'obstine à les soutenir contre l'inimitié des peuples : on les sait peu scrupuleux, peu dévoués, et rendant aux chrétiens la haine qu'ils en reçoivent; mais ils s'entendent à pressurer les contribuables, à faire rentrer les impôts arriérés, à arracher à un pays épuisé au delà de ce qu'il peut rendre, avec une fertilité d'expédients qui ferait honneur au génie du fisc moderne. Ainsi Alonzo XI, tout bon chrétien qu'il soit, n'en prend pas moins un Juif pour médecin, et un Juif pour trésorier; et ce dernier, familier du monarque, n'use de son crédit que pour protéger ses compatriotes opprimés. Car, disons-le à l'honneur de cette race dont on a tant médit, si elle a les vices des malheu-

reux, la faiblesse et la ruse, elle en a aussi le dévouement, la sympathie fraternelle, la solidarité dans le malheur !

Nous arrivons au règne de don Pedro, *le Cruel*, ce prince si diversement jugé, et qui, somme toute, mérite surtout le mal qu'on a dit de lui. Le fils d'Alonzo XI, don Pedro, malgré sa férocité native, hérite des préventions favorables de son père pour la race juive. On a vu [1] l'histoire de son trésorier juif, don Simuel Levi, et des immenses richesses que Pedro lui laisse amasser, pour faire ensuite dégorger à son profit cette sangsue engraissée du sang de son peuple [2]. Ce règne, qu'il est de mode aujourd'hui de réhabiliter, par une de ces réactions capricieuses que la gravité de l'histoire ne devrait pas connaître, est cependant un règne de repos pour cette race malheureuse. Elle ose, en dépit des lois qui le lui défendent, se construire à Tolède, en 1360, une somptueuse synagogue, où l'art arabe, seul employé dans l'architecture hébraïque, y déploie sa fantastique richesse. Une inscription hébraïque y transmet encore à la postérité l'éloge du roi don Pedro, « qui « est devenu, pour Israël, un rempart et un défen- « seur »[3]. En effet, ce prince, à cela près de quelques emprunts levés sur les Juifs de Tolède, se

[1] Voir tome IV, p. 471.

[2] Voyez aux Pièces justificatives n° 1, un fragment du *Rimado de Palacio*, pòëme écrit par don Lopez de Ayala, auteur de la chronique de don Pedro. On y trouvera un énergique résumé des haines et des accusations du peuple contre les *publicains* juifs qui s'enrichissaient de ses sueurs. Le texte se trouve dans Amador de los Rios, p. 53.

[3] On trouvera aux Pièces justificatives, n° 2, cette inscription vraiment touchante : elle a été écrite par Rades de Andradas, dans sa *Cronica de las tres ordenes militares*. On la trouve aussi dans les *Estudios sobre los Judios*, p. 55 et 56.

montre pendant tout son règne le protecteur assidu de ses sujets hébreux; en lui ils trouvent un appui contre les persécutions des zélés catholiques qui s'autorisent des bulles du pape pour refuser de leur payer leurs dettes. Déjà privés de leur *albedi*, ou juge particulier, ils allaient encore perdre leur alcalde; don Pedro s'y oppose ; « Les Juifs, dit-il, « sont une race chétive et qui a besoin d'être dé« fendue ; car, d'ordinaire, ils ne sont pas grands « clercs en droit et en *fueros;* et les chrétiens, sa« chant cela, les traînent malignement en justice et « les attaquent sans qu'ils sachent se défendre. » Mais ce n'est pas toujours devant les tribunaux que les chrétiens les traduisent, et douze mille Juifs sont égorgés en un jour à Tolède.

Enrique, le meurtrier, le frère et le successeur de don Pedro, toujours à court d'argent comme les usurpateurs, ménage les Hébreux dout il a besoin ; il lutte, quoique sans succès, contre l'exaspération toujours croissante des chrétiens contre eux, et se refuse même à les bannir de sa cour [1]. Mais l'inimitié contre eux est devenue un article de foi ; on ajoute à leurs torts réels des torts imaginaires; on les accuse de fouler aux pieds, dans leurs réunions secrètes, les insignes de la foi, et d'immoler à leur pâque hébraïque un enfant chrétien, dont ils dévorent les chairs palpitantes. Depuis Ponce Pilate, ils avaient conservé, dans leur dépendance même, le privilége d'obtenir, à jour fixe, de leurs maîtres la vie d'un criminel de leur religion. Ce privilége, maintenu par une tolérance, étrange chez des chré-

[1] Voir t. V, p. 110.

tiens, leur est retiré par Enrique II, qui prive en même temps leurs juges de la faculté d'infliger la peine capitale.

Enfin, en 1391, les haines populaires, amassées depuis tant de siècles, éclatent tout d'un coup avec une violence inouïe. Sur quelques paroles imprudentes de l'archidiacre d'Ecija, la *juiverie* de Séville est assaillie par un peuple furieux : tous ses habitants, femmes, vieillards, enfants en bas âge, sont massacrés sans pitié, au milieu des cris de mort du peuple, et des exhortations de l'archidiacre qui promet le ciel aux bourreaux. Les troupes royales accourent pour défendre ces malheureuses victimes; elles sont forcées de s'enfuir pour ne pas partager leur sort. Sur trois synagogues qu'ils possédaient dans Séville, les Juifs en perdent deux, qui sont converties en églises. En même temps, comme à un signal donné, ces scènes de carnage se renouvellent à Burgos, Valence, Tolède et Cordoue, sur tous les points du royaume à la fois; l'Aragon, la Catalogne, la Navarre, Valence, suivent l'exemple de la Castille. Les vains efforts de l'autorité royale pour punir les auteurs de ces désordres n'attestent que sa bonne volonté impuissante. Juan Ier, tout en détestant ces horreurs, est forcé de proclamer *juste et saint* le zèle de l'archidiacre, et le fanatisme du peuple se sent encore excité par la faiblesse du monarque. Dans ces sanglantes saturnales, la plupart des *juiveries* de l'Espagne sont détruites ou changées en églises; c'est par milliers qu'on compte les victimes; ceux qui échappent au massacre achètent leur vie de la perte de leurs biens. Entre toutes les villes, Barcelone se signale par le sauvage emportement

de ses haines : le sang hébreu coule à flots dans ses rues ; sa forteresse est prise d'assaut par un peuple furieux ; tous les Juifs qui s'y étaient réfugiés sont passés au fil de l'épée. Le dernier jour semble venu pour cette race infortunée que Dieu a réservée, pour un crime sans exemple, à un châtiment sans exemple aussi dans l'histoire des nations ; race dévouée, dont les longues misères devraient avoir désarmé les rancunes populaires, et pour qui la pitié doit survivre à la haine ; car Dieu lui-même, en la punissant, a fait luire sur elle l'espoir du pardon [1].

Un seul refuge restait à ces malheureux : c'était l'Église qui, par un étrange contraste, tendait les bras aux victimes qu'elle avait désignées à la vengeance du peuple. Saint Vincent Ferrer, le patron de Valence, exploite au profit de la foi chrétienne la position désespérée des Juifs, placés entre la mort et l'abjuration. Dans le massacre de Valence, le digne apôtre leur apparaît comme un ange de pardon et de paix ; cette voix, toujours écoutée du peuple, fléchit sa rage sanguinaire ; une foule de victimes, dérobées par lui à la mort, lui paient leur rançon en recevant le baptême de ses mains. En peu de temps, plus de trente-cinq mille néophytes, gagnés par la peur ou par son éloquence, se rallient sous le drapeau de la foi ; mais plus s'accroît le nombre des transfuges, plus devient triste le sort de ceux qui demeurent fidèles à leur foi proscrite. Les rabbins convertis se signalent surtout par leur zèle de fraîche date ; c'est aux dépens de leurs frères qu'ils veulent prouver la sincérité de leur conversion ; chrétiens

[1] Voir saint Paul, *Épître aux Romains*, chap. XI, verset 11 à 32.

d'hier, ils dépassent en intolérance les vieux chrétiens qu'ils étonnent de leur zèle.

Une bulle, rédigée par le fanatique Benoît XIII, Pedro de Luna, renchérit encore sur la rigueur des lois civiles contre les Juifs. La lecture du Talmud leur est défendue ainsi que celle de tout livre contraire aux dogmes chrétiens. Aucun Juif ne peut plus exercer l'office de juge, pas même dans les procès entre Juifs ; le concile de Zamora, en 1413, leur ôte même la faculté de témoigner en justice. Toutes les synagogues récemment construites ou réparées sont fermées, et il n'en reste qu'une dans chaque ville où résident des Hébreux. On leur interdit toutes les professions pour lesquelles ils ont une aptitude spéciale, celles de médecin, de chirurgien, de droguiste[1], d'agent d'affaires ou de receveur de rentes. Ils ne doivent avoir aucun commerce avec les chrétiens, ni leur vendre, ni leur acheter, ni manger, ni se baigner avec eux, ni envoyer leurs enfants aux mêmes écoles. L'impulsion une fois donnée par le peuple et par le clergé, les rois même sont obligés de la suivre. Le pouvoir civil lutte de dureté avec le pouvoir ecclésiastique : l'*ordenamiento de la reina dona Catalina*, daté de Valladolid, en 1412, assigne aux Juifs pour résidence un quartier séparé et ceint de murs, d'ordinaire le plus malsain de toute la cité, et leur défend de le quitter, même pour habiter une autre ville. Le commerce d'un israélite avec une chrétienne est puni de la peine du feu pour les deux coupables. Les Juifs ne peuvent se raser ni la barbe

[1] On retrouve la même interdiction dans les *Ordenanzas reales de Castillas*, lib. VIII, tit. 3 ; voir aussi les *Fueros e Observancias de Aragon*, et Zurita, lib. XII, ch. 45.

ni les cheveux, ni sortir de chez eux le vendredi saint; un costume spécial leur est imposé, avec une marque extérieure qui les désigne au mépris des croyants. Enfin on les oblige à entendre par an trois sermons, où un prêtre leur prouve, avec force injures pour leur foi maudite, l'excellence de la foi catholique. Le résultat de toutes ces rigueurs est la conversion, feinte ou réelle, d'un très-grand nombre d'israélites, que la peur ou l'intérêt ramenèrent dans le giron de l'Église. Une fois rentrés par cette porte, la voie des honneurs leur est ouverte, quelques-uns d'entre eux parviennent même aux plus hautes dignités ecclésiastiques ou civiles [1]. Les vieilles races nobiliaires de la Castille, si fières de la pureté de leur sang, ne dédaignent pas de le mêler au sang plus *noir* [2] de ces races nouvelles, et de s'enrichir en se mésalliant. Presque toutes les grandes familles de la Péninsule descendent des Hébreux par les femmes, a dit l'auteur de l'*Histoire de l'Inquisition*, et c'est à peine si l'on trouverait dans cette noblesse espagnole, qui se vante si haut de l'orthodoxie de sa foi, une maison qui, dans le cours des trois derniers siècles,

[1] Trois des secrétaires de la reine, Alvarez, Avila et Pulgar appartenaient à des familles de nouveaux chrétiens (Clémencin, *Memor. de la Academia, t.* VI, *ilustrac.* 18).

[2] La couleur du sang est dans la Péninsule une affaire d'une haute importance : descendre de *vieux chrétiens*, depuis plusieurs générations, c'est ce qu'on appelle avoir le *sang rouge ;* ce sont là les quartiers de noblesse en matière de foi. Ceux à qui du sang juif ou maure coule dans les veines passent pour avoir le *sang noir*. La tache remontât-elle à dix générations, elle est ineffaçable, comme celle du *sang mêlé* dans les colonies. « *Cree usted que yo tenga la sangre negra?* (croyez-vous que j'aie le *sang noir* ?) » me disait à Cadix une vieille mendiante à qui j'avais refusé l'aumône.

ne se soit pas entachée d'une de ces mésalliances [1].

Le long règne de Juan II, ou pour mieux parler, celui de don Alvar de Luna, se distingue par les efforts impuissants du pouvoir civil pour améliorer la triste condition des enfants de Juda. Dans ce duel acharné de la noblesse féodale avec l'autorité royale, qui remplit de sang et de discordes tout le règne de Juan II, les Juifs se montrent pour don Alvar des auxiliaires utiles. Aussi est-il prodigue de concessions envers eux. Par la pragmatique royale du 6 avril 1443, les Hébreux sont mis sous la sauvegarde du roi, « comme chose sienne et de sa chambre. » Les grands vassaux de la couronne sont invités à traiter *humainement* les Juifs qui dépendent d'eux. Les carrières qui leur étaient fermées par le décret de Tortosa et la bulle du pape leur sont ouvertes de nouveau. Mais le fanatisme du peuple s'unit avec l'égoïsme des grands pour faire avorter les bonnes intentions du pouvoir. Don Alvar, des marches du trône, finit par monter sur l'échafaud, et la pragmatique de Juan II demeure comme un acte isolé et sans portée, comme un hommage stérile rendu aux droits de l'humanité foulés aux pieds par les lois.

Dans le déplorable règne de Enrique IV, tous les liens de l'ordre social ont été relâchés; le pouvoir, impuissant à se défendre lui-même, l'est encore davantage à défendre les Juifs. Une noblesse sans frein, en révolte ouverte contre son roi, lui impose, comme une des conditions du traité de paix qu'elle lui dicte, l'engagement « de chasser de son service et *de ses*

[1] Clemencin, *Mem. de la Acad.*, t. VI, p. 125.

« *États* les Hébreux qui, exploitant la misère publi-
« que, avaient su de nouveau se faire attribuer la
« perception des impôts[1]. » La promesse n'est pas tenue; mais l'édit d'expulsion des *rois catholiques* est déjà en germe, on le voit, dans les préjugés de l'époque; il est écrit en lettres de sang par les violences du peuple avant d'être signé par les rois. Nous passons rapidement sur les affreux massacres qui ensanglantèrent la Péninsule; sur l'émeute de Jaen, où le connétable de Castille, qui s'efforce de défendre ces malheureux contre les fureurs du peuple, paie de sa vie son dévouement à son devoir. Nous avons hâte d'arriver au règne d'Ysabel, et aux deux seules fautes qui aient taché ce grand règne, l'Inquisition fondée et les Juifs expulsés. Mais ce que nous tenions à prouver, c'est que les *rois catholiques*, en montant sur le trône, trouvèrent les voies préparées pour l'exil de cette race proscrite; une pente irrésistible les entraînant vers ces deux fatales mesures que l'opinion leur dictait, et qu'elle justifiait d'avance, comme la seule issue possible de dix siècles de haine. Faut-il s'en étonner? cette guerre sans trêve et sans pitié contre les infidèles, qui ne devait finir qu'avec la prise de Grenade, avait endurci tous les cœurs. Le fanatisme populaire, mêlé de je ne sais quelle ardeur fiévreuse de persécution et de combat, confondait dans une haine commune les Juifs et les Sarrazins, les meurtriers de son Dieu avec ses ennemis. Ce n'était pas assez de les vaincre, il fal-

[1] « Sous Juan II, on avait vainement décrété, » dit Colmenarès (*Hist. de Segovia*, cap. XXX) « que les cités se chargeraient elles-mêmes de percevoir les rentes royales; on voulait ainsi écarter la race maudite (*polilla infernal*) des percepteurs et fermiers des revenus royaux. »

lait les expulser de ce sol régénéré; l'Espagne ne pouvait pas croire à son triomphe, tant qu'un seul d'entre eux vivrait à l'ombre des bannières de la foi.

Telle était, au début du règne de Fernando et d'Ysabel, la situation des Juifs en Aragon et en Castille. En butte au mépris et à la haine des chrétiens, quand ils restaient fidèles à la foi de leurs pères; suspects, quand ils l'abandonnaient, d'adorer le Christ des lèvres et non du cœur [1], sans cesse placés entre l'apostasie et le martyre, les Hébreux se trouvaient en état de suspicion permanente. Quelques apostasies, résultat inévitable de ces conversions arrachées par la violence, mirent le comble à l'irritation publique. Enfin, le concert d'accusations qui s'élevait contre eux de tous les points du royaume, devint tellement violent, que l'autorité séculière dut intervenir pour mettre un terme à ces scandales.

L'Inquisition n'est pas, comme on serait tenté de le croire, une création des *rois catholiques*. L'honneur de cette institution, dirigée d'abord contre les Albigeois, appartient à saint Dominique et à l'ordre créé par lui. Du midi de la France, nous l'avons vu passer en Aragon, sous Jayme Ier, vers la moitié du XIIIe siècle [2]. Bien que le ressort du pieux tribunal fût alors moins étendu, c'était la même habileté

[1] Les Juifs flétrissaient ceux de leurs frères qui renonçaient à leur foi du nom de *Marranos*, dérivé, dit-on, de *Maran-Atha*, le Seigneur vient. Les vieux chrétiens adoptèrent pour les nouveaux ce mot de mépris que ceux-ci ont longtemps porté en Espagne.

[2] Paramo, auteur sicilien, dans son livre *De Origine et progressu Inquisitionis*, 1508, *Madrid*), fait remonter cette origine jusqu'au Paradis

perfide dans l'art des interrogatoires[1]; le même secret qui enveloppait toute la procédure; l'espionnage et les *agents provocateurs*, invention dont on a fait à tort honneur à la police moderne, y étaient déjà mis en œuvre pour arracher des aveux aux prévenus. La secte des Albigeois finit par s'éteindre sous ces savantes rigueurs; mais en Aragon, du moins, les poursuites du saint tribunal ne furent jamais dirigées contre les Juifs et les Musulmans. En Castille, malgré quelques brefs du saint père, destinés à stimuler le zèle des souverains, on ne voit pas trace de l'Inquisition avant la fin du XVe siècle.

On se demandera sans doute quelle est la pensée qui a présidé en Castille à l'établissement du Saint Office? La même qui a dicté plus tard l'expulsion des Juifs et des Maures, le désir de donner à la Péninsule l'unité religieuse, après l'unité politique. L'unité, qu'on ne l'oublie pas, est la préoccupation dominante du XVe siècle, et l'Inquisition la représente dans l'ordre moral comme la monarchie dans l'ordre politique. Les autres États s'arrêtent à l'unité matérielle, qui suffit à leurs besoins; l'Espagne seule

terrestre. Jehovah, le premier de tous les inquisiteurs, aurait condamné Adam et Ève, d'après les formes suivies par le saint tribunal. La sentence d'Adam aurait été une vraie sentence de *réconciliation*, et son expulsion du Paradis un précédent établi pour la confiscation des biens des coupables. Moïse, David, saint Jean-Baptiste, et jusqu'à notre Sauveur, auraient été une succession d'inquisiteurs, continuée ainsi sans interruption à travers les siècles.

[1] Emerico, inquisiteur aragonais du XIVe siècle, a dressé, pour l'édification de ses collègues, un manuel où il leur enseigne avec un art vraiment infernal toutes les formules captieuses des interrogatoires. Puigblanch en cite un passage curieux que Prescott a reproduit tome I, p. 283.

veut à toute force y joindre l'unité religieuse, et ne recule pour l'acheter devant aucun sacrifice. A Rome, centre de la foi catholique, une pareille préoccupation eût été naturelle, légitime même ; il fallait serrer les rangs contre l'ennemi, c'est-à-dire contre la Réforme qui approchait ; mais on s'étonne de la retrouver dans une monarchie laïque, et de voir des rois se saisir de cette arme perfide qui blesse tôt ou tard la main qui la manie.

La pensée de l'Inquisition est une pensée, non pas religieuse, à Dieu ne plaise ! mais cléricale. C'est de Rome qu'elle est partie, et c'est à Rome qu'elle revient aboutir. Éclose à l'ombre de la théocratie, c'est un pape qui l'inspire, et ce sont des moines qui la mettent en œuvre. Il en est de l'Inquisition comme de l'ordre des Jésuites : sous un nom religieux, ce sont deux institutions toutes politiques, deux machines de guerre au service du Saint-Siége. La papauté, décréditée par les vices de ses pontifes, a perdu toute action morale sur la chrétienté ; la moitié de l'Europe est prête à lui échapper ; il lui faut à tout prix recruter des auxiliaires. Elle a besoin d'un avocat pour plaider ses causes ; elle le trouvera dans l'ordre des Jésuites, souple, patient, dévoué, peu scrupuleux surtout, et prêt à tout soutenir comme à tout justifier. Il lui faut encore un champion pour vider ses querelles l'épée à la main, sur les champs de bataille. La France, qui a longtemps joué ce rôle de *fille aînée de l'Église*, y a renoncé depuis Philippe le Bel, et nul ne l'a repris jusqu'à la fin du xv[e] siècle. Un seul peuple y aspire, c'est l'Espagne. Son dévouement à la cause de la foi, sa haine pour l'hérésie et pour les Juifs, son orthodoxie fougueuse,

qui tue quand elle ne peut pas convertir, sa lutte sans relâche avec les infidèles, la rend propre à ce rôle, chaque jour plus contraire au génie de la France. Malgré leurs prétentions fondées à l'indépendance envers la cour de Rome, les *rois catholiques* ont besoin de son appui pour en finir avec les musulmans. L'établissement de l'Inquisition est le sceau de cette nouvelle alliance qui doit faire de l'Espagne, pendant trois siècles, le représentant armé du principe catholique. Une fois l'Inquisition fondée, Grenade conquise, et les Juifs expulsés, l'Espagne ne pourra plus séparer sa cause de celle du Saint-Siége : dans l'ordre temporel, les monarques espagnols pourront se brouiller avec le prince qui s'assied sur le trône de saint Pierre ; Charles-Quint pourra même oser plus, et mettre Rome au pillage et le pape en prison ; mais on le verra bientôt recevoir à genoux sa couronne des mains du pontife qu'il aura détrôné ; l'Espagne et Rome resteront unies par des liens indissolubles, le pape sera toujours le vrai souverain de cette terre natale de l'orthodoxie.

Maintenant, a-t-il été atteint, ce but suprême auquel les *rois catholiques* ont tout sacrifié, jusqu'à leur gloire, et qui fut la pensée même de leur règne ? ont-ils fondé l'unité complète, absolue, l'unité religieuse et politique à la fois de la Péninsule ? Oui, sans doute, ce but a été atteint, mais à quel prix ! On a voulu faire à l'Inquisition un mérite d'avoir rassemblé sous sa verge de fer les peuples si divers dont se compose cette vaste Péninsule ; on lui a su gré d'avoir ôté tout prétexte aux perpétuelles émeutes que soulevait la présence des Juifs ; enfin d'avoir

évité ces longues guerres de religion qui ont fait couler tant de flots de sang en France, en Angleterre, en Allemagne [1]. On a appelé unité ce silence de terreur qu'à dater du XVIe siècle l'Inquisition fait planer sur la Péninsule, et ce vide qu'y laisse l'absence des Juifs et des Musulmans. Oui, si ce sont là des services rendus, nous ne les contestons pas; mais nous le disons sans hésiter : nous regrettons moins le sang qui coule à flots sur des champs de bataille, à la face du soleil, pour des convictions franchement débattues de part et d'autre, que celui qui coule obscurément dans les tortures, à l'ombre des cachots, ou à la lueur des *autos dafé*. Nous ne voulons, certes, pas faire ici l'apologie des guerres de religion, ni des guerres civiles; mais mieux vaut cent fois pour une nation, scindée en deux par ses croyances, en appeler comme les duellistes du moyen âge au jugement de Dieu, et se déchirer de ses propres mains, que de mourir en détail, énervée par la peur, et décimée par des bourreaux!

Nous avons vu la pensée secrète de l'Inquisition; voyons maintenant son histoire. En 1477, un certain Barberis, inquisiteur sicilien, qui se trouvait à Séville, vanta à son nouveau souverain l'efficacité de cette institution. Fernando s'aperçut bien vite du profit qu'il y aurait à trouver coupables des hommes qui tenaient dans leurs mains tout le commerce et tout l'or de la Péninsule. C'est alors que Ojeda, prieur des dominicains de Séville, et Merlo, préfet de la même ville, proposèrent au roi de naturaliser en Espagne l'Inquisition de Sicile contre les Juifs

[1] Amador de los Rios, *Estudios*.

convertis qui apostasieraient. Le roi goûta tout d'abord cette proposition qui servait à la fois ses croyances et ses intérêts. Il ne restait plus qu'à y faire consentir Ysabel. Malgré la répugnance de cette pieuse reine à verser le sang, sa piété même répondait de son consentement; les instances de ses directeurs finirent par le lui arracher [1]. Ainsi l'institution, politique surtout aux yeux de Fernando, fut toute religieuse dans la pensée d'Ysabel. Ce fut avec le calme d'une âme pure, et au nom d'un Dieu de paix et de charité, qu'elle se décida à établir ce tribunal, qui devait faire périr dans les supplices tant de milliers d'innocents.

Rome saisit avec joie cette occasion d'accroître son pouvoir en même temps que ses revenus; Sixte-Quint autorisa l'institution par une bulle du 1er novembre 1478. Mais avant d'employer le fer et le feu, Ysabel, par un dernier effort de charité, voulut recourir à un remède moins violent. Le cardinal Mendoza rédigea, par son ordre, un catéchisme destiné à ramener les hérétiques aux principes de la foi. Les curés de chaque paroisse furent chargés d'entreprendre la conversion de tous les Juifs, ou endurcis ou relaps, et d'essayer, pour les ramener, des voies de la douceur. Cette dernière injonction fut-elle obéie? Il est permis d'en douter. Un écrit, imprudemment publié par un Juif contre la religion chré-

[1] S'il faut en croire Zurita (*Anales*, t. IV, p. 323), Torquemada, moine dominicain, qui dans l'enfance de la reine remplissait près d'elle l'office de confesseur, lui aurait alors arraché la promesse que, « si jamais elle « montait sur le trône, elle se dévouerait à l'extirpation de l'hérésie. » Une fois assise sur le trône de Castille, le moine la somma de tenir sa promesse, et la reine, se croyant engagée envers Dieu, finit par consentir.

tienne, vint encore aigrir les esprits, et la bulle papale, suspendue jusque-là sur la tête des mécréants, fut enfin mise en vigueur. Les Cortès de Tolède, en 1480, se signalèrent par la sévérité de leurs décrets contre cette race infortunée, comme s'ils eussent voulu lutter de rigueurs avec l'Inquisition naissante. Mais le bras séculier pouvait mollir à la fin dans cette terrible tâche; l'Église seule se sentait assurée de ne jamais fléchir. Le 17 septembre, deux moines dominicains furent institués à Séville inquisiteurs pour la foi. Mais la Castille n'avait pas vu sans une répulsion profonde l'établissement du saint tribunal : les inquisiteurs se virent refuser dans Séville les assistants dont ils avaient besoin. Il fallut pour en trouver des ordres du roi, et ces ordres ne furent obéis que dans les villes de la couronne. Les Juifs se hâtèrent d'en sortir pour aller chercher un refuge sur les terres des nobles, qui s'enrichirent ainsi des sujets industrieux que perdait le domaine royal.

Le 2 janvier 1481, le tribunal lança son premier édit : il ordonnait à tous les nobles castillans, sous peine d'excommunication, d'arrêter les *nouveaux chrétiens* qui avaient apostasié, et de mettre le séquestre sur leurs biens. Un second édit, appelé l'*Édit de Grâce*, invitait avec une feinte douceur les coupables à venir d'eux-mêmes se remettre aux mains des inquisiteurs, en leur promettant l'absolution s'ils se repentaient de leurs erreurs. Enfin il était enjoint à chacun de dénoncer les hérétiques ou les apostats, et de s'en saisir au besoin. Toute accusation, même anonyme, était admise sans être vérifiée, et le plus profond secret promis aux délateurs. Nous le disons à regret : ce calcul, basé sur les plus lâches instincts

du cœur humain, réussit au delà de toutes les prévisions : on accusa pour n'être pas accusé soi-même; il fallait des coupables au Saint Office, on lui en trouva par milliers! Bientôt, le nombre des détenus devint si considérable, qu'il fallut les transférer dans la forteresse de Triana, de l'autre côté du fleuve [1].

Nous citerons quelques-unes des charges qui suffisaient pour motiver une accusation, et l'on verra à quel fil léger tenaient, devant de pareils juges, l'honneur et la vie des accusés. « La délation, disent les Constitutions du Saint Office, est pour tout chrétien, non-seulement un droit, mais une bonne œuvre et un devoir impérieux. Tout Juif converti doit être dénoncé chaque fois qu'il observe le sabbat. Or, le fait est tenu pour prouvé, s'il porte ce jour-là du linge blanc, et s'il s'abstient de faire du feu depuis le soir précédent; s'il mange de la chair en carême ou les jours maigres; s'il observe les jeûnes prescrits par la loi de Moïse; s'il mange à la même table que des Juifs, s'il circoncit ses enfants, ou leur donne un nom hébreu; s'il lave un cadavre avec de l'eau chaude, ou tourne son visage vers le mur.... etc. »

[1] Tous ces détails et ceux qui vont suivre, sont empruntés à l'*Histoire de l'Inquisition*, par Llorente, secrétaire du Saint Office à Madrid, en 1790. Lors de la suppression du pieux tribunal en 1808, Llorente consacra plusieurs années à fouiller les archives de l'Inquisition, dans la capitale comme dans les provinces. La sincère émotion d'horreur qui l'a saisi à la vue de ces documents, que l'œil d'un profane n'avait pas compulsés avant lui, perce à chaque page de son livre. Ce n'est pas l'œuvre d'un homme de talent, mais c'est celle d'un homme de bien. Peu de déclamations, et beaucoup de faits, tel est le plan que l'auteur s'est proposé, et chacune de ses assertions porte avec elle le cachet de la vérité. Le défaut de l'ouvrage, c'est la prolixité espagnole, défaut qui en rend la lecture fatigante et ne lui a pas permis d'être jamais populaire.

Devant un tribunal où tout était délit, les coupables ne pouvaient pas manquer. Le Saint Office, impatient de signaler son pouvoir, en condamna six au bûcher. L'arrêt fut exécuté pour la première fois le 6 janvier 1481. A compter de ce jour, les bourreaux ne connurent plus de repos : le 4 novembre, deux cent quatre-vingt-dix-huit personnes avaient déjà péri sur le *quemadero* de Séville, vaste échafaud de pierre, avec quatre statues de prophètes aux quatre angles [1]. La peste même, qui enleva à Séville quinze mille personnes, ne suspendit pas les rigueurs du pieux tribunal, qui se déplaça seulement de quelques lieues, et ajouta ses rigueurs à celles du ciel irrité. On estime à deux mille le nombre des victimes qui expirèrent cette année sur le bûcher dans toute l'Andalousie. Un plus grand nombre encore furent suppliciés en effigie; sept mille furent *réconciliés*, c'est-à-dire échappèrent à la mort au prix d'une forte amende, de l'incapacité civile, parfois même de la perte de leurs biens et de leur liberté. Le glaive du Saint Office ne frappant guère que sur des personnes d'une condition élevée, les plus riches étaient toujours les plus coupables. Les Juifs, épouvantés, émigrèrent en foule vers la France, le Portugal, et jusqu'en Afrique. Quelques-uns, dans l'égarement du désespoir, allèrent à Rome, se jeter aux pieds du pape, espérant trouver plus de pitié auprès du chef de l'Église. Sixte IV, en apprenant l'abus que les inquisiteurs faisaient de leurs pouvoirs, se plaignit pour la forme de l'excès de leur zèle; mais il n'en

[1] Cet échafaud ne fut détruit qu'en 1810, et l'on érigea à sa place une batterie contre les Français, dans la guerre de la Péninsule.

augmenta pas moins leur nombre dans la Péninsule. En même temps, le Saint-Siége, avec sa dextérité ordinaire, vendit à prix d'or aux contumaces l'absolution qu'ils lui demandaient. Les accusés, sur la parole du pape, se présentèrent devant leurs juges, qui tinrent pour nulle l'absolution, et la firent révoquer; chacun eut ainsi ce qu'il voulait : Rome l'argent, et l'Inquisition ses victimes.

Pour faire vivre l'Inquisition, il lui fallait un chef qui la personnifiât et en fût comme la pensée vivante : Tomas de Torquemada [1] fut nommé par le Saint Père inquisiteur général de Castille. Investi par le bref papal d'une autorité sans contrôle, il créa d'abord, à l'instar du tribunal de Séville, un certain nombre de tribunaux inférieurs, et fit rédiger pour tous des constitutions uniformes. La royauté, qui poursuivait dans l'Inquisition sa pensée fiscale, comme le clergé sa pensée religieuse, s'effraya bientôt de cette terrible puissance du grand inquisiteur : pour lui opposer un contre-poids, elle crut devoir créer à côté de lui un *Conseil royal du Saint Office*. Mais l'inquisiteur général en resta président de droit, avec voix prépondérante. Les conseillers, tous ecclésiastiques, n'eurent voix délibérative qu'en matière civile. De fréquentes collisions éclatèrent bientôt entre ces deux pouvoirs, également acharnés après les dépouilles de leurs victimes. Le dénouement était facile à prévoir : la royauté sortit vaincue de la lutte. Les tribunaux civils plièrent devant ce tribunal, « aussi élevé au-dessus des autres que le trône de Dieu l'est au-dessus des trônes de la terre, »

[1] *Torre quemada*, *Turris cremata*, tour brûlée.

et l'autorité de la couronne y perdit plus que n'y gagnèrent ses revenus.

Une courte analyse des Constitutions du Saint Office nous donnera la mesure de sa toute-puissance. Dans chaque église, un édit devait être affiché contre les hérétiques ou apostats de tout rang et de tout sexe, qui ne se dénonceraient pas eux-mêmes dans l'espace de trente jours. Quiconque s'opposerait à l'exécution de cet édit était passible des mêmes peines. En cas d'aveu volontaire, le coupable échappait à la confiscation, au prix d'une forte amende; mais l'absolution devait être publique. Le *réconcilié* devait s'interdire à jamais dans ses vêtements l'usage de l'or, de l'argent, de la soie et de la laine fine; il portait toute sa vie sur ses habits deux grandes croix rouges, l'une sur les épaules, l'autre sur la poitrine. La cour de Rome s'ouvrit une nouvelle source de revenus, en vendant fort cher aux condamnés des brefs de *réhabilitation*.

Si un hérétique demandait l'absolution avec une contrition véritable, elle pouvait lui être accordée; sa peine alors était échangée pour une prison perpétuelle. Pour peu que les inquisiteurs ne crussent pas le repentir sincère, le prévenu était livré aux flammes. Persistait-il dans ses dénégations, il était condamné comme impénitent, calcul odieux qui avait pour but de le pousser à l'aveu du crime même qu'il n'avait pas commis. S'il existait seulement une *demi-preuve*, il était mis à la question; quand les tourments lui arrachaient un aveu, il était puni comme convaincu; mais si, après l'épreuve, il rétractait sa confession, il était torturé une seconde fois. Plus tard, le conseil de l'Inquisition défendit cette

double torture ; mais les agents du Saint Office, pour éluder la loi, consignaient sur le procès-verbal qu'ils avaient *suspendu* la question, pour la continuer au besoin. Enfin, si par un rare exemple d'héroïsme, le patient résistait à cette double épreuve, et persistait à nier son crime, il pouvait encore être condamné sur la simple déposition des témoins. Le procès pour hérésie se poursuivait, même contre les morts : si la preuve était établie, le défunt était condamné comme hérétique, son cadavre exhumé et livré aux flammes, et la totalité de ses biens enlevée à ses héritiers ; nulle position sociale n'était à l'abri de cette tyrannie posthume, qui disputait des coupables au sépulcre même, et poursuivait dans les fils la faute imputée au père. Cependant si le condamné, mort ou vivant, laissait des enfants mineurs, il pouvait leur être accordé, à *titre d'aumône*, une faible portion des biens de leur père [1].

Nous emprunterons encore aux auteurs qui ont traité de l'Inquisition [2] quelques détails sur la procédure. Il était enjoint à tout chrétien de dénoncer chaque personne qu'il *soupçonnait* d'être entachée d'hérésie, fût-ce son enfant, sa femme ou son père. Les confesseurs devaient refuser l'absolution à quiconque hésiterait même à obéir. L'accusation, en taisant le nom du délateur, devait mentionner celui

[1] « Quoique j'aie vu, ajoute Llorente, t. I, p. 182, un grand nombre de procès fort anciens, je n'ai jamais vu les inquisiteurs s'occuper du sort des enfants d'un condamné ; la pauvreté et le déshonneur étaient leur unique patrimoine. »

[2] Ces auteurs sont Puigblanch, *Inquisition démasquée*, t. I, ch. 4. Montanus, de *l'Inquisition en Espagne*. Paramo, *de Origine Inquisitionis*. Riol, *Informe, semanario erudito*. Limborch, *Inquisition*, l. IV, ch. 20.

des témoins. Ceux-ci étaient interrogés à part, dans des termes assez vagues pour leur laisser ignorer le délit dont il s'agissait. Ainsi, on leur demandait si « à leur connaissance, il n'avait été rien dit ou fait contre la loi catholique, ou les intérêts du Saint Office? » Leur réponse, toujours vague comme la question, mettait souvent les limiers sur la piste d'une proie nouvelle, ou, pour parler avec Montanus, l'un des apologistes de l'Inquisition, « amenait de nouveaux poissons dans ses filets bénis. »

L'accusé, une fois renfermé dans les cachots du saint tribunal, était à jamais retranché du monde. Un prêtre et un geôlier, les deux seules créatures qui pénétrassent jusqu'à lui, étaient chargés de recueillir chaque parole, chaque murmure, chaque plainte qui lui échappait. On le laissait là, pour un temps assez long, ignorant jusqu'aux charges qui pesaient sur lui, et fatiguant sa conscience, au milieu des terreurs de la solitude, à se créer des délits imaginaires. Puis enfin, on daignait lui faire part de l'accusation; mais on lui taisait le nom des témoins, et l'on écartait avec soin tout témoignage rendu en sa faveur. On lui permettait, il est vrai, de se choisir un conseil sur une liste présentée par ses juges; mais, chose inouïe dans les fastes judiciaires, il n'était pas permis à l'avocat de communiquer avec son client. Le temps, le lieu, les détails du crime étaient cachés au conseil comme à l'accusé. Le vague de cette accusation, calculé avec un art perfide, avait pour but d'amener le prévenu à se charger lui-même de délits autres que ceux qu'on lui imputait. Quant aux sentences d'absolution, inutile d'ajouter qu'elles étaient fort rares: les juges absolvaient difficilement

des prévenus qu'ils avaient intérêt à trouver coupables [1].

La confiscation des biens était depuis longtemps en Castille la peine attachée à l'hérésie [2]. Les produits de cette confiscation couvraient d'abord les énormes frais de la procédure ; l'excédant, quand il y en avait un, était consacré aux dépenses de la guerre contre les infidèles. Du reste, les dépenses de l'Inquisition égalaient presque ses revenus : elle entretenait à son service une véritable armée dont il fallait payer la solde. L'inquisiteur général ne marchait qu'entouré d'une escorte de deux cents fantassins et de cinquante cavaliers, destinés à le protéger contre la haine publique. En outre, les membres des premières familles du royaume, par calcul ou par conviction, tenaient à honneur d'être enrôlés au nombre des *familiers du Saint Office*. Le peuple suivait sur ce point l'exemple de la noblesse. Les *rois catholiques*, pour encourager cette pieuse émulation, accordèrent à ces *familiers* une foule d'immunités. Leur nombre devint si excessif et leurs priviléges si onéreux, que les Cortès furent obligées de les réduire. Les geôles du tribunal ne suffisant plus à loger ses victimes, il fallait laisser des condamnés enfermés dans leur propre maison. En 1488, le grand inquisiteur dut supplier les *rois catholiques* de faire bâtir dans chaque ville une vaste enceinte

[1] « Les sentences d'absolution sont si rares dans le Saint Office, avant le règne de Philippe III, dit à ce propos Llorente (I, 319) qu'on n'en rencontre quelquefois pas une sur deux mille jugements... Le moindre doute des juges sur l'innocence complète de l'accusé les porte à le déclarer coupable *de levi*, ou au moindre degré, et à le condamner à des peines plus ou moins graves. »

[2] *Ordenanzas reales*, l. VIII, ch. 4.

carrée, divisée en cellules, afin d'éviter l'abus des prisons à domicile. Pour alléger la dépense, les cellules devaient être disposées de manière à ce que le prisonnier pût se livrer au travail, et gagner sa vie à la sueur de ses mains.

Les *autos da fé* ou actes de foi ont été décrits assez souvent pour que nous nous abstenions d'en reproduire tous les affreux détails. Horreurs pour horreurs, nous avons mieux aimé étaler celles de la procédure, plus caractéristiques encore que celles du supplice. Ce hideux spectacle était destiné « à rappeler aux chrétiens les terreurs du jugement dernier. » La sombre imagination des moines, jaloux de se venger sur l'humanité de leur isolement ici-bas, se trahissait dans la mise en scène de ce lugubre drame. La pompe du cérémonial, le concours de tous les ordres de l'État, celui de la royauté même qui n'y occupait que le second rang, car le siége du grand inquisiteur était plus haut que celui du roi; les rejetons des premières maisons de la Castille se disputant la noire livrée du Saint Office, tout était calculé pour parler à la fois à l'esprit et aux yeux. La société tout entière, traduite devant ce redoutable tribunal, se sentait frappée dans celui que l'on condamnait, absoute dans celui auquel on daignait faire grâce. Chacun, avec une joie égoïste, se réjouissait de voir tomber sur un autre le glaive suspendu sur la tête de tous; chacun, épiant sur le front de la victime les convulsions de son agonie, n'avait plus dans son cœur place pour la pitié, en contemplant, dans le supplice d'un autre, le sort auquel lui-même échappait [1].

[1] Paramo, qui voit l'inquisition partout, la voit dans le langage des

Les suites d'une sentence de l'Inquisition étaient presque aussi terriblës pour la famille du condamné que pour le condamné lui-même. Le nom de tous ses proches était à jamais noté d'infamie, leur fortune aliénée ; le pouvoir séculier, docile instrument des vengeances de l'Église, déclarait les enfants et jusqu'aux petits-enfants des *réconciliés* incapables de remplir aucun emploi [1]. Et quand on songe que de pareilles sentences, qui frappaient à la fois la vie, la fortune et l'honneur de plusieurs générations, étaient rendues avec une précipitation plus odieuse encore que la sentence elle-même ; que le tribunal de Tolède, avec deux inquisiteurs seulement, expédiait en un an trois mille trois cent vingt-sept procès, et celui de Séville vingt et un mille, le courage manque pour compulser ces hideuses annales ; et l'on finit par ressentir contre les victimes elles-mêmes l'indignation qu'on éprouvait d'abord contre les bourreaux.

Quant au chiffre des victimes, Llorente (tom. I, p. 272) l'évalue, pendant les dix-huit années que dura le ministère de Torquemada, à dix mille deux cents personnes brûlées vives, six mille huit cent

apôtres Jacques et Jean, qui appellent sur Samarie le feu du ciel ; « car le « feu, ajoute-t-il, est le châtiment naturel des hérétiques ; et les Samari- « tains étaient les hérétiques de ce temps-là, et Jésus-Christ, le grand « inquisiteur. » Mais il se garde bien de citer la réponse du Sauveur : « Le « Fils de l'Homme n'est pas venu pour perdre les hommes, mais pour les « sauver. » Quant au digne curé de *los Palacios*, il émet le vœu que la race maudite des Juifs, mâle et femelle, depuis l'âge de vingt ans, puisse être purifiée par le feu.

[1] *Pragmáticas del Reyno*, fol. 5 et 6. Prescott cite à ce propos une loi de Sylla qui excluait aussi de tout emploi les enfants des proscrits, et rappelle ces paroles éloquentes de Salluste : « Quin solus omnium supplicia in post-futuros composuit ; *quis prius injuria quam vita certa esset.* » (Hist. fragment. lib. 1.)

soixante contumaces, brûlées en effigie, et quatre-vingt-dix-sept mille réconciliées; ce qui donne par année un total d'environ six mille condamnés de toute classe. Zurita, dont le témoignage n'est pas suspect, confirme celui de Llorente : il nous apprend qu'en 1520, le seul tribunal de Séville condamna au bûcher plus de quatre mille personnes, et trente mille à d'autres châtiments. Et encore, ne compte-t-on pas ici les veuves et les orphelins voués à la misère et à l'infamie par la sentence qui frappait leurs époux et leurs pères.

Après l'institution, un mot encore de l'homme qui fut chargé de la mettre en œuvre. La conviction de Torquemada fut sincère, on n'en peut pas douter quand on connaît sa vie; mais c'est avec un étonnement mêlé d'horreur qu'on contemple cette vie, vouée tout entière à faire le mal, avec cette ardeur persévérante que d'autres mettent à faire le bien. On s'effraie de la froide impartialité de cet homme qui tient dans ses mains le sort de tant de milliers de familles, et laisse tomber sa sentence, comme tombe la foudre, en menaçant toutes les têtes avant d'en frapper une. On croit voir ce vieillard austère, courbé sous le poids des haines qu'il inspire, se redresser sous les malédictions, avec la conscience d'un devoir accompli; n'osant pas, même à sa table, manger une bouchée de pain, sans craindre qu'elle ne soit empoisonnée, et s'entourant d'une armée chaque fois qu'il sort de chez lui; enfin, poursuivi, jusqu'aux pieds du saint siége, par le concert d'accusations qui s'élève contre lui, et réduit à se voir adjoindre, sous prétexte de son grand âge, deux inquisiteurs qui partagent son immense pouvoir :

tel est Torquemada, l'homme qui a fait à l'Espagne le plus de mal, après Philippe II, et qui a rendu aux *rois catholiques* le service de détourner sur lui toutes les malédictions qui s'attachaient à leur œuvre. Et cependant, en dépit de tant de haines, cet homme est mort paisiblement dans son lit, la conscience tranquille, peut-être; son nom est resté à la fois détesté et saint parmi les hommes. Mais son œuvre, par malheur, n'est pas morte avec lui : pendant plus de trois siècles, l'Inquisition a pesé sur l'Espagne, qui porte encore aujourd'hui son empreinte. Cette empreinte est partout, jusque dans sa poésie, jusque dans ses beaux arts. A cette sombre méfiance, peinte sur tous les visages; à cette timidité de la pensée, pour qui tout examen est devenu une révolte, tout doute une hérésie; enfin à ce sommeil léthargique où l'Espagne est plongée depuis des siècles, le voyageur reconnaît encore, dans cette Péninsule émancipée d'hier, la trace du Saint Office; la liberté même, en brisant le joug, n'a pu relever ces fronts trop habitués à se courber sous lui.

Maintenant l'on se demandera sans doute comment l'Inquisition a pu naître dans la Péninsule, à cette époque de réveil de la pensée humaine, au moment où l'aurore de la liberté religieuse allait poindre sur l'Europe; comment l'Espagne, seule sur le vieux continent, a pu marcher en sens inverse du progrès des peuples et des idées, et reculer, quand tout avançait autour d'elle. Mais pour comprendre cette marche rétrograde de l'Espagne, il suffit de regarder son histoire. Le fanatisme chez elle est aussi vieux que la monarchie, aussi vieux que le christianisme même, car il y date des conciles gothiques et

de leurs lois contre les Juifs. Ce qui l'alimente, c'est cette guerre d'extermination qui, commencée le lendemain de la conquête arabe, y dure jusqu'à la prise de Grenade. Partout ailleurs la guerre n'est qu'un accident passager; en Espagne, elle est l'état normal de la société. Elle y étouffe dans toutes les âmes l'instinct de la pitié, et endurcit encore à la vue du sang un peuple déjà habitué à le voir couler dans ses combats de taureaux. L'orthodoxie de la race se joint ici à celle de la croyance pour faire de la haine contre les infidèles un article de foi; le Juif, le Musulman ne sont plus des hommes pour le Castillan, mais des êtres rejetés en dehors de la société humaine: il faut à tout prix les expulser ou les détruire. La guerre sainte a cessé, mais l'Inquisition l'a remplacée, et l'Inquisition, c'est encore la conquête!

L'INQUISITION EN ARAGON.

Nous avons vu l'Inquisition s'établir en Aragon sous Jayme Ier, dès 1232. Mais chez ce noble peuple, où la liberté reposait à la fois sur les institutions et sur les mœurs, le Saint Office, en opposition directe avec l'esprit de la constitution, n'avait pu subsister deux siècles qu'en perdant presque toutes ses rigueurs. La plus inique de toutes, la confiscation, n'avait jamais pu s'introduire dans ce pays. Mais en 1484, pendant la session des Cortès de Tarrazona, Fernando, jaloux sans doute des heureux résultats

de l'Inquisition en Castille, voulut doter l'Aragon du même bienfait : il arrêta, dans son conseil privé, la reconstitution de l'Inquisition aragonaise sur de nouvelles bases, décision qu'il se garda bien de soumettre aux Cortès. Torquemada, seul investi par Rome du droit de déléguer les pouvoirs du Saint Office, nomma le frère Juglar, moine dominicain, et le docteur Arbuez d'Epila inquisiteurs de la province de Saragosse. Un décret royal prescrivit à toutes les autorités de leur prêter main forte, et tous les magistrats du royaume, y compris le *Justiza*, durent s'y engager sous serment.

Mais en dépit de ces adhésions officielles, la nouvelle institution rencontra dans toutes les classes la plus vive opposition. Tous les instincts d'un peuple généreux se révoltèrent contre ce tribunal arbitraire qui se jouait à la fois de la fortune et de la vie des accusés, tandis que le plus pauvre des citoyens trouvait au pied du *Justiza* un abri contre la royauté même. La noblesse aragonaise, moins riche que celle de la Castille, avait mêlé plus souvent le sang des Juifs convertis au vieux sang de ses ancêtres. Les plus hauts dignitaires du royaume comptaient parmi leurs aïeux des nouveaux chrétiens. Les Cortès, dévouées à la cause de la noblesse, envoyèrent à Rome protester auprès du Saint Père contre l'importation en Aragon de ce tribunal de sang. Un cri de réprobation s'éleva surtout contre la clause du décret royal qui prononçait la confiscation. L'Aragon, démêlant la pensée fiscale qui était au fond de toutes ces rigueurs, sapait ainsi l'Inquisition par sa base; du jour où les condamnations n'eussent rien rapporté au trésor, elles seraient devenues moins fréquentes.

Mais pendant ces négociations, le nouveau tribunal s'était mis à l'œuvre : plusieurs *autos da fé* avaient déjà épouvanté Saragosse, en mai et juin 1485; le Saint Office d'Aragon semblait vouloir regagner l'avance qu'avait prise celui de Castille. Convaincus à la fin de l'inutilité des prières, les patriotes aragonais résolurent d'essayer de la terreur, et de frapper l'Inquisition dans la personne d'un de ses chefs. La victime choisie fut Arbuès, le plus odieux des deux inquisiteurs. Sa perte une fois arrêtée, on réunit, pour solder les meurtriers, une somme de 10,000 réaux, car les conjurés répugnaient à tacher leurs mains du sang d'un prêtre. Mais le plus difficile était d'atteindre l'inquisiteur, toujours entouré, et qui portait une cotte de mailles sous sa robe, et une calotte en fer sous son bonnet. Nul espoir d'arriver à son appartement, gardé comme une forteresse. Le seul endroit où on put le joindre, c'était l'église, et ce fut celui que choisirent les conjurés. Pendant qu'il priait agenouillé devant l'autel, les assassins le frappèrent sur la nuque, la seule partie du corps qui fût à découvert, et le coup fut si violent, qu'il en mourut deux jours après.

Mais ce coup hardi fut frappé en vain : les étroites rancunes des vieux chrétiens contre les nouveaux firent avorter cette tentative désespérée de l'Aragon pour secouer le joug du Saint Office. La populace, feignant de craindre un soulèvement des Juifs convertis, s'ameuta pour venger la mort de l'inquisiteur. Le sang allait couler dans Saragosse, si l'archevêque n'avait apaisé le désordre, en promettant que justice serait faite des assassins. La victime, maudite de son vivant, reçut après sa mort le culte d'un martyr ; un

somptueux mausolée fut élevé dans le lieu même où elle était tombée. Une inscription, menaçante pour les Juifs, transmit à la postérité le souvenir du crime et de son châtiment. Enfin, deux ans plus tard, la cour de Rome compléta, par une canonisation, la gloire du bienheureux Arbuès. Mais ce n'était pas assez d'honorer le martyr, il fallait encore le venger : deux cents personnes, convaincues d'avoir trempé dans ce patriotique complot, expièrent leur crime sur l'échafaud, ou sur le bûcher. Un nombre bien plus grand encore languit pour la vie dans les cachots de l'Inquisition. Ni rang, ni fortune, ni sexe, ni âge ne protégèrent les victimes. Un neveu de Fernando, coupable seulement d'avoir aidé à la fuite d'un des conjurés, subit la peine infamante de la pénitence publique. Pas une famille noble dans le royaume qui ne vît un de ses membres condamné à mort ou à quelque humiliante pénitence.

Tandis que la Castille acceptait lâchement un joug que sa résistance eût épargné au reste de la Péninsule, Valence et la Catalogne imitèrent le noble exemple de l'Aragon. De terribles émeutes éclatèrent à Teruel et à Valence; il fallut, pour les réprimer, toute l'énergie de Fernando, toute la puissance du bras séculier. Les grands, qui craignaient de voir dépeupler leurs domaines par les rigueurs de l'Inquisition, prirent une part active à la révolte. Partout l'odieux tribunal ne parvint à s'établir que par la force, et contre le vœu des populations soulevées. Mais l'opiniâtreté romaine et la froide volonté de Fernando triomphèrent à la fin de tous les obstacles. Les avides rigueurs du Saint Office continuèrent à remplir ses coffres et ceux de l'État. L'Espagne,

courbée sous ce joug, qu'elle a toujours abhorré et subi, perdit, au moment même où elle allait dominer l'Europe et les deux mondes, ce qui fait les grands peuples, l'initiative de sa volonté, et finit par se faire complice de sa propre servitude.

EXPULSION DES JUIFS. (1492.)

Après avoir jugé l'Inquisition, nous nous sentons plus à l'aise pour parler du bannissement des Juifs, car cette dernière mesure n'a été que la conséquence de l'autre. Du moment où l'unité religieuse apparaissait aux *rois catholiques* comme une nécessité, il fallait purger la Péninsule de tout élément étranger. Après l'Inquisition les Juifs, après les Juifs les Maures, c'était là la déduction logique d'une seule et même pensée. Or, cette pensée, on l'a vu, appartient à l'époque et au pays, plus qu'aux *rois catholiques*, et la faute, ainsi partagée, doit donc peser moins lourdement sur eux. « En Espagne, dit un historien moderne [1], le fanatisme n'est pas descendu du gouvernement vers les peuples, comme dans les autres pays du continent; mais il est monté des peuples vers les gouvernements. La politique des rois, au lieu d'inspirer l'erreur, s'est vue obligée de la suivre. » Jamais du reste erreur ne fut commise avec moins d'entraînement : le plan en était depuis

[1] Amador de los Rios, p. 199.

longtemps arrêté dans l'esprit des *rois catholiques;* mais habitués à concentrer tous leurs efforts sur un seul objet, ils ajournèrent l'exécution de ce plan jusqu'après la prise de Grenade. Les Juifs, d'ailleurs, pendant toute la guerre sainte, s'étaient chargés de l'approvisionnement de leurs armées, et faisaient régner dans le camp espagnol l'abondance et le bien-être. Les *rois catholiques* attendirent donc sagement, pour bannir les Juifs, qu'ils eussent cessé d'avoir besoin d'eux. Ils se crurent dégagés de toute reconnaissance, envers des hérétiques d'abord, puis envers des créanciers qui savaient mettre un prix à leurs services. Mais Grenade prise, tout ménagement cessa; devant la grande pensée d'unité religieuse tombèrent toutes les vulgaires considérations de prudence, d'équité, et même d'intérêt public. Quatre-vingt-neuf jours étaient à peine écoulés depuis la conquête de Grenade, quand fut promulgué l'édit de bannissement. Mais, qu'on blâme ou qu'on excuse, nous ne saurions trop le répéter, depuis longues années, la pensée de cette expulsion était dans tous les esprits; les *rois catholiques*, en l'exécutant, ne firent que céder à un instinct populaire. C'était, aux yeux des vieux chrétiens, la dernière victoire qui restât à remporter sur les ennemis de la foi. Disons plus, après la prise de Grenade, le seul moyen peut-être de sauver les Hébreux d'un massacre, c'était de les bannir. On ne discute pas avec les préventions des masses fanatisées, et tout ce qui restait à faire, c'était de leur dérober leurs victimes; c'est là le parti que prirent les deux souverains, et la rapidité même de leur décision prouve combien elle était urgente.

Désignés par l'Inquisition aux persécutions, qui

frappaient leurs frères apostats avant d'arriver jusqu'à eux, les enfants d'Israël voyaient l'orage s'amasser sur leurs têtes. Déjà la voix publique les accusait de chercher à séduire les nouveaux convertis pour les ramener à leur foi. Mais leur vrai crime, aux yeux des chrétiens, c'était leur opulence [1], résultat légitime de cette rare aptitude commerciale qui, dans des siècles d'ignorance, attirait dans leurs mains toutes les richesses d'un pays. Contre les Juifs convertis et relaps, l'Inquisition avait dressé ses bûchers; elle y eût volontiers fait monter aussi ceux qui refusaient de se convertir; mais le prétexte manquait. Elle se contenta donc de demander leur expulsion. Déjà, sur quelques points, des mesures de ce genre avaient été prises pour dérober les Juifs à la haine des populations; c'est ainsi qu'ils avaient été bannis de toutes les villes de l'Andalousie [2].

Ainsi, on le voit, ce ne fut pas sans avoir mûrement réfléchi, sans avoir même essayé l'effet d'un bannissement partiel, que les *rois catholiques* se décidèrent à une mesure aussi extrême. On aime à voir hésiter Ysabel, quand il s'agit de porter atteinte, au nom de la religion qui excusait tout à ses yeux, aux droits les plus sacrés de la justice et de l'humanité. Fernando hésita aussi, mais par des motifs moins élevés; un homme d'État aussi clairvoyant ne pouvait pas fermer les yeux sur les résultats financiers d'une décision si fatale aux intérêts du pays. Ces hésitations sont attestées par une tradition popu-

[1] « Cùm viderent Judæorum tabido commercio, qui hâc horâ sunt in Hispaniâ innumeri, christianis ditiores, plurimorum animos corrumpi..... » (Petr. Martyr, *Epist.* 92).

[2] Amador de los Rios, *Estudios...* p. 184.

laire, peu digne de foi d'ailleurs, peu digne surtout des deux grands souverains dont elle nous montre la politique vacillant au souffle de l'intérêt, et les longs desseins prêts à changer pour une misérable somme d'argent. Suivant une version rapportée par des historiens graves [1], les Juifs, informés du coup qui les menaçait, cherchèrent à le détourner, en offrant de se racheter au prix de 30,000 ducats. Quelque faible que fût la somme, les *rois catholiques*, toujours à court d'argent, n'auraient pas été loin de l'accepter; mais le grand inquisiteur, Torquemada l'apprend; il entre brusquement dans la salle où on donne audience au négociateur hébreu, et jetant un crucifix sur la table: « Tenez, dit-il aux « deux souverains, Judas a vendu son maître pour « trente deniers, Vos Altesses vont le vendre pour « 30,000 ducats; le voici, trafiquez-en à votre « aise; » et après ces mots, il sortit de la salle.

Vraie ou non, l'anecdote prouve les hésitations des deux souverains avant de frapper ce grand coup. La politique et l'humanité réprouvaient la mesure, mais le fanatisme la conseillait, et le fanatisme fut seul écouté. Abandonnés à eux-mêmes, soustraits à la pression des préjugés populaires, les *rois catholiques* n'en auraient peut-être pas eu l'idée. Le politique Fernando n'eût pas songé à dépouiller l'Espagne de ses habitants les plus industrieux; l'équi table et humaine Ysabel eût reculé devant le désespoir et la ruine de cent mille familles; mais le fanatisme fit taire tous ces scrupules. Ce qu'ils

[1] Prescott, *Hist. of Fernando and Isabella*, t. II, p. 138. Voir aussi page 205, une note d'Amador qui réfute avec beaucoup de sens cette fable invraisemblable.

n'eussent pas fait pour des intérêts mondains, ils le firent par un zèle mal entendu pour la foi. La voix de Torquemada, qu'Ysabel, dès l'enfance, était habituée à prendre pour la voix de Dieu, étouffa dans son âme un reste de pitié. Le sage Mendoza lui-même approuva la sentence. Le fatal édit fut signé à Grenade, le 30 mars de cette grande année 1492, signalée déjà par la prise de Grenade et la découverte du Nouveau-Monde. Les Hébreux de tout âge, sexe ou condition, qui refuseraient de recevoir le baptême, étaient tenus de quitter le royaume dans un délai de trois mois, sans pouvoir y rentrer, sous peine de mort et de confiscation. Après ce délai, aucun sujet castillan ne devait ni les secourir, ni leur donner asile. Jusqu'à leur départ, les *rois catholiques* prenaient sous leur protection les personnes et les biens de ces malheureux. On les laissait libres de disposer de leur fortune, et d'en emporter la valeur avec eux en lettres de change, ou en marchandises, mais non en or ou en argent, dont la sortie a toujours été prohibée. Cette dernière mesure équivalait à une confiscation; obligés de céder à vil prix leurs propriétés aux chrétiens qui exploitaient sans pitié leur détresse, ils s'efforçaient de se procurer en retour le peu de denrées dont l'exportation était permise. Une maison s'échangeait contre un âne, un vignoble contre un habit. Souvent même, sur les marchés encombrés de leurs dépouilles, les chrétiens refusaient de leur en donner un prix quelconque, sachant bien que le jour viendrait où ils seraient obligés de les abandonner pour rien.

Le clergé, cependant, n'épargnait pour convertir les Juifs avant leur expulsion, ni les séductions, ni

les menaces. Toutes les synagogues retentissaient de la voix des prêtres catholiques qui prêchaient aux Hébreux intimidés les vérités de l'Évangile, et les exhortaient à abandonner leur religion, en leur promettant les faveurs du pouvoir dans cette vie, et le paradis dans l'autre. Les Rabbins à leur tour, animés par la persécution, redoublaient de zèle pour exhorter leurs frères à persévérer dans leur foi, en dépit des plus dures épreuves. Disons-le tout haut, à l'honneur de ce peuple dont on a tant médit: sur tant de milliers d'hommes, pressés de choisir entre la pauvreté et l'exil, et une abjuration qui leur ouvrait le chemin des honneurs, à peine s'en trouva-t-il quelques-uns qui hésitèrent. Les transfuges avaient déjà quitté ce camp que Dieu abandonnait; il n'y restait plus que des champions préparés pour l'épreuve. Les plus riches soutinrent de leurs dons la foi chancelante de leurs frères, et subvinrent aux frais de leur voyage. Comme un chêne battu de l'orage, Israël, loin de plier, se raffermit sous le vent de la persécution; les chrétiens même furent forcés d'admirer cette héroïque opiniâtreté dont les annales juives offrent tant d'exemples.

Mais ce n'était pas assez de proscrire les Juifs, il fallait encore leur trouver des crimes. L'histoire s'en est chargée : quelques historiens citent avec un grand sérieux une lettre des rabbins de Tolède à ceux de Constantinople, pour les consulter sur le parti qu'ils doivent prendre dans cette dure extrémité. La réponse ne se fait pas attendre : la synagogue de Byzance répond en ces termes à celle de Tolède :....
« Vous nous dites que l'on veut vous faire chrétiens
« par force; faites-le donc, si vous ne pouvez l'évi-

« ter; laissez baptiser les corps, mais gardez vos « âmes fermes dans notre loi, et vous pourrez ainsi « vous venger de tous les affronts qu'on vous a faits : « si l'on a profané vos synagogues, faites vos fils « clercs, et vous profanerez les églises des chrétiens; « s'ils ont fait mourir vos fils, faites les vôtres méde- « cins, et vous tuerez leurs enfants; s'ils vous ont « enlevé vos biens, faites-vous négociants, et leurs « fortunes deviendront bientôt les vôtres. Que le « Seigneur Adonaï soit avec vous »[1]. Cette lettre bizarre n'offre sans doute aucun caractère d'authenticité; mais il fallait bien justifier, en calomniant les Juifs jusque devant la postérité, l'inique sentence qui les frappait, et la rigueur qu'on mettait à l'exécuter.

Le jour fatal arriva enfin; et dans l'Espagne entière, les Juifs durent ceindre leurs reins, et s'acheminer vers la terre d'exil. Des femmes, des enfants, des vieillards commencèrent leur route sous le soleil brûlant, la plupart à pied, les plus riches sur des ânes ou des mulets, traînant après eux les débris de leur fortune, échappés à l'avidité de leurs persécuteurs. Colmenarès, l'auteur de la belle *Histoire de Ségovie*, nous raconte que « avant de quitter cette « ville, les Hébreux qui l'habitaient passèrent trois « jours dans le cimetière, à arroser de leurs larmes « les os de leurs pères, avec des sanglots et des « plaintes qui touchaient le cœur des assistants. » Aucune voix cependant ne s'éleva en leur faveur, tant les cœurs étaient endurcis par le fanatisme; et

[1] *Biblioteca de Madrid*, *MS*os *varios*, por Burriel. Voir aussi Amador de los Rios, p. 204.

si parfois la pitié s'y glissait à la vue de tant de misères; les satellites de l'Inquisition étaient là pour menacer de ses rigueurs quiconque donnerait un asile ou du pain à ces malheureux, mis hors la loi divine et humaine.

Quant au nombre des proscrits, tout en rabattant de beaucoup sur les exagérations des historiens, on peut encore l'évaluer à deux ou trois cent mille âmes [1]. De cet immense troupeau qui fuyait devant la persécution, près de quatre-vingt mille s'acheminèrent vers le Portugal. Le roi Joam II leur vendit, au prix de huit écus d'or par tête, le passage à travers ses États pour se rendre en Afrique. Un délai leur fut fixé pour traverser le royaume; ce délai expiré, tous ceux qui s'y trouvèrent encore furent réduits en esclavage, et leurs enfants leur furent enlevés pour être élevés dans la religion chrétienne. Ceux qui ne purent payer la rançon fixée furent également faits esclaves. Joignant la perfidie à l'avarice, le roi de Portugal eut soin que, dans les ports qu'on leur avait désignés, les vaisseaux ne missent pas à la voile avant le terme fatal; sous cet odieux prétexte, un grand nombre fut encore voué à la servitude. Enfin plusieurs milliers de Juifs furent conduits de force comme des troupeaux, dans les

[1] Un calcul sur la population de la Castille, rédigé en 1492, la porte à quinze cent mille chefs de famille, ou plus de six millions d'âmes. Or, la Castille, au dire du curé *de los Palacios*, renfermait à elle seule les cinq sixièmes du nombre total des Juifs existant dans le royaume; si l'on évalue ce nombre total à huit cent mille, la Castille ne peut en avoir possédé à elle seule six cent soixante-dix mille, soit le dixième de sa population. (Note de Prescott.) Quant à l'Aragon et à la Catalogne, les Juifs y étaient beaucoup moins nombreux qu'en Castille. On ne comptait, dit Capmany (t. IV, Append. 2), qu'une synagogue à Barcelone; la jalousie des habitants les avait toujours écartés de cette ville industrieuse.

églises catholiques, et arrosés malgré eux de l'eau sainte du baptême. Ceux qui s'y refusèrent furent massacrés, ou se donnèrent la mort de leurs propres mains. Une autre portion, presque aussi nombreuse, se dirigea vers Cadix. Là, leurs rabbins, nouveaux Moïses, leur avaient promis que les flots s'ouvriraient devant eux ; mais, après une vaine attente, ils se résignèrent à passer le détroit sur des vaisseaux que leur fournirent les Pharaons espagnols. Jetés sur la côte d'Afrique, ils essayèrent de se rendre à pied à Fez, où leurs compatriotes habitaient un des quartiers de la ville. Mais pour s'y rendre, il fallait traverser l'Atlas ; d'inexprimables souffrances les attendaient dans ce trajet, entrepris sous le soleil du désert, sans guides, sans provisions, sans montures. Réduits, pour se nourrir, à disputer l'herbe aux animaux, après avoir laissé les derniers débris de leur fortune dans les mains des féroces montagnards qui venaient chercher de l'or jusque dans leurs entrailles ; après avoir vu leurs femmes outragées sous leurs yeux, ceux qui survivaient rebroussèrent chemin ; et, vaincus par la souffrance, ils vinrent demander le baptême au premier établissement chrétien.

D'autres, moins nombreux, se dirigèrent vers l'Italie : les historiens du pays, aussi orthodoxes pourtant que ceux de l'Espagne, n'ont pu refuser quelque pitié au spectacle de ces misères inouïes. « Personne, dit un de ces historiens [1], n'aurait pu voir sans être ému les souffrances de ces Juifs exilés. Un grand nombre mourut de faim, surtout les enfants et les vieillards ; les mères avaient à peine la

[1] Senarega, *apud* Muratori, Scriptor. rer. italic. t. XXIV, p. 531.

force de se traîner, avec leurs enfants, suspendus à leur mamelle épuisée. Souvent les patrons des bâtiments les massacraient, pour hériter de leurs dépouilles, ou les forçaient à vendre jusqu'à leurs enfants pour payer le passage. » Les fugitifs arrivèrent à Gênes au nombre de plusieurs milliers; mais on ne les y laissa pas même entrer. On leur permit seulement de s'y reposer quelques jours des fatigues du voyage; car on les aurait pris pour autant de spectres, avec leurs faces cadavéreuses, et leurs yeux caves et abattus. Plusieurs tombèrent morts d'épuisement sur le môle où ils campaient. Mais la peste qu'ils laissèrent à Gênes après eux se chargea de les venger. Le reste se dispersa en France, en Angleterre et jusqu'au fond du Levant. Partout où on daigna leur accorder un asile, ils prirent racine dans le sol, et se vouèrent au commerce avec cette âpre activité qui caractérise leur race. Plusieurs, comme médecins ou comme astronomes, arrivèrent à des positions éminentes en Italie ou en Portugal. Mais partout, dans leur exil, ils emportèrent avec eux le souvenir de ce beau pays d'Espagne, comme d'une patrie qu'ils aimaient encore, malgré tout ce qu'ils y avaient souffert.

Chose étrange! Rome qui avait inspiré la persécution, recula devant son propre ouvrage. La pitié lui prit, un peu tard, il faut l'avouer, pour cette race opprimée qu'elle avait désignée elle-même à la haine de ses persécuteurs. Clément VII, élu pape en 1523, étendit sur elle une main protectrice, en publiant une bulle pour offrir un refuge dans ses États aux Hébreux qui avaient été contraints d'embrasser le christianisme. La bulle néanmoins mainte-

nait les peines portées contre ceux qui voudraient retourner à la loi de Moïse. Le Saint-Siége avait compris sans doute tout ce qu'il gagnerait à accueillir cette race industrieuse, et l'intérêt avait fait taire les scrupules. Paul III et Jules III confirmèrent la bulle de Clément VII. Une multitude de Juifs, attirés par l'appât de la liberté, vinrent chercher un asile à Ancône, où ils se trouvent encore en grand nombre. Les Médicis en Toscane, les princes de Ferrare et de Savoie suivirent l'exemple des pontifes; ils ouvrirent, avec une pitié intelligente, leurs États aux malheureux proscrits, qui payèrent, en l'enrichissant, le pays qui leur donnait un asile. Le Portugal, au contraire, se distingua, comme l'Espagne, par l'aveugle emportement de ses haines. Quand parut la bulle de Clément VII, le roi Joam III, le même qui eut le triste honneur de fonder l'Inquisition en Portugal, se révolta contre la bulle pontificale, et défendit, sous peine de mort, aux Juifs établis dans ses États d'aller chercher ailleurs la liberté qu'il leur refusait.

Certes, ni Fernando, ni Ysabel, ni leurs conseillers ne pouvaient ignorer que l'absence de cinquante mille familles industrieuses coûterait plus à l'Espagne que ne valaient toutes leurs dépouilles. Et cependant cette mesure, proposée dans le conseil, y fut adoptée sans opposition; pas une voix ne s'éleva pour peser des intérêts humains à côté de considérations toutes divines; le crucifix de Torquemada, jeté dans la balance, avait fait taire tous les scrupules. Les peuples et les souverains étrangers, qui s'enrichissaient de ce que perdait la Péninsule, jugèrent plus sévèrement la faute même dont ils pro-

fitaient [1]. Le sultan Bayazid professait une haute estime pour les talents du roi d'Aragon ; mais en voyant les Hébreux exilés qui venaient chercher un refuge dans ses États, « Quoi, s'écria-t-il, c'est là ce roi que vous me donnez pour un si profond politique, lui qui appauvrit son royaume pour enrichir le mien ! » [2]

Osons le dire toutefois : après l'établissement de l'Inquisition, après la prise de Grenade, l'expulsion des Juifs, et plus tard celle des Maures étaient des mesures nécessaires. L'Espagne, peuple à part entre tous les peuples, avait besoin de l'unité dans la foi comme dans l'obéissance. Il fallait que le Dieu des chrétiens y fût adoré partout suivant les mêmes rites, sous peine de l'exil pour les dissidents, et du bûcher pour les apostats. D'autres peuples ont repoussé les Juifs de leur sein avec des raffinements de cruauté [3], inconnus même à l'Espagne. Le Portugal, l'Angleterre, la France, l'Italie, les ont tous expulsés, dans des siècles où le progrès des lumières rendait la mesure plus inhumaine et l'erreur plus grossière. Mais dans tous ces États, les Juifs, à peine bannis, sont rentrés par les mœurs sur le sol d'où les lois les avaient chassés. Ils se sont glissés de nouveau au milieu des populations, forts du besoin que l'on avait d'eux, et de l'habitude mêlée de dédain

[1] Le Génois Senarega, tout en approuvant cette mesure, confesse qu'il y avait bien un peu de cruauté (aliquantulùm crudelitatis), » si l'on con« sidère, ajoute-t-il, les Juifs comme des hommes créés par Dieu, et non « comme des bêtes. »

[2] Amador de los Rios, p. 188.

[3] « Les Juifs furent bannis d'Autriche en 1669, et de Prusse par Frédéric le Grand, dans le cours du dernier siècle, avec beaucoup de cruauté. » (Milmann., t. III).

qui portait à les tolérer. L'Espagne seule les a extirpés pour jamais, comme une plante vénéneuse, de son sol mortel à l'hérésie. Hébreux et Maures en sont partis tour à tour, emportant avec eux, ceux-là le commerce, ceux-ci l'agriculture de cette terre déshéritée, à qui le Nouveau-Monde léguait en vain, pour remplacer tant de pertes, ses stériles trésors. Et qu'on ne dise pas, qu'en se privant ainsi de ses citoyens les plus actifs, l'Espagne n'a pas compris ce qu'elle perdait! Tous les historiens s'accordent à dire qu'en agissant ainsi, elle a sacrifié ses intérêts temporels à ses convictions religieuses, et ils n'ont pas assez d'éloges pour exalter ce glorieux sacrifice.

En bannissant les Hébreux de son sein, l'Espagne fut donc conséquente à elle-même; elle fit acte de logique, mais de cette logique impitoyable qui perd les États pour sauver un principe. Aussi, à dater de cette époque, une ère nouvelle commence pour la Castille : jusqu'alors elle n'était restée en dehors de l'Europe que par sa situation; étrangère sans être hostile aux idées du continent, elle ne s'était pas constituée en lutte avec ces idées; mais l'établissement de l'Inquisition est le premier pas dans cette carrière où elle ne doit plus s'arrêter. Grenade prise, et les Juifs bannis, ce ne sera plus assez pour elle d'arracher l'hérésie de son sein; il lui faudra la poursuivre dans tous les coins de l'Europe, et dépeupler jusqu'au Nouveau-Monde de ses habitants infidèles; fatal enchaînement de fautes, nécessaires toutes, sauf la première, et où Philippe II ne fait que continuer Ysabel.

CHAPITRE II.

MARIAGES, ALLIANCES, GUERRES D'ITALIE.

1492 A 1504.

Nous sommes arrivés à cette époque critique où le moyen âge finit, et où commence l'histoire moderne. La politique de l'Espagne, enfermée jusqu'ici dans la Péninsule, va franchir enfin les Pyrénées, et descendre dans la lice des intérêts européens. Tous ces États, si longtemps isolés, vont se toucher par les alliances, par la diplomatie, par la guerre; l'horizon de l'histoire s'élargit; le siècle qui va finir, déjà grand par lui-même, en prépare un plus grand encore, c'est celui qui doit le suivre.

La vraie politique, celle qui assure par la diplomatie les conquêtes de l'épée, est née avec la fin du xve siècle. Machiavel a rédigé le premier le code de cette science ténébreuse; mais Fernando et Louis XI, avec plus de perversité et moins de franchise, la pratiquaient longtemps avant lui. La tâche de l'historien, déjà si difficile, le devient donc plus encore, à dater de cette époque; il ne suffit plus de raconter les grands événements qui décident de la destinée des peuples, il faut encore dévoiler les secrètes intri-

gues qui les préparent, mettre à nu les ressorts cachés qui les font mouvoir. Depuis que le pouvoir, des mains de la noblesse féodale, est passé dans celles de la royauté, les peuples ont renoncé à l'initiative; leurs souverains, sans les consulter, les jettent dans des guerres d'un demi-siècle. Ce n'est donc plus l'histoire des peuples, c'est celle des rois que nous allons écrire. La politique, en devenant plus personnelle, devient en même temps plus habile, plus capable de vues lointaines et de plans arrêtés; ce qu'elle perd en nationalité et en indépendance, elle le regagne en unité et en grandeur.

Mais avant de raconter la nouvelle série d'incidents qui se prépare en Italie, il nous faut jeter un regard sur les relations des *rois catholiques* au dehors, et sur le système d'alliances qui les rattachait aux principales maisons souveraines de la chrétienté; alliances savamment combinées, qui trahissaient aux yeux de l'Europe la profonde ambition de la maison d'Espagne. La famille royale de Castille se composait de quatre filles et d'un fils : l'aînée, doña Ysabel, était née en 1470; don Juan, prince des Asturies [1], en 1478; doña Juana, en 1479; doña Maria en 1482, et doña Catalina, en 1485. Nourris dans cette atmosphère de vertu sereine qui entourait Ysabel, ses enfants croissaient à ses côtés, sous sa tutèle vigilante. L'aînée avait épousé l'infant de Portugal, fils du roi Joam II; mais ce jeune prince était mort subitement, après quelques mois d'union. Sa veuve, en proie à la plus vive douleur, se retira en

[1] Ce titre fût emprunté sous Enrique III à la province des Asturies, la seule qui ne se fut pas courbée sous le joug musulman.

Castille pour y mener au milieu d'une cour la vie d'une anachorète. En 1495, le successeur de Joam II, Emmanuel, le savant et hardi monarque qui ouvrit aux Portugais la route de l'Inde, fit demander la main de l'infante. Ce mariage pouvait amener l'union des deux royaumes; les *rois catholiques* n'hésitèrent pas à appuyer la demande d'Emmanuel. L'infante, malgré leurs instances, demeura pendant deux ans fidèle à la mémoire de son époux. Enfin, vaincue par les prières de ses parents, et par le persévérant amour du monarque portugais, elle consentit à lui donner sa main. Mais, maîtresse de dicter des conditions, elle exigea de son fiancé qu'il bannît de ses États les Juifs castillans qui s'y étaient réfugiés. Il en coûte de retrouver dans la fille d'Ysabel, avec les vertus de sa mère, la pire et la plus dangereuse de ses faiblesses; il en coûte de voir un prince éclairé, épouser, par amour pour une femme, des préjugés qu'il ne partage pas, et bannir de ses États des sujets qu'il regrette. Le Portugal, s'associant aux bigotes rancunes de la Castille, perdit des milliers de sujets industrieux. C'est sous ces tristes auspices que la jeune veuve, après des noces sans éclat, entra dans ce royaume, où elle avait été deux fois destinée à régner.

Mais ce n'était point assez pour les *rois catholiques* de ces alliances de voisinage et de famille; Fernando pressentait la longue lutte où la maison d'Espagne allait entrer avec celle de France; il lui fallait recruter parmi tous les souverains de l'Europe des époux pour ses filles, et des appuis pour ses desseins. Deux États seulement, hors de la Péninsule, pouvaient prétendre à cet honneur, l'Angleterre et l'Autriche. La

première était alors gouvernée par un prince ferme et rusé, digne de figurer, à côté de Louis XI de France et de Fernando d'Aragon, dans cette première génération de grands rois, qui fondèrent en Europe, vers la fin du xve siècle, le principe monarchique. Mais Henri VII, occupé de fermer en Angleterre les plaies de la guerre civile, évitait prudemment de s'engager dans les querelles du continent. Quant à l'Empire, Maximilien *sans argent*, prince faible, mais remuant en dépit de sa faiblesse, pliait sous le poids de ce grand corps germanique, confus assemblage de membres discords, à qui manquait l'unité pour agir, et une tête pour les gouverner. Maximilien s'épuisait alors en efforts maladroits pour faire entrer l'Allemagne dans la politique européenne; le roi de Castille pouvait être pour lui un allié précieux; Fernando, en s'adressant de ce côté, était donc sûr d'avance de ne pas rencontrer un refus. De ces deux alliances, la plus utile était celle de l'Empereur, incapable de faire valoir ses vieilles prétentions sur l'Italie, et qui pouvait les apporter en dot à l'Espagne. Vingt ans auparavant, l'union de la Castille et de l'Aragon, en doublant les forces de ces deux États, avait ouvert à la monarchie espagnole un nouvel avenir; l'alliance des deux maisons d'Espagne et d'Autriche allait maintenant jeter les bases de la plus formidable puissance qui eût existé depuis Charlemagne; Fernando et Maximilien réunis allaient engendrer Charles-Quint!

La clé de la politique hispano-autrichienne au xvie siècle, c'est la haine de la France, ou plutôt, disons mieux, c'est la peur qu'elle inspire. Placée au cœur de l'Europe, comme son centre de gravité,

du moment où la France quitte ce point central pour peser vers une des extrémités, elle dérange elle-même cet équilibre qu'elle est appelée à maintenir. Toute conquête hors de ses limites naturelles est donc pour elle une faute, et un danger pour l'Europe; mais ceux qui allaient la punir de cette faute n'en étaient pas moins coupables qu'elle. Fernando, en tendant outre mesure le ressort de la puissance castillane, préparait la gloire et les erreurs du règne suivant; en entassant les couronnes sur la tête de son petit-fils encore à naître, il brisait lui-même le levier qui avait fait sa force, l'unité, que l'Espagne ne semblait avoir acquise que pour la perdre. Un double mariage entre les deux maisons de Castille et d'Autriche scella cette alliance qui allait changer les destinées de l'Europe. L'infant don Juan fut fiancé en 1495 à la fille de l'empereur, Marguerite; l'archiduc Philippe son fils, déjà souverain des Pays-Bas, du chef de sa mère, dut épouser Juana, la seconde fille d'Ysabel. Ainsi l'Autriche qui, par l'union de Maximilien avec Marie de Bourgogne, avait enlevé à la France les Pays-Bas, l'entourait, par cette nouvelle alliance, d'une ceinture de provinces ennemies. Depuis Dunkerque jusqu'à Marseille, elle ne lui laissait pas un point de sa frontière qui ne fût sous la menace de l'invasion. Mais ce n'était point assez encore : il fallait trouver aussi du côté de l'occident des ennemis à la France. Un autre projet de mariage fut arrêté entre le prince de Galles et la dernière fille des *rois catholiques*. L'aînée des deux futurs n'avait encore que onze ans; le rusé Henri VII, qui voulait se faire payer son consentement, se montra peu pressé de réaliser ce mariage; et Fernando dut acheter, par une dot de

200,000 couronnes d'or l'alliance de l'Angleterre et un mari pour sa fille.

La France n'avait pas vu, sans une profonde jalousie, ces unions si menaçantes pour elle. Deux grands États, attachés l'un et l'autre à ses flancs, s'unissaient, en attendant l'heure de la combattre, pour l'isoler du continent, qu'elle ne touchait que par eux. Privée de tout appui au dehors, elle se sentait condamnée à ataquer pour se défendre, et à se conquérir des sujets, là où on lui refusait des alliés. Mais en revanche, elle allait apprendre à se suffire à elle-même, et à faire face aux attaques de tous les côtés à la fois. Sa force, au milieu de tant d'ennemis, c'était de se dire qu'elle les séparait, et qu'entre Fernando et Maximilien, il y aurait toujours toute l'épaisseur de la France. Ainsi, pour transporter dans les Pays-Bas la fiancée de l'archiduc, il fallut éviter le territoire français, et armer une flotte assez forte pour braver celles de Charles VIII. Une tempête força l'infante à relâcher en Angleterre; de là, elle se rendit à Bruges, où son mariage fut célébré par des fêtes somptueuses. La flotte espagnole ramena ensuite à l'infant sa fiancée Marguerite d'Autriche, princesse douée de rares talents et d'une fermeté-d'esprit plus rare encore. Promise dès l'enfance à Charles VIII, et élevée à la cour de France, elle avait été renvoyée ignominieusement à son père, lors du mariage de Charles avec l'héritière de Bretagne. Étrange destinée que celle de cette princesse, veuve depuis six ans d'un mari qu'elle n'avait pas épousé, et qui allait, au bout de l'Europe, en chercher un second qu'elle devait bientôt perdre! Une tempête plus terrible que la première, assaillit la flotte à son retour. Marguerite,

après avoir montré dans le danger une rare liberté d'esprit [1], débarqua à Santander, et les noces furent célébrées avec éclat à Burgos.

Jamais la cour de Castille, sous ce beau règne d'Ysabel, n'avait brillé d'un aussi chaste éclat; jamais l'avenir ne s'était présenté sous d'aussi riants auspices. Le peuple, fier de la gloire de ses rois, heureux de leur bonheur, marchait avec confiance au-devant de ses destinées. De jeunes princesses, formées par leur mère à la pratique de toutes les vertus, rattachaient la Castille aux premiers trônes de l'Europe, et ne faisaient qu'une famille de toutes les maisons royales de la chrétienté, une seule exceptée. Un prince, heureusement doué par la nature, réunissait sur sa tête toutes les espérances de l'Espagne; il se montrait à vingt ans digne de continuer sa mère par le cœur, son père par l'esprit..... Tout d'un coup, pendant que les *rois catholiques* célébraient le mariage de leur fille aînée, on vient leur dire que leur fils unique, leur orgueil, leur joie, n'a plus que quelques heures à vivre [2]. Lorsque son père arriva près de lui, il était à toute extrémité, et il expira peu d'heures après, le 4 octobre. Ce jeune prince, qui devait ceindre un jour, s'il eût vécu, la couronne de Charles-Quint, mourut avec le courage d'un chrétien; il quitta sans regret cette vie qui

[1] C'est pendant la tempête qu'elle composa pour elle-même cette épitaphe que l'histoire n'a pas dédaigné de conserver :

« Ci gist Margot, la gente damoiselle
« Qu'eut deux maris, et si mourut pucelle. »

[2] Ce jeune infant, d'une santé un peu frêle, et élevé dans des habitudes de chasteté rigide, les oublia trop vite en se mariant. Il fut saisi, bientôt après, d'une fièvre violente qu'un peu de tempérance eût guérie; mais les conseils des médecins vinrent trop tard, ou ne furent pas écoutés.

s'ouvrait devant lui, riche de promesses qu'elle n'eut pas le temps de tenir. L'affliction fut profonde en Castille : toutes les affaires furent suspendues ; la cour porta, quarante jours durant, le deuil le plus sévère; celui des populations, pour n'être pas officiel, n'en fut que plus sincère. La reine vit la main de Dieu dans le coup qui la frappait, et s'inclina sans murmurer. En apprenant la mort de ce fils bienaimé, elle ne répondit que par ces mots de l'Écriture : « Dieu me l'avait donné, Dieu me l'a repris ; que « son nom soit béni ! »

La veuve du prince don Juan se trouvait enceinte, mais cette espérance dernière fut encore trompée : l'infante accoucha d'un enfant mort. Malgré la tendresse de ses parents adoptifs, Marguerite, habituée à la joyeuse bonhomie des mœurs flamandes, ne put se plier à la rigide étiquette de la cour de Castille ; elle s'en retourna, deux ans après, dans son pays natal. Elle épousa plus tard le duc de Savoie, qui la laissa encore veuve au bout de quelques années. Enfin, en 1506, cette princesse, dont la vie semble vouée à un éternel veuvage, fut appelée par Charles-Quint, son neveu, au gouvernement des Pays-Bas, où elle déploya les plus rares talents.

Après la mort de l'infant et de son fils, la succession, suivant l'ordre naturel, remontait à la reine de Portugal ; les *rois catholiques* mandèrent auprès d'eux leur fille aînée et son époux, et les firent reconnaître par les Cortès de Tolède pour héritiers de la monarchie. La tâche, avec les Cortès d'Aragon, n'était pas aussi facile : la loi salique, inconnue en Castille, avait de tout temps existé en Aragon ; le gouvernement d'une femme répugnait au génie hé-

roïque des Aragonais et à leurs instincts d'indépendance. Quand Pedro IV, l'un de leurs plus grands rois, avait voulu faire passer la couronne sur la tête de sa fille, le sentiment national s'était soulevé contre lui, et avait éclaté par une sanglante guerre civile. Fernando, gâté par le succès, tentait une entreprise difficile ; celle de façonner l'Aragon sur le modèle de la Castille, et de la plier au joug du bon plaisir. Aussi ses projets rencontrèrent-ils dès le début la plus vive opposition. La session traîna en longueur ; ni prières, ni menaces ne purent vaincre l'obstination des Aragonais. Fernando, par caractère, préférait la ruse à la force ; il prit donc mieux son parti de ces lenteurs ; mais Ysabel, accoutumée en Castille à tout emporter de haute lutte [1], parlait déjà d'en finir d'un seul coup, et de conquérir l'Aragon par la force des armes plutôt que de se laisser faire la loi par des Cortès.

Un événement imprévu vint couper court à ces débats ; ce fut la mort de la reine de Portugal. Elle expira en donnant le jour à un fils. Sa mort trancha cette querelle qui commençait à s'envenimer. L'infant de Portugal, petit-fils de Fernando, fut reconnu sans difficulté pour héritier de la couronne d'Aragon. Les droits éventuels du jeune prince furent également sanctionnés par les Cortès de Castille et par celles de Portugal. Ces trois peuples, divisés depuis des siècles par des haines héréditaires, entrevirent ainsi le jour où ils seraient réunis sous un seul sceptre. La Castille et l'Aragon n'avaient qu'à y gagner; le Portugal seul avait à y perdre, car, du rang de royaume,

[1] « Y de animo no acostumbrado á reynar, sino absolutamente. » Zurita *Hist. del rey Fernando*, lib. III, ch. 23 et 30.

il lui eût fallu descendre à celui de province. Sans doute, la Péninsule hispanique est, par sa structure même, condamnée à l'unité; toutes ces fragiles barrières qui la morcèlent doivent disparaître un jour devant la grande nécessité providentielle qui veut que le Tage, l'Èbre et le Mançanerès coulent sous les mêmes lois. Mais au XVI[e] siècle, aucun des trois peuples n'avait encore conscience de cette nécessité. Amers ou glorieux, tous les souvenirs du passé ne parlaient que de séparation et de haine. Quand même le faible enfant, sur la tête duquel reposaient de si vastes desseins, aurait vécu âge d'homme, il est douteux que ces desseins se fussent jamais réalisés. Sa mort vint mettre un terme à ces rêves d'unité. Des trois couronnes, deux seulement restèrent unies et distinctes à la fois, sous Fernando et Ysabel, en attendant une fusion plus complète sous leur arrière petit-fils. Le Portugal, acculé à l'Océan, son seul lien avec le reste du monde, dut se résigner à la gloire maritime, la seule qui lui fût désormais permise.

Tous ces coups successifs, qui abattaient une à une les branches avant d'entamer le tronc, avaient frappé Ysabel au cœur. Opposant à ces cruelles épreuves la résignation d'une âme chrétienne, elle remplit avec la même assiduité ses devoirs de reine, d'épouse et de mère; mais atteinte dans ses affections les plus chères, elle vit depuis lors sa santé décliner chaque jour, et les dernières années de sa vie empoisonnées par le chagrin, ne furent plus qu'une longue préparation à la mort.

GUERRES D'ITALIE.

(1493 A 1504.)

Entre tous les États de l'Europe, deux surtout, la France et l'Italie, allaient entrer en contact avec la politique ou les armes de la Castille; tous les autres devaient y rester plus ou moins étrangers. L'Angleterre, repoussée par la France du continent, qu'elle avait dominé si longtemps, se dévorait elle-même dans d'affreuses guerres civiles. L'Allemagne, sous le faible et léger Maximilien, ne comptait plus en Europe, et attendait Charles-Quint pour reprendre son rang parmi les nations. Quant à l'Italie, plus faible, plus morcelée que jamais, la papauté lui donnait en vain l'unité spirituelle; un centre lui manquait pour résister à l'invasion. Chacun de ses petits États, toujours prêts à s'unir contre celui qui dépassait leur niveau commun de médiocrité et de faiblesse, songeait moins à fonder sa propre grandeur qu'à empêcher celle d'autrui. Un seul, Venise, possédait dans sa constitution des éléments réels de force et de durée; mais sa politique, purement mercantile, manquait d'audace et de grandeur. Comme tous les États commerçants, Venise était plus puissante au loin que sur le continent; mais partout redoutée et haïe, elle comptait autant d'ennemis que de sujets. Gênes, dépouillée par elle du sceptre des mers, alternait entre la suzeraineté de la France et celle du duc de Milan. Le Milanais, passé du joug des Visconti sous celui des Sforza, obéissait au rusé Ludovic le *Maure;* dans sa haine aveugle contre Naples, celui-ci s'était jeté dans les bras de la France;

il sollicitait l'ambition naissante de Charles VIII, et invitait les Français à franchir les Alpes, fatal chemin qu'ils devaient passer et repasser tant de fois! Florence, se débattant entre les Médicis et ses vieux souvenirs républicains, penchait aussi vers l'alliance des Français, et les invoquait comme ses libérateurs. Le Saint-Siége enfin, longtemps occupé par des pontifes simoniaques, avait vu tous ces scandales pâlir devant un scandale plus grand : Alexandre Borgia venait de monter sur le trône de saint Pierre.

Le plus capable des souverains d'Italie, c'était Ferdinand Ier de Naples, l'habile et sanguinaire fils du grand Alonzo d'Aragon. La politique de son cousin Fernando le soutenait sur son trône, mais ses cruautés avaient réveillé dans Naples l'ancien parti d'Anjou, et tourné les esprits du côté de la France. Ainsi, par haine ou par amour, une moitié de la Péninsule appelait les Français, et l'autre n'était pas en état de les combattre ; l'abus des troupes et des généraux de louage avait tué l'esprit militaire. Ce peuple, qui conquit le monde et le gouverna pendant dix siècles, ne savait plus manier une épée. Enfin, la renaissance même des lettres était devenue pour lui une cause d'abaissement et de faiblesse; car l'Italie, en s'éclairant, s'était surtout dépravée : dans cette terre classique des arts et des lettres, le sens moral, faussé par les raffinements de l'esprit, avait fini par s'éteindre ; nul ne croyait plus à Dieu et à la vertu dans la patrie des Machiavel et des Borgia.

Quant à la France, enivrée du sentiment de sa force, que Louis XI venait de lui révéler, elle était prête à la mettre tout entière au service de ses rois,

sans en rien garder pour elle et pour la défense de ses droits. Son jeune roi, Charles VIII, monté enfant sur le trône, y était resté enfant, même après neuf ans de règne. Privé d'instruction par un lâche calcul de son père, ce pauvre prince, nourri, pour toute étude, de romans de chevalerie, se croyait de bonne foi appelé à en recommencer les exploits; il rêvait en même temps la conquête de l'Italie et celle de Constantinople. Doué de courage et de bonté de cœur, mais aussi, nous dit Comines, « homme de « peu de sens, plein de son vouloir, et peu accom-« pagné de sages gens, » il méritait ce sévère jugement du Tacite italien, Guicciardini : « La nature avait refusé à ce prince presque tous les dons du corps et de l'esprit : débile et malsain de complexion, petit et ramassé dans sa taille, le visage laid, sauf les yeux, qui ne manquaient ni d'éclat ni de dignité; d'une disproportion monstrueuse dans ses membres..... ignorant, au point qu'il savait à peine lire, avide à la fois et incapable de commandement, ennemi du travail, dénué de sens et de jugement, son ardeur de gloire n'était qu'ardeur de tempérament, sa générosité caprice, sa fermeté obstination, sa bonté faiblesse..... » A ce portrait, tracé de main d'ennemi et de main de maître, ajoutez de bonnes intentions toujours avortées, un courage imprévoyant, un amour effréné de la gloire, vertus banales, plus dangereuses que des vices, et vous aurez Charles VIII tout entier. Pour réaliser ces rêves insensés, il fallait sacrifier à une vaine gloire les plus chers intérêts de la France; Charles VIII n'hésite pas un instant : par le traité d'Étaples, il achète la paix à l'Angleterre 750,000 écus d'or; par le

traité de Senlis, il la paie plus cher encore au roi des Romains; car il lui restitue, sans compensation aucune, deux provinces, l'Artois et la Franche-Comté, récemment réunies à la France, et cherche ainsi à lui faire oublier l'injure du mariage rompu avec sa fille.

Tranquille au nord et à l'ouest, Charles avait encore à assurer sa frontière au midi, contre un rival plus dangereux que Maximilien. Les 300,000 écus d'or, stipulés par le traité de 1473 [1], pour le rachat du Roussillon et de la Cerdagne par l'Aragon, n'avaient jamais été payés. Toutefois la France, en percevant pendant tant d'années les revenus de ces provinces, avait touché pour sa créance une indemnité suffisante; et le gage d'ailleurs restant entre ses mains, le traité pouvait être considéré comme annulé. Mais Fernando, héritier de la ténacité de son père Juan II, n'avait pas plus renoncé à ses droits sur le Roussillon qu'à ses droits sur la couronne de Naples. Grenade une fois prise, sa première pensée fut de les faire valoir. Habitué à ne recourir aux armes que là où la diplomatie avait échoué, il eut l'art de gagner deux des conseillers les plus influents du roi de France. Ceux-ci firent au dévot monarque un cas de conscience de la restitution du Roussillon, puisque, depuis bien des années, tous les revenus de l'Aragon avaient été affectés aux dépenses de la guerre sainte. Charles d'ailleurs, préoccupé de ses projets sur l'Italie, ne se souciait pas de s'engager dans un conflit avec son redoutable voisin; ses scrupules se trouvèrent donc d'accord avec son ambition. Un traité, signé en

[1] Voir tome V, pages 371 et 387.

janvier 1493, rendit à l'Aragon les deux provinces qu'il avait perdues ; une étroite alliance fut conclue entre les deux rois. Ce traité, qui faisait reculer la France en deçà de ses limites naturelles, annulait d'un trait de plume toute l'œuvre de la politique de Louis XI ; il fut accueilli par les sujets de Charles avec autant d'indignation que de surprise. Mais, le jeune roi, avec l'opiniâtreté de la faiblesse, se raidit contre toutes les représentations.

Quant aux titres que Charles avait à faire valoir sur la couronne de Naples, ils étaient en réalité beaucoup moins fondés que ceux de l'Aragon, qui avait possédé ce royaume pendant plus d'un demi-siècle. Ces titres, héritage de la maison d'Anjou, vieille rivale de celle d'Aragon, reposaient sur le testament de Réné, comte de Provence, et roi nominal de Naples, mort en 1480. Mais Fernando, représentant de la branche légitime d'Aragon, et neveu d'Alonzo V, le conquérant de Naples, avait seul droit à l'héritage de ce prince, à l'exclusion même de Ferdinand Ier, fils naturel d'Alonzo.

Il n'entre pas dans notre sujet de raconter l'expédition de Charles VIII en Italie. La gloire dispendieuse de ce prince, ses faciles succès, sur cette terre toujours ouverte à l'étranger, engageaient la France dans une voie fatale. La facilité même de la conquête aida Charles à s'aveugler sur son instabilité. Entré le 3 septembre 1493 en Italie, le 22 février 1494 il l'avait traversée tout entière, « sans dresser une tente, et sans rompre une lance, » dit Guicciardini. Au moment où il entrait à Rome, le lâche Alphonse II de Naples, qui venait de succéder à son père Ferdinand Ier, se réfugiait en Sicile, et abdiquait

en faveur de son fils Ferdinand II; les Français, pour entrer à Naples, n'avaient eu, au dire du pape Alexandre VI, que « la peine d'envoyer leurs fourriers, la craie à la main, pour marquer les logis. » Mais pendant que Charles VIII, conquérant étourdi, s'aliénait un à un tous ses partisans, et oubliait les affaires au sein des plaisirs, son allié Fernando soulevait l'Europe contre lui. Tous les États italiens, réveillés de leur stupeur, s'unissaient pour la première fois contre l'ennemi commun. Maximilien, irrité des prétentions du roi de France à la couronne impériale, oubliait le traité de Senlis pour faire cause commune avec ses ennemis; enfin la *ligue de Venise*, signée le 31 mars 1494, avec un tel secret qu'elle échappa même à l'œil vigilant de Comines, l'ambassadeur français, réunissait contre la France l'Empereur, les *rois catholiques*, le pape, Venise et le duc de Milan. Cette ligue célèbre donnait à l'Europe une grande leçon; elle y fondait la balance des pouvoirs, en rassemblant ces États menacés contre celui dont l'ambition les effrayait tous. Le roi d'Aragon était l'âme de cette confédération; purement défensive en apparence, elle avait pour but réel d'expulser les Français d'Italie, et de rasseoir Ferdinand II sur le trône de Naples. Le roi d'Aragon paya son contingent en envoyant une armée en Sicile; une flotte vénitienne vint croiser sur les côtes de la Pouille. Charles, réveillé par l'approche du danger, quitta Naples le 20 mai, en y laissant avec une petite armée son cousin Montpensier, « hardi chevalier, mais peu sage », dit Comines, « et qui ne se levait qu'il ne fût midi. » La victoire de Fornoue ouvrit heureusement au roi de France le chemin de ses

États; le courage de l'armée répara les fautes de son roi. Au bout de quatorze mois d'absence, Charles rentra à Lyon avec un trésor vide, une armée diminuée de moitié, et des prétentions impuissantes que, pour le malheur de la France, il devait léguer à ses successeurs.

Charles avait à peine quitté Naples, que Ferdinand II débarquait à Reggio, appuyé par une armée espagnole, et par un général qui valait à lui seul une armée, par Gonzalo de Cordova. Contre l'avis du vainqueur de Grenade, Ferdinand accepte à Seminara la bataille que les Français lui offrent. Malgré des prodiges de valeur, les Espagnols sont entraînés dans la déroute de l'armée calabraise ; Ferdinand se réfugie par mer à Messine, Gonzalo opère sa retraite en bon ordre vers Reggio. Mais Ferdinand n'était pas homme à se laisser abattre par un premier revers. Résolu à tenter encore une fois la fortune, il vient mouiller devant Naples. Montpensier sort pour s'opposer au débarquement ; Naples, abandonné à lui-même, se soulève au nom du roi qu'il avait chassé. Après un combat opiniâtre, les Français sont expulsés ; Ferdinand II rentre dans sa capitale, au milieu des cris de joie de ses volages sujets. Gonzalo reprend l'offensive; de ville en ville, de montagne en montagne, les Français sont débusqués de toutes leurs possessions. Montpensier, oublié par Charles VIII, est forcé de capituler. Ferdinand II méritait de régner en paix sur ce trône, que lui avait reconquis son courage; mais il meurt à vingt-six ans, et est remplacé par son oncle Frédéric III, prince aimable et populaire.

Ainsi s'était terminée en deux ans, par une suite

de revers, plus mérités que leurs premiers succès, l'expédition des Français en Italie. La Calabre évacuée, il ne restait plus de motif d'hostilités entre la France et l'Espagne. Le *roi catholique*, d'ailleurs, n'avait guère eu à se louer de la loyauté de ses confédérés. Le duc de Milan, après la bataille de Fornoue, avait fait sa paix avec Charles VIII. L'Empereur, qui avait promis d'envahir la France par le nord, n'avait pas tenu sa promesse; les Vénitiens ne pensaient qu'à leurs comptoirs sur l'Adriatique. Chacun des membres de la ligue ne songeait qu'à ses intérêts; Fernando était donc excusable de s'occuper des siens: la paix de Marcoussy vint enfin dissoudre la ligue de Venise, et mettre un terme aux hostilités (1498).

Rien ne retenait plus en Italie le *grand capitaine;* mais avant de s'éloigner, il alla, dans la capitale du monde chrétien, recevoir des mains du saint Père la Rose d'or que l'Église offrait à ses champions [1]. Le roi de Naples paya les services du conquérant de la Calabre par le titre de duc et le don d'un riche domaine. De retour en Espagne, Cordova y reçut de ses souverains l'accueil le plus flatteur. Ysabel, fière de voir son choix justifié, le combla de ses faveurs. Fernando, cachant sa jalousie sous des éloges exagérés, affecta de répéter que la conquête même de Grenade était moins glorieuse pour ses armes que celle de la Calabre. Mais cette entreprise avortée contre

[1] Le trait suivant fait voir tout ce qu'il y avait alors de chevaleresque dans le caractère espagnol : au premier bruit du débarquement de Gonzalo en Italie, l'ambassadeur de Castille à Rome, Garcilaso de la Vega, poëte, homme d'État et soldat à la fois, jaloux de partager les dangers de ses compatriotes, était accouru sous les drapeaux de la Castille, à la tête de tous les Espagnols résidant à Rome.

Naples n'était que le prélude d'une lutte plus sérieuse. La France, fière d'avoir vu ses drapeaux franchir les Alpes et les Apennins, oubliait les fautes et les revers pour ne se souvenir que de la gloire. Quant à la Castille, sa puissance, trop longtemps enfermée dans la Péninsule, débordait de tous les côtés à la fois. L'esprit national avait changé, comme le rôle de la Castille en Europe ; de l'arrière-garde, elle était passée au premier rang, prête à attaquer, au lieu de se défendre. Deux souverains, puissants par l'accord et la diversité même de leurs talents, réunissaient dans leurs mains les deux premiers sceptres de la Péninsule, prêts à seconder l'élan d'un peuple, retenu jusque-là plutôt que guidé par ses rois.

La politique du *roi catholique*, autant que l'épée de son lieutenant, avait vaincu en Italie ; dans ce siècle étrange, chevaleresque et déloyal tout ensemble, un succès obtenu par la force seule aurait fait peu d'honneur à celui qui l'obtenait ; mais l'astuce qui, chez Fernando, s'unissait toujours à la force, n'était qu'un mérite de plus aux yeux des Italiens, ses maîtres dans cette science. En asseyant son cousin Frédéric sur le trône, l'époux d'Ysabel n'avait pas pris l'engagement de l'y maintenir. Il se souvenait encore de l'injure que cette branche bâtarde avait faite à l'Aragon, en lui enlevant la Sicile, antique conquête de ses rois. En convoitant pour lui la couronne de Naples, le rusé politique savait bien qu'il rencontrerait la France dans son chemin. Aussi, pour amuser l'ambition de Charles VIII, fut-il le premier à lui proposer le partage du royaume de Naples, trompeuse amorce à laquelle devait se laisser prendre un prince plus sage que Charles. Mais la

mort du jeune roi, en 1498, après une nouvelle expédition manquée contre le Milanais, vint encore une fois changer la face des affaires, et donner à Fernando un adversaire plus digne de lui.

Depuis la première expédition des Français au delà des Alpes, la situation respective des divers États de l'Europe ne s'était guère modifiée : Henri VII, occupé de fonder en Angleterre le pouvoir monarchique, se tenait à l'écart des querelles du continent. Maximilien, en guerre avec les Suisses, éternels ennemis de l'Autriche, était hors d'état de s'opposer aux entreprises de la France. L'Espagne, la seule rivale que celle-ci eût à craindre, excitait sous main une ambition dont elle devait profiter, et jouait dans le conflit le rôle du renard, en attendant celui du lion. Le duc d'Orléans, Louis XII, venait de monter sur le trône, à l'âge où se calme d'ordinaire la fougue des passions. Il avait répudié toutes les fautes du règne précédent, moins une, et c'était la plus grave : moins les projets sur l'Italie, héréditaires dans la maison de France. Dès le jour de son sacre, en prenant le titre de roi de Naples et de duc de Milan, il avait proclamé ses projets aux yeux de l'Europe attentive. La position de l'Italie, il faut le dire, prêtait à l'ambition de Louis : ses petits États, toujours divisés, invitaient eux-mêmes l'étranger à intervenir dans leurs querelles. Alexandre VI, abandonné par ses alliés qu'il avait trahis, était condamné à en chercher au dehors par la haine et le mépris qu'il soulevait autour de lui. Louis se résigna à acheter cette alliance, plus dégradante qu'utile, en donnant la main d'une princesse de Navarre à César Borgia, le digne fils d'Alexandre VI. Le duc de Savoie se

vendit au prix d'une pension et du mariage de sa sœur avec un prince français. Venise oubliant sa réserve habituelle, se laissa entraîner par Louis XII dans une alliance contre Sforza. Florence demeura neutre, ainsi que le reste de l'Italie, tandis que les ligues suisses resserraient à beaux deniers comptants, leur vieille amitié avec la France.

C'est alors que Louis XII, après s'être assuré la neutralité ou l'appui de tous les grands pouvoirs de l'Europe, envahit avec la *furie française* la Lombardie ouverte à ses armes. En moins d'un mois, la conquête était consommée, et Ludovic allait mourir prisonnier en France. Gênes suivit bientôt l'exemple de Milan. Louis, faisant halte un instant, donna un an au soin de se faire aimer de ses nouveaux sujets. Fernando, malgré son adhésion apparente aux projets de Louis, ne voyait pas sans inquiétude les progrès de son allié en Italie. Il voulait bien que Louis conquît Naples pour le partager avec lui, mais non Milan pour le posséder seul. Sa diplomatie, la plus habile et la plus corrompue de l'époque, excitait contre la France les États italiens, sans pouvoir les réveiller au sentiment de leur danger. Alarmé de la défection du pontife, Fernando avait voulu se servir de ses vices pour le tenir en bride ; il l'avait fait réprimander par son ambassadeur, en audience solennelle, sur les scandales de sa vie privée ; mais Alexandre VI avait tourné la chose en plaisanterie, et paru s'étonner qu'on eût encore la prétention de le faire rougir. Enfin, l'Empereur lui-même, sans renoncer à ses droits sur le Milanais, venait de se laisser gagner par Louis, et de signer une trêve qui laissait à la France sa liberté d'agir.

Le malheureux roi de Naples voyait l'orage s'amasser sur sa tête ; mais il ne connaissait pas encore toute l'étendue de son danger. Dans son aveuglement, il s'adressa au roi d'Aragon. Mais au lieu d'un parent, il ne trouva en lui qu'un ennemi, d'autant plus dangereux qu'il lui tenait de plus près. Ce beau royaume de Naples, conquis par Alonzo V, et légué par lui à son fils naturel, était pour l'Aragon et pour ses rois un éternel objet d'envie et de regret. Il avait fallu les longues guerres du règne de Juan II pour l'empêcher de réclamer, les armes à la main, l'héritage de son frère. De tout temps, le vieux roi et son fils Fernando avaient réservé leurs droits sur Naples pour les faire valoir, quand le moment en serait venu. Dans cette vue d'avenir, les *rois catholiques* avaient refusé au duc de Calabre la main de leur troisième fille. Cinq rois s'étaient succédé en peu d'années sur le trône de Naples, et Fernando n'avait pas protesté ; mais la sombre réserve qu'il gardait était plus menaçante que les armées même de Louis; un second danger plus lointain se laissait entrevoir au delà du premier. Le malheureux prince, plus sûr de l'affection que du courage de ses sujets, jeta en vain les yeux autour de lui pour chercher un allié. Abandonné de tous, il prit enfin un parti désespéré; ce fut de se jeter dans les bras de la France. Il renouvela à Louis XII l'offre faite par son père à Charles VIII, de reconnaître sa suzeraineté, et de recevoir dans ses villes garnison française.

Le plus sage pour Louis eût été d'accepter ; mais la diplomatie du roi d'Aragon enveloppait de ses rets le crédule monarque. Un traité fut signé, dans le plus grand secret, entre les deux rois de France et

d'Aragon (11 novembre 1500). Ce traité, honteux pour les deux alliés, utile pour un seul, et où l'astuce d'un côté égalait l'imprévoyance de l'autre, réglait le partage de leur future conquête. Au nord, le Labour et les Abruzzes, et le titre de roi de Naples, devaient appartenir à Louis; au sud, la Pouille et la Calabre étaient réservées à Fernando, avec le titre plus modeste de duc de Calabre. Ce partage, qu'une ambition étourdie pouvait seule faire accepter à Louis, était gros de discordes et de guerres. Le roi d'Aragon, déjà maître de la Sicile, laissait ainsi son rival effectuer, à ses risques et périls, une conquête dont tous les fruits devaient être pour lui. A tout hasard, Fernando avait réuni à Malaga une flotte et une armée ; comme son devancier Pedro III, il abusait l'Europe sur le but de cet armement en feignant de le destiner à combattre les infidèles. La flotte, commandée par Cordova, mit à la voile en mai 1500, pour aller rallier la flotte vénitienne, et conquérir Zante sur les Turks. L'île resta aux Vénitiens ; mais Fernando y gagna d'appeler sur lui les regards de l'Europe, en les détournant de l'Italie. Pendant ce temps, l'armée française, forte de neuf cents lances (cinq mille quatre cents chevaux), et de sept mille fantassins, avec trente-six pièces de canon, se mettait en route de Milan pour Naples. Elle avait pour chef d'Aubigny, l'ancien rival de Cordova en Calabre. Une flotte partit de Toulon pour suivre les mouvements de l'armée. Le jour où les lances françaises parurent sous les murs de Rome, les ambassadeurs de France et de Castille notifièrent au pape étonné le traité de partage. Alexandre VI, toujours à genoux devant le succès, se hâta d'accorder aux deux rois

l'investiture de leur conquête. L'Italie trouva tout simple que le roi d'Espagne, au lieu de secourir son parent, s'unît à ses oppresseurs pour partager ses dépouilles. Seulement, les fins politiques de l'école des Borgia jugèrent peu sage de la part de Louis de refuser l'offre de Frédéric, et la souveraineté entière de Naples, pour en céder la moitié à un associé aussi peu sûr que le roi d'Aragon.

Le 8 juillet, les troupes de Louis franchirent la frontière napolitaine. Le malheureux Frédéric, attaqué de front par la France, menacé sur ses derrières par l'Espagne, n'essaya pas de défendre une couronne perdue. L'armée d'invasion, poursuivant sa marche, vit toutes les portes s'ouvrir devant elle. Capoue seule osa résister; mais elle fut emportée d'assaut, les habitants massacrés, et les femmes livrées à la brutalité du soldat. Quarante des plus belles furent réservées pour le sérail de César Borgia, qui s'était joint à l'armée de Louis. Frédéric, craignant d'attirer sur ses sujets de nouvelles misères, se retira dans l'île d'Ischia ; mais chassé de ce dernier asile, il finit par s'en remettre à la générosité de Louis. Celui-ci, touché de sa confiance, lui assigna une pension de 30,000 livres avec le comté du Maine; le roi déchu y vécut dans une retraite honorable, jusqu'à sa mort arrivée en 1504.

Cordova, après avoir rendu au roi de Naples les fiefs qu'il tenait de lui, s'empara, en moins d'un mois, des deux Calabres. Tarente seule résistait encore : un héroïque enfant, Ferdinand, fils aîné de Frédéric, était l'âme de sa résistance. Gonzalo vient camper sous les murs de la place, pour ne plus la quitter qu'elle ne soit prise. Les habitants, découragés, se

décident à capituler. Un traité, signé par Cordova, garantit au fils de Frédéric la liberté d'aller en France rejoindre son père. Ferdinand se met en route ; mais un courrier arrive d'Espagne ; il apporte l'ordre de s'emparer du prince, mort ou vif, et de ne le laisser échapper à aucun prix. Cordova, en loyal Castillan, hésitait à trahir la foi donnée ; mais son confesseur le rassure : « un serment que vos souverains n'ont pas « ratifié, n'a de valeur, lui dit-on, ni devant Dieu, « ni devant les hommes. » Cordova cède à regret, et fait courir après le fugitif ; on l'atteint, on le ramène, et il est envoyé par mer en Espagne, où l'infortuné prince, âgé de quatorze ans à peine, va traîner dans la captivité un demi-siècle de vie.

Fernando, avant de commettre cette œuvre d'iniquité, s'était sans doute muni d'une absolution; mais ses contemporains ont été plus sévères que ses casuistes : « Avant de croire aux serments du bon roi « d'Aragon, disait un prince italien, je voudrais qu'il « me jurât par un Dieu en qui il eût foi. » En effet, l'immoralité italienne, dans sa cynique effronterie, avait du moins une espèce de franchise : César Borgia et ses pareils, en violant toutes les lois divines et humaines, n'avaient pas, comme le Tartufe espagnol, le nom de Dieu toujours sur les lèvres. Maintenant, une part revient-elle à Ysabel dans toutes ces turpitudes ? On aime à croire qu'il n'en est rien. Par un partage tacite entre elle et son époux, la guerre et la diplomatie étaient à Fernando, et l'administration à Ysabel. S'agissait-il de persécuter ou de bannir des hérétiques, Fernando, fanatique à froid, pouvait bien s'y associer, par des motifs, politiques avant tout ; mais le conquérant, chez lui, dominait le sec-

taire ; et dans toutes les affaires qui ne touchaient pas à la foi, son intérêt était le seul Dieu auquel il eût jamais cru ici-bas.

La spoliation une fois consommée, le complice de Fernando n'était plus pour lui qu'un ennemi, dont la part était prise aux dépens de la sienne ; et cette part, le roi d'Aragon songeait maintenant à se l'approprier. Pietro Martyr [1], l'homme qui a le mieux connu tous les rouages secrets de la politique de la Castille, ne nous laisse pas un doute à cet égard. Louis, de son côté, s'il faut en croire le même historien, s'apprêtait à trahir Fernando, pour n'être pas trahi par lui ; et dans cette lutte de déloyauté entre deux parjures, la couronne de Naples aurait été le prix de la vitesse. Mais l'ensemble du caractère de Louis proteste contre cette accusation. Trompé plus souvent que trompeur dans ses relations avec les princes de l'époque, son imprudence même nous garantit sa bonne foi. Certes, s'il eût voulu dépouiller son associé de peur d'être dépouillé par lui, il n'eût pas fait partir, après la soumission de Naples, sa flotte pour le Levant, afin d'y rallier celle de Venise. Gonzalo, invité à se joindre à cette croisade, s'excusa sous de vains prétextes. L'amiral français, après une attaque infructueuse contre Mitylène, ramena en Italie les débris de sa flotte, dispersée par la tempête ; mais avant qu'elle eût paru devant Naples, l'accord avait déjà cessé entre les deux vice-rois ; la délimitation des deux frontières avait été laissée incertaine dans le traité, et le territoire contesté devint, pendant tout l'hiver, le théâtre

[1] *Opus epistolarium*, ép. 218.

d'une guerre d'avant-postes. Une entrevue entre les deux vice-rois n'amena aucun résultat. Louis passa les Alpes, et vint s'établir à Asti, en Piémont, pour surveiller à la fois la France et l'Italie ; et Nemours reçut, avec un renfort de cinq mille hommes, l'ordre d'occuper la Capitanate.

Les hostilités éclatèrent en juillet 1502. Cordova, trop faible pour tenir la campagne, s'enferma dans le petit port de Barletta, près de Bari, sur l'Adriatique. Les Français, avec leur confiance accoutumée, se vantaient déjà de balayer les Espagnols de l'Italie. Les forces de la France ne montaient qu'à douze mille hommes. Nemours, présomptueux en raison même de son incapacité, au lieu d'assiéger Barletta, éparpille ses troupes dans la Calabre, et laisse dans cette ville le brave Lapalisse, avec des forces insuffisantes. Gonzalo met ce temps à profit : tout en supportant avec la ténacité espagnole les privations d'un long siége, il amuse la petite armée française par des duels et des défis chevaleresques. Bayard y fait ses premières armes, et tue en combat singulier un parent du roi d'Aragon. Dans une rencontre de treize Français contre treize Italiens, ces derniers y ont le dessus, ce qui console un peu la pauvre Italie de tant de hontes et de misères [1]. Pendant plusieurs mois, les *rois catholiques*, moins négligents d'ordinaire, oublient l'héroïque garnison de Barletta. Enfin sur les instances de Cordova, Fernando envoie quelques renforts que taille en pièces d'Aubigny : la Calabre retombe au pouvoir des Français, et la flotte de Louis bloque l'entrée de

[1] Voir les *Gestes du chevalier sans peur et sans reproches*, et Jean d'Anton, *Hist. de Louis XII*, t. II, 4e partie, par Guicciardini, lib. v.

l'Adriatique. Mais bientôt, par un de ces retours de fortune que savait ménager le *grand capitaine*, les choses changent brusquement de face. Cordova, rompant le blocus de Barletta, fait Lapalisse prisonnier avec son armée, pendant que l'escadre française se fait battre devant Otrante par la flotte espagnole.

Pendant ce temps, de graves événements venaient de se passer en Castille. La mort prématurée de l'infant de Portugal, héritier des trois couronnes de la Péninsule, avait fait passer tout cet avenir sur la tête d'un enfant, réservé à de bien hautes destinées. Cet enfant, c'était Charles-Quint, né avec le siècle, le 24 février 1500, de doña Juana, fille des *rois catholiques*, et de Philippe, archiduc d'Autriche et souverain des Pays-Bas; monstrueux assemblage de pouvoirs, qui devaient un jour se réunir dans une seule main, pour la gloire et pour le malheur de l'Espagne. Les *rois catholiques* invitèrent l'archiduc et sa femme à venir visiter le pays qu'ils devaient gouverner un jour. Les deux époux traversèrent la France, où ils reçurent le plus cordial accueil. Philippe rendit hommage à Louis pour ses possessions en France, et en janvier 1502 il entra avec son épouse en Castille. Les futurs héritiers du trône reçurent dans Tolède le serment de fidélité des Cortès de ce pays. Les Aragonais, plus jaloux de leurs priviléges, s'y refusèrent d'abord; mais Fernando, plus propre qu'Ysabel, par la souplesse de son caractère, au rôle de souverain constitutionnel, ménagea si bien l'orgueil aragonais que le serment refusé à une sœur, fut prêté à l'autre; on réserva seulement le droit des enfants mâles qui pourraient naître de l'union des *rois catholiques*.

Mais l'archiduc, jeune prince à la tête légère, ennemi de toute gêne et de tout travail, se lassa bientôt des rigueurs de l'étiquette qui régnait avec Ysabel à la cour de Castille. Ennuyé des alternatives de tendresse exaltée et de fureur jalouse de sa femme, Philippe avait hâte de s'en retourner dans les Pays-Bas, et d'allonger la chaîne qu'il ne pouvait rompre. Vainement lui rappela-t-on que Juana était près d'accoucher, et que le départ d'un mari qu'elle adorait mettrait sa vie en danger ; rien ne put le retenir en Castille. Pour utiliser son voyage à travers la France, son beau-père le chargea de traiter avec le roi Louis. Il partit en décembre, muni d'instructions très-précises et très-limitées ; mais le roi d'Aragon, peu confiant dans la prudence de son gendre, avait attaché à ses pas des yeux qui les surveillaient. Bientôt averti que son ambassadeur dépassait ses pouvoirs, Fernando le laissa faire ; il se servit de cette négociation en l'air pour amuser la crédulité de Louis XII ; il laissa même Philippe, d'aussi bonne foi que Louis, conclure à Lyon un traité trop avantageux à l'Espagne pour qu'on ne supposât pas les *rois catholiques* pressés de le ratifier. Charles, le fils de l'archiduc, devait épouser madame Claude de France, fille du roi, avec la couronne de Naples pour dot. Jusqu'à la consommation du mariage, les deux rois de France et d'Aragon devaient rester en possession du royaume de Naples ; on devait enfin convoquer un concile pour déposer le pape, et faire élire à sa place le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis.

Louis, avec sa loyauté ordinaire, contremanda le départ d'une flotte qui allait faire voile pour l'Italie,

et fit suspendre les hostilités. L'archiduc expédia les mêmes ordres à Cordova; mais celui-ci, qui avait reçu de Fernando ses instructions, savait à quoi s'en tenir sur la valeur du traité. Le 28 avril, il quitte Barletta, et vient camper sur une hauteur qu'il fortifie à la hâte, près de Cerignola. Le soir même, il est attaqué par les Français. Les forces, de chaque côté, ne montaient guère qu'à six ou sept mille hommes. L'impétueuse attaque des Français se brise contre les palissades du camp espagnol ; l'artillerie fait dans leurs rangs des brèches profondes, Nemours tombe percé d'une balle; une sortie, faite à propos, achève de porter le désordre dans les rangs des assaillants ; après une heure de combat, Louis n'avait plus d'armée en Italie. Les bagages, l'artillerie, restèrent au pouvoir de l'ennemi. Trois mille morts, l'élite de la chevalerie française, jonchèrent le champ de bataille. On retrouva sous un monceau de cadavres le corps du malheureux Nemours; Cordova lui fit faire de somptueuses funérailles. Le même jour, d'Aubigny se faisait battre en Calabre, dans cette même plaine de Seminara où il avait deux fois vaincu les Espagnols. Cordova, toujours infatigable, marche sur Naples qui lui ouvre ses portes. La garnison française qui occupait les deux forts ne tarde pas à se rendre : les dépouilles de l'Italie, entassées dans leurs murs, passent des mains des Français dans celles des soldats espagnols. Bientôt le royaume entier, sauf Venosa et Gaëte, suivit l'exemple de sa capitale. Ainsi la triste Italie, toujours soumise à ces *barbares*, qu'elle affectait de mépriser, voyait dans leurs mains ses plus belles provinces. Élève des hommes d'État italiens, Fernando, cette fois, avait

battu ses maîtres ; l'Italie n'était pas seulement conquise, elle était jouée par lui, et s'inclinait, comme la France vaincue, devant l'habileté supérieure du conquérant aragonais.

Le roi de France en était encore à attendre la ratification de son traité, lorsque arrivèrent coup sur coup ces tristes nouvelles : l'armée détruite, Nemours tué, d'Aubigny prisonnier, Naples et la Calabre perdues. L'archiduc partagea la colère de Louis ; honteux du rôle qu'on lui avait fait jouer, il en tomba malade de chagrin. A peine rétabli, il écrivit à son beau-père, pour lui reprocher sa déloyauté, et le sommer de ratifier le traité ; Fernando s'y refusa, en alléguant qu'il avait été conclu contre ses ordres ; et comme le roi de France se plaignait d'avoir été dupé deux fois par lui, il s'écria, dans la brutale ivresse du succès : « Il en a menti, l'ivrogne ! je l'ai attrapé plus de dix fois. »

Le roi d'Aragon, pour la forme seulement, rouvrit avec la France des négociations ; mais ce n'était plus de négocier qu'il s'agissait, c'était de combattre. Louis en appela au patriotisme de la France, et cet appel fut entendu : trois armées furent équipées à la fois, l'une pour Naples, l'autre pour Fuenterabia, la troisième pour le Roussillon. La Trémouille, le plus habile des généraux français, partit pour l'Italie avec cinq mille chevaux et autant de fantassins, que grossirent en route des renforts suisses et lombards. Enfin deux flottes sortirent de Gênes et de Marseille, et cinglèrent l'une vers Naples, l'autre vers le Roussillon. La partie, du reste, valait encore la peine d'être jouée en Italie. Louis d'Ars, cantonné dans Venosa, y avait rallié tous les partisans de la France ; il y mul-

tipliait sa petite armée à force d'audace et de courage. Yves d'Aligre, maître de Gaëte, conservait à Louis cette place importante, qui commande la route de Naples. Florence et les petits États italiens restaient fidèles à l'alliance de la France, même vaincue ; mais Venise vacillait, et le pape n'avait pas attendu la défaite de Cerignola pour traiter avec Cordova.

Pendant qu'une nouvelle série de triomphes se préparait en Italie, Fernando expiait par des malheurs domestiques le succès qui couronnait sa politique. Des pertes cruelles avaient éclairci les rangs de sa nombreuse famille. La santé de la reine, affaiblie par tant d'épreuves, faisait pressentir une fin prochaine. L'infante Juana, exaltée par sa tendresse jalouse pour son mari absent, laissa percer quelques symptômes de folie. Une idée fixe, chez elle, dominait toutes les autres, c'était de rejoindre son époux ; la naissance même d'un second fils, l'infant Ferdinand, ne put la détourner de cette idée. Une lettre de son mari, qui l'invitait à venir le rejoindre en France, détermina une crise dans ce faible cerveau. Sourde aux prières, elle veut partir à tout prix ; on a beau fermer les portes du château, elle passe la nuit à demi vêtue, et tremblante de froid, devant cette porte fermée, sans que rien puisse la décider à rentrer. Ysabel se hâta d'accourir ; sa santé déjà si ébranlée reçut un choc nouveau du spectacle de la folie de sa fille. Mais dans cette énergique constitution, le corps seul avait faibli, l'âme gardait encore toute sa vigueur. Il suffit du danger qui menaçait la Castille pour réveiller chez Ysabel ces rares facultés que la mort seule devait éteindre. Il fallait, avec un trésor épuisé, faire passer à Naples de nouveaux renforts, et couvrir, à

ses deux extrémités, la frontière des Pyrénées. Ysabel, quittant son lit de douleur, use le peu de vie qui lui reste à lever des troupes, à garnir ses arsenaux, à faire face au danger sur tous les points. L'Aragon, plus dévoué à ses rois dans la mauvaise fortune que dans la bonne, se soulève à la voix de Fernando. En moins d'un mois, il a réuni à Gérone dix mille chevaux et trente mille fantassins, et s'apprête à prendre l'offensive, et à porter la guerre sur le territoire français, au lieu d'attendre l'ennemi au pied des Pyrénées.

Mais l'orage qui grondait sur la Péninsule se dissipa sans éclater. Jean d'Albret, devenu roi de Navarre par son mariage avec l'héritière de ce royaume, envoya sa fille en otage à la cour d'Ysabel, et garda envers Louis une équivoque neutralité. Le sire d'Albret, son père, qui commandait l'armée française dirigée contre Fuenterabia, évita avec soin tout engagement, et se fit soupçonner d'être d'accord avec les *rois catholiques*. Son armée, dénuée de vivres, vit ses rangs s'éclaircir par la désertion, et l'expédition de Biscaye finit avant d'avoir commencé. Restait l'armée de Roussillon; Fernando marcha à sa rencontre; le général français, évitant une lutte inégale, leva le siége et se replia sur Narbonne, harcelé dans sa retraite par les Espagnols. La flotte française fut presque anéantie par la tempête. Cette entreprise, conduite sans plan et sans vigueur, coûta à la France beaucoup d'argent, et lui rapporta peu de gloire. A dater de ce moment, les deux rois semblèrent s'entendre pour reporter sur l'Italie tous leurs efforts. Ainsi la France se voyait, par l'ambition irréfléchie de ses rois, jetée dans des guerres loin-

taines, pour acquérir, au delà des Alpes, des conquêtes qu'elle ne pouvait pas garder. Avec la même somme d'argent et d'efforts, elle eût pu réunir à sa couronne les provinces qu'on en avait démembrées, et rentrer dans ses limites naturelles. Mais destituée d'alliés sur le continent, en lutte avec l'Espagne, son alliée nécessaire, elle portait la peine d'une position trop forte pour ne pas faire peur à tout ce qui l'entoure; elle se voyait condamnée, par cette peur même, à de continuels efforts, pour ne pas cesser de l'inspirer ; grande et terrible attitude, imposée à la France par sa situation au cœur du continent, et par cette compacte unité qui fait à la fois sa force et son danger.

On a reproché au roi d'Aragon de n'avoir pas profité de la retraite des Français, pour envahir à son tour les États de Louis qui, abattu sous le poids des revers, semblait toucher à sa fin. Mais Fernando, prudent sans être timide, n'osait jamais que suivant la mesure de ses forces; il se souciait peu de risquer une invasion à travers ces compactes populations de la France, toujours prêtes à se serrer autour de leur roi. Il eût voulu, avant de tenter en Italie un nouvel effort, laisser reposer les ressorts de la monarchie, fatigués par une tension trop constante. Mais les événements marchaient, et nul ne pouvait plus en arrêter le cours. L'armée française, sous les ordres de La Trémouille, avait déjà atteint Parme, quand arriva une nouvelle imprévue : Alexandre VI venait d'expirer à soixante-douze ans, victime du poison qu'il avait destiné à d'autres. Ainsi mourut, d'une fin digne de sa vie, ce Tibère du pontificat, qui semblait avoir pris à tâche de frayer les voies à

la réforme, en justifiant d'avance toutes ses attaques. A dater de ce règne, le Saint-Siége cesse d'exister, comme puissance spirituelle, comme âme visible de la chrétienté. Sous Jules II, on pourra le redouter encore, l'admirer sous Léon X, comme un centre fécond d'art et d'intelligence ; mais la domination du monde par les idées, succédant à celle des armes, le règne de l'unité catholique personnifiée dans un pontife, héritier des Césars, tout cela est fini pour Rome depuis Alexandre VI ; l'Allemagne, en secouant ce joug avili, va venger la vieille injure de Henri IV et de l'Empire.

En perdant dans Alexandre un allié douteux, la France songeait à le remplacer par un pontife qui lui fût dévoué. Le cardinal d'Amboise, le premier ministre et l'ami de Louis XII, aspirait depuis longtemps à la tiare ; mais ses intrigues, appuyées de la présence d'une armée, échouèrent deux fois de suite devant la répugnance innée des Italiens pour un pape étranger. Un pontife âgé et malade, Pie III, élu par une transaction entre les deux partis, mourut au bout d'un mois. Son successeur fut le cardinal de la Rovère, le belliqueux Jules II. L'armée française laissa échapper l'occasion d'attaquer Cordova ; elle s'éloigna de Rome, après y avoir vu périr sous ses yeux l'influence française, et ce fut là sa première défaite. Bientôt la fièvre força La Trémouille à céder le commandement au marquis de Mantoue. L'armée espagnole campait alors devant Gaëte. Après quelques assauts, vigoureusement repoussés, le siége s'était changé en blocus. Les Français, au nombre de douze cents lances et dix mille hommes de pied, paraissent tout d'un coup

sous les murs de Gaëte ; ils rallient la garnison de cette ville, et tentent le passage du Garigliano, qui leur fermait la route de Naples et du sud de l'Italie. Les Espagnols, bien qu'inférieurs en nombre, n'hésitent pas à défendre le passage; leur résistance désespérée arrête un instant les Français; mais protégés par une flotte et par une puissante artillerie, ils parviennent à jeter un pont sur le fleuve, et s'établissent sur l'autre rive. Toutefois les vainqueurs, doutant eux-mêmes de leur triomphe, n'osèrent pas le pousser plus loin; ils repassèrent le pont le même soir, et se retirèrent dans leurs quartiers. Les tempêtes, en écartant leur flotte du rivage, ôtèrent à l'armée son point d'appui ; des pluies sans relâche vinrent défoncer tous les chemins, et changer en un lac de boue le camp français, situé dans les marais de Minturnes, sur le delta du Garigliano. La cavalerie, l'artillerie devinrent inutiles sur ce sol détrempé par les eaux. Les vivres manquèrent, grâce aux concussions éhontées des fournisseurs français. Les généraux de Louis obéissaient à regret à un chef étranger; le marquis de Mantoue remit son commandement au marquis de Saluces, vice-roi de Naples, et Italien comme lui. Mais Saluces, plus capable, ne fut pas mieux obéi. La cavalerie se dispersa dans les villes voisines. La garde du pont fut laissée aux mercenaires suisses et allemands qui, au lieu de rester à leur poste, se répandaient dans la campagne pour piller le pays.

L'armée espagnole, condamnée aux mêmes privations, les supportait avec une patience héroïque; l'âme du grand capitaine semblait être passée dans les soldats qu'il commandait. Cordova avait assis son

camp à un mille de la rivière, sur une hauteur qui commandait la route de Naples, et l'avait rendu imprenable. Mais l'inondation grossissait toujours. La pluie, pénétrant à travers les huttes de terre ou de ramée, ne laissait de repos aux soldats ni le jour, ni la nuit. Le pays, battu en tout sens, fournissait à peine quelques vivres, rares et malsains. La solde était en arrière de plusieurs mois; les mercenaires, que l'honneur ne soutenait point comme les soldats espagnols, désertaient en masse, depuis qu'on ne les payait pas. Mais l'indomptable constance du chef suppléait au courage, aux ressources, aux vivres qui manquaient à son armée. Toujours le premier au danger comme à la fatigue, Cordova montait la garde avec ses soldats, et ne s'épargnait pas plus que le dernier d'entre eux. Vainement on le pressait de reculer jusqu'à Capoue, où il pourrait attendre, dans l'abondance, le retour de la belle saison; « Je veux marcher en avant, répondit-il, dussé-je y trouver mon « tombeau, plutôt que de reculer d'un pas, fût-ce « au prix de cent ans de vie! »

Dans cette joute de patience entre les deux armées, les Espagnols devaient finir par vaincre. L'armée de Cordova, peu nombreuse, mais compacte et disciplinée, se trouvait rassemblée sous sa main, prête à agir au premier ordre; ses ennemis, dispersés sur une vaste étendue de pays, avaient perdu en se séparant l'avantage du nombre. L'impétuosité française s'était changée en découragement. Même avant le combat, les conquérants de Naples étaient déjà vaincus. Pendant cinquante jours, les deux adversaires restèrent à s'observer, rompant à peine leur immobilité par quelques affaires d'avant-postes, ou

quelques duels, derniers legs de la chevalerie mourante. Tout d'un coup, pendant une nuit d'orage, le 29 décembre, Cordova, qui venait de recevoir des renforts, jette en quelques heures un pont sur le fleuve, et assaillit à l'improviste le camp ennemi, où nul ne s'attendait à une attaque. Saluces rallie à la hâte les troupes qu'il a sous la main, et ne trouve rien de mieux à faire que de couper son pont de bateaux, et de se replier sur Gaëte. Dans sa retraite précipitée, il laisse au pouvoir de l'ennemi ses blessés, ses malades, ses bagages, son artillerie, amenée à grands frais, à travers les Alpes et les Apennins. Les Espagnols, sans s'arrèter à piller, se mettent à la poursuite des fugitifs. La retraite se change bientôt en déroute, malgré les efforts désespérés de Bayard et de quelques officiers [1]. L'armée, vaincue sans combat, se réfugie dans Gaëte, en laissant dans la plaine quatre mille morts, et une foule de prisonniers [2]. Gaëte, ville fortifiée, aurait pu se défendre longtemps; mais les vivres manquaient, et la garnison se rendit le 1er janvier 1504. Elle obtint la faculté de se retirer avec armes et bagages, et la liberté de tous les prisonniers, y compris La Palisse et d'Aubigny. Cordova, avec une loyauté que ses ennemis reconnaissent, veilla à la stricte exécution du traité; mais les Italiens au service de la France

[1] C'est sur ce pont que Bayard, au dire des chroniqueurs français, soutint seul, pendant une heure, l'effort de deux cents cavaliers. Du reste, les chroniqueurs espagnols rendent pleine justice à la valeur française.

[2] Le curé de *los Palacios*, avec l'exagération castillane, évalue la perte des Français, depuis l'occupation de Barletta jusqu'à la reddition de Gaëte, à six mille prisonniers, quatorze mille tués, et un plus grand nombre encore morts de fatigue, ou massacrés par les paysans. Les Espagnols, en revanche, n'auraient perdu que deux cents hommes.

n'y furent pas compris, et expièrent dans les fers leur dévouement à la cause de Louis. Une poignée de chevaliers français, commandés par Louis d'Ars, et dont Bayard faisait partie, s'était réfugiée dans Venosa, où elle tint encore quelque temps; mais après la reddition de Gaëte, ces braves, perdant tout espoir d'être secourus, traversèrent toute l'Italie, « la lance au poing, dit Brantôme, sans se laisser « entamer, passèrent les Alpes, et revinrent à la « cour de France, où le roi et la reine leur firent « grand accueil. » Les restes de cette florissante armée qui, dans l'orgueil de la conquête, avait parcouru toute la Péninsule, regagnèrent la France en mendiant leur pain, traqués par les paysans, et jonchant de cadavres tous les chemins. Saluces et la plupart des chefs moururent en route ou au retour, de chagrin plus encore que de maladie. Louis, abattu par cette série de revers, juste châtiment de tant de fautes, prit le deuil de sa brave noblesse, et le fit prendre à toute sa cour. Dans le premier emportement de sa colère, il fit pendre les fournisseurs infidèles, et bannit de sa cour les généraux dont l'insubordination avait causé tous ces désastres.

Les deux rois sentirent le besoin d'une pause après ce terrible effort : Fernando avait à s'affermir dans sa conquête, et Louis à réparer ses pertes; une trève de trois ans fut signée le 31 mai, comme un à-compte sur la paix que tout le monde croyait prochaine. Mais la honte et le chagrin avaient frappé Louis au cœur : une maladie grave le conduisit aux portes du tombeau. Cordova, de retour à Naples, paya aussi son tribut aux fatigues de la campagne par une longue maladie. A peine guéri, il s'occupa d'organiser sa

conquête, et fonda sur des bases régulières l'administration de ce royaume. Il réprima l'insubordination des troupes, qui se payaient de leur solde arriérée aux dépens des habitants. Il combla de ses dons les officiers qui avaient servi sous ses ordres, et leur partagea les fiefs de la conquête : ses libéralités sans bornes firent une large brèche à sa fortune et aux finances du monarque. Aussi, le roi d'Aragon, généreux malgré lui, laissa-t-il échapper ces mots : « Qu'importe que Cordova m'ait conquis un royaume, « s'il me le dépense en détail avant que j'en aie rien « touché ! »

L'arrestation de César Borgia contribua surtout à la pacification de l'Italie : le fils d'Alexandre VI était venu chercher un refuge à Naples, après la mort de son père ; ses intrigues menaçaient de compromettre le repos de l'Italie, et d'enlever à Fernando sa nouvelle conquête. Gonzalo, manquant encore une fois à sa parole, et toujours malgré lui, fit arrêter Borgia, nonobstant le sauf-conduit qu'il lui avait donné, et l'envoya en Espagne, où il trouva en Navarre une mort ignorée. Les alliés de Louis, Pise, Gênes, Venise, se mirent prudemment à négocier avec son rival. Jules II seul se sentit l'âme assez grande pour ne pas s'agenouiller devant le succès ; tandis que chacun adorait dans Fernando l'arbitre de l'Italie, lui seul, poursuivant le rêve patriotique de Machiavel, cherchait encore à affranchir la papauté et l'Italie du joug de l'étranger. Mais l'ascendant aragonais n'en domina pas moins dans la Péninsule. Si le vainqueur du Garigliano, se laissant aller à la pente de sa fortune, avait marché droit sur Milan, les Français, abattus de leur défaite, pouvaient être refoulés au

delà des Alpes. Mais instruit par les fautes de ses ennemis, Gonzalo sut, comme son maître, borner son ambition; il préféra une conquête restreinte, mais sûre, à une domination plus vaste et plus précaire.

Ainsi les mêmes fautes avaient enfanté les mêmes revers : Louis XII, sans recommencer toutes les erreurs de Charles VIII, avait échoué comme lui dans toutes ses entreprises. Ce qui manquait à ce prince, plus propre à commander une expédition du fond de son cabinet qu'à la conduire sur les champs de bataille, ce n'était ni l'activité, ni l'audace, ni la suite même dans les projets, c'était un général tel que Cordova! On a vu la supériorité de celui-ci sur les inhabiles généraux que la France lui opposait; au lieu d'afficher comme eux, pour ses alliés italiens, un mépris dont ils savaient se venger [1], il se montrait, en toute occasion, prêt à les consulter, et à tirer parti de leur expérience. Les deux frères Colonna, les meilleurs généraux de l'Italie, tenaient le premier rang dans son armée; quiconque servait sous ses drapeaux était à ses yeux un compatriote. Indulgent ou sévère à propos, la liberté avec lui ne dégénérait jamais en licence. Espagnols, Allemands, Italiens, tous rivalisaient pour lui d'affection; son affabilité, ses largesses, lui gagnaient tous les cœurs. Toujours prompt à servir ses alliés, il se concilia Venise, en défendant ses comptoirs du Levant; Rome, en chassant les pirates d'Ostia; Naples, en la

[1] « En causant à Nantes avec le cardinal d'Amboise, dit Machiavel (*Principe*, ch. 3), le cardinal me dit que les Italiens n'entendaient rien à la guerre; à quoi je répondis que les Français, à leur tour, n'entendaient rien à la politique. » Ajoutons que tous les deux avaient raison.

délivrant du joug français. Ses soldats, devenus comme ceux d'Annibal, étrangers à leur pays natal, n'avaient plus d'autre patrie que leur camp, d'autre religion que leur drapeau, d'autre Dieu que leur général. Un seul homme n'apprécia pas Cordova à toute sa valeur, ce fut Fernando; il est de ces services qu'un roi ne pardonne pas à un sujet; et le vainqueur de Naples ne pouvait rester sur les marches d'un trône sans faire ombrage à celui qui s'y asseyait. Quant à Louis XII, sa conduite en Italie a été appréciée par un juge sévère : Machiavel, dans son livre *del Principe*, cette grande étude politique, dont le défaut est de mettre les hommes au pire, et de ne compter qu'avec leurs vices, Machiavel adresse à Louis deux reproches : le premier, c'est d'avoir trahi, pour l'alliance douteuse d'un Alexandre VI, tous les petits États italiens qui s'étaient ralliés à lui; le second, c'est d'avoir partagé le trône de Naples avec un associé tel que Fernando d'Aragon : « En sorte, ajoute Machiavel avec son froid bon sens, qu'après avoir été l'arbitre de l'Italie, au lieu de laisser sur le trône un roi, son tributaire, il l'en ôta pour y asseoir à ses côtés un collègue plus puissant, qui finit par l'en chasser. Si la France, avec ses forces, pouvait conquérir le trône de Naples, elle devait le faire; sinon, elle ne devait à aucun prix le partager..... D'où l'on peut tirer cette règle de conduite, que c'est se perdre infailliblement que de travailler à la puissance d'un autre ; car cette puissance qu'on lui procure est l'œuvre ou de l'habileté ou de la force, et toutes deux deviennent également suspectes à celui qui leur doit son élévation. »

CHAPITRE III

DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE.

1492.

Il n'est guère d'époque de l'histoire, sans en excepter même la nôtre, qui, dans l'espace d'un demi-siècle, renferme autant d'événements que la dernière moitié du xve. Parmi ceux qui ont le plus influé sur la marche de l'esprit humain, il suffira de citer l'invention de l'imprimerie et la renaissance des lettres; la découverte de l'Amérique et de la route des Indes par le Cap; la chute des républiques italiennes et du principe représentatif, et l'affermissement du pouvoir royal en Europe; enfin le déclin de la papauté, et l'aurore de la Réformation se levant sur notre vieux continent, pendant que la lumière de l'Évangile commence à éclairer le nouveau.

Le moyen âge vient de s'éteindre, d'impuissance plus encore que de vieillesse; un jour plus beau semble prêt à poindre du milieu de ses ténèbres. L'horizon intellectuel de l'humanité s'étend avec les arts et les lettres transplantés de la Grèce sur le sol de l'Italie; l'horizon matériel s'élargit à son tour par la conquête inespérée d'un nouvel univers, que les

rêves les plus hardis de la science n'osaient pas même soupçonner. Le génie de l'homme, excité par le succès de ses premières témérités, prend chaque jour un nouvel essor. Entre tous les peuples du midi de l'Europe, Italiens, Portugais, Castillans, règne une ardente émulation de conquêtes, commerciales, politiques, intellectuelles; et la plus précieuse de toutes, la liberté religieuse, est réservée à l'Allemagne pour le siècle suivant.

De tous ces États, le mieux placé pour profiter d'un aussi rare concours de circonstances, c'était la Castille. Les autres peuples, dans leurs conquêtes, n'avaient songé qu'à l'intérêt; la Castille seule n'avait jamais combattu, jamais vaincu que pour la foi. La prise de Grenade venait de couronner, par un dernier triomphe, cette croisade de huit siècles; sous la double impulsion du fanatisme et du succès, la Castille désormais se sentait prête à tout oser, et à réussir dans ce qu'elle oserait. Après avoir forcé l'Islam fugitif à repasser le détroit, elle l'avait suivi sur l'autre rive; elle y partageait avec le Portugal le littoral ouest de l'Afrique, où elle possédait déjà les Canaries, première étape sur la route des Indes. Le nom de la Castille, il est vrai, était encore peu connu en Europe; mais l'Aragon avait pris les devants, et lui ouvrait, par la Sicile, le chemin de l'Italie. Ysabel, en mariant sa fille aînée à un archiduc autrichien, avait noué ce faisceau de couronnes, qui devait reposer un jour sur la tête de Charles-Quint. Dans la guerre de Grenade, la Castille et l'Aragon venaient de montrer ce que pouvait l'effort réuni de deux grands peuples, rapprochés par une foi commune; et le sol de la Péninsule, une fois éman-

cipé, on devait s'attendre à voir la Castille franchir enfin les Pyrénées, et tenter sur terre ou sur mer quelque entreprise digne de sa fortune.

L'esprit de la chevalerie, mort avec le moyen âge, était remplacé par l'esprit d'aventure ; les expéditions maritimes et commerciales avaient seules maintenant le privilége de passionner les esprits. Le genre humain, jeté hors de ses vieux sentiers, semblait chercher en tous sens des routes nouvelles. Le traité de 1479, entre le Portugal et la Castille, en détournant de l'Afrique l'essor des marins castillans, l'avait rejeté vers l'Océan. La boussole [1], connue dès le XIIIe siècle, mais appliquée pour la première fois dans le XVe, leur ouvrait à travers l'espace une route assurée. La géographie, comblant enfin cette longue lacune qui sépare la science antique de la science moderne, excitait encore leur audace en la guidant. La vieille tradition de l'Atlantide, exhumée de Platon [2], leur parlait d'une île fabuleuse, située vis-à-vis des Colonnes d'Hercule, au milieu de l'Océan, auquel elle a donné son nom. Les oracles de la muse antique [3] leur révélaient, avec une précision singulière, l'existence d'un monde nouveau, situé bien loin au couchant du nôtre. La poésie moderne [4] s'emparant à son tour de ces prédictions, annonçait,

[1] Voyez tome III, p. 176.

[2] Voir le Timée et le Critias.

[3] Venient annis
Sæcula seris, quibus Oceanus
Vincula rerum laxet, et ingens
Pateat tellus, Typhisque novos
Detegat orbes, nec sit terris
Ultima Thule.
(Senec. *Medea.*)

[4] Pulci, *Morgante maggiore, canto* 25, str. 229, 230. Pulci était mort en 1487.

en quelque sorte, la découverte de l'Amérique, avant qu'elle fût accomplie, et le monde attentif y croyait d'avance, sur la foi de tant de prophéties. Parmi ces hommes de spéculation et d'action à la fois, qui tenaient en même temps de l'aventurier, du savant et du marin, s'en trouvait un qu'une sorte d'instinct divinateur avait voué dès son enfance à ce rôle mystérieux de *chercheur de mondes.* Cet homme était Christophe Colomb, né dans Gênes, à une date incertaine [1], d'une pauvre famille de cardeurs de laine. Fidèle à la mission providentielle que semblait lui assigner son nom, Colomb [2] avait montré dès l'enfance un vif penchant pour l'étude de la cosmographie, science alors naissante, comme toutes les sciences. Dans une lettre aux *rois catholiques*, écrite bien des années plus tard, il rappelle, avec une émotion religieuse, l'espèce de vocation mystique qui le poussa de bonne heure dans cette voie. Après des études incomplètes à l'Université de Pavie, le jeune Christophe, pressé par le besoin, embrassa dès l'âge de quatorze ans, la vie aventureuse du marin. Cette première portion de sa vie est

[1] Voyez Muñoz (*Hist. del nuevo mundo*, lib. 2, *sec.* 12) qui la place en 1446, date évidemment trop récente ; Navarrete (*Coleccion de viages*, t. I, introd. *sec.* 54), et Prescott, t. II, p. 115. Le curé de *los Palacios*, Bernaldez, qui a connu Christophe Colomb, nous apprend que « il mourut en 1506, dans un âge assez avancé, à soixante-dix ans, un peu plus ou moins ». Cette dernière assertion, la moins vague encore de toutes, fixe donc la date de la naissance vers 1436.

[2] Le fils de Colomb, Hernando, qui a écrit avec un sentiment de tendre vénération la vie de son père, voit « un emblème de sa destinée dans ce nom même de Colomb, symbole de la mission que Dieu lui confia de porter la branche d'olivier et l'huile sainte du baptême sur l'Océan, comme la colombe de Noé ; ce qui dénote clairement la paix et l'union à venir de toutes les nations païennes avec l'Église, après qu'elles ont été enfermées si longtemps dans l'arche des ténèbres et de la confusion. » (*Historia del Almirante*, ch. 1 et 2).

couverte d'un voile que nous n'essaierons pas de soulever. Tout ce qu'on sait, c'est que jeune encore, mais les cheveux déjà blanchis à ce rude métier, il vint en 1470 s'établir et se marier à Lisbonne, rendez-vous de tous les esprits aventureux qui cherchaient sur l'Océan la fortune et la gloire.

La circumnavigation de l'Afrique, ce grand problème que le prince don Enrique de Portugal avait posé, et que Vasco de Gama devait bientôt résoudre, préoccupait alors toutes les pensées. La fièvre de découvertes, qui embrasait le Portugal, gagna bientôt le jeune marin. De l'Islande au Sénégal, son esprit investigateur avait recueilli toutes les traditions éparses sur les îles mystérieuses, qui ont toujours passé pour exister dans l'Océan, depuis l'*Antilla* des Carthaginois [1], jusqu'à l'île de Saint-Brandan ou des Sept-Évêques [2]. Avec un rare mélange de science, de divination et de bon sens pratique, Colomb sut faire, dans ces traditions, la part de la fable et celle de la vérité. Sans arriver à la grande idée d'un nouvel hémisphère, distinct de celui qu'avaient connu les anciens, il s'empara, avec l'audace et l'opiniâtreté du génie, d'une idée fausse, mais neuve, et féconde

[1] Aristote (*De Mirab. auscult. cap.* 84, p. 834, édit. Bekker), parle d'une île découverte par les Carthaginois, à quelques jours des Colonnes d'Hercule, et vante la fertilité de cette île, riche en forêts et en cours d'eau. Mais les magistrats de Carthage défendirent aux navigateurs d'y aborder, et en firent massacrer tous les habitants, de peur que le bruit ne s'en répandît, et que le peuple, en y émigrant en masse, ne ruinât le commerce de la métropole. Suivant Diodore, qui rapporte le même bruit, les Carthaginois, en cas de revers, auraient voulu s'y ménager un refuge. Mais comme Aristote, si exact d'ordinaire, ne parle que de quelques journées de navigation, je n'hésite pas à me ranger à l'avis de Heeren, qui pense qu'il s'agit de Madère.

[2] Voir sur ces traditions fabuleuses les curieux appendices de l'ouvrage de W. Irving, t. IV de la traduction française, et sa notice sur les marins islandais qui, poussés par la tempête bien loin dans le sud-ouest, parais-

dans sa fausseté même : ces Indes, que les Portugais devaient trouver par l'est, il résolut de les atteindre par l'ouest, en cherchant, comme il le dit lui-même, « le levant par le ponent, » et en suivant le cours du soleil et des grandes migrations des peuples. Imbu des théories erronées d'un géographe arabe, Alfrandj, qui diminuait fortement l'étendue des degrés terrestres, Colomb partageait la circonférence du globe, vers l'équateur, en vingt-quatre heures, de quinze degrés chacune. Sur ces vingt-quatre heures, quinze suivant lui (au lieu de huit), avaient été connues de l'antiquité, depuis les Colonnes d'Hercule jusqu'à *Thinæ*, limite orientale extrême du monde ancien. A ces quinze heures, les Portugais en avaient ajouté une par leurs découvertes à l'ouest du continent africain. Restaient donc huit heures, ou 120 degrés, qui devaient être occupés par l'Atlantique et par la côte orientale de l'Asie, inconnue des navigateurs anciens. Préoccupé des récits semi-fabuleux de Mandeville et de Marco Polo sur les empires du Cathay et du grand khan de Tartarie, Colomb n'hésita pas à conclure qu'en naviguant toujours à l'ouest des Canaries, on arriverait nécessairement à rencontrer les Indes. Disputant d'avance à Gama la gloire de sa

sent avoir trouvé sans le chercher, bien des siècles avant Colomb, le continent de l'Amérique du Nord, vers l'embouchure du Saint-Laurent. Grâce à cette série d'étapes successives qu'offrent les îles Féroé, l'Islande et le Groenland, on comprend à toute force que les aventureux marins du Nord aient pu découvrir l'Amérique dès le IXe siècle, sans toutefois pousser plus loin cette découverte, due au hasard. Mais il est bien certain que ce n'est pas aux Scandinaves, comme le prétend Maltebrun, que Colomb a emprunté son idée fixe de chercher par l'ouest la route des Indes. Le voyage de Colomb dans les mers du Nord, au dire de Maltebrun lui-même, date de 1477, et dès 1474, dans une lettre à Toscanelli, il avait établi la possibilité d'arriver aux Indes par l'ouest, à travers l'Océan atlantique.

future découverte, il s'efforça de détourner vers une voie nouvelle la navigation de l'Europe et les richesses de l'Orient. Le navigateur génois, déjà célèbre comme géographe, entretenait avec les savants de l'Italie une active correspondance : Toscanelli, cosmographe florentin, lui avait envoyé une carte du globe, où il plaçait l'Inde de l'autre côté de l'Océan, en face de l'Europe ; la province de Mangi, dans le Cathay ou la Chine, y figurait vis-à-vis de Lisbonne ; et entre deux se voyaient les îles opulentes d'Antilla et de Cipango (probablement le Japon), l'une mentionnée par Aristote, et l'autre par Marco Polo.

Tel est le singulier mélange d'erreur et de vérité, de spéculation vaine et de science réelle que Colomb prit pour point de départ de sa grande découverte; heureuse erreur, sans laquelle le hardi navigateur n'eût jamais osé s'aventurer sur l'Atlantique, s'il eût su que les deux tiers de la circonférence terrestre le séparaient encore de l'Asie! Une terreur superstitieuse entourait encore ce vaste Océan, dont les côtes seules avaient été explorées, depuis la Baltique jusqu'au milieu du continent africain. Les lois de la pesanteur et de l'attraction de la matière vers le centre de la terre étaient encore ignorées ; la rotondité du globe était plutôt supposée que prouvée ; enfin, la possibilité d'en faire le tour par mer était loin d'être établie. Ainsi l'erreur même de Colomb et l'état imparfait de la science à cette époque, rehaussent encore la grandeur de son entreprise ; plus sûr du résultat, il eût eu moins de mérite à l'atteindre. Dès lors, comme l'aiguille aimantée se tourne vers le nord, la découverte de la route des

Indes par l'ouest devint le pôle vers lequel gravita toute sa vie. Ce n'était plus une froide spéculation de la science, un étroit calcul de l'intérêt; c'était Dieu lui-même qui, lui montrant du doigt la route, l'appelait à mettre en rapport les peuples les plus reculés de la terre, et à supprimer l'espace qui les séparait. C'est dans cette conviction presque surnaturelle que ce grand homme puisa l'inébranlable foi qui le soutint dans toutes ses disgrâces. Il crut en lui et en sa mission, et força, par cette foi opiniâtre, les autres à y croire.

Sûr désormais de donner un monde en retour au prince qui lui en ouvrirait le chemin, le marin génois s'adressa, en 1484, au roi de Portugal Joam II. Ce monarque, héritier de l'esprit d'entreprise de son oncle Enrique, continuait l'impulsion donnée par ce prince aux expéditions le long de la côte d'Afrique. L'ardeur qu'il y apportait le détourna de prêter l'oreille aux propositions du marin génois. Mais ce n'était pas assez de rejeter son plan, comme l'œuvre d'un visionnaire, Joam II s'efforça lâchement d'en dérober à son auteur le profit et la gloire. Il se servit des cartes et des plans que lui avait remis Colomb, pour envoyer secrètement un vaisseau à l'ouest du cap Verd, dans la direction indiquée. L'entreprise échoua, faute de courage et de science pour la pousser à bout. Colomb, indigné, quitta le Portugal pour aller porter ailleurs ses offres, trop brillantes pour être acceptées. Gênes, son pays natal, et Venise même, les rejetèrent l'une après l'autre. C'est alors, vers la fin de 1485 ou le commencement de 1486, qu'il se décida enfin à aller en Espagne tenter fortune auprès des *rois catholiques*.

Les circonstances étaient loin d'être favorables : les deux couronnes de Castille et d'Aragon étaient alors engagées dans leur guerre de Grenade, dernier enjeu sur lequel elles jouaient l'avenir de la monarchie espagnole. Le trésor était à sec, les deux souverains toujours en campagne, les esprits occupés d'une seule pensée, celle d'en finir avec les Maures. Dans cette cour nomade, Colomb n'avait pour introduction qu'une lettre d'un pauvre prieur de l'Andalousie, pour Talavera, le confesseur de la reine. Talavera, esprit honnête, mais borné, était l'homme du monde le moins fait pour comprendre cette nature enthousiaste de Colomb, où le visionnaire touchait de près à l'homme de génie. Une junte, choisie parmi les savants les plus éminents de l'époque, se réunit à Salamanque pour prononcer sur le mérite des plans du navigateur. L'immuable conviction de Colomb se heurtait à chaque instant contre les dévots préjugés de ses juges, qui ne voulaient pas admettre des antipodes, puisque la Bible n'en avait pas parlé. Des années s'étaient écoulées dans l'intervalle. Colomb, tout en sollicitant une décision, suivait, dans toutes ses campagnes, cette cour toujours errante qui campait chaque année sous les murs d'une ville nouvelle, et ne la quittait plus jusqu'à ce qu'elle fût prise. Ses dépenses étaient défrayées par la munificence des *rois catholiques*. Parfois, le marin, las de son oisiveté, se faisait soldat, et mettant l'épée à la main, s'exposait gratuitement au danger, comme pour prouver qu'un grand esprit est rarement séparé d'un grand cœur. Enfin, en 1491, c'est-à-dire, cinq ans après son arrivée en Castille, la junte prononça son arrêt : à l'unanimité, le plan

fut déclaré chimérique et d'une exécution impossible. Cependant, la ferme assurance du maintien de cet étranger, les raisons puissantes qu'il invoquait pour soutenir ses assertions, avaient frappé le cardinal Mendoza et l'archevêque de Séville. On daigna donc adoucir pour lui ce qu'avait de trop rude la sentence de la junte; on lui fit même espérer qu'après la prise de Grenade, les *rois catholiques* seraient plus disposés à prêter l'oreille à ses propositions.

Ainsi rebuté par les rois, Colomb se retourna vers ces nobles castillans, aussi puissants que des rois, qui mettaient sur pied des armées et des flottes. Il s'adressa successivement aux ducs de Medina Sidonia et de Medina Celi. Mais nul n'osa tenter une entreprise devant laquelle ses souverains avaient reculé. Colomb; le cœur brisé, se retira chez son ami le prieur, au couvent de la Rabida. Déjà même il se préparait à quitter l'Espagne pour se rendre auprès du roi de France, qui venait de lui adresser une lettre flatteuse. Mais le digne prieur avait pris plus à cœur que Colomb lui-même le succès de son entreprise. Il se met en route pour la cour, et obtient de la reine une audience. Là, il plaide avec une chaleur éloquente la cause de son ami, et présente son projet sous un jour tout nouveau. La grande âme d'Ysabel s'enflamme à l'idée d'une entreprise si bien en accord avec l'esprit héroïque de son règne. Par une lettre écrite de sa main, elle invite l'aventurier génois à se rendre auprès d'elle, et lui envoie une somme plus que suffisante pour subvenir à toutes ses dépenses.

Comme un message envoyé du ciel, cette lettre vint relever le courage de Colomb. En 1492, peu de

temps avant la reddition de Grenade, il se mit en route pour Santa-Fé. Les *rois catholiques*, dans l'ivresse d'une victoire déjà sûre, tournaient plus volontiers leurs regards vers l'avenir. Bientôt Grenade, en leur ouvrant ses portes, mit fin à cette guerre obstinée qui, depuis dix ans, consumait toutes les forces de l'empire. Une audience fut accordée à Colomb, qui exposa ses plans, devant les deux souverains, avec la confiance du génie. A l'ambition de Fernando il montra des empires sans nombre à subjuguer; à son avarice les richesses de l'Asie; à la piété d'Ysabel des millions d'âmes à conquérir à la foi. Sur tous les points, hormis un seul, on fut bientôt d'accord. Il s'agissait de fixer, en cas de réussite, la récompense qui devait être donnée à Colomb. Celui-ci, avec le sentiment de sa propre valeur, mit en avant des prétentions aussi hautes que son génie. Il demanda, pour lui et pour ses héritiers, le titre et l'autorité de vice-roi de tous les pays qu'il découvrirait, plus le dixième des profits de l'entreprise. Les courtisans se recrièrent sur cette arrogante prétention d'un aventurier qui, hier, mendiait son pain à la porte d'un couvent. Fernando lui-même se prononça pour la négative ; « en cas de succès, disait-il, « la meilleure part du profit serait pour Colomb, et « dans le cas opposé, toute la dépense retomberait à « la charge du trésor royal. » Colomb, pour toute réponse, offrit de prendre à son compte un huitième des frais de l'expédition. On essaya de transiger avec lui, mais il s'y refusa, avec une résolution hautaine qui finit par imprimer le respect. Ce ferme esprit qui, depuis dix-huit ans, cherchait en vain parmi les souverains de l'Europe une pensée qui comprît

la sienne, renonça, sans hésiter, à recueillir le fruit de ses longs efforts, plutôt que de rabattre une seule de ses exigences. La conférence fut brusquement rompue : le lendemain matin, Colomb était sur la route de Cordoue, tournant le dos, sans un regret, à la fortune et à la gloire. Mais cette fière abnégation avait vivement frappé Ysabel. Un des amis que Colomb s'était faits à la cour, le receveur des rentes du clergé d'Aragon, reprocha à la reine, avec une mâle hardiesse, de reculer dans une entreprise où les chances de pertes étaient si minimes, et les chances de profit si immenses. « Vous répondrez « devant Dieu, lui dit-il, de vous refuser ainsi à « étendre votre empire et celui du Christ sur une « moitié du globe. » Ce dernier argument décida Ysabel. De ce moment elle fut gagnée à la cause de Colomb. Fernando objecta l'épuisement du trésor, et les dépenses qu'entraînerait l'expédition. « Eh « bien, j'engagerai, s'il le faut, tous les joyaux de « ma couronne, s'écria la généreuse reine, et les « dépenses comme les profits seront au compte de la « Castille! »

Un messager fut dépêché après Colomb; celui-ci hésita quelque temps; il lui en coûtait de se voir marchander sa découverte, et de subir encore une fois les hésitations et les hauteurs de la cour. Mais enfin, il se décida, et le traité fut conclu entre le marin génois et les *rois catholiques*, le 17 avril 1492. Il portait en substance que Colomb obtiendrait pour lui, sa vie durant, et après lui ses descendants, en toute perpétuité, le titre d'amiral et de vice-roi de toutes les terres découvertes par lui. Un dixième de tous les profits lui était assuré, ainsi que la haute juri-

diction sur les contestations commerciales. Enfin, il avait droit, pour chaque expédition, à contribuer d'un huitième dans les dépenses, et à toucher un huitième en sus dans les profits. Emporté par un saint zèle, le nouvel amiral proposa aux *rois catholiques* de consacrer à la délivrance du saint sépulcre tous les trésors qu'eux et lui devaient retirer de son entreprise. Fernando et Ysabel sourirent à cette saillie de pieuse ferveur, mais ils évitèrent d'y faire une réponse plus sérieuse.

Le traité conclu, Ysabel se chargea d'en presser l'exécution. Palos, en Andalousie, fut choisi comme le port d'armement. Séville et toutes les villes du littoral reçurent l'ordre de fournir les provisions, libres de tous droits, et au taux le plus réduit. Le port de Palos fut taxé à deux caravelles ; la troisième fut armée aux frais de l'amiral et d'une famille de marins nommée Pinzon. De ces trois vaisseaux, deux étaient sans ponts, et de soixante-dix tonneaux environ ; le troisième, destiné à l'amiral, jaugeait à peine cent tonneaux. Malgré la protection de la reine, l'entreprise était si impopulaire, que la cédule royale ne suffit pas pour vaincre la répugnance des habitants de Palos à s'embarquer sur ces vaisseaux, voués à une perte certaine. Il fallut, pour trouver des matelots, faire un appel aux malfaiteurs, et suspendre toute poursuite contre ceux qui voudraient bien s'embarquer. Les dépenses totales de l'expédition ne montèrent pas à 17,000 florins d'Aragon, et le nombre des passagers se borna à cent vingt. L'amiral reçut pour instruction expresse de se tenir au large, loin de la côte d'Afrique, pour éviter toute contestation avec le Portugal. Enfin, après avoir communié avec

tout son équipage, le futur conquérant de l'Amérique mit à la voile, le vendredi 3 août 1492, pour l'expédition la plus hardie qui eût encore été tentée sur l'Océan.

Telles sont les longues et dures épreuves par lesquelles dut passer le génie méconnu avant de pouvoir communiquer à d'autres la foi qu'il avait en lui-même. Telles sont les misérables ressources que mirent à sa disposition deux souverains qu'il allait élever au premier rang des monarques européens. Un seul sur les deux était digne de le comprendre, un seul jugea Colomb comme il voulait être jugé, avec le cœur et non avec l'esprit. Ysabel devina d'instinct cette nature sympathique à la sienne; une fois décidée, rien ne put la faire dévier jusqu'à son dernier jour de l'invariable protection qu'elle accorda à Colomb. Tandis que les savants, les courtisans, et Fernando lui-même regardaient avec dédain cette entreprise, si folle aux yeux des sages de ce monde, une femme, étrangère à tout calcul d'intérêt, en comprit seule la grandeur. Son mobile fut sa sympathie pour une noble pensée, et le désir de répandre la vraie foi parmi les infidèles : « Au milieu de l'incré-« dulité générale, écrit Colomb, il plut au Tout-« Puissant d'inspirer à cette noble reine l'esprit « d'intelligence et de résolution. Pendant que cha-« cun n'était frappé que des difficultés et des dan-« gers de l'entreprise, elle seule daigna l'approuver « et la soutenir de tout son pouvoir. [1] »

Il n'entre pas dans notre plan de raconter en détail les voyages de Colomb, ni la découverte de l'Amé-

[1] Navarrete, *Coleccion de Viages*, t. I, p. 266.

rique. Les longs extraits que nous donnons plus loin du journal de ces voyages, écrit par l'illustre navigateur [1], supplééront à cette lacune, et diront mieux que nous tout ce qu'il a osé et tout ce qu'il a souffert. C'était un vendredi que Colomb avait quitté le port de Palos ; ce fut un vendredi [2], 12 octobre 1492, qu'il découvrit ce nouveau monde dont il avait d'avance indiqué la place et tracé le chemin. Deux jours auparavant, les matelots découragés avaient voulu forcer l'amiral à retourner sur ses pas ; mais la fermeté de Colomb, sa confiance dans la mission qui lui était assignée d'en haut, avaient fini par imposer aux mutins. Dieu n'avait pas voulu que cette grande œuvre, à la veille de s'accomplir, fut lâchement abandonnée, et que le hardi marin fût forcé de s'arrêter sur le seuil même de cet hémisphère qu'il devait découvrir. L'œil de Colomb fut le premier qui aperçut la terre, pendant une de ces longues nuits d'attente où, depuis longtemps, il ne dormait plus. Le ciel lui devait cette récompense après tant d'épreuves ; et quand le soleil, en se levant sur l'horizon, révéla à ses yeux ravis ce monde nouveau que n'avait pas encore salué le regard d'un Européen, Colomb se sentit payé de tout ce qu'il avait souffert. Il prit possession, au nom de ses deux souverains, de l'île de Guanahani ou de San Salvador, la première où il ait débarqué. Les habitants, pleins d'une confiance naïve, accouraient avec joie au-devant de leurs nouveaux hôtes, et les vénéraient comme des êtres d'une nature supérieure. Après avoir par-

[1] Voir aux Pièces justificatives, n° 3.

[2] On a remarqué que, pendant tout le règne des *rois catholiques*, le vendredi a toujours été pour eux un jour d'heureux augure.

couru, dans un ravissement toujours nouveau, en face de cette belle nature, le groupe d'îles connu aujourd'hui sous le nom de Lucayes, l'amiral poursuivit sa route vers l'ouest; il découvrit bientôt la vaste île d'Hispaniola ou Saint-Domingue, qu'il prit pour le continent des Indes, tant rêvé par lui. Toujours sous l'empire de cette préoccupation, qui ne le quitta pas tant qu'il vécut, il chercha partout la trace des récits de Marco Polo, et les États du grand khan, qu'il se flattait déjà de convertir à la foi chrétienne. Il fonda, dans la nouvelle possession de la Castille, une colonie qu'il nomma Ysabella, du nom de sa royale patrone; et après trois mois de séjour, il se rembarqua pour l'Espagne, avec la ferme conviction qu'il avait uni l'Asie à l'Europe par un chemin plus court et plus direct que celui de l'Afrique.

La traversée fut encore plus longue et plus pénible que la première : après avoir perdu un de ses vaisseaux, et avoir été abandonné par l'autre, Colomb se vit contraint de chercher un asile dans le Tage. Le roi Joam II, dévoré de tardifs regrets, s'efforça en vain de cacher son dépit sous un accueil empressé[1]. De Lisbonne, l'amiral se rendit à Palos : il en était parti au milieu de l'indifférence publique, il y rentra en triomphateur. Les *rois catholiques* étaient alors à Barcelone; la lettre où Colomb leur annonçait son arrivée, produisit sur eux et sur leur cour une impression profonde. La réponse des deux souverains ne se fit pas attendre : elle était adressée « A don Christo-

[1] Suivant Ruy de Pina, *Chronica del Rey dom Joaô II*, cap. 66, quelques courtisans portugais pressèrent le roi de faire tuer Colomb, pour que le Portugal pût s'approprier les fruits de sa découverte, avant qu'ils fussent recueillis par la Castille; mais le roi, en prince craignant Dieu, s'y refusa, et combla l'amiral d'honneurs de toutes sortes.

« val Colomb, notre amiral dans l'Océan, vice-roi et « gouverneur des îles découvertes dans les Indes, » et le pressait de venir à Barcelone concerter le plan d'une seconde expédition. Colomb se hâta d'obéir. Son voyage à travers la Péninsule fut une ovation continuelle. Devant lui étaient portés, comme dans un triomphe antique, les colliers, les bracelets d'or, présents des Caciques alliés, les morceaux d'or natif ramassés dans le lit des fleuves ; les armes, les ustensiles en bois, ciselés avec la patiente industrie du sauvage; des végétaux utiles, des oiseaux, des quadrupèdes inconnus en Europe ; enfin, six Indiens des îles Lucayes, dans leur costume barbare, attiraient surtout les regards. Lorsque le cortége arriva près de Barcelone, la ville entière sortit à sa rencontre. L'amiral à cheval, entouré de l'élite de la noblesse des trois royaumes, s'avança au milieu de la foule compacte, qui s'ouvrait à grand'peine pour lui faire un passage. Chacun voulait voir cet homme, inconnu il y a six mois, et dont la gloire dépassait maintenant celle des Alexandre et des Césars ; car il avait reculé les bornes du monde connu, et prédit ce qu'il devait conquérir. Le roi, la reine et l'infant se levèrent au moment où l'amiral s'agenouilla devant eux, et le firent asseoir à leurs côtés, malgré les rigueurs de l'étiquette castillane. Ce jour, le plus beau de la vie de Colomb, le paya de tout ce qu'il avait souffert ; ce souvenir même dut adoucir plus tard l'amertume de ce qui lui restait à souffrir.

Devant cet illustre auditoire, l'amiral raconta tout son voyage. La piété, l'ambition, la cupidité furent tour à tour excitées par son récit. Chacun comprit qu'un avenir illimité s'ouvrait pour l'Espagne,

qu'une ère nouvelle allait dater pour l'humanité du voyage de cet obscur aventurier que Dieu semblait charger de compléter son œuvre, en rapprochant l'un de l'autre les mondes créés par lui. Sous cette impression toute religieuse, l'assistance entière, le roi et la reine à sa tête, se dirigea en procession vers l'église pour rendre grâces à Dieu, qui avait conduit par la main le hardi navigateur. Dans le monde savant, la sensation ne fut pas moins profonde. Les lettres de P. Martyr attestent les sympathies des lettrés italiens pour une découverte qui reculait le champ de la pensée humaine [1]. Toutefois, le sagace écrivain exprime quelques doutes sur la distance, par trop réduite, qui séparait les Indes de l'Europe. Mais cette erreur, accréditée par le génie de Colomb et par le succès de son entreprise, n'en prit pas moins racine dans tous les esprits. Les pays découverts par lui passèrent pour appartenir au continent de l'Asie; le nom d'Indes occidentales, qu'ils prirent pour ne plus le perdre, resta comme un vivant témoignage de cette erreur, plus populaire que ne l'eût été la vérité même.

Mais il fallait gagner de vitesse le Portugal, jaloux de cette conquête, dont il avait laissé échapper le profit et la gloire; il fallait assurer à la Castille la possession de tout ce que l'audace de ses navigateurs

[1] « Vous me dites, écrit P. Martyr (lettre 53) au savant Pomponius Lœtus son ami, que vous avez sauté de joie, et que votre ravissement a été mêlé de larmes, quand vous avez appris par ma lettre qu'il existait réellement un monde, ignoré jusqu'ici, et situé aux antipodes du nôtre. Vous avez en ceci senti et agi comme un véritable adepte de la science. Quel aliment plus délicieux pour la pensée qu'une nouvelle pareille! Je sens mon âme nager dans la joie, quand je converse avec quelque homme intelligent qui est revenu de ce pays. L'âme, souillée des faiblesses humaines, s'épure en contemplant de pareils événements. »

pourrait encore découvrir. Alexandre VI, qui déshonorait alors la chaire de saint Pierre, était né sujet de l'Aragon. Fernando s'empressa de lui faire part d'une découverte qui promettait d'étendre les conquêtes de la foi, et le pressa de reconnaître ses droits. La Castille, lui dit-on, déjà maîtresse de ces riches pays, pouvait se passer, pour les conserver, de la sanction papale ; mais les *rois catholiques* sauraient gré à la cour de Rome d'autoriser par une bulle leur prise de possession. Le pontife comprit à demi-mot; et calculant bien vite les immenses profits qui pouvaient lui revenir, il se hâta de publier une bulle où il accordait aux monarques castillans les mêmes droits que le Saint-Siége avait garantis aux Portugais pour leurs possessions de l'est. La condition fut la même, celle de propager dans les pays conquis la foi chrétienne et l'obéissance au Saint Père. Une autre bulle, destinée à prévenir toute rivalité entre les deux couronnes, traça entre leurs domaines maritimes une ligne de démarcation qui s'étendait d'un pôle à l'autre, en passant à cent lieues à l'ouest des Açores. Toutes les découvertes des Castillans à l'ouest de cette ligne, et des Portugais à l'est, étaient seules reconnues comme valables. Le pontife, dans son empressement à tout concilier, n'oublia qu'une chose : c'est que les deux rivaux, poursuivant leur marche en sens inverse, finiraient par se rencontrer dans un autre hémisphère et renouveler leur querelle aux antipodes ; et c'est en effet ce qui arriva.

La conquête une fois faite, on s'occupa de l'organiser. La direction suprême des affaires des Indes fut érigée en un département, et confiée à Fonseca, archevêque de Séville, esprit pratique et positif,

doué de toutes les qualités secondaires qui manquaient à Colomb. Le siége de la direction fut fixé à Séville. Telle fut l'origine de la *Casa de Contratacion de las Indias*, qui devait un jour recevoir de si vastes développements. Le port de Cadix fut désigné comme point de départ pour les expéditions, et une douane y fut créée pour prélever les droits du trésor. Un office correspondant fut institué à Hispaniola, et les deux directions durent se contrôler l'une l'autre. Le service de la navigation d'outre-mer fut organisé sur le pied le plus despotique. Un décret royal autorisa Colomb et Fonseca à fréter, au prix qui leur conviendrait, les vaisseaux dont ils auraient besoin; à s'en emparer en cas de refus, et à enrôler de force au service de l'État tout officier et tout matelot de la marine marchande. Quant aux dépenses de l'expédition, on devait y faire face avec les dîmes de l'Église, et les biens enlevés aux Hébreux. Ainsi une iniquité nourrissait l'autre; les dépouilles des Juifs servaient à dépouiller les paisibles habitants de l'Amérique. La flotte de Séville fut pourvue de grains et de semences aussi bien que d'armes et de munitions. On y enrôla des mineurs et des artisans de toute classe. La conversion des Indiens étant le but avoué, sinon réel, de l'expédition, douze missionnaires allèrent semer dans cette terre vierge la parole de Dieu. Parmi eux se trouvait Barthélemy de Las Casas, si célèbre depuis par ses efforts pour adoucir les souffrances des malheureux natifs [1]. Le titre de *vicaire apostolique dans le Nouveau Monde* fut conféré par le pape au père Boyle, moine bénédictin,

[1] Voyez aux Pièces justificatives, nº 4.

dont l'esprit d'intrigue devait être fatal à la colonie. Fernando s'occupait surtout du côté matériel de l'entreprise ; Ysabel, dont la piété aspirait plus à la conquête des âmes qu'à celle des corps, en prit la direction spirituelle. Prévoyant tous les maux que le contact des Européens devait attirer sur les pauvres Indiens, elle s'occupa, avec un soin touchant, d'assurer leur bien-être, en même temps que leur conversion. Elle enjoignit au vice-roi de les traiter avec la plus grande douceur, et de punir sévèrement quiconque se permettrait de les opprimer.

Jusqu'à son départ de Barcelone, Colomb reçut des deux souverains des marques réitérées de leur faveur; à toute heure, il était admis en leur présence; Fernando se montrait en public avec son fils à cheval d'un côté, et l'amiral de l'autre. On donna pour armes *parlantes* au nouvel anobli un groupe d'îles en champ de vagues, écartelé avec les armes de Castille et de Léon. Enfin, à ses titres d'amiral et de vice-roi, on joignit le droit de conférer toute espèce d'office dans les colonies, et de nommer, en cas d'absence, un lieutenant investi des mêmes pouvoirs que lui.

Après avoir ainsi savouré à longs traits la coupe de la faveur royale, Colomb quitta enfin Barcelone le 4 mai 1493. Il se rendit à Séville pour y activer les préparatifs de son second voyage. Dans l'intervalle, une négociation délicate se poursuivait avec le Portugal : Joam II songeait à recouvrer par la ruse ce que son aveuglement lui avait fait perdre. Il s'apprêtait sans bruit à envoyer des vaisseaux sur la route explorée par Colomb, en prétextant une expédition sur la côte d'Afrique. Fernando, toujours aux

aguets, eut bientôt pénétré le but de l'armement. Il fit sur-le-champ demander des explications. Joam II, qui ne se souciait pas d'en venir à une rupture, s'engagea à n'expédier aucune flotte avant un délai de deux mois. Mais pendant ces négociations, Fernando avait mis le temps à profit : l'escadre était prête à partir. L'amiral s'embarqua à Cadix, le 25 septembre, à la tête de trois navires, de cent tonneaux chacun, et de quatorze caravelles. Chacun voulait faire partie de l'expédition, et l'on eut bien de la peine à limiter à quinze cents le nombre des passagers. L'escadre leva l'ancre enfin, le 25 septembre 1493, aux acclamations d'une foule immense. Un légitime orgueil dut enfler le cœur de Colomb en songeant au jour où, dans le petit port de Palos, à la tête de trois misérables vaisseaux, il s'embarquait, pauvre et inconnu, pour ce voyage dont nul, excepté lui, ne prévoyait le succès. Le même jour, Fernando fit notifier au Portugal le départ de l'amiral; il proposa en même temps de fixer à l'amiable les limites des futures découvertes des deux États, offrant, en cas de désaccord, de s'en remettre à la décision du Saint-Siége. La négociation aboutit au traité de Tordesillas, signé le 4 juin 1494. Ce traité assurait à la Castille le droit exclusif de faire des découvertes dans les mers de l'ouest. Mais les Portugais se plaignaient encore d'être renfermés dans de trop étroites limites : on convint de reculer la ligne de partage à trois cent soixante-dix lieues à l'ouest des îles du cap Vert ; et le Portugal dut à ce changement la possession de l'immense empire du Brésil.

Il restait à Colomb à faire la triste épreuve de l'instabilité de la faveur du peuple et de celle des rois,

et à donner au monde un exemple de plus de l'étrange mobilité des choses humaines. Dans son premier voyage, l'amiral n'avait fait que reconnaître les pays qu'il voulait conquérir à la Castille et à la foi. Les habitants de ces îles fortunées, étrangers aux vices comme aux bienfaits de la civilisation, y menaient une vie indolente et facile, dont le tableau offre un charme indicible dans les récits du grand navigateur. Mais la scène change pendant l'absence de Colomb : ses grossiers compagnons, un instant gagnés par la douceur de mœurs des Indiens, se laissent aller à leur férocité naturelle, et s'aliènent bientôt le cœur de cette race hospitalière. L'insalubrité de cette terre humide et féconde, la débauche que les Espagnols ont importée sous ce beau ciel, engendrent parmi eux des maladies qui les moissonnent [1]. Mourant de faim sur un sol fertile qu'ils dédaignent de cultiver, ils s'obstinent à ne lui demander que de l'or; quand ils ont épuisé celui qu'on rencontre à la surface de la terre, ils forcent les Indiens à l'aller chercher dans ses entrailles. Ils enlèvent aux malheureux natifs les fruits de leur travail;

[1] On a souvent répété que l'Amérique, opprimée et dépeuplée par l'Europe, s'était vengée en lui donnant cette maladie, si longtemps incurable, qui empoisonne les sources mêmes de la vie. Prescott, jaloux de venger l'honneur de son pays, établit (t. II, p. 503), d'une manière péremptoire : 1° que ni l'amiral ni son fils, dans leurs ouvrages, n'ont jamais fait la moindre allusion à la présence de la *syphilis* dans les pays découverts par Colomb; 2° qu'on trouve des traces de cette maladie en Europe, plusieurs années avant l'expédition de Charles VIII en Italie, en 1495, époque où elle se propagea dans tout le midi de l'Europe, par suite des guerres d'Italie, et prit le nom de *morbus gallicus*; 3° enfin qu'elle était déjà décrite avec tous ses symptômes par Pierre Martyr, dès 1493, époque où il était matériellement impossible qu'elle fût rapportée en Europe par les compagnons de Colomb. Le Nouveau Monde, dans ce cas, au lieu d'avoir infecté l'ancien, lui serait redevable d'un fléau de plus, à ajouter à tous ceux qu'il en a déjà reçus.

ils abusent sans pudeur de leur naïve hospitalité, et réduisent au désespoir ces hommes si doux et si faciles à conduire. Les Indiens, poussés à bout, renoncent à ensemencer leurs champs; ils aiment mieux mourir de faim que de nourrir leurs oppresseurs; et quand Colomb, à son retour, débarque dans le port où il avait fondé une colonie, il en retrouve à peine les traces, balayées par la faim, la misère et l'insurrection.

Le cœur se serre en comparant ce que fut Hispaniola avant la conquête, et ce qu'elle était au bout de quelques années. Rendons justice à Colomb toutefois : fidèle aux recommandations d'Ysabel, il s'efforça constamment de protéger ses nouveaux sujets contre l'arbitraire capricieux et brutal des colons espagnols. Mais étranger, sans appui auprès de ses souverains, laissant derrière lui des rivaux toujours prêts à le calomnier, et n'ayant autour de lui que des rebelles, le vice-roi était loin de regagner à Hispaniola le terrain qu'il perdait à la cour. Déjà, en Castille, une vive réaction s'opérait contre cette découverte, naguère si populaire. Tant de folles espérances avaient été conçues, que le désappointement des premiers revers en fut plus vivement senti. Au lieu des monceaux d'or qu'on attendait de cet *Eldorado*, quand on n'en vit revenir que des malades ou des ambitieux désappointés; quand il fallut nourrir, avec des vivres envoyés à grands frais, les colons qu'on déportait sur ce sol insalubre, l'infortuné Colomb fut rendu responsable des maux même qu'il essayait de guérir. Sa sévérité fut taxée de tyrannie, ses concessions de faiblesses. Les nobles fainéants, qui s'étaient enrôlés sous ses ordres, avec

l'espoir de s'enrichir sans travail, rougirent d'obéir à un aventurier étranger, à un parvenu sans nom et sans aïeux. Dédaignant de se nourrir du travail de leurs mains, ils se répandirent dans l'intérieur de l'île pour y vivre de pillage et de débauches, et se disputer dans des rixes sanglantes l'or, unique objet de leur convoitise. Après quelques excursions maritimes, qui valurent à la Castille la Jamaïque et Cuba, après quelques révoltes, étouffées dans le sang des rebelles, l'amiral se décida enfin à faire un voyage en Espagne, pour réfuter en personne les calomnies de ses ennemis. En quittant Hispaniola, Colomb délégua ses pouvoirs à son frère Bartolomeo, caractère ferme et entreprenant, plus propre que le sien à imposer l'obéissance. Le 11 juin 1496, après un laborieux voyage de huit mois, l'amiral jeta l'ancre dans la baie de Cadix. Malgré le déclin de sa popularité, la réception amicale que lui firent ses souverains rendit quelque courage à son âme abattue. Sa seule présence fit tomber toutes les imputations dirigées contre lui. Toutes ses demandes, vivres, vaisseaux, munitions, lui furent accordées, en paroles du moins. Mais les finances de l'État étaient alors fort obérées : les revenus de la colonie étaient loin encore d'en couvrir les dépenses. Fernando, tout entier à la conquête de Naples, s'était refroidi pour celle de l'Amérique. Aux caresses succéda bientôt la froideur, aux promesses les délais et les faux-fuyants. Tandis qu'une flotte de cent navires allait chercher en Flandre la fiancée de l'infant, on marchandait à Colomb le peu qu'il demandait pour doter à chaque voyage la Castille d'une province de plus. Enfin, en 1497, Ysabel, sa protectrice assidue, songea à réparer les torts

de son époux envers lui. Des mesures efficaces furent prises par elle pour assurer le progrès de la naissante cité d'Ysabella et le bien-être de ses nouveaux sujets.

Colomb se préparait à repartir pour Hispaniola; mais le charme qui avait attiré des volontaires de tous les coins de l'Espagne était déjà dissipé. La vue de ces aventuriers désappointés qui revenaient d'outre-mer, le cœur vide d'espoir, le visage amaigri par la faim, avait calmé l'enthousiasme populaire. Personne ne se présentait pour faire partie de l'expédition. L'amiral, pour remplir ses vaisseaux, eut encore recours au triste expédient qui lui avait si mal réussi, celui de commuer la sentence des condamnés aux galères en une déportation aux colonies. Une amnistie fut publiée pour tous les malfaiteurs qui consentiraient à passer à Hispaniola. Ainsi l'Europe commença dès lors à verser sur l'Amérique la lie de sa population. La prospérité coloniale fut empoisonnée à sa source par cette impure écume dont le vieux monde se déchargeait sur elle. Deux fois punie d'une faute qui n'était pas la sienne, l'Amérique fut dépeuplée d'abord, puis corrompue par ses maîtres; et les misères et les agitations sans fin, auxquelles les colonies émancipées de l'Espagne sont en proie aujourd'hui, ne sont que la conséquence et le juste châtiment de ces premières souillures.

Pendant tous ces délais, un temps précieux avait été perdu; si l'amiral tardait encore à venir, l'existence même de la colonie allait être mise en question. Mais l'influence hostile de Fonseca parvint à contrecarrer tous les plans de Colomb; la mort de l'infant don Juan vint encore retarder son départ. Le trésor

royal était à sec : Ysabel, pour envoyer à sa colonie un faible secours, tout juste suffisant pour l'empêcher de mourir de faim, dut prendre l'argent sur les fonds destinés aux noces de sa fille. Entouré des créatures de Fonseca, abandonné par la popularité qui ne survit guère au succès, le malheureux Colomb eût peut-être renoncé à son entreprise ; mais l'opiniâtre bienveillance d'Ysabel le soutint contre le découragement. Enfin, le 30 mai 1498, l'amiral, à la tête de six vaisseaux, mit à la voile du port de San-Lucar, deux ans et demi après son départ d'Hispaniola. Chemin faisant, il découvrit l'île de la Trinidad ; il côtoya le continent de l'Amérique du Sud, vers les bouches de l'Orénoque ; et s'obstinant à prendre ce continent pour une île, il le baptisa du nom d'*Isla Santa*. Après un pénible voyage d'exploration, que sa santé détruite le força à abréger, le vice-roi arriva enfin à Hispaniola. L'active et ferme administration de son frère n'avait pu dompter l'esprit de rébellion qui régnait dans la colonie. Tous les liens de l'obéissance étaient brisés ; les malfaiteurs, les bandits qu'on y avait envoyés sous le nom de colons, établis dans les plus opulentes régions de l'île, opprimaient sans pitié les naturels. Toute culture avait cessé ; l'esclavage antique avait reparu, avec son cortége habituel de violences et de vices. L'exploitation même des mines était suspendue ; la force était devenue la seule loi, le brigandage la seule industrie. Tous les moyens de répression manquaient à la fois à Colomb. Les recrues qu'il amenait, enlevées aux galères ou au gibet, s'étaient hâtées de grossir les rangs des rebelles. Les plus dociles supportaient impatiemment le joug d'un étranger; la

colonie tout entière était en état d'insurrection permanente. Forcé de pactiser quand il fallait sévir, l'amiral entra malgré lui dans la voie funeste des concessions : il accorda aux insurgés de vastes lots de terre, et y joignit pour chaque lot un certain nombre d'esclaves indigènes. Ce fut là la première origine de l'odieux système des *repartimientos*, qui devait conduire plus tard à l'entière dépopulation de l'île. Enfin, le chef des rebelles, Roldan, fut rétabli dans son office d'*alcalde mayor*, et étala à tous les yeux le spectacle de son impunité.

Pour amener les mécontents à un semblant d'obéissance, le vice-roi avait vainement épuisé tous les moyens, la douceur, l'adresse, la fermeté ; en punissant, il n'avait semé que la haine ; en cédant, que l'insolence et des prétentions toujours croissantes. Une incurable anarchie régnait toujours dans l'île ; chaque vaisseau qui mettait à la voile pour l'Europe partait chargé de dénonciations contre lui. L'état de la colonie, et sa détresse bien réelle, accusaient d'ailleurs assez Colomb. La calomnie vint encore envenimer des accusations déjà trop fondées. Le roi se vit assailli, lorsqu'il sortait, par des nuées de vagabonds, échappés d'Hispaniola, et réclamant leur solde que l'amiral, à les entendre, refusait de leur payer. Les deux fils de Colomb, pages de la reine, furent insultés par ces misérables, comme « les fils de l'aventu« rier qui avait envoyé tant de braves *hidalgos* cher« cher leurs tombeaux dans cette terre de déception « découverte par lui [1]. » A côté de ces infimes accusateurs, d'autres, placés plus près de l'oreille du

[1] Fern. Colon, *Hist. del Almirante*, cap. 85.

maître, minaient sourdement le crédit de l'amiral; on calomniait tous ses actes, on envenimait toutes ses dépêches; Ysabel, plus juste appréciatrice des services rendus, refusa de prêter l'oreille à ces accusations; mais tout en défendant la loyauté de l'amiral, elle en vint à suspecter sa capacité comme administrateur, et à craindre que son titre d'étranger ne lui rendît sa tâche impossible. Elle ne sut pas voir que les éléments vicieux dont se composait la colonie étaient la cause première de tous ces désordres, et que l'amiral, au lieu d'en être l'auteur, n'en était que la victime. Fernando, lui, ne voyait qu'une chose, c'est que cette conquête si vantée lui avait coûté jusqu'ici plus qu'elle ne lui rapportait. Ainsi les salaires seuls des employés de la couronne dans ce département montaient à six millions de MS. Colomb demandait des subsides, quand il eût fallu envoyer en Espagne des tonnes d'or pour faire taire ses accusateurs.

Tour à tour taxé dans son administration de rigueur ou de faiblesse, le vice-roi, de guerre lasse, finit par demander qu'on envoyât dans l'île, en qualité d'arbitre entre lui et les rebelles, un homme éclairé et impartial, armé de pouvoirs assez limités pour ne pas se heurter avec les siens. Mais demander un arbitre, c'était accepter un maître; Colomb, sans s'en douter, devint ainsi l'artisan de sa propre ruine. Une autre cause y contribua encore : sa protectrice avait été vivement froissée de voir débarquer en Espagne trois cents esclaves que le vice-roi, en débarrassant l'île de quelques rebelles, leur avait permis d'emmener avec eux. « Et de quel droit, « s'écria Ysabel, l'amiral se permet-il de disposer

« ainsi de nos sujets ? » Et sur-le-champ un décret royal ordonna à tous ceux qui possédaient des esclaves indiens, de les renvoyer dans leur pays natal. En agissant ainsi, Ysabel devançait son siècle, et Colomb n'avait fait que le suivre. C'était alors un principe établi que « les peuples étrangers à la foi chrétienne étaient destitués de droits naturels, et que tous les moyens étaient bons pour opérer leur conversion, ou pour punir leur incrédulité. » En réduisant en servitude les captifs, pris les armes à la main, l'amiral avait cru user d'un droit incontestable, et travailler plus sûrement au salut de leurs âmes. Mais les scrupules d'Ysabel, peu compris de Fernando et de ses conseillers, jetèrent néanmoins contre Colomb un poids de plus dans la balance. Après avoir hésité longtemps, on se décida enfin à le prendre au mot, et à envoyer dans la colonie un commissaire, chargé d'étudier les causes de tous les désordres, et de prononcer en dernier ressort entre l'amiral et les rebelles.

Une pareille mission demandait une âme élevée au-dessus des misérables mobiles de l'amour-propre ou de l'intérêt personnel ; Bovadilla, que désigna Fernando, était un officier de sa maison qui, de l'aveu de tous les historiens du temps, paraît avoir joui de l'estime générale [1]. Ses lettres de créance étaient signées dès mars 1499 ; mais on différa son départ jusqu'en juillet 1500. Les pouvoirs du délégué royal étaient aussi étendus que variés : il était chargé d'abord d'informer contre les rebelles, de faire arrêter tous ceux qu'il trouverait coupables, et de

[1] « Il était bon chevalier, très-honnête et très-religieux, dit le chroniqueur Oviedo » — « Jamais, dit Las Casas, on n'entendit dire de lui chose déshonnête et qui sentît l'avarice. »

mettre le séquestre sur leurs biens. Pour mieux garantir l'impartialité de son arbitre, Fernando l'autorisait à remplacer Colomb, dans le cas où ce serait lui qu'il jugerait coupable. Une cédule royale, datée de deux mois plus tard, conférait à Bovadilla le titre de gouverneur, avec droit de bannir de l'île tous ceux qu'il lui plairait. Une troisième enjoignait à l'amiral et à ses frères de remettre aux mains du nouveau gouverneur les forteresses, vaisseaux, armes, munitions, et les déclarait, en cas de refus, coupables de haute trahison. Une quatrième ordonnait à Colomb de prêter foi et obéissance à tout ce que Bovadilla lui communiquerait de la part de ses souverains. Du reste, la teneur même de ces lettres, les lenteurs du départ, tout prouve que la pensée de la destitution du vice-roi n'était pas arrêtée dans l'esprit des *rois catholiques*, et dépendait de l'enquête qui allait s'ouvrir. Leur tort le plus grave, c'était d'avoir confié cette enquête à un homme dont le caractère ne leur était pas assez connu. Mais, on peut l'affirmer sans crainte, aucune mesure de rigueur n'était projetée contre l'amiral ; il y avait dans l'ingratitude même de ses souverains une mesure qu'ils ne voulaient pas dépasser.

Le vice-roi était occupé de pacifier l'intérieur de l'île, lorsque Bovadilla jeta l'ancre à Ysabella. Pendant le voyage, celui-ci s'était sans doute pénétré de la nécessité de trouver des torts à Colomb. Car à peine débarqué, il débuta par le traiter en criminel, avant de s'assurer du crime qu'il avait commis. Après avoir étalé devant les colons ses lettres de créance, il se fit livrer les rebelles prisonniers ; il s'empara, avec une inutile ostentation de violence, de la forteresse où

ils étaient détenus, et déclara Colomb déchu de sa vice-royauté. Il s'établit dans sa demeure, s'empara de ses armes, de ses bijoux, de ses papiers les plus secrets; il paya sur ses biens les salaires arriérés qu'à tort ou à raison on réclamait de lui. Puis, comme pour acquit de conscience, il commença une sorte d'enquête sur la conduite de l'amiral, sans daigner même attendre son retour; il parla hautement de lui dans les termes les plus méprisants, et se vanta qu'il l'enverrait chargé de chaînes en Espagne.

Le premier mouvement de l'amiral fut de prendre Bovadilla pour un aventurier; mais la cédule royale, qui lui enjoignait de déposer ses pouvoirs dans ses mains, vint le tirer de son erreur. Après l'avoir lue, Colomb n'hésita plus : il se mit en route sans escorte pour Ysabella. Bovadilla, sans daigner même l'admettre en sa présence, donna l'ordre de le charger de chaînes et de le jeter au cachot. A cet ordre, les ennemis même de l'amiral s'indignèrent. Chacun rougit, pour son souverain, de voir payer de ce prix des services tels qu'un sujet n'en avait jamais rendu à des rois. Nul ne se sentit le courage d'enchaîner ces mains glorieuses qui avaient ouvert à l'Espagne le chemin d'un nouvel univers. Pour accomplir une pareille tâche, il fallait l'âme d'un laquais, et non celle d'un gentilhomme; ce fut le cuisinier de l'amiral qui s'offrit pour lui attacher ses fers. Colomb ne pouvait s'abaisser à demander grâce à un Bovadilla; il tendit ses mains aux chaînes, et se dirigea vers sa prison, sans daigner prononcer un mot. Bartolomeo, son frère, était dans l'intérieur de l'île, à la tête d'une troupe dévouée; Bovadilla eut la bassesse de prier Colomb de lui mander de se soumettre; Colomb le

fit sans hésiter, et Bartolomeo vint tendre les mains aux fers qui avaient chargé celles de son frère. On les priva même de la douceur d'être réunis dans leur prison, de peur que, rassemblant leurs partisans, ils ne vinssent à soulever l'île, où s'opérait déjà une réaction en faveur de Colomb.

Pendant que le conquérant de l'Amérique languissait dans un cachot, les rebelles qu'il avait châtiés furent délivrés de leurs chaînes ; Bovadilla recruta auprès d'eux des griefs contre l'amiral. L'acte d'accusation enfin dressé, il se décida à faire partir son prisonnier pour l'Espagne. Celui-ci, oublié au fond de son cachot, n'y attendait plus que la mort. « Où « voulez-vous me conduire, Villejo ? demanda-t-il à « l'officier qui venait le chercher. — Au vaisseau, « Excellence, répondit celui-ci, pour vous y embar- « quer. — M'embarquer! répliqua Colomb. Sérieu- « sement, Villejo, dites-vous la vérité ? — Sur la « vie de Votre Excellence, reprit le digne officier, je « dis la vérité! » Et l'amiral se sentit réconforté, comme si on venait de le rappeler à la vie. Le vaisseau mit à la voile en octobre 1500. Colomb, enchaîné comme un vil malfaiteur, quitta ce monde qu'il avait donné à l'Espagne, au milieu des malédictions et des outrages. Villejo et le capitaine du vaisseau honorèrent leur triste mission en comblant d'égards l'illustre captif. Villejo lui offrit même de lui ôter ses fers : « Non, répondit Colomb, avec le sentiment et l'or- « gueil de son injure ; Leurs Majestés m'ont com- « mandé de me soumettre à tout ce que Bovadilla « m'ordonnerait en leur nom. C'est par leur ordre « qu'ils m'ont ainsi chargé de chaînes ; je les garde- « rai jusqu'à ce que mes souverains donnent l'ordre

« de me les ôter; et je les conserverai après cela « comme des reliques qui me rappel eront le prix « dont on a payé mes services. » Et ainsi fit-il, ajoute son fils Fernan, car j'ai toujours vu depuis lors ces chaînes pendues dans son cabinet; et quand il est mort, il a voulu qu'elles fussent ensevelies avec lui. »

Quand le vaisseau qui portait Colomb enchaîné arriva à Cadix, tous les cœurs furent soulevés d'indignation. En un instant, toutes les préventions tombèrent, toutes les calomnies furent oubliées; le grand homme méconnu reconquit, sous le prestige du malheur, toute la popularité qu'il avait perdue. L'opinion dédaigna de s'en prendre à Bovadilla; elle remonta plus haut, et accusa les souverains qui avaient permis l'outrage, ou l'avaient ordonné. Aussi, quand la nouvelle arriva à la cour, le premier mouvement des *rois catholiques* fut de refuser d'y croire. Émus à la fois de pudeur et de regret, ils comprirent que la honte d'un pareil affront n'était pas pour Colomb, mais pour eux. Ils se hâtèrent de lui écrire une lettre où, désavouant Bovadilla, ils témoignaient à l'amiral leurs regrets sincères, et lui promettaient le redressement de tous ses griefs. A cette lettre était joint l'ordre de venir à la cour, et une somme de 2,000 ducats pour les frais de voyage. Ranimé par ces témoignages d'intérêt, Colomb se remit en route; son voyage fut encore un triomphe. L'envie désarmée s'était changée en une douloureuse sympathie. Quand l'amiral arriva à Grenade, le 17 décembre, ses souverains prirent à tâche d'effacer, sous les marques réitérées de leur faveur, le souvenir de leurs torts et de ses souffrances. En voyant

s'incliner devant elle cette tête blanchie, que le malheur rendait encore plus sainte, Ysabel sentit ses yeux se mouiller de larmes. Colomb avait supporté sans s'abattre l'envie de ses rivaux, la haine de ses ennemis, l'injustice de ses maîtres; mais quand il vit sa souveraine, saisie d'une pitié mêlée de remords, lui tendre les bras pour le relever, des larmes longtemps contenues jaillirent de ses yeux. Ce cœur, si ferme contre l'adversité, se détendit tout d'un coup; sa poitrine soulevée éclata en sanglots, et pendant quelques minutes, pas un mot ne put s'échapper de sa bouche. Ysabel, non moins émue, se hâta de le relever. Colomb, se remettant de son trouble, réfuta victorieusement les calomnies de sès ennemis. Ses souverains exprimèrent tout haut leur indignation contre Bovadilla, et s'engagèrent à le destituer sans délai. Colomb reçut la promesse expresse d'être réintégré dans le pouvoir et le titre de vice-roi; promesse faite peut-être de bonne foi, dans un moment d'émotion, mais qui ne devait jamais s'accomplir. Fernando eut-il tort? L'histoire, malgré toutes ses sympathies pour Colomb, n'oserait pas l'affirmer: par ses défauts, par ses qualités mêmes, il ne convenait pas à ce poste difficile; l'homme qui avait découvert l'Amérique n'était pas fait pour la gouverner. Du reste, de l'aveu même du fils de Colomb, le seul reproche que l'on pût faire aux *rois catholiques* était l'impropriété de l'agent qu'ils avaient choisi. Dans l'état d'anarchie où se trouvait l'île, il fallait un remède prompt et énergique. Le commissaire royal devait donc être armé d'un pouvoir presque discrétionnaire, impossible à concilier avec celui de l'amiral; celui-ci, du moment où l'on venait

contrôler sa conduite, ne pouvait rester à la fois juge et partie dans sa propre cause.

Un autre motif encore avait décidé Fernando : depuis la découverte des Antilles par Colomb, et la *licence générale*, accordée en 1495 à tous les navigateurs, une foule d'expéditions avaient été tentées, la plupart avec succès. Niño, l'un des premiers compagnons de l'amiral, avait côtoyé, pendant cent vingt lieues, le continent sud de l'Amérique, aujourd'hui appelé *Colombie*. Pinzon, du port de Palos, avec quatre caravelles, cingla plus avant au sud-ouest, franchit le premier la ligne, et vint aborder au nord du Brésil, dont il prit possession au nom de la Castille. Jaloux de tant de riches conquêtes, d'autres peuples voulurent aussi tenter fortune dans ces mers nouvelles. Sébastien Cabot, marchand vénitien, établi en Angleterre, navigua pour le compte du roi Henri VII; il reconnut la côte de l'Amérique du Nord jusqu'au 56e degré de latitude, dans le chimérique espoir de trouver par l'ouest un passage vers les Indes. Enfin les Portugais, excités par la découverte de Vasco de Gama, en 1497, couvrirent bientôt l'Océan Indien de leurs expéditions. Cabral, un de leurs marins, en naviguant fort avant dans l'ouest, pour éviter les calmes de la côte de Guinée, trouva une terre inconnue, qu'il longea jusqu'au 15e degré de latitude sud, et dont il prit possession au nom du Portugal. Cette terre était l'immense empire du Brésil, où la Castille avait déjà planté ses étendards. Une guerre pouvait naître de cette rivalité; mais cette vaste colonie se trouvait à l'est de la ligne de démarcation arrêtée par les deux couronnes. La Castille, assez riche du lot qui lui était échu, renonça,

malgré ses droits antérieurs, à disputer au Portugal sa conquête. Ainsi, si l'inspiration seule du génie n'avait pas mis Colomb sur la trace d'un nouvel univers, le hasard l'aurait révélé à Cabral; les Portugais, déjà maîtres des mers de l'Inde et de l'Afrique, auraient encore précédé la Castille dans celles de l'Amérique, et étendu leur empire sur toute la surface du monde. L'heure était venue pour l'humanité de reconnaître dans toute son étendue le théâtre que Dieu a destiné à son action; et c'est pour elle un titre d'honneur que le génie dans cette voie ait devancé le hasard, et tracé d'avance aux navigateurs le chemin que la fortune leur eût fait rencontrer tôt ou tard.

En voyant la Castille s'élancer avec tant d'ardeur dans cette voie, on comprend le regret que dut éprouver Fernando d'avoir abdiqué dans les mains de Colomb sa royauté d'outre-mer. Ainsi s'expliquent à la fois et la mission de Bovadilla, et l'invincible répugnance du *roi catholique* à rendre à l'amiral le titre et l'autorité qu'il lui avait enlevés. En conférant cette autorité, le roi n'avait pu en mesurer toute l'étendue : il s'effraya bientôt de voir tant de pouvoirs réunis dans la main d'un sujet, et saisit la première occasion de les lui retirer. Entre toutes les calomnies imaginées par les ennemis de Colomb, une surtout avait frappé Fernando : l'amiral, lui disait-on, songeait à fonder une souveraineté indépendante dans les Indes de l'ouest, ou à les faire passer aux mains d'un autre souverain. Plus l'accusation était invraisemblable, plus elle trouva de créance auprès du roi. Colomb d'ailleurs pouvait encore être utile, mais il avait cessé d'être indispensable; la politique

du *roi catholique* n'hésita plus à briser l'instrument dont elle s'était servi. Pour échapper aux récriminations de l'amiral, on affecta de craindre, s'il retournait dans l'île, pour sa sûreté, et même pour sa vie. On proposa de nommer pour deux ans un vice-roi provisoire, qui allât achever l'instruction commencée par Bovadilla. Pendant ces deux ans, les passions, ajoutait-on, auraient le temps de se calmer, et l'amiral pourrait reprendre le commandement dont il avait été si injustement dépouillé. On choisit pour le remplacer Nicolá de Ovando, commandeur d'Alcantara, qui, sous une grande souplesse de manières et une humilité affectée, cachait un amour sans frein du commandement; « homme de grande pru-« dence, dit Las Casas, et fait pour commander à « toute espèce de monde, mais non aux Indiens, à « qui il fit souffrir d'incalculables maux. » Au lieu des trois misérables barques que l'on avait confiées à Colomb lors de son premier voyage, on mit le nouveau gouverneur à la tête d'une escadre de trente voiles, montée par plus de deux mille cinq cents personnes. On y comptait plusieurs nobles de haut rang, et une foule d'artisans et de laboureurs avec leurs familles. Ovando avait ordre de renvoyer en Espagne, pour y être jugé, l'indigne successeur de Colomb. En effet, l'indulgence systématique de Bovadilla pour les rebelles, succédant à la sévérité de l'amiral, avait produit les plus tristes résultats. Tous les ressorts de l'autorité s'étaient relâchés dans ses mains. Le cruel système des *repartimientos*, poussé à ses derniers excès, avait amené la dépopulation de la race indigène. Ysabel, émue de pitié, enjoignit à Ovando de rassembler tous les Caciques de l'île, et de leur décla-

rer qu'ils étaient libres, eux et leurs peuples, et que la reine de Castille les prenait sous sa protection. Mais, par une contradiction bizarre, il était permis de les forcer à travailler dans les mines, moyennant salaire, et pour le service du roi; cette seule clause, glissée dans la charte de protection des pauvres Indiens, suffit pour annuler toutes les autres. Enfin, par une autre inconséquence, au moment où Ysabel abolissait l'esclavage indigène dans ses colonies, elle permettait d'y importer des esclaves nègres, honteux trafic déjà entrepris par les Portugais sur la côte d'Afrique Mais par une sévère rétribution de la justice divine, San Domingo, le premier point du Nouveau Monde où fut commis cet attentat, est aussi le premier où un terrible châtiment lui a été infligé.

La flotte leva l'ancre, le 15 février 1502, du port de San Lucar; à peine sortie de la baie, elle fut dispersée par une affreuse tempête, qui engloutit un des vaisseaux, et couvrit toute la côte de débris. On crut l'escadre entière ensevelie dans les flots; les *rois catholiques*, saisis de douleur, s'enfermèrent pour huit jours, et refusèrent de voir personne. Mais Ovando, rassemblant les débris de sa flotte, poursuivit sa route, et arriva à Hispaniola le 15 avril. Colomb demeura à Grenade, bercé par ses souverains de promesses dont aucune ne devait s'accomplir; il dut dévorer sa légitime jalousie, en voyant confier à un autre la flotte qu'il aurait dû commander, et l'autorité qu'on lui avait ravie. Pour occuper l'inquiète activité de cet esprit, qui se dévorait lui-même, faute d'aliment, il remit sur le tapis son projet de délivrance du Saint-Sépulcre : il proposa à ses souverains d'armer dans ce but, sur le revenu de

leurs colonies de l'ouest, une armée de soixante mille hommes. Mais Fernando et Ysabel elle-même ne crurent pas devoir prendre au sérieux ce projet insensé. Trompé dans son espoir, Colomb se rejeta vers sa vraie voie, celle des explorations maritimes. Jaloux de la découverte de Gama, et des immenses profits que le Portugal en retirait, il résolut de s'ouvrir vers les Indes une route nouvelle, le long de cette Amérique qu'il avait rencontrée en les cherchant. Il avait observé que le continent nord de l'Amérique du Sud se dirigeait vers l'ouest, le long du golfe du Mexique; il voyait d'un autre côté la côte de Cuba, qu'il s'obstinait à prendre pour le continent de l'Asie, se diriger dans le même sens; frappé de la force des courants de la mer Caraïbe, qui passait entre ces deux terres, il en conclut qu'en naviguant plus avant dans l'ouest, il finirait par trouver un détroit qui déboucherait dans les mers de l'Inde. Découvrir ce détroit, et rattacher ainsi le Nouveau Monde aux plus riches contrées de l'ancien, dépassait, à ses yeux, la gloire même de sa première découverte, et lui semblait la seule fin digne d'une aussi belle vie.

Colomb fit part à ses souverains de ses nouveaux projets; bien loin de l'accueillir cette fois avec un sourire d'incrédulité, Fernando saisit avidement ce moyen de se débarrasser d'un créancier incommode, et de disputer aux Portugais les richesses de l'Asie. L'on se hâta d'armer les vaisseaux nécessaires pour cette expédition, mais on le fit avec une parcimonie honteuse pour la Castille. Quatre petites caravelles, dont la plus grande jaugeait à peine soixante-dix tonneaux, furent jugées suffisantes. On

défendit à l'amiral de toucher à Hispaniola, de peur que sa présence ne troublât la paix de la colonie, et on lui permit à peine une courte relâche au retour. Atteint d'un amer découragement, Colomb songea un instant à laisser partir seul son frère Bartolomeo : « J'ai tenu, dit-il, plus que je n'avais promis; j'ai « ouvert la porte, d'autres maintenant peuvent y « entrer. » Mais son dévouement à sa souveraine, et une lettre des *rois catholiques* où l'on renouvelait la promesse de lui rendre son titre et ses dignités, vint ranimer son courage. Le 9 mai 1502, il mit à la voile de Cadix avec son frère Bartolomeo et son fils Fernan. Colomb avait alors soixante-six ans ; usée par le chagrin et par la fatigue, sa vigoureuse constitution pliait sous le poids d'une vieillesse précoce. Mais dans ce corps épuisé, l'âme avait gardé toute sa vigueur. C'est avec l'ardeur de la jeunesse, tempérée par l'expérience de l'âge mûr, qu'il entreprit ce long et périlleux voyage, qui pouvait aboutir à une complète circumnavigation du globe.

Pendant ce temps, le nouveau gouverneur était arrivé à San Domingo; sa seule présence fit rentrer sur-le-champ tous les rebelles dans le devoir. Bovadilla fut dépouillé de son autorité; mais on mit à le destituer des égards qui contrastaient vivement avec ses odieux procédés envers l'amiral. Après une instruction sommaire, les principaux rebelles furent emprisonnés à bord de la flotte. Bovadilla s'embarqua aussi avec une immense quantité d'or, argument irrésistible qu'il comptait faire valoir auprès de ses souverains. A bord de ce vaisseau se trouvait un fragment d'or vierge du poids de trois mille six cents *castellanos*. La flotte allait mettre à la voile lorsque pa-

rurent devant le port les quatre caravelles de l'amiral. L'approche d'une tempête, que lui seul avait prévue, l'avait forcé, en dépit des ordres de ses souverains, à chercher un refuge dans le port. Il fit demander au gouverneur la permission de jeter l'ancre. Celui-ci eut la dureté de lui refuser l'entrée de la colonie qui lui devait son existence, et de le forcer de remettre à la voile. La grande âme de Colomb se vengea de cet affront en envoyant dire à Ovando de retenir sa flotte jusqu'après la tempête qui allait éclater. Mais chacun, en regardant le ciel serein, se rit de la prophétie du vieux marin, et l'escadre mit à la voile. Deux jours s'étaient à peine écoulés que le pronostic fut vérifié : un épouvantable ouragan dispersa toute l'escadre. Comme si la Providence s'était chargée de venger Colomb, le vaisseau qui portait Bovadilla et les rebelles fut enseveli dans les flots avec les dépouilles des malheureux Indiens. Plusieurs navires furent perdus; le reste revint à San Domingo tout désemparé. Un seul continua sa route vers l'Espagne, et ce vaisseau, le plus fragile de tous, était celui qui portait la part de l'amiral, montant à quatre mille onces d'or.

Nous ne suivrons pas l'infortuné Colomb dans son quatrième et dernier voyage, plus désastreux encore que les trois autres. Chassé par la tempête vers Cuba, il traversa le golfe de Honduras, et longea ce riche littoral sans s'y arrêter, impatient de découvrir le détroit, unique but de toutes ses recherches. C'est là qu'il entendit parler pour la première fois, par les naturels du pays, d'un grand empire civilisé, où l'or était employé aux plus vils usages. Colomb, avec sa préoccupation habituelle, se crut certain pour cette

fois d'avoir touché la côte de l'Inde. S'il eût doublé la presqu'île de Yucatan, et poussé plus loin vers l'ouest, il fût arrivé au Mexique, et eût ainsi ajouté la gloire de Fernan Cortez à la sienne. Mais son équipage, rebuté par la fatigue, refusa de le suivre plus loin, et il fut forcé de retourner sur ses pas. Une tentative de colonisation, dans le district de Veraguas, échoua par suite de la férocité des naturels. Enfin, pour mettre le comble à tant de désastres, ses vaisseaux, disjoints par une tempête continue de quatre-vingt-huit jours, sans exemple dans ces mers, furent forcés de s'échouer sur le rivage. L'amiral campa sur leurs débris, avec un équipage mutiné, en face d'une population hostile, entre la terre et la mer qui refusaient de le recevoir. Un an entier il lui fallut rester dans cette déplorable situation, pendant qu'un de ses compagnons, Mendez, avec un héroïque courage, traversait, sur un frêle canot, cent trente lieues de mer pour aller implorer l'appui du gouverneur d'Hispaniola. Mais tant de malheurs, tant de dévouement, ne purent toucher l'âme endurcie du successeur de Colomb. Ovando avait compté sur la tempête, la guerre ou les maladies pour se débarrasser de son rival ; il espérait que celui-ci trouverait la mort sur cette côte inhospitalière ; mais l'indignation publique força le lâche gouverneur à laisser partir un vaisseau, frété par Mendez pour retirer l'amiral de ce tombeau vivant. Les débris de son équipage, décimés par la fièvre, s'embarquèrent avec lui ; et après un court séjour à San Domingo, et une dernière traversée qui ne fut qu'une série de tempêtes, ils jetèrent l'ancre à San Lucar, le 7 novembre 1504.

Brisé par l'âge, les infirmités, et surtout par le chagrin, Colomb s'était flatté de trouver en Espagne un port pour cette vie battue par tant d'orages. Ruiné par les dépenses de son expédition, privé de ses revenus qu'Ovando lui retenait, il comptait sur l'appui d'Ysabel, comme sur sa dernière planche de salut; mais cet espoir devait le tromper encore. Ysabel, mourante, avait cessé de pouvoir quelque chose pour lui. Ses réclamations auprès des *rois catholiques* restaient sans réponse. « Je vis d'emprunt, écrit-il à « son fils, et je n'ai pas dans la Péninsule un toit « que je puisse dire le mien. Si je veux manger ou « dormir, il me faut chercher une auberge où l'on « veuille me recevoir; et souvent je n'ai pas d'argent « pour y payer mes dépenses. Telle est la récom- « pense de vingt ans de services, de fatigues et de « périls. — J'ai servi Vos Altesses, écrit-il à ses sou- « verains, avec autant de zèle et de dévouement que « s'il s'était agi de gagner le paradis; et si j'ai failli « en quelque chose, c'est que mes facultés n'allaient « pas plus loin. J'étais âgé de vingt-huit ans (erreur « manifeste de date), lorsque je suis venu pour vous « servir, et maintenant je n'ai pas sur ma tête un « cheveu qui ne soit blanc. Je suis infirme, j'ai « dépensé tout ce qui me restait, et l'on m'a pris et « vendu à l'encan, à moi et à mes frères, tout jusqu'à « la casaque (*fasta el sayo*), sans que j'aie été ni vu, « ni entendu, ni jugé; car à qui fera-t-on croire « qu'un pauvre étranger ait pensé à se révolter contre « Vos Altesses sans être soutenu par personne? » La goutte, qui rongeait l'amiral, ne lui permettait pas de se rendre, dans cette rude saison, à Ségovie, où se trouvait la cour; bientôt la maladie lui ôta jusqu'à

l'usage de ses mains. Fernando se montrait de jour en jour plus insensible à ses plaintes. Dédaigneux, comme les grandes âmes, de tout ce qui touchait à ses intérêts, Colomb ne songeait qu'à son honneur; et l'honneur, pour lui, c'était d'être vengé des calomnies de ses ennemis, et de retourner à Hispaniola comme vice-roi; triste ambition, qui empoisonna les dernières années de sa vie, et en abrégea la durée.

Une dernière épreuve manquait à cette série de disgrâces. Celle dont l'invariable protection l'avait soutenu jusqu'au dernier moment, Ysabel vint à mourir. Ce dernier coup brisa l'âme de Colomb. Son premier mouvement, dans une lettre à son fils, est de recommander à Dieu « l'âme de cette vertueuse reine, qui « doit être maintenant dans sa gloire; » le second est d'enjoindre à son fils « d'être plus que jamais dévoué « au service de son roi, et de chercher à alléger son cha« grin. » Le printemps venu, Colomb, las de voir ses réclamations toujours éludées, se traîna en litière jusqu'à Ségovie. Il y fut reçu avec de vains égards par Fernando. Mais le successeur de Colomb avait trouvé le sûr moyen de se perpétuer dans son poste : c'était de verser à longs flots en Castille l'or du Nouveau Monde, fruit du sang et des sueurs des malheureux Indiens. Fernando, d'ailleurs, nature méfiante et cauteleuse, n'avait aucun point de contact avec l'enthousiaste nature de Colomb; sa froide sagesse prenait en pitié ce sublime rêveur, sans songer que c'était à ses rêves même qu'il devait la découverte d'un nouvel univers, et le Pactole qui commençait à en découler. L'insuccès du dernier voyage de l'amiral avait encore diminué son crédit à la cour : il avait échoué cette fois dans tout ce qu'il avait entrepris; l'état d'insurrection

permanente de son équipage était, au dire de ses ennemis, une preuve nouvelle de son inaptitude à commander. Enfin une lettre écrite par Colomb, échoué sur les côtes de la Jamaïque, et empreinte d'une exaltation religieuse, que les sages du monde devaient prendre pour de la folie, était encore venue fortifier les préventions de l'ingrat monarque [1].

Fernando, à toute force, pouvait refuser à l'amiral le titre et l'autorité qui lui appartenaient, mais non ses revenus, que lui garantissait un traité. Réduit à un état de gêne voisin de l'indigence, Colomb voyait les trésors des Indes affluer à la cour de Castille, sans pouvoir prélever sur eux la part qui lui en revenait. Trop fier pour recourir aux voies judiciaires, il en appela à la justice, à la pudeur du monarque; il se déclara prêt à remettre tous ses droits entre ses mains; mais il n'en reçut jamais que des réponses évasives. Désespérant de rien obtenir pour lui-même, l'amiral se rabattit sur la survivance de sa vice-royauté pour son fils Diego. Le roi, cette fois encore, évita une réponse positive; il espérait ainsi épuiser la patience de son créancier, et l'amener à échanger ses droits contre des titres et des domaines en Castille [2].

Mais Colomb touchait au terme de ses longues épreuves : ces délais, habilement calculés, avaient usé en lui jusqu'au dernier reste de vie. Cependant

[1] Nous donnons aux Pièces justificatives, de longs extraits de cette lettre curieuse, publiés par Navarrete.

[2] Navarrete (Introduction, t. I, de la traduct., p. 209 à 235), dépense en pure perte beaucoup d'efforts et de talent pour absoudre les rois catholiques de tout reproche d'ingratitude envers Chr. Colomb. Nous mettrons volontiers hors de cause Ysabel, la protectrice assidue de ce grand homme méconnu : mais nos griefs contre Fernando se réduisent à trois, dont il aura peine à se laver : 1° les pleins pouvoirs donnés à Bovadilla pour supplanter le vice-roi, sous prétexte d'arbitrer ses querelles avec les colons;

ce flambeau, prêt à s'éteindre, se réveilla encore pour jeter quelques lueurs. L'archiduc Philippe et sa femme, Juana, venaient de débarquer en Castille pour y prendre possession de la couronne; leur arrivée vint ranimer Colomb jusque sur son lit de mort : dans une lettre, la dernière qu'ait tracée sa main mourante, il en appela à la justice de ses nouveaux souverains. La lettre, portée par son frère, fut favorablement reçue, mais Colomb n'en devait pas voir la réponse. Après avoir, dans son testament, légué à sa ville natale de Gênes, ses priviléges et ses droits, à l'extinction de ses héritiers mâles, ce grand homme s'éteignit enfin le 20 mai 1506, à l'âge de soixante-dix ans environ. Son agonie fut douce; il la supporta avec la fermeté d'âme d'un chrétien. Son corps, déposé d'abord à Valladolid, fut transporté plus tard à Séville. Mais comme si ses cendres même ne devaient pas trouver de repos dans la tombe, elles furent exhumées en 1536, et transférées à San Domingo d'abord, puis à la Havane où elles reposent aujourd'hui. Dans sa munificence un peu tardive, Fernando fit élever à l'homme qu'il avait laissé mourir de faim un tombeau somptueux; on y grava pour épitaphe la devise de Colomb :

« POR CASTILLA Y POR LEON
« NUEVO MUNDO HALLÓ COLON. »

» Et la pareille, s'écrie son fils avec un naïf orgueil,

2° les faux-fuyants qu'il employa, après le troisième retour de Colomb en Espagne, pour refuser de lui rendre ses titres et dignités, garantis par un contrat; 3° le honteux dénûment où il le laissa finir sa vie. Navarrete emporté par son zèle posthume pour la mémoire des *rois catholiques*, ne s'aperçoit pas que, dans le journal de Colomb, il fournit lui-même à chaque page des arguments contre sa propre thèse.

« n'a jamais été inscrite sur le tombeau d'aucun « homme ! »

Un beau portrait de Colomb, publié par Prescott, d'après un tableau du musée de Naples, par Parmigianino, répond à l'idéal qu'on s'en était formé, et au portrait qu'en a tracé son fils. Colomb tout entier revit dans cette tête, fine et enthousiaste à la fois; dans ces yeux bleu-clair, au regard limpide et doux; dans ce front ample et majestueux, dont le génie a modelé les contours. On est frappé du rapport de cette belle tête, à l'ovale mélancolique, à l'expression rêveuse et passionnée, avec la tête du Christ, telle que la tradition en existe chez les grands maîtres de l'art italien. La taille de Colomb était haute et bien prise; son attitude, ses manières commandaient le respect. Sa parole était facile et éloquente; son caractère, habituellement doux, se laissait parfois emporter à des saillies de passion; sobre à l'excès, insensible aux plaisirs, dédaigneux de tout amusement frivole, une seule pensée remplit toute sa vie, et la préservà de toute souillure. C'est bien là un de ces êtres privilégiés, comme le Tasse, comme Galilée, que la Providence a marqués d'un sceau mystérieux, et réservés à de grandes souffrances et à de grandes œuvres. Ses ambitions, ses intérêts, ses pensées ne sont pas de ce monde; la science même n'est pour lui qu'un moyen, jamais un but. Entouré d'une tourbe indisciplinée et rapace, hors d'état de comprendre la grandeur de l'idée qu'il poursuit, où d'autres cherchent la fortune, il ne cherche que la gloire; et du jour où il peut montrer le Nouveau Monde à ses détracteurs, il se sent vengé de leurs affronts.

L'âme de Colomb, comme toute âme humaine,

est un mélange de contrastes : à côté du calculateur, on y sent le poëte, à son vif sentiment des beautés de la nature, à son admiration pour cette terre vierge dont il décrit les splendeurs. Puis, à côté du poëte et du rêveur, se retrouve l'homme politique qui, tout en voyageant dans le monde des chimères, ne perd jamais de vue le côté pratique des choses. La même lettre réunit souvent les spéculations les plus folles, et les vues les plus sages sur la colonisation. S'il implante à regret l'esclavage dans le Nouveau Monde, il proteste avec une chaleur généreuse contre les odieux traitements qui viennent l'aggraver. Somme toute, il est peu de plus grands caractères, il n'est pas d'âme plus pure que celle de Colomb. L'esprit et le cœur, si rarement d'accord dans leurs sympathies, le sont ici pour admirer cet homme extraordinaire, qui unit les dons de l'enfance à ceux du génie, la crédulité à l'intelligence, la simplicité à la grandeur. On devine en lui une de ces âmes d'élite que soutient et que guide, même dans leurs erreurs, le sentiment de leur mission ici-bas. Plus sage au point de vue humain, Colomb eût peut-être moins osé; il se fût moins abandonné à cet instinct sublime, qu'on appelle folie quand il échoue, et génie quand il réussit!

Colomb, en mourant, laissa deux fils; à Diego, l'aîné, né en légitime mariage, il légua ses titres et sa fortune, ou du moins ce qu'on lui devait; au second, Fernan, fils illégitime dont il se reprochait la naissance, il ne légua que son nom, et quelque chose de son génie. Fernan, passionné pour les lettres, réunit une bibliothèque de plus de vingt mille volumes, chiffre que des rois à cette époque pou-

vaient seuls atteindre. De ses nombreux ouvrages, il n'est resté que la Vie de son père l'amiral, monument de piété filiale, qui est à la fois un bon livre et une bonne action. Quant à Diego, le conseil suprême des Indes rendit en sa faveur un arrêt qui honore l'indépendance de ce tribunal. Reconnu pour héritier de tous les droits de son père, il fut mis en possession de son titre d'amiral ; mais celui de vice-roi lui fut constamment refusé. Bientôt, le jeune amiral épousa la nièce du duc d'Albe ; le fils de l'aventurier génois se trouva ainsi allié à une des plus nobles maisons du royaume. Par le crédit de sa nouvelle famille, il obtint de remplacer Ovando dans le gouvernement d'Hispaniola, comme Ovando lui-même avait supplanté Colomb. Après une administration aussi contestée que celle de son père, mais plus féconde en heureux résultats, Diego fut rappelé par Charles-Quint pour répondre aux calomnies de ses ennemis. Comme le malheureux Colomb, il usa le reste de sa vie à réclamer une justice qu'on ne devait pas lui rendre. Charles-Quint ne se souciait pas plus que son aïeul de confier à un sujet un pouvoir rival du sien. Diego, plus sage que son père, se résigna enfin à échanger des prétentions, de plus en plus impossibles à réaliser, contre de riches domaines en Castille, et les titres de duc de la Veragua et de marquis de la Jamaïca, que ses héritiers portent encore aujourd'hui, et dont ils sont moins fiers sans doute que de celui de descendants de Colomb.

CHAPITRE IV

MENDOZA, XIMENEZ, EXPULSION DES MAURES.
MORT D'YSABEL DE CASTILLE.

1493 A 1506.

Les rois organisateurs font les grands ministres, comme les rois conquérants font les grands capitaines. La guerre de Grenade avait enfanté Cordova, la réforme de la Castille par Fernando et Ysabel fit naître Mendoza d'abord, et après lui Ximenez. Mendoza était le quatrième fils du marquis dè Santillane, le chef de cette puissante maison. Partisan décidé des *rois catholiques* dans les guerres civiles du début de leur règne, il avait succédé au turbulent primat de Tolède dans la primatie de l'Espagne et dans les fonctions de premier ministre. Son immense pouvoir le fit appeler « le troisième roi de l'Espagne ». Confident de toutes les pensées d'Ysabel, il fut de moitié avec elle dans la fatale mesure de l'expulsion des Juifs, la première tache de ce beau règne. Le caractère du cardinal Mendoza nous offre le type achevé du prélat espagnol, plus rigide dans ses croyances que dans ses mœurs. L'humilité chrétienne, si frap-

pante chez Ximenez, n'était pas, il faut bien l'avouer, la vertu de son devancier. Promu au siége de Tolède, jouissant des revenus et du pouvoir d'un roi, Mendoza put se livrer sans scrupule à son penchant pour le faste. Les fils des plus nobles familles étaient élevés dans sa maison ; ses gardes du corps, à eux seuls, formaient une armée. En revanche, une foule de fondations pieuses, telles que le collége de Santa-Cruz à Valladolid, et l'hôpital des Enfants-Trouvés à Tolède, honorèrent son épiscopat. Pendant sa dernière maladie, le roi et la reine vinrent souvent s'asseoir à son chevet, et Ysabel se chargea d'être son exécutrice testamentaire. Enfin, par une faiblesse que l'Église tolérait, dans ce siècle de contrastes, le cardinal en mourant laissa trois fils, nés de ses liaisons avec des dames du plus haut rang, et qui devinrent les chefs d'autant de familles illustres.

La vie toute mondaine du *grand cardinal*, comme on appelait Mendoza, contraste avec la vie austère de son successeur, anachorète jeté par un caprice du sort au milieu des cours. Ximenez était né en 1436, d'une famille noble, mais déchue. Destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique, il fut reçu à vingt ans bachelier dans le droit civil et dans le droit canon, deux titres qu'il était alors peu commun de réunir. De Salamanque, il se rendit à Rome pour y chercher fortune ; après de longues années d'attente, il fut enfin appelé à un bénéfice vacant dans le diocèse de Mendoza. Celui-ci, avec sa perspicacité habituelle, discerna bientôt la rare capacité du jeune prêtre, et le nomma son grand vicaire. Mais il y avait deux hommes dans Ximenez : aux talents d'un homme d'État il réunissait la rigidité d'un ascète des pre-

miers temps de l'Église. Tout d'un coup, fatigué du monde et des affaires, il résigne ses bénéfices, pour entrer dans le plus rigoureux des ordres mendiants, celui de saint François. Bientôt, son renom de sainteté attire sur lui l'attention, et les pénitents affluent à son tribunal. Las de se voir sans cesse ramené vers ce monde qu'il avait voulu fuir, Ximenez, un beau jour, s'enfuit de son couvent, et va se cacher au milieu des monts, dans un des plus pauvres couvents de l'ordre. Mais là encore, sa solitude n'est pas assez profonde : il se bâtit lui-même au milieu des bois une hutte de ramée; il y passe ses jours et ses nuits en prières, macérant sa chair sous le cilice et la discipline. C'est là que s'écoulèrent, au dire de Ximenez lui-même, les plus douces, les plus rapides années de sa vie, entre le calme de cette pieuse retraite et l'extase d'une prière continue, dont cette âme de feu avait besoin pour apaiser ses ardeurs ; années de méditation et de paix qu'il regretta plus tard, en soupirant, au milieu du tumulte des cours, après les paisibles ombrages du Castañar, comme Charles-Quint après les solitudes de Saint-Just.

Au bout de trois ans, sa résidence fut changée, selon l'usage de cet ordre austère, qui défend à ses membres toute attache aux choses de cette vie. Transféré dans un autre couvent, il y fut, malgré lui, élevé aux fonctions de supérieur. Le cardinal Mendoza n'avait pas perdu de vue, dans sa brillante carrière, l'humble prêtre qui avait commencé la sienne sous ses auspices. En apprenant l'élection de Ximenez, il lui échappa de dire que « le nouveau prieur de saint François s'asseoirait un jour après lui sur le siége de Tolède. » La place de confesseur de la reine

vint à vaquer : Mendoza consulté désigna Ximenez. Celui-ci, mandé à la cour, sans en savoir le motif, comparut devant la reine, et la gagna tout d'abord par la modeste assurance de son maintien. Ysabel, charmée, lui offrit de diriger sa conscience ; mais où d'autres auraient vu un chemin vers le pouvoir, l'austère Ximenez ne vit qu'un fardeau ; et il n'accepta qu'à condition de garder à la cour toutes les rigides observances de sa règle.

La solitude et ses extases n'avaient pu fausser la rectitude native de son esprit ; la cour et ses séductions ne purent rien contre la trempe non moins forte de son âme. Bientôt nommé provincial de son ordre, il entreprit d'en visiter toutes les maisons ; il accomplit ce rude voyage à pied, et en demandant l'aumône, comme le dernier des moines de saint François. Dès longtemps, les *rois catholiques* avaient senti le besoin d'une réforme dans la constitution du clergé régulier ; toutefois, ils hésitaient à porter la main sur cette plaie délicate. L'ordre de saint François, condamné par son fondateur à vivre d'aumônes, et à ne rien posséder en propre, vivait, en dépit de sa règle, au milieu du luxe et du bien-être. Ysabel, frappée de ces abus, se trouva d'accord avec son confesseur sur la nécessité de les réprimer ; l'entreprise était difficile avec des monastères riches, puissants, et unis l'un à l'autre par la solidarité de communes faiblesses. Mais Ximenez, que n'effrayait aucun obstacle, se mit aussitôt à l'œuvre avec sa résolution habituelle ; là où la douceur ne suffisait pas, il employa la force. Un des couvents de To[illegible]
refuse de se soumettre ; le réformateur [illegible]
moines de le quitter ; ceux-ci, le c[illegible]

sortent en procession dans les rues de la ville, comme s'ils marchaient à l'exil ou au martyre. Mais l'opinion, dominée par la haute vertu de Ximenez, le soutint dans sa pénible tâche. Ysabel, de son côté, allait en personne visiter les couvents de femmes, où le relâchement s'était aussi glissé; elle venait, un ouvrage de femme à la main, s'asseoir au milieu des nonnes, et rapporter au cloître l'exemple des vertus qui aurait dû en sortir.

L'archevêché de Tolède allait bientôt vaquer par la mort du cardinal Mendoza. A la reine appartenait le droit de nommer un titulaire à cette haute fonction, politique autant que religieuse; car les *rois catholiques* y avaient annexé le titre de chancelier de Castille. Les revenus du siége montaient à 80,000 ducats. Fernando réclamait ce siége pour son fils naturel, don Alonzo, archevêque de Saragosse, à peine âgé de vingt-quatre ans, et qui n'y avait d'autre titre que sa naissance La reine résista aux instances de son époux avec une fermeté exemplaire. Préoccupée de ce choix difficile, elle consulta Mendoza mourant, en le priant de désigner lui-même son successeur. Le moribond s'y refusa d'abord : « Ne choi« sissez pas un de vos grands, dit-il à la reine, car « c'est un maître que vous vous donneriez au lieu d'un « serviteur. » Enfin, sur ses instances, il lui indiqua Ximenez. Ysabel hésita longtemps à accepter le legs du prélat mourant : elle craignait l'esprit de domination de ce moine qui, en se voyant arrivé si loin et si haut, pourrait oublier d'où il était parti. Enfin, après bien des incertitudes, elle se décida pour le plus digne, et Ximenez fut choisi. Toute cette affaire avait été conduite avec le plus profond mystère. Lorsque

arriva la bulle du pape qui ratifiait son choix, la reine la reçut en présence de son confesseur, et la lui tendit sans mot dire. Celui-ci, en lisant ces mots : « A notre vénérable frère Ximenez de Cisneros, « archevêque élu de Tolède », devint pâle comme la mort; il laissa tomber la missive, en s'écriant : « Il y « a erreur, ce n'est pas pour moi, » et il sortit brusquement, pour reprendre à pied, sous le soleil brûlant, la route de son couvent. Six mois durant, il résista aux prières, aux ordres même de sa souveraine : il fallut, pour triompher de son obstination, une bulle du pape qui lui faisait un crime de sa désobéissance. Ximenez était alors âgé de soixante-six ans; mais dans ce corps épuisé, l'âme, toujours jeune, avait conservé toute sa vigueur. Tout en gardant, sous la mitre, la simplicité sévère de ses habitudes, le nouveau primat sut défendre avec fermeté, même contre ses souverains, les droits de l'épiscopat. Tous les choix dans son diocèse furent donnés au mérite, jamais à la faveur. Au lieu du faste princier que le cardinal faisait régner dans sa maison, Ximenez organisa la sienne sur le pied le plus simple, en ajoutant à ses aumônes ce qu'il retranchait sur ses dépenses; et le pape dut encore intervenir pour le faire renoncer à cette simplicité apostolique, vivante satire du faste des prélats de l'époque.

Le clergé avait appris à ses dépens à redouter l'austérité du nouveau primat; il envoya à Rome un de ses membres protester contre ses projets de réforme. Ximenez, averti, fit arrêter l'envoyé du clergé, au moment où il débarquait en Italie, et le fit jeter dans une prison, où il resta deux ans. Toute tentative de résistance se brisa contre l'inflexible

volonté du prélat; près d'un millier de moines passèrent en Italie, plutôt que de se soumettre, et préférèrent l'exil à l'obéissance. Quelques-uns même allèrent, dit-on, vivre en Barbarie parmi les infidèles plutôt que de se courber sous le joug de la règle nouvelle. Du reste, ce joug de fer, que Ximenez imposait aux autres, il était le premier à le subir; sous ses robes d'apparat, il portait toujours la robe grossière de saint François; jamais étoffe de lin n'avait touché son corps; à côté de son lit de parade, il dormait sur un misérable grabat. Mais des vertus ainsi poussées à l'excès deviennent aussi dangereuses que des vices. Fort de la pureté de ses intentions, Ximenez dédaigna ces habiles ménagements que l'expérience enseignait à Ysabel; à force de tendre le ressort de sa volonté, il s'habitua à faire tout plier devant elle. Le général des Franciscains, envoyé de Rome pour juger l'urgence de la réforme entreprise, vit son autorité se briser devant cette volonté opiniâtre, qu'aucune considération humaine ne pouvait fléchir. Ysabel, qui aimait dans Ximenez l'exagération de ses propres qualités, soutint dans cette lutte l'homme qu'elle avait choisi, et le maintint, en dépit du Saint-Siége, dans toute sa liberté d'agir.

Du reste, tous les historiens sont d'accord sur la nécessité et sur les bienfaits de cette réforme. Le clergé espagnol, renommé pour la rigidité de sa foi, ne l'était pas autant pour celle de sa morale. La législation des *fueros* (voyez t. III, p. 479), en tolérant le concubinage des prêtres, et en permettant à leurs enfants d'hériter de leurs biens, avait flétri le mariage et le sacerdoce à la fois. Ces abus, que l'usage autorisait, en dépit de la loi canonique, dans

le bas clergé, avaient peu à peu gagné les ordres supérieurs. Pour lutter contre un mal si ancien, si enraciné, il fallut les efforts réunis de la reine et de Ximenez. Ysabel qui, dans sa chasteté rigide, était implacable pour toute espèce de désordres, avait déjà commencé la réforme par la sévérité de ses choix[1]; Ximenez l'acheva en réprimant sans pitié tous les scandales ; les mœurs du clergé s'épurèrent peu à peu, et s'il ne corrigea pas toutes ses faiblesses, il apprit du moins à les cacher.

Mais le moine chez Ximenez devait se retrouver partout, dans l'homme d'État aussi bien que dans le prélat. Pendant les sept ans écoulés depuis la conquête de Grenade, les conditions jurées par le vainqueur avaient été fidèlement observées ; les musulmans étaient restés en possession de leurs mosquées, de leurs lois, de leurs propriétés. La paix régnait dans cette cité populeuse, où deux religions et deux lois se trouvaient face à face. Cet heureux résultat était dû à l'accord des deux pouvoirs, ecclésiastique et militaire. Le comte de Tendilla, capitaine général de la province, avait su, par sa douceur mêlée de fermeté, se faire chérir de ces populations vaincues, et conserver à Ysabel sa conquête. Quant à l'arche-

[1] « Ysabel avait pour coutume, dit Lucius Marinœus, quand il vaquait un bénéfice, de regarder plus à la moralité et à la science du candidat qu'à sa fortune ou à sa noblesse. Aussi beaucoup de gens, de mœurs relâchées, se mirent, depuis lors, à baisser les yeux en terre, et à marcher avec une gravité affectée, simulant la vertu plus qu'ils ne la pratiquaient. » (*Cosas memor.*, p. 182). Il se passa alors à la cour d'Ysabel quelque chose de ce qu'on vit en France sous madame de Maintenon, pendant les dernières années de Louis XIV. L'hypocrisie et les faux-semblants de religion devinrent le costume de cour, et le plus sûr moyen de faire son chemin ; mais sous le régent, les masques furent jetés, et l'on paya au vice l'arriéré qu'on lui devait.

vêque de Grenade, Talavera, l'ancien confesseur de la reine, s'il n'égalait pas Ximenez en talent, il le surpassait en modération, en tact, et dans le don trop rare de faire aimer le Dieu qu'il prêchait. Une piété plus douce et plus éclairée luttait chez lui contre le fanatisme, trait dominant de cette époque intolérante et dissolue. Ainsi, dans sa charité ingénieuse, il s'était mis à apprendre l'arabe, malgré son âge avancé, et en avait imposé l'étude aux prêtres de son diocèse, dans l'espoir de ramener au bercail ses ouailles égarées. Il avait même fait traduire dans cette langue les saintes Écritures, faiblesse que blâma l'austère Ximenez. Les revenus de son évêché suffisaient à peine à ses aumônes, impartialement répandues sur les Maures et sur les chrétiens; souvent même, on l'avait vu se dépouiller de ses habits pour en vêtir les pauvres. Ce mélange si rare de ferveur et de tolérance avait touché le cœur des musulmans, aussi sensibles au bienfait qu'à l'injure. En voyant cette religion, qu'ils avaient appris à haïr, répondre à la haine par de l'amour, bon nombre d'entre eux jugèrent le Dieu d'après l'apôtre, et embrassèrent d'eux-mêmes le christianisme, sur la parole du bon archevêque.

Mais le clergé de Grenade, fort peu édifié des concessions de son prélat, murmurait contre des conversions, trop lentes à son gré, et voulait appeler la force au secours de la persuasion. L'archevêque étant intraitable sur ce point, on s'adressa aux *rois catholiques;* on les conjura de contraindre tous les infidèles à recevoir le baptême, ou à passer en Afrique. Quant au traité qui leur garantissait leur religion et leurs lois, n'était-il pas nul de plein droit,

puisqu'il était contraire à la foi catholique et au salut du royaume?[1] Fernando et Ysabel, instruits par la faute qu'ils avaient commise, en expulsant les Juifs, se refusèrent à la recommencer. Ils protégèrent même les nouveaux convertis contre la rapacité du fisc, qui, en confisquant leurs biens, semblait vouloir punir les enfants de la conversion de leurs pères. Mais le zèle impatient de Ximenez ne pouvait s'accommoder de ces lenteurs. D'accord avec l'archevêque, il invita à une conférence les principaux *alfaquis* ou docteurs musulmans. Les conversions qu'il ne put obtenir par son éloquence, il les acheta à prix d'argent. Bientôt le troupeau suivit l'exemple du pasteur : quatre mille néophytes embrassèrent le baptême en un seul jour; Ximenez fut obligé de les baptiser en masse avec une branche d'hyssope, suivant l'usage des apôtres. Ces défections inquiétèrent vivement la population musulmane. Menacée dans la dernière et la plus chère de ses libertés, elle protesta énergiquement; mais le fougueux apôtre, habitué à se raidir contre toute opposition, s'abandonna à tout l'emportement de son zèle. Celui qui avait fait plier sous le joug de la règle tout le clergé de la Péninsule pouvait-il être arrêté par la lettre morte d'un traité? Pouvait-il reculer devant une population vaincue, dont on avait toléré trop longtemps la rébellion et les erreurs? Les *rois catholiques*, il est vrai, lui avaient enjoint de ménager les Arabes et de respecter les traités; mais Dieu parlait : les ordres des rois de la terre devaient-ils être écoutés?

[1] Marmol, *Rebelion de los Moriscos*, lib. I, cap. 28. Le concile de Constance avait établi en principe que « on ne doit tenir aucune promesse, au préjudice de la foi. »

A dater de ce jour, les mesures de rigueur furent seules employées, et les convictions recrutées, non plus par la persuasion, mais par la force. Un des notables de la ville, qu'on avait jeté en prison, se résigna au baptême, et son exemple en entraîna d'autres. Ximenez, jaloux d'extirper l'erreur de la ville idolâtre, fit entasser en un monceau tous les manuscrits arabes que l'on put réunir; théologie, sciences, histoire sacrée ou profane, tout périt à la fois dans un vaste *autodafé*, allumé de ses mains. Trois cents volumes de médecine furent seuls épargnés pour l'université d'Alcalá. Et le nouvel Omar n'était pas comme l'autre, un soldat ignorant, c'était un prélat éclairé, ami des lettres, et qui comblait de ses dons les universités de la Péninsule!

Ces mesures acerbes étaient loin d'être approuvées par tous les chrétiens établis à Grenade, et surtout par son sage gouverneur. Mais toutes les remontrances se brisèrent contre l'obstination du prélat. On lui parla du danger de pousser à bout une population forte, nombreuse, irritable; ce fut en vain! Pour un homme qui rapportait tout à la cause de Dieu, des intérêts humains n'entraient jamais en ligne de compte. Enfin les Maures, réduits au désespoir, prennent un parti extrême: c'est de faire respecter, les armes à la main, la charte de la conquête. Tout le populeux quartier de l'Albaycin se soulève tout d'un coup; on s'empare des portes; on coupe les rues par de profondes tranchées. Bientôt la maison de Ximenez est assiégée par une populace en furie; ses épaisses murailles protégent à grand'peine les jours du primat. En vain on l'engage à se réfugier dans l'Alhambra, pour écraser la rébellion du feu de

son artillerie ; l'opiniâtre prélat refuse de quitter le poste où Dieu l'a placé ; il veut y attendre la couronne du martyre. Le gouverneur, à la tête de ses troupes, parvient enfin à disperser les assaillants; mais ce précaire triomphe n'a fait que reculer le danger. L'insurrection s'organise, se donne des chefs et des armes, et Grenade tout entière se prépare à défendre, l'épée à la main, son Dieu, ses lois et les toits de ses pères.

Mais le génie tutélaire de cette malheureuse cité veillait pour la protéger. L'archevêque, pressé d'arrêter l'effusion du sang, musulman ou chrétien, n'hésite pas à se rendre dans le quartier rebelle, sans autre escorte que la croix qu'un chapelain portait devant lui. A la vue du digne prélat, toutes les portes s'ouvrent, toutes les armes s'inclinent; le peuple ému s'agenouille pour baiser le bas de sa robe, et implorer sa bénédiction. Tendilla, jaloux du succès de l'apôtre de paix, se présente à son tour, suivi de quelques soldats ; il est accueilli avec les mêmes témoignages de respect et d'amour. Tous deux parviennent à démontrer au peuple l'impuissance et la folie de cette insurrection sans but, sans espoir, sans avenir ; ils promettent aux rebelles, s'ils veulent déposer les armes, d'implorer le pardon de leurs souverains ; le comte leur laisse même pour otages sa femme et ses enfants. Le peuple, touché de cette loyale confiance, finit par déposer les armes, et se résigne à attendre la sentence des *rois catholiques*.

La nouvelle de l'insurrection était déjà arrivée à la cour de Castille, grossie par les exagérations de la peur. Le roi, qui s'était toujours méfié de Ximenez, reprocha durement à la reine sa partialité pour cet

homme, dont la fougue imprudente leur faisait perdre en un jour le fruit de vingt ans de luttes et d'efforts. Mais bientôt Ximenez arrive pour se justifier ; avec l'ascendant que sa fermeté lui donne, il prend sur lui la responsabilité de tout ce qui s'est passé : « Un traité impie vous liait les mains, dit-il à « ses souverains; au lieu de vous plaindre, félicitez- « vous que l'insurrection de Grenade vous donne un « prétexte pour le déchirer ; ne laissez plus aux « rebelles d'autre alternative que l'exil ou le bap- « tême. » La confiance du primat finit par gagner le couple royal ; la piété d'Ysabel se trouva d'accord avec la politique de Fernando. Une enquête judiciaire s'instruisit à Grenade : les meneurs furent arrêtés ; la plupart, pour sauver leur tête, finirent par demander le baptême. Bientôt la défection gagna de proche en proche ; cinquante mille Maures embrassèrent le christianisme, par une conversion trop prompte pour être bien sincère. Le reste, préférant l'exil à l'apostasie, passa en Barbarie avec ce qu'il put emporter de ses biens. La Péninsule perdit encore une fois, grâce aux scrupules insensés d'un moine, plusieurs milliers de sujets industrieux [1]. Ainsi, par une déplorable fatalité, le seul homme d'État qu'eût encore rencontré l'Espagne, si pauvre en grands ministres, inaugurait sa carrière par une faute ; le futur régent de la Castille dépeuplait le royaume qu'il devait gouverner; la Péninsule elle-même se faisait sa complice, et saluait avec une joie stupide cette mesure qui contenait le germe de sa ruine. Ximenez,

[1] Robles et la *Suma de la Vida de Cisneros*, en font monter le chiffre à un million, et Gomez à cinq cent mille. Le chiffre de quatre-vingt mille, donné par Conde, est le plus vraisemblable.

loin de recevoir le moindre blâme, fut comblé d'unanimes éloges. Le digne archevêque de Grenade confessa qu'il s'était trompé, en voulant ramener par la douceur ces hérétiques endurcis. « Les *rois catholi-
« ques*, s'écria-t-il, n'ont conquis que les murs de
« Grenade; le primat a fait plus, il a conquis les
« âmes! »

Toutefois, cette conquête si vantée se bornait à une ville, domptée par l'adversité, et courbée sous le joug de la peur. Il existait encore dans les Alpujarras [1], branche de la *Sierra Nevada* qui s'étend au sud-est de Grenade, une population libre et fière, que Grenade elle-même n'avait pu entraîner dans sa soumission. Sur ce sol montagneux, veuf aujourd'hui d'arbres et d'habitants, s'élevaient alors d'innombrables villages. Là s'étaient retirés tous les fugitifs que la conquête avait chassés de la plaine; tous étaient prêts à défendre au prix de leur sang cette liberté retranchée avec eux dans son dernier asile. L'Islam, exilé des villes, régnait encore chez ces rudes montagnards, soumis, de nom seulement, à la conquête chrétienne, et opiniâtrément attachés à la foi de leurs pères. Tous les défilés de leurs monts étaient hérissés de châteaux forts ou de tours isolées (*atalayas*), qui servaient tour à tour de vedettes pour signaler l'ennemi, ou de retranchements pour l'arrê-

[1] Ce mot, d'après Conde, signifie en arabe « pâturage. » Voici comment Calderon, dans sa poésie luxuriante d'images, caractérise ce pays :

« La Alpujarra, aquessa sierra
Que al sol la cerviz levanta,
Y que poblada de villas,
Es mar de peñas y plantas,
Adonde sus poblaciones
Ondas navegan de plata. »

ter. En apprenant l'apostasie de leurs frères de Grenade, les montagnards des Alpujarras comprirent que le même sort les attendait, et qu'il fallait choisir entre le baptême et l'insurrection. Leur choix fut bientôt fait : à un signal donné, ils courent aux armes, fortifient les défilés de leurs monts, et désolent de leurs incursions le territoire chrétien. Mais ils avaient à faire, dans le gouverneur de Grenade, à un homme que le danger ne prenait jamais au dépourvu. D'ailleurs, Cordova, l'élève de Tendilla, se trouvait alors auprès de son ancien maître. Le conquérant de la Calabre, ramené sur le théâtre de ses premières armes, tira avec joie son épée contre ces « bêtes sauvages des Alpujarras. » Il ouvrit la campagne par le siége de Huejar ; repoussé d'abord, il força bientôt l'ennemi à se renfermer dans ses murs. Le signal de l'assaut est donné : Gonzalo s'élance le premier sur la brèche ; ses soldats, animés par son exemple, passent au fil de l'épée toute la garnison, livrent la ville au pillage, et emmènent captifs les femmes et les enfants.

Cette inutile cruauté attisa le feu que l'on voulait éteindre : les révoltés s'acharnèrent avec une rage aveugle à lutter contre toutes les forces de la monarchie, que Fernando ne tarda pas à amener contre eux. En février 1500, le roi vint mettre le siége devant Lanjaron, sur le revers sud de la *Sierra*. Les habitants résistèrent avec le courage du désespoir ; mais la lutte était trop inégale ; ils partagèrent le sort des habitants de Huejar, et furent massacrés jusqu'au dernier. Partout les armes chrétiennes triomphèrent, mais leur triomphe fut partout disputé. La victoire fut impitoyable : cette courtoisie chevaleresque,

qui naguère adoucissait chez les deux peuples les horreurs de la guerre, avait fait place à l'instinct sanguinaire du limier, et à la rage aveugle de la bête fauve pour défendre sa vie. Enfin, poussés à bout, traqués de roche en roche, de vallon en vallon, les Maures demandèrent à capituler; on les traita en rebelles qui se rendent à merci. Il leur fallut livrer leurs places fortes et leurs armes, recevoir partout garnison chrétienne, et payer une rançon de 50,000 ducats; Fernando, à ce prix, leur fit grâce de la vie. L'archevêque de Grenade fut chargé de pacifier les Alpujarras. Des missionnaires furent envoyés pour y répandre l'Évangile, et y regagner les cœurs que la violence avait aliénés. Les heureux effets de cette mission de paix s'étendirent, sur les deux versants de la chaîne, jusqu'aux populeuses cités de Baza, de Guadix et d'Almeria, dont les habitants reçurent presque tous le baptême.

Restait à soumettre une *sierra* plus âpre et plus reculée encore : c'était la *serrania* de Ronda, groupe de montagnes qui s'étend entre Malaga, Gibraltar et Cadix, à la pointe extrême de la Péninsule. Les progrès du christianisme dans le bassin du Xenil n'avaient fait qu'irriter le zèle de ces farouches montagnards. A mesure que le feu de l'insurrection s'éteignait dans l'est, il se réveillait plus terrible dans l'ouest. Fernando, alarmé de cet indomptable esprit de rébellion, fit promettre aux insurgés, s'ils se soumettaient, de leur laisser leurs lois et leur religion; mais Grenade était là pour attester ce qu'il en fallait croire, et la révolte éclata avec un caractère de férocité qu'elle n'avait pas eu dans les Alpujarras. Partout les Espagnols furent massacrés, ou chassés

des lieux qu'ils occupaient. La tribu berbère des Ganzules, qui habitait ces montagnes, se distingua surtout par sa haine sauvage contre les chrétiens, et invita ses frères africains à la soutenir dans sa révolte. Mais le châtiment fut aussi prompt que l'offense. Toutes ces rébellions partielles n'ébranlèrent même pas la forte monarchie d'Ysabel; elles ne firent qu'aggraver le sort des vaincus. Bientôt, l'Andalousie tout entière fut sur pied; Séville seule envoya trois cents chevaux, et deux mille fantassins. Aguilar, frère aîné du *grand capitaine*, fut l'un des chefs de cette croisade, qui réunit pour la dernière fois les forces de l'Espagne chrétienne contre les infidèles. Une armée pénétra dans les profondeurs de la *Serrania*, jusque près de Monarda, où les Maures avaient concentré leurs forces. Le camp chrétien était protégé par un ruisseau, le *Rio verde*, qui a conquis dans les annales de la Péninsule une triste célébrité. Une partie de l'avant-garde s'était laissé entraîner trop loin à la poursuite de l'ennemi; Aguilar, tout en blâmant cette imprudence, fut obligé de suivre avec le gros de ses forces, et s'engagea à regret dans les défilés de la *Sierra*. Les Maures, feignant de fuir devant les chrétiens, les amènent, en reculant toujours, jusqu'à un vallon fermé de toutes parts, où ils avaient mis en sûreté leurs troupeaux et leurs effets les plus précieux. Les chrétiens, affamés de pillage, se jettent sur cette proie qu'on leur abandonne; ordres, prières, menaces même, rien ne peut les empêcher de rompre leurs rangs; leurs armes les embarrassent, ils les jettent, comme s'ils ne devaient plus en avoir besoin, et se chargent de butin jusqu'à plier sous le faix.

La nuit approchait cependant : les Maures, en voyant leur proie engagée dans le piége, reviennent peu à peu sur leurs pas ; ils cernent de tous côtés l'étroit vallon où sont entassés les chrétiens. A un signal donné, les Espagnols, en désordre et sans armes, embarrassés de leur butin, sont assaillis par d'invisibles ennemis. Les balles, les flèches, les quartiers de rochers pleuvent sur eux de tous les coins du ciel. La nuit vient ajouter encore à l'horreur de leur situation, en leur cachant à la fois et l'ennemi qu'il faut combattre, et le chemin pour lui échapper. L'avant-garde tout entière, malgré les efforts de son chef pour la rallier, est taillée en pièces avant d'avoir pu reprendre ses rangs. On presse Aguilar de s'enfuir ; « quand a-t-on vu, répond-il fièrement, la « bannière des Aguilar donner le signal de la fuite ? » et entouré d'une poignée de braves, il se prépare à vendre chèrement sa vie. Son fils aîné, grièvement blessé, était resté près de lui ; un genou en terre, il combattait encore d'un bras défaillant ; son père lui ordonne de fuir, le conjure de ne pas laisser détruire d'un seul coup tout l'espoir de leur maison ; mais l'héroïque jeune homme s'y refuse, et s'obstine à mourir avec son père ; il aurait péri, sans un serviteur dévoué, qui l'emporta de force dans ses bras. Aguilar, sûr désormais de mourir sans regret, continue à combattre, adossé contre un rocher ; ses derniers compagnons tombent un à un ; bientôt il reste seul, et il se défend encore, abrité derrière le cadavre de son cheval. Mais un Maure d'une taille élevée, et couvert d'une riche armure, perce le cercle des assaillants, les repousse loin d'Aguilar, et réclame pour lui seul l'honneur de le combattre. « Je suis

« don Alonzo de Aguilar, s'écrie le chrétien. — Et « moi, je suis el Fehri de ben Estepar! » A ce nom, terreur des Castillans, comme celui d'Aguilar était la terreur des Maures, le chef blessé retrouve un reste de forces, en face d'un adversaire digne de lui. Une lutte désespérée commence; mais la cuirasse d'Aguilar est délacée, le fer de son ennemi l'atteint à la poitrine d'abord, puis à la tête; il chancelle, la vie va lui échapper; dans un suprême effort, il saisit encore son adversaire, et roule avec lui sur le sable, en cherchant à l'étouffer dans ses bras. Mais ses forces trahissent sa volonté: sa main mourante laisse échapper l'ennemi qu'elle tenait enlacé, et le poignard d'el Fehri se plonge tout entier dans la gorge d'Aguilar, avant que celui-ci ait songé à se rendre [1].

Les chrétiens étaient vaincus, longtemps avant leur chef, et la mort de celui-ci fit cesser toute pensée de résistance. Chacun dès lors ne songea plus qu'à la retraite; les débris de la troupe fugitive, ralliant le centre qui s'était engagé moins avant, l'entraînèrent dans leur fuite; ils ne s'arrêtèrent qu'après avoir rejoint l'arrière-garde qui les attendait hors de ces défilés. Ce désastre, triste pendant de celui de la *Axarquia*, humilia l'orgueil castillan qui n'était plus accoutumé aux revers. Le mépris des chrétiens

[1] La poésie s'est emparée, après l'histoire, de ce beau caractère d'Aguilar, victime de son dévouement à une expédition qu'il blâmait. Le *Romancero* a pris pour un de ses thèmes le désastre du *Rio verde*, et la mort chevaleresque du héros chrétien. L'opinion, plus sévère que l'histoire, s'en prit au comte d'Urueña, qui commandait le centre, et lui reprocha de n'avoir pas partagé le sort de ses compagnons d'armes. Ce sentiment d'honneur exagéré, qui fait plus d'honneur au cœur qu'à la raison du peuple castillan, est attesté par les lignes suivantes de la romance:

« Decid, conde de Urueña,	« Dites-nous, comte d'Urueña,
« Don Alonzo donde queda? »	« Qu'avez-vous fait de don Alonzo?.. »

pour les infidèles leur avait fait oublier la prudence, si nécessaire dans une guerre de montagnes; à la honte d'être vaincus, se joignait celle de l'avoir mérité. Aussi le deuil fut-il profond dans toute la Péninsule. Le corps du général castillan fut recueilli par les Maures; ceux-ci, honorant le courage d'un ennemi, renvoyèrent ses dépouilles au roi Fernando, qui leur fit rendre les derniers devoirs.

Bien des années après cet événement, dans la révolte des Maures qui eut lieu sous Philippe II, en 1570, le duc d'Arcos, descendant du fameux marquis de Cadix, fut envoyé à la tête d'un corps de troupes dans cette même *Sierra Vermeja*, encore teinte, comme semble l'indiquer son nom, du sang d'Aguilar et de ses compagnons. Comme Germanicus, recueillant pieusement dans les forêts de la Germanie les débris des légions romaines massacrées avec Varus, les soldats chrétiens reconnurent la scène de ce drame de sang, en y retrouvant les armes rouillées et les ossements épars qui, pendant soixante-dix ans, avaient blanchi aux injures de l'air et sous la dent des oiseaux de proie [1].

Mais aux regrets, à l'abattement succéda bientôt dans toute l'Espagne chrétienne la soif de la vengeance. Dès le mois suivant, Fernando, à la tête d'une armée, parut sous les murs de Ronda. Les rebelles n'attendirent pas son attaque : trop tard convaincus

[1] Ces détails sont empruntés au bel ouvrage de Diego Hurtado de Mendoza, intitulé *Guerras de Granada*. Cet homme éminent qui, comme la plupart des écrivains espagnols, fut à la fois soldat, poëte et homme d'État, se distingue, entre tous les historiens de l'Espagne, par la libre et énergique allure de la pensée et l'élégance de son style. Telle est l'indépendance, l'audace même de son langage, que son livre ne put être publié que longtemps après sa mort.

de leur impuissance, ils implorèrent son pardon; Fernando, toujours maître de sa colère, leur vendit ce pardon au prix de l'exil ou du baptême; l'exil même ne leur fut accordé que contre une rançon de dix *doblas* d'or par tête. Les émigrants furent transportés sur la côte de Barbarie. Le temps fixé pour leur sauf-conduit était expiré, et l'on conseillait aux *rois catholiques* de s'en faire un titre pour les dépouiller de tous leurs effets précieux; Ysabel s'y refusa: « La parole d'un roi, dit-elle, est sacrée avec les « infidèles aussi bien qu'avec les chrétiens. » Du reste, dans ces pauvres montagnes, dix *doblas* étaient une fortune, et bien peu des rebelles purent les réunir; aussi le nombre des fugitifs fut-il très-borné; les autres, bon gré mal gré, durent recevoir le baptême. Chrétiens des lèvres et non du cœur, ils restèrent secrètement attachés à la foi de leurs pères, et fournirent aux bûchers de l'Inquisition une ample pâture.

On ne s'arrête pas sur la pente des proscriptions, et une rigueur en appelle une autre. En Castille, il restait encore quelques musulmans isolés, qui avaient échappé aux impitoyables décrets rendus contre leurs frères. Ces derniers enfants de l'islam, rattachés à leur religion proscrite par tout ce qu'ils avaient souffert pour elle, s'efforçaient de lui ramener leurs frères, apostats involontaires d'une foi qu'ils aimaient toujours. Réel ou non, le crime fut puni comme s'il était prouvé. Un décret de février 1502 tomba comme la foudre sur ces débris malheureux d'un peuple et d'une religion vaincus. Tous les Maures non baptisés, au-dessus de quatorze ans, dans les royaumes de Castille, et de Léon, furent

condamnés à quitter le pays dans l'espace de deux mois. On leur permit, il est vrai, de vendre leurs propriétés : faculté illusoire, car ils ne pouvaient en emporter la valeur, ni en or, ni en argent ; la désobéissance était punie de la confiscation, et même de la mort.

A dater de ce jour, la terreur régna partout dans l'Espagne msulmane. L'Islam, banni de son dernier refuge, dut traverser les mers, ou chercher un asile au plus secret des cœurs, sous le masque de christianisme dont le revêtait la peur. Partout Mahomet céda la place au Christ ; partout les mosquées se changèrent en églises ; l'Inquisition triomphante ne compta plus en Espagne que des chrétiens pour obéir à ses lois, et des renégats pour garnir ses bûchers. Au point de vue de l'intérêt matériel, l'Espagne eut tort sans doute, nous l'avons déjà dit ; au point de vue de l'humanité, elle fut plus coupable encore; au point de vue de la politique, sa conduite a du moins une excuse. A l'époque où le catholicisme allait voir battre en brèche toutes ses positions en Europe, l'Espagne, pour s'apprêter au combat, devait serrer ses rangs, et en bannir tous les faux frères. Seul champion décidé du principe catholique, elle put alors ne reculer devant aucune extrémité, et traiter les nations vaincues comme elle s'était traitée elle-même. En repoussant de son sein juifs et musulmans, elle sut conserver à tout prix son unité religieuse, la seule qu'elle ait jamais réellement possédée ; enfin, avant d'aller combattre sur l'Escant ou sur l'Elbe la liberté de penser, elle sut l'arrêter aux Pyrénées, et celle-ci, depuis lors, ne les a jamais franchies.

MORT D'YSABEL DE CASTILLE.

Ce grand règne, couronné au dehors par tant de prospérités, éprouvé au dedans par tant de disgrâces, touchait enfin à son terme. Ysabel avait assez vécu pour réussir dans tout ce qu'elle avait entrepris, et pour survivre à tout ce qu'elle avait aimé. Pendant que la Castille, d'un rang tout à fait secondaire, montait en quelques années au premier rang des États européens, Ysabel avait vu s'éteindre à ses côtés toute cette belle famille qui promettait un si riche avenir. La mort prématurée de son unique fils, celle de sa fille bien-aimée, la reine de Portugal, la perte de la raison de Juana, tous ces coups successifs, frappés en peu d'années, avaient atteint au cœur l'infortunée reine. Une mélancolie profonde s'était emparée d'elle; sa constitution, minée par des fatigues incessantes, avait fléchi à la fin sous une série d'épreuves au-dessus des forces humaines.

Au printemps de 1504, la mésintelligence qui couvait entre Juana et son époux éclata par une scène violente, et aboutit à une rupture ouverte. Les torts étaient partagés, et les légèretés de Philippe justifiaient la folle jalousie de l'infante; mais cette scène douloureuse porta le dernier coup à la santé d'Ysabel; elle s'alita, en même temps que son époux, atteint d'une maladie plus grave en apparence. Fernando, dont le corps seul était malade, ne tarda pas à guérir; mais Ysabel continua à languir; une fièvre lente mina toutes ses forces; une soif que rien ne pouvait apaiser annonça l'approche de l'hy-

dropisie, et les médecins bientôt désespérèrent de ses jours. La reine, avec son énergie habituelle, s'obstina à lutter contre le mal qui la consumait. Travaux, lettres, audiences, elle ne voulut rien interrompre; sur son lit de mort elle reçut encore le plus illustre des hommes d'État et de guerre italiens, Prospero Colonna, venu du fond de l'Italie pour lui présenter ses hommages, et voir cette puissante reine qui, « de son lit, disait-il, gouvernait encore le monde. »

Mais cet effort d'une volonté opiniâtre, qui comptait pour rien la douleur, hâta encore les progrès du mal; les symptômes de mort devinrent de plus en plus visibles. Une lettre de P. Martyr, du 5 octobre, nous peint vivement les angoisses de la Castille, à l'approche de ce moment fatal, et le serein et ferme regard dont Ysabel vit arriver sa fin. « Vous me « demandez, écrit-il, des nouvelles de notre reine « bien-aimée. Hélas! nous restons assis tout désolés « dans le palais, en attendant l'heure où la piété et « la vertu émigreront de terre avec cette noble reine. « Prions tous qu'il nous soit donné de la suivre un « jour là où elle va se rendre... Je vous écris ce peu « de mots, entre l'espérance et la crainte, pendant « qu'un dernier souffle de vie vacille encore sur ses « lèvres. » Ysabel employa le peu de forces qui lui restaient à dicter ses dernières volontés. Son testament, qu'on a conservé, est la plus vivante image de son caractère, et le plus curieux monument de son règne. La reine ordonne d'abord que ses restes soient transportés sans pompe à Grenade, dans un couvent fondé par elle [1]. Une somme considérable

[1] Ce vœu fut accompli. Mais après la mort de Fernando, les cendres des

est consacrée à des aumônes, à doter de pauvres filles, à racheter des captifs chrétiens. Elle désigne ensuite pour héritiers de la couronne sa fille Juana, comme *reine propriétaire* de Castille, et l'archiduc Philippe, comme *époux de la Reine*. Elle leur adresse à tous deux les plus sages conseils, et les supplie de maintenir entre eux le même accord qui a toujours régné entre elle et son époux ; enfin elle recommande à l'archiduc de montrer la déférence d'un fils pour l'âge et l'expérience de son beau-père. Elle confie la régence de la Castille, en cas de décès ou d'incapacité de Juana, à son époux Fernando, roi d'Aragon, jusqu'à ce que leur petit-fils Charles ait atteint l'âge de vingt ans. Elle fixe les revenus du régent à la moitié du produit de ses nouvelles possessions dans les Indes, et à 10,000,000 de maravédis sur les grandes maîtrises.

Un codicille de ce testament renferme encore quelques preuves touchantes de la délicatesse de sa conscience, et de sa constante préoccupation des intérêts de la Castille. La pieuse Ysabel avait conçu quelques doutes sur la légitimité de l'*Alcabalá;* cet impôt sur la vente des biens, d'une origine arabe, ainsi que l'indique son nom, constituait le principal revenu de la Couronne. Tourmentée sur son lit de mort par un dernier scrupule, elle prie sa fille bien-aimée et son époux « de s'occuper de connaître l'ori-« gine dudit impôt, et l'époque où il a été établi, et « de savoir s'il l'a été soit pour un temps, soit pour « toujours, et avec *le libre consentement de nos peu-« ples*... Pour éclaircir ce sujet, elle veut que l'on

deux époux furent réunies dans la cathédrale de Grenade, sous un magnifique mausolée, dont le plâtre existe au musée du Louvre.

« assemble les Cortès ; et si l'on trouve que cet im-
« pôt ne peut se perpétuer justement, c'est aux Cortès
« à décider quel impôt doit être légalement établi à
« sa place pour le soutien de l'État, *du gré de nos*
« *sujets* ; et que lesdits *alcabalas* soient ôtés aussitôt,
« et ne soient plus jamais levés, pour que notre âme
« et notre conscience se trouvent déchargées, et que
« nos sujets ne payent que ce qui est juste, et ne
« reçoivent aucun dommage. » Elle nomme ensuite une commission pour réunir en un seul corps légal l'indigeste chaos de décrets, de lois et de coutumes dont se composait la législation castillane ; dernier sceau de gloire à ajouter à son règne, pensée toujours présente à son esprit, et qui ne la quitta pas, même sur son lit de mort.

Enfin, son dernier souvenir est pour les pauvres Indiens : vivante, ses efforts incessants avaient réussi à les protéger contre la tyrannie des gouverneurs espagnols ; mourante, elle veille encore sur eux avec une tendre sollicitude : elle recommande à son époux et à ses enfants « de ne jamais consentir à ce que les habitants des îles et continents, conquis et à conquérir, reçoivent le moindre préjudice dans leurs personnes ou dans leurs biens, mais d'ordonner au contraire, qu'ils soient traités avec bonté et justice. » — J'ai vu, ajoute le vertueux Las Casas, les lettres et les ordres qu'elle ne cessait d'envoyer à ce sujet, ce qui prouve que cette admirable reine aurait mis fin à tant de cruautés, si elle avait pu les connaître. » Tels furent les adieux de cette noble Ysabel à la nation que, pendant trente ans, elle s'était efforcée de rendre heureuse et puissante. Ces derniers devoirs une fois remplis, la reine s'effaça

devant la chrétienne, et Ysabel, libre de tous les soins d'ici-bas, ne songea plus qu'à bien mourir. En l'absence de ses enfants, sa fidèle compagne, Béatrix de Bovadilla, ne quitta pas un instant son chevet. « Ne pleurez pas sur moi, dit Ysabel à son amie, « qu'elle voyait baignée de larmes; ne perdez pas « votre temps à demander à Dieu ma guérison; « demandez-lui plutôt mon salut éternel. » Ce furent là ses dernières paroles; et après avoir reçu les consolations de la religion, elle s'éteignit sans souffrances, à l'âge de cinquante-quatre ans, après en avoir régné trente (26 novembre 1504) [1].

L'histoire, partiale d'ordinaire pour ces vertus éclatantes qui ressemblent à des vices, a laissé dans l'ombre la modeste figure d'Ysabel; Fernando, placé au premier plan, a longtemps appelé sur lui tous les regards; mais le temps, qui remet hommes et choses à leur place, a fait remonter Ysabel à celle qu'elle doit occuper, c'est-à dire à la première. C'est à elle que doit revenir la plus large part des succès de ce beau règne, à elle toutes les hautes pensées, toutes les grandes inspirations. Là où son époux n'apportait que le bras, et la tête, tout au plus, Ysabel a apporté le cœur. C'est à son héroïque obstination qu'on dut la prise de Grenade; c'est elle qui insista pour continuer le siége, quand les nobles, quand Fernando lui-même voulait renoncer à une lutte sans espoir [2].

[1] « En cette année, dit le *loyal serviteur*, Mémoires de Bayard, ch. 26, une des plus triomphantes et glorieuses dames, qui puis mille ans aient été sur terre, alla de vie à trépas; ce fut la royne Ysabelle de Castille, qui ayda, le bras armé, à conquester le royaume de Grenade sur les Mòres; et sa vie a été telle qu'elle a bien mérité couronne de laurier après sa mort. » Voir aussi dans Prescott, t. III, p. 198, un ingénieux parallèle entre Ysabel de Castille et Élisabeth d'Angleterre.

[2] Navagiero, l'ambassadeur de Venise, rend hommage à la fermeté dé-

C'est elle qui, pressentant, sur la parole de Colomb, ce monde, qu'il voyait de l'œil du génie, soutint sa foi prête à chanceler, et fut pour ainsi dire de moitié dans sa conquête. Enfin, la Castille, sous Ysabel, ne touche pas encore à l'apogée de sa puissance; mais toutes les splendeurs du règne de Charles-Quint sont contenues en germe dans celui de son aïeule; et il leur manquera toujours cette auréole de pureté qui entoure le règne d'Ysabel.

En racontant la vie de cette sainte reine, nous avons d'avance esquissé son caractère. Rassemblons seulement les traits épars dont il se compose. Nous y trouvons, au premier rang, le courage, virile vertu que tempéraient chez elle une grâce et une douceur toute féminines; une activité incessante, une volonté inflexible, toujours éclairée, mais plus portée peut-être à écouter les avis qu'à les suivre; une raison nette et calme, un sentiment du droit, instinctif et réfléchi à la fois, qui la préserva toujours des écarts du pouvoir absolu; une rare perspicacité dans le choix de ses agents, le don de deviner le talent, et de l'aller chercher jusque dans les rangs les plus humbles; une inviolable fidélité à ses promesses, une rare persistance dans ses affections; une loyauté native qui contrastait avec les ruses mesquines, familières à la politique de Fernando. Ajoutez à ces vertus, rarement réunies, même chez un homme, tous les penchants tendres et délicats de la femme, un dévouement passionné à sa famille, un ardent amour pour un époux [1], souvent volage, et qui la valait

ployée par elle en cette circonstance. « C'était, ajoute-t-il, une sage et « vertueuse dame, dont les Espagnols parlaient plus que de leur roi, tout « habile qu'il était pourtant, et doué de talents rares à son époque. »

[1] Ysabel, s'il faut en croire Florez (*Reynas catolicas*, t. II, p. 832), se

par l'esprit, mais non par le cœur. Digne de sentir l'amitié, si rarement connue des rois, elle effaçait par sa douce familiarité, la distance qui la séparait de ses amies. Ysabel, en un mot, ne vécut jamais pour elle; sa vie ne fut qu'un long sacrifice d'elle-même à son époux, à ses enfants, à ses amis, à ses sujets, à ses devoirs enfin, publics aussi bien que privés.

Une seule tache ternit cette vie si pure; et cette tache même n'est pas un vice, elle est seulement l'excès d'une vertu. Dès l'enfance, une piété exaltée fut le trait saillant du caractère d'Ysabel[1]. Cette piété, égarée de sa voie, le conduisit à deux fautes graves, l'expulsion des Juifs et des Maures, et l'établissement de l'Inquisition[2]. Mais il n'est donné à aucun esprit, si ferme qu'il soit, de remonter le courant des idées de son siècle ; Ysabel n'eut que le tort, pardonnable après tout, de céder au torrent au lieu de le diriger. Malgré la conscience qu'elle avait de sa propre valeur, son humilité toute chrétienne l'entraîna à suivre, même contre ses penchants, l'avis de ses directeurs[3].

vantait que jamais le roi son époux n'avait porté de chemise qui ne fût tissée par elle.

[1] « On aurait peine à croire, dit L. Marinœus Siculus, la ferveur de zèle qu'elle apportait au culte divin ; occupée jour et nuit du gouvernement de tant de royaumes, on ne sait où elle prenait le temps d'être sans cesse présente aux offices. Elle y prêtait une telle attention que, si le célébrant laissait échapper la moindre faute, elle la remarquait, et l'en reprenait ensuite comme un maître reprend son disciple. (*Cosas memorables*, p. 183).

[2] Des historiens espagnols postérieurs en date, des hommes aussi éclairés, aussi consciencieux que Zurita et Blancas, n'hésitent pas a dire en parlant de l'Inquisition établie par Ysabel que « c'est la plus grande preuve de sa prudence aussi bien que de sa piété, et que l'Espagne et la chrétienté tout entière en ont reconnu les précieux avantages. » (Blancas, Commentar., p. 263; Zurita, Anal., t. V, lib. I, cap. 6.)

[3] Voir, dans les *Mémoires de l'Acad.*, t. VI, la correspondauce d'Ysa-

C'est avec la conviction d'un devoir accompli qu'elle signa ces deux mesures, dont une seule suffisait à la ruine de l'Espagne. Fernando, avec sa politique astucieuse, dont l'intérêt était la seule devise, ne sut jamais se faire aimer comme elle de ce peuple loyal. Aussi la Castille, en la perdant, sentit-elle, par un de ces chocs électriques qui remuent les peuples, toute la grandeur de sa perte. Les historiens castillans sont unanimes à la déplorer; les écrivains étrangers, anglais, italiens, français ont payé leur tribut de regrets à cette noble reine [1]; et la postérité a ratifié leurs éloges. Le mal qu'elle a laissé faire a survécu, il est vrai, au bien qu'elle a fait; mais la Castille, appauvrie par l'expulsion des Maures, et dégradée par l'Inquisition, ne s'en est pas prise à Ysabel des fautes de ses confesseurs; et plutôt que de l'en accuser, elle a mieux aimé s'en faire la complice. [2]

bel avec Talavera, son confesseur, et la singulière humilité déployée par elle envers ce directeur dont la piété, fort sincère, n'était rien moins qu'éclairée.

[1] Clemencin a rassemblé tous ces témoignages, si honorables pour la mémoire d'Ysabel, dans le tome VI des *Mémoires de l'Académie de Madrid*, consacré tout entier à son éloge.

[2] Voyez aux Pièces justificatives, n° 5, les sources pour le règne des *rois catholiques*, et n° 6, le sommaire des principaux décrets rendus par eux.

LIVRE XX

CHAPITRE PREMIER.

RÉGENCE DE FERNANDO LE CATHOLIQUE.

1504 A 1516.

Il y a quelque chose de supérieur même à l'unité pour régir les destinées d'une nation : c'est l'accord de deux grands caractères, puissants par leur union, puissants par leur diversité même. Réunis, Ysabel et Fernando ont fondé la monarchie espagnole; séparés, les talents et l'énergie d'un seul n'eussent pas suffi à une aussi vaste tâche. Aussi, à peine Ysabel est-elle descendue au tombeau, que le bon génie de la Castille semble l'abandonner. Les germes de discorde, qui couvaient au sein de la famille royale, éclatent, aussitôt que sa main cesse de les contenir ; et Fernando lui-même, malgré l'ascendant acquis par trente ans de succès, est forcé de résigner ce sceptre qui, de sa main virile, va passer dans des mains incapables de le porter.

L'avénement de Juana et de son époux au trône de Castille venait d'être proclamé à Tolède. Aux termes du testament de la reine, Fernando dut se

contenter du titre de régent du royaume, et reçut en cette qualité le serment des divers ordres de l'État. Les Cortès furent convoquées à Toro, au nom de doña Juana, en janvier 1505. L'assemblée, après avoir constaté l'incapacité de la reine, confirma les pouvoirs du régent. Mais malgré cette sanction solennelle, l'acte qui appelait un roi d'Aragon à régir la Castille fut fort mal accueilli des nobles de ce pays. Un parti puissant, conduit par Villena, le fils du favori de Enrique IV, invita Philippe à venir prendre possession du trône et de la tutelle de sa femme, éternellement mineure. Lasse du joug de fer que les *rois catholiques* faisaient peser sur elle, la noblesse castillane soupirait après l'avénement d'un prince jeune et de mœurs faciles, qui la reposerait du puritanisme de la vieille cour. Une active correspondance s'établit entre l'archiduc et les nobles mécontents. L'ambassadeur même de Fernando à la cour de Maximilien, don Juan Manuel, devint l'âme de ce parti. Dirigé par ses habiles conseils, Philippe fit valoir hautement ses prétentions à la régence; par une lettre arrogante, il invita son beau-père à résigner son pouvoir dans ses mains. Juana, sous l'influence d'un secrétaire dévoué à Fernando, avait approuvé le décret des Cortès qui appelait son père à la régence; Philippe fit jeter en prison le secrétaire trop dévoué, et la malheureuse Juana fut soumise à une réclusion sévère qui aggrava encore le désordre de ses facultés.

La situation de Fernando était difficile: Aragonais, et suspect à ce seul titre à tout bon Castillan, Fernando était surtout haï de cette fière noblesse qu'il avait fait plier sous le joug de la loi. Philippe, ha-

bilement conseillé, semait autour de son beau-père le mécontentement et la désaffection. Il essayait même, bien que sans succès, de gagner à sa cause le *grand capitaine*, Gonzalo de Cordova, suspect à Fernando, comme Castillan zélé, et comme créature d'Ysabel. Une chose surtout inquiétait le roi d'Aragon : c'était l'étroite liaison de Louis XII avec son gendre Philippe, dont le fils au berceau était déjà fiancé à la fille du roi de France. Au dehors, Fernando, comme tous les conquérants, n'avait que des ennemis ou des rivaux, mais pas un allié; au dedans, il avait pour lui le peuple et la bourgeoisie qui se souvenaient encore des bienfaits du dernier règne : mais le peuple à cette époque ne comptait pas encore dans l'État; et l'adhésion des villes au parti du régent avait ranimé la haine des nobles contre le *vieux Catalan*, comme on affectait de l'appeler. Tous les chefs de la grandesse s'étaient donné le mot pour déserter sa cour; le duc d'Albe, Ximenez et le Génois Doria étaient les seuls personnages de marque restés encore fidèles à sa cause. Les armes à la main, Fernando eût encore été le plus fort : ses vieilles bandes italiennes et aragonaises, victorieuses dans cent combats, étaient prêtes à franchir la frontière. Un instant même il y songea, dit-on; mais sa politique patiente et cauteleuse répugnait à employer la force, là où la ruse pouvait suffire; et il finit par envoyer ses troupes en Afrique pour échapper à la tentation de les employer en Castille. Sa diplomatie, toujours fertile en expédients, lui en suggéra un assez étrange: ce fut d'enlever à Philippe l'alliance de la France, en demandant pour lui-même à Louis XII, son ancien ennemi, la main

de sa nièce, Germaine de Foix [1]. Louis XII, inquiet de voir grossir chaque jour le faisceau de couronnes qui devait reposer sur le front de Philippe, futur héritier de la Bourgogne, de la Flandre, de l'Autriche et de la Castille, n'hésita pas à accepter l'offre du roi d'Aragon ; il rompit le projet de mariage conclu entre sa fille et le fils de Philippe. Le royaume de Naples, éternel sujet de querelle entre les deux couronnes, fut constitué en dot à *Madame* Germaine ; Fernando s'engagea en outre à restituer les biens saisis à Naples sur les partisans de la France, et à payer en dix ans à Louis XII un million de ducats d'or pour l'indemniser de ses pertes en Italie. Enfin, en cas de mort de la reine Germaine sans enfants, moitié du royaume de Naples devait faire retour à la France (12 octobre 1505).

Par ce traité impolitique, Fernando détruisait de sa propre main l'œuvre d'Ysabel et la sienne; il séparait d'un trait de plume ces deux couronnes d'Aragon et de Castille, que tous deux avaient pris tant de peine à unir ; il compromettait enfin les récentes conquêtes de l'Aragon, achetées par tant de sang et d'efforts. La Castille, avec ce sûr instinct qui ne trompe pas les peuples, salua de ses malédictions le mariage du régent, et l'inféodation de sa politique à celle de la France. L'Aragon, au contraire, sentit se

[1] Suivant Zurita, lib. VI, cap. 14, le roi d'Aragon, avant de chercher femme en France, aurait offert sa main à la prétendue fille de Enrique IV la *Beltraneja*, oubliée en Portugal au fond de son couvent; mais il n'aurait rencontré qu'un refus. J'ai déjà réfuté (t. V, p. 410), cette fable absurde, trop légèrement accueillie par Robertson, et inventée sans doute par les nobles castillans pour nuire à Fernando. Clemencin du reste, dont la critique est plus éclairée que celle de Robertson, a accueilli la même erreur, dont l'origine première remonte à Sandoval.

réveiller, à l'appel de son roi, toutes ses vieilles rancunes contre la Castille, et l'œuvre de trente ans fut presque brisée en un jour. L'Italie, vouée au joug de l'étranger, sans savoir jamais ni l'accepter, ni le rompre, vit avec effroi les deux adversaires, qui naguère s'annulaient l'un par l'autre, s'unir pour la subjuguer. Quant à Philippe, la nouvelle du mariage de son beau-père fut pour lui un coup de foudre; Louis XII lui notifia sa défection en lui interdisant le passage à travers ses États pour se rendre en Espagne. Une lettre de Fernando vint encore lui dessiller les yeux : « En vous laissant duper par la « France, y disait le vieux roi à son gendre, vous « m'avez poussé *malgré moi* à ce second mariage; « vous m'avez dépouillé des fruits de ma conquête « de Naples. Rentrez donc en vous-même, mon cher « enfant; venez me trouver en fils, et non en ennemi, « et vous trouverez mes bras ouverts pour vous rece- « voir, si grande est la force et l'affection d'un « père »[1]. A cette lettre doucereuse, Philippe, ou plutôt don Juan Manuel, qui le dirigeait, crut devoir répondre sur le même ton, et les choses semblèrent marcher à grands pas vers une réconciliation. Par un traité, conclu à Salamanque le 24 novembre 1505, le beau-père et le gendre convinrent de gouverner en commun la Castille, au nom de sa *reine pro-*

[1] On trouvera dans les *Papiers d'État du cardinal de Granvelle* (t. I, p. 48), une lettre d'instruction de Fernando à l'ambassadeur qu'il envoie à la cour de Castille, comme à une cour étrangère. Elle jette un jour curieux sur les relations entre le beau-père et le gendre. Il est impossible de mieux jouer l'affection et la paternité. Pas une trace de ressentiment ne perce d'un bout à l'autre de cette longue épître; elle contient même beaucoup de sages conseils que Philippe se garda bien de suivre. On reconnaît aussi la profonde sagesse du vieux roi dans le plan de conduite qu'il trace à son ambassadeur.

priétaire doña Juana, et de se partager les revenus de la couronne. Le roi d'Aragon, si fier de son habileté à duper les autres, se laissa duper à son tour; une lettre affectueuse et soumise de son gendre acheva de le bercer dans une trompeuse sécurité.

Le 8 janvier 1506, l'archiduc et sa femme Juana s'embarquèrent en Zélande pour aller visiter leurs nouveaux États; mais une tempête dispersa leur flotte, à peine sortie du port; le vaisseau qui les portait trouva un refuge dans un port d'Angleterre. Henri VII, secrètement gagné par le roi d'Aragon, leur fit à Windsor le plus somptueux accueil, et les y retint plus de trois mois, hôtes de nom et prisonniers de fait. Philippe, dont le rusé Henri exploita l'inexpérience, ne put acheter sa liberté qu'en signant deux traités, l'un préjudiciable à son honneur, et l'autre à ses intérêts. Libres enfin de quitter cette terre inhospitalière, les deux époux débarquèrent à la Corogne, le 28 avril. Au même instant, la nouvelle reine d'Aragon, Germaine de Foix, franchissait les Pyrénées, et venait recevoir la main du vieux roi, dans cette même ville de Dueñas où, trente ans auparavant, Fernando avait conduit à l'autel la grande reine dont il répudiait à la fois la politique et la mémoire. Certes, l'époux d'Ysabel était libre de se marier, malgré le serment de veuvage éternel prononcé, dit-on, par lui sur le lit de mort de la reine; mais il aurait pu épargner cet affront au souvenir de sa noble épouse, encore vivant dans tous les cœurs.

A peine Philippe était-il débarqué, que toute la noblesse de Castille vint se rallier autour de lui. On

envenima encore sa haine contre son beau-père ; on le pressa d'enlever à Fernando la régence à laquelle il n'avait plus de droits, car son nouveau mariage avait fait de lui un étranger. Le roi, qui comptait sur l'ascendant de son âge et de son expérience, fit proposer à son gendre une entrevue ; mais don Juan Manuel connaissait trop son pupille et Fernando pour la permettre. D'ailleurs Philippe, en débarquant dans l'angle le plus reculé de la Péninsule, avait donné à son parti le temps de se grossir ; l'élite de la noblesse castillane était déjà groupée autour de lui avec ses milices, et l'archiduc avait amené avec lui un corps de trois mille fantassins allemands. Plus de dix mille hommes se trouvaient réunis sous les drapeaux du nouveau roi, et son rival abandonné comptait à peine quelques nobles dans sa cour déserte. Philippe, maître de dicter la loi, déclara hautement son intention de déchirer le traité de Salamanque, et repoussa tout arrangement qui n'aurait pas pour base la reconnaissance de ses droits à la couronne de Castille.

Enivré de ce premier succès, l'archiduc crut de bonne foi régner, quand il n'était qu'un jouet dans la main d'un intrigant habile. Fernando essaya d'en appeler au peuple castillan ; mais son alliance avec la France avait ruiné sa popularité ; personne ne répondit à son appel. Toutes les villes de ce royaume, qu'il avait gouverné si longtemps, se fermèrent devant lui. Mais Fernando, mieux que personne, savait subir le joug de la nécessité ; il s'en remit au temps et aux fautes de son gendre du soin de lui rendre sa popularité perdue. De graves intérêts d'ailleurs l'appelaient en Italie ; il se résigna

donc, le 27 juin, à abdiquer, entre les mains de sa fille et de son gendre, son titre et ses pouvoirs de régent; seulement il eut soin de se réserver les grandes maîtrises des ordres militaires et leurs riches revenus. Mais à cette époque de duplicité, le complément nécessaire de tout traité, c'était une protestation secrète qui eut pour effet de l'invalider. Fernando déclara donc, en présence de témoins, qu'en signant son abdication, il n'avait fait que céder à la force, dans le seul but d'éviter une guerre civile; que cet acte par conséquent était nul de plein droit, et laissait subsister tous ses titres à la régence de Castille.

Cet humiliant traité une fois signé, don Manuel n'avait plus de motifs pour empêcher Philippe de voir son beau-père. L'entrevue eut lieu en plein air, près de Léon: l'archiduc, pour mieux afficher sa méfiance, s'entoura d'une armée, comme s'il se fût agi de rencontrer un ennemi. Le roi d'Aragon, au contraire, affecta l'attitude la plus pacifique; les nobles de son escorte se présentèrent comme lui, montés sur des mules, en habits de voyage, avec une épée pour toute arme. Philippe, malgré l'aisance habituelle de ses manières, se montra embarrassé avec son beau-père; Fernando, au contraire, conserva dans cette pénible épreuve la grâce aisée, la dignité calme de son maintien; il reçut les nobles castillans comme s'il eût encore été leur roi, en les persiflant, avec une ironie de bon goût, sur cet appareil de guerre, et ce luxe de précautions avec un vieux roi désarmé. L'entrevue se termina sans résultats. Les conseillers de Philippe ne permirent pas même à Juana de revoir son père. La seule con-

solation qu'emporta le roi d'Aragon, ce fut d'avoir vu poindre les premiers germes de discordes entre les conseillers flamands et les nobles castillans qui se disputaient la tutelle du nouveau roi ; les fautes que son expérience prévoyait le consolèrent des affronts qu'il avait dû subir.

De Léon, le roi et la reine se rendirent à Valladolid pour y recevoir l'hommage de leurs Cortès. Mais Juana, plongée dans une sombre mélancolie, refusa toutes ces fêtes dont on voulut saluer son arrivée. Philippe s'en fit un titre auprès des Cortès pour demander à être chargé seul des soins du gouvernement ; les nobles y auraient consenti peut-être ; mais les communes, inébranlables dans leur loyauté, s'y refusèrent obstinément ; Philippe dut se contenter de régner au nom de sa femme, et partager avec elle l'apparence, en gardant pour lui la réalité du pouvoir. Un triple serment fut prêté par les Cortès à Juana comme *reine propriétaire*, à Philippe son époux, comme roi nominal de Castille, et enfin à leur fils Charles, comme *infant héritier* de la couronne.

La Castille, en échappant aux mains du premier politique du siècle pour se jeter dans celles d'un jeune étourdi, avait fait acte d'imprévoyance ; elle ne tarda pas à en être punie. Les premières dignités de l'État furent partagées, au gré du caprice de Philippe, entre ses conseillers flamands et ses compagnons de plaisir. Le marquis de Moya et sa femme Béatrix, l'amie d'Ysabel, furent chassés de leur gouvernement de Ségovie, où les remplaça don Juan Manuel, le vrai roi de la Castille. Pour subvenir aux folles profusions de la cour, les emplois, naguère

donnés au seul mérite, furent mis publiquement à l'enchère. Les revenus, assignés à Fernando par le testament d'Ysabel, furent abandonnés par Philippe à un de ses favoris; mais Ximenez, dont le crédit cependant avait fort baissé à la cour, depuis la mort de sa protectrice, eut l'audace de déchirer l'ordonnance qui vint à tomber dans ses mains, et ses instances généreuses décidèrent Philippe à la révoquer. Bientôt les factions, sentant les rênes de l'État flotter dans des mains novices, commencèrent à relever la tête. La noblesse andalouse, honteuse du maître qu'elle s'était donné, se ligua contre lui pour délivrer la reine du joug où il la retenait. En même temps, l'instinct populaire, si longtemps muet, se souleva à Cordoue contre l'odieux abus qu'un inquisiteur avait fait de son pouvoir; les prisons furent brisées, et rendirent pour la première fois leurs victimes. Le grand inquisiteur Deza, le protecteur et l'ami de Colomb, se vit forcé de résigner son office, et la Castille fut un instant sur le point de secouer ce joug abhorré.

Mais un événement bien peu prévu vint couper court à tous ces désordres. Le 25 septembre, une fièvre aiguë enleva brusquement Philippe, après deux mois d'un règne qui ne promettait à la Castille que des fautes et des désastres. Ce prince, mort à temps pour le bonheur de ses peuples, avait cependant en lui le germe de quelques bonnes qualités: ses manières étaient ouvertes, son caractère franc et généreux, son âme capable de sentiments élevés; mais son ignorance des affaires, et sa fatale habitude de céder à tous ses premiers mouvements, le livraient sans défense aux intrigants et aux flatteurs. Le seul

mérite de Philippe, aux yeux de l'histoire, fut un tort aux yeux de la Castille : l'intolérance bigote du clergé castillan répugnait à la droiture de son âme; on accusa même sa foi de tiédeur dans l'affaire de l'Inquisition, et le pieux Zurita n'hésite pas à attribuer sa mort à la vengeance divine.

A la première nouvelle de la maladie de son époux, Juana était venue s'asseoir à son chevet pour ne le plus quitter. Quand elle le vit mort, pas un mot ne sortit de ses lèvres, pas une larme ne coula de ses yeux. Jusqu'au dernier moment, elle resta près de ce corps inanimé, et il fallut l'en arracher pour rendre à cette froide dépouille les derniers devoirs. Depuis lors, elle demeura des journées entières assise, appuyée sur sa main, dans un état de muette insensibilité. Un vieux moine lui avait dit que son mari reviendrait à la vie, et elle attendait avec confiance l'effet de sa prédiction. Ni ses ministres, ni ses Cortès mêmes ne purent arracher d'elle une signature : « Mon père arrangera tout cela à son retour; pour « moi, je n'ai qu'une chose à faire, c'est de prier « pour l'âme de mon époux. » Telle fut la seule réponse que l'on put tirer d'elle, et il fallut bien aviser aux moyens de constituer, sous son nom, un gouvernement quel qu'il fût.

La mort de Philippe vint frapper comme un coup de foudre les conseillers flamands, et dissoudre le parti du feu roi. Les nobles castillans les plus engagés avec Philippe, redoutant le ressentiment du roi d'Aragon, se retournèrent du côté de Maximilien d'Autriche ou du roi de Portugal, pour chercher un tuteur au jeune infant, et écarter Fernando de la régence. Mais l'intrigue avait compté sans Ximenez.

L'ascendant de ses vertus et de son caractère neutralisa l'activité brouillonne de don Juan Manuel, et servit puissamment la cause du vieux roi. Le jour même de la mort de l'archiduc, Ximenez réunit chez lui tous les nobles présents à la cour. On nomma sur-le-champ un conseil provisoire de régence, présidé par le primat. Mais pour valider ses actes et décider en quelles mains passerait la régence, il fallait convoquer les Cortès, et Juana refusait obstinément sa signature. Le conseil, fort de la nécessité qui légitimait tous ses actes, se décida à convoquer les Cortès en son propre nom, et à passer sur un vice de forme, quand il s'agissait du salut du pays.

Fernando, après un court séjour en Aragon, s'était dirigé vers Naples. En s'y rendant, il écoutait moins les instances de ses sujets italiens que sa défiance pour Cordova. Celui-ci, le jour où il avait mis la couronne de Naples sur la tête de son maître, lui avait rendu un de ces services qu'un roi ne pardonne pas; la gloire du conquérant de la Calabre rejetait trop dans l'ombre celle du vainqueur de Grenade. Les courtisans, habiles à démêler les faiblesses de leur maître, prirent à tâche d'envenimer chacune des actions du vice-roi, et de le perdre dans l'esprit de son souverain. On l'accusa de traiter sous main avec tous les ennemis du roi, et de négocier avec le pape soit pour lui vendre la couronne de Naples, soit pour se la réserver à lui-même. Pour une âme comme celle de Fernando, du soupçon à la certitude, il n'y avait qu'un pas; Cordova, une fois suspect, ne pouvait pas rester innocent. Il fallait à toute force l'éloigner d'un poste où une trahison pouvait être si fatale. Fernando, toujours mesuré, même dans ses

ressentiments, commença par retirer au *grand capitaine* la moitié des troupes espagnoles qu'il avait sous ses drapeaux. Enhardi par l'obéissance du vice-roi, il lui adressa bientôt l'ordre de rentrer en Espagne ; pour que ce rappel n'eût pas l'air d'une disgrâce, il lui offrit comme indemnité la grande maîtrise de Santiago, la plus haute position qu'un sujet pût occuper. Mais Gonzalo, peu pressé de quitter un poste qui lui donnait la puissance et les revenus d'un roi, différait son retour sous des prétextes toujours nouveaux. Les soupçons de Fernando s'en accrurent, et il prit brusquement le parti de se rendre à Naples, pour mesurer lui-même la grandeur du danger. Le 4 septembre, le roi mit à la voile à Barcelone, avec une forte escadre; il emmena avec lui sa jeune fiancée, pour étaler à ses yeux les pompes de sa couronne d'Italie. L'escadre relâcha à Gênes, et Fernando, à sa grande surprise, y trouva Gonzalo : celui-ci, en apprenant le départ de son souverain, était venu, avec une habile franchise, au-devant de ses soupçons. Les historiens italiens, peu faits pour comprendre toute détermination hardie et loyale, s'étonnent que le vice-roi de Naples, coupable ou non, ait osé braver la colère d'un maître irrité. Pour nous, nous n'avons pas lu dans l'âme de Gonzalo ; nous ignorons ses pensées intimes, et ses actes seuls appartiennent à l'histoire. Son excuse était l'anarchie qui régnait dans Naples, depuis le traité conclu avec la France; son crime, c'était d'avoir conquis ce royaume pour l'ingrat Fernando; c'était surtout de s'être fait adorer du peuple et de l'armée; mais nul ne pouvait citer de lui ni un acte, ni un mot suspect; jamais il n'avait tenté d'exploiter, dans un but per-

sonnel, cette immense popularité. Fernando ne pouvant prouver le crime, en fut réduit à supposer l'innocence. L'accueil qu'il fit à Cordova fut celui qu'il devait à un serviteur dévoué ; il combla des témoignages publics de sa confiance celui dont il préparait la disgrâce.

Le roi se rembarqua avec son lieutenant : le vent contraire força sa flotte à relâcher à Porto-Fino. C'est là que le joignit la nouvelle imprévue de la mort de Philippe. Les lettres de Ximenez pressaient vivement le roi de retourner en Castille. Mais Fernando, sûr de gagner la partie, ne voulut pas se presser de retirer son enjeu. Il était en route pour Naples : il résolut de poursuivre son voyage, assuré d'avance, en retardant son retour, de le faire désirer davantage. Vers la fin d'octobre il débarqua à Naples, où il fut reçu avec des transports de joie. Ce peuple, passionnément servile, attendait avec une vive anxiété l'arrivée de son nouveau maître. Les défauts même de Fernando, italiens comme sa politique, étaient un titre de plus à la faveur de l'Italie : on s'étonnait presque de le trouver si brave, en le voyant si habile. Naples, façonnée au joug de l'étranger, avait cessé même de rêver l'indépendance ; elle espérait de la présence de son souverain un terme aux factions qui la déchiraient. Aussi lorsque le roi d'Aragon, de Naples, de Sicile et des Indes, la tête pliant, pour ainsi dire, sous le poids de ses couronnes, se montra dans les rues de sa capitale ; lorsqu'à ses côtés parut la jeune reine, montée sur un blanc palefroi, et parée de sa jeunesse et de sa beauté plus encore que des pierreries qui la recouvraient ; l'air retentit d'acclamations, sincères comme toutes celles

dont Naples a salué l'arrivée d'un maître nouveau. Fernando, s'arrêtant sous un arc de triomphe, prêta serment aux franchises de la cité, vain hochet qui faisait oublier à un peuple enfant l'absence d'une liberté plus réelle.

Fernando laissa percer bientôt la profonde astuce de sa politique : il eut soin d'éviter que ses Cortès italiennes ne reconnussent les droits de la reine Germaine à la couronne de Naples. Les seuls serments prêtés le furent au roi d'Aragon, à sa fille Juana et à son petit-fils Charles. Du reste, les scrupules du parlement se trouvèrent sur ce point d'accord avec ceux du roi. Mais la clause la plus délicate de ce fatal traité avec la France, qu'on cherchait déjà à éluder, c'était la restitution des biens du parti angevin, distribués par Gonzalo à des nobles espagnols ou à des Italiens du parti de l'Aragon. Le roi se mit à l'œuvre, de concert avec le Parlement ; mais, malgré des ménagements infinis, il ne réussit qu'à mécontenter tout le monde, et à grever de nouveaux impôts le pays, déjà ruiné par une longue guerre. Ces misères, suites inévitables de la conquête, furent adoucies par une administration sage et paternelle. Fernando resserra les ressorts du pouvoir, détendus par une longue anarchie ; il appliqua à ses États d'Italie les sages réformes effectuées en Castille par Ysabel et par lui ; il assit sur de nouvelles bases la constitution judiciaire du pays, que les monarques angevins avaient modelée sur celle de la France ; il accorda à Naples de nombreuses franchises, et releva son université, déchue de son ancienne splendeur. Ce peuple mobile, plus jaloux de son bien-être que de sa liberté, reconnut par son affection les bienfaits de

la domination nouvelle; deux siècles après, l'anniversaire de la mort de Fernando y était encore célébré comme un jour de deuil pour le pays; rare et singulier hommage qu'un peuple reconnaissant rendait à sa mémoire. Toutefois Fernando, avec sa prudence accoutumée, évita de s'engager dans le dédale de la politique italienne; il refusa toute alliance autour de lui, enseignant ainsi à l'Italie et à l'Europe, par ce hautain isolement, que la maison d'Aragon était assez forte pour se suffire à elle-même.

Au milieu des fêtes et des travaux qui se partageaient sa vie, le nouveau roi de Naples affectait de perdre de vue la Castille; mais son œil vigilant restait fixé sur ce pays, où les fautes de ses ennemis lui ménageaient son retour. Juana, toujours plongée dans une noire mélancolie, refusait de sanctionner aucun des actes du conseil de régence, et de prendre la moindre part aux affaires. Parfois, cependant, un éclair d'intelligence semblait traverser encore la nuit de son cerveau: ainsi, par un mouvement tout spontané, elle se décida à révoquer toutes les concessions faites par la couronne depuis la mort d'Ysabel; cette mesure réparatrice atteignit surtout les courtisans de Philippe, gorgés de ses faveurs pendant ce règne si court et si prodigue.

Les Cortès, en l'absence de la reine, avaient été prorogées; le conseil de régence, dont les pouvoirs étaient expirés, venait de se dissoudre; l'autorité suprême se trouvait de nom entre les mains d'une femme incapable, de fait dans celles de nobles factieux et cupides. Les plus compromis, pressés d'éloigner à tout prix Fernando de la régence, pressaient l'empereur Maximilien de venir s'emparer de

la tutelle, au nom de son petit-fils Charles. Enfin, pour mettre le comble aux malheurs du pays, une peste affreuse désolait alors tout le midi de la Péninsule. Et cependant, étrange puissance des habitudes de discipline qu'un pouvoir régulier et ferme peut donner à un grand pays! l'ordre, menacé partout, ne fut troublé nulle part. La Castille vécut, pendant cette espèce d'interrègne, sur l'impulsion qu'elle avait reçue du règne d'Ysabel; son respect pour la loi, sentiment bien nouveau chez elle après deux siècles d'anarchie, lui tint lieu du souverain qui lui manquait. Fernando, l'âme invisible et présente de cette muette conspiration, dirigeait du sein de son exil, prolongé à dessein, toutes les démarches de ses partisans. Son fondé de pouvoir en Espagne était Ximenez. Cette âme, trop haute pour n'être pas loyale, avait mis dans son devoir toute son ambition; créature d'Ysabel, il la servait encore en servant son époux. Le primat, à qui Fernando avait laissé carte blanche, promit, menaça, séduisit en son nom. Sauf don Juan Manuel et le duc de Najera, toute la noblesse passa, avec le haut clergé, dans le camp du futur régent. Quant à la bourgeoisie, Fernando se l'était aliénée par son second mariage; mais le souvenir d'un règne glorieux et la crainte de l'anarchie lui ramenèrent bientôt cet ordre, dont l'intérêt, à l'inverse des ordres privilégiés, est toujours étroitement lié à celui de l'État.

Enfin, l'astucieux monarque, jugeant l'heure venue pour son retour, se décida à quitter Naples, le 4 juin 1507. Jusqu'au dernier moment, il combla Cordova des marques de sa faveur, et afficha en lui la confiance la plus entière. Il lui conféra le duché

de Sessa, en Italie, par un acte où il déclarait ses services trop grands pour pouvoir jamais être payés. Il s'engagea de nouveau, et d'une manière plus expresse encore, à lui conférer la grande maîtrise de Santiago, et fit même solliciter d'avance un bref du Saint Père [1]. Gonzalo, placé entre l'obéissance et une rébellion devenue impossible, remit à Colonna, son rival en talents et son secret ennemi, l'épée de connétable, et déposa sa vice-royauté dans les mains du comte de Ribagorza, neveu du monarque. Il quitta sans une plainte, sans un murmure cette position trop haute pour un sujet. Quelle que fût sa secrète pensée, ses plus intimes familiers n'en purent rien soupçonner. Un des trésoriers royaux osa l'accuser d'avoir dilapidé le trésor public; il répondit dédaigneusement en montrant au roi son livre de comptes : il y fit voir à Fernando, avec une sanglante ironie, 200,000 ducats dépensés en aumônes et en messes pour le succès de son entreprise, et 700,000 donnés à des espions qui lui vendaient les secrets de toutes les cours de l'Italie; et le roi, honteux du rôle qu'on lui faisait jouer, finit par tourner l'affaire en plaisanterie [2].

Mais si Gonzalo avait l'orgueil d'un roi, il en avait aussi la générosité. Il s'était endetté à Naples pour tenir sa maison sur un pied royal, et pour garantir les dettes de ses vieux compagnons d'armes. Ces dettes,

[1] Machiavelli, alors ambassadeur à Rome, s'étonne avec la rouerie candide de son pays et de son siècle que Gonzalo ait pu être un instant dupe de ces belles promesses. Mais rien ne prouve que celui ci y ait ajouté foi. (Machiav. *Legazione seconda à Roma*, *lett*. 23, oct 6.)

[2] De là le dicton populaire en Espagne, de *las Cuentas del gran capitan* (les comptes du *grand capitaine*); c'est le « Montons au Capitole » de Scipion l'*Africain*.

sa fierté castillane ne lui permettait pas de les laisser derrière lui. Il n'hésita pas à engager, pour les solder, jusqu'aux domaines dont son souverain lui avait fait don ; sa fortune y passa tout entière, et, le front haut, la conscience tranquille, il s'achemina vers le port. Naples tout entier l'y attendait pour le voir s'embarquer : pas un œil qui restât sec, pas un cœur qui ne fût attendri. Les dames du plus haut rang, les yeux baignés de larmes, et agitant en l'air leurs mouchoirs, sollicitaient un dernier regard du héros qu'elles ne devaient plus revoir.

De Naples, le roi d'Aragon se rendit à Savone. Une entrevue avait été concertée entre lui et le roi de France qui l'y attendait. Louis fit sortir au devant de son allié sa flotte toute pavoisée, et vint lui-même à sa rencontre sur le rivage. Des fêtes brillantes accueillirent l'hôte de la France sur ce sol devenu français ; mais le vrai héros de ces fêtes, ce ne fut pas Fernando, ce fut Cordova, ce sujet, toujours placé malgré lui sur le même rang que son maître. Ses anciens adversaires, les d'Aubigny, les La Palisse, rivalisèrent auprès de lui de courtoisie ; fiers d'être assis à la même table, ils forcèrent leur modeste vainqueur à leur révéler le secret de ses victoires. Le roi de France fut frappé, comme tous ceux qui le voyaient, de la dignité de son maintien et de la gravité calme de son langage. Seul de tous les sujets, Gonzalo s'assit à la table des deux rois, comme s'il n'y avait eu de place digne de lui qu'à côté des têtes couronnées. Tout le monde applaudit à un honneur si bien mérité ; et à la fin du repas, Louis, charmé des réponses du *grand capitaine*, suspendit au cou de son illustre ennemi la chaîne d'or qu'il portait au sien.

Au milieu des fêtes, cependant, on ne perdait pas de vue les affaires. L'histoire ne nous a pas transmis le secret de ces conférences privées, où n'assistèrent que le légat du pape et le cardinal d'Amboise, premier ministre de Louis. C'est là sans doute que furent jetées les bases de cette fameuse *ligue de Cambrai*, qui rallia pour un jour contre Venise tous les pouvoirs de l'Europe, étonnés de se trouver unis. Au bout de quatre jours, le roi et la reine d'Aragon se rembarquèrent pour Barcelone. Ils y arrivèrent le 20 juillet, et Fernando se dirigea aussitôt vers la Castille. Ces mêmes nobles, qui l'avaient trahi, accoururent en foule à sa rencontre, et ménagèrent au monarque exilé un retour triomphal. Juana, conduite par Ximenez, vint au devant de son père; Fernando, qui ne l'avait pas vue depuis plusieurs années, recula devant la face pâlie, le costume négligé, le regard fixe et égaré de sa malheureuse fille. La raison affaiblie de Juana parut se réveiller un instant à la vue de son père; il la trouva résignée d'avance à toutes ses volontés. Elle consentit à accepter à Tordesillas une habitation plus digne de son rang; elle y emmena avec elle le corps de son époux, qui ne la quittait pas, et s'y établit pour n'en plus sortir, pendant les quarante-sept ans que dura encore sa misérable vie. Elle y vécut, étrangère à tous les actes du gouvernement, bien que son nom y demeurât associé à celui de son père, et plus tard à celui de son fils.

Fernando, comme si aucune lacune n'eût séparé ses deux régences, ne daigna pas même faire sanctionner celle-ci par les Cortès. Mais quelques nobles mécontents s'en firent un prétexte pour lui refuser

leur adhésion; et Fernando se décida enfin à faire ratifier par les Cortès de Madrid, en 1510, son titre de régent, au nom de sa fille incapable et de son petit-fils mineur. Du reste, sa prudence ne négligea pas d'autres garanties plus matérielles de son pouvoir : à l'exemple de Louis XII, il s'entoura d'une troupe d'élite de deux cents gardes du corps; il maintint sur le pied de guerre ses vieilles bandes italiennes et toutes les milices soldées de son royaume. Ces précautions étaient loin d'être vaines, car plusieurs nobles gardaient encore envers lui une attitude d'hostilité. Don Juan Manuel avait été chercher un asile à la cour de Maximilien; mais le duc de Najara bravait toujours l'autorité royale, et l'étendard du régent de Castille ne flottait pas encore sur ses places fortes. Fernando fit marcher une armée contre le vassal indocile. Najara n'attendit pas l'issue d'une lutte trop inégale : il livra ses forteresses au régent, et celui-ci, par une clémence habile, les rendit en fief au fils du rebelle.

Mais il en coûtait moins à Fernando de pardonner à un sujet une rébellion ouverte que des services trop éclatants. Peut-être aussi Gonzalo eut-il un tort : ce fut de ne pas savoir assez dissimuler une gloire dont l'éclat offusquait un maître envieux. Ainsi, son retour en Espagne avait été une ovation continuelle. De tous les coins de la Péninsule, chacun accourait pour contempler cet homme qui donnait aux rois des couronnes, et ne daignait pas les garder pour lui. Autour de lui se pressaient ses vieux compagnons d'armes, riches des dépouilles enlevées à l'Italie et à la France sur tant de champs de bataille. La cour était alors à Burgos; Gonzalo, retenu en chemin par

une maladie grave, fit enfin dans cette ville une entrée triomphante [1]. Le roi, sans laisser percer sa jalousie, fit à l'ex-vice-roi le plus gracieux accueil; mais ni dans cette entrevue, ni dans les suivantes, il ne fut dit un mot de la grande maîtrise. Gonzalo se décida enfin à en parler le premier; mais il vit l'exécution d'une promesse sacrée différée sous les prétextes les plus frivoles. Ses instances ne réussirent qu'à changer en froideur la duplicité caressante du monarque. Bientôt un fait plus grave vint trahir une malveillance mal dissimulée. Le marquis de Priego, neveu du *grand capitaine*, appuyé sur quelques nobles andaloux, avait méconnu l'autorité du régent; il avait même osé emprisonner un de ses officiers dans son château de Montilla. Fernando se décida à intimider par un exemple cette noblesse factieuse, qui avait courbé le cou sous le joug d'une femme, et qui le relevait sous le sien. Une levée générale fut ordonnée en Andalousie. Elle atteignit tous les hommes en état de porter les armes, de vingt à soixante ans. Le marquis, fort de son nom, de ses richesses, de ses nombreux vassaux, songea un instant à résister; mais Gonzalo, qui connaissait mieux le danger, l'engagea à désarmer, par une prompte soumission, la colère du monarque.

Le hautain gentilhomme, forcé de plier, se rendit à Tolède pour implorer son pardon. Le régent refusa de le voir, et lui fit donner l'ordre de livrer à l'instant toutes ses forteresses, et de s'éloigner de sa cour.

[1] Son ami, le comte d'Urueña, envoyé par le régent pour le recevoir, laissa échapper, en voyant la pompe de cette entrée, ces prophétiques paroles: « Voilà un noble bâtiment, dit-il, mais qui tire plus d'eau, j'en « ai bien peur, qu'il n'en trouvera en Castille! »

« Je savais bien, dit le *grand capitaine*, avec un « amer sourire, que le plus grand de ses crimes, « c'était d'être mon parent. » Il implora cependant, bien que sans espoir, l'indulgence de Fernando pour une étourderie de jeune homme; mais le régent, implacable dans sa rancune, avait résolu de frapper l'oncle dans le neveu. Il fit arrêter le marquis, et instruire son procès, pour crime de trahison. Priego n'essaya pas de se défendre, il s'en remit à la clémence de son souverain. Il fut condamné à mort: mais la cour déclara que, vu sa soumission, la sentence serait commuée en un exil perpétuel, la perte de toutes ses places fortes, et une amende de 20 millions de MS. Le château de Montilla, où l'offense avait eu lieu, et qui avait vu naître le *grand capitaine*, fut rasé jusqu'à la dernière pierre. Les complices plus obscurs du rebelle furent condamnés à mort, et exécutés. La noblesse castillane, indignée de cette dure sentence, réclama vainement la grâce de Priego. Le comte de Haro, connétable de Castille, fit même entendre à Fernando des prières qui ressemblaient à des menaces; le régent resta inflexible; cette sentence, si humiliante pour l'orgueil de Cordova, fut accomplie dans toutes ses clauses. La noblesse, terrassée par ce coup hardi, n'osa pas manifester son irritation, profonde mais silencieuse; les communes, heureuses de voir abaisser ces nobles hautains qui foulaient aux pieds tous leurs droits, soutinrent le régent de leur adhésion, et se tinrent prêtes à le soutenir de leurs armes.

A dater de ce jour, Cordova comprit que sa place n'était plus à la cour de Castille, où le conquérant de Naples ne pouvait pas jouer un rôle secondaire.

La reine Germaine, d'ailleurs, était son ennemie déclarée [1]; Fernando, humilié par la résignation dédaigneuse du *grand capitaine*, le haïssait au fond du cœur de tout le tort qu'il lui avait fait. Cordova demanda donc à ses souverains la permission de se retirer dans ses domaines, et quitta la cour sans une plainte et sans un regret. Par un tardif remords, le roi lui fit don de la cité de Loja, près de Grenade; il eut la bassesse de réclamer en échange sa renonciation à tous ses droits à la grande maîtrise; mais il n'en obtint que cette fière réponse : « Je ne donne« rais pas, pour la plus belle cité de la Péninsule, le « droit d'accuser le roi d'avoir manqué à sa parole. » Le reste de cette noble vie s'écoula dans cette ville de Loja, que Fernando n'osa pas lui reprendre. Là, Cordova se voua tout entier à améliorer le sort de ses vassaux, chrétiens ou maures, et à protéger ces derniers contre les rigueurs de l'Inquisition. Sa maison, tenue sur un pied royal, était sans cesse visitée par tout ce que l'Espagne comptait d'hommes éminents ou d'étrangers illustres. Chacun y venait saluer l'homme de guerre et l'homme d'État le plus accompli de l'époque. Du fond de sa retraite, il inquiétait encore le roi catholique de sa muette rivalité; et l'on aurait pu dire de lui ce qu'on a dit du Tite-Live

[1] Gonzalo avait promis la main de sa fille unique Elvira au connétable de Castille; Fernando la demandait pour son petit-fils don Juan d'Aragon, fils de l'archevêque de Saragosse. Gonzalo persistant dans son premier dessein, « je ne comprends pas, dit un jour la reine au connétable, « qui avait épousé en premières noces une fille naturelle de Fernando, « qu'on puisse accepter la main d'une sujette quand on a eu l'honneur « d'épouser la fille d'un roi. » — « Et pourquoi ne le ferais-je pas, quand j'ai « devant moi un aussi illustre exemple? » répliqua le connétable, en faisant allusion au mariage du roi d'Aragon avec la nièce, mais non la fille d'un roi. Germaine ne pardonna jamais ni cette réponse au connétable, ni ce mariage à Gonzalo.

toscan, « qu'on ne savait pas si son inaction même « n'était pas plus glorieuse que son action » [1].

Il faut rendre justice à Fernando, toutefois : sauf le coup frappé sur le neveu de Cordova, mesure de rigueur justifiée par la nécessité d'un exemple, son administration fut douce et paternelle. A un prince outragé comme lui, on eût pardonné quelques rancunes; mais le roi d'Aragon avait appris des hommes d'État de l'Italie à consulter, dans les affaires humaines, ses intérêts, et jamais ses passions. La clémence qui, chez Ysabel, était un instinct du cœur, n'était chez lui qu'un calcul de l'esprit; le pardon semblait lui coûter si peu, qu'on se tenait pour dispensé de lui en savoir gré. Quelques reparties, marquées au sceau d'une douce ironie [2] furent sa seule vengeance contre les nobles qui avaient déserté sa cause; du moment où il se sentit assez fort pour être obéi, il crut plus sûr d'avoir l'air de n'en jamais douter.

[1] « Cujus negotium an otium gloriosius, incertum. »
(Epitaphe de Guicciardini).

[2] « Qui aurait jamais pensé, dit-il à un de ses courtisans, que vous « auriez abandonné votre vieux maître pour un maître aussi jeune et aussi « inexpérimenté? » — Mais aussi, reprit le courtisan avec une naïve effronterie : « Qui aurait jamais cru que mon vieux maître vivrait plus « longtemps que le jeune? »

GUERRES D'AFRIQUE ET D'ITALIE. — CONQUÊTE DE LA NAVARRE.

(1508 A 1513.)

Les événements intérieurs du règne de Fernando se bornent, comme on le voit, à quelques querelles avec ses nobles, qui n'aboutissent pas même à une guerre civile. Mais, au dehors, les événements militaires offrent une tout autre importance. Là est, à vrai dire, toute l'histoire de ce règne, dont la pensée, inaugurée par les deux époux, est poursuivie par un seul. Les guerres d'Afrique, en effet, ne sont, pour ainsi dire, que la guerre de Grenade transportée de l'autre côté du détroit; tandis que les campagnes d'Italie, politiques et militaires à la fois, se rattachent à l'ensemble des intérêts et des luttes qui diviseront l'Europe pendant tout le cours du XVIe siècle.

Les grandes époques ont toujours eu le privilége d'enfanter des caractères aussi grands qu'elles. Si Fernando et Ysabel n'avaient jamais existé, ce serait encore un règne illustre que celui qui se présenterait devant la postérité avec un Cordova pour général, et un Ximenez pour ministre. Nous n'avons encore vu de ce dernier que l'ascète au fond du cloître, le fanatique à Grenade, et le réformateur au sein d'une cour, plus froissée qu'édifiée de ses rigides vertus; nous allons voir maintenant en lui le conquérant et le soldat. Ximenez avait alors soixante-dix ans; cardinal, archevêque de Tolède, primat d'Espagne, chancelier de Castille et grand inquisi-

teur, il ne restait plus à cet humble moine, parti de si bas pour arriver si haut, que la tiare à ambitionner ici-bas. Mais les grandeurs humaines touchaient peu son âme austère; tout ce qu'il eût envié du pontificat, c'eût été le droit de soulever encore une fois l'Europe pour reprendre aux infidèles le tombeau du Christ. Étrange anachronisme qui faisait revivre au XVI[e] siècle cette pieuse folie du XI[e], chez trois esprits aussi puissants que ceux de Ximenez, de Colomb et de Loyola! Le primat renouvela les vains efforts de quelques papes pour réchauffer le zèle des monarques chrétiens; il fatigua de ses instances les rois de Portugal, d'Aragon et d'Angleterre, pour les enrôler avec la Castille dans une croisade en Palestine. Mais le temps était passé; les rois de la terre se souciaient moins de gagner le ciel qu'une couronne, et aucun d'eux ne prit au sérieux cette pieuse boutade du prélat espagnol. Frustré dans son attente, le belliqueux primat se résigna enfin, faute de mieux, à tourner ses armes contre les musulmans d'Afrique.

Les Emirs barbaresques, un instant atterrés par la chute de Grenade, s'étaient bientôt relevés: en portant la terreur sur les côtes de l'Andalousie, ils vengeaient les injures de leurs frères de la Péninsule. Une flotte, armée par Ximenez, s'empara de Mers-el-Kebir, nid de pirates situé près d'Oran. Mais pour rendre cette possession durable, il fallait y joindre celle d'Oran, l'un des marchés les plus actifs du commerce africain. Ximenez, dont un de ses biographes a pu dire, non sans vérité, « qu'il y avait en « lui du général encore plus que du moine, » méditait depuis longtemps cette conquête. Fernando,

rappelé à la régence de Castille, était bien aisé d'occuper au dehors l'esprit inquiet de sa noblesse, il accueillit avec joie la pensée de l'expédition; mais l'argent manquait. Le primat, que les obstacles n'arrêtaient jamais, se chargea de faire face à tout avec les revenus de son siége. Il fit plus, il s'offrit à conduire en personne cette guerre sainte, en remettant toutefois à un général, choisi par le régent, le soin d'en diriger la partie purement militaire. Chose plus étrange, son offre fut acceptée, et nul ne la jugea contraire à l'esprit de l'épiscopat! Ximenez avait demandé Cordova pour associé; mais le roi ne voulut pas en entendre parler; Cordova lui-même désigna pour le remplacer le comte Navarro, capitaine navarrais au service de la Castille. La flotte, armée à Carthagène, sous l'active direction du prélat, se trouvait prête à mettre à la voile. On y comptait dix galères et quatre-vingts navires de toute espèce, montés par onze cents cavaliers et neuf mille fantassins. Du reste, elle était assez mal pourvue de munitions et de vivres. Les nobles castillans ne tarissaient pas en railleries sur « cet évêque qui allait « essayer le métier de général, tandis que le *grand « capitaine* en était réduit à dire son rosaire. » Ximenez les laissa dire et poursuivit son œuvre. Il avait enrôlé l'élite des vétérans des guerres d'Italie, un peu honteux, il est vrai, de servir sous un cardinal. Même avant le départ de la flotte, le chef spirituel de l'expédition et son chef temporel étaient déjà brouillés; cependant leur zèle commun pour la cause de la foi finit par les rapprocher, et Navarro promit d'obéir aux ordres de Ximenez.

Le 16 mai 1509 la flotte met à la voile; poussée

par un vent favorable, elle jette l'ancre dès le lendemain dans le port de Mers-el-Kebir. Le cardinal ne veut pas laisser refroidir l'élan de ses soldats; à peine débarqués, il les range en bataille, excite en quelques mots leur ardeur; et leur montrant l'ennemi groupé sur les hauteurs où trois siècles plus tard la France devait le rencontrer encore, il s'apprête à marcher avec eux au combat. A grand'peine peut-on lui persuader de ne pas compromettre le sort de l'expédition, en risquant une vie dont dépendaient toutes les autres. Navarro, demeuré seul à la tête de l'armée, hésitait à attaquer, à cette heure avancée du jour, un ennemi supérieur en forces. Mais Ximenez ne veut pas entendre parler de délais; les soldats, que sa confiance a gagnés, s'élancent vers l'ennemi sans songer même à le compter. Les musulmans se défendent avec la rage du désespoir; mais le courage et la discipline des Espagnols triomphent de tous les obstacles. Une batterie, placée par Navarro sur les flancs de l'ennemi, porte le désordre dans ses rangs. La flotte s'embosse en face de la ville, et ouvre sur elle un feu destructeur. Bientôt les troupes restées à bord, honteuses de leur inaction, viennent rejoindre leurs frères sous les murs d'Oran. Nul n'aurait de sang-froid osé songer à enlever d'un seul coup de main des remparts hérissés de canons et de soldats; mais l'élan de la victoire entraîne tout le monde, et l'assaut est livré, même avant d'avoir été résolu. Les Castillans s'aident pour escalader les murs de leurs piques qu'ils enfoncent dans les joints des murs. Bientôt la bannière du cardinal flotte sur les remparts à côté de celle de la Castille. Les premiers entrés ouvrent

les portes à ceux qui suivent; l'armée tout entière se rue dans la ville, en balayant tout devant elle, comme un torrent qui a rompu ses digues. Nul n'essaie de l'arrêter; l'audace inouïe des assaillants a tué toute pensée de résistance; leur rage sanguinaire éteint bientôt tout espoir de pitié. Hommes, enfants, vieillards, tout est massacré, jusqu'aux femmes même, quand les vainqueurs ont assouvi sur elles leurs grossiers appétits. Vainement leurs chefs s'efforcent d'arrêter cette boucherie; les soldats, sourds à leur voix, ne s'arrêtent que quand, gorgés de sang, de vin et de luxure, ils tombent ivres morts à côté de leurs victimes. Le lendemain matin, le cardinal entra dans Oran pour visiter sa conquête. Les vainqueurs eux-mêmes, en se réveillant au milieu de la ville inondée de sang, avaient peine à croire à leur victoire. On trouva dans la Kasbah plus de 500,000 ducats d'or entassés dans ses murs par le commerce et par la piraterie. La délivrance de quelques centaines de prisonniers, trouvés dans les prisons d'Oran, remplit d'une joie plus douce le cœur de Ximenez. Du reste, bien en prit au prélat général de n'avoir pas retardé l'attaque. A peine Oran était-il depuis quelques heures au pouvoir des chrétiens qu'une armée musulmane arriva sous ses murs. Mais, venus trop tard pour secourir leurs frères, les Maures durent chercher leur salut dans une prompte retraite.

Les deux chefs de l'expédition, unis pendant la lutte, se divisèrent après la victoire. Ximenez avait pris goût au métier de général; il se croyait de bonne foi appelé à porter sur toutes les rives du Magreb l'étendard du Christ; attribuant à Dieu seul

tout l'honneur du succès, il en était venu à compter pour rien l'assistance matérielle de ses troupes et du chef qui les avait conduites. Navarro, franc et rude soldat, ayant la conscience de ce qu'il valait, et peu habitué à flatter, fit nettement entendre au cardinal que « sa mission était terminée avec la prise d'Oran ; « que deux généraux étaient de trop dans une ar- « mée ; qu'au lieu de trancher du monarque, il ferait « mieux de retourner à son troupeau, demeuré sans « pasteur, et de laisser se battre ceux dont c'était le « métier. » Ces conseils, quoique fort sages, n'eussent pas persuadé Ximenez ; mais le hasard fit tomber dans ses mains une lettre écrite à Navarro par un des courtisans : « Retenez le cardinal en Afrique, y « disait-on au général, dût-il y conquérir tout le « Magreb ; car son absence est plus agréable au roi « que sa présence. » Fernando, en effet, souvent froissé par l'altier primat, était las au fond du cœur d'un joug qu'il n'osait pas briser ; Ximenez d'ailleurs avait refusé de céder la primatie de Tolède au fils naturel du monarque, et celui-ci ne lui avait pas pardonné son refus.

Mais Ximenez, comme Cordova, n'était pas homme à imposer à son roi des services dont celui-ci ne voulait plus. D'ailleurs la conquête du Magreb, avec un lieutenant rebelle, soutenu par le roi, qui aurait dû le punir, offrait peu de chances de succès ; la cour, où présent, on le redoutait, tout en lui cédant ; où absent, on le ménageait si peu, avait encore moins d'attraits pour lui. A un homme désabusé du monde et des grandeurs, c'était la retraite qu'il fallait ; aussi, son parti fut-il pris en un instant. Le mauvais état de sa santé servit de prétexte à son retour ; il

s'embarqua avec quelques serviteurs seulement, et repassa en fugitif cette mer qu'il avait traversée en maître. Il refusa l'entrée triomphale que les populations voulaient faire au vainqueur d'Oran, et vint chercher le repos et l'oubli dans sa ville chérie d'Alcalá de Henarès. Là il se voua tout entier à l'exécution de sa pensée favorite, la fondation d'une université, qui devait rejeter dans l'ombre celle de Salamanque. Il y passa quatre ans, occupé de ces soins qu'il aimait, et ne reparut à la cour qu'à de longs intervalles, et pour quelques instants. L'université d'Alcalá dut son existence à cette retraite de Ximenez, dont l'esprit actif et créateur ne pouvait se résigner au repos. Dès l'an 1500, il avait posé la première pierre du collége de Saint-Ildefonse; en huit années, neuf autres colléges sortirent de terre comme par enchantement, ainsi qu'un hôpital, le tout aux frais du primat. Lorsque, en 1525, François Ier, prisonnier en Espagne, visita Alcalá, sept mille étudiants vinrent en cortége au devant de lui. Le roi de France, protecteur si éclairé des lettres, fut vivement frappé de l'audace de la pensée et de la largeur de l'exécution : « Votre Ximenez, s'écria-t-il, « a réalisé plus que je n'aurais osé concevoir; il a « eu la gloire d'achever à lui seul ce qui, en France, « n'aurait pu l'être que par une génération de « rois »[1].

Navarro cependant marchait de succès en succès dans la carrière ouverte par Ximenez sur le littoral

[1] Cette gigantesque fondation, dotée par le primat de 14,000 ducats de revenus, et enrichie successivement par tous les monarques espagnols, n'arriva à son apogée que vers le milieu du XVIIe siècle. Le nombre des colléges, borné d'abord à dix, était alors monté à trente-cinq, et ses revenus s'élevaient à 42,000 ducats. Le nombre des étudiants s'était accru dans

africain. Mu par cette grande pensée qui dirigea plus tard les efforts de la France, Fernando voulait bannir la piraterie du sol de l'Afrique; mais la conquête, sur ce sol mouvant du Magreb, ne fut qu'un luxe pour la France, elle était pour l'Espagne une nécessité. Fernando, avant d'attaquer l'Europe de front, avait besoin d'assurer ses derrières contre l'Afrique : pour bannir à jamais les Musulmans de la Péninsule, il lui fallait occuper les deux rives du détroit, et se faire de ses flottes un pont qui les unît. Aussi seconda-t-il de tous ses efforts les entreprises de Navarro. Ximenez n'avait réuni que les vivres et les troupes nécessaires pour un coup de main; mais le régent, par l'immensité de ses préparatifs, sembla s'apprêter à subjuguer le Magreb tout entier. Les vétérans des guerres d'Italie, formés par Cordova, furent mis sous les ordres de Navarro, avec un immense approvisionnement de vivres et de munitions. Sa première attaque fut dirigée contre Bougie; il s'en rendit maître, au prix de deux batailles gagnées. Alger, Tlemcen et toute la côte de Barbarie tombèrent au pouvoir des Espagnols; les limites de la domination actuelle de la France en Algérie furent même dépassées; car Navarro, en 1510, s'empara de Tripoli, malgré une résistance opiniâtre. Toutes les villes soumises reconnurent la suzeraineté de l'Aragon; le nom de la Castille fut absent de la conquête de l'Afrique, comme celui de l'Aragon l'avait été de la conquête de l'Amérique. Tous les captifs chrétiens

la même proportion. Tandis que l'université de Salamanque n'était consacrée qu'à la théologie, celle d'Alcalá embrassait tout le cercle des connaissances humaines. On y comptait, du vivant du cardinal, quarante-deux chaires, dont six de théologie, six de droit canon, quatorze pour les lettres et la grammaire, et le reste pour les sciences physiques et mathématiques.

furent délivrés; l'étendard du Christ flotta un instant sur toute la côte de Barbarie, depuis les Colonnes d'Hercule jusqu'à l'Égypte, et l'Espagne prit ainsi une glorieuse revanche des trois grandes invasions africaines.

Mais cette veine de succès, si résolument suivie, s'arrêta enfin : une défaite essuyée dans l'île de Gerbes, entre Tripoli et Tunis, par un des lieutenants de Navarro, vint mettre un terme à ses progrès. Cependant, bornée même à Tripoli, la domination de l'Aragon s'étendait encore sur la moitié du littoral nord de l'Afrique. Impuissante à supprimer la piraterie sur ce sol où elle fut toujours endémique, l'Espagne l'attaquait du moins au cœur même de son empire, et la rejetait de ses côtes sur celles de l'Italie. Mais la fatale inertie, qui fait le fond du caractère espagnol, laissa bientôt échapper cette riche et difficile conquête, que Charles-Quint devait plus tard tenter de ressaisir. Quelques années s'écoulaient à peine qu'Alger, sous les frères Barberousse, devenait le centre d'une espèce de république, religieuse et militaire à la fois, boulevard de l'Islam, comme Rhodes le fut de la chrétienté. Ses flottes, montées par de hardis pirates, semaient la terreur sur toutes les côtes de la Méditerranée. Medeah, Tlemcen et Constantine passaient de la suzeraineté du roi d'Aragon sous celle de l'*Odjeak* d'Alger, appuyé lui-même sur le protectorat du sultan Selim. Oran, mis par Ximenez sur un pied de défense formidable, demeurait le seul poste avancé de l'Espagne et du christianisme sur le territoire de l'islam.

GUERRES D'ITALIE.

1508 A 1513.

Quittons maintenant l'Afrique pour rentrer avec le roi d'Aragon en Italie, sur le terrain favori de sa politique. Maître de l'Espagne par la Castille, de l'Italie par Naples et la Sicile, Fernando avait enfin réalisé la plus chère de ses ambitions, celle de faire de l'Aragon une puissance européenne. Par les deux Péninsules, il touchait à tous les grands intérêts du continent, et pesait du même poids dans ses guerres et dans ses conseils. La France, située au centre de l'Europe, pouvait de là diriger partout ses attaques, irrésistibles comme celles d'un torrent débordé; mais protégé contre elle par un rempart de monts, Fernando, maître de la Méditerranée, se faisait de la mer un lien entre ses possessions, et les rapprochait par ses flottes. Déjà tous les petits États de l'Italie, effrayés de l'ambition de la France, étaient prêts à se jeter dans les bras de l'Aragon. Ainsi, dès le début du XVIe siècle, il y avait entre ces deux grands peuples, que la nature a faits pourtant pour être amis, rivalité d'amour-propre aussi bien que d'intérêt. Le traité de Blois, en rapprochant pour un instant deux rivaux, condamnés partout à se rencontrer et à se haïr, était donc ou une déception ou une faute; l'alliance, eût-elle été sincère des deux parts, ne devait pas durer plus que le besoin passager que les deux rois auraient l'un de l'autre.

Or, la balance de la politique italienne, mobile en raison de sa finesse même, reposait sur cet antago-

nisme obligé de la France et de l'Aragon. La balance venait-elle à incliner du côté d'un de ces deux pouvoirs, tous les États de la Péninsule, faibles s'ils s'isolaient, puissants dès qu'ils savaient s'unir, se rejetaient aussitôt du côté de l'autre. La Lombardie, exposée la première au choc de l'invasion, appartenait, il est vrai, au premier occupant; mais Venise, cantonnée dans ses lagunes, y gardait contre les *barbares* le dépôt de la nationalité italienne. Ses possessions de terre ferme, qui s'étendaient jusqu'à Bergame, lui servaient de postes avancés contre l'invasion étrangère; mais les haines qu'elle soulevait se mesuraient à sa puissance; elle comptait autant d'ennemis qu'elle avait de voisins ou de rivaux.

Nous ne raconterons pas la *ligue de Cambrai*, cette éclatante erreur de la politique du XVIe siècle; nous en avons dit assez pour prouver la fausseté du calcul qui réunit dans une commune alliance contre Venise toutes les puissances de l'Italie, intéressées à maintenir la seule barrière qui pût arrêter les ambitions du dedans et du dehors. Louis XII, Maximilien, le pape Jules II, et le roi d'Aragon, tous membres de la ligue, se partagèrent les dépouilles de Venise avant même qu'elle fût vaincue. La ligue déguisa un instant son but sous le prétexte usé d'une croisade; mais elle finit par lever le masque; elle déclara dans son manifeste que, avant de réaliser le plan de guerre sainte proposé par le pape, il fallait reprendre à Venise les possessions enlevées par elle à l'Église et à ses voisins. En avril 1509, une armée commandée par Louis XII franchit les Alpes, et se répand dans la Lombardie. Le 14 mai, le sort de Venise est décidé dans la sanglante bataille d'Agnadel, gagnée

par les Français. Fernando, qui s'était dispensé de payer son contingent, réclame sa part des dépouilles, et s'empare d'Otrante, et des villes que Venise possédait encore sur ce littoral. Mais les alliés se divisent bientôt : le pape, satisfait d'avoir abaissé l'orgueil de Venise, revient au vrai rôle du pontificat, celui de protecteur des intérêts italiens, et se repent trop tard d'avoir amené les Français au delà des Alpes. Fernando, en voyant leur avant-garde à Bologne, s'accuse à son tour de leur avoir rappris la route de Naples', qu'ils commençaient à oublier. Venise, exploitant avec art tous ces germes de division, parvient à détacher le pape de la ligue. La clé de voûte une fois ôtée, l'édifice tout entier s'écroule. Jules II, aussi ardent à trouver des ennemis à la France que naguère à Venise, dresse lui-même un plan pour expulser les Français de la Péninsule. Mais Louis, sans donner à l'orage le temps de se grossir, envoie au delà des monts une nouvelle armée, qui se dirige sur Rome à marches forcées. Le pape se concilie le roi d'Aragon au prix de l'investiture, longtemps refusée, de son royaume de Naples. Fernando, embarrassé de son alliance avec Louis, aurait voulu éviter une rupture ouverte; mais les armées de la France marchaient toujours ; Louis était sourd à toutes les représentations de son allié. Enfin, le 4 octobre 1511, une contre-ligue se conclut entre le pape, le roi d'Aragon et Venise. Le roi d'Aragon fournit cette fois pour son contingent douze mille hommes et douze galères. Mais Fernando, envieux et méfiant, comme tous les hommes auxquels manque la vraie supériorité, celle qui vient du cœur, n'osa pas confier son armée au seul chef digne

de la commander. A défaut de Cordova, il aurait dû choisir le vainqueur d'Oran et d'Alger, Navarro, soldat de génie, qui, en passant par tous les grades, était arrivé à celui de capitaine général de l'infanterie de Castille. Il lui préféra, pour son malheur, Cardona, vice-roi de Naples, également incapable comme homme d'État et comme général[1]. On s'étonnera de ce choix, fait par un prince qui savait d'ordinaire mieux apprécier le mérite; mais Cardona passait pour le fils naturel de Fernando, et celui-ci, aveuglé par son affection, songeait, dit-on, après sa mort, à lui laisser la couronne de Naples.

En apprenant la conclusion de cette *sainte ligue*, qui avait pour but avoué la protection des États de l'Église : « C'est moi, s'écria le bon Louis XII, qui « suis le Sarrazin contre lequel elle est dirigée ; » et il riposta par l'envoi d'une autre armée, plus forte que la première. Le général qui la commandait valait à lui seul une armée : c'était l'illustre Gaston de Foix, duc de Nemours, neveu de Louis, et frère de la reine d'Aragon. Ce prince, à peine âgé de vingt-deux ans, montra dans une campagne de quelques semaines, close avant le temps par sa mort, tous les talents d'un général accompli. Le seul rival digne de lui, Gonzalo de Cordova, était écarté de la scène; un avenir illimité de conquête s'ouvrait donc en Italie à l'ambition de la France. Habile à se former, comme les généraux romains, à l'école de ses ennemis, Gaston commence par rompre ses soldats au joug de la discipline; il emprunte aux Suisses et aux Espagnols tous les secrets de leur tactique, et se prépare à les vaincre

[1] Jules II, faisant allusion à la mollesse du nouveau général, et à son manque d'énergie, l'avait baptisé du nom de « *Madama Cardona.* »

avec les armes même qui leur donnèrent si souvent la victoire. Dans la saison la plus rigoureuse, il franchit avec une vélocité, inouïe à cette époque, la Lombardie entière, fait lever le siége de Bologne aux confédérés; puis, retournant sur ses pas avec la même vitesse, il vient battre les Vénitiens sous les murs de Brescia, et prend d'assaut cette forte cité [1]. Enfin, dans le courant de mars, il entre en Romagne, et vient offrir, près de Ravenne, la bataille aux armées de la ligue. Fernando avait prescrit à Cardona d'éviter à tout prix la bataille; celui-ci, fort peu soucieux de lui désobéir, se retranche, à trois milles de Ravenne, dans une position qu'il fortifie avec soin. Le 11 avril 1512, jour de Pâques, l'armée française, après un assaut inutile donné à la ville, vient s'aligner en face de l'ennemi, rangé derrière les fossés de son camp. Des deux côtés se trouvait l'élite des capitaines et des soldats de l'Europe. Dans l'armée de Cardona, on comptait dix généraux plus dignes de commander que lui : Navarro d'abord, puis le jeune marquis de Pescara, italien, et l'espagnol Antonio de Leyva, qui devaient tous deux jeter tant d'éclat sur le règne de Charles-Quint; enfin Fabricio Colonna, le seul rival digne de balancer la gloire du *grand capitaine*. Les Italiens ne comptaient guère que quinze à seize mille hommes ; mais ils étaient appuyés par cette redoutable infanterie espagnole, qui commençait à disputer aux Suisses la palme des batailles. Son commandant Navarro avait fait ranger devant elle, suivant l'usage des temps barbares, une trentaine de chariots armés de faux, montés chacun d'une pièce de

[1] Dix mille hommes périrent à ce siége, et la ville fut complétement ruinée par le pillage. C'est là que fut blessé Bayard.

de campagne et de plusieurs grosses arquebuses.

De l'autre côté, sous les ordres de Gaston de Foix, servaient la Palisse, Bayard, Yves d'Alègre, Louis d'Ars, et tous les premiers noms militaires de la France. L'artillerie était commandée par le duc de Ferrare, Alfonse d'Este, le patron de l'Arioste; ce prince ami des arts, artiste en fait de guerre, surveillait lui-même la fonte de ses canons, et les pointait de sa propre main; il avait, à force de dépenses et d'efforts, fait de son corps d'artilleurs le premier de l'Europe, à cette époque où la science commençait à décider du destin des batailles. Des deux parts ce fut l'artillerie qui engagea le combat. L'infanterie française, commandée par le sire de Molard, s'était avancée jusqu'à portée de fusil du camp espagnol; pendant trois heures, elle se laissa froidement décimer par les batteries de Navarro, comme dans ces combats modernes où, le dernier effort de la tactique est d'enseigner aux soldats l'immobilité en face du trépas. Molard et d'Empfer, le chef des lansquenets, furent emportés par le même boulet. Mais en revanche, l'artillerie du duc de Ferrare, placée à la pointe de l'aile gauche, qui se recourbait en croissant, prenait en écharpe toute la ligne ennemie, et emportait des files entières. L'infanterie espagnole, moins résignée, s'abrita contre ce feu meurtrier, en se couchant à plat ventre. Enfin, les deux armées se lassent de cette boucherie de sang-froid: elles s'ébranlent au même instant, et marchent l'une contre l'autre. La cavalerie italienne, emportée par une fougue imprudente, quitte ses retranchements pour charger l'infanterie française; Cardona est forcé à engager la bataille, et à désobéir, malgré lui, à son

roi. A cette époque, les généraux ne se croyaient pas dispensés de remplir leur devoir de soldats : Gaston charge en personne avec l'élite de la noblesse de France, et perce le premier de sa lance un cavalier ennemi. La lutte fut courte, mais sanglante; Yves d'Allègre, un des lieutenants de Gaston, y laissa la vie. Mais à la fin, la cavalerie des alliés plie sous le terrible choc de la gendarmerie française. Colonna, Pescara, le cardinal-légat de Médicis, sont faits prisonniers. Cardona, préférant la vie à l'honneur, s'enfuit sans attendre la fin du combat, et la bataille est gagnée sur ce point.

Entre les deux infanteries, la lutte n'était pas moins opiniâtre. Les fantassins français et allemands, repoussés plusieurs fois par les vétérans de Navarro, reviennent autant de fois à la charge. Enfin Navarro, lançant la masse de sa pesante infanterie sur une colonne de lansquenets allemands, parvient à l'enfoncer par un effort désespéré ; les Espagnols, plus agiles, plus légèrement armés, se glissent sous les lances des Allemands, et avec leurs courtes épées, ils portent la mort dans leurs rangs. Mais malgré cet avantage passager, la bataille n'en était pas moins perdue pour les confédérés. La gendarmerie française, n'ayant plus d'ennemis devant elle, revient prendre en flanc l'infanterie de Navarro, et la force à reculer, sans toutefois parvenir à la rompre. Celle-ci opère sa retraite, mais en bon ordre, comme il sied à des soldats formés à l'école du *grand capitaine*, Navarro, furieux de voir la victoire lui échapper des mains, se jette au milieu des rangs ennemis; il y cherchait la mort, il n'y trouva que la captivité. Gaston de Foix, irrité à son tour de voir l'armée vain-

cue se retirer en meilleur ordre que les vainqueurs eux-mêmes, dirige sur elle une dernière charge. Par malheur, son cheval s'abat sous lui ; entouré aussitôt d'ennemis, il tombe percé de coups, tous reçus par devant, avant qu'on ait eu le temps de le secourir, pendant que Lautrec, son parent, son ami, crie en vain aux Espagnols : « Ne le tuez pas, c'est le frère de votre reine ! »

Ainsi mourut à vingt-deux ans, au sein même de sa victoire, ce rare génie militaire à qui un mois de campagne a suffi pour se rendre immortel, mois rapide et plein qui renferme à lui seul toute la vie d'un héros. On a déjà remarqué que les débuts de Gaston dans la carrière des armes, rappellent ceux du jeune conquérant qui vainquit à Arcole et à Rivoli. Le plus bel éloge qui ait été fait de lui, l'a été par un ennemi, l'historien Guicciardini, « Nemours, dit-il, fut général avant d'avoir été soldat. » Une seule tache ternit la gloire si pure du vainqueur de Ravenne : c'est l'indifférence pour le sang versé, et le mépris pour la vie de ses soldats, défaut qui lui fut commun avec tous les grands hommes de guerre, pour qui l'instrument disparaît devant la grandeur du but.

La terreur avait frappé les confédérés ; l'imbécile Cardona fuyait encore, croyant toujours avoir les gendarmes français à ses trousses. La route de Naples était ouverte ; Gaston, à qui son oncle Louis destinait, dit-on, cette couronne, n'avait plus qu'à l'aller recueillir ; elle lui échappa en même temps que la vie. Les Français avaient à pleurer avec Nemours leurs plus illustres capitaines ; mais la perte des alliés s'élevait au moins au double, en morts et en

prisonniers; leurs drapeaux et leur artillerie étaient au pouvoir de l'ennemi. Ravenne se rendit le lendemain; toute la Romagne suivit bientôt son exemple. Rome même croyait voir déjà les Français à ses portes ; Jules II, gagné par les terreurs de ses cardinaux, signa les conditions de paix refusées par lui la veille du combat. Enfin Fernando lui-même, qui pouvait s'accuser plus que Cardona de la perte de la bataille, envoya au *grand capitaine* l'ordre de se tenir prêt à repasser en Italie, aveu d'impuissance qui dut coûter à l'orgueilleux monarque.

« Mais avec Gaston, dit Guicciardini, avait péri tout le nerf de l'armée française ». La victoire même, qu'il lui léguait en mourant, allait, sans lui, devenir inutile. La Palisse avait pris le commandement après la mort de Gaston; mais il n'avait pas, comme lui, l'autorité d'un prince du sang, pour forcer à l'obéissance des chefs désunis et jaloux. Les confédérés reviennent bientôt de leur terreur, en voyant l'armée française s'arrêter tout court, au lieu de marcher sur Rome, toute prête à lui ouvrir ses portes. Jules II déchire lui-même le traité qu'il a signé. Fernando, remplaçant l'épée par la diplomatie, détache son gendre, Henri VIII d'Angleterre, et l'empereur Maximilien de l'alliance de la France. Le brave La Palisse, abandonné de ses mercenaires allemands, oublié par son roi, regarde pour la première fois derrière lui : il voit la Lombardie soulevée, les Suisses qui menacent de le couper de la France ; il se décide enfin à la retraite, et l'opère en bon ordre. Trois mois après être entrée en Italie, l'armée française se trouve acculée aux Alpes, ne conservant de toutes ses conquêtes qu'une gloire

stérile, et quelques places fortes qu'elle devait bientôt perdre.

Fernando, tout entier à sa conquête de Navarre, dont nous parlerons bientôt, n'accordait plus qu'une attention secondaire aux affaires de l'Italie. L'incapable et lâche Cardona commandait encore ses armées, et tenait la campagne en Lombardie. Avec le succès, la discorde s'était bientôt glissée dans les rangs des confédérés, occupés de se partager les dépouilles de la France. Venise, mécontente de son lot, finit par revenir à ses vieux penchants, et se jeter dans les bras de la France. Cardona l'en punit en gagnant sur elle une victoire sans résultats; l'armée française se fit battre par les Suisses à Novare. Ainsi resta prouvée encore une fois l'impossibilité, pour toute domination étrangère, de s'établir en Lombardie, et de fixer la changeante politique de l'Italie.

Cependant les confédérés pressaient le roi d'Aragon de les délivrer de l'insuffisance brouillonne de Cardona, et de renvoyer le *grand capitaine* sur le théâtre de sa gloire. Mais Fernando, rassuré sur les suites de la bataille de Ravenne, redoutait plus Cordova que ses ennemis eux-mêmes. Au bruit que Gonzalo allait reprendre son commandement, l'Espagne et l'Italie s'étaient émues : chacun voulait servir sous les ordres de cet illustre chef; on accourait sous ses drapeaux, avec un empressement plus flatteur pour le général que pour le monarque. Le roi, jaloux d'abord, puis inquiet, puis effrayé de cet enthousiasme toujours croissant, commence par réduire de moitié le nombre de ses levées; mais l'empressement ne diminue pas : chacun offre de se pas-

ser de solde, et de servir à ses frais comme volontaire. Enfin, Fernando prend un parti décisif : il renonce à toute expédition en Italie, et fait passer à Cordova l'ordre de congédier ses recrues, ou de les envoyer en Navarre. Les soldats, plus indignés que leur chef du coup qui le frappait, refusent pour la première fois de lui obéir, et de passer de son service à celui du roi. Mais Cordova, par une victoire plus difficile que toutes celles qn'il avait remportées jusque-là, refoule son injure au fond de son cœur; il reproche à ses soldats leur désobéissance; il les engage à se soumettre comme lui, sans murmurer, aux ordres de leur maître et du sien. Il paie de ses deniers cent mille ducats de dettes, contractées par eux pour s'équiper. Puis, quand il a rempli jusqu'au bout ses devoirs de sujet fidèle, retrouvant alors toute son indépendance, il écrit à l'ingrat monarque, et donne enfin un libre cours aux sentiments dont son cœur était plein. Il finit en lui demandant la permission de se retirer dans ses domaines de Naples, puisque la Castille savait si bien se passer de ses services. Mais Fernando ne voulait de Cordova en Italie ni comme général, ni comme simple particulier. Il essaya d'apaiser son juste ressentiment par une de ces lettres mielleuses qu'il excellait à écrire. Gonzalo dédaigna d'y répondre. Il s'en retourna dans son fief de Loja, où il se consola, par l'étude des lettres, et le commerce des hommes les plus éminents d'Espagne et d'Italie, de l'ingratitude de son maître. Pendant trois ans encore, le vétéran y vécut dans la retraite. Mais en 1515, informé du déclin de la santé de Fernando, Cordova sentit son ambition se réveiller avec l'aurore d'un nouveau règne. Les uns lui

prêtent le projet de retourner en Italie pour s'y mettre à la tête des armées du Saint Père; d'autres, celui d'aller retrouver l'archiduc Charles, pour lui aplanir la voie au trône de Castille. Déjà il allait s'embarquer à Malaga avec quelques grands d'Espagne, ses parents et ses amis. La haine rendit encore des forces à Fernando, jusque sur son lit de mort : il prescrivit d'empêcher à tout prix le départ du fugitif, et de se rendre, s'il le fallait, maître de sa personne.

Mais une main plus puissante que celle de son roi s'était déjà abaissée sur le *grand capitaine*. Une fièvre quarte, qui le minait depuis longtemps, dégénéra tout d'un coup en une maladie plus grave. Il dut renoncer à tout projet de voyage pour venir se mettre à Grenade aux mains des médecins. La science reconnut bientôt son impuissance ; Cordova sentit la mort s'approcher, et lui fit face avec la fermeté d'un chrétien. Le 2 décembre 1500, il expira dans les bras de sa famille, à l'âge de soixante-deux ans. Fernando, qui ne devait lui survivre que de quelques mois, lui fit faire de somptueuses funérailles, et porta le deuil avec toute sa cour. La dépouille mortelle du *grand capitaine* fut déposée dans l'église de San Geronimo, à Grenade. Sa digne compagne ne lui survécut que de quelques jours; sa fille, mariée au comte de Cabra, hérita de tous ses titres et de sa fortune, rétablie par une sage administration. Cette fortune, presque royale, passa après elle à son fils Gonzalo, qui devint plus tard gouverneur de Milan, et capitaine général de l'Italie.

Cordova n'est pas, comme on l'a peint dans de fades romans, le représentant de l'esprit de chevalerie, qui n'existe plus nulle part au XVI[e] siècle, si ce

n'est dans l'âme de Bayard ; mais il est le type le plus accompli de l'homme d'État et du général. Si sa moralité n'est pas sans tache, elle est du moins fort supérieure à celle du siècle où il vécut, et du maître qu'il servit. Après le Cid et Ysabel, il n'est pas de nom plus populaire en Castille que celui de Cordova. Mais Gonzalo n'est pas seulement le conquérant de Naples, il est aussi le maître qui a enseigné à l'Espagne l'art de la guerre. Comme tous les généraux vraiment dignes de ce nom, il sut se faire une armée, avant de vaincre avec elle. Il courba sous une discipline de fer ces habitudes de courage désordonné qu'entretient une guerre de frontières. De *guerilleros*, toujours prêts à se débander, il fit de vrais soldats, immobiles sous le feu du canon ; il en forma ainsi, grâce au temps et aux guerres d'Italie, cette admirable infanterie espagnole, qui conquit et garda pour un siècle la palme de la science militaire en Europe.

L'élévation d'âme de Gonzalo le défendit toujours contre ces vices subalternes qui souillent les plus grands caractères. Il resta pur de cette avidité basse et cruelle qui ternit la gloire des Cortès et des Pizarre. Adoré, craint et obéi de ses soldats, il aima l'ambition comme il aimait la gloire, pour la puissance qu'elle donne, et non pour l'argent qu'elle rapporte. Sa main, toujours ouverte, comme celle d'un roi, semait autour d'elle les bienfaits, et la grâce exquise de ses manières savait en doubler le prix. Dans cette nature élevée et calme, la politique était un instinct, comme la guerre, mais un instinct qui devint bientôt une science. En vantant ses talents militaires, si éminents d'ailleurs, on a trop laissé dans

l'ombre ses talents civils, qu'atteste son administration de Naples, si humaine à la fois et si habile. Dans un siècle de cruauté froide et capricieuse, sa gloire demeura pure de tout sang inutilement versé; il ménagea toujours la vie des blessés et des prisonniers, sur les champs de bataille, et l'honneur des femmes dans les villes prises. Au sein d'un siècle corrompu, il conserva le culte des vertus domestiques, et resta jusqu'à la fin de sa vie fidèle à sa femme et à son roi. Idole du peuple napolitain comme de son armée, il n'eût tenu qu'à lui de changer son nom de vice-roi contre celui de roi; et cependant il n'hésita pas, sur l'ordre de Fernando, à quitter cette position qui le faisait presque l'égal de son maître. Il fit plus encore pour ce maître ingrat et jaloux : il lui sacrifia jusqu'à sa conscience; c'est pour lui qu'il manqua deux fois à sa parole, en violant le sauf-conduit du duc de Calabre, et celui de César Borgia, double trahison qu'il se reprocha jusque sur son lit de mort. Maintenant, méditait-il, en s'embarquant pour la Flandre, de se venger de l'affront qu'il avait reçu de son roi? Nul n'a droit de l'affirmer. Mais la trahison, projetée ou non, n'eut pas le temps d'être accomplie; et la mort, qui le retint en Espagne, vint du moins à temps pour sauver sa gloire [1].

[1] Voir aux Pièces justificatives, n° 7.

CONQUÊTE DE LA NAVARRE.

Cherchez la Navarre sur la carte d'Espagne, et vous serez frappé du peu de place qu'y occupe ce soi-disant royaume: égal à peine en étendue à un degré du méridien, il se perd comme un point au milieu des autres provinces de la Péninsule, dont la moindre est encore plus vaste que lui. La Navarre, royauté purement nominale, n'a jamais été pour l'Espagne qu'un embarras ou qu'un danger. Du moment où la fusion de la Castille et de l'Aragon a constitué la monarchie espagnole, cette nationalité bâtarde doit disparaître de sa carte comme de son histoire. Fernando ne peut, sans péril, laisser aux mains de ses rois la clé de ces monts, qu'ils sont toujours prêts à ouvrir à la France. Son intérêt, et presque son droit, c'est de rejeter cette royauté vassale de l'autre côté des Pyrénées, et de faire ainsi rentrer l'Espagne dans ses limites naturelles.

De tout temps, la politique des *rois catholiques* a tendu vers ce but : absorber par ruse ou par force, par alliance ou par conquête, la Navarre dans la monarchie castillane. Ainsi, lorsque Léonor de Foix, à peine assise sur le trône, expie par une mort prématurée le crime qui l'y a fait monter (1479), Fernando dispute à la France la tutèle de François Phébus, le petit-fils et l'héritier de Léonor. Quand le jeune prince, exilé volontairement de ses États, veut y rentrer avec sa mère, Fernando lui fournit une armée. A peine est-il installé dans son royaume, que

les *rois catholiques* lui offrent la main d'une de leurs filles. Mais Madeleine, sa mère, était sœur de Louis XI, et un sang tout français coulait dans ses veines. Résolue à ne laisser épouser à son fils qu'une Valois, elle lui fait repasser à la hâte les Pyrénées. Cependant, la sinistre destinée qui pesait sur la maison de Foix n'était pas encore épuisée. Phébus meurt tout d'un coup à Paris dans les bras de sa mère, deux mois après son couronnement (1483). Catherine, sa sœur, est proclamée reine de Navarre. La politique des *rois catholiques* était tracée d'avance : ils font demander pour leur fils Juan la main de la jeune reine. L'alliance était convenable, si la Navarre voulait renoncer à son rêve d'indépendance, et comprendre enfin qu'entre ses deux puissants voisins, la France et la Castille, il fallait se choisir un maître. Mais Madeleine se souvint avant tout qu'elle était sœur d'un roi de France : elle éluda l'offre de la Castille, et finit par donner la main de sa fille à Jean d'Albret, sire de Béarn, dont les États confinaient à la Navarre. Les *rois catholiques*, pour s'indemniser de cet affront, s'emparent de Tudela, mais sans rompre avec la jeune reine ; ils l'aident même à apaiser les sanglantes querelles des Beaumont et Agramont, factions qui, sous d'autres noms, signifiaient en réalité le parti castillan et le parti français ; ils saisissent enfin chaque occasion d'intervenir dans les affaires de ce pays, et de s'y assurer des partisans et des places fortes. Catherine hésitait encore entre les deux alliances; un danger imprévu la força à se jeter dans les bras de la Castille : Louis XII se déclara en faveur de son neveu Gaston, qui faisait valoir sur la Navarre les prétentions de la branche

de Foix-Narbonne contre celle de Foix-d'Albret. Mais la mort de l'héroïque Gaston à Ravenne vient encore changer la face des choses. Les droits de Gaston, en passant à sa sœur Germaine de Foix, femme de Fernando, passaient dans des mains décidées à les faire valoir. La reine de Navarre et son mari, se méfiant des intentions de l'Aragon, se tournent de nouveau du côté de la France, de qui ils n'avaient plus rien à redouter; et la France, destituée d'alliés, se trouve heureuse de s'en assurer un, sur les frontières même de l'ennemi qu'elle allait avoir à combattre.

Mais Jean d'Albret, prince léger et imprévoyant, n'avait pas mesuré toute la portée d'une rupture avec la Castille. Il avait trop compté sur la France, et pas assez sur lui-même; le danger vint et le trouva désarmé. Sous prétexte d'une invasion projetée en Gascogne, Fernando armait sur la frontière des Pyrénées. Une flotte, commandée par Dorset, venait de débarquer au Passage huit mille Anglais, destinés par Henri VIII à seconder l'attaque de son beau-père contre la France. L'armée castillane, de son côté, comptait trois mille chevaux, six mille fantassins, et une formidable artillerie; elle était sous les ordres du vieux duc d'Albe. Fernando, avec sa duplicité ordinaire, commence par sommer les souverains navarrais de lui livrer passage à travers leurs États, et de lui remettre en otages leur fils et six de leurs places fortes; il les invite en même temps à accéder à la *sainte ligue*, dont toutes les forces réunies les protégeraient contre le ressentiment de la France.

Le malheureux d'Albret aperçut enfin le piége quand il était trop tard pour l'éviter. Il essaya en

vain de gagner du temps : Fernando exigeait une réponse; son armée était à Victoria, qui réclamait le passage, et menaçait de se l'ouvrir par force. Dans cette position désespérée, d'Albret perd la tête ; des deux dangers, il choisit le plus grave, le plus rapproché : il refuse le passage aux Castillans, et signe le 17 juillet un traité d'alliance offensive et défensive avec la France. Fernando en est informé ; l'armée castillane reçoit aussitôt l'ordre de marcher sur Pampelune. Si d'Albret avait été en mesure de résister, en attendant les secours de Louis, une résolution énergique pouvait encore le sauver ; mais la France était loin, et les Castillans étaient près ; Fernando avait semé l'or et les intrigues pour grossir son parti en Navarre. L'insoucieux d'Albret avait laissé s'amasser l'orage, sans rien faire pour le détourner : il n'avait pas levé un soldat, pas fortifié une muraille, et quand la foudre vint à éclater à ses pieds, sa seule ressource fut de fuir. Il assemble les habitants de Pampelune, les engage à se défendre ; il leur promet de revenir bientôt et de ramener une armée avec lui. Il n'avait pas encore atteint les Pyrénées que le duc d'Albe était déjà sous les murs de Pampelune. La ville était dépourvue de tout moyen de défense ; un parti puissant s'y remuait en faveur de Fernando ; les habitants ne se souciaient pas de braver les misères d'un siége pour un roi qui les trahissait. Le *roi catholique* s'engageait à n'occuper le pays que jusqu'à la fin de l'expédition en Gascogne [1]. Pampelune se fit garantir ses franchises et

[1] Toute la politique de Fernando se trouve exposée dans une pièce officielle fort curieuse, *Mandamiento del señor Rey don Fernando en lo de la Navarra* (*Papiers d'État de Granvelle*, t. I, p. 76). On y trouve un

priviléges, et elle finit par ouvrir ses portes, sans avoir tiré un seul coup de canon; « succès vraiment « miraculeux, s'écrie, dans une de ses lettres, le tartufe « couronné, succès où nous devons reconnaître la « main de Dieu, dont l'intervention surnaturelle s'est « laissée voir dans toute cette entreprise, conçue « pour le bien de l'Église, et l'extirpation de la dam- « née hérésie [1] ». Toutes les villes du royaume suivirent l'exemple de la capitale. Fernando, habile à ménager l'orgueil de ses nouveaux sujets, leur assura le maintien de leurs *fueros*; il leur fit ainsi une position de semi-indépendance, pareille à celle des pays basques. Pendant ce temps, le roi dépossédé, qui avait pourtant fait preuve, en d'autres circonstances, de courage et de talent, allait mendier l'appui du duc de Longueville, chargé de défendre Bayonne contre les Anglais. Mais le duc craignit, avec raison, d'éparpiller ses forces; il dut refuser son appui au malheureux d'Albret, réduit dès lors à aller avec sa famille implorer la pitié du roi de France [2].

Fernando, maître de la Navarre, se souvint un peu tard de son expédition de Guienne, et du ren-

rare mélange de dévotion mielleuse et de rouérie diplomatique. C'est uniquement par zèle pour les intérêts de la sainte ligue et du pape que le roi d'Aragon se voit contraint à s'emparer de la Navarre, comme d'un gage contre le mauvais vouloir de ses souverains, *schismatiques* et alliés de la France.

[1] Cette lettre se trouve avec plusieurs autres du même prince adressées à son confesseur Deza, archevêque de Séville, dans la chronique manuscrite de Bernaldez, *Reyes catolicos*, citée par Prescott, t. III, p. 358.

[2] S'il faut en croire Garibay (*Compendio*, lib. XXIX, cap 26.) Catherine, en quittant son royaume, aurait dit à son malheureux époux, comme la mère du dernier Émir de Grenade à son fils Abou Abdallah : « Jean d'Al- « bret vous étiez né, et Jean d'Albret vous mourrez; mais si j'avais été « roi, et vous reine, vous régneriez encore en Navarre à l'heure qu'il « est. »

dez-vous donné à Dorset. Son armée reçut l'ordre de passer les Pyrénées, et de s'emparer de la Basse-Navarre ; elle devait ensuite opérer sa jonction avec l'armée anglaise, pour enlever la Guienne au roi de France. Mais Dorset, furieux d'avoir été pris pour dupe par le *roi catholique*, se rembarqua pour l'Angleterre. L'armée française, délivrée d'un de ses deux ennemis, se retourne aussitôt contre l'autre. Le futur héritier du trône, François, duc d'Angoulême, alors âgé de dix-huit ans, avait été chargé par le roi Louis XII de replacer d'Albret sur le trône. Le jeune général, guidé par les sages conseils de La Palisse, ne s'aventure pas à attaquer les Castillans, retranchés dans Saint-Jean-Pied-de-Port; il tourne l'obstacle, et se dirige sur Pampelune par la vallée de Roncal. Mais le duc d'Albe, par une marche forcée à travers le val de Roncevaux, toujours fatal aux Français, parvient à se jeter avant eux dans Pampelune. Bientôt l'armée française, traînant à sa suite le roi déchu, vient camper sous les murs de cette ville. Le 17 novembre 1512, l'assaut est livré, et repoussé avec un rare courage. Mais les vivres manquaient aux assaillants; l'hiver avait défoncé tous les chemins ; des renforts arrivaient chaque jour à la garnison, et malgré les sympathies des habitants pour d'Albret, il fallut songer à la retraite. Elle ne s'effectua pas sans difficulté : les Français laissèrent dans ces âpres montagnes une partie de leur artillerie. Louis XII, las de défendre un allié qui s'abandonnait lui-même, finit par conclure une trêve avec le *roi catholique*. Trahi par son dernier allié, d'Albret se retira dans ses possessions sur le versant nord des Pyrénées. Après une tentative manquée pour reconquérir leur trône, les

deux époux moururent en 1517, le cœur brisé, à quelques mois de distance l'un de l'autre. Ainsi s'éteignit, dans l'abandon et dans l'exil, ce couple infortuné. Leur fils Henri II d'Albret, garda, avec le Béarn et quelques débris de sa royauté perdue, le vain titre de roi de Navarre; et, par un étrange ménagement de la Providence, cette race déchue, qui végétait oubliée dans un coin des Pyrénées, finit par donner Henri IV à la France.

Fernando, accusé par ses alliés italiens et anglais d'avoir sacrifié les intérêts de la ligue en se réconciliant avec la France, s'en consola par le succès, qui justifiait tout à ses yeux. Sans se montrer plus que Louis sur le théâtre de la guerre, il avait assuré, par son activité, sa ruse et son audace, la réussite de tous ses plans. La Navarre une fois soumise, il s'occupa d'y affermir son autorité : il apaisa les vieilles discordes qui déchiraient ce pays; en lui ôtant son indépendance, il lui confirma toutes ses libertés locales. Le 23 mars 1513, le *roi catholique* convoqua les États de son nouveau royaume, et reçut leur hommage de fidélité. Enfin, en 1515, enhardi par deux ans de possession paisible, il fit prononcer aux Cortès de Burgos l'incorporation de la Navarre dans la monarchie castillane. Cette incorporation, toutefois, fut loin d'être complète, comme celle du royaume de Grenade ; la Navarre fut, il est vrai, matériellement unie à la couronne de Castille ; mais sa constitution, fort ressemblante à celle de l'Aragon, fut respectée, à défaut de sa nationalité. Fernando lui laissa ses lois, ses tribunaux, et ne fit à sa constitution que les changements indispensables pour la mettre en rapport avec le pouvoir central dont elle devait ressortir.

Enfin, un vice-roi lui fut donné, comme à l'Aragon, et l'indépendance, qui avait cessé d'exister au fond, fut du moins conservée dans la forme.

Ainsi périt, après dix siècles de durée, cette royauté bâtarde, qui née dans un vallon des Pyrénées, comme la royauté asturienne son aînée, ne sut pas comme elle, étendre au loin ses racines dans le sol. Placée entre deux puissantes monarchies, pour amortir leur choc, elle devait finir tôt ou tard par en être écrasée. Espagnole par les mœurs et par le langage, elle était devenue française par les alliances de ses rois. Mais ce qui décide, en fin de compte, des destinées d'un peuple, c'est sa situation géographique, ce sont les affinités de langue et de mœurs, plus encore que la politique et la guerre. Le Roussillon, placé hors des limites de la Péninsule, devait un jour échapper à l'Aragon pour revenir à la France; la Navarre, enfermée dans ces limites, devait tôt ou tard se fondre dans la monarchie espagnole, dont elle est une annexe nécessaire. Fernando, en la rendant à sa destinée, ne fit donc qu'obéir à une loi de nature, presque toujours d'accord avec le secret instinct des peuples qui la devinent; il employa, pour parvenir à ce but, que légitimait l'intérêt de l'Espagne, la ruse et la violence tour à tour; il fut sans égards pour un ancien allié, sans pitié pour un ennemi vaincu. Pour colorer d'un prétexte la spoliation la plus inique, il antidata de quelques mois une bulle de Jules II, publiée après le conquête, qui excommuniait les souverains de la Navarre comme hérétiques, et livrait leurs États au premier occupant. Mais d'Albret, il faut le dire, ne fut pas non plus exempt de torts: son traité avec la France était une

déclaration de guerre contre le *roi catholique;* celui-ci lui dut ce qu'il désirait le plus au monde, un prétexte de rupture. Le prétexte une fois trouvé, Fernando le fit valoir avec une impitoyable dureté, et il put se vanter sur son lit de mort, non sans quelque bonne foi, « qu'il se sentait, à l'endroit de la Navarre, « la conscience aussi tranquille que s'il s'agissait de « la couronne d'Aragon. »

MORT DE FERNANDO.

Pendant que le succès couronnait ainsi les armes et la politique du *roi catholique*, la bénédiction du ciel semblait refusée à son nouveau mariage. En mars 1509, la reine Germaine était accouchée d'un fils ; mais l'enfant n'avait vécu que quelques heures. Une chose accroissait encore le chagrin de Fernando : c'était la perspective de voir passer ses couronnes d'Aragon et des Deux-Siciles sur la tête de son petit-fils Charles, devenu pour lui un étranger, et presque un ennemi. Charles, en effet, élevé sous la tutelle de son grand-père Maximilien, avait appris de bonne heure à ne considérer son aïeul, le roi d'Aragon, que comme un usurpateur, qui le frustrait de la plus belle portion de son héritage. Maximilien lui-même avait longtemps disputé à Fernando la régence de Castille; toujours à court d'argent, il avait fini par lui vendre ses droits en échange d'une pension de 50,000

ducats ; cependant, un parti autrichien, à peine contenu par l'habileté du régent, s'agitait encore sourdement en Castille.

Fernando, depuis son second mariage, n'avait plus qu'une pensée, qu'un but dans sa vie : celui de susciter un héritier à la couronne d'Aragon. En voulant forcer la nature pour se donner un fils, il cédait surtout à sa haine contre Maximilien. Emporté par cette haine aveugle, l'époux d'Ysabel n'aspirait, dans la dernière moitié de sa vie, qu'à défaire l'œuvre de la première. Après avoir tout sacrifié, même la justice, même l'humanité, pour consommer ce grand œuvre de l'unité espagnole; après avoir consacré à ce seul but, pendant trente ans, les forces, l'or et le sang de deux royaumes, il désavouait ainsi toutes les traditions du passé ; il morcelait de ses propres mains le vaste empire qu'Ysabel et lui avaient fondé. Mais la Providence, qui avait ses desseins sur la monarchie espagnole, ne lui permit pas ce suicide. Les remèdes auxquels le vieux roi avait recours pour suppléer à une nature épuisée, finirent par altérer sa constitution. Son caractère changea comme son tempérament : son humeur, autrefois si égale, alterna désormais entre une irritabilité maladive et une noire mélancolie. Fernando, le plus laborieux des rois, ne pouvait plus supporter le travail; chaque jour il lui fallait changer de résidence, et la chasse était le seul plaisir dont il ne se lassât pas. Pendant deux ans, sa vie ne fut qu'une souffrance continuelle, promenée, d'un bout de la Péninsule à l'autre, par le malade impatient qui cherchait à s'échapper à lui-même. Parfois, entre deux accès de fièvre, il ressaisissait pour un moment son ancienne énergie. Une

fois même, il alla lutter en Aragon contre la parcimonie opiniâtre des Cortès de ce pays, et sous le vieillard moribond, l'Aragon étonné retrouva encore son roi.

Mais cette vie, que soutenait seule une volonté énergique, touchait enfin à son terme. L'hydropisie se déclara, et la science impuissante dut renoncer à la guérir. Le roi s'achemina en janvier vers le midi de l'Espagne, pour y chercher, sous un ciel plus doux, quelque soulagement à ses maux. Incapable de supporter le voyage, il fut forcé de s'arrêter dans un petit village, près de Truxillo. Malgré les instances de ceux qui l'entouraient, il refusa de se confesser, ne croyant pas la mort si proche. Son âme, trop engagée dans les liens de la vie, ne s'occupait encore que de soins terrestres. On lui annonça l'arrivée d'Adrien d'Utrecht, le précepteur de son petit-fils, envoyé par Charles pour assister à ses derniers moments, et ramasser les rênes de l'État, quand sa main mourante les laisserait tomber : « Le corbeau, dit-il, « a flairé le cadavre », et il refusa de le recevoir. Comme tous les hommes qui ont beaucoup vécu, Fernando ne croyait pas qu'il pût jamais mourir ; les médecins se décidèrent à le détromper. Le malade entendit son arrêt de mort avec le froid courage qu'il avait montré sur les champs de bataille. Il reçut avec une foi sincère les secours de la religion. Puis, les pensées d'ici-bas reprenant encore leur empire, il voulut trancher, avant de mourir, la grave question de la régence. Déjà en 1512, il avait, par un testament antérieur, appelé à la régence, en cas d'absence de Charles d'Autriche, son frère cadet, Ferdinand, élevé en Espagne sous les yeux de son aïeul.

Mais dans ces moments suprêmes, où la vérité approche enfin des rois mourants, les plus sages de ses conseillers osèrent lui rappeler que la régence, confiée au plus jeune des deux frères, était un affront pour l'aîné ; que si tous deux étaient incapables, le plus âgé cesserait de l'être avant l'autre ; qu'enfin, créer un régent à côté d'un roi plus âgé que lui ; et lui laisser les grandes maîtrises des trois ordres, avec leurs immenses revenus, c'était inviter Ferdinand à l'usurpation, et les nobles à la révolte. Le vieux roi, frappé de la puissance de ces raisons, finit par s'y rendre, mais à regret ; il maudit son impuissance à assurer le sort de son petit-fils bien-aimé : « Et que « restera-t-il à Ferdinand, si je ne puis pas même lui « donner les grandes maîtrises? demanda-t-il avec « angoisse à un de ses conseillers. — Il lui restera la « bonne volonté de son frère, le meilleur legs que « Votre Altesse puisse lui laisser. — Mais alors, à « qui laisserai-je la régence? — A l'archevêque de « Tolède, Ximenez ; » Fernando détourna la tête sans répondre, comme pour échapper à une nécessité qu'il détestait. Puis après un moment de silence : « Oui, vous avez raison, dit-il, Ximenez est un hon- « nête homme, et qui veut le bien ; il n'a pas de « famille, ni d'amis mendiants à pourvoir ; il doit « tout à Ysabel et à moi ; et comme il a jusqu'ici été « fidèle aux intérêts de ma famille, j'espère qu'il le « restera toujours » [1].

Par un dernier acte de sa volonté, le roi mourant

[1] Tel est le récit fort circonstancié de Carvajal (*Anales ms.*, cité par Prescott), témoin oculaire et conseiller de Fernando; mais suivant Zurita, liv. x, ch. 99, le roi, bien loin de répugner à choisir pour régent le cardinal d'Espagne, comme il appelle Ximenez, lui avait confié ce titre par un testament, rédigé dès le 26 avril 1515.

laissa les couronnes d'Aragon et de Naples à sa fille Juana, et après elle, à son héritier Charles d'Autriche. La régence de Castille fut confiée au cardinal Ximenez; le gouvernement de l'Aragon à l'archevêque de Saragosse, fils naturel du roi, et très-aimé dans ce pays. A sa veuve, Germaine de Foix, qui était venue assister à ses derniers moments, mais qu'on écarta de son lit, il ne laissa que son douaire de 30,000 florins d'or, augmenté de 5,000 [1]; à son petit-fils Ferdinand, quelques villes dans le royaume de Naples, avec 50,000 ducats de revenu. Peu d'heures après avoir signé son testament, Fernando mourut, le 22 janvier 1516; il était âgé de soixante-quatre ans, et en avait régné quarante-un en Castille, et trente-sept en Aragon [2]. Ses restes furent déposés à côté de ceux d'Ysabel, sous un magnifique mausolée, dans la cathédrale de Grenade; ils y reposent encore, au sein de cette glorieuse conquête des *rois catholiques*. Les contemporains de Fernando ont été moins sévères envers lui que ne le sera la postérité [3]. Éblouis par l'éclat de ses talents, ils ont fermé les yeux sur ses vices, ou les ont imputés au

[1] La frivole princesse ne pouvait pas se résigner pour longtemps au veuvage; elle se remaria deux fois, la première au marquis de Brandebourg, et la seconde au duc de Calabre, prisonnier sur parole à la cour de Castille, et fils de l'ex-roi de Naples. « Elle était, dit Sandoval, animée contre elle de toute la haine d'un vrai Castillan, un peu boiteuse, et néanmoins, grande amie des fêtes et banquets, dont elle introduisit la mode à la cour de Castille. » (*Hist. del Emper. Carlos V*, t. I, p. 12.)

[2] Fernando, dans son long règne, avait vu quatre rois d'Angleterre, autant de France et de Naples, trois de Portugal, deux empereurs, et six papes. Il laissa après lui quatre fils naturels, et trois filles.

[3] Mariana, Blancas, Garibay, Gomez, le traitent avec la même faveur; enfin, il n'est pas jusqu'à l'italien Guicciardini, peu porté pour la maison d'Aragon, qui ne dise de lui : « Rè di eccellentissimo consiglio e virtù, « en el quale, se fosse stato constante nelle promesse, non potresti facil- « mente ripendere cosa alcuna. » (*Istor. lib.* XII, p. 273.)

siècle où il vivait. Le pieux Ferreras n'a que des louanges pour ce prince, qui dota l'Espagne du saint tribunal de l'Inquisition. Zurita, toujours porté à l'absoudre de tous ses torts, fait de lui ce singulier éloge que « l'Aragon le pleura, comme s'il lui devait, « non pas le maintien, mais le don même de toutes « ses franchises; il perdit en lui celui qu'avec raison « il pouvait appeler le dernier de ses rois; car après « lui, la gloire et la puissance de l'Aragon devaient « s'absorber dans celle de la Castille. »

Il est temps de dire enfin toute la vérité sur ce prince qui fut grand en effet, mais qui ne domina pas, comme Ysabel, son siècle d'assez haut pour échapper au contact de ses vices. Fernando est un vrai monarque du XVe siècle, formé à l'école de Louis XI et des hommes d'État italiens; sa seule loi, c'est l'intérêt, sa seule morale, c'est le succès; il est le *Prince* que Machiavel rêvait pour fonder l'indépendance et l'unité de l'Italie; et si celui-ci hésite pour trouver son modèle, c'est entre le roi d'Aragon et César Borgia. Ysabel eût été une grande reine dans tous les temps et dans tous les pays; Fernando a besoin, pour être appelé un grand roi, de n'être jugé en dehors ni de son pays, ni de son temps; car il tient de l'un son fanatisme, et de l'autre sa mauvaise foi. Quand Ysabel, cédant aux obsessions de ses confesseurs, signe à regret l'établissement de l'Inquisition et l'expulsion des Juifs, ses erreurs sont à la Castille, mais ses vertus ne sont qu'à elle. Celles même de Fernando sont son ouvrage; car tant que vit cette noble reine, il cède malgré lui à l'ascendant qu'elle exerce; sans valoir autant qu'elle, il vaut plus que lui-même! Mais quand elle a cessé de vivre, quand

ce souffle inspirateur qui animait Fernando s'est retiré de lui, comme il se hâte de désavouer, sur sa cendre à peine refroidie, la glorieuse politique qu'il a suivie trente ans avec elle! Quel empressement à remplacer par une frivole jeune femme la chaste et sérieuse reine, dont la Castille, moins ingrate que lui, garde encore la mémoire! Aussi le peuple espagnol, qui a eu de tout temps l'instinct des grandes choses, ne s'y est-il pas trompé : de ces deux noms, accouplés ensemble, un seul est resté populaire, et ce n'est pas celui de Fernando!

Nous avons été sévère avec le mari d'Ysabel; soyons juste aussi, et après la part du blâme faisons celle de l'éloge. Si Fernando ne fut pas un grand roi, car on n'est grand que par le cœur, ce fut du moins un monarque habile. Le bonheur qui couronna toutes ses entreprises ne peut être tout entier attribué à la fortune. Quelque part qu'il faille faire à Ysabel dans toutes les hautes pensées du règne, l'honneur de l'exécution revient tout entier à son époux, à ce bras aussi actif et aussi ferme qu'est inflexible la volonté qui le dirige. Cependant Machiavel, malgré sa prédilection pour le roi d'Aragon, laisse échapper une fois le fond de sa pensée, en attribuant [1] ses succès à la ruse et à la fortune plutôt qu'à une habileté supérieure. Quant au reproche de perfidie, Fernando l'a mérité sans doute, mais pas plus que tous les souverains de son temps : Louis XI, Henri VII, Alexandre et César Borgia, Maximilien, et jusqu'au bon Louis XII, émule maladroit de ses modèles italiens, et de son maître en fourberie, le roi d'Aragon [2].

[1] Lettres diverses, édit. de Milan, 1805, lettre 6.

[2] Machiavel, d'un seul coup de pinceau, caractérise ainsi Fernando

Le reproche d'avarice, adressé à Fernando, paraîtra moins fondé si l'on songe à la parcimonie des Cortès de l'Aragon, à la pauvreté de ses rois, et à l'épuisement du patrimoine royal en Castille. Peu de souverains, il faut le dire, ont accompli de plus grandes choses avec de plus faibles moyens; économe sans être avare, Fernando sut toujours consacrer aux besoins de l'État l'argent qu'il retranchait à ses plaisirs. A peine en mourant laissa-t-il de quoi subvenir aux frais de ses funérailles. C'en est assez pour réduire à leur juste valeur ces accusations d'avarice, si souvent prodiguées à faux; car les peuples pardonnent plus volontiers à un roi la prodigalité qui les ruine que l'économie qui les enrichit. Un reproche dont on aura plus de peine à laver le roi d'Aragon, est celui de sécheresse de cœur et d'insensibilité. Peu de souverains eussent osé payer d'une aussi lâche ingratitude les services d'un Christophe Colomb, d'un Cordova, d'un Navarro, d'un Ximenez; ajoutons-y cette noble reine, dont il récompensa l'affection par des infidélités, tant qu'elle vécut, et par l'oubli, dès qu'elle eut cessé de vivre.

Nous avons promis de louer Fernando, et une pente invincible nous ramène toujours à le blâmer. Disons cependant qu'il fut brave, de cette bravoure calme et maîtresse d'elle-même, qui voit le danger et le surmonte. Chaque fois que la politique ne vint pas fausser la droiture native de son caractère, il fut juste et même humain. Il n'aima pas le sang versé hors

d'Aragon et ses contemporains : « Un empereur (Maximilien) capricieux et « mobile; un roi de France (Louis XII), colère et poltron; un roi d'An- « gleterre (Henri VIII), riche, féroce et avide de gloire; un roi d'Espagne « rusé et avare; quant aux autres, je ne les connais pas. »

des champs de bataille ; il fut sobre, modéré dans ses goûts, et ennemi des plaisirs coûteux ; il donna au travail tout le temps que la guerre ne lui prenait pas. Toujours prêt à protéger les petits contre l'oppression des grands, il épargna à ses sujets, par sa rigide économie, des taxes oppressives, et finit par arracher aux préventions de la Castille l'estime qu'elle lui donna, à défaut d'affection.

L'éducation de ce prince avait été négligée : elle se borna aux exercices chevaleresques, qu'il cultiva avec un rare succès, et à la guerre, rude école où il fut de bonne heure formé. Plus souvent appelé à agir qu'à méditer, sa seule étude fut celle de l'histoire, étude féconde pour l'homme d'État et pour le général. Il possédait dans ses manières un charme secret qui lui gagnait tous les cœurs. Toujours maître de lui-même, jamais il ne laissait paraître sur son front les graves soucis qui le préoccupaient. Si une rigide observance de pratiques extérieures suffit pour attester la piété d'un prince, Fernando fut le plus pieux de tous les rois. Habile à couvrir ses desseins du voile de la religion, l'hypocrisie était pour ainsi dire le fond même de sa nature, et le vice placé chez lui à la racine de tous les autres. Jamais roi, ni par ses qualités, ni par ses défauts n'a moins représenté le peuple sur lequel il régnait. Il n'a rien, en effet, d'un monarque espagnol, ni la fierté du Castillan, ni la loyauté de l'Aragonais, ni l'opiniâtreté du Catalan. Politique subtil, ne recourant jamais à la force qu'après avoir essayé de la ruse, il appartient, comme son petit-fils Charles-Quint, à l'Italie bien plus qu'à l'Espagne. Ysabel, au contraire, est Castillane jusqu'à la moelle des os ; elle l'est par ses

grandes et héroïques qualités, elle l'est par son unique défaut, la superstition; elle est le type achevé de ce noble et malheureux peuple, sur qui Dieu s'est plu à entasser tous ses dons, courage, dévouement, loyauté, persévérance, mais en y joignant un seul vice, le fanatisme, qui les a tous annulés.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION SOUS LES ROIS CATHOLIQUES.

CONSEILS, COLONIES, AGRICULTURE, COMMERCE.

A bien des titres divers, le règne des *rois catholiques* mérite de faire date dans l'histoire de la Péninsule. Mais la création la plus neuve peut-être, et la plus originale de leur règne, c'est celle des *conseils*, forme nouvelle et permanente donnée par eux à l'esprit de gouvernement, appliqué pour la première fois aux affaires du pays. Jusqu'aux *rois catholiques*, à de rares exceptions près, la Castille, on peut le dire, n'a pas été gouvernée. Les grands ministres y ont fait défaut plus encore que les grands rois. L'esprit de conduite a manqué au pouvoir, comme aux peuples l'esprit de liberté. Tout l'effort du pays s'est tourné vers la croisade, et la guerre civile est l'unique diversion qui soit venue de temps en temps le reposer de la guerre sainte. Nous avons vu (t. V, p. 411), la profonde désorganisation où se trouvait la Castille à la mort de Enrique IV, et les admirables efforts d'Ysabel et de son époux pour ramener la vie dans ce corps social, qui se mourait à la fois d'excès

et d'impuissance. Nous avons passé en revue les réformes opérées par eux dans toutes les branches de l'administration, l'ordre introduit partout à la place du désordre, les ressources de l'État décuplées par le bon usage qu'il apprenait à en faire.

L'union de Fernando avec Ysabel, et de l'Aragon avec la Castille, et celle de l'archiduc Philippe avec la fille des *rois catholiques*, avaient changé les destinées de l'Espagne. Vingt ans avant que Charles ne fût empereur, la Castille avait cessé d'être une monarchie pour devenir un empire. On est effrayé quand on songe à la masse de pouvoirs qui, vers la fin du XVe siècle, se réunissait déjà dans les mains des *rois catholiques*, et qui devait s'accroître encore dans celles de leur petit-fils. Ainsi la Castille, l'Aragon, Valence, la Catalogne, Majorque, la Sardaigne, Naples, la Sicile, la Calabre, Grenade, Oran, les Canaries, enfin le Nouveau Monde tout entier, tels étaient, dans le contrat de mariage, les *apports* de Fernando et d'Ysabel; et la part de l'Aragon, il faut bien l'avouer, était plus belle que celle de la Castille. Ajoutez-y maintenant la dot de Philippe *le Beau*, l'archiduché d'Autriche, le duché de Bourgogne, les comtés de Brabant, Limbourg, Lorraine, Gueldres, Flandres, Artois et Tyrol, auxquels Fernando devait joindre encore la Navarre, Charles-Quint l'Empire, et Philippe II le Portugal. En face de ces prodigieux accroissements, le système qui régissait la monarchie devait changer comme ses limites. Le principe fécond de la division du travail, ignoré jusque-là, fut appliqué à la science du gouvernement. On sépara tout, pour tout ordonner. La grande idée d'unité, qui était au fond de tous les

actes des *rois catholiques*, se répartit, sans se perdre entre toutes les branches de l'administration, distinctes pour la première fois, mais régies par une pensée commune. Il y avait deux manières de gouverner l'Espagne, avec des conseils pour préparer les affaires, ou des ministres pour les faire. La dernière avait pu convenir à des rois fainéants, tels que les Juan II et les Enrique IV; la première était faite pour des monarques actifs, éclairés, jaloux de leur pouvoir, et qui voulaient tout voir, tout décider par eux-mêmes.

Avant le règne d'Ysabel, tous ces pouvoirs, réunis dans les mains de la couronne, trop souvent incapables d'en faire usage, étaient délégués par elle à un conseil, presque aussi ancien que la monarchie elle-même, et tour à tour instrument ou rival de la toute-puissance des favoris. C'était *le conseil royal de Castille*, appelé aussi *conseil privé*. Gouvernement, paix, guerre, justice, finances, religion, toutes les affaires, en un mot, se traitaient dans cette assemblée. Tous les ordres de l'État s'y trouvaient réunis. Des prélats, des nobles, des légistes (*letrados*) représentants actifs et éclairés de la bourgeoisie, y personnifiaient des intérêts trop divers pour n'être pas en lutte l'un avec l'autre. Le nombre des conseillers, et leur répartition entre ces diverses classes, avaient souvent varié; mais l'ascendant de la royauté, puissamment soutenu par les légistes, ses alliés naturels, tendait de plus en plus à prévaloir dans le conseil. C'est lui qui élaborait les lois que discutaient les Cortès, lui qui garantissait et limitait à la fois les droits de la couronne. L'élément démocratique, qui tend toujours à reparaître dans la constitution de la

Castille, sans pouvoir y dominer jamais, s'était fait jour jusqu'au sein du conseil de la monarchie ; et l'on a vu à plusieurs reprises, notamment sous la minorité de Fernando IV, en 1295, des députés des communes admis à l'honneur d'y siéger. Les longues minorités, fléau de la Castille, pendant les deux derniers siècles, avaient encore accru l'autorité de ce conseil. Administratif par son essence, il en était venu peu à peu à usurper et à restreindre tous les autres pouvoirs. Toutes les cours de justice du royaume s'inclinaient devant sa suprématie judiciaire. Le clergé, la noblesse, tout en obtenant pour quelques-uns de leurs membres le vain honneur d'y siéger, dans des séances d'apparat, voyaient l'expédition des affaires réservée à des conseillers spéciaux, les seuls qui fussent rétribués. Cependant, sous le règne aristocratique de Juan II, les ordres privilégiés, presque bannis des Cortès, parviennent en revanche à dominer dans le conseil : sur soixante conseillers, on n'y compte pas un seul plébéien. Mais bientôt, au milieu des désordres du règne de Enrique IV, les légistes réussissent à se frayer de nouveau l'entrée du conseil : huit d'entre eux sont appelés à y siéger de droit. Toutefois, le ressort de l'autorité, brisé dans les mains d'un monarque imbécile, ne pouvait agir avec vigueur au sein d'une assemblée composée d'éléments aussi discords. Comme toutes les institutions de la monarchie, le *conseil royal* avait besoin d'une entière refonte. Il restait debout néanmoins, et pouvait devenir au besoin un moyen de gouvernement, si le monarque était habile, une tutelle, s'il était mineur, un maître s'il était incapable.

Les *rois catholiques*, au début de leur règne, trou-

vant ce conseil établi, respecté, fort des traditions de gouvernement dont il avait seul le dépôt, songèrent à régulariser son action, et à la rendre utile, sans qu'elle fût menaçante pour la royauté. Dans ces Cortès de 1480, qui sont en quelque sorte les Cortès normales de la monarchie régénérée, ils arrêtèrent les bases de la réorganisation du conseil. Un titre tout entier des *Ordenanzas reales* (lib. II, tit. 3) est consacré à fixer ses attributions. Le nombre des membres est limité à un prélat, qui présidait d'ordinaire, à trois chevaliers et huit ou neuf légistes. Les séances devaient avoir lieu tous les jours dans le palais du roi. Comme cour de justice, sa juridiction, la plus haute de toutes, n'en était pas moins strictement limitée ; il devait renvoyer aux autres tribunaux toutes les causes qui n'étaient pas de son ressort. Enfin ses actes et décrets, sauf dans les cas spécialement réservés, avaient force de loi, même sans la signature royale. Pour rehausser encore son importance, les *rois catholiques* lui donnèrent pour président l'infant don Juan, leur fils, trop tôt enlevé à l'amour de la Castille. Enfin, pour mettre un terme aux continuels empiétements du *conseil royal* sur les autres tribunaux de l'État, on le soulagea d'une partie de ses devoirs judiciaires, en créant successivement deux *audiences* ou *chancelleries*, dont les juges furent tirés du sein même du conseil : l'une pour le nord, à Valladolid ; l'autre pour le sud, à Ciudad-Real, fut transférée à Grenade, après la conquête.

Mais les attributions du *conseil royal* s'étendant chaque jour avec les limites de la monarchie, il fallut en détacher peu à peu certains départements, et centraliser leur action dans autant de conseils nou-

veaux. Ce qui demeura au *conseil royal*, ce fut la suprême juridiction en tout ce qui touche au gouvernement et à la justice, « sans exception ni privilége aucun, pour chose, ni pour personne ». De lui ressortaient la promulgation des lois, la création des offices, les peines corporelles ou matérielles, jusques et y comprise la peine capitale. Les rois assistaient deux fois par semaine aux séances du conseil; mais Ysabel se contenta d'une fois, et choisit le vendredi, son jour favori, celui, comme elle aimait à le répéter elle-même, « où elle savait qu'elle était reine de Castille. » — « Ce conseil, dit un ancien publiciste espagnol [1], a été et sera toujours le bras droit de la couronne, dont il est l'immédiat et suprême représentant. C'est lui qui conserve l'État en paix, qui force chacun à se soumettre aux lois, et courbe sous le même niveau les grands et les petits. Enfin, composé des hommes les plus éminents de l'État en science et en dignité, c'est lui qui fournit aux souverains, comme une pépinière féconde, des hommes d'État, des vice-rois et des ambassadeurs. »

L'origine du *conseil de la suprême* ou de l'Inquisition remonte à 1478 : « Ses fonctions sacrées, dit le même publiciste, procèdent de deux autorités, du Saint-Siége et de la couronne; les causes qui le firent établir furent des plus urgentes; la forme dans

[1] Riol, *informe*, *Semanario erudito*, t. III, p. 115. Cet *informe* est un rapport, commandé à l'auteur par Philippe V, en 1726, sur l'organisation des divers tribunaux et conseils ecclésiastiques et civils, qui existaient sous les *rois catholiques*, et sur les archives de chacun de ces conseils. Ce curieux document, à la fois obscur et prolixe, comme tous les documents officiels de l'Espagne, est encore le seul qui jette quelque jour sur cette difficile question. Mais il faut le contrôler et le compléter à la fois, en le comparant avec les *Ordenanzas reales* de Castille et des Indes.

laquelle il s'exécuta fut merveilleuse ; les règles établies pour l'expédition des affaires, admirables; l'utilité qu'il produisit à la religion, à la couronne et au pays, indicible..... » Nous avons assez parlé du saint tribunal pour n'avoir pas à y revenir ; mais cet éloge naïf résume l'opinion à peu près unanime de tous les historiens espagnols sur cette glorieuse création des *rois catholiques*. Notons seulement parmi les priviléges accordés à ce tribunal, qu'il n'y avait pas d'appel à Rome de ses sentences.

Le *conseil d'Aragon*, fondé par Fernando *le Catholique*, en 1494, était pour ce pays ce que le *conseil royal* était pour la Castille. Justice, gouvernement, finances, guerre, marine, tous y aboutissait. On en appelait à lui de tous les tribunaux inférieurs du royaume, ceux de Valence exceptés. Il se composait d'un président, d'un vice-chancelier, d'un trésorier général, et de six conseillers ou *régents*, deux pour l'Aragon, deux pour la Catalogne, deux pour Valence. Sauf les dignités de vice-roi et d'archevêque, tous les emplois, ecclésiastiques ou civils, devaient être donnés à des sujets aragonais, valenciens ou catalans, à l'exclusion des Castillans ; le conseil veillait avec un zèle infatigable au maintien de cette clause vitale des franchises de l'Aragon. Mais le pouvoir central, il faut le dire, supportait impatiemment cette limite fixée à ses prétentions, chaque jour plus hautaines ; et l'existence de ce conseil, le soin jaloux avec lequel il défendait la constitution et les *fueros* du pays, ne furent pas une des moindres causes de la suppression de ces *fueros*, et de l'incorporation de l'Aragon dans la monarchie castillane.

Nous ne parlerons ici que pour mémoire du *con-*

seil d'Italie, fondé sous le règne suivant, et qui ne fut longtemps qu'une annexe du *conseil d'Aragon*. Ce conseil, qui réunissait l'ecclésiastique au civil, était un des plus chargés. Les relations avec la cour de Rome auraient suffi à elles seules pour former un département tout entier. Nous nous contenterons aussi de mentionner le *conseil d'État* et celui de *la guerre*, formés tous deux dans des temps postérieurs aux *rois catholiques*, et qui ne semblent avoir été que des démembrements du conseil royal.

Le *conseil des Indes*, dont nous avons vu le germe dans la *Casa de contratacion*, établie à Séville par les *rois catholiques*, fut fondé en 1511, par Fernando. Mais nous traiterons de ce conseil avec plus de détail sous le règne de Charles-Quint, qui fixa, en 1524, son organisation définitive. L'extension toujours croissante des colonies de la Castille, donna bientôt au conseil qui les régissait une immense importance. Il se composait, dans l'origine, d'un président, dix auditeurs, un fiscal et deux secrétaires[1].

Enfin, un conseil d'une haute importance était celui de la *hacienda* ou *des finances*. Dans l'ancienne monarchie, la surintendance des revenus de la couronne appartenait au *mayordomo mayor*, ou grand maître de la maison royale. Mais la pénurie des finances et le désordre qui régnait dans leur administration forcèrent les rois catholiques à mettre enfin un terme à ces honteuses dilapidations. Par un

[1] Riol, *informe*, p. 159. Solorzano, *Politica indiana*, p. 893, affirme que ce conseil ne fut fondé qu'en 1524, et que, jusque-là, les affaires qui concernaient les Indes étaient soumises au *conseil royal*. Mais le fait est certainement faux, comme le prouve le décret d'Alcalá de 1503, dont nous parlerons un peu plus loin, en traitant des colonies espagnoles.

décret daté de 1478, ils déléguèrent quatre membres de leur conseil privé pour porter enfin un ordre et un contrôle sévères dans cette branche vitale de l'administration. Les services rendus par le *conseil des finances*, dès son origine, furent immenses : c'est lui qui mit fin à la plaie des traitants, ou fermiers juifs, qui se faisaient affermer les impôts, et arrachaient au pays, pressuré par eux, une somme double au moins de celle qu'ils versaient dans les coffres de l'État. La quotité, la perception des impôts furent dès lors assises sur des bases fixes ; le pays sut à quoi s'en tenir sur ses ressources et sur ses revenus ; comme il arrive en pareil cas, le peuple paya moins, et la couronne perçut davantage, grâce à l'ordre admirable qui s'établit dans le maniement des deniers de l'État. Telle fut l'origine du *conseil des finances*, modifié si souvent depuis lors, mais dont les bases ont été établies par les *rois catholiques*. Les membres de ce conseil, appelés *contadores mayores*, et fort peu nombreux d'ordinaire, étaient pris parmi les personnages les plus distingués du royaume; mais leurs attributions, loin de s'étendre, devinrent peu à peu purement honorifiques; et sous le règne de Philippe II, on les voit restreindre chaque jour par l'ombrageuse politique de ce monarque.

Nous ne dirons qu'un mot du *conseil des ordres militaires*, fondé en 1489 par les *rois catholiques*, le jour où ils obtinrent du Saint-Siége le droit d'administrer les maîtrises des trois ordres de Santiago, Calatrava et Alcantara. Il se composait de chevaliers profès de chacun de ces ordres, assistés de quelques légistes pour expédier les affaires judiciaires.

Le *conseil de la Cruzada* tire son origine de la

bulle de ce nom accordée à Enrique IV par le pape Calixte III, vers 1455, et qui concédait à ce prince certaines dispenses et droits lucratifs, dont le produit était destiné à la guerre sainte. Les *rois catholiques*, à qui le Saint-Siége n'avait rien à refuser, à cause de la fermeté même qu'ils opposaient à ses empiétements, obtinrent de Sixte IV, en 1478, de régulariser ce droit, et d'y joindre la dîme des revenus de l'Église. Les immenses revenus que la couronne tirait de cette bulle peuvent être appréciés par un seul fait : le tribut volontaire offert par l'Espagne pour la construction de Saint-Pierre de Rome, sur les produits de cette bulle, chaque année où s'en renouvelait la concession, s'éleva, en une seule fois, à cent mille écus d'or. Ce n'est toutefois qu'en 1534, vu l'importance toujours croissante des revenus de la *Cruzada*, que fut érigé ce conseil, destiné à les administrer.

Nous avons passé en revue, au moins dans ses principaux ressorts, cette machine compliquée et savante, d'où date l'action régulière de la monarchie espagnole. Jusqu'à l'institution des conseils, la Castille n'avait su rien fonder, pas plus la liberté que le pouvoir ; mais la constitution que le pays n'avait pas su se donner, la royauté, mieux inspirée, se la donne à elle-même ; servie par les circonstances, par l'esprit du siècle, et par deux générations de grands rois, elle fonde, sur les débris du système féodal et du système représentatif qui s'écroulent à la fois, l'édifice plus durable du pouvoir absolu. L'œuvre, commencée par les *rois catholiques*, sur la base du droit et de l'adhésion populaire, est continuée sur une plus vaste échelle par la dynastie autrichienne,

qui se croit assez forte pour se passer de la sanction du pays. L'ère des grandes entreprises va s'ouvrir avec Charles-Quint; mais le petit-fils, à coup sûr, n'eût pas tant osé, si son aïeul ne lui eût légué, avec toutes ses couronnes, ce formidable instrument de pouvoir, que Charles perfectionna, sans doute, mais qu'il n'a pas la gloire d'avoir créé [1].

ADMINISTRATION COLONIALE.

Nous avons vu l'état où les *rois catholiques* trouvèrent la Castille en montant sur le trône; nous allons voir celui où ils la laissèrent à leur mort. Ce n'est plus au point de vue politique, c'est au point de vue matériel qu'il faut nous placer pour étudier la situation de ce pays, que l'incurie de ses souverains a laissé pendant tant de siècles en arrière du reste

[1] J'aurais voulu m'étendre davantage sur cette curieuse organisation des *conseils*, pivot du gouvernement intérieur de l'Espagne; mais les historiens de ce pays semblent n'en avoir pas compris toute l'importance; car les sources, sur ce point, sont aussi rares qu'incomplètes. L'Essai de Riol, dans la vaste collection du *Semanario*, est encore la plus riche; mais, avec la prolixité espagnole, il a souvent embrouillé le sujet au lieu de l'éclaircir. Sempere, *Hist. des Cortès*, contient quelques détails utiles, mais beaucoup trop succincts, et ses assertions contredisent souvent celles de Riol. Marina, *Teoria de las Cortès*, t. II, ch. 27, 28 et 29, s'étend fort au long sur le conseil royal; mais il s'arrête par malheur au règne des *rois catholiques*. Enfin on regrette que le savant Prescott, qui a jeté tant de lumière sur ce règne, ne se soit pas étendu davantage sur ce sujet obscur, que la pénurie des sources l'a sans doute empêché d'approfondir avec sa lucidité habituelle. J'aurai, du reste, occasion de revenir sur les *conseils* dans le règne de Charles-Quint.

de l'Europe. Mais en économie politique, tout se tient : nous ne pouvons bien juger des erreurs qui ont perdu le commerce et l'industrie dans la Péninsule, si nous les isolons des erreurs plus graves qui ont ruiné ses colonies. Le système de restrictions et de monopole, auquel l'Espagne dut en même temps sa richesse et sa ruine, demande à être jugé dans son ensemble ; on n'en ferait pas justice assez sévère, si on ne l'étudiait que par un de ses côtés. Commençons donc par exposer le régime colonial de la Castille, puisque les vices de ce régime sont la source première de tant de misères et de tant de fautes, si cruellement expiées.

Colomb venait de mourir, dans un état de gêne voisin de l'indigence ; et déjà, même avant la mort de leur fondateur, les colonies espagnoles commençaient à donner des résultats que lui seul avait prévus : déjà elles versaient sur les marchés de l'Espagne leurs métaux précieux, leurs denrées plus précieuses encore. Mais la richesse d'une colonie, dans ces siècles d'ignorance, ne s'estimait que par l'or qu'elle rendait : l'Espagne, dédaignant tous les autres produits de la terre pour ne lui demander que de l'or, allait bientôt tarir, dans son imprévoyance, la source même où elle puisait ; elle allait changer en déserts ces îles bienheureuses, que Dieu tenait en réserve pour subvenir, dans leur inépuisable fécondité, à notre vieux monde, fatigué de produire. Dès la fin du règne d'Ysabel, on voit se dessiner ce système colonial, plus aveugle encore que cruel, qui devait, dans l'espace d'un demi-siècle, s'étendre à la fois sur les deux continents de l'Amérique, et ruiner les colonies pour appauvrir la métropole. Ce système,

il importe donc de l'étudier à son point de départ, dans les Antilles, pour le suivre plus tard au Mexique et au Pérou, avec les hardis conquérants qui iront y planter les drapeaux de la Castille; et nous retrouverons déjà, au berceau même de la conquête, toutes les erreurs économiques qui ont annulé, dans les mains de l'Espagne, les dons les plus splendides que la Providence ait jamais faits à un peuple.

Nous avons dit les constants efforts d'Ysabel, jusque sur son lit de mort, pour adoucir le sort de ses sujets d'outre-mer. Mais avec cette pieuse reine, l'ange gardien qui veillait sur les pauvres Indiens, semble s'être retiré de ce monde. Fernando n'avait vu longtemps dans cette conquête que ce qu'elle lui coûtait; il n'y voit plus maintenant que ce qu'elle lui rapporte. Chaque année, les mines d'Hispaniola envoient en tribut à la Castille un demi-million d'onces d'or (42 millions de francs). Les pêcheries de perles de Para, les bois de teinture, le seul des produits du sol que l'avidité espagnole n'ait pas dédaigné, augmentent encore ces immenses résultats. Le Pactole, si près de sa source, coule déjà à longs flots; l'Europe, enfiévrée de ces récits de conquête, où la vérité même a l'air d'une fable, jette un œil de convoitise jalouse sur cet *Eldorado*, qu'elle s'accuse de n'avoir pas deviné, et sur l'Espagne qui l'a découvert.

Maintenant, à quel prix tous ces trésors ont-ils été achetés? Au prix d'un système d'extermination de la race indigène, plus dévastateur et plus odieux cent fois que les guerres les plus sanglantes. L'Espagne détruit, dans son aveuglement, l'instrument même sans lequel l'or cesse d'être à portée de

sa main. On a prétendu, et Las Casas lui-même le répète, pour absoudre un pouvoir qu'il ne voulait pas accuser; on a prétendu que Fernando n'avait jamais connu toutes ces horreurs; qu'entouré de conseillers, qui avaient intérêt à les lui cacher, on écartait de ses yeux tous ces tristes détails, et qu'il touchait les trésors des Indes sans savoir ce qu'ils coûtaient aux malheureux Indiens. Mais, peut-on croire à cette ignorance chez un prince aussi actif, aussi soupçonneux, qui voulait tout voir, tout savoir par lui-même? Les éloquentes réclamations de Las Casas, et de quelques moines dominicains, ses associés dans cette sainte œuvre, n'appelaient-elles pas sans cesse l'attention du monarque sur le sort de ses sujets américains? Eh bien, tout ce qu'obtiennent de lui ces efforts de la charité chrétienne, c'est de soumettre la question des *repartimientos* à un conseil de légistes et de théologiens. Là, les mêmes dominicains, qui ont allumé dans la Péninsule les bûchers de l'Inquisition, plaident de l'autre côté des mers la cause de l'humanité. Enfin, après de longs débats, le conseil arrête les points suivants: « Les Européens sont incapables de résister à un travail soutenu dans ces brûlants climats, il faut donc les remplacer par des natifs; ceux-ci, en leur double qualité de sauvages et d'infidèles, rebelles à l'obéissance qu'ils doivent à leurs *rois catholiques*, peuvent être soumis à un travail forcé; enfin le plus sûr moyen de sauver leurs âmes est d'assujétir leurs corps, et l'esclavage est la voie la plus directe pour arriver à leur conversion. »

Dès lors, Fernando, toujours d'accord avec ses casuistes pour absoudre toute iniquité profitable,

adopta sans hésitation l'odieux système des *repartimientos*. Ajoutons, pour être juste, qu'en acceptant le principe, il fit tout ce qui était en son pouvoir pour en adoucir l'application. Reconnaissons avec Herrera [1], avec Heeren [2], qu'aucun gouvernement n'a fait autant que celui de la Castille pour atténuer les vices d'un système qu'on n'avait d'ailleurs nulle envie de détruire. Mais en voulant la fin, on ne voulait pas toujours les moyens : la législation octroyée par les monarques espagnols à leurs colonies des Indes offre un contraste étrange avec la politique d'extermination suivie par leurs agents. « Cette législation, dit Robertson [3], n'offre aucune trace du système cruel de destruction qu'on attribue à l'Espagne. Les mesures prises pour régler et rémunérer le travail des natifs sont sages et bien entendues ; en somme, il n'est pas un code de lois où se montre plus de sollicitude pour la sûreté et le bonheur des peuples. » Mais malgré les efforts de Navarrete [4] pour absoudre les souverains de la Castille des cruautés de leurs agents, tout homme de bonne foi reconnaîtra que la faute ne pèse pas toute sur les sujets, et que les rois en ont aussi leur part. Leurs persistants efforts pour corriger des abus qu'il fallait extirper, prouvent à la fois la grandeur du mal, et l'impuissance du remède. Si d'autres peuples colonisateurs ont maltraité les indigènes, ils ne l'ont pas fait avec cette cruauté réfléchie qui caractérise le système colo-

[1] Herrera, *Indias occidentales*, déc. 2, lib. 2, cap. 3.

[2] « Aucun gouvernement n'a fait autant pour les indigènes de ses colonies que celui de l'Espagne. » (Heeren, *Hist. moderne*, t. I, p. 77.)

[3] Robertson, *Hist. d'Amérique*, liv. VIII.

[4] Voyage de Colomb, Introd., p. 244.

nial de la Castille. En guerre, la plupart du temps, avec des populations belliqueuses, ils n'ont pas rencontré, comme les Espagnols, une race douce, civilisable, tendant les mains aux fers qu'on lui apporte, et mourant comme l'agneau, sans résistance et sans murmure. Il y a là, quoi qu'on fasse pour la laver, une tache indélébile qui restera sur l'Espagne. Mais le plus triste, c'est que ses colonies, même émancipées de son joug, sont encore punies de l'avoir porté trop longtemps: devenues libres à leurs risques et périls, avant d'être mûres pour la liberté, il ne leur manque plus, maintenant qu'elles la possèdent, que d'apprendre à en faire usage.

Le testament d'Ysabel, en attribuant à son époux la moitié des revenus des Indes, semble avoir révélé à Fernando l'importance de sa nouvelle conquête. Le succès des nombreux voyages d'aventure, entrepris par des particuliers depuis la *licence générale*, octroyée en 1495, fut aussi pour la couronne une incitation nouvelle : le gouvernement ne voulut pas rester en arrière des efforts, souvent heureux, de l'intérêt privé. Le premier soin de Fernando fut de réunir à sa cour une sorte de *conseil d'amirauté;* il y appela les hommes les plus éminents dans la science navale, Pinzon, l'indocile compagnon de Colomb, Juan Diaz de Solis, et Americo Vespucci, grand homme de hasard, qui déroba à celui qui avait découvert l'Amérique l'honneur de lui donner son nom. C'est ce conseil qui traçait les plans des expéditions, qui rédigeait les cartes et les instructions des navigateurs; enfin c'est lui qui arrêta les bases du système colonial que nous allons analyser.

Et d'abord, l'émigration dans les colonies fut

encouragée par les concessions les plus libérales. Ni Fernando, ni ses conseillers ne soupçonnèrent même le danger d'ouvrir à l'émigration une voie aussi large, dans un pays où, depuis le temps des Arabes, les bras ont toujours manqué à la terre, et jamais la terre aux bras. Quiconque voulait passer à Hispaniola y était transporté aux frais de l'État, et doté en débarquant d'autant de terre qu'il s'engageait à en cultiver pendant quatre ans. On fournissait aux colons les grains et les provisions de toutes sortes, et chaque plantation nouvelle était libre de toute taxe ; l'or excepté, on pouvait librement importer et exporter toute espèce de denrée. Des ingénieurs, des employés, des artisans de toute classe étaient entretenus dans la colonie, aux frais de l'État. Sur les points les plus importants de la côte, des villes furent fondées : leurs libertés municipales furent assises sur ces solides et larges bases qui ont assuré la prospérité des communes de la Castille, et survécu même à la chute de ses libertés politiques.

Mais à côté de ces mesures vraiment libérales, s'en glissèrent d'autres, empreintes de l'esprit d'exclusion qui caractérise à la fois le temps et le pays. Ainsi, la couronne se réservait droit absolu de propriété sur toutes les mines de métaux ou de pierres précieuses que l'on viendrait à découvrir. Les particuliers étaient admis à les exploiter ; mais les deux tiers de tous les produits devaient être mis de côté pour le trésor, taxe exorbitante, à peine tolérable dans les premiers temps de la conquête, et qu'il fallut remplacer plus tard par un impôt du cinquième. Quiconque n'était pas catholique et sujet castillan, ne pouvait mettre le pied dans les colonies. Et ce n'était

pas sur Hispaniola seule que s'étendait ce redoutable monopole; l'Océan, avec tout ce qu'il enfermait, à l'ouest des Açores, était devenu la propriété des rois de Castille. Tous les vaisseaux armés pour des explorations maritimes devaient à la couronne un dixième de leur chargement, et les deux tiers de l'or et des pierres précieuses. Et cependant, malgré toutes ces restrictions, tel était pour les Castillans l'attrait de ces aventureux voyages, que de tous les ports de l'Andalousie partirent bientôt de petites flottes, montées par ces hardis aventuriers qui allaient étonner le monde de leur audace et de leurs cruautés. Mais à mesure que l'intérêt privé devenait plus hardi, et que le succès couronnait ses efforts, le gouvernement se montrait plus jaloux de ces immenses profits qu'il se lassait de partager. De là cette tendance au monopole, de plus en plus sensible dans le système colonial de la Castille, et qui devait finir, comme tous les monopoles, par tarir cette source, si riche qu'elle semblait ne pouvoir être épuisée.

Nous avons déjà parlé du centre de direction établi à Séville pour toutes les colonies de l'Espagne, y compris celles des Canaries et de la côte nord de l'Afrique. L'institution fut complétée, en 1503, par un décret royal daté d'Alcalá. Ce décret concentrait toute l'autorité dans les mains d'un comité suprême, composé de trois fonctionnaires, un trésorier, un facteur et un contrôleur, qui devaient se réunir chaque jour. Ce comité, investi de tous les pouvoirs de la couronne, avait droit de contrôle sur tout ce qui se rapportait aux colonies, sur les flottes qu'on y envoyait, sur les revenus qu'on en tirait, sur les

actes de l'administration coloniale. Il présidait à l'armement et au départ des expéditions privées, à l'inspection des passagers, aux licences à accorder, et prélevait sur les profits la part de la couronne. Deux légistes y étaient adjoints, pour aider le comité dans les questions judiciaires, qui étaient aussi de son ressort. Ce comité fut probablement l'origine du *conseil des Indes*, établi en 1511 par Fernando, et qui prit sous Charles-Quint de si vastes développements. Ainsi l'intérêt privé devenait l'exception, et l'intérêt de la couronne était la règle. Entreprises maritimes, mines, colonisation, commerce, industrie, tout tendait à se concentrer dans les mains de ce comité, c'est-à-dire de l'État, qui, pliant sous le faix de ses priviléges, défendait aux particuliers de tenter ce que lui-même ne pouvait pas faire. Séville, centre unique de l'expédition et du retour de toutes les flottes des Indes, allait devenir le seul marché où le commerce du vieux monde viendrait chercher les produits du nouveau. Mais la vie, en affluant ainsi sur un séul point, abandonnait peu à peu tous les autres. L'Andalousie seule, et Cadix, l'avant-port de Séville, profitaient de la découverte de l'Amérique; et la Corogne, Carthagène, Almeria, tous les ports du royaume, sans parler de Barcelone et de Valence, étaient frustrés de leur part légitime d'activité et de profits.

Ce n'est pas tout : à côté du monopole temporel, la couronne prétendit aussi au monopole spirituel, et chose plus étrange, elle l'obtint du pouvoir même le plus intéressé à le lui disputer. Alexandre VI n'avait rien à refuser au prince aragonais, dont les armes et la politique dominaient déjà en Italie : par

une bulle datée de 1501, il accorda aux *rois catholiques* le droit exclusif de lever dans leurs colonies de l'ouest les dîmes de l'Église, qui venait à peine d'y être fondée. Jules II, défenseur énergique pourtant des droits du Saint-Siége, alla plus loin encore : en 1508, il concéda à Fernando la faculté de conférer tous les bénéfices vacants, et ne réserva à la cour de Rome que le droit d'approuver les nominations. La couronne de Castille se trouva ainsi, dans ses possessions d'outre-mer, armée d'une autorité religieuse sans limites, comme son autorité civile : elle y disposait de toutes les charges, de tous les revenus de l'Église ; Fernando, pape séculier, tenait en bride la papauté par ses armées d'Italie ; et tout en gardant envers elle les dehors du plus profond respect, il la dépouillait à genoux de toute autorité dans ce monde nouveau, concédé par elle à l'Espagne, avant même qu'il fût découvert.

La part de la couronne une fois faite, et le monopole organisé, Fernando lâcha enfin la bride à l'esprit d'entreprise que, dans ce siècle d'aventure, tant d'entraves ne suffisaient pas pour décourager. L'intérêt privé, excité chaque jour par de nouvelles découvertes, lutta dès lors avec l'État d'activité et d'audace. Les limites du monde nouveau, à peine entrevu par l'infortuné Colomb, semblaient se reculer chaque jour. L'Océan tout entier, et les deux continents, dans cette longue série de côtes, qui s'étend de la Floride au Brésil, furent bientôt explorés par les flottes de la Castille. Dès 1500, tout le groupe des Antilles, avec la mer qui les baigne, avaient été parcourus en tous sens, jusque dans les profondeurs du golfe du Mexique. Un hardi marin, nommé

Lepe, avait reconnu toute la côte nord du Brésil, et y avait fait flotter, longtemps avant Cabral et les Portugais, les étendards de la Castille. En 1512, Ponce de Léon découvrit la Floride; mais le vieil aventurier qui, sur la foi d'une tradition fabuleuse, allait y chercher la fontaine de Jouvence [1], n'y trouva qu'un tombeau. La même année, Juan Diaz de Solis, chargé par Fernando de la circumnavigation du continent sud de l'Amérique, visita tout ce riche littoral jusqu'au Rio de la Plata, et périt dans une rencontre avec les sauvages. Enfin, en 1513, Vasco Nuñez de Balboa, abordant à l'isthme de Darien, osa s'enfoncer, avec une poignée d'hommes, dans les profondeurs inconnues de ces forêts vierges. Après avoir franchi, à travers des fatigues inouïes, la chaîne des Cordillères, il aperçut le premier la mer Pacifique, et révéla au monde étonné l'erreur de Colomb, mort dans la conviction opiniâtre qu'il avait découvert le continent Indien. Ainsi, ce grand homme, à peine au tombeau, était déjà dépassé par d'autres plus heureux, mais non pas plus hardis; l'Amérique n'était plus qu'une étape de la route des Indes, allongée de quelques milliers de lieues. Enfin, dès 1515, Magellan, rival heureux de Gama, doublant un autre Cap des Tempêtes, réalisait le rêve de Colomb, et trouvait les Indes par le Ponant, comme Gama par le Levant; les Castillans, maîtres des Philippines, après avoir parcouru les trois quarts de la circonférence terrestre, se rencontraient avec les Portugais dans ces îles aux épices, objet d'une convoitise presque aussi ardente que celle de l'or. L'empire fondé par

[1] Voir, pour la vie romanesque de Ponce de Léon, Quintana, *Vidas de Españoles celebres*, t. II, p. 82.

Colomb allait se heurter, à l'autre bout du globe, avec celui d'Albuquerque.

Nous étudierons bientôt les conséquences matérielles de ces prodigieuses conquêtes sur la prospérité de l'Espagne; mais ce qu'il importe de noter avant tout, c'est la profonde révolution qu'elles opérèrent dans le caractère castillan. Dieu ne fait pas impunément aux hommes de pareils présents; en buvant à la coupe des prospérités, les peuples s'enivrent aussi bien que les rois, et tous ont à rendre à Dieu le même compte, quand ils abusent de ses dons. Nous avons vu dans la guerre sainte les beaux côtés du caractère espagnol, la foi, le courage, la persistance; dans la conquête de l'Amérique, nous verrons l'abus de ces mêmes qualités, poussées jusqu'au point où elles deviennent des vices ou des crimes. Grenade une fois conquise, l'esprit d'aventure, qui a remplacé l'esprit de conquête, pousse vers ce monde nouveau tout ce qui se trouve mal à l'aise dans l'ancien. L'ardeur militante, qui avait fait la croisade contre les infidèles, ne s'éteint pas dans les âmes, mais elle y change d'objet; cette puissance de dévouement, ce désintéressement sublime, qui sont le propre des guerres religieuses, font place à des mobiles plus humains. On risque sa vie pour de l'or, comme on la risquait naguère pour son Dieu; l'héroïsme reste, mais le dévouement disparaît. Et comme il faut que chaque peuple imprime sur toutes ses œuvres le sceau de son génie, le fanatisme, qui sommeille parfois, mais qui ne meurt pas dans des cœurs castillans, d'une spéculation sait faire encore une croisade : la guerre sainte, close à Grenade, se rouvre à Hispaniola. Les passions mauvaises, une fois éveillées,

emprunteut aux bonnes un voile pour les déguiser; on mêle, par une alliance sacrilége, le christianisme et l'esclavage, la propagande et l'extermination; les néophytes, ensevelis tout vivans dans les mines, y meurent par millions, avant d'avoir eu le temps de devenir chrétiens; mais on se console de leur perte en les remplaçant par d'autres, et en plantant une croix sur leurs tombeaux!

Nous avons reconnu nous-même les saintes exagérations du zèle de Las Casas [1]. Pour l'honneur de la Castille, nous voulons croire que tout n'est pas vrai dans son livre; mais tout n'y est pas faux non plus. On n'invente pas de pareilles atrocités, on y ajoute tout au plus, sous l'impression d'horreur qu'elles excitent; la fiction même, en pareil cas, dépasse la vérité, mais ne la fausse pas. Las Casas a pu se tromper dans ses appréciations, il a pu broder sur ce fond déjà trop riche, mais il a vu, de ses propres yeux, la plupart des faits qu'il raconte; son cœur d'homme et de chrétien s'est soulevé, à l'aspect de cet odieux système de dépopulation, poursuivi par tous les moyens contre la race la plus douce et la plus civilisable du nouveau continent. Il exagère, sans doute; mais a-t-il inventé ces dogues, nourris de chair humaine, et lâchés dans les immenses forêts de l'île, pour y dépister les Indiens fugitifs, et les déchirer à belles dents? A-t-il inventé ces mines d'Hispaniola, où cette race amollie, pour qui le travail seul était un châtiment, trouvait, comme l'esclave de l'antiquité, sa prison, en attendant son tombeau? où l'Indien, séparé de sa famille, qu'on lui laissait

[1] Voir aux Pièces justificatives, nº 4.

à peine voir quelques heures dans le mois, usait sous le fouet un dernier reste de vie, sans pouvoir mourir même comme il vivait autrefois, à l'air et au soleil? A-t-il inventé ces entraves de bois où l'on engageait la tête des captifs; prison mobile qu'il leur fallait traîner avec eux, comme le font encore les nègres en Guinée; et où, pour se débarrasser plus vite de l'esclave fatigué qui pliait sous le faix, on séparait avec le fer la tête, qui tombait d'un côté, et le corps qui s'affaissait de l'autre? A-t-il inventé ces pêcheries de perles, où le plongeur, à bout de ses forces, tendait tout haletant sa perle à l'impitoyable Espagnol, qui le forçait, à coups de rame, à rentrer dans son tombeau, sans lui laisser le temps d'emplir d'air ses poumons épuisés? Et ces villages entiers livrés aux flammes avec tous leurs habitants! Et ces supplices raffinés, infligés aux Caciques indiens, quand ils n'avaient plus d'or à livrer à leurs bourreaux! Nous l'avons dit déjà : huit siècles de guerre religieuse ne passent pas impunément sur un peuple. La croisade, l'inquisition, l'expulsion des Juifs et des Maures, l'extermination des Indiens, l'extirpation de l'hérésie par le fer et par le feu, tout cela n'est, pour le Castillan, que le développement continu d'une seule et même pensée. Le dévouement religieux a enfanté toutes ses vertus, mais le fanatisme est toujours au fond, à la racine de tous ses vices. C'est Dieu qu'il a servi en émancipant l'Espagne du joug des Maures, c'est encore Dieu qu'il croit servir en envoyant les apostats au bûcher, et en exterminant les Indiens infidèles.

Veut-on des chiffres, maintenant, à l'appui de toutes ces assertions? Nous n'admettrons pas sans

réserves celui de Las Casas [1], qui estime à douze millions d'âmes le nombre des Indiens que la conquête, dans un espace de trente-huit ans, a fait disparaître de la surface du Nouveau Monde; mais une lettre de Colomb [2] nous apprend qu'en 1504, peu de temps après la mort d'Ysabel, les six septièmes de la population native d'Hispaniola avaient déjà disparu. Suivant Herrera [3], plus modéré que Las Casas dans ses évaluations, la même population était descendue en moins de vingt-cinq ans d'un million d'âmes à quatorze mille. Sans doute ce n'est pas le fer, dans la plupart des cas, qui a consommé cette effroyable boucherie; mais le travail des mines, sous le fouet du commandeur, avec une nourriture insuffisante, avec le manque d'air et les privations de toutes sortes, était, pour cette race énervée, un moyen d'extermination plus sûr et plus rapide. Les Indiens, parqués comme du bétail humain, par troupeaux de mille à douze cents, étaient répartis entre les grands propriétaires de l'île; ceux-ci, résidant le plus souvent à la cour, y recevaient l'or de leurs mines sans savoir à quel prix il était acheté. Le plus humble habitant, l'artisan, le colon le plus pauvre, avait aussi son lot d'esclaves, comme son lot d'outils ou de semences. Ces hommes grossiers et durs, appelés tout d'un coup à disposer sans contrôle d'êtres semblables à eux, livrés à leur merci, en abusaient sans pitié et sans frein, pas même celui de l'intérêt, qui porte le laboureur à ménager ses instruments de travail; car l'instrument, à peine usé, était remplacé par un

[1] OEuvres, édit. Llorente, t. I, p. 187.
[2] Las Casas, édit. Llorente, t. I, p. 409 et seq.
[3] *Indias occidentales, dec. 1, lib. 10, cap. 12.*

autre. La guerre, la chasse aux natifs avec des chiens courants, comblaient sans cesse les vides laissés par le travail; les Indiens, même soumis, n'étaient pas plus épargnés que les rebelles. Faut-il s'étonner qu'une race ainsi opprimée ait si vite disparu du sol? La cupidité de ses maîtres, à défaut de la pitié, ne leur a pas même appris à la ménager; car le jour où le travail indigène est venu à manquer, le nègre a remplacé l'Indien; un esclavage a continué, et plus tard vengé l'autre.

Nous avons exposé les bases du système colonial, tel qu'il a été fondé par Fernando *le Catholique*, et continué par ses successeurs, pour ne plus s'arrêter qu'avec la ruine complète de l'Espagne et de ses colonies. Nous avons signalé, dans ces premières fautes, le germe de tous les malheurs qu'elles devaient amener à leur suite. Nous allons suivre maintenant dans toutes les branches de l'activité nationale le développement fatal d'une seule et même erreur, le monopole, substitué au libre essor de l'intérêt privé. En voyant ainsi l'abus remplacer l'usage, et la ruine découler des sources mêmes de la prospérité, nous en tirerons du moins une utile leçon : c'est que la richesse d'un pays n'est pas dans l'or ou dans la terre qu'il possède, mais dans l'emploi qu'il en sait faire.

AGRICULTURE, NAVIGATION, COMMERCE.

Nous dirons peu de chose de la situation agricole de la Castille, généralement prospère sous les *rois catholiques;* mais cette prospérité même, il importe de ne pas se l'exagérer. L'âge d'or de l'agriculture en Espagne, quoi qu'on en ait dit, n'a jamais existé que sous les Maures. Si l'on compare la Castille *sous les rois catholiques*, avec ce qu'elle fut sous les Arabes, le déclin est incontestable; comparée au contraire avec la Castille moderne, dans sa misère et sa stérilité actuelles, on s'étonne des progrès qu'elle a faits depuis lors vers sa ruine. Les étrangers qui l'ont visitée à cette époque s'accordent à vanter la fertilité de son sol, ses riches moissons, ses vergers plus riches encore. Eh bien, que reste-t-il aujourd'hui, au nord de la *Sierra Morena*, de ces *vegas*, naguère si renommées? Quelques étroits fonds de vallée, où un cours d'eau, souvent tari, entretient une maigre végétation qui se flétrit en été; quelques moissons, mûries à la hâte sous ce soleil brûlant, et qui égayent, deux mois à peine, l'aride nudité de ces plateaux qui s'étendent à perte de vue, sans un arbre ni une maison. Mais de rares oasis de verdure, semés de loin en loin sur un désert poudreux, donnent-ils la moindre idée de cette culture continue qui, du temps des Maures, se déroulait comme un immense tapis vert sur tout le midi et le centre de la Péninsule? Sans doute, du temps d'Ysabel, le désert avait déjà

envahi bien des portions naguère cultivées; la guerre de Grenade avait dénudé les flancs des Alpujarras, où sa trace est encore écrite; et là où la guerre n'avait pas passé, les troupeaux voyageurs [1] remplaçaient la *tala*, et continuaient l'œuvre de dévastation. Mais, dans ce désert fait de main d'homme, les oasis, si rares aujourd'hui, étaient autrefois beaucoup plus nombreux ; ces plateaux désolés qui s'étendent de Madrid à Tolède, et où l'on compte à peine quelques rares villages, étaient alors un véritable jardin, où sur un sol fertile pullulait une population aussi riche que lui.

Toutefois, au milieu des exagérations des économistes modernes, qui veulent faire du règne d'Ysabel un second âge d'or de l'agriculture espagnole, on voit percer çà et là une réalité moins flatteuse. Les disettes trop fréquentes, les variations continuelles du prix des denrées accusent l'insuffisance de la culture, et les erreurs des lois qui croient la protéger. Le déclin n'est pas encore venu, mais on pressent son approche ; le progrès a commencé avec le XVIe siècle, il ne durera pas même autant que lui. L'Espagne, qui a eu tant de siècles de croissance, n'en a qu'un de virilité ; son agonie commence avec le XVIIe, et dure depuis lors, sans qu'on puisse dire si elle aura pour terme la mort ou la résurrection.

Le commerce et la navigation, partout unis par des liens si étroits, doivent l'être surtout dans un pays que la mer baigne presque de tous les côtés. Si l'Espagne les a laissés déchoir, c'est l'homme qui a manqué à la nature, et non la nature qui a manqué

[1] Voir t. Ier, p. 20, ma description de la *mesta*.

à l'homme. Un des titres de gloire des *rois catholiques*, ce sont les nombreux décrets rendus par eux pour encourager le commerce national. C'est à eux que la Castille a dû de posséder, longtemps avant l'Angleterre, son *acte de navigation :* un décret royal, daté de l'an 1500, défend de fréter, dans ses ports, un navire étranger, si ce n'est à défaut de navires indigènes. Une foule d'ordonnances, dictées par le même esprit, ont pour but d'interdire aux étrangers tout trafic intérieur, et de développer la marine de la Castille, naissante comme son industrie. Aussi, au début du XVIe siècle, le nombre de ses navires marchands monte-t-il déjà à un millier. Une marine militaire non moins puissante protége son commerce, et couvre les deux mers comme d'un pont flottant, pour joindre à la Péninsule ses États de Barbarie et des Pays-Bas.

La soie, la laine, perfectionnées dès le XIV[e] siècle par l'introduction des belles races de l'Angleterre; les chevaux andaloux, ou *genets*, améliorés par le croisement avec la race arabe; enfin, les vins, les fruits et les denrées de toutes sortes, qui abondent sur ce sol, tels étaient, sous Ysabel, les principaux objets d'exportation de la Castille. Son trafic extérieur prenait chaque jour plus d'extension : ses consuls peuplaient les ports de l'Océan, de la Méditerranée et de la Baltique. Le commerce européen, détourné de ses voies par la circumnavigation de l'Afrique et la découverte d'un nouvel hémisphère, tendait à se diriger vers la Péninsule, seule à portée de le recevoir; les Espagnols et les Portugais, successeurs de Venise, de la Hanse et des Pays-Bas, allaient

L'économie politique, on le sait, est une création toute moderne; la science est née d'hier à peine, et l'erreur a déjà des siècles de date. Le système restrictif, que chacun bat en brèche aujourd'hui, règne depuis le moyen âge en Europe, et son règne, tout contesté qu'il soit, n'est pas encore près de finir. Si la vérité commence à se faire jour dans la théorie, elle est, hélas! encore bien loin de la pratique. Il serait donc injuste de reprocher à l'Espagne du xve siècle des erreurs, qui sont celles de tous les États contemporains, et que le xixe siècle lui-même continue, tout en les blâmant. Les vices de ces lois restrictives qui coupent l'arbre au pied, comme le sauvage, pour en manger le fruit, éclatent en Espagne, dès le règne de Charles-Quint; mais le mal date de plus haut. L'ignorance des vrais principes de l'économie politique était générale à cette époque sur tout le continent. D'ailleurs, la découverte de l'Amérique avait jeté dans tous les esprits une perturbation profonde. Les conquêtes de Colomb, étendues par ses successeurs sur une plus large échelle, ouvraient devant la Castille un avenir sans limites. Qu'avait-elle à faire pour profiter d'une position, unique dans les annales du monde? Son rôle était tout tracé : civiliser, après avoir conquis; s'assurer le monopole du commerce de ses nouveaux États, pour le rendre également fructueux à la métropole et à ses colonies; échanger avec leur or et leurs denrées les produits de la civilisation, et leur en enseigner le besoin; enfin, importer sur ce sol privilégié toutes les cultures des climats tempérés, et inonder tous les marchés européens des produits de l'Amérique, soit naturels, soit manufacturés, sans

avoir à redouter pour eux de concurrence de ce côté de l'Océan.

Voilà ce que la Castille avait à faire ; voyons maintenant ce qu'elle a fait : comme dans les mines d'or découvertes de nos jours, on dédaigna les richesses inépuisables que la nature avait semées sur la surface de cette terre promise, pour fouiller dans ses entrailles ; on y enfouit des populations entières, descendues vivantes dans le tombeau. On inonda l'Espagne d'or et d'argent, sans songer à ouvrir au dehors un débouché à ce Pactole, qui la noyait au lieu de l'enrichir. On se berça de la vaine idée d'alimenter exclusivement l'industrie de l'ancien monde avec l'or du nouveau; on parqua cet or dans la Péninsule, sans lui permettre d'en sortir, comme si, au lieu d'être le signe de la richesse, il eût été la richesse elle-même. On renouvela les vieilles lois, toujours mal obéies, qui, dès le XIV[e] siècle, défendaient l'exportation de l'or et de l'argent; lois moins dangereuses à une époque où la Castille produisant peu, et exportant encore moins, pouvait craindre de voir tarir la circulation monétaire du royaume. On ne soupçonna pas même un instant que la découverte du Nouveau Monde, et les flots d'or que ses mines versaient sur la Castille, avaient changé tous ses rapports avec les autres peuples, et que sous peine d'en être inondée, il fallait qu'elle détournât au dehors ce flot qui montait toujours sans pouvoir s'écouler.

Mais le châtiment suivit de près la faute : l'or et l'argent affluant sans cesse en Castille, y perdirent nécessairement de leur valeur, à mesure qu'ils devenaient plus communs. Les denrées, la main-d'œuvre

renchérissant en proportion inverse, arrivèrent peu à peu à des prix exorbitants. Le travail et ses produits devinrent toujours plus rares, à mesure que se répandait le goût du bien-être, de l'oisiveté et des fortunes rapides, conséquences nécessaires du travail des mines. L'Espagne s'appauvrit littéralement de tout ce qu'elle gagnait; et comme le roi de la fable grecque, elle mourut bientôt de faim au milieu de ses stériles trésors.

A cette pléthore métallique, il y avait encore un remède: c'était, après avoir reçu l'or et l'argent en lingots, de les renvoyer à l'Europe travaillés sous toutes les formes. Maîtresse exclusive de la matière première, l'Espagne devait se réserver sur tous les marchés européens le monopole des métaux précieux, prohiber l'exportation de l'or et de l'argent en barres, et cumuler le profit sur la façon avec le profit sur la matière. Ajoutez-y la vente de ces riches denrées que l'Amérique seule pouvait alors produire, telles que le sucre, le cacao, le café, le coton; ajoutez le mouvement commercial et maritime qu'eût entraîné cet échange des produits des deux continents, et vous aurez une faible idée de l'avenir de richesse réservé à ce pays favorisé du ciel. Le prix de la main-d'œuvre, trop élevé au début, se fût nivelé bientôt avec celui des autres nations; puisant à une source commune de richesse, celles-ci auraient vu augmenter chez elles la valeur vénale des denrées, avec le signe qui les représente. L'industrie espagnole, stimulée par la nécessité de suffire à une exportation toujours croissante, eût opéré ces prodiges que nous voyons de nos jours; la concurrence eût ramené peu à peu le bon marché que

l'abondance des métaux précieux tendait à détruire; et l'Espagne eût dominé l'Europe par son commerce, comme elle l'a dominé un siècle entier par la politique.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? Juste le contraire de ce qu'il y avait à faire : loin de favoriser l'exportation de l'or et de l'argent hors de la Péninsule, l'Espagne a fait comme les avares : de peur de manquer de cet or dont elle regorgeait, elle l'a immobilisé dans ses mains. Les *rois catholiques* eux-mêmes, aux Cortès de 1480, se sont faits complices de cette erreur. Il faut le leur pardonner, c'était pour eux un héritage de leurs aïeux. Mais une fois l'Amérique découverte, il fallait répudier toutes ces vieilles maximes, bonnes tout au plus pour une époque d'isolement comme le moyen âge; il fallait ouvrir la Péninsule aux métaux précieux, et en laisser la sortie libre aussi bien que l'entrée. On arrêta le cours du torrent au lieu de le régulariser; faut-il s'étonner si, passant par dessus ses digues, il n'a laissé après lui que des ruines? L'or et l'argent n'étant plus en Castille, comme la laine, le cuir ou la soie, qu'une matière première surabondante, il fallait assurer, après leur consommation au dedans, leur écoulement au dehors. Or, il semble que le gouvernement ait pris à tâche d'agir constamment au rebours des intérêts du pays : pour entraver la consommation, il fait des lois somptuaires, et des lois fiscales pour gêner l'exportation. Accuserons-nous Ysabel de ces erreurs, qui lui sont communes avec tous ses contemporains? Non, sans doute! elle croyait de bonne foi, comme tout le monde à cette époque, que la vraie, la seule richesse d'une nation consistait dans

l'or qu'elle possédait; la masse en diminuait-elle, il y avait perte; augmentait-elle, il y avait bénéfice. Personne alors n'avait la moindre idée de cette balance du commerce, qui se solde en définitive, non par le chiffre des valeurs monétaires en circulation, mais par l'excédant des produits indigènes, écoulés hors du pays, sur ceux que l'on emprunte à l'industrie étrangère.

Ces lois restrictives, mauvaises de tout temps, étaient devenues ruineuses depuis la grande découverte de Christophe Colomb. Or il arriva d'elles ce qu'il arrive de toute mauvaise loi; ne pouvant les détruire, on les éluda. Il y a chez les peuples, comme chez tous les êtres animés, un instinct de conservation qui agit même à leur insu, et les sauve malgré eux. Pendant que les Cortès, frappées du mal, sans en deviner ni la cause ni le remède, signalaient les funestes résultats de ces mêmes lois, dont elles réclamaient le maintien, l'or qu'on voulait emprisonner dans cette impasse de la Péninsule, transsudait pour ainsi dire, et s'en échappait par tous les pores. La contrebande rétablissait l'équilibre que les lois tendaient à détruire. Les prix des denrées et de la main-d'œuvre, sans baisser en Espagne, montaient peu à peu à l'étranger. « Nos économistes se trompent, dit « avec raison Clémencin (p. 278), en attribuant la « richesse de l'Espagne, au XVIe siècle, à son industrie et à son agriculture; elle n'est due qu'à son « commerce de métaux, bien que clandestin, avec « les autres nations. Mais la tenace opposition des « gouvernements espagnols à ce commerce finit par « le ruiner, et l'Espagne mourut d'*une apoplexie* « *d'argent*. »

Toutefois, sous les *rois catholiques*, le mal n'est encore qu'à son début : l'Amérique est à peine découverte, le continent à peine reconnu ; l'œil même le plus clairvoyant ne peut pas entrevoir les immenses résultats des conquêtes de Cortez et de Pizarre, et la révolution monétaire qui en sera la suite. Le noble cœur d'Ysabel ne songe qu'à civiliser, et non à exploiter l'Amérique ; elle y encourage, par une protection éclairée, les cultures indigènes, la vraie richesse de ce sol que tout le monde dédaigne de cultiver ; en retour de son or et de ses denrées, elle le dote de nos végétaux les plus précieux, du riz, des céréales, de la vigne, de l'olivier, du lin, de la soie, des oiseaux domestiques, des animaux les plus utiles. Mais à peine cette grande reine a-t-elle cessé d'exister, qu'on se hâte d'abandonner la voie tracée par elle. De tous les produits du Nouveau Monde, un seul est apprécié, l'or, et l'on foule aux pieds tous les autres. On dirait que l'Espagne se nourrit d'or, qu'elle s'en vêtit, que l'or suffit à sa vie tout entière ! Agriculture, industrie, commerce, l'or pour elle a tout remplacé ! Cette soif de s'enrichir, qui met en jeu toutes les passions de l'homme, et souille même les plus nobles de son alliage, altère profondément le génie national. Le caractère castillan, jadis si généreux, se dégrade et s'endurcit à la fois : une inexorable cupidité en devient le trait dominant. Le fanatisme, qui en fait le fond, se combine avec l'avarice, et se résout en une cruauté froide, systématique, qui tient à la fois de l'aventurier et du sectaire. Animée d'une soif de prosélytisme égale à sa soif de conquête, on ne sait de quoi l'Espagne est le plus avide, de l'or des Indiens ou de leur conversion, et si elle les exter-

mine pour s'enrichir, ou pour prévenir leur apostasie.

Ainsi, on le voit, toujours une grande pensée se mêle même aux erreurs d'Ysabel. Ses fautes n'ont rien qui lui soit personnel, tandis que le bien qu'elle fait lui appartient en propre. Mais nous n'en dirons pas autant de son époux, ni surtout de son petit-fils. Ce règne de Charles-Quint, si brillant au dehors, est au dedans ruineux pour la Péninsule; sous cet éclat éphémère, on voit se développer les germes de ruine qu'un faux système financier devait fatalement faire éclore. Les prémisses ont été posées sous Ysabel, et longtemps avant elle; les conclusions sont tirées sous Charles-Quint, avec une logique impitoyable qui ne recule devant aucun excès. Du reste le gouvernement, même quand il se trompe, a pour excuse l'opinion publique qui l'absout de toutes ses erreurs, et le pousse en avant, loin de le retenir. On ne nous citera pas une faute du monarque qui ne soit justifiée d'avance par les pétitions de ses Cortès, plus aveugles cent fois que le pouvoir qu'elles égarent. On croit rêver en lisant ces pétitions qui dénotent l'absence des plus vulgaires notions du sens commun, et l'ignorance des principes fondamentaux de la prospérité d'un État.

L'abondance excessive de l'or et de l'argent, qui allaient baisser, en moins d'un siècle, des quatre cinquièmes de leur valeur, avait peu à peu jeté la langueur et la ruine dans toutes les branches de l'activité nationale. Cependant, malgré les lois imprudentes qui fermaient la sortie de l'Espagne à l'or qui l'étouffait, le monopole du commerce des colonies eût encore pu soutenir cette industrie défaillante, en

maintenant la main-d'œuvre au taux fabuleux où elle était montée : eh bien, le croirait-on? On applique aux produits des manufactures castillanes l'absurde raisonnement qu'on a déjà appliqué à l'or de l'Amérique : de peur de manquer de ces produits, on défend leur exportation dans les colonies. On ne soupçonne pas même un instant cette vérité, triviale à force d'être claire, que tout ce qui se produit dans un pays, au delà des nécessités de la consommation, n'est plus une richesse, mais une ruine, si un large système d'exportation ne déverse pas au dehors ce trop plein de l'industrie. On veut continuer à tirer de l'Amérique son or et ses denrées, sans lui rien donner en échange. Et ici ce n'est pas le gouvernement que nous accusons, ce sont les Cortès, assemblée d'élite, qui aurait dû renfermer dans son sein la somme de l'expérience et des lumières du pays. Ecoutez celles de Valladolid, en 1518 : « Le prix des denrées et des objets manufacturés de la Castille augmente tous les jours, disent-elles ; à ce mal il n'y a qu'une cause, c'est l'envoi des marchandises aux Indes ; il n'y a qu'un remède, c'est la défense d'en exporter. » Le gouvernement, il est vrai, a encore assez de bon sens pour ne pas céder à cette folle requête ; mais ce qu'il refuse de faire directement, il le fait par des voies détournées. Ce n'était pas assez d'avoir affecté à un seul port dans toute l'Espagne, à Séville, le monopole du trafic avec les Indes ; il restreint les envois et les retours à des époques fixes, marquées pour le départ des galions ; il entoure de mille entraves ce commerce, que la nature n'avait fait riche qu'à condition qu'on le laissât libre. Et quand le mal, longtemps couvé, éclate à la fin ; quand la ruine

des manufactures nationales a enfin dessillé tous les yeux ; quand Séville a vu ses cent mille métiers remplacés par vingt mille, quand Ségovie a vu se fondre ses innombrables troupeaux, quand Burgos, Valladolid, Léon, Médina del Campo, ont vu tarir toutes les sources de leur prospérité, alors on veut remédier au mal, mais il est trop tard ! l'Amérique est vengée : elle a ruiné l'Espagne, pour la punir de l'avoir dépeuplée !

On pourrait à toute force pardonner à la Castille ses bévues économiques en tout ce qui touche aux colonies. Là, tout est nouveau, inconnu, gigantesque; ce flot d'or qui coule à pleins bords de l'Amérique vers l'Espagne a ébloui tous les yeux, faussé tous les calculs ; nul n'est plus de sang-froid, pas même les plus sages, quand il s'agit des mines d'or et de leurs fabuleux produits. Mais que dira-t-on, en retrouvant sur le continent de la Castille, et pour des questions de commerce intérieur, toutes les erreurs, toutes les fausses mesures qui devaient frapper de mort son commerce avec ses colonies. Que penser de l'aveuglement de ces Cortès qui, à chacune de leurs sessions, de 1518 à 1548, frappées de la cherté toujours croissante des grains et des viandes, demandent à grands cris qu'on défende de les exporter ? que penser du gouvernement qui le leur accorde, sans soupçonner un instant la vraie cause de cette cherté, cause toujours la même, l'abondance de l'or, et les entraves qu'on met à sa sortie. Ysabel, il faut bien l'avouer, avait préparé les fautes du règne suivant, en établissant, sur la fin du sien, une taxe des grains, mesure funeste, grosse de tous les maux dont le pays devait gémir plus tard. Mais du moins, sous

cette grande reine, la restriction ne fut jamais qu'une exception, et la liberté demeura la règle. Or, c'est l'inverse qui a lieu sous le règne de son petit-fils. Ainsi, Ysabel avait ouvert l'Aragon aux troupeaux voyageurs qui changent de pâturages avec les saisons; Charles-Quint, au contraire, prohibe l'exportation des bestiaux en Navarre et en Aragon, et élève un mur de séparation entre les diverses parties de son empire. Ainsi le siècle a rétrogradé; le progrès du temps n'a pas amené celui des esprits. Tout est ignorance, tout est aveuglement dans les conseils de la nation. Les vérités les plus simples ne parviennent pas à se faire jour; on veut absolument que certains objets, et les plus usuels, restent à bas prix, quand tous augmentent; on ne veut pas comprendre que c'est surtout dans les années de pénurie que le commerce des grains a besoin de liberté, pour niveler, par la circulation, le taux de cette précieuse denrée.

En économie politique, une erreur en engendre une autre. Le principe fatal de la prohibition une fois posé, il faut l'étendre successivement à tous les produits du sol et de l'industrie. Celle-ci a beau vouloir s'émanciper, on la traite perpétuellement en mineure; on resserre encore ses liens, au moment où elle grandit, et demande à marcher. Dans l'Espagne du XVIe siècle, nous retrouvons la plaie de notre civilisation moderne, cette manie de tout réglementer, qui entrave à chaque pas l'essor de l'activité commerciale. Le gouvernement du César espagnol, si habile au dehors, semble au dedans frappé de cécité et de folie. L'aïeule, en 1491, avait prescrit aux marchands étrangers, qui importaient des den-

rées en Castille, de prendre leurs retours en marchandises du pays; le petit-fils ordonne aux nationaux, qui exportent des laines de Castille, de prendre en retour des marchandises étrangères. Mieux encore: il permet, par un décret daté de Bruxelles, en 1549, l'entrée en Castille des draps de Belgique, et y interdit la fabrication des draps fins; car Charles-Quint, monarque cosmopolite, ne peut favoriser les intérêts d'un de ses peuples sans nuire à ceux d'un autre; s'il a une patrie, ce sont les Pays-Bas, où il est né, et qu'il aime, autant qu'un si grand homme d'État peut aimer quelque chose. Mais ce décret insensé, sait-on qui l'a provoqué? Ce sont les Cortès de Valladolid, en sollicitant à mains jointes, dans leur aveuglement, la ruine de l'industrie nationale. Enfin, la pragmatique de Madrid de 1552, année fatale où le système prohibitif est arrivé à son apogée, vient achever ce suicide de l'industrie castillane, en défendant l'exportation des tissus de laine en même temps que de la matière première. C'est là le coup de mort porté à cette production, naguère si active, et qui depuis longtemps, sous la tutèle inintelligente de l'État, ne faisait plus que languir.

Comme ces malades qui s'habituent peu à peu aux poisons les plus violents, la Castille, rassasiée de prohibitions, redouble chaque jour la dose de ce remède qui la tue. Le vrai remède, le seul auquel on ne songe pas, c'est la liberté, qui, en ouvrant à la production de nouveaux marchés à l'étranger, eût amené, par la concurrence, la baisse des prix et l'abondance tout ensemble. Du reste, le siècle tout entier se débat comme la Castille contre les mêmes entraînements, contre les mêmes erreurs. La hausse des

prix, sensible en Espagne dès le début du XVIe siècle, se répand de là peu à peu sur le reste du continent. Pour expliquer cette hausse, on cherche tous les motifs, sauf le vrai, l'affluence toujours croissante des métaux précieux. Mais on veut concilier deux choses inconciliables, l'abondance de l'or et de l'argent, et le bon marché des denrées. De là ces tâtonnements, ces essais maladroits des législateurs qui, partis d'un principe faux, la haine de la liberté, l'appliquent à tort et à travers, sans le rendre plus vrai. L'État se fatigue à tout faire, à tout prévoir, et ne veut pas laisser faire. La guerre déclarée à l'exportation se poursuit avec un acharnement sans exemple. Ainsi la belle race des chevaux andaloux faisait, au début du XVIe siècle, l'orgueil de la Péninsule et l'un de ses plus riches produits. Sur cet article, comme sur celui des laines, aucun des peuples voisins ne pouvait lutter avec elle. Déjà les vieilles lois de la Castille, dès le XIVe siècle, punissaient de mort quiconque faisait sortir des chevaux de la Péninsule. Ysabel confirme ces lois absurdes; elle croit de bonne foi encourager la production, en lui fermant tout débouché au dehors. Mais il est des nécessités commerciales plus fortes que toutes les lois. Tous les peuples voisins, qui envient à l'Espagne cette précieuse race, veulent en avoir à tout prix. Pour les chevaux comme pour les grains et les bestiaux, la contrebande rétablit le niveau que les lois avaient détruit. L'Europe, pendant les grandes guerres de 1520 à 1530, est inondée de chevaux andaloux. Charles-Quint a beau confirmer la prohibition d'Ysabel, l'intérêt parle plus haut que les lois, et les plaintes du parlement accusent leur heureuse im-

puissance. Parfois cependant, quelques Cortès plus éclairées, comme celles de Valladolid, en 1555, protestent contre cette prohibition funeste. Le pouvoir, tiraillé des deux côtés, ne sait plus auquel entendre; il finit par faire ce que d'autres eussent fait à sa place, il confirme les lois prohibitives; car un abus est toujours plus facile à maintenir qu'à corriger. Cette mine si productive se tarit peu à peu; les éleveurs, découragés, renoncent à produire une denrée qui n'a plus d'issue; et ainsi disparaît peu à peu cette noble race, qui n'existe plus que de nom, et dont les produits, même dégénérés, sont si rares dans la Péninsule.

Nous n'avons pas, comme Clémencin, la patience de suivre une à une, dans toutes les branches de l'industrie castillane, l'histoire des mêmes erreurs, toutes punies du même châtiment. Qu'il suffise de savoir qu'il n'est pas, sur ce sol fécond, un seul produit de la nature ou de l'art que n'aient atteint ces lois funestes. Tout est sacrifié au désir insensé d'abaisser les prix; l'on ne voit pas qu'au bon marché forcé succède nécessairement la disette; que l'abondance des denrées crée seule un bon marché réel; qu'enfin l'introduction des produits étrangers n'amène qu'une abondance stérile, qui tue la production nationale, et ruine un pays au lieu de l'enrichir.

Ce que nous venons de dire des laines, des grains, des bestiaux, nous pouvons le dire également des pêcheries de la Galice, du fer, des aciers et des soies de Tolède; enfin, de tous les produits si variés du sol ou de l'industrie de la Castille. Ce qui étonne surtout, c'est l'ignorance et l'aveuglement des esprits, dans un siècle de réveil pour l'intelligence humaine;

c'est l'inépuisable esprit d'invention de l'autorité pour assurer par ses décrets la ruine de l'industrie qu'elle veut protéger. On dirait qu'elle a pris à tâche de soulever toutes les classes de la société les unes contre les autres, l'agriculteur contre le marchand, le marchand contre le consommateur. Chaque classe, chaque industrie ne vit plus que du tort qu'elle fait aux autres, au lieu de prospérer toutes dans une liberté commune. Enfin, le droit de propriété lui-même a cessé d'être respecté par un gouvernement qui a pris la société en tutelle, et lui conteste jusqu'à la faculté d'exister par elle-même. Les pétitions des Cortès nous révèlent tout l'arbitraire et toute la tyrannie du système qui régissait le commerce des colonies. Dans les moments de pénurie, et ils étaient fréquents sous le règne de Charles-Quint, le pouvoir ne se fait aucun scrupule de saisir l'or que les particuliers envoient à Séville sur ses galions, et de les indemniser par des pensions (*juras*) sur les revenus du roi. Ainsi, le capital enlevé à l'industrie ou à l'agriculture est remplacé par un usufruit, toujours précaire ; le droit sacré de propriété est foulé aux pieds comme tous les autres. Aux réclamations des Cortès, l'Empereur répond que « il ne l'a fait que sous l'empire d'une pressante « nécessité, et que, *sans le retour de cette nécessité*, il « ne recommencera pas. »

La liberté du commerce intérieur n'est pas plus respectée que celle du commerce extérieur. La société étant constituée en état de guerre, chaque peuple est en lutte d'intérêt avec les autres peuples, chaque province avec la province voisine, chaque ville avec la ville la plus rapprochée. Les ingénieuses

inventions du pouvoir, pour tuer l'exportation au dehors, s'appliquent à la circulation au dedans. Les lois anciennes, en proscrivant la sortie des grains, laissaient libre le trafic intérieur; on finit par l'interdire aussi en 1551. On va jusqu'à défendre, comme usuraire, la circulation des lettres de change, et à la frapper des peines réservées à l'usure. Le gouvernement semble avoir pris à tâche de favoriser les étrangers aux dépens des nationaux, et de réserver aux premiers tous les bénéfices du change. Les notions les plus élémentaires du crédit, la valeur vénale du temps, la légitimité de l'escompte, tout cela est méconnu : le commerce, *protégé* comme l'agriculture, comme l'industrie, finit, comme elles, par languir et s'éteindre. On s'efforce de supprimer tout intermédiaire entre la production et la consommation; et l'on ne s'aperçoit pas qu'ôter cet intermédiaire, c'est tout simplement anéantir le commerce, qui se place de lui-même entre le produit réalisé et le besoin à satisfaire. A la suite des prohibitions vient le monopole. Dans chaque ville où se produit la laine, on attribue le privilége de la vente à deux ou trois personnes, qui doivent revendre aux fabricants, à un prix fixé d'avance. Toutes les entraves, toutes les servitudes pèsent à la fois sur le commerce. Aussi, le résultat ne se fait pas attendre : lassé de lutter contre tant d'obstacles, le producteur découragé renonce à produire; le consommateur se déshabitue de consommer; et c'est ainsi qu'une nation civilisée, reculant en arrière, en vient, comme les peuples primitifs, à se passer des produits de l'industrie, ou à se faire, pour les obtenir, tributaire de l'étranger.

Et pourtant les intentions du pouvoir étaient

bonnes, si ses lois étaient mauvaises! Mais un prince ne peut nuire à ses sujets sans se nuire à lui-même; les restrictions, mises par Charles-Quint à la liberté du commerce, diminuent les produits de l'*alcabalá*, ou droit sur les mutations de biens et les ventes, le plus clair des revenus de la couronne. De là l'augmentation toujours croissante des *servicios* ou impôts extraordinaires, expédients financiers qu'il eût fallu réserver pour les cas d'urgence, sans en faire pour le pays une charge permanente. De là, cette pénurie d'argent qui entrave si souvent les vastes projets de l'Empereur, et qui étonne dans le maître de la moitié de l'Europe et des trésors du Nouveau Monde! Philippe II, héritier des embarras et des erreurs de son père, sans l'être de son bonheur, s'engage de plus en plus dans cette voie funeste. Son système est à peu près celui de Charles-Quint : intervention perpétuelle de l'autorité dans toutes les questions où la liberté seule devrait être de mise; manie de tout réglementer, jusqu'aux caprices ou aux instincts de l'intérêt privé; parti pris de fermer les yeux à toutes les leçons de l'expérience, et au spectacle même de la ruine de l'industrie, résultat nécessaire de cette protection du pouvoir, plus fatale cent fois que son indifférence.

Résumons en peu de mots cette lamentable histoire. D'autres peuples sont déchus, comme l'Espagne, d'un faîte non moins élevé de prospérité; mais aucun ne s'est fait, comme elle, l'instrument de sa propre ruine; aucun n'a pris à tâche de tarir lui-même une à une toutes les sources de son opulence. Nous venons de passer en revue les erreurs économiques de tous ses gouvernements, y compris même celui d'Ysabel; ajoutons-y les erreurs politiques,

l'extension indéfinie de la main morte (*amortizacion*), qui fait passer dans les mains improductives du clergé le cinquième de la propriété du royaume [1]; celle des majorats [2] qui vont bientôt couvrir l'Espagne de terres substituées, et immobiliser la propriété dans les mains de la noblesse, comme elle l'est déjà dans celles du clergé; les dilapidations des ministres flamands; les longues guerres de Charles-Quint au dehors, pour des intérêts qui ne touchent pas l'Espagne; l'émigration en Amérique, qui enlève chaque année la portion la plus active de la population, sans que ce sol dévorant, où se fondent à la fois indigènes et Européens, rende à l'Espagne un seul habitant en retour des milliers qu'il lui enlève. Enfin, une plaie plus fatale encore que l'émigration, c'est la haine du travail, compagne et châtiment nécessaire de l'esclavage; haine insensée, que le christianisme avait détruite, en sanctifiant le travail des mains, si méprisé de l'antiquité, et que la conquête de l'Amérique enseigne de nouveau à la Castille; c'est ce dédain stupide du Castillan pour toutes les professions laborieuses, qu'il flétrit du nom de « offices vils et bas » (*oficios viles y baxos*) [3], tandis que

[1] « A la fin du XVIIe siècle, dit M. Weiss, dans son savant ouvrage sur l'*Espagne depuis Philippe II*, t. II, p. 85, l'Église possédait, dans les vingt-deux provinces du royaume de Castille, douze millions d'arpents de terre, et les laïques soixante et un. Les revenus du clergé, en 1817, s'élevaient encore à 150 millions de francs.

[2] Ibid, p. 88. Je reviendrai plus tard sur ce sujet.

[3] Voyez les lois de Philippe II, *passim*, et le ton de profond dédain avec lequel elles parlent des métiers les plus utiles. Ainsi un noble ruiné peut se faire domestique, mais il ne peut se faire artisan, ni même se livrer à aucune espèce de commerce, sans se déshonorer; car, suivant le dicton populaire, *dans la domesticité la noblesse sommeille, mais dans le commerce, elle périt.* « J'ai vu souvent en Catalogne, dit Capmany (*Memorias sobre el Comercio*, t. I, part. III, p. 40) des villages où les

l'oisiveté cupide et hautaine est seule tenue en honneur. Ce que l'Inquisition a fait dans l'ordre moral pour flétrir ce noble caractère castillan, et détruire en lui l'instinct des grandes choses, la soif de l'or l'a fait dans l'ordre matériel : si l'une a dégradé l'Espagne, l'autre l'a ruinée, et des deux résultats, ce n'est pas le dernier qui est le plus funeste.

Ysabel avait trouvé la Castille arriérée, appauvrie, au dernier rang des États européens; elle la laisse riche, civilisée, puissante. Mais dans ce règne initiateur, qui renferme en lui l'avenir de la Péninsule, le germe du mal est déposé, comme dans toutes les choses humaines, à côté des germes du bien. Les fautes s'héritent comme la gloire, et un faux système économique ne tarde pas à détruire ce que la politique avait fondé. La Providence se lasse de tout faire pour un pays qui ne sait qu'abuser de ses dons. La prospérité a marché à pas lents, comme la sagesse patiente dont elle était l'œuvre; le déclin marche à pas de géant; le siècle qui a vu commencer l'une, verra presque se consommer l'autre. A la fin du XVI[e] siècle, la plupart de ces florissantes communes de la Castille sont déchues de leur ancienne splendeur. Valladolid, qui armait naguère trente mille hommes, compte à peine autant d'habitants; Séville est veuve des Indes, qui lui ont échappé; Grenade et Cordoue ne sont plus que des ruines élégantes, Valence qu'un jardin, où les Maures ont du moins laissé leur culture. Avant même qu'ait fini le long

habitants étaient tous contrebandiers, mendiants, vagabonds, et se disputaient même l'office de bourreau, tandis que tous les métiers utiles étaient exercés, par des étrangers qui venaient et viennent encore récolter l'or et les mépris de l'Espagne, pour prix d'une honnête industrie. »

règne de Philippe II, l'Espagne a fait son temps, et sa ruine est accomplie. La dépopulation, ce chancre qui la ronge depuis deux siècles, a commencé pour ne plus s'arrêter. L'équipement de l'*Invincible Armada* est le dernier effort de l'Espagne mourante, la dernière convulsion de son agonie ; et les Cortès de 1594 peuvent faire entendre au monarque, avec l'audace de la vérité, ces désolantes paroles : « Le royaume est épuisé et à bout de ses forces « (*consumido y acabado del todo*). Personne n'y « possède plus ni capital, ni crédit. On ne cherche « pas même à rien gagner ; celui qui parvient, à force « de peine, à amasser quelque chose, ne s'en sert ni « pour commercer, ni pour le faire valoir; mais il « s'arrange une manière de vivre aussi étroite et « aussi gênée que possible, afin de conserver pau- « vrement le peu qu'il possède, jusqu'à ce que ce « peu soit mangé [1]. »

[1] Je suis heureux de payer ici mon tribut de reconnaissance au savant Clémencin, qui a consacré ses veilles à une étude spéciale des institutions du règne d'Ysabel, ainsi que de la vie privée et du caractère de cette grande reine. Cette belle étude remplit tout le tome VI des *Mémoires de l'Académie de l'Histoire*, à Madrid. Un chapitre est consacré à l'économie politique de la Castille sous les *rois catholiques*, et sous leur petit-fils Charles-Quint. Cet essai, assez étendu, pourrait servir de base à une histoire économique de la Péninsule; on y trouve une rare intelligence des vrais intérêts de ce pays, intérêts si mal compris, même par ses plus grands rois. L'auteur, sans luxe de formules scientifiques, s'y montre au courant des vrais principes de cette science, où, à l'inverse des autres, la théorie a précédé la pratique. Tout en abrégeant beaucoup son travail, j'ai dû en faire la base du mien; je l'ai complété par les travaux plus modernes de Capmany, de Bory de Saint-Vincent, de Weyss et de Moreau de Jonnès. J'aurais voulu faire des emprunts moins nombreux à l'Essai de l'illustre académicien, que l'Espagne a perdu depuis peu d'années. Mais il est de ces sujets qu'un auteur épuise en les traitant; et Clémencin, en moissonnant, a laissé peu à glaner.

LIVRE XXI

CHAPITRE PREMIER.

RÈGNE DE CHARLES-QUINT.

RÉGENCE DE XIMENEZ.

1516 A 1520.

Nous sommes arrivés à une époque critique de l'histoire de la Péninsule. La scène, qui a déjà changé sous les *rois catholiques*, va changer encore une fois : Fernando et Ysabel, en donnant à l'Espagne l'unité, avaient fondé sa grandeur sur une base solide ; Charles-Quint, à force d'étendre cette unité, va finir par la rompre. L'importance de chacun de ses États diminuant à ses yeux à mesure que s'augmente leur nombre, l'Espagne, du rang de souveraine, finira par descendre à celui de tributaire. Son sang et ses trésors répandus à flots pour des intérêts qui ne la touchent pas ; ses droits foulés aux pieds par un maître dédaigneux ; son or et ses libertés mis au pillage par des étrangers, tel est le prix dont elle paiera la vaine gloire d'avoir pour roi un Empereur, et d'être attelée au même joug que la moitié de l'Eu-

rope. Aussi l'ère du déclin commence-t-elle pour la Castille en même temps que celle de sa gloire. Enfermée dans les limites de la Péninsule, la monarchie castillane avec Ysabel se suffisait à elle-même, et n'inspirait à l'Europe ni méfiance, ni ombrages; mais, du moment où elle déborde au dehors, l'équilibre est rompu : le contre-poids qu'elle faisait à l'ambition de la France est dérangé par une ambition plus vaine encore, celle de la monarchie universelle. De tous les rois qui ont régné sur l'Espagne, Charles-Quint n'est pas celui qui lui a fait le plus de mal, surtout si on le compare à son fils; mais c'est celui qui fut le moins espagnol, et c'est celui que l'Espagne a le moins aimé!

L'histoire de la Péninsule, sous le petit-fils d'Ysabel, devient celle du continent tout entier. Cette loi de morcèlement, à laquelle l'Espagne ne peut pas échapper, se retrouve pour elle au sein de l'unité; elle naît de l'étendue même de la monarchie, comme naguère de sa petitesse. La Castille n'est plus qu'une province de cet empire sans limites qui s'étend, d'une rive de l'Atlantique à l'autre, sur les deux hémisphères. Pour écrire son histoire, il nous faudra voyager sans cesse avec Charles-Quint d'un point à l'autre de cette vaste circonférence; mais nous prendrons du moins l'Espagne pour centre, et nous y reviendrons plus souvent que le maître ingrat, qui l'exploite sans daigner l'habiter.

Après la mort du *roi catholique*, en l'absence de Charles d'Autriche, son unique héritier, trois candidats prétendaient, en même temps, à la régence du royaume. Le premier, l'infant Ferdinand, frère cadet de Charles, avait pour lui un testament anté-

rieur de Fernando, annulé, il est vrai, par ses dernières dispositions, que l'infant ignorait encore. Le second était le cardinal Ximenez, désigné par le roi mourant pour gouverner la Castille, en attendant l'arrivée de son souverain. Le troisième, enfin, était Adrien d'Utrecht, muni par Charles de pleins pouvoirs pour s'emparer de la régence au moment de la mort de Fernando. De tous ces titres, les mieux fondés étaient ceux d'Adrien, puisqu'il les tenait du nouveau roi; mais, aux yeux de tout Castillan, il avait un tort irrémissible, celui d'être étranger, et les décrets des Cortès le frappaient à ce titre d'incapacité.

Ximenez, au contraire, était Castillan, comme cette grande reine dont il avait été le confident et l'ami. Dépositaire, pendant deux règnes, de la pensée des *rois catholiques*, l'époux d'Ysabel, malgré ses préventions, l'avait jugé seul capable de continuer encore cette pensée après lui. A l'âge où les hommes ne pensent plus qu'à mourir, à quatre-vingts ans, lui seul pouvait encore prétendre à gouverner un empire, et ne pas plier sous un pareil fardeau. Avec sa hauteur accoutumée, le cardinal réclama la régence, aux termes du testament du feu roi; Adrien fit valoir les pleins pouvoirs du nouveau. Si le conseil n'eût consulté que la supériorité du talent et le vœu populaire, il eût choisi le primat; mais il fallait se garder d'irriter un prince jeune, hautain, et jaloux de sa prérogative. On arrêta donc que les concurrents se partageraient la régence jusqu'à ce que Charles eût prononcé. Ximenez s'y résigna, sûr que la réalité du pouvoir appartiendrait toujours au plus capable. La décision de Charles ne se fit pas attendre :

Fernando était mort le 15 janvier 1516, et, dès le 14 février suivant, il approuva le choix de Ximenez et le partage du pouvoir entre Adrien et lui. A dater de ce jour, les deux cardinaux signèrent les décrets de régence, mais Ximenez seul décida, et la Castille se consola d'obéir en n'obéissant qu'à lui.

Le choix d'Adrien avait été repoussé par tous les Castillans : celui de Ximenez était populaire auprès de la bourgeoisie et du bas peuple ; mais la fière noblesse de Castille se révoltait à l'idée d'obéir à un moine qui apportait à la cour les habitudes et le despotisme du cloître. Trois députés de cet ordre vinrent demander au cardinal en vertu de quels pouvoirs il prétendait les gouverner : « Mes pouvoirs, « les voici, » répondit Ximenez en montrant un parc d'artillerie dressé autour du palais, et les soldats, mèche allumée, qui n'attendaient que ses ordres. La réponse fut comprise, et toute résistance cessa, du moins pour le moment. Quant au jeune infant Ferdinand, il se croyait de bonne foi appelé à la régence par le testament de son aïeul ; il avait même écrit dans ce sens aux membres du conseil. Ceux-ci lui répondirent par cette formule, restée proverbiale en Espagne : *non habemus alium regem nisi Cesarem* (nous n'avons d'autre maître que César). L'infant tomba malade de chagrin. Le cardinal, frappé de la vivacité de ses regrets, qui trahissaient une ambition au-dessus de son âge, renouvela toute sa maison, et le fit désormais élever sous ses yeux.

L'Espagne cependant ne connaissait pas encore son roi ; elle attendait avec anxiété le premier acte qui lui révélerait le caractère de ce jeune prince, élevé si loin du peuple dont le sort allait dépendre

de lui. Cet acte ne se fit pas attendre. Le conseil de Castille avait supplié Charles de laisser à sa mère le titre de reine, et de se contenter du titre d'*altesse;* mais Charles passa outre, et enjoignit aux deux régents de le faire reconnaître comme roi. Ximenez avait dicté la démarche du conseil. Au fond du cœur, il blâmait son souverain de froisser ainsi sans nécessité les affections et les lois de la Castille. Mais, fidèle à son devoir, il fit prévaloir avant tout la volonté du maître qu'il blâmait : « Vous êtes assemblés, dit-il aux « conseillers, non pour délibérer, mais pour obéir; « votre roi vous demande de la soumission, et non des « conseils (*pide sumision, y no consejos*); » et il fit aussitôt proclamer Charles roi de Castille, titre que l'Empereur, son aïeul, et le S. Père lui avaient déjà donné. La noblesse vit, avec une inquiétude mêlée d'effroi, un roi de seize ans étendre ainsi la main sur une couronne qui n'était pas à lui. Quelques désordres éclatèrent en Andalousie, mais ils furent bientôt réprimés. La Castille avait été façonnée à l'obéissance par la main de fer des *rois catholiques;* le mécontentement qui, un siècle plus tôt, se serait traduit en guerre civile, resta enfermé au fond des cœurs, en attendant l'heure d'éclater. Mais l'Aragon, gardien jaloux de ses libertés, n'avait pas de Ximenez pour le forcer à obéir : le nom de roi fut refusé à Charles. Le seul titre qu'on lui donna fut celui de prince, en réservant à sa mère celui de reine, qu'elle seule avait droit de porter.

Les nobles castillans avaient plié, tout en rongeant leur frein ; mais, convaincus que ce frein se relâcherait dans les mains d'un vieillard, ils réclamèrent bientôt leurs prétendus droits, et armèrent

pour les soutenir. Le régent, par un mélange habile de fermeté et de douceur, parvint à éviter une rupture ; mais il avait vu de près le danger, et résolut d'affaiblir son ennemi avant de le combattre. Il réduisit les énormes pensions que les nobles touchaient sur la cassette du roi ; il annula toutes les concessions de terre obtenues par eux sous le dernier règne ; enfin, sous prétexte de résister aux invasions des corsaires barbaresques, il décréta, le 16 mai, l'armement d'une milice nationale (*gente de ordenanza*), qui devait ne recevoir d'ordres que du monarque, et lui être exclusivement dévouée. L'enrôlement était volontaire : tout milicien, de vingt à quarante ans, jouissait d'une complète exemption d'impôts, et touchait une solde de 30 MS par jour, aussi longtemps qu'il était sous les armes. Le chiffre de cette nouvelle milice devait monter à trente mille hommes. La couronne opposait ainsi aux milices féodales une force nationale et disciplinée qui, en l'absence même de troupes régulières, eût comprimé toute tentative d'insurrection. Les nobles sentirent le coup ; mais n'osant riposter, ils engagèrent les villes à protester contre cette atteinte portée à leurs *fueros.* Quelques villes, abusées sur leurs véritables intérêts, protestèrent en effet : Valladolid en vint même à une révolte ouverte. Le régent fit marcher des troupes contre la ville rebelle, qui en appela à la décision du monarque. L'affaire traîna en longueur : Ximenez ne fut pas soutenu par le prince dont il faisait valoir si énergiquement les droits. Du vivant même du cardinal, cette mesure si politique, qui eût tranché dans sa racine toute l'influence nobiliaire, ne fut exécutée qu'à demi : elle fut abandonnée après sa mort. Les

villes, égarées par de perfides conseils, refusèrent les armes qu'on leur offrait pour défendre leurs droits ; et, trois ans plus tard, les libertés de la Castille tombaient, pour ne plus se relever, dans les plaines de Villalar.

Pendant que le régent affermissait ainsi au dedans l'autorité royale, ses efforts étaient moins heureux au dehors. Haroudj Barberousse avait enlevé aux Espagnols Alger, en assassinant l'Émir, tributaire de la Castille. Huit mille hommes, envoyés par Ximenez, furent taillés en pièces par le hardi corsaire [1]. En Sicile, le vice-roi Moncada avait été chassé de Palerme, et l'île entière était en proie à la révolte. En Andalousie, un soulèvement était à craindre en faveur de l'infant Ferdinand. Enfin, dans les Pays-Bas, les ministres flamands, régnant sous le nom d'un roi de seize ans, faisaient un commerce effronté de toutes les charges de l'État. La petite cour de Bruxelles était le rendez-vous de tous les ennemis du cardinal. Le jeune roi, effrayé de la masse de pouvoirs que le régent réunissait dans ses mains, crut faire merveille en lui donnant deux nouveaux collègues, La Chau, noble flamand, et Armersdorf, noble hollandais, connus l'un par sa souplesse, et l'autre par sa fermeté. Tous deux, reçus par Ximenez avec une froide politesse, en obtiennent tous les signes extérieurs du pouvoir, mais sans sa réalité. Voulant tâter le cardinal, ses nouveaux collègues lui envoient à signer un décret rédigé par eux : il le déchire de sa propre main,

[1] Le cardinal, au dire de son biographe Gomez (*lib.* 6, p. 179), supporta ce revers, le seul qui ait traversé le cours de sa longue et prospère administration, avec une sérénité hautaine qui fit l'admiration de tout le monde.

le fait refaire en son nom, et exécuter sans leurs signatures. Depuis ce jour, ses collègues n'essayèrent plus de lutter, et comprirent qu'ils avaient trouvé un maître. La Castille, qui se souvenait encore de Philippe *le Beau*, sentit se réveiller toute sa haine contre les Flamands, et leur despotisme rapace et sans dignité. Elle en apprécia mieux la ferme et sage administration de Ximenez; elle lui sut gré surtout d'être Espagnol, à côté de ministres et d'un roi qui l'étaient si peu.

Mais il est temps de parler enfin de ce jeune prince que la Castille ne connaissait encore que par le mal qu'on lui faisait en son nom. Appartenant aux Pays-Bas par sa naissance, à l'Allemagne par sa famille, à la France par son éducation, Charles avait un lien avec chacun de ces pays, et n'en avait pas avec l'Espagne. Jusqu'à seize ans, il avait constamment habité la Flandre, la patrie de son père et la sienne. Deux femmes supérieures, Marguerite d'Autriche, sa tante, et Marguerite d'York, sœur d'Édouard IV, avaient veillé sur sa première enfance. Plus tard son gouverneur de Croy, comte de Chièvres, le forma à la science du monde et des affaires, et aux exercices du corps, qui seuls constituaient alors un gentilhomme accompli. Son précepteur, Adrien d'Utrecht, savant théologien, mais homme d'État médiocre, s'acquitta de sa tâche avec moins de succès que Chièvres; mais il sut se concilier l'affection de son élève. Malgré tous les efforts d'Adrien, son pupille refusa toujours d'apprendre le latin, la langue de la religion, de la science et de la diplomatie. Appelé à régner sur tant de peuples divers, Charles préféra l'étude des langues vivantes; de là ce dicton qu'on lui entendait

répéter souvent : « On est autant de fois homme « qu'on sait de langues différentes. » De toutes les branches de la littérature, une seule captiva le jeune prince : ce fut l'histoire. Son esprit, avide de domination, y chercha des leçons dans le grand art de régner. Les sciences positives convenaient surtout à cet esprit sérieux et appliqué, et ses maîtres bientôt n'eurent plus rien à lui apprendre. De là cette gravité précoce qui le rendait si propre à régner sur le peuple castillan; de là cette assiduité au travail qui ne se démentit pas pendant toute sa vie. Charles, à vrai dire, n'eut jamais d'enfance. Dès l'âge de seize ans, il ouvrait lui-même toutes les dépêches au moment où elles arrivaient, fût-ce au milieu de la nuit. Il se tenait ainsi au courant de toutes les affaires, avec plus d'ardeur que de capacité toutefois, s'il faut en croire Pierre Martyr, le seul de ses panégyristes qui, en le louant, ait conservé la liberté de le juger.

Un prince, si bien fait pour régner, ne pouvait voir sans ombrage un sujet trancher en son absence du monarque absolu. Les talents de Ximenez, du reste, étaient à la hauteur de ses prétentions : administrateur, général, financier, réformateur hardi autant qu'habile, jamais homme ne commanda à plus de titres, et ne sut mieux se faire obéir. Son désintéressement antique, la pureté de ses mœurs, la simplicité de ses goûts, le faisaient chérir de ses partisans, et respecter même de ses ennemis. La Castille se sentait vengée par lui de l'oppression de ses nobles : ce peuple austère, dans lequel on trouve à la fois du moine et du soldat, se reconnaissait lui-même dans Ximenez, comme plus tard dans Philippe II, celui de tous les rois de

Castille qui a le plus ressemblé au peuple qu'il gouvernait.

Six mois s'étaient écoulés depuis la mort de Fernando. Chaque jour, des députations venaient presser le départ de Charles pour la Péninsule; mais des intérêts non moins graves le retenaient dans les Pays-Bas. Depuis la ligue de Cambrai, la guerre n'avait pas cessé un instant de désoler la haute Italie. En paix partout ailleurs, la France et l'Espagne luttaient encore dans ce champ clos ouvert à leur rivalité. A un roi affaibli par la maladie, venait de succéder un prince plein de vie et d'ardeur, de six ans seulement plus âgé que Charles et que le siècle : François I[er] se portait pour héritier de toutes les folles ambitions de Louis XII. Deux princes jeunes, avides de gloire se trouvaient donc montés, à un an de distance, sur les deux premiers trônes du continent. Leurs États, leurs prétentions, se heurtaient par tous les bouts, et, en dépit des traités de paix, on voyait la guerre prête à s'allumer au choc de ces deux ambitions rivales. L'Europe, du reste, n'avait pas vu sans effroi l'avénement d'un archiduc d'Autriche au trône d'Espagne, et tant de sceptres rassemblés dans une seule main ; elle se rassurait en croyant le jeune prince incapable d'en faire usage.

L'Europe se trompait, et Charles allait bientôt le lui apprendre. Bien jeune encore, il avait compris toute la grandeur de sa tâche : il s'agissait pour lui de continuer, sur une plus large échelle, la politique des *rois catholiques*, et de fonder au dehors, comme eux au dedans, la grandeur de la maison de Castille. Mais pour donner suite à ces vastes projets, une trêve avec la France était indispensable : il fallait endormir

l'ennemi en attendant l'heure de le combattre. Les Pays-Bas, pour qui le commerce a toujours passé avant la politique, désiraient à tout prix éviter une rupture avec la France, dont le vaste marché se fût fermé à leur industrie. François Ier, de son côté, malgré cette folle ardeur de conquêtes, qui devait attirer sur son règne tant de malheurs et tant de gloire, ne s'abusait pas sur les difficultés de sa position : vainqueur des Suisses à Marignan, sa victoire seule suffisait pour réunir toute l'Italie contre lui; pour conserver Milan et Gênes, ses récentes conquêtes, il lui fallait au moins la neutralité du monarque espagnol.

Avec de pareilles dispositions des deux parts, on ne pouvait tarder à s'entendre. Après de courtes négociations, les gouverneurs des deux jeunes rois, Chièvres et Boissy, arrêtèrent les bases d'un traité où tous les solides avantages furent du côté de l'Espagne, et toutes les concessions du côté de la France. Déjà, le 24 mars 1515, en opposition directe avec les intérêts de Fernando d'Aragon, un traité de *paix et amitié* avait été signé entre le roi de France et l'archiduc Charles d'Autriche, émancipé de la tutelle de son aïeul l'Empereur, et mis en possession du gouvernement des Pays-Bas. Chièvres, partisan de l'alliance française, avait négocié ce traité, en dépit des efforts de Marguerite d'Autriche pour s'y opposer. La main de l'archiduc y était engagée, sous d'énormes dédits, à madame Renée de France, fille du roi Louis XII, qui lui apportait en dot le duché de Berry et 200,000 écus d'or. En revanche, Charles s'engageait à ne pas secourir son aïeul, le roi d'Aragon, si celui-ci refusait sa médiation et celle

de François Ier dans ses différends avec le roi de Navarre. Ce traité, conclu avant l'avénement de Charles au trône *des Espagnes*, fut maintenant remplacé par un autre, signé à Noyon, le 13 août 1516. Au lieu de la fille de Louis XII, le jeune roi de Castille recevait pour fiancée la fille de François Ier, alors âgée d'un an, et s'engageait à l'épouser quand elle en aurait douze. Le roi de France abandonnait en dot à sa fille tous ses droits sur le royaume de Naples ; Charles, en attendant le mariage, restait en possession de ce royaume, et payait à la France une pension annuelle de 100,000 écus d'or. Le négociateur français ne sut pas même faire stipuler, en échange de Naples, la restitution de la Navarre à la maison d'Albret ; tout ce que put obtenir Boissy, ce fut le droit pour François Ier de prendre en main la cause de la reine de Navarre, si Charles, dans un délai de huit mois, n'avait pas fait droit à ses justes griefs. Singulier traité de paix, qui renfermait ainsi dans son sein un germe de guerre ! Le jeune roi de Castille eut une part personnelle dans cette première victoire de sa diplomatie, d'un si heureux augure pour l'avenir de son règne : avec une finesse au-dessus de son âge, il sut flatter dans ses lettres la vanité de François, en affichant pour lui une déférence filiale. Ainsi débuta par des fautes de la part de la France cette lutte inégale où, des deux adversaires, le plus sûr de vaincre était celui qui laissait à l'autre l'apparence de la victoire, et se contentait de la réalité.

Le traité de Noyon une fois signé, rien ne retenait plus Charles dans les Pays-Bas, et cependant il y resta encore un an. Élevé, comme son père Philippe, en bourgeois de Gand plutôt qu'en archiduc d'Au-

triche, le jeune roi s'effrayait d'avance de l'étiquette et de la raideur castillanes. Les Flamands qui l'entouraient entretenaient avec soin cette répugnance; Chièvres redoutait, sur un jeune prince sans expérience, l'ascendant du génie de Ximenez. Mais les instances des Espagnols redoublaient chaque jour de vivacité, et Charles se décida enfin à y céder. Il confia le gouvernement des Pays-Bas à sa tante Marguerite d'Autriche, et s'embarqua, le 13 août, avec Chièvres et tous ses conseillers flamands. La flotte débarqua enfin dans les Asturies, après quinze jours de traversée. Les populations, affamées de voir leur roi, le reçurent avec des transports de joie. Personne n'avait plus à perdre que Ximenez au retour de son souverain, et personne cependant ne l'avait désiré avec plus d'ardeur. Il accourut à sa rencontre, suivi de l'infant Ferdinand; mais il avait trop présumé de ses forces : une grave maladie le força de s'arrêter à Aranda de Duero. Il fit prier instamment le roi de se rendre auprès de lui; mais Chièvres et ses Flamands voulaient à tout prix empêcher cette entrevue, dont Charles se souciait assez peu. Le cardinal, avec l'autorité de son âge et de ses services, avait adressé au roi, comme un père l'eût pu faire à son fils, les plus sages avis sur le gouvernement de ses États : « Éloignez de vous, lui disait-il, les flatteurs et les « hommes corrompus qui entourent toujours les « rois; imitez l'exemple de vos aïeux les *rois catho-* « *liques*, qui réservaient les honneurs et les em- « plois, non aux plus nobles, mais aux plus ca- « pables. » Charles, froissé de ces avis, répondit par une de ces lettres froidement doucereuses qu'il excellait à écrire : « Notre révérend père en Christ, y di-

« sait-il au cardinal, notre très-cher et bien-aimé « ami et seigneur, nous avons appris avec grand « déplaisir l'indisposition qui vous est survenue. « Mais, comme ce que nous désirons avant tout c'est « votre guérison, nous vous prions de vouloir bien, « jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de vous rendre la « santé (et nous espérons de sa merci que ce sera « bientôt), prendre grand soin de votre personne, et « ne vous occuper ni d'affaires, ni de chose aucune « qui vous puisse troubler; car il n'est pas d'affaire « que nous ayons plus à cœur que votre guérison. « Veuillez nous faire savoir quand vous irez mieux, « en songeant au plaisir que nous aurons à en être « informés. » (Granvelle, *Papiers d'État*, t. I, p. 105.)

En recevant la lettre de l'ingrat monarque, Ximenez se sentit atteint au cœur : la fièvre redoubla, et il mourut, au bout de quelques heures, de ce mal dont meurent les grands hommes méconnus et les ministres disgraciés. Ainsi finit cet homme illustre, dont la mémoire est restée grande en Espagne, et par le bien qu'il y a fait, et par le mal même dont il y fut complice. Nous ne savons pas de type plus accompli du caractère castillan que Ximenez, ce moine qui fut vingt mois roi d'Espagne, et resta moine même en régnant. La vigueur de son administration, son audace souvent heureuse, son dévouement à son pays, sont des titres, sans doute, aux yeux de l'histoire; mais il manque au Richelieu espagnol d'avoir dominé son pays et son siècle, au lieu de se laisser dominer par eux. Richelieu, en effet, est de tous les temps et de tous les pays, et eût été partout un grand ministre : Cisneros ne pouvait l'être qu'en Espagne, où il fut populaire par son fanatisme au

moins autant que par ses hautes qualités : « L'un est « un prêtre, et l'autre ne fut jamais qu'un moine, » comme l'a dit un écrivain moderne, trop sévère peut-être pour Ximenez [1] : L'un est un sectaire, l'autre un homme d'État. Ximenez poursuivit sans relâche les nouveaux chrétiens, Richelieu s'allia avec les protestants d'Allemagne. Le premier a pris son pays dans un état de faiblesse et d'anarchie pour l'élever à un haut point de puissance et d'organisation ; le second a reçu l'Espagne prospère et triomphante, et il a préparé sa longue décadence : après Ximenez, Philippe II ; après Richelieu, Louis XIV. Richelieu a préparé la grande unité française, ce qui peut faire pardonner bien des violences ; rien de pareil n'excuse Ximenez : il n'a pas même songé à établir en Espagne l'unité politique et nationale, il a fait un roi et non un État. Il a fallu autant d'habileté et de persévérance à Ximenez pour détruire, qu'à Richelieu pour créer. » Mais ce qui a manqué surtout au ministre espagnol pour fonder quelque chose, ce sont les vingt ans qu'a régné le ministre français. Tout ce qu'on peut conclure d'une épreuve trop courte, c'est que ce sombre et dur génie contenait en lui le germe des mêmes fautes qui ont marqué le règne de Charles-Quint : après avoir débuté comme Ysabel, Ximenez eût peut-être fini comme Philippe II, et couronné par une série de revers la gloire de ses débuts.

Quant à l'infant Ferdinand, le roi son frère, prévenu contre lui, coupa court aux menées dont on l'accusait en changeant toute sa maison. Cet ordre fut exécuté dans toute sa rigueur, malgré les pleurs

[1] M. Léonce de Lavergne, *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1841.

et les regrets de l'infant [1]. Avant d'aller recevoir sa couronne de la main des Cortès, Charles voulut aller à Tordesillas rendre visite à sa mère, qu'il n'avait pas vue depuis son enfance. La frêle raison de Juana parut se ranimer un instant en présence de ce fils qui lui rappelait l'époux qu'elle pleurait encore. Charles lui-même fut vivement ému : la mère et le fils restèrent près d'une demi-heure dans les bras l'un de l'autre. En quittant sa mère, le jeune roi se dirigea vers Valladolid où l'attendaient les Cortès. Il fit son entrée dans cette ville avec une pompe extraordinaire. Dès le début de la session, le 2 février 1518, une question grave se présenta : il s'agissait de savoir à qui, de Juana ou de son fils, appartiendrait la couronne. La Castille, fidèle à son culte pour Ysabel, aurait voulu conserver le sceptre à sa fille, malgré son incapacité, et ne laisser régner Charles qu'au nom de sa mère ; mais le jeune prince avait pris les devants, et tranché toute hésitation en se saisissant de la couronne, qu'on ne pouvait plus lui ôter sans affront [2]. Juana, du reste, fut la première à faire droit aux prétentions de son fils. L'assemblée, circonvenue par les intrigues de Chièvres, se décida enfin à reconnaître Charles pour son roi, conjointement avec sa mère. Mais les Cortès se refusèrent à prêter serment

[1] Voir les *Papiers d'État* du cardinal Granvelle, t. I, p. 85 à 110. La lettre de Charles à l'infant son frère est un chef-d'œuvre de perfidie et de tendresse hypocrite. Le petit-fils du *roi catholique* a déjà dépassé son aïeul.

[2] Quoi qu'en dise Robertson, les précédents ne manquaient pas à Charles dans l'histoire de Castille. Ainsi, Alonzo VI de Léon avait régné six ans du vivant de sa mère. Alonzo VII de Castille avait gouverné du vivant de sa mère Urraca. Enfin Fernando III avait été couronné, dans cette même ville de Valladolid, par les soins de sa mère Berenguela. (Voir Sandoval, édit. de Pamplona, *lib.* II, *ad ann.* 1516.)

au nouveau roi avant que lui-même l'eût prêté aux lois du royaume. Un des députés de Burgos, le docteur Zumel, se distingua par la vivacité de son opposition. Malgré les menaces des courtisans qui voulaient faire main-basse sur lui, il défendit, au péril de sa vie, les droits de la représentation nationale. Enfin, tout se termina par une transaction : à force de pourparlers, Chièvres obtint que, suivant l'antique usage, les Cortès commenceraient par prêter serment au roi, qui le prêterait à son tour aux franchises du pays. Mais comme le roi éludait la clause du serment qui excluait les étrangers de toutes les dignités du royaume, l'intraitable Zumel insista sans pitié. « Je le jure, » ajouta le jeune roi, avec le dépit peint sur son visage; et, malgré l'ambiguïté de cette formule, force fut aux députés de s'en contenter. La session se termina par le vote d'un subside de 200 millions de MS, ou 600 mille ducats, payables en trois ans, comme *don de joyeux avénement*. Les Cortès, avant de se séparer, présentèrent au roi un recueil (*quaderno*) de quatre-vingt-huit pétitions. Charles octroya les plus importantes, y compris celles de ne pas emmener hors de la Castille l'infant Ferdinand, d'exclure les étrangers de tous les emplois, et de ne pas laisser sortir d'or ni d'argent du royaume [1].

Les promesses faites, Charles ne songea plus qu'à les violer. La première dignité ecclésiastique du royaume, le siége de Tolède, était vacant depuis la mort de Ximenez : la Castille attendait avec anxiété

[1] Toutes ces requêtes, avec la réponse du monarque, se trouvent dans Sandoval.

cette nomination. Chièvres mit de côté toute pudeur, et demanda ce siége pour son neveu, Guillaume de Croy, qui n'avait pas même l'âge canonique. Charles n'avait rien à refuser à son maître : l'héritage du plus grand homme d'État que la Castille eût encore possédé fut donné à un enfant. Un long cri d'indignation s'éleva d'un bout du royaume à l'autre; le clergé, si dévoué d'ordinaire à la royauté, commença dès ce jour à séparer sa cause de celle de la couronne. En dépit des promesses royales, le trafic des emplois publics, commencé en Flandre, continua en Castille. Pierre Martyr calcule qu'en dix mois, les Flamands firent passer dans les Pays-Bas une valeur de 1,100,000 ducats. La femme de Chièvres obtint, pour elle et pour sa maison, le droit d'emporter la charge de 300 mulets et de 80 chariots; la comtesse de Lannoy, 40 chevaux et 10 chariots; le confesseur du roi, 16 mulets et 10 chariots, etc. [1]. Le chiffre total des sommes que les Flamands firent sortir du royaume est évalué à deux milliards et demi de MS [2], sans parler des bijoux, étoffes précieuses et richesses de toute sorte. Ainsi, par une juste rétribution de la Providence, la Castille avait dépouillé l'Amérique, et les Flamands, plus rapaces encore,

[1] Voir les lettres 662, 663 et 703, à l'évêque de Tuy. Ces lettres, remarquables à bien des titres, font autant d'honneur au cœur qu'à l'esprit de leur auteur. « La Castille, dit Pierre Martyr, m'a comblé d'honneurs et « d'affection; presque tous ses grands ont été mes élèves : je dois donc la « payer de tout ce qu'elle a fait pour moi..... D'où vient, écrit-il au chan-« celier Gattinara que, de quelque côté que je me tourne, je n'entends « que des malédictions ?... La Chèvre (*el Capro*) pousse le roi à tout ceci, « afin de détruire la vigne après l'avoir vendangée. Les Espagnols me « semblent bien assez aiguillonnés comme cela; mais si l'on ajoute coup « d'éperon sur coup d'éperon, *gare les ruades!* » Paroles prophétiques que Charles aurait dû écouter!

[2] Les belles pièces d'or, presque sans alliage, qui portaient les deux

dépouillaient la Castille ! Des étrangers, gorgés par elle d'or et de dignités, la foulaient aux pieds, et l'exploitaient comme un pays conquis, sans prendre la peine de cacher leur dédain pour le peuple qui les enrichissait. Le Flamand, se croyant aussi au-dessus du Castillan que celui-ci du sauvage de l'Amérique, ne l'appelait que *mon Indien*, et le traitait en esclave. Ainsi, à peine assis sur le trône, le petit-fils d'Ysabel était devenu pour la Castille un étranger et presque un ennemi. Jaloux de l'amour qu'elle portait à son frère, il résolut de l'éloigner, et d'ôter ainsi aux mécontents un drapeau, et à l'infant toute tentation de révolte. Violant sans hésiter une promesse solennelle, il fit partir brusquement son jeune frère pour les Pays-Bas, sous prétexte que leur aïeul demandait à le voir. La Castille murmura ; mais ses murmures même prouvèrent assez que cet éloignement était nécessaire. La place de grand chancelier, devenue vacante, fut donnée à un étranger, Gattinara, Italien, capable et dévoué, mais aussi peu Espagnol d'inclination que de naissance [1]. Enfin, Adrien d'Utrecht fut payé de son dévouement par un chapeau de cardinal, que son maître obtint pour lui ; Charles fraya ainsi à cet homme, plus honnête

têtes des *rois catholiques*, avaient presque complétement disparu pour prendre le chemin des Pays-Bas. De là ce dicton, que les gens du peuple adressaient, en ôtant leurs bonnets, à ces ducats, chaque fois qu'ils en rencontraient un :

> *Salveos Dios, Ducado de a dos,*
> *Que monsieur de Xevres no topó con vos.*
> (Que Dieu vous conserve, Ducat à deux têtes,
> Puisque M. de Chièvres ne vous a pas rencontré.)

Ces pièces d'or, qui portaient une grenade à l'exergue, s'appelaient aussi *excelentes de la Granada*.

[1] Gaspar Contarini, dans sa précieuse lettre au sénat de Venise sur la

qu'éclairé, le chemin du trône de saint Pierre, où il fit éclater à la fois sa vertu et son incapacité. En partageant ainsi entre toutes ses créatures l'héritage de Ximenez, Charles donnait à la Castille la monnaie de ce grand homme; mais, en lui succédant, personne n'osa prétendre à le remplacer; son nom, satire vivante de tout ce qui se faisait, resta dans toutes les bouches, et son souvenir dans tous les cœurs. Attentive à ces tristes débuts, l'Europe s'y laissa tromper. Charles d'Autriche, balbutiant le castillan qu'il semblait parler à regret, ayant toujours l'air de demander du regard à son gouverneur ce qu'il devait penser, fut jugé presque aussi incapable que sa mère de gouverner un royaume. Et cependant cet enfant, qu'on accusait d'incapacité, allait régir seul, à vingt ans, l'empire le plus vaste qu'un homme eût possédé depuis les Césars; ce prince, tenu en lisière par des favoris, allait régner par lui-même, et s'entourer des hommes les plus éminents en tous genres, sans se laisser jamais mener par eux!

Sans se soucier des germes d'irritation qu'il semait derrière lui, Charles croyait avoir tout gagné s'il gagnait du temps; il se hâta donc de quitter la Castille pour se rendre en Aragon. Toujours fanatiques

cour de Charles-Quint, en 1525 (*Relazioni degli ambasciatori Veneti*, t. I), nous a tracé le portrait de ce chancelier, mort en 1530, à Inspruck, d'excès de travail. « Mercurio di Gattinara, dit-il, chancelier de Castille, « et depuis cardinal, est un légiste piémontais, habile et appliqué, qui a « toute la confiance de César. Il ne mange qu'une fois par jour, et écrit de « sa main toutes les affaires qu'il traite, publiques ou privées. Quand il a « étudié une affaire, il fait son rapport, et le lit devant le conseil, qui se « range presque toujours à son avis. Tout se ferait mal à cette cour sans « lui, et, pour résumer mon opinion, l'Empereur a plus besoin de lui « qu'il n'a besoin de l'Empereur. Gattinara est Italien de cœur, peu ami des « Espagnols, ennemi mortel des Français, et tout dévoué au Saint-Père. »

de légalité, les Aragonais maintenaient à Juana un semblant de royauté dont elle était incapable d'user. Pendant huit mois l'orgueil du jeune roi se heurta contre l'indomptable obstination de ses nouveaux sujets; quelques désordres eurent lieu, et le sang coula dans Saragosse; mais la souplesse de Charles et de ses ministres aplanit toutes les difficultés : les Cortès d'Aragon, convoquées par le *Justiza*, comme dans un interrègne, le reconnurent pour roi conjointement avec sa mère. Mais elles y mirent une condition qui froissa vivement son royal amour-propre : l'infant Ferdinand fut déclaré héritier de la couronne, aussi longtemps que le roi n'aurait pas d'héritier plus direct. Enfin les instances du roi arrachèrent à grande peine à la parcimonie des Cortès un don de 200 mille ducats; et encore les dettes de la couronne en Aragon en absorbèrent-elles la plus forte partie.

Le roi de Castille célébra ensuite les fiançailles de sa sœur Léonor avec le roi de Portugal, veuf et âgé de cinquante ans. On avait songé d'abord au fils de ce monarque; mais l'infante, impatiente de régner, préféra le père, afin d'être plus tôt reine. Charles pourvut aussi, avec une magnificence toute royale, au sort de la reine Germaine, veuve de Fernando. Il ne pouvait aimer cette femme qui lui avait ôté l'affection de son aïeul, et avait tenté de lui enlever une part de son héritage; mais il affecta de la traiter avec le plus profond respect, et de ne lui parler qu'un genou en terre. La reine lui paya ces égards par une cession en forme des droits de la branche de Foix-d'Albret au trône de Navarre. Peu de temps après, la veuve du roi d'Aragon, oubliant sa triple couronne,

se remaria à l'électeur de Brandebourg. Les Aragonais, rougissant pour leur ex-reine d'un mariage si fort au-dessous d'elle, voulurent lui refuser le titre d'*altesse;* mais Charles, qui aspirait déjà à la couronne impériale, songeait à se ménager la voix de l'électeur, et il força l'Aragon à rendre à la reine les honneurs dus à son rang.

De Saragosse, le roi se dirigea vers Barcelone, en février 1519, pour montrer aux Catalans leur roi, et leur arracher des subsides, en échange d'un vain serment de respecter leurs libertés. Mais les Catalans se montrèrent moins accommodants encore que les Aragonais : ils refusèrent net de couronner Charles du vivant de sa mère. Ce fut à grande peine que le jeune prince, malgré sa précoce habileté, put en venir à ses fins. Les subsides qu'on lui accorda furent encore plus minces et plus disputés que ceux de l'Aragon. Chièvres, objet en Espagne, ainsi que tous les Flamands, de la haine et du mépris publics, fut abreuvé en Catalogne de tant de dégoûts, qu'il hâta de toutes ses forces le moment d'en sortir.

Cependant, François Ier avait fait sommer son nouvel allié de restituer la Navarre à son légitime souverain; mais Charles ne se souciait pas de rendre à d'Albret, c'est-à-dire à la France, cette clé des Pyrénées, et il éluda la requête de François. De là naquit entre les deux monarques, malgré les marques d'amitié officielle dont ils se comblaient, une sourde mésintelligence, présage assuré d'une rupture. Bientôt, le traité de Noyon, déjà fort compromis, fut mis à une rude épreuve : Madame Louise de France, fiancée au roi de Castille, vint à mourir à l'âge de trois ans. On se hâta de lui substituer sa sœur, plus

jeune encore ; mais cette paix fragile n'en resta pas moins ébranlée, et prête à se rompre au premier choc. Enfin, la mort de Maximilien vint lui porter le dernier coup. Le 12 janvier 1519 mourut ce prince, irrésolu et obstiné, étourdi à cheveux blancs, qui passa sa vie à jouer de grandes parties pour le plaisir de les perdre. Agé de soixante ans à peine, Maximilien avait été mêlé à tant et de si grands événements, qu'il semblait avoir vécu un siècle. Pendant les dernières années de sa vie, il n'avait eu qu'une pensée, celle de se continuer dans son petit-fils. Redoutant pour la double maison d'Autriche et d'Espagne l'ambition de François Ier qui aspirait au trône des Césars, avant même qu'il fût vacant, le vieil Empereur avait voulu lui susciter un rival. Un instant, il avait songé à son petit-fils Ferdinand, combinaison plus sage, qui eût divisé un empire trop vaste pour être réuni sur une seule tête. Mais la monarchie universelle était alors le hochet de tous les politiques du siècle. Comme Fernando, Maximilien finit par préférer Charles à Ferdinand, par cela seul qu'il était déjà roi de Castille, d'Aragon et des Deux-Siciles. De sérieux obstacles s'opposaient à l'exécution de ce plan : Maximilien, n'ayant pas été couronné à Rome, ne portait que le titre de *roi des Romains*. Les électeurs, fidèles au culte des anciennes formes, se refusaient à donner au petit-fils ce titre qui appartenait encore à l'aïeul, et qui désignait d'ordinaire le futur héritier de l'Empire. Léon X, sollicité par les deux prétendants, penchait au fond du cœur du côté de Charles; il conseillait à François Ier de renoncer à ses prétentions pour appuyer celles du duc de Saxe; sage conseil que François aurait mieux fait de suivre.

Cependant, sur sept électeurs, Maximilien s'en était déjà assuré quatre, quand sa mort vint donner aux intrigues une activité nouvelle.

Les trois derniers empereurs avaient appartenu à la maison d'Autriche, et l'Allemagne voulait rompre cette redoutable prescription; mais, effrayée du progrès de la puissance des Turcs, elle sentait le besoin de leur opposer un prince assez puissant pour la défendre, et ajouter à la couronne impériale le poids de ses États héréditaires. Or Charles, en attendant qu'il devînt le plus puissant des rois de l'Europe, en était déjà le plus riche : il possédait sur les deux rives de l'Atlantique deux mines inépuisables, les trésors du Nouveau-Monde et le commerce des Pays-Bas. Mais Charles n'avait que dix-neuf ans : son air froid, ses habitudes de silence, sa lèvre pendante, trait caractéristique de la branche autrichienne, et qui passa de là dans celle de Bourbon, prévenaient peu les Allemands en sa faveur. Sa santé était frêle, sa capacité douteuse encore. Son empressement à s'emparer du titre de roi, avant qu'il lui fût déféré par le vœu des peuples, alarmait les Allemands, jaloux de leurs vieilles coutumes qu'ils décoraient du nom de libertés. Charles, déjà rompu à l'intrigue, inonda l'Allemagne d'ambassadeurs [1], et les fit suivre, comme Philippe de Macédoine, par des mulets chargés d'or. François Ier en fit autant, et les deux ambassades

[1] Voir dans les *Papiers d'État* de Granvelle, t. I, p. 111, le manifeste de Charles aux électeurs de l'Empire. Il y insiste sur les services rendus par son aïeul Fernando à la cause de la foi, et promet, s'il est élu, de tourner contre les Infidèles les forces de l'Empire et de ses États réunis. Il rappelle aussi les services rendus à l'Allemagne par son bisaïeul Frédéric III, et son aïeul Maximilien, et finit en protestant de son respect pour les libertés germaniques.

rivales vinrent dresser leurs tentes, l'une à Francfort, l'autre à Coblentz, pour circonvenir les électeurs dont les sept voix allaient disposer de la seule couronne, en Europe, qui n'appartînt pas au principe de l'hérédité.

Nous ne raconterons pas toutes les intrigues qui signalèrent cette mémorable élection. La diète électorale, ouverte à Francfort le 17 juin, se prolongea jusqu'au 28. Rien ne fut épargné pour agir sur les électeurs, corruption, promesses, menaces même. François, cependant, fidèle aux traditions chevaleresques, affectait de répéter ces mots : « Mon cousin « de Castille et moi, nous nous disputons les faveurs « de la même belle ; mais, quel que soit celui qu'elle « préférera, l'autre doit s'y résigner, et n'en pas « garder rancune. » Enfin les électeurs, après avoir reçu les présents des deux rivaux, se décidèrent à n'élire ni l'un ni l'autre. Ils offrirent la couronne à Frédéric *le Sage*, électeur de Saxe. Celui-ci se montra digne de son nom, en refusant une couronne que lui disputaient deux puissants monarques. Il fallait un maître à l'Allemagne : il choisit le plus distant, et se prononça pour le roi de Castille. Sa voix entraîna celle des autres électeurs. Le 28 juin, Charles d'Autriche fut élu empereur d'Allemagne, sous le nom latin de Charles-Quint, qui rappelait celui de Charlemagne. Ce triomphe, si contesté, fut dû à l'habileté supérieure des ambassadeurs de la Castille. Le pape se donna le mérite d'une prompte adhésion, en envoyant au nouveau César une dispense pour s'asseoir à la fois sur le trône de Naples et sur celui de l'Empire, en dépit des constitutions du Saint-Siége qui le défendaient.

Mais les électeurs, qui avaient fait Charles empereur, se sentaient déjà effrayés de leur œuvre. Le comte Palatin, qui vint porter son diplôme au nouvel élu, fut chargé d'exiger de lui la promesse écrite de maintenir les constitutions de l'Empire; Charles devait en outre s'engager sous serment à n'appeler aucun étranger aux grandes charges de la couronne; à laisser à la diète la plénitude du pouvoir législatif, et le droit de paix ou de guerre; enfin à ne pas rendre la dignité impériale héréditaire dans sa famille. Le courrier, qui portait la nouvelle, traversa en neuf jours la moitié de l'Europe pour arriver à Barcelone, où Charles attendait l'issue de ce grand débat. Ce résultat fut accueilli dans la Péninsule avec une morne stupeur. La Castille, sans se laisser éblouir par le vain éclat que jetait sur elle l'élection de son roi, comprit, avec ce sûr instinct qui ne trompe jamais les peuples, qu'en devenant empereur, Charles cessait de lui appartenir; que toutes les ressources du pays iraient se dépenser au dehors; qu'étranger à l'Espagne, ce roi cosmopolite, qui venait à peine de s'y montrer, ne tarderait pas à la quitter pour aller ceindre sa nouvelle couronne, et se faire voir à ses sujets allemands. Et comment retenir un prince jeune, altier, qui, dès le début de son règne, foulait aux pieds ces franchises qu'il avait juré de respecter?

Charles, plus tard si maître de lui-même, laissa trop percer la joie arrogante que lui causait son succès. Comme si le nom d'*altesse*, dont se contentaient alors les rois, ne suffisait plus au maître de tant de couronnes, il se hâta de prendre le titre de *majesté*, inusité depuis le bas-empire. Enfin, il recueillait les

fruits de cette profonde politique des *rois catholiques*, si lentement préparée par eux. Tout concourait à ses desseins : François, avec son indiscrétion habituelle, s'était aliéné l'Allemagne, et y avait perdu le fruit de ses intrigues et de l'or qu'il avait semé. Henri VIII avait aussi un instant aspiré à l'empire ; mais il avait bientôt pris le parti plus sage de s'abstenir, et de rester neutre entre les deux rivaux, en se laissant courtiser par tous deux. L'épuisement de l'Italie, l'affaiblissement de la papauté, les vieilles traditions de l'empire d'Occident, prêtes à revivre dans cette ère monarchique, ouvraient un champ sans limites aux prétentions du nouveau César. La rivalité de la France, qu'il rencontrait toujours en travers de ses desseins, aiguillonnait encore son ambition naissante. Aussi, ne songea-t-il pas même à consulter ses sujets espagnols pour accepter la couronne impériale ; il s'engagea à passer en Allemagne pour la recevoir des mains des électeurs. Cette résolution, bientôt connue, augmenta le mécontentement général. Déjà des troubles graves, dont l'origine remontait au dernier règne, avaient éclaté à Valence. Pour repousser les corsaires barbaresques, Fernando avait permis aux habitants de s'armer ; le peuple, opprimé par ses nobles, tourna contre eux les armes qu'on lui confiait. La peste vint ajouter ses ravages au fléau de la guerre civile. Tous les corps de métier s'organisèrent en *Union*. Un tondeur de draps, nommé Juan Lorenzo, doué par la nature d'une rare éloquence, devint le roi de Valence. La noblesse se plaignit au roi, qui ordonna à l'*Union* de déposer les armes. Mais, dans l'intervalle, Charles avait fait demander par Adrien le serment d'adhésion

de Valence, au lieu d'aller le recevoir en personne. Les nobles valenciens, blessés dans leur orgueil national, répondirent par un refus; Charles, offensé à son tour dans son orgueil de roi, accueillit les députés du peuple, et confirma à l'*Union* toutes ses franchises.

Le règne du César espagnol débutait donc sous de fâcheux auspices. De grands événements semblaient se préparer. D'un bout du continent à l'autre, de sourds murmures grondaient dans l'air, et annonçaient la tempête. La Sicile était toujours frémissante sous le joug de ses vice-rois; l'Autriche, patrimoine de Charles, s'était soulevée lors de son avénement, et se flattait, comme la Castille, de n'obéir que de nom à un monarque absent. La flamme de l'insurrection, un instant étouffée à Valence, allait se propager dans toute la Péninsule. Charles-Quint n'était pas encore assis sur le trône impérial, et une moitié de ses vastes États était déjà en feu. Mais, dans cet enfant couronné, que l'Europe n'avait pas encore pris au sérieux, il y avait le germe d'un grand roi. Avec une force de volonté bien rare à cet âge, Charles, sourd aux instances de ses sujets, partit de Barcelone, le 23 janvier, pour s'acheminer vers l'Allemagne. Mais, avant de quitter la Castille, il fallait arracher à ses Cortès de nouveaux subsides. La tâche était difficile dans l'état d'irritation des esprits. Les ministres flamands avaient établi, pour la perception de l'impôt, un système de fermage ruineux pour le pays. Les décrets des Cortès, qui excluaient les étrangers de tous les emplois, étaient violés sans pudeur. Les villes s'indignaient de voir leurs franchises méconnues, et leur roi tenu en tutelle par d'avides étrangers.

Toutes n'attendaient qu'un signal : ce fut Ségovie qui le donna, en invitant à la révolte Tolède et Avila. Une ligue est bientôt conclue entre les cités qui ont voix en Cortès ; une députation est envoyée au roi pour lui demander le redressement des griefs que ses ministres ne laissent pas arriver jusqu'à lui. Charles, pressé d'échapper aux remontrances, se hâte de convoquer les Cortès à Santiago de Galice, à quelques lieues de la mer, afin de pouvoir s'embarquer, dès que les subsides seront votés. Mais cette convocation des Cortès dans une province reculée, la demande d'un nouveau *don gratuit*, avant même que le premier ne soit payé, mettent le comble à l'exaspération. Charles se trouvait à Valladolid : le bruit se répand qu'il veut emmener sa mère en Allemagne, que tous deux vont quitter la Castille pour n'y plus revenir. Le tocsin sonne, la populace s'émeut : elle veut massacrer les Flamands et garder en otage son souverain. Charles, entouré de ses gardes, parvient à grand'peine à s'ouvrir un passage, gagne de vitesse ceux qui le poursuivent, et ne s'arrête plus qu'il ne soit en Galice. Une enquête, poursuivie par son ordre, vient porter la terreur dans Valladolid; d'atroces châtiments, semés au hasard parmi la population, irritent encore l'esprit de révolte au lieu de le décourager.

Cependant Chièvres s'épuisait en intrigues pour faire nommer des députés dévoués; il voulait faire donner pour toutes instructions aux représentants des villes l'ordre de voter tout ce que le roi leur manderait; mais ses efforts échouèrent devant le patriotisme des cités : l'opinion publique se fit jour dans les élections. La plupart des villes ne donnèrent

« à l'insurrection d'Autriche et au schisme de Lu-
« ther. Mais la Castille, mon domaine héréditaire,
« la patrie de mon illustre aïeule, aura toujours
« la première place dans mes affections. Je m'em-
« presserai d'y revenir aussitôt que le permettront
« ces graves intérêts. En attendant, je confie à ma
« fidèle noblesse le soin d'y faire régner en mon
« absence l'ordre et les lois. » Et, le 21 mai, Charles-
Quint quitta la Castille, en y laissant l'inexpérience
et la faiblesse dans les conseils de la couronne, la
révolte et l'anarchie dans ceux du pays !

CHAPITRE II

RÉVOLTE DES COMUNEROS.

(1520-21).

Il y a des peuples qui sont faits pour commander, il y en a qui sont faits pour obéir; il en est d'autres, enfin, qui, comme l'Espagne ou la France, ont besoin de commander au dehors pour se consoler d'obéir au dedans. L'Angleterre, dès 1215, arrache à la faiblesse de Jean *sans Terre* la charte qui fut le point de départ de sa constitution; la Castille, après avoir conquis, un demi-siècle avant l'Angleterre, le gouvernement représentatif, le laisse échapper de ses mains, comme un trésor dont elle ne comprend pas la valeur. Plus tard, sous Charles-Quint, entraînée dans la lutte sans y être préparée, elle ne sait ni fonder sa liberté à Avila, ni la défendre à Villalar. A compter de ce jour, la Castille peut encore être un grand peuple, elle ne sera jamais un peuple libre. Étrange destinée que celle de l'Espagne! Après avoir lutté au XVIe siècle contre un despote indigène, pour défendre ses franchises, et au XIXe contre un conquérant étranger, pour défendre son indépendance; vaincue la première fois, victorieuse la seconde, le

résultat pour elle est toujours le même, c'est d'obéir à un maître absolu. Imposé ou subi, le despotisme est au fond de sa nature; le désir même d'être libre lui manque encore plus que le courage de le devenir.

Or la destinée des nations, comme celle des individus, n'est pas l'œuvre du hasard, encore moins de la fatalité; elle est l'œuvre de leur caractère. Leurs penchants d'abord, puis leur éducation, décident seuls de leur avenir. Le peuple castillan, religieux par nature, a encore surexcité, par huit siècles de croisade, cette passion, qui chez lui fait taire toutes les autres. Entouré d'infidèles, juifs ou musulmans, sa seule pensée a toujours été de les exterminer: même après la prise de Grenade, l'exil et les bûchers ont été ses seules relations avec ces deux races proscrites, et l'Inquisition résume toute sa foi politique. Est-ce à cette école, nous le demandons, que la Castille aurait pu se former à la liberté? Et pourvu qu'elle puisse extirper l'hérésie de son sein, et la poursuivre sur tout le continent, ne se trouvera-t-elle pas toujours assez libre?

La révolte des *Comuneros* n'est donc qu'un accident sans portée dans l'histoire de la Castille. Le fanatisme, et plus tard l'esprit de conquête, ont tué chez elle l'esprit de liberté. Elle a dépensé, pour subjuguer Grenade ou l'Amérique, dix fois plus d'efforts qu'il n'en eût fallu pour se donner une constitution. Sans les intolérables exactions des Flamands, les communes castillanes n'eussent jamais songé à se révolter: satisfaites de leurs franchises locales, elles n'ont jamais rien su désirer au delà; l'horreur qu'elles eurent toujours pour la liberté

religieuse leur a fait faire bon marché de toutes les autres.

Un écrivain moderne, M. Ferrer del Rio, dans un travail remarquable sur la révolte des *Comuneros*, a osé le premier faire justice des préventions exagérées des historiens espagnols en faveur de Charles-Quint. Il a prouvé que, malgré son éclat au dehors, ce règne si vanté a été fatal à l'Espagne, et qu'il est pour elle le premier pas dans la voie du déclin. Nous partageons sur ce point les convictions de l'auteur; nous comprenons ses sympathies pour ce mouvement d'émancipation, si misérablement avorté, des communes castillanes; mais nous croyons qu'il a trop cédé à un aveugle esprit de réaction contre le monarque dont l'impassible figure domine tout le XVI[e] siècle. On a dit de César « qu'il fut l'homme le plus habile et le *moins ému* de son temps. » Comme tous ces grands politiques, qui font le mal sans haine et le bien sans amour, Charles-Quint, si calme lui-même, demande à être jugé avec calme; en se passionnant pour ou contre lui, on s'écarterait de son point de vue pour apprécier les hommes et les choses, et l'on courrait risque, en le jugeant, de ne plus le comprendre.

Où nous différons encore de l'auteur espagnol, c'est dans son admiration sans réserve pour Ximenez. Nous avons rendu justice à ce grand homme, que la Castille a aimé, parce que, défauts comme qualités, elle se retrouvait en lui tout entière. Mais le despotisme monacal de Cisneros, s'il eût duré, n'eût été guère moins fatal à son pays que le despotisme conquérant de Charles-Quint, auquel, d'ailleurs, il a frayé la voie; au lieu de faire de l'Espagne une

puissance continentale, il l'eût isolée du reste de l'Europe. Charles-Quint n'est pas un roi espagnol, et ce fut là son tort aux yeux de la Castille ; mais c'est un roi européen, qui comprend le siècle où il vit. C'est là sa supériorité sur Ximenez, moine du XI[e] siècle, porté par son génie sur les marches d'un trône, mais dépaysé au milieu de cette grande et cynique époque, où ses vertus ne sont guère moins déplacées que ses vices. Nous aborderons donc, l'esprit dégagé de toutes préventions, l'histoire de cette dernière tentative de la Castille pour reconquérir ses franchises perdues. Nous dirons les fautes du monarque, mais nous ne cacherons pas celles du pays. Nous lui reprocherons, non d'avoir été vaincu, mais d'avoir manqué de foi à la cause qu'il défendait. Nous le plaindrons surtout, après avoir enfanté tant de saints et de héros, de se trouver, à l'heure de la lutte, si pauvre en hommes d'État et en grands citoyens.

Pendant que Charles allait chercher au loin la couronne de l'Empire, celle de Castille vacillait déjà sur sa tête. La concession d'un nouveau don gratuit avait semé l'irritation jusque dans les derniers rangs du peuple. Bientôt le bruit se répand que, pour acquitter le subside voté, chaque homme marié devra payer un ducat pour lui, autant pour sa femme, deux réaux par enfant, et que jusqu'aux chiens, aux bestiaux, jusqu'aux tuiles du toit, tout doit être taxé. Tout était prêt pour l'explosion : elle

est hâtée par un mandat d'arrêt lancé contre Fernan d'Avalos et Juan de Padilla, députés de Tolède. Tolède se souvenait encore d'avoir été sous les Goths le siége de l'empire. « Cette vaste et puissante cité, dit un vieil historien, au site naturellement escarpé et imprenable, produit chez ceux qui l'habitent des esprits élevés et hardis, prompts à tenter toute entreprise périlleuse. » A peine le mandat d'arrêt est-il connu que la ville entière court aux armes. Les deux proscrits feignent de vouloir se rendre aux ordres du roi; ils sont retenus de force dans la cité. Les autorités n'échappent à la mort que par une prompte fuite; l'alcazar ouvre ses portes aux rebelles. Un gouvernement populaire se forme dans la ville; une milice formidable s'arme pour sa défense. Le sang toutefois avait à peine coulé; mais il n'en est pas de même à Ségovie. Un député de cette ville, nommé Tordesillas, avait voté le don gratuit; il ose braver le ressentiment populaire et rentrer dans ses foyers; le peuple exaspéré se saisit de lui, le traîne dans les rues, la corde au cou, et finit par l'attacher à la potence où pendaient déjà deux alguazils royaux.

La flamme de l'insurrection gagne de proche en proche; elle embrase bientôt la Péninsule entière. Zamora se soulève à la voix de son évêque, un de ces prélats batailleurs que nous dépeint le *Poëme du Cid*, et brûle en effigie ses députés absents. Mais, ici, arrêtons-nous un instant devant cette curieuse physionomie. Don Antonio de Acuña, était issu d'une illustre famille de Léon. Brouillé avec Fernando, il se rend à Rome, y arrache à Jules II sa nomination au siége de Zamora. Le régent refuse de reconnaître

l'élection; l'évêque intrus arme aussitôt son diocèse, fait de son église une forteresse, et se prépare à emporter d'assaut son siége épiscopal. Fernando fait marcher contre lui l'alcalde Ronquillo, l'un de ces instruments dévoués que tous les pouvoirs trouvent à leur service; « inaccessible à la compassion, avec le visage d'un bourreau plutôt que d'un juge, et n'ayant pas soif d'or, mais de sang. Dès qu'un prévenu comparaissait devant son tribunal, la mère ou l'épouse éplorée pouvait se vêtir d'habits de deuil; car jamais sa main n'avait su signer autre chose qu'un arrêt de mort. » [1]

Mais Acuña n'était pas homme à laisser exécuter la sentence sans en appeler à l'épée. La lutte dura plusieurs mois; enfin l'évêque, surprenant de nuit son adversaire, met la main sur celui qui venait l'arrêter. Depuis lors, Acuña demeura maître paisible de son épiscopat, et nul ne chercha plus à le lui disputer. Tel était l'homme qui décida la révolte de Zamora, et qui devait jouer, dans la guerre des communes, un rôle si éminent. Étrange caractère, qui rappelle celui du cardinal de Retz, dont il a l'audace, l'amour du désordre, l'insouciance du danger, mais dont il est loin d'avoir la perversité profonde !

Voici le portrait que trace de lui l'historien des communes : « Acuña touchait alors à la soixantaine. De complexion sèche et nerveuse, son teint était celui d'un homme sans cesse exposé aux intempéries de l'air. Ses yeux sortant de leurs orbites, et d'une vivacité presque farouche, révélaient une

[1] Ferrer del Rio, *Comunidades de Castilla*, p. 56.

nature énergique jusqu'à la témérité. Sa stature élevée frappait par l'heureuse proportion de tous ses membres. Frugal dans le manger, sobre dans le dormir, patient dans le souffrir, ami du mouvement, impatient du repos, sa tête chauve et son front dressé semblaient défier le danger. Il montra dès son enfance une adresse merveilleuse au maniement des armes. Cavalier accompli, il domptait un cheval avec ses genoux. Aussi le casque lui seyait-il mieux, et le coiffait-il plus souvent que la mitre, et il suffisait de le voir pour juger qu'il s'était trompé de vocation le jour où il reçut la tonsure. »

Lors de la révolte de Zamora, l'évêque était absent, et la ville au pouvoir du comte de Liste. Mais bientôt, à la tête de trois cents hommes, l'évêque ose se présenter sous les murs de la ville. Étonné de tant de témérité, le comte l'invite à ne pas courir au-devant de sa perte en attaquant, avec une poignée d'hommes, une place aussi forte : Acuña, pour toute réponse, s'avance jusque sur le bord du fossé. A sa vue, la ville tout entière se précipite à sa rencontre : il se préparait à faire face à des ennemis, il ne trouve que des fils qui accourent au-devant de leur père. Des cris de mort retentissent contre les rares partisans de la couronne. Le comte, renonçant à une lutte inégale, s'échappe par une porte avec la garnison, tandis que le prélat et le peuple entrent en triomphe par l'autre. Alcalá de Henares, Soria, imitent l'exemple de Zamora; dans Toro, le frère du gouverneur se met lui-même à la tête des rebelles. Madrid se soulève à son tour; sous la conduite d'un homme du peuple, général improvisé, les révoltés battent en rase campagne un corps de troupes

royales. L'Alcazar, malgré l'héroïque résistance de la veuve de l'alcalde, finit par tomber dans leurs mains. Plus la victoire avait été disputée, plus elle enivra l'orgueil des communes; des bourgeois, des hommes du peuple, à peine armés, avaient vaincu en bataille rangée des troupes exercées; ils avaient enlevé, au prix de leur sang, une place forte, défendue par une nombreuse artillerie. Chaque ville veut imiter Madrid. À Cuença, la populace insulte le sire de Toralva, qui essayait d'apaiser la sédition. Sa femme dévore l'outrage, mais c'est pour en tirer une vengeance qui rappelle celle de Lucrezia Borgia. Elle feint d'embrasser avec ardeur la cause populaire, invite à dîner les principaux chefs de l'insurrection, les gorge de viandes et de vins, les fait coucher dans des lits somptueux; et le lendemain la ville se réveille pour les voir pendus aux fenêtres de la maison seigneuriale, vide de ses habitans[1]. À Guadalajara, le peuple irrité démolit les maisons de ses députés, et sème du sel sur leurs ruines. Un noble de premier rang, le comte de Saldaña, se met à la tête du mouvement. Son père, le duc de l'Infantado, écrit au cardinal Adrien pour l'engager à publier une amnistie, avant que la querelle s'envenime, et à révoquer des mesures odieuses au pays. Ces conseils étaient sages, mais il n'était pas au pouvoir d'Adrien de les suivre; son autorité ne suffisait ni pour punir les coupables ni pour leur pardonner.

La noblesse, après quelques hésitations, était passée en grande partie dans le camp des communes.

[1] Sandoval, lib. VI, p. 263. Juan Pablo Martir Rico, *Histor. de Cuenca*, p. 94 à 102.

Égoïste, comme le sera toujours toute caste privilégiée, elle s'indignait de voir aux mains des Flamands les dignités de l'État, que les rois de Castille, avant l'arrivée de l'*Autrichien*, réservaient naguère à leur fidèle noblesse. Ralliée des lèvres à la cause du peuple, elle parlait bien haut de reconquérir des droits violés, des franchises perdues; mais au fond du cœur, elle ne songeait qu'à réclamer, les armes à la main, les priviléges de sa caste, que Ximenez lui avait enlevés, et à faire peur à la couronne, pour lui vendre plus cher son appui. En Estrémadure et en Andalousie, où l'élément populaire était peu puissant, Badajoz, Cordoue, Grenade et Séville refusèrent d'accéder à la ligue. Le mouvement, dans ces deux provinces, aboutit à une lutte de nobles contre nobles; la couronne y perdit, sans que le pays y gagnât rien. Mais séparés ou unis, la noblesse et le peuple se trouvaient au moins d'accord dans leur haine contre les Flamands; et du Guipuscoa à Tolède, il ne resta bientôt pas une ville où fussent obéis les ordres de Charles-Quint.

Cependant la capitale de la vieille Castille, Burgos, n'avait pas encore pris parti. Déjà les autres villes murmuraient contre sa tiédeur; mais Burgos se décide enfin : le peuple se soulève, pille la maison du corrégidor, assiége un couvent où il se réfugie, et le force à remettre sa baguette (*vara*) aux mains du frère de l'évêque de Zamora. Les maisons des députés traîtres à leur pays sont démolies, les meubles brûlés, sans que le peuple s'approprie une seule de leurs dépouilles. L'alcazar ouvre ses portes à l'émeute. Mais le nouveau corrégidor était au fond du cœur dévoué à la cause opposée à celle de

son frère ; en signant la sentence de mort d'une de ses victimes, au pied du gibet où pendait son cadavre, il s'empare d'un ascendant sans bornes sur la populace ; il gagne, à prix d'or, ses chefs les plus influents, et jusqu'au docteur Zumel, énergique champion des libertés publiques aux Cortès de Santiago, un de ces hommes comme il s'en trouve tant, qui commencent les révolutions, et qui n'ont pas le courage de les finir. Enfin l'habile corrupteur, sentant que son triomphe ne peut durer, a l'art de faire accepter pour corrégidor, à sa place, le connétable de Castille, Velasco, partisan dévoué de la couronne.

Tel était l'aspect que présentait la Castille un mois à peine après le départ de son roi ; l'esprit de révolte avait tout gagné. Dans Valladolid seule, la présence d'Adrien et du Conseil de régence maintenait encore une ombre de respect pour l'autorité du roi. Partout le nom de Juana avait remplacé celui de son fils. Cependant le cri populaire était encore : « Vive le roi, et meurent ses mauvais ministres ; » mais déjà le principe même de la royauté était en question chez ce peuple, monarchique par habitude, mais républicain par nature. On vantait la prospérité et la gloire des républiques italiennes, au moment, hélas, où ces républiques allaient finir. Jusqu'ici, toutefois, le mouvement des communes, malgré son unanimité, manquait de concert, et par conséquent de force ; c'était une série de révoltes heureuses, ce n'était pas une révolution. Le Conseil de régence, revenu de sa stupeur, sentit la nécessité de faire un exemple, et de punir les villes insurgées dans la plus coupable de toutes, dans Ségovie, où fumait encore le sang de

son député égorgé. Ronquillo, l'homme des sanglantes exécutions, fut chargé de châtier la cité rebelle. Ronquillo, naguère alcalde de cette ville, y avait laissé de profonds souvenirs de haine; son nom, trop connu dans Ségovie, y sème plus d'irritation que de terreur. Un énorme gibet est dressé pour lui au milieu de la grande place. Des lettres sont adressées à toutes les cités de la Castille pour réclamer leur secours. Solidaires du même danger, toutes répondent à l'appel de leur sœur. Deux cents chevaux et deux mille fantassins sortent de Tolède, sous les ordres de Juan de Padilla. Madrid, Salamanque, grossissent en chemin ce noyau d'armée; la petite troupe de Ronquillo n'attend pas l'avalanche qui vient fondre sur elle, et le bourreau de Ségovie, demeuré presque seul, doit chercher son salut dans la fuite.

Ce succès, d'un si heureux augure pour la cause des communes, décide toutes celles qui hésitaient encore; partout le joug de la couronne est secoué, au moins de fait, ses agents massacrés ou réduits à s'enfuir. Une partie des troupes royales passe dans les rangs des rebelles. L'insurrection marchait à pas de géant; ce n'était plus une émeute cette fois, c'était une révolution. Adrien le comprit, malgré sa faiblesse, et, d'accord avec le Conseil, il résolut d'arrêter le torrent avant qu'il eût rompu toutes ses digues. Le frère de l'évêque de Burgos, Fonseca, homme de résolution, est chargé de rallier les débris de la bande de Ronquillo, et d'aller chercher de l'artillerie à Medina del Campo; la ville lui ferme ses portes. L'assaut est livré et repoussé avec une égale vigueur. Fonseca, irrité de cet échec, fait mettre le

feu à quelques maisons ; le feu gagne de proche en proche ; sept cents maisons sont consumées, et la ville brûle pendant trois jours entiers. D'immenses amas de marchandises, entassées pour la foire, sont livrés aux flammes. Les Médinais oublient d'éteindre le feu pour repousser l'ennemi, et voient d'un œil sec l'incendie dévorer leurs maisons et leurs biens ; les royalistes, chassés de la ville, emportent avec eux un immense butin, et Médina, désolée et ruinée, voit, à dater de ce jour fatal, finir pour jamais sa prospérité.

L'effet produit par le sac de cette malheureuse cité fut désastreux pour la cause de l'Empereur. Fonseca, poursuivi par l'exécration publique, fut forcé de se réfugier dans les Pays-Bas, où il retrouva Ronquillo. Partout l'insurrection, comme un feu mal éteint, éclata avec une nouvelle furie ; Burgos, sous les yeux même du connétable, brûla la maison de son évêque, frère du bourreau de Médina ; enfin, à Valladolid même, la présence du régent ne suffit pas à contenir le peuple, qui livra aux flammes la demeure de Fonseca et des officiers royaux.

L'heure était venue de donner un centre à l'insurrection : Tolède, qui avait ouvert à ses sœurs la voie de la liberté, leur persuada sans peine d'organiser une junte. Avila fut choisie comme le point le plus central. La junte, prenant le nom de *sainte*, tint, le 29 juillet, sa première séance. Bon nombre de nobles siégeaient dans ses rangs : don Pedro Laso de la Vega, père du poëte Garcilaso, le Pétrarque espagnol, fut nommé président de la junte ; l'on y remarquait encore les Ulloa de Toro, les Maldonado de Salamanque, les Zimbrone d'Avila, les Fajardo de

Murcie, outre plusieurs ecclésiastiques d'un rang élevé, un commandeur et un maître des ordres militaires, et quelques docteurs et bacheliers. Ainsi, tous les ordres de l'État se trouvaient représentés dans ces Cortès improvisées; la couronne seule en était absente. La Castille, après trois siècles d'intervalle, rentrait en possession du pouvoir représentatif; après l'avoir conquis, il ne s'agissait plus pour elle que de savoir le défendre!

Le premier acte de la junte fut de se proclamer indépendante du conseil de régence. Celui-ci, réveillé enfin au sentiment de son danger, essaya de régulariser un mouvement qu'il ne pouvait plus arrêter. Il invita la junte à venir siéger sous ses yeux à Valladolid; il s'engageait, à ce prix, à appuyer toutes ses demandes auprès du roi, et à unir ses efforts aux siens pour ramener la paix en Castille; mais la junte, enivrée du sentiment de sa force, rejeta bien loin cette offre dérisoire. Chaque jour arrivaient des renforts envoyés par les cités. Pour donner une discipline et un corps à cette armée naissante, il fallait lui donner un chef. Le choix unanime de la junte appella Juan de Padilla à ce poste, honorable autant que périlleux. Issu d'une noble famille, jeune, imprévoyant, généreux, Padilla se trouva tout d'un coup, à trente ans, chargé de la tâche redoutable de conduire un peuple et une révolution qui se jetaient dans ses bras. Il n'hésita pas, et se lança dans la carrière avec le dévouement d'un citoyen et le courage d'un soldat. Mais l'homme, par malheur, n'était pas à la hauteur du rôle : du personnage si complexe et si difficile qu'il avait à jouer, il n'eut que des parties, les moins hautes et les plus faciles, et

l'esprit chez lui ne s'éleva jamais au niveau du cœur. Idole du peuple, il ne réussit qu'à s'en faire aimer, et non à s'en faire obéir. Courage, piété, désintéressement, patriotisme, il eut toutes les vertus du citoyen; ses seuls torts, ce furent les talents qu'il n'eut pas, et qui s'unissent rarement à ces vertus plus modestes. La Castille avait trouvé des Cordova, des Colomb, des Cortès, des Pizarre, pour reculer ses limites jusqu'au bout du monde; mais pour asseoir ses libertés sur une base durable, l'habileté manqua dans le chef, la persistance et le dévouement dans les masses; au lieu de faire triompher sa cause, Padilla ne sut que mourir pour elle, volontaire et touchante victime de cette cause perdue, que tant d'autres, à sa place, n'eussent pas hésité à trahir!

Si du moins la junte d'Avila avait compris la grandeur de sa mission, une constitution régulière pouvait encore sortir de ce chaos. Le règne de Charles-Quint, au lieu de fonder l'ère du despotisme, eût pu fonder celle de la liberté légale. Jamais occasion n'avait été plus favorable : un roi de vingt ans, absent de ses États, entouré de ministres étrangers et impopulaires, un conseil de régence sans troupes, sans argent, sans prestige; un peuple conservant, au sein de sa rébellion, un reste d'instinct monarchique, mais debout comme un seul homme pour la défense de ses droits, telle était la Castille dans ce moment suprême. Les embarras de la royauté pouvaient tourner, là comme en Angleterre, au profit des franchises du pays. Mais les instants étaient précieux : le plus pressé, c'était de marcher sur Valladolid; les habitants, que n'avait pu contenir la présence du conseil de régence, s'étaient prononcés en faveur

des communes. Adrien et le conseil, hésitants, éperdus, les yeux tournés vers la Flandre, se sentaient débordés par un mouvement qui avait pris en si peu de temps des proportions aussi gigantesques. Burgos venait de chasser le connétable de ses murs. Acuña tente sur cette ville un coup de main qui échoue. Padilla, avant de marcher sur Valladolid, se dirige d'abord sur Tordesillas. La malheureuse Juana y vivait dans une profonde retraite. Depuis que Charles n'était plus pour l'Espagne qu'un étranger, tout l'amour dont le fils n'avait pas voulu se reportait sur la mère. Dernier rejeton de cette noble reine, que la Castille avait tant pleurée, un secret instinct disait à tous les partis qu'en elle était la source de toute légitimité ; monarque ou sujets, nul n'avait de droits qu'il ne les tînt d'elle. Le conseil de régence avait vainement essayé d'obtenir sa signature sur ses décrets. Padilla se présente à son tour devant elle, avec toutes les marques du plus profond respect ; il la trouve étrangère à tout ce qui se passe hors de son palais ; il lui raconte l'absence de Charles, les iniquités des ministres flamands, le mécontentement de ses fidèles communes qui, poussées à bout, ont couru aux armes, pour ne les déposer que quand elles auront rendu le pouvoir à leur reine légitime. Juana, comme si elle se réveillait d'un rêve, répond qu'elle ne savait même pas que le roi, son père, fût mort ; qu'elle ignorait tous ces désordres, mais qu'elle n'aura rien de plus à cœur que de les réprimer. Elle confére à Padilla le titre de capitaine-général, et le charge de rétablir l'ordre dans son royaume. Celui-ci saisit au passage cette lueur de raison : il obtient de la reine qu'elle mande près

d'elle la junte d'Avila. Les députés, heureux d'obtenir une sanction à leur pouvoir, se hâtent d'accourir à Tordesillas ; ils supplient la reine de prendre en main les rênes de l'État. Juana se prête avec empressement à cette comédie légale; la Castille, volontairement abusée, se fait complice de son erreur. Padilla, pendant ce temps, marchait avec douze cents hommes sur Valladolid. Les conseillers, avertis à temps, parviennent à se sauver; un petit nombre seulement tombe en son pouvoir, avec le sceau royal et les archives de la régence. Les *Comuneros*, par un reste d'égards pour les vertus d'Adrien, n'osèrent pas mettre la main sur lui; mais on le retint prisonnier dans son palais, et ce n'est que sous un déguisement qu'il parvint à leur échapper.

Maîtresse de la reine et de Valladolid, la junte n'avait qu'une chose à faire, c'était de s'y établir avec Juana. On ne comprend pas l'aveuglement qui lui fit préférer une bourgade comme Tordesillas à une cité puissante, centre, depuis plusieurs règnes, de toutes les traditions du pouvoir. Le gouvernement détruit, il fallait en réorganiser un. Ici, la junte faillit encore plus gravement à sa mission : un temps précieux se perdit à de vains débats. Le pouvoir était tombé à terre, nul ne sut le ramasser. L'inertie et le mauvais vouloir succédèrent peu à peu aux premières ardeurs de l'insurrection; on réfléchit au lieu de se dévouer; chaque cité, faute de se sentir engrenée dans un mécanisme puissant qui dirigeât toutes les forces vers un but commun, s'isola dans son effort, et la patrie disparut devant le municipe. La guerre continuait cependant dans le

Nord ; plusieurs places tombèrent aux mains des rebelles ; mais l'absence de plan se fit également sentir dans les opérations militaires. Enfin, la frêle raison de Juana, un instant ranimée, retomba dans ses ténèbres : il devint impossible d'obtenir d'elle une signature, et un coup nouveau fut porté à l'autorité morale de la junte.

Adrien et le conseil, à bout d'expédients, avaient écrit au roi pour le supplier de couper court, par un prompt retour, à tous ces désordres. Charles ne répondit à leurs instances que par un silence opiniâtre. Lassés de tant d'indifférence, ses conseillers lui firent entendre des paroles sévères : « Votre « Majesté, disaient-ils, voit maintenant ses com« munes soulevées, sa juridiction méconnue, sa « mère et sa sœur prisonnières ; et jusqu'à présent « nous ne voyons pas que ses nobles aient levé une « lance pour son service. Quels ont été les véri« tables auteurs de tant de maux, il ne nous appar« tient pas de le dire ; que celui-là le juge à qui il « appartient de le juger. Mais dans ce cas, nous « supplions Votre Majesté de prendre meilleur con« seil pour réparer le mal qu'elle ne l'a pris pour « le prévénir ; car si les affaires avaient été menées « d'une manière plus conforme à la situation du « royaume, elles ne se trouveraient pas dans une « pareille crise. » Bientôt arriva la liste des griefs de la junte, rédigée en termes plus énergiques encore. Aux plaintes sans cesse répétées sur l'absence du roi, sur les emplois donnés aux étrangers, sur les exactions des Flamands, on en ajoutait d'autres : on demandait « que les juges cessassent de toucher une part des biens confisqués ; que les

offices et les dignités ne fussent plus conférés avant la mort du titulaire; que les emplois ne se vendissent plus à prix d'argent; que tous les impôts fussent abaissés au chiffre où ils se trouvaient à la mort d'Ysabel; que le dernier vote de subsides fût regardé comme nul; que le roi s'engageât à ne pas se marier sans l'agrément des Cortès; que les sessions de celles-ci eussent lieu tous les trois ans; que chaque ville y envoyât, pour chacun des trois ordres, un représentant, librement élu, salarié par la commune, et qui ne reçût du roi ni pension, ni faveur, sous peine de mort et de confiscation. Enfin, le roi devait s'engager sous serment à publier une amnistie, et à ratifier toutes les mesures prises par la ligue. »

Cette liste des griefs contenait ainsi en germe les plus précieuses garanties des chartes modernes. La Castille qui, trois siècles auparavant, les possédait toutes, n'avait pas su les défendre avec le soin vigilant de l'Aragon; mais il lui suffisait de fouiller dans les archives de ses Cortès pour y retrouver toutes les traditions d'un gouvernement libre; où les autres nations avaient à innover, elle n'avait qu'à se souvenir! Cependant la junte, en se réunissant, avait senti sa force; les instincts démocratiques, qui sont toujours au fond de toute grande assemblée, commencèrent à s'y faire jour. En s'attaquant à la royauté, elle oublia qu'il fallait avoir la noblesse pour alliée; elle se crut assez forte pour se passer de son appui, et ne sut pas ménager ces grands qui avaient, eux aussi, des griefs à faire valoir contre leur commune ennemie. Elle exigea que tous les domaines royaux, aliénés depuis la mort d'Ysabel, fussent réunis à la

couronne, tous les offices, créés depuis lors, abolis, tous les priviléges accordés aux nobles, révoqués; que les terres seigneuriales payassent impôt comme les autres; que les nobles ne fussent plus seuls chargés du gouvernement des villes et places fortes; enfin, que l'on n'accordât plus à aucun sujet castillan, quel que fût son rang, des concessions d'Indiens pour extraire l'or des mines.

Certes, il ne se trouve là, dans nos idées modernes, rien que de conforme à l'égalité de charges et de droits qui doit régner entre toutes les classes; mais au XVIe siècle, la pente des choses et des esprits n'inclinait pas de ce côté; la justice même, quand elle portait atteinte à des droits établis, avait toujours un air de révolte. Au début de l'insurrection, la noblesse avait regardé avec plus de dédain que d'inquiétude les premiers actes des *Comuneros;* elle avait vu même avec joie cette nouvelle digue opposée aux empiétements de la royauté. Mais quand elle vit ces *vilains*, si méprisés par elle, porter une main hardie sur l'arche sainte du privilége, ses yeux se dessillèrent à l'instant : elle comprit que, menacée comme la couronne, et par le même ennemi, son poste était à côté d'elle à l'heure du danger; et à compter de ce jour, le divorce fut tacitement accompli entre deux alliés, réunis un instant par des haines, jamais par des intérêts communs.

La faute était grave, et devait être sévèrement punie; mais la junte en commit une plus grave encore : ce fut de mendier pour ses actes une sanction dont elle pouvait se passer, et d'attendre sa légalité du bon plaisir du monarque, et non de Dieu et de son droit. Ses députés allèrent en Belgique

essuyer les dédains de Charles de Gand, qui en fit jeter un en prison ; les deux autres n'échappèrent que par la fuite. La junte, paralysée par une attente vaine, négocia quand il fallait combattre, et rédigea des suppliques au lieu de rendre des décrets. Si elle avait eu davantage le sentiment de sa force et celui de son droit, elle aurait fait ce que fit l'Angleterre en 1688, et la France en 1789 : sans rompre ni avec la royauté ni avec la noblesse, elle eût assis sur de nouvelles bases l'édifice social, et fait table rase de tous les abus du passé ; les pouvoirs de l'État, au lieu de s'annuler mutuellement dans une stérile rivalité, eussent concouru, tous ensemble, à la prospérité et à la grandeur du pays. Mais la junte, dans son inexpérience brouillonne, ne sut jamais dépasser cette première période des révolutions, où l'on bouleverse, pour arriver à la seconde, où l'on crée. Soyons toutefois indulgents pour ses fautes. Les peuples sont des mineurs plus longs à s'émanciper que les rois, et Charles-Quint, à dix-neuf ans, en savait déjà plus que la Castille. Les chefs, nobles pour la plupart, que ces bourgeois révoltés avaient mis à leur tête, étaient tous à l'armée ; les villes, privées de l'élite de leurs habitants, restaient livrées à une populace sans frein, dont les excès détachaient de sa cause tous les hommes modérés et honnêtes. On avait besoin d'un gouvernement, et l'on n'eut qu'une émeute en permanence. La junte, impuissante et surtout incapable, succomba sous la grandeur de sa tâche. A défaut du général et de l'homme d'État qui lui manquait, la Castille aurait pu trouver un drapeau dans l'infant Ferdinand ; mais elle l'avait laissé échapper de ses mains, et tout mouvement démo-

cratique avortait nécessairement au XVIe siècle, quand il n'avait pas un fils de roi pour le conduire.

Le 21 mai, Charles-Quint avait quitté l'Espagne, et ce ne fut qu'à la fin de septembre que, malgré les messages réitérés d'Adrien, il se décida à donner signe de vie. Jusque-là, il n'avait pas pris au sérieux le soulèvement de ses communes; mais la dernière lettre du conseil de régence vint le tirer de sa léthargie; il envoya des instructions précises et détaillées au régent et à son conseil. Cette pièce, curieuse à plus d'un titre, nous a été conservée[1]. On y sent l'effort de cette monarchie, enivrée de sa force naissante, pour s'isoler de tout ce qui l'entoure, et ne devoir qu'à elle-même son triomphe. Il y règne une défiance presque égale pour les communes et pour la noblesse. Comme le lion, la royauté castillane aime à marcher seule; ce n'est qu'à son corps défendant qu'elle daigne accepter l'appui que sa fidèle noblesse ne demande qu'à lui vendre. Cependant Charles avait compris qu'il fallait céder quelque chose : éclairé sur l'insuffisance d'Adrien, il s'était décidé à lui adjoindre deux autres régents, le connétable de Castille Velasco, et l'amirante, don Fadrique Enriquez, l'un des plus beaux caractères qu'offre cette turbulente époque. Nul choix ne pouvait être plus heureux : riches, tous deux, en vassaux et en domaines, nobles entre tous les nobles, puissants par leur crédit et par celui de leurs familles, la nomination du connétable était un gage donné à la grandesse, et celle de l'amirante aux

1. Don José Quevedo a publié cette pièce importante, comme appendice à sa traduction du *Movimiento de España*, par le prêtre don Juan Maldonado.

communes, par la rare impartialité, et l'esprit sagement libéral qui le caractérisaient.

Voici les instructions que Charles donnait à Adrien et à ses collègues : « Fixer le siége du gouvernement à Valladolid, ou, à défaut, le plus près possible de Tordesillas ; s'efforcer de chasser de cette ville les troupes de la ligue ; négocier avec les rebelles pour obtenir leur désarmement, et prononcer contre ceux qui s'y refuseront la peine de mort et de confiscation ; employer contre eux des troupes régulières et soldées, et ne *recourir aux milices nobiliaires qu'à la dernière extrémité*. Si l'argent ou la force manquent, *dissimuler pour le présent*, *en attendant qu'on puisse faire plus et mieux pour le service du roi ;* convoquer les Cortès, si le conseil le juge indispensable, et s'efforcer, par tous les moyens, de faire renoncer les députés à leurs prétentions déplacées ; n'accorder aucun point avant d'avoir consulté le roi, et le tenir chaque jour au courant de ce qui se fera dans les Cortès ; notifier la convocation de celles-ci à la junte d'Avila, pour qu'elle ait à se dissoudre sur-le-champ, sous peine, pour les cités, de perdre leur vote en Cortès ; vu le grand nombre des coupables, accorder une amnistie générale, si c'est le seul moyen de ramener la paix dans le royaume, mais ne pardonner qu'aux masses, et châtier sévèrement les meneurs ; faire restituer aux communes les forteresses, armes et munitions dont elles se sont emparées, et verser les rentes saisies dans le trésor royal ; condamner toute atteinte portée par la junte aux droits seigneuriaux, et s'efforcer de les rétablir dans leur intégrité ; veiller à ce que les prêtres et les moines ne parlent plus, du haut de la chaire, que de l'amour

de *Sa Majesté* pour ses fidèles sujets, et de la clémence dont il use envers eux; annoncer son retour comme bien plus prochain qu'on ne le pense; soutenir la justice royale contre les empiétements de la justice ecclésiastique, mais proclamer l'Empereur le défenseur zélé de la foi et du saint office. Promettre enfin un contrôle vigilant sur l'administration de la justice, et interdire l'extraction de l'or et de l'argent hors du royaume. »

Ces concessions, nominales seulement pour les communes, n'étaient réelles que pour les nobles. Leur cause devenait ainsi solidaire de celle du monarque; leur grief le plus sérieux, le gouvernement de la Castille par les étrangers, se trouvait écarté par le choix des nouveaux régents. La couronne, sans céder rien de ses prétentions, flattait la noblesse dans son orgueil, et la rassurait sur ses intérêts. Elle lui ouvrait une voie pour revenir à elle, sans avoir l'air ni de mendier, ni de repousser son appui. La junte de Tordesillas allait trouver une rivale redoutable dans une assemblée légalement convoquée. Charles, enfin, indiquait aux régents, avec une rare et précoce habileté, le mélange de fermeté et de douceur, de corruption et de violence, qui devait plus tard leur assurer le triomphe. Dans cette lutte inégale, la victoire était d'avance acquise à celui qui commettrait le moins de fautes; et poser ainsi la question, n'était-ce pas la résoudre contre des chefs sans plans, des troupes sans discipline, et une assemblée sans expérience, sans concert et sans unité?

La noblesse ne s'y méprit pas : alliée un instant aux communes, une barrière de méfiance et de haine avait toujours séparé ces deux castes, qu'on peut

rapprocher, mais qu'on ne peut pas unir. Cette barrière se dressa de nouveau, plus menaçante que jamais. La vieille alliance qui, de temps immémorial, avait rattaché les communes à la royauté, se trouva brisée; elle fut remplacée par un pacte nouveau entre la royauté et la noblesse, si longtemps ennemies. La plupart des nobles s'étaient retirés peu à peu de la lutte pour s'enfermer dans leurs châteaux, et voir venir les événements. Tout d'un coup leur attitude change : ils cessent leurs hypocrites déclamations en faveur de la liberté, arment leurs vassaux, et prennent parti pour la couronne. Le connétable, sûr de leur appui, se prépare à signaler, par un coup d'éclat, sa prise de possession de la régence. Expulsé de Burgos, il y avait gardé un fort parti; à la tête de ce parti se trouvait le docteur Zumel, aussi zélé aujourd'hui pour la royauté que naguère pour les communes. Aidé par lui, le connétable fait pratiquer sous main les riches bourgeois, las du joug de la populace. Dons, promesses, menaces, il n'épargne rien pour intimider ou pour séduire; aux plus compromis, il promet leur pardon; à la ville, des avantages de toute espèce, et pour otages ses deux fils, jusqu'à ce que l'Empereur ait ratifié le contrat. La bourgeoisie sépare sa cause de celle du peuple; et bientôt le connétable fait dans Burgos une entrée triomphante, au milieu de l'accueil empressé des notables de la ville.

Excité par le succès, le connétable déploie pour la cause de son maître une rare activité. Il envoie à tous les grands vassaux de la couronne, à toutes les villes demeurées fidèles, l'ordre d'armer leurs milices, et de les réunir à l'armée royale. L'argent

manquait : il engage tous ses biens et ceux de sa famille ; il emprunte au roi de Portugal cinquante mille ducats, fait venir de Navarre son fils, le comte de Haro, avec cinq cents hommes d'armes. Bientôt les milices seigneuriales arrivent, menées par leurs suzerains, et le connétable se trouve à la tête d'une armée peu nombreuse, mais aguerrie et fidèle. Rioseco, où s'était réfugié Adrien, devient le centre d'un mouvement du même genre. Partout les nobles se groupent autour des chefs que leur a donnés la couronne. D'autres, plus éloignés, soutiennent seuls, à leurs risques et périls, la lutte avec les villes qui les avoisinent. Sur tous les points du pays, la guerre civile, retardée par l'indécision des nobles et l'unanimité du mouvement des communes, se déchaîne avec une rage sans égale. Les haines, contenues à grand'peine entre des nobles parjures, des bourgeois hésitants, et un peuple exaspéré par tant de trahisons, se font jour par d'atroces représailles. A Ségovie, le comte de Chinchon, retranché dans la cathédrale, la dispute pied à pied aux *Comuneros*, y prolonge le combat de chapelle en chapelle, et la laisse pleine de sang, de feu et de débris pour se retirer dans l'Alcazar. A Guadalajara, le duc de l'Infantado, l'avocat des *Comuneros* auprès d'Adrien, saisit dans leurs rangs un de leurs chefs, le fait étrangler dans son cachot, et dresse son cadavre comme un épouvantail au milieu de la ville.

L'amirante de Castille négociait d'un côté pendant que le connétable combattait de l'autre. Déjà avancé en âge, honoré et chéri de tous par son caractère bienveillant, nul ne représentait mieux que lui cette vieille noblesse castillane, habituée à traiter

d'égale à égale avec la royauté. Charles-Quint n'avait pas encore fait en Espagne ce que devait faire Louis XIV en France : d'une noblesse souveraine et factieuse, il n'avait pas fait une noblesse de cour, ni d'un peuple de rois un peuple de valets. Le dernier de tous les grands d'Espagne, Enriquez s'était résigné à plier sous le joug de fer de Ximenez; le dernier, il avait reconnu Charles pour roi de Castille, au préjudice des droits de sa mère, Juana. Nul n'avait protesté avec plus d'énergie contre les abus de pouvoir des ministres flamands. Las de la cour et du monde, il avait fini par se retirer dans ses terres, où vint le chercher, à son grand étonnement, la faveur du roi. Appelé à la régence, malgré son penchant bien connu pour une monarchie tempérée par des lois, il hésita longtemps à accepter; s'il s'y décida enfin, ce fut dans l'espoir de rapprocher deux partis, entre lesquels sa loyauté n'aimait pas à choisir. Il s'adressa d'abord à Valladolid, et la pressa de recourir à la clémence de son souverain, en se faisant fort d'obtenir son pardon. Repoussé par Valladolid, il se retourna vers la junte, et ne fut pas plus heureux. Dès lors, les voies de la douceur furent abandonnées, et l'ascendant de Vélasco domina seul dans le conseil. De part et d'autre on se prépara à une lutte plus sérieuse. La junte fit sommer le connétable de désarmer ; celui-ci, pour toute réponse, fit pendre un des députés, et renvoya les autres raconter à la junte comment on recevait ses messages.

Un germe profond de discorde fermentait entre toutes ces villes, à qui la royauté, depuis tant de siècles, n'avait appris qu'à se haïr. Le président de

la junte était jaloux de son général en chef. Tolède, Valladolid, Tordesillas, se disputaient la prééminence. Partout régnait la méfiance, la rivalité, la haine, là où l'on n'aurait pas eu trop pour vaincre de l'union de toutes les volontés et de tous les efforts. De là le découragement des âmes honnêtes et timorées, l'abattement des bons et l'audace des méchants; de là la désaffection de la bourgeoisie, l'irritation du peuple, la méfiance de tous deux; de là enfin l'inertie de la junte, qui, au moment où il eût fallu agir, concentrait toutes ses forces autour d'elle, et laissait les renforts arriver paisiblement à l'armée royaliste.

Pour un peuple soulevé, tout général qui n'est pas toujours victorieux est incapable ou traître. On ne pouvait suspecter la loyauté de Padilla, on accusa sa capacité, ou plutôt on se lassa d'obéir au même chef; pendant une courte absence du généralissime, on nomma à sa place don Pedro Giron, fils du comte d'Urueña, l'un des plus grands noms de la Castille. Frustré du duché de Médina-Sidonia, auquel il se croyait des droits, le dépit l'avait jeté des rangs de la noblesse dans ceux des *comuneros;* mais le grand d'Espagne perçait encore sous le chef de parti; dans un camp comme dans l'autre, Giron n'eut jamais en vue qu'une chose : son intérêt et celui de sa caste. Madrid et Tolède refusèrent seules leurs voix à l'élu de la junte; les autres cités, flattées dans leur orgueil, se crurent sûres de la victoire en voyant un nom aristocratique à la tête d'une cause plébéienne. Le coup était dur pour l'orgueil de Padilla; après avoir commandé, il ne pouvait plus obéir. Feignant d'être rappelé par une

maladie de sa femme, il se retira à Tolède avec le contingent de cette ville. En revanche, l'évêque de Zamora arriva bientôt, à la tête de puissants renforts : outre six cents hommes d'armes et un millier de fantassins, il amenait avec lui un corps de quatre cents clercs ayant reçu les ordres (*clerigos de misa*), exercés sous lui au maniement des armes, et qu'il se faisait gloire de commander. Pedro Giron, à son tour, amena une centaine d'hommes d'armes, levés à ses frais ; l'armée des communes, avec tous ces renforts, s'éleva à dix-sept mille hommes. L'armée royaliste ne montait guère qu'à la moitié de ce nombre ; mais composée de l'élite des milices féodales et de vétérans des guerres de Navarre et d'Italie, elle se sentait, malgré son petit nombre, bien supérieure à des milices urbaines, mal équipées et mal disciplinées.

Jaloux de signaler ses débuts, le nouveau généralissime de la junte résolut de tenter un coup de main sur la quartier général ennemi. Un tiers seulement des forces royalistes se trouvait à Rioseco, bourgade mal défendue par de vieux murs démantelés, et par un château en ruines. Trois ponts sur un ruisseau sans eau, qui donne son nom à la place, ouvraient une triple voie aux assaillants. La junte, dont la plupart des membres servaient dans les rangs de l'armée, avait suspendu ses séances, et son président commandait l'avant-garde. On se croyait si sûr de vaincre, que les populations des environs, en habits de fête, s'étaient portées sur les hauteurs pour assister au triomphe de leur cause. Le généralissime, à la tête de ces forces imposantes, s'avança jusque sous les murs de Rioseco, pour offrir

le combat à l'armée royale ; mais celle-ci évita prudemment une lutte inégale. Les milices communales demandaient l'assaut à grands cris ; mais le général n'osa pas en donner le signal. L'armée, découragée, murmurant contre son chef, s'éparpilla dans les villages voisins. Les abords de la place une fois libres, le comte de Haro, accourant à marches forcées, se jeta avec toutes ses troupes dans Rioseco, et la mit à l'abri d'un coup de main.

La campagne débutait sous de fâcheux auspices : au lieu d'emporter d'assaut une bourgade à peine fortifiée, il fallait ouvrir un siége régulier, et avoir affaire à une armée entière. Mais la cause des communes était celle du pays, décidé, pour la faire triompher, à ne reculer devant aucun sacrifice. La junte demanda aux villes de nouveaux renforts, et Léon envoya encore trois mille hommes ; Valladolid arma tout ce qui dans ses murs pouvait tenir une épée. Ségovie fit marcher l'arrière-ban de ses citoyens. Cependant l'amirante, sans se décourager, persistait dans ses efforts pour amener un rapprochement. Son agent le plus actif était un moine franciscain, dont la naissance était moins humble que l'habit, le frère Antonio de Guevara. Dans cette piquante galerie de portraits que la révolte des *comuneros* fait passer sous nos yeux, celui-ci n'est pas un des moins curieux. Né à Santillane des Asturies, d'une famille illustre, il nous raconte lui-même, dans ses *Lettres familières*, sa jeunesse passée suivant l'usage des muguets de l'époque, « à battre le pavé des rues, « à darder aux fenêtres des œillades assassines, à « écrire des billets doux, et à envoyer des présents « aux dames. » Puis, tout d'un coup, au milieu de

cette vie mondaine, il est touché de l'esprit de Dieu et se retire dans un cloître. Bientôt, comme Ximenez, son mérite éclate au dehors, ses prédications attirent la foule dans le cloître où il s'est caché. Le tentateur, qu'il avait cru vaincre, triomphe encore de lui, et le ramène par une autre porte dans ce monde qu'il avait voulu fuir. On ne peut plus se passer de lui, ni à la cour ni à la ville ; nulle affaire n'est bien faite si fray Antonio n'y a mis la main. « Je ne sais, écrit-il, si ce sont amis qui m'en« traînent, ennemis qui me détournent, affaires qui « me dérangent, César qui m'occupe, ou le diable « qui me tente ; mais plus je fais vœu de me retirer « du monde, et plus je m'y enfonce chaque jour. »

Tel était l'avocat que l'amirante avait choisi pour plaider auprès des communes la cause de la conciliation. Le choix aurait pu être plus heureux. Spectateur et parfois acteur dans toutes les scènes de ce grand drame, Guevara avait, comme tant d'autres, jugé la cause populaire par ses excès, et oublié les torts du pouvoir en voyant ceux du peuple. Au fond du cœur, il ne ressentait pour cette noble cause, si souvent souillée, qu'une profonde répulsion. Il la cachait sous un langage rude, austère, méprisant, qui se sentait à la fois du grand seigneur et du moine. Dans toutes ses démarches, Guevara n'avait qu'un but : détacher don Pedro Giron de la cause des communes. Peu à peu, ses visites au camp des *comuneros*, ses entrevues secrètes avec leur général, deviennent plus fréquentes. Grâce à ses déclamations contre les Flamands et les nobles, le moine rusé sait rendre populaires jusqu'aux invectives qu'il adresse à ses auditeurs. Acuña lui-même, franc et rude sol-

dat, sous une mitre d'évêque, se laisse prendre à ce masque de franchise. D'abord rebuté par Giron, l'habile négociateur sait bientôt gagner du terrain : il touche l'une après l'autre toutes les cordes sensibles, l'ambition, l'orgueil, l'intérêt. Une fois sûr de sa conquête, il jette le masque : du haut de la chaire, il exhorte les rebelles à implorer le pardon de leur roi; il promet, il menace, il supplie; il met sur leur conscience, s'ils persistent dans leur rébellion, tous les malheurs qu'elle attirera sur le pays. Un sourd frémissement, qui court dans l'assemblée, apprend à l'orateur qu'il a été trop loin. Des murmures d'abord, puis des cris, des injures, des huées, l'interrompent en vain ; il poursuit avec un imperturbable sangfroid. Enfin l'évêque de Zamora ôte la parole à l'orateur, et le renvoie à Rioseco, avec ce message : « Frère Guevara, allez, et que Dieu vous « garde! allez, et ne revenez plus ici, sans quoi je « vous promets qu'une autre fois, on ne vous lais- « sera pas repartir. Et dites à messires les régents, « que s'ils ont des pouvoirs du roi pour promettre, « ils n'en ont pas pour tenir! »

Guevara s'en retourne enfin, vaincu en apparence, vainqueur en réalité. Le trait était demeuré dans l'âme de Giron; guidé par la noire habileté du moine, il voulait trahir la cause des communes avant de la déserter, et ne restait dans ses rangs que pour mieux la desservir. Décembre était déjà venu : l'infanterie des *comuneros*, sans tentes pour camper, souffrait beaucoup de l'intempérie des saisons; le généralissime propose en conseil d'aller prendre ses quartiers d'hiver à Villalpando, petite ville bien pourvue de vivres, à six lieues de distance. Lever

le camp, ce n'était pas seulement renoncer à prendre Rioseco, c'était battre en retraite; c'était quitter l'offensive, la seule attitude qui siée à un peuple soulevé pour reconquérir ses droits. Tout le sang d'Acuña bouillonne à cette proposition : il en fait sentir le danger, la honte : « Il n'est qu'un seul « quartier d'hiver digne de nous, s'écria-t-il, c'est « Rioseco; il faut nous y établir à tout prix. » Tous ses efforts sont vains; les chefs, sans être vendus comme Giron, étaient las des lenteurs et des privations d'un siége. Le belliqueux évêque demeure seul de son avis, et l'armée se met en marche vers Villalpando. A peine les nobles ont-ils vu reculer la bannière des communes, qu'ils sortent de leurs retranchements. Trop faibles pour inquiéter la retraite de l'ennemi, ils se dirigent, par une inspiration hardie, vers Tordesillas dégarnie de troupes. L'armée était fatiguée d'une marche rapide, elle manquait de grosse artillerie; un siége régulier était difficile, le succès incertain; mais un assaut était possible, le comte de Haro se décide à le livrer. Sans laisser même reposer ses troupes, il donne le signal, et promet le pillage à ses gens. La ville était forte; mais pour toute garnison, elle avait deux compagnies de milices, et les quatre cents clercs de l'évêque de Zamora. L'artillerie tonne sans pouvoir entamer les murailles de la place. Debout sur le rempart, et exposé à tous les coups, un des clercs d'Acuña se distinguait par son audace et par la rare justesse de son tir. Onze fois, nous dit Guevara, témoin oculaire, son escopette, promenée en croix dans l'air, bénit les assaillants, et onze fois elle s'abaisse pour donner la mort à l'un d'eux. Une flèche qui lui perce le

front prive à la fin Tordesillas de ce hardi champion.

Cependant l'artillerie de la place, plongeant dans les masses des assiégeants, y faisait un affreux ravage. Malgré leurs efforts désespérés, ils n'avaient pas gagné un pouce de terrain. Enfin un noble navarrais, en faisant le tour de la ville, pour y trouver un endroit faible, découvre dans les murs, du côté opposé à l'attaque, une vieille brèche mal réparée; le canon l'a bientôt élargie; une seconde attaque est dirigée sur ce point, mal défendu, et la première n'en est poussée qu'avec plus de vigueur. Les royalistes pénètrent par la brèche, et se répandent dans la ville comme un torrent débordé. La mort, l'incendie, le pillage, s'y déchaînent à l'envi. La reine et sa fille, entourées d'hommages et de soins, sont mises sous la garde de quelques nobles. Neuf députés sont faits prisonniers. La nuit se passe sous les armes, les chefs à veiller autour de la reine, les soldats à piller. L'ordre de cesser le pillage ne fut donné que le lendemain à midi. L'armée royale n'avait perdu que deux cents hommes, en cinq heures de combat; et certes ce n'était pas acheter trop cher une pareille conquête! Résolution, audace, activité, la noblesse avait tout ce qui manquait aux *comuneros*. Elle recueillait maintenant le prix de ses efforts, et la junte portait la peine de ses fautes: chassée de sa capitale, fuyant à travers champs, comme une armée en déroute, en perdant la reine, elle avait perdu son drapeau. Le prestige de sainteté qui s'attachait à sa cause était détruit. Les communes avaient encore une armée, elles n'avaient plus de gouvernement.

L'armée des *comuneros* et son chef apprirent

presque en même temps la sortie des nobles de Rioseco, et la prise de Tordesillas. L'impétueux évêque de Zamora accuse aussitôt le généralissime de trahison; il demande à grands cris à marcher sur Tordesillas, à la reprendre aux royalistes, avant qu'ils aient eu le temps de s'y établir. D'autres veulent aller prendre à Rioseco leur revanche de Tordesillas, et y mettre la main sur le conseil de régence. On perd un temps précieux en récriminations; on dispute quand il faudrait agir. Enfin les chefs, entraînés par Giron, se décident à aller retrouver dans Valladolid les débris de la junte. Acuña y est salué par les acclamations du peuple, et Giron par des cris de vengeance et de mort. Le courage, dans cette âme dégradée, avait survécu à l'honneur : il voulait affronter le ressentiment du peuple; déjà sa maison allait être attaquée; la mort, qu'il bravait, avec le froid orgueil de sa race, était inévitable; ses amis le décident enfin à s'y dérober par la fuite. Tudela, où il cherche un refuge, lui ferme ses portes; dévoré de honte et de remords, il va se cacher dans un de ses châteaux, et y fuir les malédictions du peuple qu'il a trahi.

La désertion, du reste, éclaircissait également les rangs des deux armées. Des deux côtés, on se hâtait, après avoir pillé, d'aller mettre en sûreté le fruit de ses rapines. Toutefois, la cause des *comuneros* était loin d'être perdue. Avec un chef habile et résolu, et l'unité dans le commandement civil et militaire, ils eussent bien vite regagné le terrain qu'ils avaient perdu. Le pays était pour eux; les recrues, les vivres, les dons volontaires affluaient sans cesse dans leur camp, et les biens des nobles

servaient à solder les frais de la guerre. L'armée royale, au contraire, en était réduite aux expédients pour vivre. De là la nécessité d'un pillage régulier et continu, qui atteignait amis et ennemis, et achevait d'ôter à Charles le cœur de ses sujets. « Pour « nous, point de sécurité, écrivait l'amirante à l'em- « pereur ; il faut nous défier de nos propres soldats ; « car les gens qui servent dans nos rangs sont les « mêmes que ceux qui nous font la guerre. Si nous « logeons dans un village, nous avons peur qu'on ne « nous y coupe le cou ; si nous en sortons, nous « craignons de n'y pouvoir rentrer : aussi nos gentils- « hommes sont-ils contraints à faire le métier de sol- « dats, et à monter la garde, en campagne comme « dans nos quartiers. »

De tous les coins des deux Castilles, de puissants renforts étaient en marche pour venger l'échec de Tordesillas. Mais ce qui rendit du cœur aux plus timides, ce fut l'arrivée de Padilla, à la tête de deux mille Tolédans, accourus à travers les neiges du Guadarrama. Il s'agissait de remplacer le traître Giron, et de nommer un généralissime. Le peuple et l'armée réclamaient tout d'une voix l'élection de Padilla ; chacun se croyait sûr de vaincre s'il était commandé par lui. Mais la junte, inquiète de sa popularité, lui préférait son président. Avec l'abnégation d'un grand citoyen, Padilla se sacrifie lui-même à la nécessité de l'union ; il plaide avec chaleur la cause de son rival, qui est élu par la junte. Mais à peine l'élection est-elle connue, que le peuple se soulève, et demande à grands cris Padilla pour général. Celui-ci a beau protester, la junte est forcée de renoncer à son choix, et de ratifier l'élection populaire, ac-

clamée par vingt mille voix. A dater de cette époque, une rancune profonde couva dans l'âme de Laso de la Vega, et les *comuneros* comptèrent dans leurs rangs un traître et un ennemi de plus.

Les nobles, après la prise de Tordesillas, n'avaient pas poussé plus loin leur victoire. Dans un pays dévasté et ennemi, il fallait séparer ses troupes pour les faire vivre : ils les avaient réparties dans une foule de petites places, assez rapprochées pour se donner la main. Tordesillas, où résidait toujours Juana, sous la garde du comte de Haro, était le centre de leurs opérations. Adrien y résidait avec l'amirante, tandis que le connétable et le conseil de régence s'étaient fixés à Burgos. Les *comuneros* se hâtent d'imiter la faute des royalistes, et de diviser leurs forces comme eux : Acuña, à la tête d'une portion de l'armée, se dirige vers le nord ; par un coup de main rapide, il se porte sur Torquemada, la prend, et coupe les communications d'Adrien et de l'armée avec le connétable. Pendant ce temps, Padilla, enchaîné dans Valladolid, comme le connétable dans Burgos, par la crainte de n'y pouvoir rentrer, expiait la faute de ne s'être pas emparé du château de Simancas. La garnison, sous les ordres du comte de Oñate, harcelait tout le pays, et tenait Valladolid en haleine. Les paysans ne pouvaient plus cultiver leurs terres ; les habitants, ruinés par le séjour de l'armée de la ligue, étaient à bout de sacrifices. Vainement les autres cités, à l'abri des maux qui pesaient sur Valladolid, s'épuisaient en renforts, en argent, en vivres pour la secourir. Chaque jour l'autorité du général en chef était plus contestée par la junte. Acuña seul lui était dévoué ; et il fallut que, malade

de la fièvre, il se fit porter en litière au milieu des chefs mutinés, pour les décider à obéir à leur général.

Enfin, le 16 février 1521, Padilla se décide à quitter Valladolid, et à marcher sur Torrelobaton, à trois lieues de Tordesillas; il avait avec lui sept mille fantassins, cinq cents lances, et une bonne artillerie. Une forte garnison défendait la ville. Un premier assaut est livré, et repoussé avec un égal courage. Le comte de Haro accourt pour sauver cette place importante, qui couvre Tordesillas du côté du nord; mais les assaillants lui en ferment l'entrée, et le comte est forcé d'opérer sa retraite. Le lendemain, un assaut furieux emporte la ville, qui est pillée, malgré tous les efforts de Padilla pour l'empêcher. Mais nonobstant ce succès passager des *comuneros*, la cause du roi était plutôt en progrès qu'en déclin, et le temps combattait pour elle. La Galice, un instant émue, s'était bien vite apaisée; la Catalogne et l'Aragon n'avaient pas bougé; la guerre civile désolait toujours Valence; mais la lutte n'avait lieu qu'entre les nobles et le peuple, et les insurgés de Valence n'avaient pas su s'entendre avec ceux de la Castille. L'Estrémadure était pacifiée; l'Andalousie même avait fini par prendre parti contre les *comuneros*. Une contre-junte s'était formée à Cordoue, pour rétablir l'autorité royale, et réprimer les désordres. Une députation était allée supplier le roi de hâter son retour, et de débarquer en Andalousie, où il trouverait ses fidèles sujets armés pour le défendre, et pourrait congédier ses soldats étrangers. En effet, le pire de tous les dangers pour le parti royaliste, c'était l'absence de son roi. Séparé de l'Espagne par

de vastes distances, Charles avait toujours la mer ou la France entre ses États et lui. Ses ordres arrivaient trop tard, ou ne s'adaptaient plus à des circonstances qui avaient changé. A peine une dépêche rédigée, une autre survenait d'Espagne qui faisait annuler la première. Ainsi, même au début du règne, se faisait déjà sentir le vice de cet empire, trop vaste et trop morcelé pour être contenu par une seule main. L'adversité, d'ailleurs, n'avait pas dompté encore la hauteur naturelle au caractère de Charles : il répugnait à traiter avec des rebelles autrement que les armes à la main, et à pardonner quand il pouvait punir. Il se refusait même à accueillir les transfuges, et marchandait la grâce qu'il aurait dû leur offrir. Enfin jamais on ne put le décider à ratifier les promesses faites par le connétable aux habitants de Burgos, pour les faire rentrer dans le devoir.

Cependant la discorde régnait toujours dans le camp des *comuneros*, et l'argent commençait à y manquer ; mais cet obstacle fut levé, grâce au génie inventif de doña Maria Pacheco, la femme de Padilla. Toutes les ressources des confédérés étaient épuisées; le clergé seul, riche au milieu de la pauvreté générale, gardait dans ses sanctuaires les trésors qu'y entassait depuis des siècles la piété des fidèles. Doña Maria, toute puissante dans Tolède, sut persuader au peuple de lever un emprunt sur les églises de la cité. Mais il fallait ménager le clergé, tout en le dépouillant, et éviter de froisser les préjugés populaires. Voici l'expédient qu'imagina cette femme, d'une trempe d'esprit peu commune : entourée de tous ses amis et parents, elle se rend processionnellement à la cathédrale, en habit de deuil, comme pour attes-

ter la violence qu'elle se fait. Agenouillée tour à tour devant chaque saint, elle lui demande, en se frappant la poitrine, la permission d'enlever les diamants, les pièces d'orfévrerie, les robes de brocart qui décorent son autel. Les saints restent muets; on prend leur silence pour un consentement, et on les dépouille de leurs parures, en promettant de les rendre après la paix. Le clergé, contenu par la peur, n'osa pas murmurer trop haut, et grâce à ce hardi expédient, les coffres de la ligue se trouvèrent remplis.

Mais ce que doña Maria ne pouvait pas donner aux confédérés, c'était l'union. Ce triste amour du municipe, qui est moins l'amour de la cité natale que la haine de la cité voisine, a de tout temps été fatal aux libertés de l'Espagne. Toutes ces villes, jusqu'ici, n'avaient compris l'idée de patrie qu'en l'associant à celle de royauté; en rompant avec la couronne, elles avaient perdu leur centre de ralliement. Partout étaient la discorde, l'envie, les récriminations, nulle part le patriotisme et l'union. Tous les liens de la hiérarchie étaient brisés: la Castille glissait de nouveau sur cette pente fatale où l'avait arrêtée le génie des *rois catholiques* et de Ximenez. Également inhabile à s'assurer l'appui de la grandesse et à s'en passer, la ligue saisissait les biens des nobles qui lui faisaient la guerre, et voulait avoir des nobles pour chefs. Mais ce qui manquait surtout à la cause populaire, c'était une direction. Acuña n'était qu'un aventurier actif, brave et dévoué. Padilla, populaire auprès des classes inférieures, l'était moins auprès de la bourgeoisie; il avait, en sa qualité de noble, toute la noblesse contre lui. Soldat hardi, médiocre général, il n'avait rien de l'administrateur ni de l'homme d'État. A difficultés

égales de part et d'autre, l'intérêt des communes était d'agir, celui des régents de négocier, et de gagner du temps. Ces derniers seuls le comprirent : deux chefs d'ordre religieux, dont l'un fut plus tard l'évêque d'Osma, confesseur de Charles-Quint, vinrent apporter à Valladolid de nouvelles propositions de paix. Le président de la junte, jaloux des succès de Padilla, leur ménagea un accueil favorable. Les négociations marchaient, bien qu'à pas lents ; un événement imprévu vint brusquement changer la face des affaires : G. de Croy, l'archevêque intrus de Tolède, mourut à la chasse, d'une chute de cheval, fin digne d'un pareil prélat. Ainsi se trouva annulé le principal grief du clergé ; la vacance du premier siége de la Péninsule éveilla dans ses rangs une foule d'ambitions ; l'emprunt forcé, levé sur les églises de Tolède, avait vivement froissé cet ordre privilégié, moins habitué encore que la noblesse à partager les charges de l'État ; aussi, à dater de ce jour, le vit-on se refroidir pour les *comuneros*, et se rapprocher du monarque.

Quand la régence agissait dans un sens, on était sûr d'avance que le roi se prononcerait de l'autre. Les négociations se poursuivaient encore avec la junte, quand un décret royal, rendu à Worms, fut proclamé à son de trompe sur la place de Burgos, le 16 février 1521 : Charles-Quint, « en vertu de son pouvoir royal et absolu, » y déclarait traîtres et rebelles deux cent quarante-neuf des principaux membres de la junte et du parti des communes. Les laïques étaient condamnés à mort, et leurs biens confisqués ; les ecclésiastiques, fussent-ils même évêques (ceci s'adressait à l'évêque de Zamora), à la prison et à la perte de leurs droits civils et de tous leurs biens.

Ce décret imprudent, qui venait se jeter en travers d'une négociation déjà si difficile, mit le comble à l'exaspération ; une trève de huit jours, à grand peine obtenue, fut rompue, même avant d'être achevée, et les hostilités reprirent avec une nouvelle furie. Par une vaine représaille contre le décret de Burgos, un échafaud fut élevé sur la grande place de Valladolid ; là, en présence de la junte, on y proclama traîtres les trois régents, le comte de Haro, les chefs royalistes et les bourgeois de Burgos et de Tordesillas. Impuissante démonstration, destinée à amuser le peuple, et à le tromper sur sa force réelle ; car avant de proscrire, il fallait vaincre ; et le difficile n'était pas de rendre l'arrêt, mais de l'exécuter.

Pendant que Padilla restait à Torrelobaton, occupé à fortifier cette place, comme s'il ne voulait plus la quitter, l'activité d'Acuña contrastait avec son inertie. Le bouillant évêque, rappelé par la junte de son expédition contre Burgos, n'attend même pas que sa fièvre soit guérie pour se diriger sur Tolède. Sa marche, depuis Valladolid, est un triomphe continuel. Les vivres affluent dans ses quartiers ; l'enthousiasme populaire, réchauffé par sa présence, grossit à chaque pas sa petite armée. Il affermit en passant, dans le parti des *comuneros*, Alcalá de Henarès, fait dans Madrid une entrée triomphale, et entre enfin sur le territoire de Tolède. Pendant l'absence de Padilla, le parti royaliste y avait gagné du terrain : le prieur de San Juan, Zuñiga, y tenait la campagne avec peu de troupes ; mais la résolution remplaçait le nombre dans le parti de la noblesse. Les habitants d'Ocaña, seuls, sans autre appui que leur courage, venaient de repousser une attaque du prieur ; l'évêque, comme

un libérateur, se présente sous leurs murs. Il y est reçu avec des transports de joie; mais il se dérobe aux ovations, et marche droit sur l'ennemi. Zuñiga ne se sentant pas en forces, refuse le combat, et demande une trêve, que lui accorde le généreux Acuña. Zuñiga est le premier à la rompre, pour attaquer un ennemi sans défiance : mais l'évêque a bientôt reformé ses rangs. Après un engagement qui dure jusqu'à la nuit, la victoire reste aux *comuneros;* et Zuñiga, après avoir perdu la moitié des siens, est forcé de chercher son salut dans la fuite.

Rien ne fermait plus au belliqueux prélat le chemin de Tolède : il laisse son armée à quelque distance, et pénètre seul dans cette puissante cité, mer toujours agitée par le flot des tempêtes populaires. Il est reconnu, et bientôt son nom est dans toutes les bouches; on le presse, on l'entoure, on veut voir ces cheveux blancs froissés sous le poids du casque, toucher ces mains victorieuses, plus habituées à frapper qu'à bénir. Les plus robustes le soulèvent sur leurs épaules, et le portent en triomphe à la cathédrale. C'était le vendredi saint, et l'on célébrait les Ténèbres; mais rien n'est sacré pour ce peuple en délire : malgré les efforts d'Acuña pour se dégager des bras qui l'étreignent, on l'entraîne de force au milieu du chœur, on l'assied sur le siége primatial, et le peuple, tout d'une voix, le proclame archevêque de Tolède. Entraînés eux-mêmes par le vertige populaire, des prêtres s'associent à cette sacrilége parodie. Un prélat, homme de violence, les mains teintes encore du sang versé dans le combat, est assis par la violence sur le siége apostolique, digne successeur de cet archevêque de Tolède

qui, le casque pour mitre, et la cuirasse pour étole, disputa à Ysabel l'obéissance de la Castille. Du reste, il faut le reconnaître, les torts d'Acuña sont à son époque plus qu'à lui. Quand un pape, comme Jules II, commandait des armées; quand trois cardinaux, dont un fut plus tard Léon X, gagnaient leurs éperons à la bataille de Ravenne, faut-il s'étonner qu'un Acuña fît par goût ce que d'autres faisaient par nécessité? Il aspirait au siége de Tolède, ne fallait-il pas qu'il possédât avant tout les vertus nécessaires pour y monter? Et le peuple, qui l'y assit de force, couronnait-il en lui le chrétien fidèle ou le soldat intrépide?

Cette profanation ne devait pas porter bonheur à la cause des communes : le clergé, atteint dans son droit le plus vital, tonna, du haut de ses chaires, contre le *Luther de Zamora*, comme il appelait le nouvel élu; cette élection sacrilége consomma son divorce avec la junte. Plusieurs nobles, qui attendaient l'événement pour prendre parti, renoncèrent à leur neutralité, et vinrent grossir l'armée du prieur. Dans les rangs même des *comuneros*, les moins compromis commencèrent à regarder en arrière, et à frayer les voies à un rapprochement. L'indulgence systématique de la junte envers ses prisonniers n'annonçait pas d'ailleurs un parti bien pris de pousser les choses à l'extrémité. Les membres du conseil, saisis par Padilla, avaient été relâchés; le peuple de Valladolid avait fermé les yeux sur l'évasion d'Adrien. Dans les rangs des royalistes, au contraire, pas de pitié pour les prisonniers, pas de ménagement pour les vaincus : un des meneurs populaires, le tondeur de draps Bobadilla, avait été

pendu aux créneaux de Coca; un messager de la junte, étranglé à Burgos. Certes, la cruauté n'a jamais prouvé la force; mais la clémence persistante des *comuneros* envers les prisonniers de marque trahissait chez eux peu de confiance dans le succès de leurs armes; en cherchant au fond de leur clémence, on y trouvait surtout de la peur, et le désir de se ménager des avocats qui pussent un jour plaider leur cause.

Les opérations militaires ne se ressentirent pas moins du coup porté à la ligue par l'élection d'Acuña. Ocaña finit par ouvrir ses portes à Zuñiga. Mora, après une courageuse résistance, fut prise d'assaut par les royalistes; trois mille de ses habitants, femmes et enfants pour la plupart, périrent dans l'église embrasée. Mais l'élu de Tolède n'était pas homme à se prélasser longtemps sur son siége: à peine a-t-il appris le désastre de Mora, qu'il se remet en campagne; il poursuit, l'épée dans les reins, la cavalerie du prieur, et la force à se réfugier dans le château de Ribera. L'artillerie tonne, une brèche est ouverte, les soldats sont prêts à s'élancer à l'assaut; tout d'un coup, un bruit sourd se fait entendre: les portes s'ouvrent... Les soldats d'Acuña, saisis d'une terreur panique, n'attendent pas même qu'on les attaque: ils fuient en désordre sur les pentes de la colline. Mais, au lieu de l'ennemi qu'ils redoutaient, un immense troupeau de bétail, chassé de la forteresse, se précipite après eux sur la pente. Honteux d'avoir fui devant un pareil adversaire, les *comuneros* se dispersent pour le poursuivre[1]. Vainement Acuña,

[1] Maldonado, lib. 6.

furieux, essaie de les ramener au combat; ses soldats, débandés, n'obéissent plus à sa voix. Le siége, dès lors, traîne en longueur; les pluies d'avril forcent enfin l'évêque à le lever, et à rentrer dans Tolède, malade d'âme encore plus que de corps. L'effet de cet échec, peu important en lui-même, fut fatal aux confédérés ; tout prestige était détruit, depuis que l'armée des communes avait fui devant un troupeau de bœufs. Vainement Acuña, pour relever le moral des soldats, fit-il fouetter, sur la place de Tolède, ceux qui avaient donné le signal de la fuite; ce n'est pas à coups de fouet qu'on donne du courage à des soldats qui n'en ont pas.

Déjà de sanglantes représailles avaient vengé le désastre de Mora : les terres de plusieurs nobles avaient été mises à feu et à sang. Mais l'armée de Zuñiga grossissait tous les jours; ses éclaireurs venaient déjà aux portes de Tolède. A l'approche du danger, Acuña se sent guéri, et veut rentrer en campagne; mais le peuple ne veut pas le laisser partir avant d'avoir fait ratifier son élection par le chapitre. La cathédrale et les rues qui y aboutissent sont occupées par des hommes armés; les chanoines sont amenés un à un dans l'église, où les cris d'une populace furieuse leur dictent leur vote. On ne saurait trop admirer le courage de ces quelques prêtres désarmés, qui, sous les menaces, en face de la mort, restèrent fidèles à leur devoir, et refusèrent d'élire un prélat indigne de ce nom. Le peuple, désespérant de vaincre leur obstination, essaie de les prendre par famine : trente-six heures ils restent sans boire et sans manger, décidés à mourir plutôt que de céder. Enfin, de guerre lasse, le peuple les

laisse partir, et confirme lui-même l'élection qu'il a faite : il intronise sur le siége de primat Acuña, revêtu de ses vêtements épiscopaux. Celui-ci se laisse faire, et joue jusqu'au bout son rôle dans ce drame impie. C'est sous ces tristes auspices qu'il sort de Tolède à la tête de son armée, ivre d'indiscipline plus que de courage.

La junte siégeait toujours dans Valladolid, mais démembrée, privée de tout crédit, et n'osant plus donner des ordres auxquels on avait cessé d'obéir. Ses membres les plus actifs l'avaient quittée pour se ranger sous ses drapeaux; d'autres s'étaient cachés pour attendre l'issue des événements. D'autres enfin, prévoyant cette issue, chaque jour plus claire, ne restaient dans les rangs des communes que pour les trahir. Déjà l'amirante avait rallié à son parti les députés de Ségovie, de Murcie et de Salamanque, avec le président de la junte et bon nombre de ses membres. Dans les rangs même des *comuneros*, on ne se cachait plus pour prêcher la soumission au tout-puissant empereur. Triste spectacle, que celui d'une cause sainte et juste qui s'abandonne elle-même, et qui, en doutant de son droit, invite chacun à en douter comme elle!

Malgré les incessantes contributions des villes, l'argent manquait dans la caisse des communes. Cent mille ducats avaient été dépensés sans résultat sérieux. Les habitants de Valladolid, lassés des intrigues de la junte, qui détournait les secours envoyés à l'armée, voulurent la chasser de leurs murs. La tempête populaire s'apaisa enfin, mais non sans avoir emporté avec elle le dernier reste d'autorité de la junte. La guerre continuait cependant, guerre

découssue, sans plan, sans suite, et où le sang coulait à flots sans que l'on fît un pas vers le dénoûment. De Burgos à Tolède, les deux Castilles étaient en feu ; toutes les villes étaient ruinées ; les campagnes, plus malheureuses encore, étaient pillées par les deux partis ; les populations, chassées de leurs toits en ruines, étaient réduites à s'enrôler dans un camp ou dans l'autre, et à piller à leur tour pour ne pas mourir de faim. A tant de misères il fallait un terme, une solution quelle qu'elle fût. Les négociations avaient échoué, l'épée seule pouvait trancher la querelle. Un engagement décisif était inévitable, tous les partis en étaient venus à le désirer ; les régents se décidèrent à le provoquer. Le connétable venait de s'emparer, par surprise, de l'alcazar de Burgos ; il y laisse le comte de Nieva, avec des forces suffisantes, et marche sur Tordesillas à la tête de quatre mille soldats d'élite. Il n'en fallait pas moins pour réveiller Padilla de sa léthargie. Comprenant enfin qu'une bataille est inévitable, le généralissime se rend à Valladolid pour concerter son plan de campagne avec la junte. Il en ramène deux mille fantassins et deux cents hommes d'armes, et se trouve, pour agir, à la tête de sept mille fantassins, cinq cents lances et une bonne artillerie.

Le bon sens le plus vulgaire indiquait à Padilla d'empêcher, à tout prix, une jonction entre les forces du connétable et celles de son fils, le comte de Haro : nul, dans le camp des *comuneros*, ne songea même à s'y opposer. Le connétable se réunit sans obstacle aux deux autres régents, et à toutes les forces dont ils disposaient. On ne laissa dans Tordesillas que les troupes strictement nécessaires pour garder la reine

et la cité, et le connétable réunit sous ses ordres six mille fantassins et deux mille cinq cents chevaux. C'était bien peu, sans doute; mais Padilla n'en possédait guère davantage ; la cause du peuple n'avait pas même pour elle, à défaut d'union et de discipline, l'avantage des gros bataillons. On s'étonne, à cette époque de l'histoire, de la faiblesse des armées qui tranchent les plus grands débats; mais le moyen âge venait à peine de finir; les peuples, les États, nés d'hier, n'avaient pas encore la conscience de leur unité, ni les rois celle de leur force. Les habitudes féodales s'opposaient à ce que l'on mît sur pied ces puissantes armées qui décident aujourd'hui du destin des empires. C'était assez, du reste, des quelques milliers d'hommes qui allaient se heurter dans les plaines de Villalar pour en finir avec les libertés de l'Espagne, et rendre Charles arbitre irresponsable du sort de quinze millions de sujets!

Le 23 avril 1521, jour de la naissance d'Ysabel, les deux armées n'étaient plus qu'à quelques lieues de distance sur la route de Toro, près du petit bourg de Villalar, nom fatal aux libertés de la Castille. Des renforts étaient en chemin pour rejoindre Padilla; il ne voulut pas les attendre; il avait hâte d'en finir et de marcher au-devant de sa destinée. La journée était pluvieuse, les chemins défoncés et pleins de boue; rien ne put l'arrêter. Seulement, avant de marcher à la rencontre de l'ennemi, il voulut entendre la messe, et communier pour la dernière fois. Son chapelain le pressait d'éviter un engagement : « L'aspect du ciel est fâcheux, lui « dit-il, et les constellations menaçantes. — Laissez « là, répondit vivement le général, tous vos augures

« et vos pronostics ! Je ne songe plus qu'à Dieu, à
« qui j'ai consacré ma vie, et au salut du peuple
« qu'il m'a donné de défendre. Il n'est plus temps
« de reculer, et Notre-Seigneur fera de moi ce qui
« agréera le mieux à son service. »

Il s'arme aussitôt, et monte à cheval ; la trompette sonne, et l'armée se met en route, au hasard, sans savoir même où se trouvait l'ennemi. L'infanterie marchait en avant, divisée en deux corps, et Padilla couvrait avec sa cavalerie l'artillerie qui s'avançait à l'arrière-garde. Le jour s'obscurcissait de plus en plus ; des rafales de pluie mêlées de vent, fouettant le visage des soldats, leur dérobaient jusqu'à la vue du chemin. Le connétable, informé par ses éclaireurs de la direction de l'ennemi, laisse en arrière son infanterie, avec ordre de le suivre à marche forcée ; et, prenant seulement son artillerie légère, avec deux mille cinq cents chevaux, l'élite de la noblesse de Castille, il se lance au galop à la poursuite de Padilla. Les traces des roues, les pas des hommes et des chevaux lui indiquent le chemin. La route s'avançait droite et nue, à travers un de ces plateaux désolés de la Castille, où l'on aperçoit dès le matin le gîte où l'on couchera le soir. Mais le jour était si sombre qu'à peine la queue de la petite armée pouvait-elle en apercevoir la tête. Bientôt un bruit sourd annonce aux *comuneros* l'approche de l'ennemi. Padilla se trouvait alors au sommet d'une colline que traversait la route. L'endroit était favorable, il donne l'ordre de faire halte ; mais ses soldats, transis et percés jusqu'aux os, n'en marchent que plus vite. Deux fois il répète l'ordre, et deux fois ils sont sourds à sa voix ; l'ennemi, qu'ils sen-

tent sur leur dos, semble encore leur donner des ailes. Quelques coups de canon, tirés hors de portée, changent bientôt leur marche en une fuite. Trébuchant à chaque pas, enfoncés à mi-jambe dans la boue, ils ont cessé de garder aucun ordre ; un vent furieux, qui balaie sans cesse ces plateaux déserts, leur chasse la pluie dans les yeux, et les aveugle ; ils sont vaincus avant d'avoir combattu !

Cependant, les royalistes s'étaient arrêtés un instant pour laisser souffler leurs chevaux. Les plus hardis demandaient à charger sur-le-champ, sans compter l'ennemi, sans lui laisser le temps de se reconnaître. D'autres voulaient attendre l'infanterie ; mais composée de gens des communes, on ne pouvait se fier à elle, et la noblesse ne se souciait, ni de compromettre, ni de partager une victoire certaine. Le connétable, entre les deux partis, choisit, comme toujours, le plus hardi. A sa voix, la troupe s'ébranle, part au galop, et charge par le flanc la masse en désordre des *comuneros*. Dès lors, ce n'est plus un combat, mais une déroute. Les confédérés rompent leurs rangs, et s'enfuient à travers champs, arrachant de leurs bras la croix rouge qu'ils portaient, pour s'en mettre de blanches, comme les royalistes. Leur artillerie est enveloppée, et prise comme dans un filet, sans avoir eu le temps de tirer un seul coup. Les nobles, libres d'assouvir enfin leur haine contre ces *manants* révoltés, n'accordent point de merci, et tuent tout ce qu'ils atteignent. Vainement Padilla s'épuise en efforts pour arrêter ses soldats, ivres de peur, et qui ne reconnaissent plus sa voix ; vainement il leur crie que la fuite est pour eux plus dangereuse que le combat, qu'ils

sont trois contre un, qu'un seul peloton qui tiendra bon suffit pour donner au reste le temps de se rallier! Nul ne l'écoute, nul ne l'entend même ; les cavaliers sont les plus pressés de fuir, et deux capitaines de Salamanque, Juan Bravo et Maldonado, sont les seuls qui restent pour mourir avec lui. Alors cette grande âme, digne de la cause qu'elle servait, et d'une fortune meilleure, se retrouve tout entière en ce moment suprême : il songe à la patrie qui le regarde, et qui attend de lui, pour oublier ses fautes, une mort qui les répare. Il s'assure d'un coup d'œil que ses deux compagnons sont prêts à le suivre : « Allons, leur dit-il, ne plaise à Dieu que les femmes « de Tolède puissent dire que j'ai mené leurs fils et « leurs époux à la boucherie pour me sauver moi-« même! » Et piquant des deux, au cri de : *Santiago y libertad!* il se lance avec eux au plus épais des rangs ennemis. Ils y cherchaient la mort, ils n'y trouvèrent que la captivité. Padilla, blessé au jarret, est renversé de cheval ; don Juan Ulloa, de Toro, en apprenant le nom de son prisonnier, le frappe de son gantelet de fer, et lui ensanglante le visage ; lâche et froide cruauté qui ne trouva personne pour la blâmer, tant les guerres civiles endurcissent les âmes, et faussent la notion de l'honneur envers un ennemi désarmé! Les soldats, excités par l'exemple de leur chef, insultent à leur captif, et déchirent sur son dos le surcot qu'il portait par-dessus ses armes.

La bataille était gagnée sans avoir été livrée. Les *comuneros* fuyaient dans toutes les directions. La plupart se dirigent vers un pont étroit et haut qui retarde leur passage ; ils s'y entassent, comme un troupeau de moutons, avec l'aveugle furie de la

peur ; la cavalerie, chargeant sur cette masse confuse, en fait un horrible massacre. L'infanterie royaliste arrive à son tour sur le champ de bataille ; ses vœux secrets étaient pour les *comuneros;* mais elle n'hésite pas, en les voyant vaincus, à se tourner contre eux ; trop tard venue pour prendre part au combat, elle la prend au massacre, et surtout aux dépouilles. Un moine dominicain, frère Juan Hurtado, l'œil enflammé, la bouche écumante, court à cheval de rang en rang, et irrite encore la rage des vainqueurs; il les excite, au nom d'un Dieu de paix, à effacer de la terre cette race maudite, ennemie de Dieu et des hommes, et à ne faire de quartier à personne ; puis, par un de ces contrastes étranges, qu'on ne voit que dans les guerres civiles, s'il aperçoit à terre un de ces blessés, qu'il a lui-même désignés aux bourreaux, il saute à bas de sa monture, le ranime, l'encourage, et l'exhorte à bien mourir.

La nuit seule put mettre un terme à cette boucherie. Pas un des royalistes n'y perdit la vie, pas un des *comuneros* n'y tira même l'épée pour se défendre. Cinq cents morts ou blessés gisaient étendus dans la campagne ; plus de mille prisonniers, nus et tremblants de froid, attendaient qu'on décidât de leur sort. Cette nuit même, les chefs royalistes se réunirent en conseil pour prononcer sur celui de Padilla. Quelques-uns, en bien petit nombre, inclinaient pour le pardon, et voulaient recommander le chef des *comuneros* à la clémence du roi ; mais des nobles pouvaient-ils épargner le noble renégat qui avait guidé contre eux la bannière des communes ? On fut bientôt d'accord pour condamner et exécuter sans retard les trois prisonniers.

De grand matin, leur sentence leur fut notifiée. Bravo et Maldonado l'entendirent avec un courage impatient, Padilla avec une pieuse résignation. Sans doute le chef des *comuneros* avait commis bien des fautes, mais sa mort les a toutes effacées : l'héroïsme sans apprêt de cette mort, où la sérénité du chrétien s'unit au courage du patriote, rappelle et surpasse les morts les plus vantées de l'antiquité. Les historiens espagnols, pour qui la royauté est un dogme qu'on ne discute pas, n'ont guère vu dans les *comuneros* que des rebelles, et dans leur chef qu'un traître, qu'on ne saurait ni excuser ni plaindre sans partager la trahison. Sandoval toutefois a osé parler de lui en termes plus généreux : « Ce fut, dit-« il, un noble cavalier, brave autant que loyal, » et ces mots, échappés à sa conscience, honorent le panégyriste de Charles-Quint.

La seule grâce qu'on fit aux prisonniers fut de leur donner un confesseur. Padilla réclamait un notaire : « Un rebelle, un traître, dont tous les biens « sont confisqués, lui répondit-on, n'a pas de testa-« ment à faire. » On lui permit cependant d'écrire à sa femme, et à Tolède, sa cité natale. Nous citerons les deux lettres, comme des documents qui appartiennent à l'histoire. Quant à la légère teinte d'emphase qu'on y pourrait trouver, ce n'est pas l'homme, mais le siècle, et surtout le pays qu'il faut en accuser. Voici d'abord la lettre de Padilla à sa femme :

« Madame,

« Si votre douleur ne m'était plus sensible que la mort même qui me menace, je me tiendrais pour satisfait de ma destinée. Certaine pour tout homme

ici-bas, cette mort que Dieu m'envoie est pour moi un bienfait signalé ; si les hommes la déplorent, Dieu, je l'espère, saura m'en tenir compte. Il me faudrait pour vous consoler plus de temps que je n'en ai ; mais ce temps, mes bourreaux ne voudraient pas me le donner, et je ne veux pas retarder, en le leur demandant, la céleste récompense que j'espère. Pleurez la disgrâce de notre cause, et non ma fin, trop glorieuse pour coûter une larme. Je n'ai plus rien à vous léguer que mon âme : je la dépose dans vos mains; recevez-la comme la chose qui vous a le mieux aimée dans ce monde. Je n'ose écrire à mon père ; car si j'ai hérité de son courage, et fait bon marché de ma vie, je n'ai point hérité de sa fortune. Je n'en dirai pas plus, de peur de fatiguer le bourreau qui m'attend, *et de me faire soupçonner de vouloir allonger ma vie en même temps que ma lettre.* Mon serviteur, qui sera le témoin de ma mort et le dépositaire de mes dernières volontés, suppléera à tout ce qui manque ici. Je m'arrête, et renonce au plaisir de vous écrire, en attendant le coup qui va vous atteindre plus que moi. » (Sandoval, t. I, p. 478.)

Voici maintenant la lettre à la cité de Tolède :

« A Tolède, la couronne de l'Espagne et la lumière du monde..... Toi ma mère, je te prie d'accepter en don la vie que je vais perdre, puisque Dieu ne m'a donné rien de plus précieux à aventurer pour toi. Les larmes que je te coûterai me touchent plus que ma propre fin. Ma seule consolation, c'est qu'à moi, le moindre de tes fils, il m'est donné de mourir pour toi ; mais tes mamelles en allaitent d'autres qui sau-

ront nous venger. Assez de voix te raconteront ma mort; j'ignore encore quelle elle sera, tout ce que je sais, c'est qu'elle est certaine. Je te recommande mon âme, à toi, patrone de la chrétienté; de mon corps, je ne t'en parle pas, puisqu'il n'est plus à moi. Je dois cesser de t'écrire, car en achevant cette lettre, je sens déjà le couteau sur ma gorge, et j'en ressens plus de pitié pour ta douleur que de souci pour moi-même. »

Le comte de Benavente, parent de Maldonado, obtint, à force d'instances, qu'on épargnât sa vie, jusqu'à ce que le roi eût décidé de son sort. Les deux autres prisonniers, après s'être confessés, furent placés sur des mules, les mains liées derrière le dos. Le bourreau marchait devant eux, en criant : « Ceci « est la justice que mande faire S. M. le roi de ces « cavaliers qui vont être décapités, comme traîtres , « rebelles et usurpateurs des droits de la couronne. » A ce nom de traîtres, Bravo interpella le bourreau : « Tu mens, lui dit-il, toi et ceux qui te font parler! « Nous ne sommes pas des traîtres, mais des citoyens « dévoués à la cause du pays, et nous allons mourir « pour ses libertés. »—« Silence, ami! lui dit douce-« ment Padilla; hier il s'agissait de combattre en gen-« tilhomme, aujourd'hui de mourir en chrétien. » Arrivés au pied de l'échafaud : « Rends-moi le ser-« vice de me décoller le premier, dit Bravo au bour-« reau, afin que je n'aie pas la douleur de voir mourir « le plus digne gentilhomme qui soit en Castille. » Son vœu fut exaucé : Padilla vit rouler à ses pieds la tête de son ami : « Te voilà donc mort, brave cavalier! » s'écria-t-il, et levant les yeux au ciel, il s'age-

nouilla, et tendit sa tête au glaive, en prononçant ces mots : *Domine, non secundum peccata nostra facias nobis.* Les deux têtes, fichées sur des pieux, comme celles de factieux et de traîtres, furent exposées aux regards du peuple, qui ne prit pas la peine de cacher ses sympathies pour ces défenseurs malheureux de ses droits.

Avec Padilla, moururent, sur un même échafaud, les libertés de la Castille. Cette révolte, légitime dans ses motifs, mais trop incertaine dans son but, trop indécise sur les moyens de l'atteindre, manqua constamment d'unité et de plan, et perdit à jamais la cause qu'elle devait servir. Une fois rompu le frêle lien qui unissait toutes ces villes, rivales d'intérêt ou d'amour-propre, chacune ne songea plus qu'à trahir ses alliées, et à faire à leurs dépens sa paix avec la couronne. Le comte de Salvatierra, qui tenait encore pour les communes du côté de Burgos, fut battu, avec perte de six cents hommes, et dut chercher son salut dans la fuite. Sur quelque point de l'Espagne que se dirigeât l'armée royaliste, elle était d'avance sûre du succès ; car la terreur marchait devant elle. Les régents, pressés de recueillir les fruits de leur victoire, marchèrent sans perdre un instant sur Valladolid, le connétable ne songeant qu'à vaincre, et l'amirante qu'à pardonner. L'épouvante régnait dans cette malheureuse ville, capitale de la sédition, et qui tremblait d'en être la première victime. La junte, saisie de terreur, s'était dispersée, les habitants les plus compromis avaient pris la fuite ; aussi quand les vainqueurs de Villalar se présentèrent sous ses murs, les portes s'ouvrirent, au mot magique de pardon. L'ascendant du digne amirante l'avait emporté dans le

conseil. Valladolid d'ailleurs avait été assez punie : centre de l'insurrection, nulle cité n'en avait porté plus lourdement le faix. Une douzaine de chefs populaires, qui tous avaient pu fuir, furent seuls exceptés de l'amnistie. Cette clémence, habile autant que généreuse, scella le triomphe de la cause royaliste. Toro, Zamora, Salamanque, Léon, Ségovie, Avila, se hâtèrent d'implorer la clémence du monarque. Chacune d'elles ne craignait plus qu'une chose, c'était d'arriver la dernière, et d'être exclue du pardon, pour l'avoir imploré trop tard. De Valladolid, l'armée victorieuse marcha sur Ségovie ; elle eut la joie d'y délivrer les braves défenseurs de l'alcazar.

Tout d'un coup la nouvelle d'une invasion française en Navarre, de la prise de Pampelune et du siége de Logroño, vint détourner l'attention des régents. Si les communes vaincues avaient retardé leur soumission de quelques jours seulement, les libertés de la Castille pouvaient encore être sauves, comme son honneur ; les régents, pour défendre la Navarre, allaient laisser la Castille dégarnie ; le terrain, perdu à Villalar, pouvait se regagner encore !... Mais les causes mortes ne ressuscitent pas, et un peuple qui n'a pas foi en lui-même est vaincu sans retour ! Les régents se sentirent si sûrs de leur victoire, qu'ils n'hésitèrent pas un instant : leur armée prit le chemin de Pampelune, et la Castille resta gardée par le souvenir de sa défaite, et le sentiment de son impuissance. Le croirait-on ? les villes révoltées, faisant assaut de bassesse, se disputèrent l'honneur d'envoyer leur contingent à l'armée qu'on expédiait en Navarre. Giron et les autres transfuges s'empres-

sèrent de venir demander le prix de leur défection. Quant à Charles, vainqueur par hasard, et sans avoir rien fait pour le mériter, il apprit presque à la fois la victoire de Villalar, l'évacuation de la Navarre et la soumission de la Castille.

« Si vous laissez vivre Padilla, avait dit un des « chefs royalistes, Tolède n'abaissera pas sa crête! » Ce mot coûta la vie au chef des *comuneros*. Mais sa mort même n'abattit pas le courage de cette noble cité, qui persista seule dans sa révolte. L'âme qui l'animait, c'était la veuve de Padilla! Fille du comte de Tendilla, le digne gouverneur de Grenade, le sang des plus nobles races de la Castille coulait dans ses veines. Également versée dans les lettres sacrées et profanes, la pureté de ses mœurs, son dévouement à ses devoirs de mère et d'épouse rehaussaient d'un nouveau lustre des talents, enfouis dans l'ombre, et que l'adversité devait produire au grand jour. Appelée à jouer son rôle sur une scène où elle n'aspirait pas à monter, elle comprit les devoirs nouveaux que lui imposait la mort de son époux, et résolut à la fois de le remplacer et de le venger. Supérieure à Padilla par l'intelligence, sinon par le cœur, c'est elle qui l'avait poussé à épouser, lui noble, la cause de bourgeois et de *vilains* révoltés contre leur roi; elle expia ce tort, si c'en fut un, en restant jusqu'au bout fidèle à sa cause, quand tout le monde la trahissait. *Mari de son mari*, comme l'appelle Pierre Martyr, son ascendant sur lui explique celui qu'elle exerçait sur tout ce qui l'approchait. Tolède tout entière semblait ne vivre, ne respirer, ne se mouvoir que par elle; ascendant tellement étrange, que ce peuple grossier s'en étonnait en lui cédant, et l'attribuait

aux sortiléges d'une négresse, démon familier, disait-on, qui suivait partout la veuve de Padilla.

Un esprit aussi supérieur ne pouvait s'abuser sur l'incurable ruine du parti des communes ; mais Padilla mourant avait laissé à Tolède le soin de le venger, et la cité comme la veuve étaient dignes de recueillir l'héritage. Appuyée au dedans sur l'amour des habitants, et sur la force de leurs remparts ; au dehors sur l'évêque de Zamora, elle attendit de pied ferme l'orage qui allait éclater. Partout présente, la nuit et le jour, elle rend le courage au peuple abattu, répare les murs, préside aux revues, réunit des vivres et des munitions. Ses émissaires, répandus dans toute la Péninsule, vont partout y mendier des secours. Elle presse le général français, en Navarre, d'envahir la Castille, pour donner la main à l'insurrection de Tolède. Elle impose au clergé un nouveau subside, et lève une armée avec l'argent qu'elle en tire. Maîtresse de l'alcazar, elle règne par l'affection ou par la terreur sur le reste de la cité. Pour agir sur l'imagination du peuple, et le tenir en éveil, elle fait porter aux soldats des croix au lieu de bannières, comme dans une guerre sainte. Vêtue d'habits de deuil, elle promène dans les rues de la ville son fils au berceau, avec un tableau qui représente le supplice de son père.

Cependant le prieur de San Juan occupait toujours avec son armée le territoire de Tolède. La désertion ayant éclairci les rangs d'Acuña, le prieur se rapprocha peu à peu de la ville, et vint enfin camper sous ses murs avec trois mille cavaliers et sept mille fantassins. Auprès de lui se trouvaient le docteur Zumel, payé de sa défection par le titre

d'alcalde de cour, et chargé de faire le procès aux rebelles que lui-même avait poussés à la révolte; don Lopez de Padilla, frère de l'illustre et malheureux chef des *comuneros*, loyal champion de la cause qu'avait combattue son frère; enfin le marquis de Villena, oncle de doña Maria. Ce dernier, dans l'espoir d'arrêter le sang qui allait couler, se présente dans la place pour traiter avec sa nièce; mais le peuple se soulève, et le chasse de la ville. Tous les gens paisibles, les clercs, les riches, les bourgeois, s'empressent d'en sortir avec lui, et Tolède reste livrée à l'empire de doña Maria et de la populace. Le découragement gagne enfin jusqu'à l'évêque de Zamora : au lieu de se jeter dans Tolède, pour y partager le sort de ses défenseurs, il se décide à congédier ses soldats et à quitter la Castille. L'asile le plus sûr et le plus rapproché était le Portugal; il prend le chemin le plus long, le plus dangereux, et se dirige sur la Navarre. Il avait, pour s'y rendre, à traverser dans toute leur longueur les deux Castilles, où, amis comme ennemis, tout le monde le connaissait. La fortune, qui l'avait protégé si longtemps, le suit encore dans ce long et périlleux voyage. Déguisé en cavalier biscayen, déjà il apercevait la frontière de Navarre; la liberté, la délivrance étaient là, il les touchait du doigt. Un enseigne, qui avait servi contre lui, le reconnaît, et l'arrête à Villamediana. Vainement Acuña lui offre jusqu'à 50,000 ducats pour sa rançon; l'enseigne est incorruptible, et le conduit à Navarrette, d'où on le transféra au château de Simancas. Ainsi la fortune, travaillant pour Charles, qui la laissait faire, remettait successivement entre ses mains tous les chefs de la révolte; jamais triomphe plus

complet et moins disputé n'échut ici-bas à un prince qui eût moins fait pour l'obtenir.

Restait encore à soumettre la veuve de Padilla : la patrie pour elle était enfermée dans Tolède, avec la cause perdue dont elle était le dernier soutien. Les lâches et les traîtres avaient quitté ce camp où il ne s'agissait plus de vaincre, mais de mourir. De fréquentes rencontres, où l'avantage n'était pas toujours pour les assaillants, tenaient en haleine les deux partis. Le siége, mollement poussé, faisait peu de progrès; les régents craignaient de pousser à bout cette ville indomptée, habituée à voir camper des armées sous ses murs. Le prieur de San Juan rapprocha son camp de Tolède. La forte position de la cité rendait un assaut impossible; on se borna à couper les vivres aux assiégés, et à refouler leurs sorties. De jour en jour le blocus devenait plus étroit, les vivres plus rares, et Tolède travaillée par des dissensions plus profondes. La santé de doña Maria, épuisée par tant de fatigues, ne répondait plus à son courage. Les habitants se lassent enfin de prolonger une résistance inutile. Le désespoir donne de l'audace aux plus timides : le peuple s'assemble en tumulte sur la place du Zocodover, et se partage en deux camps; déjà des cris de *Vive le roi!* se sont fait entendre, le sang est prêt à couler... Mais la veuve de Padilla arrive, portée en litière, et le tumulte s'apaise comme par enchantement; il lui a suffi de se montrer, de prononcer le mot de *Paix!* pour reprendre sur Tolède tout son ascendant. Les deux partis, sur le point d'en venir aux mains, s'unissent pour tenter contre le camp ennemi une sortie désespérée. Ramenés l'épée dans

les reins jusqu'au pied des remparts, ils laissent treize cents des leurs sur le carreau, et le parti qui demandait à capituler reprend le dessus dans la ville.

Aussi longtemps que les Français occupèrent la Navarre, et que Tolède put espérer d'être secourue, l'héroïque veuve ne perdit pas courage; mais après la défaite de l'armée française et l'évacuation de Pampelune, le siége fut poussé avec une vigueur nouvelle. Depuis cinq mois déjà Tolède résistait; une ville tenait en échec les forces d'un empire! Mais le clergé n'avait pas pardonné à doña Maria son injure; il acheva de détacher d'elle les habitants, aigris par leurs souffrances. Le peuple, unanime cette fois, exigea qu'on se soumît, et la veuve de Padilla dut enfin céder. La capitulation fut signée le 25 octobre 1521. Les conditions étaient bien plus favorables qu'on n'aurait dû l'attendre. Un pardon général était accordé à Tolède : elle conservait toutes ses franchises, tous ses priviléges; la garde de l'alcazar et des portes restait confiée aux bourgeois; les bannis et émigrés étaient autorisés à rentrer, sauf ceux dont le corrégidor et l'alcalde croiraient l'exil nécessaire. Les rentes royales devaient être restituées; une indemnité payée par la ville, pour les dommages et dégâts commis. Enfin le séquestre était levé sur les biens de Padilla; sa réhabilitation devait être confiée à des juges nommés par le roi, et le prieur de San Juan s'engageait à l'appuyer de tout son pouvoir.

Cette étrange capitulation, où les rebelles vaincus dictaient des lois au lieu d'en recevoir, ne prouve qu'une chose : c'est que les régents voulaient en finir à tout prix avec cette dangereuse rébellion, qui pou-

vait rallumer des feux mal éteints. La clémence chez les vainqueurs n'était pas ici générosité, mais calcul. Chose plus étrange encore! on laissa la veuve de Padilla venir librement habiter sa maison, avec des troupes et de l'artillerie pour la garder. Le moindre inconvénient de cette paix armée était de ne pouvoir durer. Les royalistes une fois maîtres de la ville, la situation devint plus difficile encore : entre des ennemis en présence, la lutte était toujours prête à recommencer; les bannis, en rentrant dans la ville, venaient encore y raviver les haines. Et puis, la capitulation, trop favorable aux rebelles pour qu'ils pussent s'y fier, tenait tout en suspens jusqu'au retour du roi, qui pouvait refuser de la ratifier. La peur, l'incertitude, l'irritation étaient dans tous les cœurs, sur tous les visages. La moindre rixe pouvait donner lieu à une mêlée sanglante. Une mascarade célébrée par les vainqueurs, pour fêter l'élection d'Adrien à la papauté, fut le signal de l'explosion. Les rebelles se groupent autour de la maison de doña Maria, leur quartier général, et font retentir l'air du cri de *Padilla y Comunidad!* l'artillerie en garnissait toutes les approches. Les royalistes, avec leur courage accoutumé, marchent droit à l'ennemi. Aussitôt le canon, balayant ces rues étroites, fait dans leurs rangs un affreux carnage. Les *comuneros*, si un chef ne leur eût manqué, pouvaient encore prendre leur revanche de Villalar; mais Tolède était à bout d'efforts; cette lutte désespérée ne pouvait pas avoir d'issue. Lopez de Padilla se jette entre les combattants, et brave la mort mille fois pour arrêter l'effusion du sang; il y réussit à la fin. La population était restée neutre; les parents, les amis, les vassaux de doña Maria avaient

seuls pris part au combat. On stipula pour eux la liberté de sortir de Tolède cette nuit même ; si le jour les y retrouvait, eux et leurs biens devaient être à la merci du vainqueur. Jusqu'au dernier moment, le loyal frère de Padilla veilla à leur sûreté, et les protégea contre les insultes. L'ancienne capitulation se trouvait rompue de fait; la force seule régnait dans Tolède : les champions de la liberté vaincue évacuèrent son dernier asile, entre deux files de soldats qui, l'épée à la main, l'injure à la bouche, jetaient des regards de regret sur leur proie prête à leur échapper.

Restait à assurer l'évasion de la veuve de Padilla, cachée dans un couvent de Tolède. Son beau-frère avait réuni à une lieue de la ville une troupe dévouée, qui devait l'accompagner et protéger sa fuite. Déguisée en paysanne, la tête cachée sous un vieux chapeau, Maria, appuyée sur le bras d'une servante, quitta cette ville où elle avait régné si longtemps. Un soldat la reconnut, dit-on, et détourna la tête pour la laisser passer. A travers mille dangers, elle atteignit le soir Escalona. Son oncle, le marquis de Villena, moitié rancune, moitié peur, refusa de la recevoir; mais la marquise, honteuse de la dureté de cœur de son époux, fit passer à la fugitive une bonne mule, trois cents ducats et quelques joyaux, et le frère du marquis lui donna un asile pour la nuit. Elle poursuivit sa route par des chemins détournés, avec une faible escorte et son esclave noire, qui ne la quittait pas. Le danger diminuant pour elle à mesure qu'elle s'éloignait de Tolède, elle atteignit enfin, après huit jours de fatigues et de transes mortelles, la frontière de Portugal. Les royalistes fouillèrent, pour la chercher,

tous les couvents de Tolède; furieux de la voir échappée de leurs mains, ils assouvirent leur rage sur sa maison, qu'ils rasèrent jusqu'au sol. Le prieur de San Juan obtint du roi, au lieu de la réhabilitation de Padilla, la sentence de mort de sa veuve. Tous ceux de ses partisans qu'on put saisir périrent sur le gibet, et le docteur Zumel rivalisa de rigueur contre eux avec le digne alcalde Ronquillo.

La veuve de Padilla, après avoir erré quelque temps d'une ville à l'autre du Portugal, se fixa enfin à Oporto. L'évêque, qui lui avait offert un asile, s'employa avec un zèle vraiment chrétien à obtenir son pardon. Il sut intéresser à elle l'évêque d'Osma, confesseur de Charles-Quint, qui implora pour elle la pitié de son pénitent, et lui en fit même un devoir de conscience; pendant trois années consécutives, il renouvela ses instances, mais Charles demeura inflexible. L'obstination du digne confesseur finit par lui être fatale : Charles l'éloigna de lui, et l'exila à Rome sous le nom de son ambassadeur. Si la veuve de Padilla avait désiré revoir son pays, ce n'était que pour unir ses cendres à celles de son époux. Padilla mort, Tolède asservie, elle n'avait plus rien à faire ici-bas. Pendant dix ans, elle traîna encore une vie languissante, et s'éteignit enfin en 1531. Son testament n'exprima qu'un vœu, c'est que ses restes fussent réunis un jour à ceux de son mari. Son chapelain, Juan de Soza, qui ne l'avait quittée ni dans la bonne ni dans la mauvaise fortune, vint en Castille, après sa mort, pour faire lever la sentence d'exil, au moins contre un cadavre; mais on l'engagea à « ne pas raviver de vieilles plaies dans « l'âme de l'Empereur. » Le digne chapelain, fidèle

jusqu'au bout à son devoir, s'en retourna à Oporto dire, tout le temps qu'il vécut, une messe chaque matin sur la tombe de sa maîtresse.

La chute de Tolède fut la dernière scène de ce long drame, qui coûta à la Castille tant de sang et de larmes. Comme toutes les insurrections avortées, celle-ci rendit plus lourd le joug qu'elle avait voulu briser. L'histoire offre peu d'exemples d'une révolte aussi légèrement engagée, aussi mollement soutenue, aussi honteusement terminée. Un peuple qui sait si mal défendre sa liberté montre assez qu'il n'en est pas digne. Un roi de vingt ans, à peine assis sur le trône, n'a besoin que de quelques mois pour faire disparaître du sol de la Castille toute trace des franchises nationales; et, pour anéantir celles de l'Aragon, il ne faut pas moins de trois règnes, tels que ceux de Fernando, de Charles-Quint et de Philippe II, aidés de l'inquisition et des trésors du Nouveau-Monde!

Nous avons déjà parlé de la révolte de Valence, plus sociale et moins politique que l'autre, et où la couronne ne fut jamais mise en cause. Là, l'insurrection, plus restreinte, n'eut pas l'importance de celle de Castille; mais ce qui lui manquait en étendue, elle le compensa par l'unité et la vigueur. Le vice-roi, comte de Melito, avait été forcé de sortir de Valence : son départ est le signal d'un soulèvement général du royaume; toutes les villes, sauf Morella, se liguent pour la défense de leurs *fueros;* d'affreuses violences sont exercées contre ceux qui refusent de s'associer à la ligue. Les nobles se confédèrent à leur tour, et mettent sur pied leurs milices. Valence, intimidée, supplie le vice-roi de ren-

rer dans ses murs. Sur son refus, le peuple pille les maisons des nobles, et se prépare à une résistance désespérée. On sait le caractère redoutable des insurrections de ce pays, et la fougue mêlée de persistance qui les caractérise. Le duc de Ségorbe, à la tête d'une petite armée, marcha contre les rebelles. Après une lutte opiniâtre et des succès partagés, il perd contre eux une bataille, qu'il avait voulu éviter. Une partie de ses troupes sympathisait au fond du cœur avec les factieux ; les artilleurs ôtaient les boulets de leurs pièces pour tirer sur l'ennemi. Les Valenciens, enflés de leur succès, dévastent sans pitié tout le pays ouvert. Ils forcent les Maures à recevoir le baptême, et les massacrent ensuite, de peur de leur laisser perdre le ciel qu'ils leur ont fait gagner. Le vice-roi, voyant la *peste de la hermandad* gagner tout le royaume, finit par demander du secours aux régents de la Castille. Aidé par eux, il reprend l'offensive, et gagne près d'Orihuela, le 29 août 1521, une bataille qui fut pour Valence ce que Villalar avait été pour la Castille. La ligue est frappée depuis lors d'hésitation et de découragement. Valence, en proie aux sanglants caprices de la populace, est encore décimée par la faim. Elle livre une seconde bataille, et la perd. La Castille fait marcher de nouveaux renforts ; les Valenciens renoncent enfin à une lutte trop inégale, et se résignent à se soumettre. La noblesse, lasse elle-même de cette guerre sans pitié, obtient du roi le pardon de la cité rebelle. Valence ouvre, en frémissant, ses portes au vainqueur. Celui-ci n'usa pas durement de sa victoire : la plupart des chefs de l'insurrection

étaient restés sur le champ de bataille. Le vice-roi put donc épargner le sang de cette malheureuse cité, assez punie de sa révolte par tout ce qu'elle avait souffert. Toutes les villes du royaume imitèrent l'exemple de la capitale : Alcira et Xativa persistèrent seules dans leur rébellion, excitées par un juif qui se donnait pour le fils des *rois catholiques*. Le vice-roi vint mettre le siége devant Xativa. Le *roi travesti*, comme on l'appelait, périt assassiné par ses soldats dans une sortie malheureuse. Mais rien ne put dompter l'obstination des rebelles. Assiégées par une double armée, les deux cités révoltées furent enfin réduites à se soumettre. Charles, clément par politique, se contenta du supplice de quelques chefs populaires. L'île de Mayorque, également soulevée, fut la dernière à rentrer dans le devoir. Le roi, décidé à poursuivre la rébellion dans ses derniers retranchements, y envoya une flotte, qui opéra enfin la soumission de l'île.

On s'étonnera peut-être de voir les deux insurrections de Castille et de Valence éclater toutes deux en même temps, et contre le même ennemi, sans savoir s'unir pour le combattre. Mais c'est ainsi que de tout temps les choses se sont passées en Espagne. Nous avons vu les cités castillanes incapables de fonder entre elles une ligue forte et durable ; et l'on voudrait que deux royaumes, gouvernés pendant des siècles par des souverains différents, sussent, en se révoltant, tendre vèrs un même but, et se concerter pour l'atteindre. La Castille voulait l'abaissement du pouvoir royal, Valence celui du pouvoir nobiliaire ; l'une faisait une révolution, l'autre une Jaquerie;

toutes deux succombèrent, faute d'avoir compris que, pour triompher d'un de ces deux pouvoirs, il fallait s'allier avec l'autre.

L'Aragon, si jaloux de ses libertés, n'aurait pas échappé à cette fièvre de rébellion, sans la prudence et la fermeté, tempérée de douceur, de son vice-roi Lanuza. Les dernières traces de tous ces désordres ne s'effacèrent qu'après le retour de l'Empereur. Débarqué à Santander, le 16 juillet 1522, à la tête de quatre mille Allemands, il rentra dans ses États en conquérant, qui prend possession d'un pays vaincu. Depuis seize mois déjà, la rébellion était terminée, et une sombre terreur pesait encore sur toute la Castille; elle attendait avec une anxiété mêlée d'espoir le retour de son roi. Cet espoir fut-il réalisé? Les historiens, les panégyristes de Charles sont unanimes à l'affirmer; et cependant il est permis d'en douter, en voyant Charles rentrer en Espagne sans se faire précéder par le mot de pardon. S'il fallait absolument consolider l'ordre par quelques actes de rigueur, il eût été d'une sage politique de punir au nom du monarque absent, pour que, présent, il n'eût plus qu'à pardonner. Mais ce fut le contraire qui eut lieu. Sauf Zuñiga à Tolède, les nobles n'avaient pas usé durement de leur victoire. Ils avaient promis la grâce aux rebelles, disons plus: ils l'avaient implorée de l'Empereur. Leur espoir fut déçu comme celui du pays. A peine arrivé à Palencia, Charles fit marcher la terreur devant lui par quelques exécutions sanglantes. Une dizaine de députés de la junte d'Avila et bon nombre de victimes plus obscures périrent sur l'échafaud ou sur le gibet. Tous furent condamnés sans forme de procès, sur la

simple dénonciation de l'accusateur public, et sans qu'on leur permît de se défendre. Maldonado, épargné à la prière du comte de Benavente, fut condamné à mort, malgré les instances de son parent. Puis, en apprenant l'exécution de toutes ces sentences : « C'est « assez, dit Charles avec une clémence hypocrite, le « sang ne doit plus couler. » La Castille, rassurée, salua avec transport ce mot qui semblait parti du cœur de son roi ; ce qui n'empêcha pas Charles de la tenir encore en suspens pendant trois mois, avant de se décider à lui accorder son pardon. La plupart des coupables s'étaient dérobés aux recherches ; ils furent condamnés à être pendus, et leurs corps à être mis en quartier sur les chemins. Un plus grand nombre encore s'étaient réfugiés en Portugal ; la haine de Charles sut encore les y poursuivre, mais le monarque portugais s'honora en refusant de les livrer.

Enfin, en octobre seulement, ce pardon, si impatiemment attendu, fut proclamé avec solennité à Valladolid. Jamais amnistie ne fut plus riche en exceptions, et ne ressembla plus à une liste de proscription. Plus de deux cents personnes de tout ordre, nobles, magistrats, clercs, moines, bourgeois, miliciens, paysans, ouvriers, y étaient condamnées au gibet. Ceux même qui avaient déjà subi le dernier supplice y étaient nommément exceptés du pardon, et la confiscation maintenue contre leurs biens. L'amirante de Castille, fidèle jusqu'au bout à sa noble mission, réclama énergiquement auprès de l'Empereur : « Personne, lui écrivait-il, n'osera dire « la vérité à Votre Majesté ; tout au contraire, on lui « affirmera que le contentement et la joie règnent « dans ce pays. Mais moi, je ne crains pas de dire à

« Votre Majesté que personne ne sera satisfait de
« son pardon : ni les rebelles, qui sur notre parole,
« se croyaient amnistiés; ni nous qui, en le leur pro-
« mettant, croyions l'avoir fait en votre nom. Je vois
« avec regret que Votre Majesté accorde plus de
« confiance à ceux qui ont perdu le royaume qu'à
« ceux qui l'ont sauvé, et que, dès le premier pas
« qu'elle a fait dans ce royaume, elle ne s'est
« occupée qu'à défaire tout ce qu'avaient fait ses
« régents, et s'en est plus fiée aux paroles des mau-
« vais serviteurs qui l'entourent qu'à nos œuvres.
« Mais que Votre Majesté se souvienne *qu'elle n'est*
« *pas un Dieu, pour se tenir en même temps aux deux*
« *bouts ;* que le crédit qu'elle ôte à ses régents, c'est
« elle-même qui le perd ; qu'empereur comme vous
« l'êtes, vous avez besoin de rôder par le monde, et
« que les provinces où vous n'êtes pas doivent être
« confiées à des gens qui les gouvernent ; si vous ne
« vous fiez pas à eux, *vous gouvernerez mal, parce que*
« *vous ne pouvez pas tout gouverner à vous seul.* Je
« supplie donc Votre Majesté d'avoir près d'elle des
« conseillers qui osent lui dire la vérité; car celui qui
« la sert comme esclave ne donnera jamais un aussi
« bon coup de lance que celui qui la sert d'un cœur
« joyeux et libre... Que Votre Majesté ne se fie donc
« pas tant à sa bonne fortune, qui peut changer ;
« mais à la reconnaissance et à l'amour de ses sujets,
« qui l'aidera et lui rendra tout facile. »

Ces plaintes éloquentes, échappées d'un cœur loyal, ne furent pas écoutées. Vainement les cortès de Valladolid, en 1523, élevèrent une voix, plus timide que celle de l'amirante, pour implorer la clémence royale. Vainement le frère Guevara lui-même,

fidèle cette fois à l'esprit de l'Évangile, lui prêcha du haut de la chaire l'oubli des injures; Charles se refusa obstinément à confirmer les pardons accordés en son nom. Ses panégyristes, cependant, répètent tous à l'envi, que « sur plus de deux cents rebelles, exceptés de l'amnistie de Valladolid, à peine y en eut-il deux ou trois qui furent mis à mort; » mais ce qu'ils ne disent pas, c'est que la sentence, pour la plupart d'entre eux, avait été exécutée avant d'être rendue; c'est que quatre mois de rigueurs avaient précédé ce pardon si tardif et si incomplet. Les mêmes historiens n'ont pas assez d'éloges pour exalter un trait de clémence, qui ferait, en effet, honneur à Charles-Quint, si tout chez lui, jusqu'à sa générosité, n'était pas l'effet du calcul. Un des chefs populaires les plus compromis, Davalos, réfugié en Portugal, avait eu l'imprudence de rentrer en Castille pour y solliciter sa grâce; un des membres du conseil l'apprend, et se hâte d'en informer l'Empereur. Quelques jours s'écoulent, et aucun mandat d'arrêt n'est lancé contre le proscrit. L'officieux conseiller en reparle à l'Empereur, et lui dénonce l'asile où Davalos est caché : « Vous auriez bien mieux fait, répond celui-ci, de l'avertir que je suis ici, que de me dire où il est. » Mot heureux, sans doute, s'il était sorti du cœur, et si les faits ne venaient pas lui donner un démenti.

Une fin aussi triste que celle de Padilla attendait les principaux chefs des *comuneros*. Ainsi le comte de Salvatierra, resté jusqu'à la fin fidèle au parti des communes, avait quitté le Portugal pour venir négocier lui-même son pardon; il fut d'abord jeté en prison; on l'y laissa quelque temps, dans un tel

état de dénûment, que son fils, page au service de l'Empereur, dut vendre son cheval pour le nourrir. Puis on finit par lui ouvrir les quatre veines dans sa prison, et on le porta au cimetière dans un cercueil d'où sortaient ses pieds, afin que l'on pût voir ses chaînes, que la mort même n'avait pas brisées. Restait à décider du sort d'Acuña, que sa robe d'évêque avait seule protégé contre l'implacable rancune de Charles-Quint. Adrien, toujours charitable, avait demandé au roi la grâce du prisonnier; mais la mort du digne pontife vint ôter au prélat sa dernière espérance. Pendant cinq ans entiers, il demeura en prison dans le château de Simancas, peine plus cruelle cent fois que la mort pour cette nature impétueuse. Pendant des heures entières il parcourait à grands pas, sans s'arrêter, l'étroit rempart où on lui permettait de se promener. « Ne « voulez-vous pas vous reposer un instant? » lui demandait-on un jour. « Ces soixante ans ne s'as- « seyent jamais,[1] » répondit l'évêque; et en effet un pareil homme ne pouvait se reposer que dans la tombe. Lassé des refus de Charles, qu'il avait fait implorer de nouveau, lors de son mariage en 1526, dans un de ces moments où le cœur des rois semble devoir s'ouvrir à de plus douces impressions; poussé au désespoir, et presque à la folie, par cette vie enfermée, contraire à son tempérament, le malheureux oublia ce qu'il devait au caractère sacré que rien ne pouvait effacer en lui. Il lui fallait un crime pour sortir de prison, fût-ce par l'échafaud, et ce crime, il n'hésita pas à le commettre. Dans un débat avec le gouverneur de la forteresse, il finit par l'assassiner. On le surprit au moment où il cher-

chait à s'échapper. L'alcalde Ronquillo, son ancien ennemi, fut chargé d'instruire son procès. Deux complices de l'évêque, qui devaient aider à son évasion, furent mis à la question; Acuña lui-même fut ensuite torturé avec beaucoup de cruauté, mais les tourments ne purent lui arracher aucun aveu. Déchu, par son crime, des priviléges du clergé, il fut condamné à subir le supplice du *garrote*. On lui laissa reprendre des forces pour mourir; puis, entouré de tout le clergé de Simancas, il s'achemina processionnellement vers le lieu de son supplice. En face de la mort, qu'il appelait depuis si longtemps, Acuña avait retrouvé toute sa sérénité: il entonna lui-même le chant des psaumes d'une voix plus ferme que ceux qui le répétaient après lui. Arrivé sur le rempart, il s'agenouilla, pria avec une ardente dévotion; et se tournant vers le bourreau: « Je te pardonne, ami, lui dit-il; mais aie soin « de bien remplir ton office. »

Ainsi mourut le dernier des *comuneros*, celui que l'Empereur avait épargné le plus à regret. Pour imposer silence aux scrupules des âmes pieuses, et peut-être aux siens, Charles-Quint demanda et obtint l'absolution papale, pour lui et pour Ronquillo: la cour de Rome n'avait rien à refuser au vainqueur de Pavie. Lors du mariage de Charles, quelques-uns des réfugiés en Portugal achetèrent au poids de l'or la permission de rentrer dans leurs foyers. Du reste, si le cœur de Charles-Quint n'inclina pas davantage au pardon, ce ne fut pas faute de voix pour le lui conseiller: le pape Adrien, sur le trône de saint Pierre; l'évêque d'Osma, dans le confessionnal; Guevara, dans la chaire chrétienne,

et le digne amirante, dans toutes ses lettres, lui prêchèrent constamment la clémence; mais les refus et les froideurs du monarque furent le seul fruit de leur obstination; rien ne put effacer de son âme ces profondes rancunes qu'y avait laissées le souvenir de la révolte des *comuneros*. Lopez de Padilla lui-même, malgré son éclatante fidélité, ne put faire lever le sequestre placé sur la mince fortune de son frère; ce ne fut qu'après l'abdication et la mort de Charles-Quint qu'il put être mis en possession des biens de sa famille.

Charles, si peu enclin au pardon des offenses, ne fut pas plus prompt à payer les services rendus. Sa fidèle noblesse, qui s'était ruinée pour lui, réclama en vain, non pas les récompenses, mais les justes indemnités auxquelles elle avait droit. Le connétable avait fondu sa vaisselle; l'amirante nourri à ses frais l'armée royaliste à Rioseco; tous avaient emprunté de l'argent au nom du roi, et vu leurs terres dévastées par les *comuneros*. La somme était modique, le pactole des Indes coulait à longs flots dans les coffres de Charles; et cependant des années se passèrent sans que cette dette sacrée fût acquittée, et l'amirante put écrire à l'Empereur, avec une amère ironie : « ... A moins que Votre Majesté ne « soit d'avis que nous devions être condamnés aux « dépens pour lui avoir gagné deux batailles en « deux mois! » Quant au connétable, aussi ardent à défendre la noblesse dans les Cortès que la couronne à Villalar, il eut l'honneur d'attirer sur lui le mécontentement de Charles-Quint, et de ne pas le redouter. S'il faut en croire une anecdote, assez improbable, contée par Sandoval (lib. XXIV, p. 367),

le connétable se promenait avec l'Empereur, dans une des galeries du palais; ce dernier, fatigué de la liberté de son langage, s'arrêta brusquement et lui dit : « Si je vous jetais du haut de ce balcon?—Votre « Majesté y regardera à deux fois, répondit le con« nétable, car bien que de petite taille, je pèse beau« coup! »

Ainsi Charles, sans le vouloir et sans y songer, s'est fait le vengeur des *comuneros*. L'ingrat monarque s'est chargé de punir sa noblesse d'avoir trahi pour lui une cause qu'elle aurait dû soutenir. Dans l'enivrement du succès, il en est venu à croire de bonne foi que le soulèvement des communes a eu lieu contre les nobles, et non pas contre lui; en écrasant ceux qui l'ont servi, comme ceux qui l'ont attaqué, il veut que sur les ruines de tous les ordres de l'État s'élève solitaire l'édifice de sa grandeur. Ce cœur de bronze, fermé aux sympathies humaines, sait se passer d'en faire naître aussi bien que d'en éprouver; triste calcul, qui doit le laisser isolé sur le trône du monde, et le pousser à l'abdication, comme à son seul refuge, le jour où la fortune se lassera de sourire à ses desseins.

CHAPITRE III

RELATIONS EXTÉRIEURES. — GUERRES D'ITALIE.

(1520 A 1526).

Revenons maintenant sur nos pas, et suivons dans ses relations au dehors cette royauté européenne de Charles-Quint, qui touche à tous les grands intérêts du siècle, et est comme le centre de son histoire. En 1520, il n'y a plus, à vrai dire, que trois monarchies en Europe : celle d'Espagne qui, par un concours inouï de circonstances, réunit sous un même sceptre l'Allemagne, les Pays-Bas et le sud de l'Italie; celle de France, seule pour lutter, sans trop de désavantage, contre toutes les autres réunies; celle d'Angleterre enfin, isolée par sa position de toutes les querelles du continent, mais pouvant toujours s'y mêler, et donner la victoire à l'allié qu'elle se choisira. Les hommes, à cette époque décisive de l'histoire moderne, sont à la hauteur des circonstances : Charles-Quint, appelé à vingt ans à réunir neuf couronnes sur son front[1], se montre déjà digne de succéder aux *rois catholiques*, et va faire revivre

[1] Castille, Aragon, Catalogne, Valence, Naples, Sicile, Pays-Bas, Autriche, Allemagne. A toute force on pourrait y ajouter la Sardaigne.

le génie de Fernando, mais hélas! sans le cœur d'Ysabel. Le roi de France, plus vieux d'années, plus jeune de caractère, résume en lui tous les talents mal réglés, tous les vices aimables de sa nation, et lui prépare un règne semé de fautes, de gloire et de revers. L'esprit de la chevalerie se meurt partout avec la féodalité; mais François Ier semble avoir pris à tâche de le ressusciter, comme pour montrer au monde l'impuissance et la stérilité de cet esprit trop vanté. Enfin, Henri VIII d'Angleterre, bel esprit couronné, despote doublé de théologien, rappelle François Ier par ses talents comme par ses vices, toujours prêt, comme lui, à jouer sur un caprice les destinées d'un grand État. Courtisé par les deux rivaux dont il doit être l'arbitre, Henri ressemble trop au monarque français pour rester longtemps son ami; l'habileté précoce de Charles lui assure, au contraire, un facile ascendant sur un allié, gouverné, comme François, par ses passions, tandis qu'il ne l'est, lui, que par ses intérêts.

La situation des trois peuples est diverse, comme celle de leurs rois : des deux rivaux, dont la lutte va bientôt agiter l'Europe, le plus puissant en apparence, Charles-Quint, ne l'est pas en réalité. Ses États sont disséminés dans tous les coins du continent, et la France, qui les sépare, est plus forte qu'aucun d'eux, pris isolément. Chacun de ces États se trouvant situé à un des points de la circonférence, Charles ne peut se placer au centre, pour se porter, au premier danger, sur le point menacé. Son règne va se passer à courir d'une extrémité à l'autre de son empire, sans suffire jamais aux nécessités qui l'appellent à la fois sur les points les plus

éloignés. Son génie, si vaste qu'il soit, s'usera à rassembler des forces aussi éparses, à poursuivre des buts aussi opposés. Pacifier l'Espagne ; imposer à l'Allemagne l'unité religieuse et politique ; contenir l'ambition de la France ; apprivoiser l'Italie à la conquête étrangère ; vaincre les infidèles en Afrique ; conquérir et coloniser le Nouveau-Monde, telle est la tâche échue à Charles-Quint ; tâche gigantesque que son fils doit continuer après lui, avec plus d'opiniâtreté que de succès.

La France, à l'inverse de l'Espagne, se sent déjà forte de son unité et de sa merveilleuse situation au cœur de l'Europe, touchant à tout, et à portée d'empêcher ce qu'elle ne veut pas permettre. Délivrée, par un élan de nationalité, du joug de l'étranger, elle a retrouvé, depuis Louis XI, le secret de sa force ; mais elle n'a pas tardé à en abuser. Condamnée, par sa position même, à faire peur et envie à l'Europe, elle a oublié qu'elle n'est forte qu'à condition d'être sage : que, sous peine de soulever le continent contre elle, elle doit s'interdire toute conquête au dehors. La faute la plus grave du nouveau règne, ce sont les guerres d'Italie, et c'est justement celle qui fera sa popularité ; car les vices des rois, en France surtout, sont souvent plus populaires que leurs vertus. Cette coûteuse folie, commencée par un enfant étourdi, continuée par un roi à qui l'âge aurait dû enseigner la sagesse, est pour la maison de France un héritage qu'un *roi-chevalier* ne peut pas répudier. Exagérant encore les fautes de ses devanciers, François va vouer sa vie à une chimère, qu'a poursuivie sans l'atteindre le plus grand génie des temps modernes : régner sur les deux versants des

Alpes, et peser du même poids sur le centre du continent et sur ses deux extrémités.

L'Angleterre, après avoir dépensé dans ses longues guerres civiles le plus pur de son sang, se repose enfin sous le despotisme légal de Henri VIII, en qui se réunissent les droits des York et des Lancastre. Héritier des trésors de son père et du pouvoir royal restauré par lui, Henri est monté sur le trône, comme *les rois catholiques*, à une de ces époques heureuses où un roi peut tout oser, à l'heure du réveil d'un grand peuple. Calais, en lui ouvrant la porte de la France, l'invite à y tenter la fortune; et devant la lice ouverte, il est bien difficile que le juge du tournoi en reste longtemps spectateur. Mais la politique de l'Angleterre n'est pas celle de son roi. Tandis que la France, confinant à tous les grands États de l'Europe, peut toujours dicter la paix en menaçant de la guerre, l'Angleterre, isolée par la nature, n'a qu'un parti à prendre : s'abstenir, pour faire en cas de conflit accepter sa médiation. Le rôle de Henri VIII est donc tout tracé, et la force des choses doit l'y ramener, chaque fois qu'il s'en écartera : c'est d'éviter la guerre, et de détourner l'ambition de l'Angleterre vers les conquêtes maritimes, qui lui ont donné le monde, du jour où elle a été assez sage pour s'interdire de posséder un pouce de terre sur le continent européen.

Mais ni Henri ni François n'ont jamais su se rendre compte des vrais intérêts de leurs pays : la tête perdue par la lecture des romans de chevalerie, affolés d'une gloire vaine par deux victoires, inutiles ou dangereuses, Guinegatte ou Marignan, tout autre laurier que celui des conquérants leur paraîtrait

indigne d'eux. Lettrés tous deux, plus que les rois n'ont le goût ou le loisir de l'être, la gloire des lettres ne vient pour eux que bien après celle des armes. Charles-Quint, au contraire, élève de Fernando et des hommes d'État italiens, prise peu ces spécieux dehors auxquels se laisse prendre son rival; au titre de *roi-chevalier* il préfère celui de roi politique. Il sait que, même en entamant cette France si compacte, il ne peut espérer d'y faire des conquêtes durables. Pouvant toujours, en cas de guerre, être attaqué sur un point isolé de son empire, tandis que François, en cas d'invasion, peut résister avec toute la masse du sien, la concentration des forces de l'un compense la supériorité de l'autre.

Du reste, entre ces deux princes, condamnés à une rivalité qui devait durer autant que leur vie, les causes de rupture ne manquaient pas : le roi de France, maître du Milanais, le regardait comme un domaine héréditaire de sa famille, et Charles le réclamait comme un fief de l'Empire. François n'avait pas renoncé aux vieilles prétentions de la France sur la couronne de Naples, alors aux mains de Charles-Quint. L'élection du roi de Castille au trône impérial avait vivement froissé l'amour-propre de son concurrent; et l'amour-propre, dans les querelles des rois, est un conseiller plus souvent écouté que l'intérêt. Charles se refusait à rendre la Navarre à Jean d'Albret, comme il l'avait presque promis par le traité de Noyon; enfin, la chancellerie impériale affectait encore des prétentions sur le duché de Bourgogne, détaché par l'astuce de Louis XI de l'héritage de Charles *le Téméraire*.

Telles étaient les relations, délicates et compli-

quées, de ces deux grands princes, dont la concorde pouvait seule assurer le repos de l'Europe. Quant à la malheureuse Italie, plus morcelée, plus désunie que jamais, entre les deux puissants rivaux qui se la disputaient, elle se sentait appelée à devenir encore une fois le théâtre et le prix du combat. Tous ses petits États, divisés entre eux, ne pouvaient pas même, dernière ressource des faibles, se réunir contre l'ennemi commun. Sans cesse vacillant d'une alliance à l'autre, ils s'efforçaient de vendre le plus cher possible à l'un des concurrents leur abandon de l'autre. Le brillant Léon X essayait en vain de reconstruire, par les arts et par l'intelligence, la suprématie déchue du Saint-Siége. Forcé de choisir entre les deux rivaux, il épuisait toutes les ressources de sa politique à retarder l'heure de son choix. Venise, située trop près de l'Autriche pour ne pas la redouter, penchait, comme toujours, du côté de la France; l'impolitique ligue de Cambrai avait suspendu, mais non détruit cette politique séculaire. Florence, trahie par la France, son ancienne alliée, venait d'être livrée par elle aux Médicis; François avait cru acheter ainsi la douteuse alliance de Léon X, chef de cette famille, au moment même où celui-ci passait avec la fortune dans le camp de son heureux rival.

Tel était l'état de l'Europe en mai 1520, au moment où Charles-Quint s'embarqua à la Corogne pour aller ceindre la couronne impériale. Mais ce qui pressait plus encore, c'était de s'assurer de l'appui du roi d'Angleterre. Charles, informé qu'une entrevue devait avoir lieu à Calais entre Henri et François, résolut de gagner son rival de vitesse. Le

26 mai, il débarqua à Douvres, sans avoir prévenu de son arrivée l'hôte qu'il visitait. Le vaniteux Henri fut vivement touché de cette marque de déférence du jeune empereur pour un roi moins puissant que lui. Mais pour arriver à Henri, il fallait passer par Wolsey, son favori et son ministre. Cet homme, né dans les derniers rangs de la société, était parvenu, à force de talent et d'intrigues, à régner en maître sur le plus despote et le plus capricieux de tous les rois. Tous les souverains de l'Europe se disputaient son amitié. Acheté par François Ier, Wolsey avait d'abord fait incliner Henri du côté de la France. La main de la princesse Marie avait été engagée à celle du dauphin, et une alliance arrêtée entre les deux rois. Mais quatre jours passés en Angleterre suffirent à Charles pour détacher Wolsey de la France; la promesse de changer un jour son chapeau de cardinal contre la tiare fut l'appât dont il se servit; Wolsey, une fois séduit, n'eut pas de peine à entraîner son maître. Charles gagna le cœur du prince anglais en lui promettant de le prendre pour arbitre de tous ses différends avec François Ier. Henri, allié de l'Empereur, dont il avait épousé la tante, le traita en parent, et lui promit d'aller lui rendre sans façon sa visite dans les Pays-Bas. Charles quitta l'Angleterre en y laissant dans Henri un juge gagné d'avance, et dans Wolsey un avocat dévoué. Traversant en hâte les Pays-Bas, il se rendit à Aix-la-Chapelle, l'ancienne capitale de Charlemagne, et y ceignit la couronne de l'Empire avec une pompe sans égale. Pendant ce temps, avait lieu à Ardres, sur la côte de France, entre François Ier et Henri VIII, la vaine et fastueuse entrevue du *Camp du Drap-*

d'Or; assaut de magnificence stérile, où s'endettèrent les nobles des deux royaumes, qui portaient, comme dit du Bellay, « leurs moulins, leurs forêts et leurs prés sur leurs épaules ; » entrevue d'étiquette et de plaisir, dénuée de tout sens politique, et qui ne valait pas les quatre jours si bien employés par Charles à la cour de Londres. Le roi d'Angleterre quitta son *féal ami*, le roi de France, sans avoir pris aucun engagement avec lui. D'Ardres, le prince anglais se rendit à Gravelines, où l'Empereur l'attendait. C'est là que furent jetées pour l'avenir les bases d'une alliance plus étroite, et peut-être même des futures invasions de la France. Après un cordial échange d'hospitalité, Charles reconduisit son hôte jusqu'à Calais, tête de pont qui continuait l'Angleterre jusque sur le sol de la France.

Bien des affaires réclamaient en Allemagne la présence de l'Empereur; mais la plus grave était le schisme de Luther. La diète de Worms, convoquée par Charles pour le 21 février, avait surtout pour but de mettre un terme aux progrès de la doctrine nouvelle; on voulait soumettre aux censures du pouvoir laïc le hardi réformateur que les anathèmes du Saint-Siége avaient déjà frappé. Si nous suivions strictement l'ordre chronologique, nous devrions raconter ici la diète de Worms, et la comparution du moine augustin devant l'Empereur, qui ne comprit alors ni la portée de sa doctrine, ni le génie de ce redoutable adversaire. Mais la Réforme allemande est le nœud, pour ainsi dire, du règne de Charles-Quint; c'est la pierre d'achoppement contre laquelle s'est heurté ce pouvoir, invaincu jusque-là, et qui, après avoir triomphé de tous les obstacles matériels,

devra reculer pour la première fois devant la toute-puissance d'une idée. Nous ne gâterons pas, en le morcelant, un aussi vaste sujet. Nous traiterons, dans un chapitre spécial, de Luther et de la Réforme, mais seulement sur les points où tous deux se rencontrent avec Charles-Quint ; et si nous sortons encore de la Péninsule, ce ne sera qu'à la suite du monarque qui tend de plus en plus à en éloigner le centre de son empire.

Toutefois, l'affaire de la Réforme, si grave qu'elle fût, ne remplit pas à elle seule toute la diète. Des intérêts non moins graves rappelaient l'attention de l'Empereur vers les choses d'ici-bas. Une rupture, retardée par la prudence de Chièvres, était imminente entre la France et l'Espagne, ou plutôt entre deux jeunes princes, tous deux enivrés de leur pouvoir, tous deux avides de l'accroître. Mais avant d'engager la lutte, chacun voulait s'assurer des alliés. Ici encore, la politique de Charles gagna de vitesse celle de François. Par un calcul habile, il sut regagner le cœur de son frère, et faire la part de sa juste ambition, en lui cédant son duché héréditaire d'Autriche. Forcé de s'absenter de l'Allemagne, il y laissait dans Ferdinand un lieutenant fidèle et dévoué. Wolsey veillait pour lui sur sa frontière des Pays-Bas ; et en caressant la vanité du maître et l'avidité du favori, il pouvait compter sur l'appui de tous deux.

Du moment où Henri VIII mettait la politique de l'Angleterre à la suite de celle de Charles-Quint, l'arbitrage des affaires de l'Europe passait naturellement aux mains du Saint-Siége. Longtemps le pape était resté neutre entre les deux rivaux ; mais la

domination de la France en Italie n'était qu'un accident; la maison d'Aragon, au contraire, maîtresse permanente des Deux-Siciles, appartenait au faisceau des États italiens. Léon X cesse enfin d'hésiter : il conclut ostensiblement avec le roi de France un traité de partage de Naples; mais sous ce traité dérisoire, destiné à amuser la vanité de François, s'en cachait un autre plus sérieux. Don Juan Manuel, l'ancien favori du roi Philippe *le Beau*, agent secret de Charles à la cour de Rome, négocia sous main un traité d'alliance, à l'insu de Chièvres, que conduisit au tombeau le chagrin d'avoir été tenu à l'écart des secrets de son maître. Par ce traité, l'Empereur et le pape s'unissaient pour chasser les Français de l'Italie. Le Milanais était donné en usufruit à François Sforza, fils de Ludovic le Maure. L'Empereur s'engageait à rendre à l'Église Parme et Plaisance, à soutenir les Médicis à Florence, à augmenter le tribut qu'il payait au Saint-Siége pour son fief de Naples. Ainsi Léon X, au prix de quelques avantages passagers, répudiait à la fois et les vieilles traditions de neutralité du Saint-Siége entre les prétendants étrangers, et la politique plus hardie de Jules II, qui osa aspirer à les expulser tous, par les seules forces de l'Italie.

La prudence faisait une loi à François, dépourvu d'alliés, de ne pas commencer les hostilités contre un ennemi plus puissant que lui. Mais l'amour-propre du *roi-chevalier* se révoltait à l'idée de se défendre, quand il pouvait attaquer; des sentiments meilleurs le portaient à secourir son infortuné parent, Henri d'Albret. L'occasion était favorable : Charles-Quint était à l'autre bout de l'Europe; la Castille

était soulevée contre lui; un parti puissant appelait les Français en Navarre. François n'hésite plus : André de Foix, sire de Lesparre, au nom de Henri d'Albret, recrute en France une armée, et franchit les Pyrénées, à la tête de trois cents lances et de six mille fantassins. La Navarre, dépourvue de troupes, se soumet sans coup férir. Pampelune se rend, après une courte résistance [1]. Lesparre passe l'Èbre, entre en Castille, et y assiége Logroño. Mais là s'arrête le cours de ses succès. L'armée castillane, victorieuse à Villalar, vient faire lever le siége de Logroño. Lesparre, poursuivi par l'ennemi, accepte la bataille avec la témérité française, sans attendre des renforts que lui amenait d'Albret. Battu et fait prisonnier, il reperd la Navarre aussi vite qu'il l'avait gagnée.

Ce début malheureux ne décourage pas François : il pousse le duc de Bouillon à déclarer la guerre à l'Empereur, et envoie en Navarre une autre armée, qui s'y fait battre encore une fois. Mais dans les Pays-Bas, la guerre devient bientôt plus sérieuse : Bouillon s'était jeté sur le Luxembourg ; l'Empereur devine la main de François sous les coups d'un vassal rebelle ; il envoie le comte de Nassau mettre à feu et à sang les États du duc. Henri VIII offre en vain sa médiation, et invite les deux rivaux « à ne pas com- « mencer légèrement une si grosse guerre. » Les hostilités n'en continuent pas moins, pendant que de vaines conférences de paix s'ouvrent, pour la forme,

[1] C'est à ce siége qu'Ignace de Loyola, détourné par une blessure grave de la carrière des armes, se jeta, avec l'ardeur fiévreuse de son caractère, dans une carrière bien diverse; car c'est lui qui fonda plus tard l'ordre des Jésuites, et dota la papauté du plus habile et du plus dangereux de ses auxiliaires.

à Calais. François, avec son imprévoyance ordinaire, avait engagé la guerre, sans être en mesure de la faire. Ses soldats étaient sans armes, ses villes sans murailles; en Bourgogne, en Champagne, en Picardie, « il n'y avait, dit du Bellay, nulle armée, tant petite fut-elle. » Tout d'un coup, le roi apprend que quarante mille Impériaux marchent sur la Champagne. François, que le danger surprend toujours, mais ne déconcerte jamais, envoie Bayard se jeter dans Mézières, avec quelques compagnies d'élite. Bayard répare la place démantelée, y rassemble des vivres, des munitions, et fait si bonne contenance, qu'il force l'ennemi à se retirer, avec des pertes considérables, après un mois de siége. L'armée royale avait eu le temps de se réunir ; la France respirait, et se sentait sauvée. Bientôt François, l'oriflamme déployée, marche sur Valenciennes, impatient de se mesurer avec son jeune rival [1]. L'armée française passe l'Escaut, sous les yeux de Nassau, qui ne sait pas l'arrêter. L'avant-garde impériale, séparée du corps d'armée, est sur le point d'être taillée en pièces. Déjà l'Empereur, tenant la bataille pour perdue, a pris le chemin de la Flandre, avec cent chevaux pour toute escorte. Mais François, pour le vain plaisir de contredire le connétable de Bourbon, refuse de poursuivre l'ennemi, et laisse échapper la victoire de ses mains [2]. La partialité avouée de Wolsey pour l'Empereur

[1] « Dieu soit loué, s'écria Charles-Quint, de ce que le roi de France « veut me faire plus grand que je ne le suis; car en peu de temps je serai « un bien pauvre empereur, ou il sera un bien pauvre roi de France. » (Alessandro de Galeazzi, *Lettere.*)

[2] « Ce jour-là, dit du Bellay, Dieu nous avait baillé nos ennemis entre « les mains, que nous ne voulûmes accepter; chose qui, depuis, nous a « coûté bien cher! »

fait échouer les négociations ouvertes à Calais : François se refuse à rendre Fuenterabia, la seule ville qui lui reste en Navarre, et à racheter ainsi Tournay, bloquée par les Impériaux : Tournay se rend enfin, au bout de six mois de blocus, perte grave que ne compense pas pour François la prise de quelques bicoques. Ainsi se termine cette campagne, prélude insignifiant des événements plus graves qui allaient se passer en Italie. Son seul résultat fut la conclusion d'une alliance secrète entre l'Empereur, le pape et le roi d'Angleterre contre la France; alliance où Henri VIII et Léon X n'avaient qu'à perdre, et où Charles seul avait tout à gagner.

Le gouverneur du Milanais, Lautrec, soldat avide et brutal, n'avait su que faire haïr la France, dans un pays qui ne demande qu'à l'aimer. A court d'argent pour payer ses troupes, il va lui-même en demander à François; tout ce qu'il peut en arracher, c'est la promesse d'un subside de 400,000 écus, qui ne fut jamais payé ; car la mère du roi, pour se venger des plaisanteries de Lautrec sur ses galanteries surannées, détourna pour elle cet argent. De retour à Milan, Lautrec redouble d'exactions, et rend le nom français en exécration à tout le Milanais. La diète helvétique, fidèle à sa vieille alliance, vend à François une armée. Mais une partie des cantons, entraînée par le cardinal de Sion, implacable ennemi de la France, s'enrôle au service de Charles. L'armée des confédérés, commandée par Prospero Colonna, l'émule du *grand capitaine*, se trouve prête avant celle de la France. Milan, lasse du joug français, s'apprêtait à leur ouvrir ses portes; mais il fallait tenir la promesse faite au pape; les Impériaux perdent un temps précieux à

assiéger Parme, défendue par le frère de Lautrec. Ce dernier y gagne le temps de recevoir des renforts, et les confédérés, divisés entre eux, finissent par lever le siége. Lautrec recommence la faute de son maître, et laisse deux fois échapper l'occasion de finir la guerre par un coup décisif. La diète helvétique, honteuse de voir des Suisses servir dans des rangs opposés, leur envoie à tous l'ordre de rentrer dans leurs foyers; mais le cardinal de Sion, qui arrivait avec douze mille recrues, supprime l'ordre pour les Suisses du parti impérial, et ne le laisse arriver qu'à ceux du parti français. Ceux-ci, dont la solde était arriérée, désertent en masse; quelques-uns même vont rejoindre leurs frères dans les rangs ennemis. Lautrec, avec une armée diminuée de la moitié, et qui ne touche plus de solde depuis dix-huit mois, essaie de défendre le passage de l'Adda; mais Colonna passe le fleuve, et force les Français à se replier sur Milan. L'Empereur y avait des intelligences : une nuit, les portes se trouvent ouvertes; Colonna y pénètre aussitôt, et se rend maître de la ville avant qu'on ait songé à lui résister. Lautrec n'a que le temps de jeter une garnison dans la citadelle, et de se retirer dans Crémone. Toutes les villes du Milanais suivent l'exemple de sa capitale. Parme et Plaisance retombent au pouvoir du saint-père, et la domination française se trouve encore une fois balayée de l'Italie. En apprenant cette série de succès, où les fautes de ses ennemis étaient au moins pour moitié, Léon X se livre à un tel transport de joie, qu'il en meurt, presque subitement, le 2 décembre 1521, au moment même où la fortune allait couronner tous ses desseins. Cette mort inattendue

arrête tout court la marche des événements. Le trésor pontifical, qui supportait seul les frais de la guerre, cesse de l'alimenter. Les cardinaux, qui avaient choisi le camp impérial pour théâtre de leurs intrigues, l'abandonnent pour le conclave. Les lansquenets et les Suisses, qu'on ne payait plus, se débandent, et l'armée impériale se trouve réduite aux seuls Espagnols.

Wolsey comptait sur les promesses de Charles pour la première vacance du saint-siége ; mais son nom ne fut même pas prononcé dans le conclave. Le candidat impérial, Jules de Médicis, depuis Clément VII, ne put obtenir la majorité ; toutes les voix se portèrent, par un revirement imprévu, sur l'ancien précepteur de Charles-Quint, Adrien d'Utrecht [1]. Les cardinaux, hués par le peuple, qui ne leur pardonnait pas d'avoir choisi un étranger, s'en tirèrent en attribuant leur choix à l'inspiration du Saint-Esprit. Le nouveau pontife, effrayé des devoirs qui allaient peser sur lui, hésita longtemps avant d'aller s'asseoir sur le trône de saint Pierre. Pendant plusieurs mois le siége pontifical resta vacant ; l'Espagne et le Saint-Siége obéirent en même temps à des maîtres absents.

Enfin, le 14 mai 1522, Charles se décide à retour-

[1] Une lettre de l'Empereur au nouveau pape, sa créature, lettre publiée par Lanz, dans sa *Correspondenz des Kaisers Karl V*, Leipzig, 1844, t. I, p. 59, nous révèle l'importance que Charles attachait à cette élection. « Et me semble que le Papat estant en votre main, et l'empyre en la mienne, est pour faire par ensemble beaucoup de bonnes et grandes choses ; et doit être une même chose et unanime des deux, et l'amour et obéissance que vous porte n'est moindre que celle que bon filz doit porter à son propre père... Je supplie Votre Sainteté que vous vueillez bien garder de leurs doulces parolles (des Français), et vous souvenir de ce que vous m'avez dit, estant vostre écolier, que leurs parolles sont bonnes et doulces, mais que à la fin ils ne cherchent que à tromper et amuser ung chacun. »

ner dans ses États; chemin faisant, il s'arrête encore une fois en Angleterre, pour resserrer son alliance avec Henri VIII, et effacer la profonde blessure faite à l'orgueil de Wolsey. Il y réussit au delà de ses espérances : l'ambition de Wolsey s'ajourne à une nouvelle vacance du saint-siége. Henri, flatté de cette double visite du tout puissant empereur, se lie plus étroitement avec lui, et lui engage la main de sa fille Marie, qui, fiancée au père, devait plus tard épouser le fils. Sur les instances de l'Empereur, Henri n'hésite pas à déclarer la guerre à la France, et met en mer une flotte qui dévaste les côtes de la Bretagne et de la Normandie. Enfin une armée anglaise se rassemble à Calais, et opère sa jonction avec celle de l'Empereur. Trop faible pour risquer une bataille, le duc de Vendôme, gouverneur de la Picardie, oppose aux alliés la seule tactique que conseillât l'expérience des fautes et des revers passés; c'est de les harceler sans relâche, mais d'éviter tout engagement avec eux. L'armée coalisée, au lieu de tenter un coup de main sur la capitale, perd six semaines à assiéger une bourgade, qu'elle ne sait pas même prendre. Enfin, voyant ses convois enlevés, ses troupes décimées par les maladies, elle finit par battre en retraite, et la France est sauvée encore une fois. A l'autre extrémité du royaume, Fuenterabia, commandée par de Lude, brave les efforts d'une armée espagnole; sa résistance héroïque donne le temps à La Palisse de la secourir; les Espagnols se hâtent de lever le siége. Ainsi, sur la frontière du sud, la France avait repris l'offensive, et campait sur la terre ennemie. La Basse Navarre, sur le versant nord des Pyrénées, restait, sous son protectorat, définitivement acquise à Henri

d'Albret, pour se réunir plus tard à la France sous son fils Henri IV.

Lautrec, à force d'instances, avait enfin arraché à François Ier des subsides insuffisants : au printemps de 1522, il quitte ses quartiers d'hiver pour se diriger sur Milan. La diète helvétique avait indemnisé la France de la perfidie du cardinal de Sion par une levée de seize mille recrues. Venise avait aussi fourni son contingent. Lautrec, se trouvant de nouveau à la tête d'une armée, ose songer à reprendre Milan. Les généraux de l'Empereur, Colonna et Pescara, l'y attendaient de pied ferme. Mais Lautrec, qui se défiait de la *furia francese*, tombe, de peur de trop de témérité, dans un excès de prudence : au lieu d'assiéger Milan, il se contente de le bloquer. Les Impériaux, encouragés par ses lenteurs, se décident à tenter le sort des armes. Colonna et Sforza s'établissent dans une vaste villa, appelée la *Bicoque*, où ils se fortifient, tâche facile dans un pays coupé de canaux et de rivières. Lautrec voulait refuser le combat; mais les Suisses demandent à grands cris *argent ou bataille;* ils engagent l'action avec une folle témérité, sous le feu des retranchements ennemis. En quelques minutes, trois mille d'entre eux sont couchés par terre. Le frère de Lautrec, Lescun, parvient à pénétrer dans la ville; mais il n'est pas secondé; les Suisses, découragés, refusent de tenter un nouvel assaut, et les Vénitiens restent paisibles spectateurs du combat. Chacun des deux partis réclama la victoire, qui, à vrai dire, n'appartenait à aucun. Le lendemain, les Suisses, sourds à toutes les prières, reprirent le chemin de leurs montagnes. Lautrec, hors d'état de tenir la campagne, alla se

plaindre à François Ier du honteux abandon où on le laissait. Mais le roi, tout entier à ses plaisirs, s'était dégoûté d'une conquête qui lui coûtait plus d'argent qu'elle ne lui rapportait de gloire. Lautrec n'en obtint que des réponses évasives. Son frère, qui le remplaçait en Italie, perdit une à une toutes ses places; la France bientôt n'y posséda plus que Novare, Crémone et le château de Milan. Gênes, abandonnée à elle-même par la France, qui a toujours su conquérir, et n'a jamais su garder, fut prise d'assaut et livrée au plus affreux pillage. Navarro, le vainqueur d'Oran, qui du service de Charles-Quint était passé à celui de François, y fut fait prisonnier. Ainsi, la France, après une courte et désastreuse campagne, se trouvait, encore une fois, expulsée de l'Italie, et dépossédée de toutes ses conquêtes. L'imprévoyance de François et les passions déréglées de sa mère avaient amené la ruine du parti français dans la Péninsule. Pour assouvir ses rancunes contre Lautrec, cette femme implacable venait de perdre l'Italie; pour venger sur le connétable de Bourbon son amour-propre offensé, elle allait bientôt mettre la France à deux doigts de sa ruine, et jouer sur un coup de dés la couronne, la liberté et la vie même de son fils!

Le nouveau pape, Adrien VI, s'était enfin résigné à prendre possession du trône pontifical. Rome, déjà prévenue contre lui, le trouva encore au-dessous de ce qu'elle en attendait. Entre l'honnête doyen de Louvain et le brillant pontife qui l'avait précédé, le contraste était trop tranché : on lui eût passé des vices élégants, on ne lui passa pas des vertus déplacées, qui semblaient la satire de la corruption polie

qui l'entourait. Adrien, de son côté, s'il fut jugé sévèrement par les Romains, ne fut pas plus indulgent pour eux : comme Luther à Rome, il ne reconnut plus la religion que le Christ était venu apporter ici-bas ; son âme candide se souleva à la vue des désordres du clergé, et il résolut de les réformer à tout prix. Adrien avait compris, malgré son inexpérience, ce que ne comprenaient pas tous ces subtils diplomates italiens : c'est que le seul moyen de combattre avec succès la Réforme de Luther, c'était de réformer l'Église par l'Église même ! A peine assis dans la chaire de saint Pierre, il se mit courageusement à l'œuvre. Mais l'homme, par malheur, n'était pas à la hauteur de l'entreprise. Jamais, en effet, le rôle d'un pontife chrétien n'avait été ni plus grand ni plus difficile. Dans l'ordre spirituel, il fallait ramener au bercail l'Allemagne égarée, faire exécuter contre les hérétiques l'édit de la diète de Worms, imposer aux prélats romains, trop lettrés pour croire en Dieu, une réforme qu'ils détestaient cent fois plus que celle de Luther ; car elle eût donné raison au réformateur. Dans l'ordre temporel, il fallait ramener la paix entre deux puissants rois, dont la rivalité mettait l'Europe en feu ; concilier la reconnaissance due à l'Empereur avec la juste indépendance qui appartenait au pontife. Plus honnête que capable, le précepteur de Charles-Quint succomba bientôt sous cette double tâche, trop lourde même pour le génie d'un Grégoire VII ou d'un Innocent III.

Impuissant contre Luther et sa doctrine, Adrien ne fut pas plus heureux dans ses efforts pour ramener la paix dans la famille, si divisée, des monarques chrétiens. Ce fut en vain qu'il essaya de les réunir

dans une croisade contre Soliman II, qui venait de conquérir Rhodes sur les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Ce fut en vain qu'il prêcha la paix aux deux monarques rivaux, et conseilla à François l'abandon du Milanais; il dut renoncer, en gémissant, au rôle de médiateur, et signa, le 3 août 1523, un traité « pour la garantie de l'Italie contre la France » avec l'Empereur, l'archiduc d'Autriche, le roi d'Angleterre et la plupart des États italiens. Venise elle-même, la dernière alliée de la France, s'en laissa détacher à regret, et accéda au traité [1]. François se trouva donc sans un allié en Europe, car nous ne comptons pas pour tels les Suisses, toujours prêts à vendre leur courage à qui voulait le payer. Mais le frivole et courageux monarque retrouvait en face du danger l'énergie que la prospérité lui ôtait. Loin de plier devant cette menaçante coalition, il résolut de se mettre lui-même à la tête de son armée, et de la conduire en Italie. Déjà il était en chemin, quand un obstacle imprévu vint l'arrêter : ce fut la défection du duc de Bourbon. En trahissant son parent et son roi, Bourbon avait pour excuse les torts de son maître envers lui, et les blessures faites à son amour-propre; le premier des grands vassaux de la couronne, il crut de la meilleure foi du monde reconquérir son indépendance en *se quittant* de son suzerain, et s'il lui fit la guerre, ce fut en prince souverain plutôt qu'en sujet révolté. Charles-Quint,

[1] Jean Badoero, ambassadeur de Venise à la cour de France, écrit, vers cette époque, à son gouvernement que « le roi de France est tellement adonné aux femmes et à la chasse, que rarement, si ce n'est à table, il parle de guerre... C'est lui seul qu'on accuse de tous les malheurs du royaume, et l'ambassadeur soupçonne même qu'un grand prince de sa famille va se ranger parmi ses ennemis. »

toujours prêt à accueillir à bras ouverts les ennemis de François, avait promis à l'illustre transfuge la main de sa sœur Léonor et les comtés de Provence et de Dauphiné, avec le titre de roi. L'Empereur et le roi d'Angleterre devaient envahir en même temps la France, l'un par le midi, l'autre par le nord, tandis que Bourbon essaierait de percer jusque dans le Bourbonnais, son ancien apanage, et de le soulever en sa faveur. On n'attendait pour agir que le moment où François aurait passé les Alpes. Tout semblait, du reste, l'y inviter : l'armée impériale, mal payée, écrasait à la fois Naples et Milan de ses exactions. L'Italie soldait ainsi la guerre que l'Empire lui faisait, tandis que la France avait toujours fait les frais de ses conquêtes. D'ailleurs, François, avec tous ses défauts, était un prince artiste, fait pour régner sur des Italiens, pour les comprendre et pour être compris d'eux. Charles n'était qu'un froid politique, trop occupé de ses intérêts pour songer à ses plaisirs, calculant tout, jusqu'à ses sympathies, et ne les plaçant jamais à fonds perdus. Entre lui et ses sujets d'au delà des mers, il n'existait donc aucun lien; on pouvait se vendre, on ne pouvait pas se donner à lui.

Devant l'invasion, qui menaçait tous les points de sa frontière à la fois, un autre eût renoncé à ses desseins sur le Milanais; mais François eût plutôt renoncé à la vie! Ne pouvant plus s'y rendre en personne, il y envoya à sa place son favori Bonnivet, la copie vivante de ses défauts, sans les qualités plus hautes qui s'y joignaient; Bonnivet, le cavalier le plus élégant de la cour, le plus capable de faire aimer en Italie le nom français, surtout des femmes, et

d'y ruiner les affaires de la France. Toutes les chances semblaient en sa faveur : il se trouvait, avec quarante mille soldats, en face du vieux Colonna, qui n'en avait pas la moitié. Mais aussi, en ce moment même, douze mille lansquenets envahissaient la Champagne, trente mille Anglais et Flamands entraient par Calais en Picardie, et vingt-cinq mille Espagnols campaient sous les murs de Bayonne. François, l'œil fixé sur le Milanais, avait oublié la France : partout sa frontière était dégarnie de troupes, ses villes démantelées et sans vivres ; et cependant, ainsi abandonnée à elle-même, la France ose songer à se défendre. Lautrec inspire à Bayonne son indomptable résolution, et les Espagnols sont repoussés. Guise, gouverneur de la Champagne, n'est pas moins heureux contre les Allemands. Les Anglo-Flamands, par une marche hardie, s'étaient avancés jusqu'à onze lieues de la capitale ; mais, en apprenant le succès des deux autres attaques, ils commencent à regarder derrière eux ; les habiles manœuvres du vieux Latrémouille les décident enfin à retourner sur leurs pas. Tout en soutenant chez elle cette glorieuse défensive, la France reprend l'offensive en Italie ; Colonna essaie vainement de disputer aux Français le passage du Tésin. La route de Milan était ouverte ; mais Bonnivet, se méfiant de sa propre ardeur, laisse aux Impériaux le temps de se fortifier dans cette ville. Un coup de main était devenu impossible ; il essaie d'un blocus qui ne lui réussit pas mieux. Il doit se borner à prendre Lodi, et à ravitailler la garnison de Crémone, réduite à huit soldats, minces résultats pour d'aussi grands efforts. L'hiver arrivait ; l'armée française rétrograde jus-

qu'au Tésin, et la mort du vieux Colonna vient clore cette campagne, honorable partout, sauf en Italie, pour les armes de la France.

Un incident plus grave fut la mort d'Adrien VI. Abreuvé d'amertumes dans sa double lutte contre le schisme en dehors de l'Église, et la corruption au dedans, plus haï encore par les partisans de la papauté que par ses ennemis, il mourut, le cœur brisé, le 14 septembre 1523, et rendit au ciel cette âme dont le monde n'était pas digne. Le peuple romain se réjouit hautement de sa mort, et offrit des couronnes à son médecin comme « au libérateur de l'Italie. » Charles-Quint n'avait jamais été sincère dans ses promesses à Wolsey ; l'instant d'ailleurs était mal choisi pour imposer au conclave un pape étranger. Jules de Médicis fut nommé cette fois, sous le nom de Clément VII, le 19 novembre 1523. Ce bâtard des Médicis apportait sur le trône de saint Pierre une haute réputation de finesse et d'expérience. Ennemi déclaré de la France, il avait été élu malgré elle, mais sans l'appui du parti impérial. Libre de toute reconnaissance, il ne représentait sur le saint-siége que le parti italien, et pouvait ainsi continuer, à ses risques et périls, le rôle de haute impartialité qui convenait au pontife. Cependant il ne rompit point les engagements pris par son prédécesseur : il ne se retira point de la ligue conclue par Adrien avec l'Empereur, pour *la garantie de l'Italie ;* mais en se prêtant, il ne se donna point, et sut garder envers Charles une indépendance à laquelle son ancien précepteur n'avait pu prétendre, même sur le trône de saint Pierre. Quant à Wolsey, sans espoir désormais de succéder à un pape plus jeune que lui,

il dévora son injure, et attendit avec une haine patiente l'heure de se venger.

La campagne de 1524 se rouvrit pour la France sous des auspices moins favorables. Fuenterabia venait d'être vendu aux Impériaux par son gouverneur. En Italie, Charles, toujours méfiant, avait partagé le commandement de ses armées entre Lannoy, Pescara et Bourbon. Celui-ci arrivait d'Allemagne avec six mille lansquenets, impatient de signaler sa haine contre François. L'armée française attendait des renforts ; mais ses communications avec la France lui sont coupées ; affaiblie par la désertion des Suisses, elle est enfin réduite à opérer sa retraite, harcelée sans relâche par les Impériaux. Bonnivet, blessé, donne l'arrière-garde à diriger à Bayard, qu'on n'appelait jamais à commander une armée que quand il s'agissait de la sauver. Le chevalier *sans peur et sans reproche* assure par des prodiges de valeur la retraite des Français. Il tombe enfin, blessé à mort, et emporte dans sa tombe les regrets de la France et l'estime de ses ennemis. Avec lui meurt la dernière étincelle de cet esprit de chevalerie dont Bayard offrait le type réel, et François Ier la fastueuse parodie. Cette désastreuse retraite enleva au roi de France ce qui lui restait du Milanais ; elle aurait dû couper court à toutes ses folles espérances ; mais les illusions de ce royal amour-propre étaient incurables comme lui. L'armée rentra en France par le mont Cenis ; les Suisses abandonnèrent lâchement l'artillerie qui leur était confiée. Le manque de foi de ces étrangers que François s'obstinait à préférer à ses propres sujets, lui coûta encore une fois l'Italie, mais sans le dégoûter de ces coûteux et perfides auxiliaires.

Cette campagne peu brillante eut du moins un résultat utile : la France une fois rentrée dans ses limites, les ressentiments de l'Italie tombèrent tout d'un coup. Les Italiens, toujours prêts à haïr le maître présent, et à regretter le maître éloigné, ne virent pas plus tôt les Français partis, qu'ils ne songèrent plus qu'à arrêter les progrès de l'Empereur. Sa lenteur à accorder à François Sforza l'investiture du Milanais laissait percer des arrière-pensées qui inquiétaient l'Italie. Clément VII, oubliant sa haine contre la France, travaillait à rapprocher les deux rois rivaux, et à rendre la paix à la chrétienté, rêve pieux dont se berçait le pontificat depuis un quart de siècle. Henri VIII, au contraire, n'avait plus qu'une idée, celle de morceler la France, et de la faire disparaître de la carte d'Europe. La guerre continua donc; Charles et Henri se partagèrent encore les rôles, Bourbon fut chargé d'envahir la Provence; une armée espagnole dut envahir la Guienne, et Henri eut le choix de payer dix mille ducats par mois, ou d'envoyer une armée en Picardie. La Provence, une fois conquise, devait être constituée en royaume pour Bourbon, sous la suzeraineté de l'Angleterre; le reste de la France devait être partagé entre les deux alliés.

Dans ce plan insensé, l'on n'avait oublié qu'une chose; c'était ce vivace esprit de nationalité, qui sommeille souvent en France, mais qui s'éveille toujours en face du danger. Des trois invasions projetées, une seule s'effectua; ce fut celle de la Provence. Bourbon, trop prince du sang pour avoir jamais eu le cœur français, avait mal jugé son pays : par une de ces illusions si communes aux proscrits, il se flat-

tait que toute la noblesse du Bourbonnais viendrait se rallier autour de lui, et serait plus fidèle à son suzerain qu'à son roi. Mais le moyen âge était passé sans retour, et l'unité française était née de ses débris; Bourbon s'en aperçut à ses dépens. Le 7 juillet 1524, il pénétra en Provence par le Var; la défiance de Charles avait appelé Pescara à partager le commandement avec lui; la finesse froide de l'Italien devait tempérer l'ardeur du transfuge. Le plan de Bourbon, grâce à sa hardiesse même, offrait quelques chances de succès. Il voulait, par une marche rapide, remonter la vallée du Rhône, pénétrer dans le Bourbonnais, et loger ainsi la guerre au cœur même de la France. Pour tenter cet audacieux coup de main, il n'avait que dix-huit mille hommes, chiffre dérisoire, quand on songe que la France, trois siècles plus tard, en devait mettre un million sur pied pour se défendre contre l'Europe entière. François, toujours pris au dépourvu par le danger, et toujours prêt à lui tenir tête, n'avait pas d'armée sur la frontière du sud-est. Les cités provençales, récemment réunies à la France, se rendirent toutes sans coup férir. Bourbon, enivré de ces faciles succès, demandait à marcher en avant; mais Pescara avait ses ordres; il insista pour faire avant tout le siége de Marseille. La beauté de ce port, à mi-chemin des deux péninsules, avait tenté Charles; il voulait faire de Marseille un Calais espagnol, et lier par lui ses États d'Espagne à ceux d'Italie. Bourbon céda, la rage dans le cœur, et le siége commença le 19 août. La Palisse, gouverneur de la Provence, avait dévasté tout le pays ouvert. Les vivres étaient rares, et il fallait les acheter au prix du sang. La ville, mal fortifiée,

s'était ceinte, comme par enchantement, d'un second rempart, dit le *rempart des Dames;* riches et pauvres, toutes y avaient travaillé. Les habitants, tous armés, rivalisaient de courage avec la garnison, formée de proscrits italiens. La flotte française, commandée par le Génois André Doria, battit près du Var la flotte espagnole. Un temps précieux s'écoula ainsi : François, qui avait retrouvé toute son activité en face du péril, rassemblait son armée sous les murs d'Avignon. Le roi, c'était la patrie, et la noblesse française, sourde à l'appel d'un transfuge, accourut en foule à la voix de son souverain. L'argent, les vivres, la confiance, tout manquait à la fois dans l'armée impériale. Les Cortès de Castille, plus jalouses de leur argent que de leurs libertés, avaient refusé tout subside pour la guerre de Guienne. Henri VIII n'avait soldé que le premier mois de sa pension. Bourbon, la mort dans l'âme, s'acharnait à un siége sans espoir. Un premier assaut fut repoussé, non sans des pertes graves. Pescara refusa d'en risquer un second, et l'armée impériale finit par lever le siége; elle entraîna dans sa retraite Bourbon, désespéré de quitter la Provence sans y trouver ni le trône, ni la vengeance qu'il y cherchait. L'armée française fut bientôt sur les traces de l'armée fugitive; elle la harcela sans relâche pendant cette difficile retraite, et lui enleva son artillerie et ses bagages. Ainsi le Midi comme le Nord, abandonnés à leurs seules ressources, suffisaient à se garder; l'énergique nationalité de la France se resserrait contre l'invasion, et suppléait par l'élan à la persistance qui lui a toujours manqué.

L'adversité avait mis en relief les qualités de

François ; le succès lui rendit toute son infatuation. En voyant sous ses ordres quatorze mille Suisses, seize mille lansquenets et dix mille Français ou Italiens, la tête lui tourna encore une fois : il résolut de porter la guerre à son tour sur le territoire ennemi. Passe encore s'il se fût attaqué aux Pays-Bas, la portion la plus vulnérable des États de l'Empereur. Mais un invincible attrait ramenait toujours François vers l'Italie. Aux sages avis des Chabannes et des Latrémouille, dont le courage n'était pas suspect, il préféra les conseils de Bonnivet, plus conformes à ses propres penchants. Passer les Alpes au 25 octobre, improviser une campagne en Italie comme on improvise une partie de chasse, c'était de la démence et non pas du courage ; c'était agir en enfant gâté de la fortune, et celle-ci pourtant l'avait toujours durement puni de toutes ses fautes. Sourd même aux prières de sa mère, il franchit les monts, et descend en Lombardie. L'armée impériale n'était pas en état de lui disputer le passage. Pescara et Lannoy prirent le sage parti d'éviter tout engagement, et de s'enfermer dans des places fortes. Milan, dévastée par la peste, qui lui avait enlevé cinquante mille âmes, ne pouvait pas songer à se défendre. L'armée impériale évacua cette malheureuse cité, au moment où l'avant-garde française y entrait avec Latrémouille. Mais la citadelle resta aux Impériaux, et l'Espagnol Antonio de Leyva se jeta dans Pavie avec huit mille hommes. François n'avait qu'à se laisser aller à la pente de sa fortune, à poursuivre l'épée dans les reins les généraux de l'Empereur, et à soulever contre eux les populations, lasses de leurs rapines ; mais un roi de France, élevé à l'école des Amadis, ne faisait pas la

guerre comme un autre : sa dignité ne lui permettait pas d'entrer dans une ville dont le château ne s'était pas rendu, ni de poursuivre un ennemi en retraite, tant que sa bannière ne flottait pas sur toutes les places fortes qu'il laissait derrière lui. Tel était du moins le langage de quelques jeunes courtisans, trop écoutés de leur roi. François laissa donc l'armée impériale se fortifier à son aise derrière l'Adda; Latrémouille assiégea le château de Milan, et François, avec le gros de son armée, vint mettre le siége devant Pavie.

L'Italie, cependant, en voyant la fortune abandonner Charles, se refroidissait pour sa cause. Venise regrettait sa vieille alliance avec la France; Sforza et le Milanais étaient las de la dureté du joug impérial; enfin le saint-père, embarrassé de son traité avec l'Empereur, finit par en revenir, avec les Médicis et Venise, à la neutralité, le vrai rôle des États italiens, s'ils avaient su s'unir pour la faire respecter. Cette neutralité, pour le pape, était une défection; allié de l'Empereur, renoncer à combattre François, c'était trahir Charles; et Rome et le saint-père devaient un jour apprendre à leurs dépens tout ce que pesait sa colère. Venise, malgré ses sympathies pour la France, n'osa pas refuser le passage sur son territoire à Bourbon et à ses lansquenets; il en ramenait avec lui douze mille qu'il était allé recruter en Allemagne, sans un ducat pour les solder; mais son nom, son courage, son humeur libérale, et l'Italie à piller, les avaient séduits. Le duc de Savoie, allié utile à François, auquel il ouvrait l'Italie, fut gagné par Bourbon. Pescara obtint de ses soldats qu'ils serviraient encore un mois sans solde, et leur promit,

pour payer l'arriéré, les dépouilles des Français. Bourbon se réunit à Lodi avec Pescara et Lannoy; et, prêts enfin à agir, les trois généraux vinrent s'établir, le 25 janvier 1525, en face du camp français, sous les murs de Pavie.

Le siége durait déjà depuis trois mois, et les assaillants, grâce à la fermeté de Leyva, n'avaient fait aucun progrès. Un chef de lansquenets, enfermé avec lui dans la place, avait parlé de se rendre, Leyva le fit empoisonner. Déjà las de ce siége, que le point d'honneur seul l'empêchait de lever, François ne savait ni renoncer à son entreprise, ni l'achever. Toujours courant après la gloire, qui fuyait devant lui, il affaiblissait son armée par des expéditions imprudentes : il envoyait le marquis de Saluces reconnaître Gênes; il détachait vers Naples, avec dix mille hommes, Jean Stuart, duc d'Albany, alors au service de la France; expédition insensée, où apparaît au grand jour toute la légèreté de ce prince, qui attaquait ainsi la péninsule par les deux bouts, et dispersait ses troupes, au moment où l'ennemi concentrait les siennes. Ajoutons, pour expliquer la téméraire confiance de François, qu'il s'abusait sur les forces des Impériaux comme sur les siennes. L'avidité des officiers s'était trouvée d'accord avec l'insouciance du monarque : les capitaines touchaient la solde pour des soldats imaginaires, qui figuraient sur les contrôles. Au lieu de treize cents lances que payait François, il n'en avait que huit cents en réalité; les cadres de l'infanterie, soldés sur le pied de vingt-cinq mille hommes, n'étaient pas plus complets. Les Impériaux, au contraire, comptaient plus de sept cents lances effectives, un millier de

chevau-légers et vingt mille fantassins, sans parler de la garnison de Pavie. Lannoy, dédaignant de prendre au sérieux la folle expédition d'Albany, n'avait pas voulu détacher un soldat pour défendre sa vice-royauté. « Le sort de Naples, avait-il dit, se « décidera sous les murs de Pavie. » Quant au *roi-chevalier*, il laissait à Bonnivet le soin de tout ce qui concernait l'armée. Le plus souvent il se dispensait d'assister au conseil; il ne tenait aucun compte de l'avis des vieux capitaines, Lapalisse, Latrémouille, Lescun et le bâtard de Savoie. Tous ces vétérans des guerres d'Italie s'effrayaient du danger de leur position, entre l'armée impériale et la garnison de Pavie; ils pressaient le roi de renoncer au siége, mais François avait juré de mourir avant de le lever. Tout ce qu'on put obtenir de lui, ce fut de se fortifier dans le quartier qu'il occupait à Mirabello, rendez-vous de chasse du duc de Milan. Avec un ennemi dénué d'argent, de vivres, de munitions, il avait tout à gagner à éviter un engagement ; mais sa *dignité* de roi et les lois de la chevalerie ne lui permettaient pas de refuser la bataille [1].

Tant de présomption devait être punie, et la France allait payer encore une fois les folies de son roi. Cependant, le camp français était si bien fortifié que les Impériaux hésitèrent trois semaines avant de l'attaquer. La garnison de Pavie était réduite aux dernières extrémités. Mais ces délais, d'abord favo-

[1] « Un roi de France, disait Bonnivet, ne recule pas devant ses ennemis; « il ne se laisse pas faire la loi par eux, il ne renonce pas, à cause d'eux, « aux places qu'il a résolu de prendre, il ne change pas ses desseins « d'après leurs caprices. » (Brantôme, Éloge de l'amiral Bonnivet, t. II, p. 1559.

rables à François, finirent par tourner contre lui. Les Grisons rappelèrent six mille hommes qui servaient dans son armée. Le plus brave des condottieri italiens au service de la France, Jean de Médicis, dit le *grand diable*, fut blessé grièvement; les *bandes noires* qui étaient à sa solde se dispersèrent aussitôt. Des renforts, en marche vers le camp français, furent taillés en pièces. Enfin, cent cinquante mille ducats, arrivés d'Espagne, ramenèrent la confiance dans le camp impérial, et l'attaque fut décidée pour le 24 février.

Dans la nuit du 23, Pescara détourne, par une fausse alerte, l'attention de l'ennemi. Il fait abattre sans bruit, sur un point éloigné, un large pan des murs du parc. Un corps d'Impériaux pénètre dans l'enceinte, sous les ordres du marquis de Guasto, neveu de Pescara. Leur plan était de se jeter dans Pavie, en traversant les lignes des Français; mais ceux-ci étaient sur leurs gardes : les troupes et l'artillerie, rangées en bataille, attendaient l'ennemi de pied ferme. Le jour paraît enfin, et désigne à leurs coups les Impériaux, qui défilaient en courant devant leurs lignes. Aussitôt l'artillerie ouvre sur eux un feu terrible qui emporte des files entières. Les soldats de Guasto, pour échapper à ce feu meurtrier, s'éparpillent, et gagnent en courant un pli de terrain qui les met à l'abri. A cette vue, François et les jeunes présomptueux qui l'entourent s'écrient à haute voix : « La bataille est gagnée, voilà l'ennemi qui fuit, il faut le poursuivre! » La noblesse, toujours de moitié dans les folies de son roi, s'élance à sa suite. La *gendarmerie* française quitte ses retranchements, où elle eût vaincu sans combattre, pour

descendre dans l'espace ouvert où elle masque son artillerie, désormais inutile. Les généraux impériaux voient la faute et en profitent. Guasto reforme ses bandes rompues, mais non découragées ; il pénètre dans les lignes françaises, par le vide qu'y avait laissé la gendarmerie, et charge les Suisses et les lansquenets qui se trouvaient en face de lui. La garnison de Pavie passe sur le corps à une division française, et se joint aux troupes de Guasto. Pescara jette un millier d'arquebusiers basques sur les flancs des gens d'armes que conduisait François. Les Basques, renommés par la justesse de leur tir, ont bientôt abattu tous les officiers. Les lansquenets au service de la France, chargés avec fureur par ceux de Bourbon, qui les appellent « traîtres à l'Empire », sont massacrés jusqu'au dernier, sans qu'un seul ait tourné le dos. Le corps de Bourbon prend alors en écharpe l'aile droite française, déjà entamée par Leyva, et la taille en pièces. Au premier rang tombe son chef, le vieux Lapalisse, le plus illustre des capitaines formés à cette sanglante école. Les Suisses, au lieu de se faire tuer comme les lansquenets, s'enfuient lâchement ; leur chef Diesbach, dédaignant de les suivre, cherche et trouve la mort au plus épais des rangs ennemis. Montmorency, qui commandait l'aile droite, est fait prisonnier, et la victoire, de ce côté, appartient sans conteste aux Impériaux.

Au centre, où se trouvait le roi, le combat fut plus longtemps disputé : François et ses favoris y rachetèrent noblement leur faute. Le roi, dans une charge désespérée, rompt un corps de cavalerie italienne, et tue le commandant de sa propre main ; mais les agiles montagnards basques se glissent en-

tre les jambes des chevaux, et, visant aux hommes démontés, mettent hors de combat tous les capitaines les plus renommés. Lescun, Louis d'Ars, Latrémouille sont tués à côté de leur roi. Le dévouement, irréfléchi et touchant à la fois, de cette folle et brave noblesse pour un roi aussi fou qu'elle, contribue encore à la perte de la bataille. Bussy d'Amboise, chargé de défendre le camp contre la garnison de Pavie, quitte son poste pour venir mourir sous les yeux de son roi. Bonnivet, qui avait conseillé cette fatale sortie, ne veut pas survivre à son honneur : il se jette, tête baissée, au milieu de la mêlée, et tombe bientôt percé de coups. Le duc d'Alençon, beau-frère du roi et commandant de l'aile gauche, n'imite pas ce noble exemple : en voyant la fortune tourner contre les Français, il prend prudemment la fuite, et entraîne avec lui toute l'aile gauche, qui n'a pas pris part au combat.

La bataille dès lors était perdue sans retour. Chaque corps ennemi, à mesure qu'il avait achevé de vaincre, se repliait sur le centre, où le roi se défendait encore avec ce qui restait de sa fidèle noblesse. A compter de ce moment, le combat n'est plus qu'une boucherie. François, décidé à ne pas survivre à sa défaite, lutte, jusqu'au dernier moment, en homme qui veut du moins vendre chèrement sa vie. Son cheval, assommé à coups de crosse, s'abat sous lui; le roi, affaibli par deux blessures, roule dans un fossé, sous le cadavre de son cheval, sans s'être trahi par un seul mot. Déjà des soldats espagnols, frappés de la richesse de son armure, se disputaient ses dépouilles. Il eût péri, comme Lapalisse, victime de leur cupidité, s'il n'eût été reconnu par l'un des

gentilshommes de Bourbon. Ce dernier accourt aussitôt; mais François, détournant la tête, refuse dédaigneusement de se rendre à lui. Alors le vice-roi de Naples, Lannoy, avec une exquise courtoisie, vient recevoir à genoux l'épée de l'illustre prisonnier, et lui offre la sienne en échange. Bientôt le bruit de la captivité du roi de France se répand parmi les Impériaux : son courage chevaleresque excite chez ses ennemis mêmes les plus vives sympathies : les soldats impériaux se partagent comme des reliques des lambeaux de ses habits. Les lansquenets surtout, bons connaisseurs en fait de courage, comme tous ceux qui le vendent, sont les plus bruyants dans leur admiration; ils entourent le roi prisonnier, veulent le voir, le toucher, et lui font cortége comme s'il eût été leur souverain. Lannoy finit par avoir peur que François ne les embauchât à son service, et que le vaincu du matin ne se retrouvât le soir à la tête d'une armée. Sous prétexte de veiller à la sûreté de son prisonnier, il se hâta de le faire enfermer dans le château de Pizzighitone. On le sépara de tous ses compagnons de captivité, Anne de Montmorency, Saint-Pol, le bâtard de Savoie, le jeune Henri de Navarre. Huit mille Français restèrent sur le champ de bataille ; le Tessin engloutit une partie de ceux que le fer avait épargnés. Le duc d'Alençon rentra en France avec les débris de l'armée ; les Impériaux n'essayèrent pas de les poursuivre. La garnison française évacua Milan, et il ne resta plus dans toute l'Italie qu'une seule bannière aux couleurs de la France : c'était celle du duc d'Albany, arrêté par la fièvre dans un village, sur la route de Naples, avec sa petite armée.

Cette fatale journée mit à jamais un terme aux rêves de gloire fanfaronne de François Ier; elle ruina sans retour les prétentions de la France à dominer en Italie. Après la bataille de Pavie, le roi put écrire, avec vérité, à sa mère que « tout était perdu, fors l'honneur [1]. » Il ne lui restait, en effet, que la conscience d'avoir combattu en chevalier, sinon en roi, et de n'avoir pas plus ménagé sa vie que celle du dernier de ses soldats. Nous ne voulons pas être injuste pour François Ier : s'il fut grand quelquefois, ce fut par son courage contre l'invasion, par ses ressources dans l'adversité, et non dans la bonne fortune, qu'il ne sut jamais supporter. Protecteur éclairé des arts et des lettres, il eut la gloire de les naturaliser en France ; ce fut là le plus durable des trophées qu'il rapporta d'Italie. Les beaux esprits, qui vendent aux rois leur renommée, se sont chargés de populariser la sienne ; ils ont mesuré la reconnaissance aux bienfaits, et la louange à l'éclat plus qu'à la solidité. Mais les grandes qualités de François Ier, que nous ne nions pas, eurent pour contre-poids des défauts plus grands encore ; son fol amour de la guerre n'eut pas le génie pour excuse, comme chez un conquérant moderne ; il lui manqua toujours sur les champs de bataille le coup d'œil de l'aigle, et

[1] Cette phrase si célèbre ne fut jamais écrite telle qu'on la cite ; elle n'est que l'extrait d'une lettre plus longue de François à sa mère. Voici le passage tout entier : « Pour vous avertir comment se porte le ressort de « mon infortune, de toutes choses il ne m'est demouré que l'honneur et la « vie, qui est sauve ; et pour ce que, en notre adversité, cette nouvelle « vous fera quelque peu de reconfort, j'ai prié qu'on me laissât vous « écrire ces lettres ; vous suppliant de ne vouloir prendre l'extrémité de « vous même, car j'ai l'espoir en la fin que Dieu ne m'abandonnera point. » Cette lettre longue et traînante ne ressemble guère, on le voit, à la phrase laconique et ferme qu'on a coutume de citer.

ses serres pour saisir sa proie, et surtout pour la garder. Aussi, de toutes ses conquêtes, plus vite encore perdues que gagnées, ne nous est-il rien resté, même de son vivant; et le plus populaire de tous nos rois, il est celui dont la gloire a coûté le plus cher à la France.

CHAPITRE IV

RELATIONS EXTÉRIEURES

(DU TRAITÉ DE MADRID AU TRAITÉ DE CAMBRAI).

(1525 à 1529).

Si de nos jours, dans une monarchie représentative, il arrivait qu'un roi fût fait prisonnier, comme François Ier, l'héritier du trône, ou un régent, en cas de minorité, serait appelé à prendre en main les rênes de l'État. On se garderait bien de reconnaître au prince captif, temporairement déchu de tous ses droits, celui de racheter sa liberté au prix d'un traité honteux pour le pays. Mais au XVIe siècle, le droit constitutionnel n'était encore ni pratiqué, ni compris. En France surtout, la toute-puissance résidait dans la personne du monarque, elle le suivait partout, même absent; et, du fond d'une prison, il pouvait lier la France par des traités aussi humiliants que celui de Madrid, sauf à les violer quand il serait redevenu libre.

François, en quittant la France, avait confié la régence à sa mère, Louise de Savoie; mais il s'était réservé le droit le plus essentiel de la royauté, celui

de faire la guerre, et de conclure les traités. Personne d'ailleurs, à cette cour infatuée comme son maître, n'aurait osé prévoir le désastre de Pavie; aussi la France, en l'apprenant, confondit sa fortune avec celle de son roi : elle se sentit vaincue et presque prisonnière avec lui. Mais la mère de François avait, comme son fils, besoin de l'adversité pour se relever, et la régente répara noblement les fautes de Louise de Savoie. Elle avait perdu la France, elle résolut de la sauver. La peur, du reste, grossissait le danger : les généraux de l'Empereur n'étaient nullement en mesure de recueillir les fruits de leur victoire; la France était ouverte, mais personne ne se souciait de l'envahir. L'armée victorieuse, rebelle à toute discipline, refusait de faire un pas tant qu'elle ne serait pas payée. Les soldats désertaient en masse avec leur butin; Lannoy, pour solder une partie des lansquenets, avait été obligé de licencier le reste. Que l'armée impériale s'éloignât un jour de l'Italie, et Charles voyait sa conquête lui échapper! Venise et le Pape, fidèles à la politique italienne, songeaient déjà, pour rétablir l'équilibre, à traiter avec la France. La régente, pour faire face de plus près au danger, vient s'établir à Lyon : elle donne à Saluces l'ordre de lui ramener les débris de l'armée; elle envoie Doria avec sa flotte chercher le duc d'Albany, qui rentre en France sans avoir perdu un seul homme. Elle équipe à ses frais les soldats échappés au massacre de Pavie, achète des lansquenets en Flandre et en Allemagne, et s'occupe à la fois de refaire une armée à son fils, et de lui assurer des alliés. Le fanatisme, qui, dans la France du XVI[e] siècle, savait si bien s'unir à l'incrédulité, ne

permettait pas à la régente de traiter avec les protestants d'Allemagne, mais elle sut trouver un allié plus puissant dans le roi d'Angleterre.

Il avait fallu la bataille de Pavie pour révéler à Henri la faute qu'il avait commise en aidant Charles à fonder sa grandeur sur la ruine de la France. Le jour où il avait détruit, entre les deux rivaux, l'équilibre qu'il aurait dû maintenir, Henri avait ruiné de ses propres mains son influence, assise sur cet équilibre même. Les bénéfices de la ligue avaient été pour l'Empereur, et les charges pour l'Angleterre, qui n'en avait recueilli ni gloire, ni profit, pour elle ni pour son roi. Wolsey, deux fois joué par Charles-Quint, avait entre les mains une vengeance toute prête, en détachant Henri de son alliance. Charles, qui pressentait le danger, n'avait pas épargné les cajoleries au monarque comme à son favori; mais, après Pavie, les fumées de la victoire lui montèrent à la tête : il s'oublia jusqu'à sevrer le cardinal des caresses auxquelles il avait accoutumé son orgueil; au lieu de lui écrire de sa propre main, en signant « votre fils et cousin, » le vainqueur de Pavie fit écrire au cardinal par un secrétaire, et signa *Charles* tout court. C'était une faute, et le châtiment ne tarda pas à venir. Wolsey trouva son maître qui penchait déjà vers l'alliance française, et n'eut pas de peine à l'y décider tout à fait. Henri, invoquant les traités que lui-même avait violés, somma Charles de « l'aider à reconquérir le royaume de France, et « de lui livrer l'usurpateur. » Henri prévoyait un refus, qui ne se fit pas attendre. Aussitôt, un traité, dont les bases étaient arrêtées d'avance, fut conclu par lui avec la régente, le 30 août 1525. Ce traité

sauvait la France; mais Henri lui fit payer cher son salut.

La régente et les parlements se reconnurent, au nom du roi captif, débiteurs envers l'Angleterre de deux millions de couronnes d'or. Au même instant, le pape et Venise, gagnés par la régente, se détachaient de l'Empire, et levaient sans bruit dix mille Suisses, tandis que le Pape, pour amuser l'Empereur, signait avec lui un dernier traité. Charles, rarement dupe, même quand il affectait de l'être, n'était pas en mesure, pour le moment, de châtier ceux qui l'abandonnaient. Son armée en Italie, bien que diminuée de moitié, était encore trop lourde pour l'état de ses finances. Ses trois généraux, sans cesse divisés, devaient faire face, avec un trésor vide, aux requêtes menaçantes de leurs soldats; ceux-ci, à leur tour, avaient à redouter la vengeance des Italiens, pillés par tous ces mercenaires affamés qui s'engraissaient à leurs dépens. Les généraux de Charles se disputaient leur prisonnier : ils craignaient, non sans raison, que leurs soldats mutinés ne vinssent à se saisir de lui, comme d'un gage pour l'arriéré qui leur était dû. L'évasion du jeune roi de Navarre, retenu dans le château de Pavie, vint encore redoubler leur méfiance. François était toujours à Pizzighitone, gardé par une armée entière. Pescara et Bourbon, qui avaient chacun leur plan, ne voulaient pas se dessaisir de lui; Lannoy, homme de guerre médiocre, mais habile diplomate, résolut de le leur enlever pour le remettre aux mains de son maître, et ôter à Bourbon la tentation d'acheter son pardon en rendant la liberté à son roi.

Un instant, l'Empereur avait hésité sur le traitement qu'il infligerait à son prisonnier. A défaut de générosité, la prudence faisait une loi au vainqueur de Pavie de ne pas abuser de sa victoire. D'un adversaire tel que François il était facile de se faire un ami : il suffisait de lui faire des conditions qu'un roi pût accepter. Mais Charles-Quint, grand par l'esprit, ne l'était pas autant par le cœur. Vainement l'évêque d'Osma, son confesseur, lui donna le sage conseil de relâcher François Ier sans conditions, et de l'enchaîner par la reconnaissance ; le duc d'Albe, au contraire, pressa l'Empereur d'user de ses droits dans toute leur rigueur, et de ne lâcher son rival qu'après l'avoir mis hors d'état de lui nuire. De ces deux conseils, le moins généreux répondait à la secrète pensée de Charles : ce fut celui qu'il adopta [1]. A dater de ce jour, l'Empereur ne songea plus qu'à tirer de l'abaissement de François le meilleur parti possible ; il oublia que, de toutes les fautes, la plus grave, c'est de pousser à bout un ennemi qu'on ne peut anéantir. Avec l'hypocrisie raffinée qu'il tenait de son aïeul Fernando, Charles affectait de répéter qu'un roi chrétien ne doit pas triompher de sa victoire sur un autre, mais en rapporter à Dieu seul tout l'honneur ; son rival une fois vaincu, il ne son-

1. Les conseils ne manquaient pas à Charles pour l'inviter à user, et même à abuser de sa victoire. Ainsi Lannoy, en lui annonçant le gain de la bataille de Pavie, ajoutait : « Sire, Dieu envoye aux hommes en leur vie une bonne aoust, et si la laissent passer sans la cueiller, il y a danger que ne le retrouverez plus. » (*Recueil de Lanz*, t. I, p. 151.) L'archiduc Ferdinand, frère de l'Empereur, lui écrivait : « Je ne sçay ce que vous vouldrez faire ; mais si j'estoie saige assez pour vous bien sçavoir conseiller, il me semble qu'il ne fauldroit perdre une telle opportunité, ainsi poursuyr votre bonne fortune, et faire de sorte que le roi de France ne ses successeurs aient la puissance à vous ne aux vostres cy apres porter dommaige. » (*Ibid.*, p. 155.) Voir aussi aux Pièces justificatives, no 8.

geait plus, s'il fallait l'en croire, qu'à combattre les infidèles [1]. Mais les conditions qu'il fit offrir au roi prisonnier contrastaient étrangement avec cet étalage de pitié, et ce respect affecté pour le malheur [2].

Ces conditions ne pouvaient être plus dures : le vainqueur de Pavie faisait trois parts des provinces qu'il redemandait à François Ier : pour lui, la Bourgogne, la Picardie et la Flandre française ; pour le roi d'Angleterre, la Normandie et la Guienne, et pour le connétable, le Bourbonnais, la Provence et le Dauphiné. C'était, en d'autres termes, demander le démembrement de la France. Dépouillée de ses meilleures provinces, resserrée entre l'Angleterre et l'Empire, qui auraient poussé leurs frontières à trente lieues de sa capitale, que fût devenue la France, atteinte dans cette unité qui fait sa force? un corps mutilé, dont les tronçons épars eussent en vain cherché à se rejoindre.

Tant que François avait espéré fléchir son vainqueur, il n'avait pas craint de s'humilier devant lui. Ce rôle de captif et de suppliant était si nouveau pour lui qu'il l'avait outré, et s'était plus souvenu de sa fortune présente, qui pouvait changer, que de sa dignité de roi, qu'il ne devait jamais perdre. Ainsi, dans trois lettres écrites par lui à Charles, affecte-t-il trois fois de s'appeler son esclave : « N'aiant

1. Ainsi il écrivit au vice-roi de Naples, Lannoy : « Puisque m'avez prins le roy de France, *lequel vous prie me bien garder*, je voys que ne me sçauroys où employer, si ce n'est contre les infidelles ; j'en ay toujours eu volonté, et à ceste heure, ne l'ay moindre. » (Granvelle, t. I, p. 266.)

2. « Car il sera bien plus honneste avoir par doulceur ce qui justement nous appartient, que par force et rigueur, faisant la guerre à ung prisonnier qui ne se peut défendre, que sembleroit sonner mal. » (Lettre de Charles à son ambassadeur en Angleterre, Loys de Praet. *Ibid*, p. 158.)

« aultre confort à mon infortune que l'espérance de
« vostre bonté, laquelle, si lui plaist, par son hon-
« nesteté, usera à moi le fruictz d'estre vainqueur de
« sa victoire; aiant ferme espérance que vostre vertu
« ne vouldroit me contraindre de chose qui ne fust
« honneste, vous suppliant jugier à vostre propre
« cœur ce qu'il vous plaira faire de moy. Par quoy
« si vous plaist avoir cette pitié de moy, avec la seu-
« reté que mérite la prison d'un roy de France,
« qu'on doibt rendre amy et non désespéré, vous
« pourrez estre seur de faire un acquest, au lieu d'un
« prisonnier inutile, de rendre un roy à jamais vos-
« tre esclave. Par quoy fera fin à ses humbles re-
« commandations celuy qui n'a aultre ayse que d'at-
« tendre que vous plaise vouloir le nommer, en lieu
« d'un prisonnier, vostre bon frère et amy François.»
(Granvelle, p. 266 à 269.)

Mais quand François entendit ces conditions rigoureuses, quand il vit qu'il s'était humilié en vain devant son ennemi, la mort même lui parut moins affreuse que la captivité pour lui, la ruine et la honte pour la France : il se jeta sur son épée, et l'on eut grand'peine à la lui arracher. « Dites à votre « maître, s'écria-t-il, que j'aimeroys mieux mourir « que ce faire. Mon royaume est encore dans son « entier; et pour ma délivrance, ne le veulx-je ni ne « puis-je endommager. Si l'Empereur veut venir à « traictés, il fault qu'il parle autre langage. » L'occasion était propice pour Lannoy, et il sut habilement s'en servir : « Votre Majesté, lui dit-il, aura « meilleur marché de l'Empereur en traitant direc- « tement avec lui. Rendez-vous de vous-même en « Espagne, et remettez-vous aux mains de mon

« maître. Il sera touché de cette preuve de con-
« fiance, et n'abusera certes pas des droits que la
« victoire lui a donnés. » François se laissa prendre au piége, et jugeant de son ennemi par lui-même, le chevaleresque monarque résolut de s'en remettre à la discrétion de Charles-Quint. Il fit venir de Marseille six de ses galères pour aider au transport des troupes qui devaient lui servir d'escorte, et défendit à ses amiraux d'inquiéter les galères impériales pendant le trajet. Il s'embarqua enfin à Gênes, le 7 mai 1526, et Lannoy eut l'art de persuader à Bourbon et à Pescara qu'il conduisait son prisonnier à Naples.

Charles-Quint ignorait le projet de Lannoy ; ce fut pour lui une surprise bien douce d'apprendre que le roi de France, qu'il croyait en Italie, était sur le territoire espagnol. Il le fit transférer sur-le-champ dans le château de Madrid, qu'il quitta, de peur de s'y rencontrer avec lui. François, toujours porté à se faire illusion, avait compté sur une prompte délivrance ; en attendant, il s'imaginait être traité par son vainqueur en hôte, et non en prisonnier. Mais en se voyant joué par Lannoy, en devinant l'astuce de Charles derrière celle de son ministre, il tombe aussitôt malade de chagrin. Bientôt, sa vie est en danger. Le peuple de Madrid, ému de sympathie pour ce roi-chevalier, plus fait que Charles-Quint pour régner sur l'Espagne, court en foule dans les églises demander à Dieu sa guérison. Charles, qui calculait tout, même sa pitié, finit par se dire que, s'il laissait mourir son prisonnier, il perdrait la rançon qu'il pouvait en tirer. Il se décida donc à lui rendre visite ; toujours prodigue de belles

paroles, il parvint à relever le courage de François Ier. Mais son but une fois atteint, et le malade sauvé, Charles oublie toutes ses promesses; il refuse de revoir son prisonnier, et insiste de nouveau sur les dures conditions mises à sa liberté [1]. François offrait de renoncer à tous ses droits sur l'Italie, d'épouser la sœur de l'Empereur, veuve du roi de Portugal, et de recevoir d'elle la Bourgogne en dot, concession humiliante pour l'honneur de la France, qui devrait être le plus cher patrimoine de ses rois. Il s'engageait, en outre, à payer toutes les dettes de l'Empereur au roi d'Angleterre, à donner à Bourbon la main de sa sœur, la duchesse d'Alençon, et à lui rendre tous ses biens confisqués. Mais, avec les concessions de François, croissaient les exigences de Charles. François, poussé à bout, eut recours à un moyen hardi de vaincre l'obstination de son vainqueur. La duchesse d'Alençon avait suivi à Madrid les ambassadeurs qui venaient négocier la liberté de son frère. Le roi captif remit à sa sœur un acte d'abdication par lequel il cédait tous ses droits à son fils, et consentait à ce que « il fût dès à présent dé« claré roi, et, comme tel, couronné, oint et sacré. »

Si François eût donné suite à cette comédie d'abdication, si la régente avait fait enregistrer l'acte par

1. Vers la même époque, Charles écrivait à la régente de France : « Madame ma bonne mère, il ma semblé que, puisque j'ai recouvré au roy vostre filz ung bon frère, et que je vous baille la royne ma sœur pour fille, que, pour ne vous rendre ung seul filz, que debvois reprendre le nom dont autrefois avois usé, et vous tenir pour bonne mère ; et vous prie que vers ladicte royne ma sœur, et vers moi, en veuillez faire les œuvres. Je suis venu en cette ville de Madrid voir le roy vostre filz, et m'a esté payne que plutost n'a peu estre, et ce ne m'a été petit plaisir avoir entendu de lui l'amour et amictié que il me déclaire il me porte, la quelle ne fays double, et vous prye que aydiés à l'entretenir, etc. »

le parlement, et qu'on eût procédé au couronnement du dauphin, c'en était assez pour déjouer tous les plans de l'Empereur. Au lieu d'un roi vaincu, il n'eût plus eu dans ses mains qu'un gentilhomme captif, prêt à racheter sa liberté à des conditions raisonnables, mais non au prix de l'honneur et de la fortune de la France. Charles fut un instant sérieusement alarmé ; sans rien rabattre de ses exigences personnelles, il se montra plus coulant, au moins en ce qui concernait ses alliés. Enfin, l'on tomba d'accord : il n'y eut de sacrifié dans le traité, avec l'honneur de la France et celui de son roi, que les intérêts du roi d'Angleterre, et surtout ceux de Bourbon : il ne fut plus question ni du royaume qu'on devait lui constituer, ni de son mariage avec la sœur de Charles ; car celle-ci avait trouvé dans le roi de France un parti plus digne d'elle. François, qui voulait bien être pris au mot à Madrid, mais non à Paris, traita lui-même son acte d'abdication comme non avenu ; et après avoir, comme les rois du moyen âge, protesté secrètement contre le traité qu'il allait conclure, il souscrivit enfin, le 14 janvier 1526, le traité de Madrid.

Par ce traité déshonorant, le roi de France cédait à l'Empereur le duché de Bourgogne et le Charolais en toute souveraineté. L'Empereur, en revanche, consentait à rendre la liberté à son prisonnier, en l'échangeant contre ses deux fils aînés, qui resteraient en otage entre ses mains jusqu'à ce que toutes les stipulations eussent été exécutées. Si la Bourgogne, six semaines après la délivrance du roi, n'était pas remise aux mains de l'Empereur, François s'engageait *sur l'honneur* à rentrer de lui-même dans sa

prison. Il faisait cession à Charles-Quint de tous ses droits sur Naples, Gênes et le duché de Milan, et de la suzeraineté de la Flandre et de l'Artois. Il s'obligeait à mettre une flotte et une armée au service de l'Empereur, lors de son couronnement; à abandonner Tournay, à refuser tout appui au roi de Navarre, au duc de Gueldre et aux comtes de la Marck; à rendre au connétable tous ses biens; enfin, à épouser la sœur de Charles-Quint, et à payer cinq cent mille écus dus par l'Espagne au roi d'Angleterre. On doit blâmer un roi de France d'avoir mis son nom au bas d'un pareil acte, surtout avec la pensée de ne pas l'accomplir; mais on s'étonne de voir un politique aussi habile que Charles dupe d'un traité, arraché à son rival par l'ennui de la captivité, et que celui-ci devait déchirer le jour où il se sentirait libre. On s'étonne surtout, en le voyant tant insister sur la cession de la Bourgogne, qu'il n'ait pas commencé par s'en saisir, et n'ait pas préféré à une promesse écrite, si facile à oublier, une occupation à main armée. La continuelle pénurie d'argent, qui entravait tous ses desseins, peut seule expliquer cette erreur; mais c'est la seule fois, à coup sûr, où nous aurons à reprocher au petit-fils de Fernando d'avoir été trop confiant. Le chancelier Gattinara, plus perspicace que son maître, refusa de sceller le traité tant que le roi de France ne l'aurait pas fait ratifier par ses États de Bourgogne et par ses parlements.

Le 18 mars, François I[er] fut tiré de sa prison, et conduit vers la frontière pour être échangé contre ses deux fils aînés. Après les avoir bénis et embrassés tous deux, le roi passa la Bidassoa. En touchant le sol de la France, en se sentant libre enfin, il en-

fonça ses éperons dans les flancs de son cheval, et, s'écriant : « Je suis encore roi ! », il galopa jusqu'à Saint-Jean de Luz, où l'attendait la régente avec toute sa cour. Le mariage arrêté entre lui et la reine douairière de Portugal eut lieu en Espagne par procuration ; mais l'Empereur, qui n'avait qu'une foi médiocre aux promesses de son futur beau-frère, se garda bien d'envoyer sa sœur en France avant que le traité de Madrid n'eût reçu son exécution. Un second mariage avait été proposé entre le dauphin et doña Maria, fille de doña Léonor, la fiancée de son père ; mais François Ier, tout en ratifiant le mariage arrêté pour lui, déclina celui de son fils, « comme étant de trop longue attente. »

Vers la même époque, Charles-Quint épousa à Séville la sœur du roi de Portugal Jean III, doña Ysabel, digne par ses rares qualités de porter ce grand nom. Cette union fut saluée avec transport par les deux peuples. Les Portugais s'imposèrent, pour doter leur infante, la somme, prodigieuse pour l'époque, de neuf cent mille écus ; certes, ils eussent accueilli avec moins de joie ce mariage entre les deux dynasties s'ils y eussent vu le présage d'une union forcée entre les deux peuples. Cette arrière-pensée, que le Portugal repoussait, fut sans doute entrevue par Charles-Quint. Il entrait dans sa politique, au moment où il aspirait à dominer l'Europe, de ne pas laisser derrière lui la Péninsule scindée en deux par un pouvoir, rival s'il n'était pas ennemi. En attendant qu'il pût faire du Portugal une de ses provinces, il voulait se l'attacher par des liens assez étroits pour pouvoir compter sur lui à l'heure du danger. Comme tous les politiques vraiment

dignes de ce nom, Charles-Quint savait attendre, ce qui est ici-bas le secret de réussir; mais le fils seul devait réaliser un jour la pensée du père, et réunir un moment sous son sceptre deux peuples que la politique sépare, mais que la nature a faits pour être unis.

Pendant la captivité du roi de France, bien des événements s'étaient passés en Italie. Pescara et Bourbon, étrangers tous deux, enrôlés par le dépit ou par l'ambition au service de l'Empereur, étaient loin d'être dévoués à sa cause. Tous deux avaient été vivement froissés de la ruse de Lannoy; tous deux regrettaient dans le roi de France un otage précieux; Bourbon surtout y perdait la garantie vivante des promesses de Charles-Quint, promesses arrachées par la nécessité, et qui ne devaient pas lui survivre. François une fois échappé de ses mains, Bourbon n'avait plus de prise sur son nouveau maître. Rongé de soupçons et de remords, juste punition des traîtres, il se décida à suivre François en Espagne, et à aller rappeler à Charles des promesses, aussi vite oubliées que celles de François I[er]. A l'arrivée du connétable en Espagne, l'Empereur, sans doute par suite de ce principe de haute politique, qu'il ne faut pas décourager les traîtres, affecta de le recevoir avec une rare distinction : il sortit au-devant de lui par une pluie battante, avec toute sa cour, et força ses nobles à l'accueillir, malgré la loyauté castillane qui se soulevait contre le transfuge. Le roi avait demandé au marquis de Villena son hôtel pour y loger son hôte. « Je n'ai rien « à refuser à Votre Majesté, répondit le marquis; « mais, du moment que le connétable en sera sorti,

« elle me permettra d'y mettre le feu ; car je ne sau-
« rais habiter sous un toit où un traître aurait logé. »
Après une semblable réponse, Charles n'insista pas ; il y a des bornes où s'arrête la puissance du maître même le plus obéi. Bourbon, abreuvé d'humiliations par la grandesse espagnole, n'eut pas même pour consolation la loyauté du maître auquel il s'était donné. Il vit bientôt percer, dans les négociations du traité de Madrid, la pensée, arrêtée dans l'esprit de Charles, de sacrifier ses alliés ; et, la rage et la mort dans l'âme, il n'aspira plus qu'à retourner en Italie, pour y trouver sur les champs de bataille la vengeance ou la mort, qui le fuyaient toutes deux.

Pescara, non moins froissé que Bourbon, n'avait ni des ambitions moins hautes, ni moins de désir de se venger. Habile et souple Italien, habitué à ne servir jamais un maître sans une arrière-pensée de le trahir, on le soupçonnait d'aspirer pour son compte à la couronne de Naples. Ses talents militaires, son ascendant sans bornes sur les soldats, sa rare expérience des affaires justifiaient cette ambition, plus faite pour un roi que pour un simple gentilhomme. Avec la conscience de sa valeur et des services rendus à Charles, Pescara ne se trouvait pas assez payé ; il affectait de déclamer tout haut contre l'ingratitude de l'Empereur, et l'abandon où il laissait les vainqueurs de Pavie. D'un autre côté, Sforza, lieutenant couronné de César sur le trône de Milan, dévorait en rongeant son frein les affronts des généraux de l'Empire. Le chancelier de Sforza, Morone, le plus fin politique de l'Italie, exploite le mécontentement du marquis. Il lui offre la couronne

de Naples s'il veut assurer le triomphe d'une ligue secrètement conclue entre Milan, Venise, le pape et Florence; avec la régente de France, il lui propose d'entraîner dans sa défection l'armée impériale, placée sous ses ordres, depuis le départ de Bourbon et de Lannoy. L'offre était tentante; Pescara, peu scrupuleux d'ailleurs, eût bien vite accepté, s'il eût été aussi sûr de ses alliés qu'il l'était de lui-même; mais l'œil de Charles était attaché sur lui; Leyva surveillait toutes ses démarches pour en rendre compte à son maître; la conclusion de la ligue et la trahison du marquis étaient déjà connues à Madrid, même avant d'être consommées; car la régente, pour effrayer Charles sur les suites de la captivité du roi de France, lui avait révélé les trames des Italiens contre lui. Après avoir hésité longtemps, Pescara se décide enfin à trahir son pays pour son maître; il avertit Charles, déjà averti par Leyva, de la trame qui s'ourdissait contre lui. L'Empereur, feignant de lui savoir gré de cet aveu un peu tardif, l'invite à continuer à traiter avec la ligue, pour mieux lui arracher tous ses secrets; Pescara accepte ce rôle peu honorable, et quitte le métier de traître pour celui d'espion. Morone, tombant dans le piége, s'enferre, en présence de Leyva caché, dans ses propres aveux. Il expie bientôt son imprudence dans un cachot; Sforza est assiégé par les Impériaux dans le château de Milan; et Pescara meurt peu de temps après, à trente-six ans à peine, sans que l'histoire puisse encore affirmer si Charles fut sa dupe, ou pardonna sagement une trahison qu'il n'osait pas punir.

En franchissant les Pyrénées, François avait laissé derrière lui tous ses scrupules : arrivé à Bayonne, il

répondit aux envoyés de l'Empereur, qui le sommaient de ratifier le traité, « qu'il lui fallait d'abord « savoir les intentions de ses sujets de Bourgogne, « car il ne pouvait les aliéner sans leur consentement. » En même temps François se met à négocier avec tous ses anciens ennemis, devenus ses alliés : il écrit à Henri VIII pour approuver le traité entre la régente et lui ; il presse le pape et Venise d'unir tous leurs efforts aux siens pour chasser les Impériaux de l'Italie. L'intention de se soustraire aux obligations du traité de Madrid était évidente. Les États de Bourgogne, consultés sur la cession, avaient unanimement protesté. Fort de cette résistance, qu'il blâmait tout haut, et qu'il encourageait tout bas, le roi jette enfin le masque, et refuse de ratifier le traité. Aussitôt, les États italiens, qui n'attendaient que ce moment, se rapprochent ouvertement de la France. Les Milanais, après une révolte impuissante, poussés à bout par la dureté du joug impérial, appellent de nouveau les Français en Italie. Le pape, négociant avec tous les partis, et toujours prêt à les trahir tous, crut décidément la cause de l'Empereur perdue en Italie ; il se hâta de conclure avec François Ier. Venise, en se rapprochant de la France, ne fit que rentrer dans son ancienne politique. Le 22 mai 1526, la *ligue sainte* fut signée à Cognac entre la France, le Saint-Siége, les Vénitiens et le duc de Milan, contre l'Empereur. Le roi d'Angleterre, sans y accéder ouvertement, accepta le titre de protecteur de la ligue ; on ne lui demanda que quelques subsides, en échange des riches domaines qu'on assurait à Wolsey et à lui dans le royaume de Naples, après la conquête. On essaya, mais en vain,

de dérober le secret de ces négociations à la vigilante diplomatie de Charles-Quint; Clément, jetant enfin le masque, releva le roi de France, en vertu de ce pouvoir suprême qui lie et délie tous les serments ici-bas, de ceux qu'il avait prêtés à Madrid. La ligue devait mettre sur pied quarante mille hommes, et chasser les Espagnols du Milanais, pendant que la flotte des confédérés irait attaquer le royaume de Naples. Le duc d'Urbin, le plus habile de tous les généraux du siècle à éviter une bataille, fut nommé généralissime de la ligue; opposer un pareil chef à Bourbon, c'était renoncer à la victoire, qui n'a pas coutume de courir après ceux qui reculent devant elle.

Le pape, oubliant sa réserve ordinaire, écrivit à l'Empereur une lettre presque menaçante. « Si tu « veux la paix, lui disait-il, c'est bien; sinon, ap« prends que je ne manquerai ni d'armes, ni de « forces pour défendre l'Italie et la république ro« maine. » Charles répondit, en mêlant adroitement dans sa lettre les caresses et les menaces; il prononça le mot de concile, si malsonnant à l'oreille des pontifes, et parla d'en convoquer un qui lui ferait raison de l'obstination de Clément. Il envoya Lannoy sommer le roi de France d'exécuter le traité, ou de tenir la parole donnée, et de retourner en prison. François, pour échapper à ce dilemme, eut recours à une comédie peu digne d'un grand roi. Il fit comparaître devant l'envoyé de Charles des députés de la Bourgogne. Ceux-ci contestèrent au roi le droit d'aliéner le patrimoine de la couronne, et se déclarèrent prêts à résister, même par les armes. François, après avoir insisté pour la forme, allégua

son impuissance évidente à accomplir le traité ; mais il offrit de le racheter au prix de deux millions d'écus, et Lannoy se retira avec cette offre, que Charles refusa de prendre au sérieux.

Mais l'Empereur, tout en négociant, ne restait pas inactif. Embarrassé de la présence de Bourbon, il se décida à le renvoyer en Italie, avec de l'argent et des renforts qu'il expédiait à son armée. Quant au roi de France, le traité de Cognac une fois signé, il ne s'était guère plus mis en peine de l'exécuter que le traité de Madrid ; subsides et soldats, il avait tout promis, et n'avait rien envoyé. Chaque jour plus indifférent à ses devoirs, plus ennemi des affaires, il se replongeait, avec une avidité nouvelle, au sein des plaisirs dont il avait été sevré. La France, si affolée naguère des conquêtes en Italie, s'était refroidie pour elles. La reine-mère, le conseil, Lautrec, personne « n'en voulait plus, » comme écrivait l'ambassadeur romain à la cour de France. François lui-même était las de la guerre, et surtout des défaites ; il n'aspirait plus qu'au repos, et évitait « tout « ce qui pouvait lui donner du chagrin ou de l'en- « nui. » Aux lettres pressantes de ses alliés, de ses ambassadeurs [1], il ne répondait que par des promesses vaines et d'interminables délais. Déjà même, à l'insu de la ligue, il négociait sous main avec l'Empereur pour obtenir le rachat de ses fils. C'est à peine si les instances des confédérés purent lui arracher l'ordre de départ de la flotte qu'il armait à Marseille. Cette flotte fut confiée à Navarro, qui, oublié dans sa prison, était passé du service de Charles à

[1] Voir les Lettres de l'évêque de Bayeux, ambassadeur à Venise, au roi et à la reine-mère (*Lettere de' Principi*, t. II, p. 1).

celui de François. Navarro vient rallier à Ostie les flottes de Venise et du pape, et les trois escadres réunies commencent le siége de Gènes. Le duc d'Urbin s'empare de Lodi ; mais soit défiance de ses soldats, soit haine du pape et des Médicis, le duc hésite à marcher sur Milan. Le peuple, exaspéré par la froide cruauté des Espagnols, se serait soulevé à son approche. Déjà même les Impériaux se préparaient à évacuer la ville. Mais le duc, après s'être montré sous ses murs, et avoir canonné les portes, se retire, entraînant à sa suite ses alliés indignés [1]. L'arrivée de Bourbon à Milan rend le cœur à l'armée impériale. Le siége du château est poussé avec une nouvelle vigueur. Les malheureux Milanais, après avoir enrichi leurs anciens maîtres, sont encore pressurés par les nouveaux : Bourbon leur vend 30,000 ducats une promesse de départ, sincère peut-être, mais qu'il ne peut effectuer ; car déjà il n'est plus le maître de ses soldats. La garnison du château, vaincue par la faim, est forcée de capituler. Sforza, qu'on laisse libre, s'en va rejoindre l'armée des alliés, qui est venue camper de nouveau sous les murs de Milan, comme pour assister de plus près à sa ruine.

Charles cependant songeait à punir Clément de sa défection. Son ambassadeur à Rome, Moncada, d'accord avec le cardinal Colonna, le mortel ennemi du Saint-Père, organise contre lui un coup de main. Huit mille bandits viennent en plein jour, au milieu de Rome étonnée, piller le palais papal et la basilique de Saint-Pierre. Le pontife, effrayé, se réfugie

[1] « Veni, vidi, fugi, » dit de lui Guicciardini (l. 17, p. 209), en parodiant le mot de César.

dans le château Saint-Ange, et l'Empereur en est quitte pour exprimer au Saint-Père ses regrets de l'attentat qu'il a tramé contre lui. Clément, bientôt contraint à capituler, signe avec Moncada une trève de quatre mois. Cette trève fatale suffit pour trancher le nerf de la ligue. Les troupes du pape et les Florentins quittent le camp, au moment où y arrivent vingt-deux mille Français et Suisses, sous les ordres du marquis de Saluces. Les alliés n'entreprennent plus rien, ou tout ce qu'ils entreprennent avorte. Le blocus de Gènes échoue, faute d'être secondé par une armée. Le duc d'Urbin, campé devant Crémone, se fait un mérite de son inaction, et appelle sa lâcheté de la prudence. Charles, pendant ce temps, mettait à profit les fautes de ses ennemis et le temps qu'ils lui laissaient : il armait à Carthagène une flotte qui devait ramener en Italie le vice-roi de Naples, avec six mille fantassins. En Allemagne, le luthérien Frundsberg, l'un des vainqueurs de Pavie, mettait son crédit au service de l'Empereur, qui, sans lui, n'aurait trouvé ni un homme ni un écu; il recrutait pour *Sa Majesté catholique* quinze mille luthériens comme lui ; il en appelait à leur haine pour le pape, et leur montrait en perspective l'Italie à piller. Il avait fait faire, au dire de Brantôme, « une belle chaîne d'or pour « pendre et estrangler le pape de sa propre main ; « car à tout seigneur tout honneur, répétait-il sou- « vent. » Venise, gardienne des Alpes du Tyrol, aurait pu les fermer à Frundsberg : elle le laissa passer, et se contenta de détourner l'orage. Le duc d'Urbin, au lieu de disputer aux lansquenets le passage du Pô, jugea plus prudent de les suivre à

en mettant à feu et à sang les États du Saint-Père. Eût-il voulu d'ailleurs retenir ses soldats, il n'était plus temps : le torrent était sur sa pente, et rien ne pouvait plus l'arrêter. L'armée du duc d'Urbin avait eu le temps de se jeter entre celle de Bourbon et Florence, et de couvrir la Toscane. Le connétable se décide enfin : il annonce à ses soldats que c'est à Rome qu'il les conduit, et que leur arriéré de solde sera payé avec le sac de la ville éternelle. Un long cri de joie accueille cette promesse, et Bourbon a ressaisi tout son empire. Sa marche, indécise jusqu'alors, s'accélère tout d'un coup; rien ne peut l'arrêter : ni manque de vivres et de logis, ni rivières à passer, ni routes défoncées par la pluie. Il reçoit quelques secours des Siennois, dévoués à l'Empereur, pille, chemin faisant, les villes ouvertes ou mal défendues, et, le 5 mai, il vient camper sous les remparts de la ville sainte.

Le pape, toujours aveuglé, croyait encore l'armée impériale en Toscane quand elle apparut sous les murs de Rome. Quelques fortifications élevées à la hâte, quelques milices recrutées à prix d'argent, rassurent bientôt le présomptueux pontife : il fait fermer les portes de la ville, et défend aux habitants de mettre en sûreté leurs richesses. Bourbon ne pouvait tenter un siége en règle. Chaque jour de retard était un danger pour lui; ses soldats demandaient à grands cris l'assaut. Une foule de bandits italiens, nés à la suite de ces longues guerres, étaient venus grossir son armée. Catholiques et luthériens, tous étaient réunis par une même pensée, la soif du pillage. L'assaut fut donc donné au faubourg de Transtevère, sur la rive gauche du Tibre, entre le

Janicule et le Vatican [1]. Les Impériaux marchèrent à l'assaut en répétant à grands cris une chanson, où la gloire du connétable était exaltée aux dépens de celle des Annibal, des Scipion et des César. Bourbon, le seul peut-être de cette horde sauvage qui comprît toute l'horreur de l'attentat qu'il allait commettre, était dans une de ces positions désespérées, où l'on redoute également d'échouer ou de réussir. Le pillage était pour ses soldats, la honte et le crime pour lui; il voyait d'avance les anathèmes de l'Église, l'exécration de la postérité s'attacher à son nom. La mort était son seul refuge : il la chercha peut-être, il la trouva du moins. Pour exciter l'ardeur de ses lansquenets, il saisit une échelle, l'applique au mur, et s'élance le premier. Un coup d'arquebuse, tiré à bout portant, lui traverse le flanc et la cuisse, et le jette dans le fossé. Bourbon se sent frappé à mort; général jusqu'au dernier moment, il fait jeter un manteau sur lui, et veut qu'on taise sa mort à ses soldats; mais elle ne reste pas longtemps un secret pour eux. Brûlant de venger la mort de leur général, ils s'élancent à l'assaut avec une rage nouvelle. Les Suisses, qui défendaient les murailles, font pleuvoir la mort dans les rangs des Impériaux ; mais rien ne peut résister à leur élan. Un millier d'assaillants reste dans le fossé; mais le rempart est pris, et tous ses défenseurs massacrés. Rome est ouverte aux hordes sans pitié, qui y plantent, pour la déshonorer, la bannière de l'Empereur.

Ainsi mourut sur un champ de victoire, comme

[1] C'est de ce même côté que Rome a été assiégée par les Français, en 1849.

Nemours et Bayard, cet homme dont la fin fut la même, mais dont la vie fut si différente. Quand le connétable vendait trente mille ducats aux Milanais une promesse de départ qu'il ne tint pas, « Si je « manque à ma promesse, leur avait il dit, au pre- « mier lieu où je me trouverai, fût-ce bataille ou « assaut, puissé-je mourir du premier coup d'ar- « quebuse. » (M. du Bellay.) Ainsi se réalisa sur lui cette malédiction prononcée par lui-même; ainsi furent vengées les horreurs commises à Milan; ainsi furent punies d'avance celles de Rome, qui allaient les faire oublier. Bourbon mourut à temps pour échapper au spectacle des atrocités qu'il n'aurait pu réprimer. Quels étaient ses projets, s'il eût vécu? Joué par l'Empereur, qui lui avait promis un trône et la main de sa sœur, voulait-il se venger? Songeait-il à se réconcilier avec François, et à lui rendre l'Italie, après la lui avoir ôtée? Voulait-il la garder pour lui-même, et y asseoir, sur les piques de ses soldats, une souveraineté indépendante? Son nom, son audace, leur dévouement, tout nous fait croire qu'il y eût réussi, au moins pour un temps. Le prince qu'a rêvé Machiavel se serait peut-être rencontré dans cet aventurier sans patrie et sans foi, mais non pas sans grandeur, et qui eut, dans ses égarements même, moins de torts que la fortune. Quels étaient ses desseins, ses rêves, ses espérances? On l'ignore, et le champ reste ouvert aux conjectures : Bourbon mourant a emporté avec lui son secret!

Clément VII était resté en prières aussi longtemps qu'avait duré le combat; quand tout fut perdu, il se réfugia au château Saint-Ange. Avec son imprévoyance ordinaire, il n'avait pas même songé à

munir de vivres cet asile, d'où la faim l'avait déjà chassé une fois. Le faubourg seul était aux Impériaux. Il pouvait encore devancer dans Rome ses vainqueurs, occupés à piller Saint-Pierre et le Vatican, et chercher un refuge dans le camp de la ligue. Mais « Dieu aveugle ceux qu'il veut perdre, » dit l'historien Guicciardini. Clément, avec ses cardinaux les plus dévoués, se laissa bloquer, comme le renard, dans sa tanière, et le siége du château commença sur-le-champ. Quant à celui de Rome, il était terminé ; un seul assaut avait décidé du sort de la ville sainte. Ses défenseurs, les Suisses et l'élite de la jeunesse romaine, avaient péri dans l'attaque du faubourg, au nombre de huit mille. Quarante mille bandits étaient lâchés sur cette malheureuse cité, que le prestige de son nom protégeait seul depuis tant de siècles. Le cœur nous manque pour raconter en détail toutes ces horreurs. Attila, à la tête de ses hordes sauvages, avait respecté Rome, défendue par la majesté de ses pontifes ; Alaric et Genseric l'avaient pillée deux fois ; mais les ravages même des Goths et des Vandales n'étaient pas empreints de ce caractère de férocité licencieuse, de cette rage impie et bouffonne qui éclata dans le sac de Rome. Il était réservé au siècle des Médicis de nous montrer ce que n'avait pas vu le cinquième : des soldats, ivres de vin et de luxure, la tête couverte d'une mitre, une étole sur leurs cuirasses, entassant leur butin dans les églises, et se faisant de leurs autels une table pour l'orgie, un lit pour la débauche; des cardinaux, même ceux du parti de l'Empereur, promenés sur des ânes par une soldatesque effrénée, bafoués, torturés, forcés de racheter, à prix d'or,

le reste de vie qu'on leur laissait; les couvents abandonnés au viol et au pillage, les femmes outragées sous les yeux de leurs maris, les filles sous les yeux de leurs mères. Du reste, dans ces sanglantes saturnales, qui durèrent, non pas trois jours, mais huit mois, sous la licence, l'avarice et la cruauté, ce qui dominait, c'était la haine contre la papauté. Les scandales donnés à la chrétienté indignée, du haut de la chaire de saint Pierre, les turpitudes et les crimes des Alexandre VI et des Borgia avaient porté leurs fruits : Rome et le pontificat, en horreur à la moitié de l'Europe, avaient cessé d'être saints pour le reste. Tandis que les luthériens de Frundsberg proclamaient pape Martin Luther sous les murs du château de Saint-Ange, les Espagnols applaudissaient aux bouffonnes parodies de ces huguenots que l'inquisition eût brûlés à Séville ; ils reprenaient de leurs mains lassées les victimes qui leur échappaient. Plus licencieux que cruels, plus grossiers que méchants, les Allemands se fatiguaient bientôt d'infliger des tortures ; repus de vin et de débauche, ils s'endormaient ivres-morts dans ces couvents dont ils avaient fait leurs sérails ; mais les Espagnols étaient impitoyables : habitués, dès l'enfance, au spectacle de la douleur dans les fêtes de l'inquisition, ils raffinaient sur les supplices; c'était d'or et de sang qu'ils avaient soif, et non de vin ou de luxure ; façonnés par la conquête de Milan au métier de bourreaux, ils étalaient dans la cité papale cette cruauté savante et froide qui devait dépeupler l'Amérique, et plus tard les Pays-Bas.

Bourbon mort, les soldats s'étaient donné pour chefs Philibert de Châlons, prince d'Orange, proscrit

français comme le connétable. Mais, à vrai dire, l'armée n'était plus à personne, pas même à l'Empereur. Rebelles à toute discipline, les soldats, dispersés dans les palais de Rome, eussent offert à l'ennemi une proie facile ; dix mille hommes décidés auraient bien vite eu raison de cette bande de pillards, vaincus d'avance par la débauche. Mais dans ce siècle d'égoïsme, chacun ne songeait qu'à soi d'abord, puis à ses mesquins intérêts de famille ou de municipe. L'Italie n'existait plus que de nom ; Rome, abhorrée ou crainte par tous ses voisins, n'en avait pas un qui songeât à la venger. Le duc d'Urbin, ennemi personnel de Clément VII, était venu insulter à son malheur, et contempler froidement le désastre qu'il aurait dû prévenir. Le pape, du haut du château de Saint-Ange, put voir flotter les bannières de ses perfides alliés. Le marquis de Saluces, à la tête d'une division française, vint assister, à son tour, à ce honteux spectacle, et déshonorer la France par son inaction. Une tentative isolée du comte Guido Rangone, condottière italien, pour délivrer le Saint-Père, échoua, faute d'être appuyée; l'armée des confédérés, ne pouvant décider son général à livrer un assaut, se laissa ramener en arrière. Chacun dès lors ne songea plus qu'à recueillir l'héritage de la papauté défunte : le duc d'Urbin s'empara de Pérouse, le duc de Ferrare reprit Modène, Malatesta Rimini, les Vénitiens Ravenne. Florence, qui, dans sa joie égoïste, n'avait vu que le danger auquel elle échappait, chassa de son sein tous les Médicis, rétablit la république, et s'allia de nouveau à la France. Le pape, trahi par tous ses alliés, bloqué dans le château Saint-Ange, d'où il entendait les cris

d'angoisse de ses sujets, tint bon quelque temps; le manque de vivres le força enfin à capituler. On lui vendit, non pas sa liberté, mais la promesse de la lui rendre, au prix de quatre cent mille ducats, de Parme, de Plaisance et de toutes les places fortes de ses États. Mais la plupart de ces villes refusèrent de renoncer au maître qui renonçait à elles, et de recevoir garnison espagnole, tant le joug de l'Espagne était abhorré de l'Italie, même vaincue!

Dans tous ces événements, le nom de Charles-Quint n'a pas été prononcé : son action, toujours présente, même quand elle est cachée, s'efface dans cette déplorable histoire. Mais l'Espagne ne resta pas muette et impassible comme lui : un long cri d'indignation y salua la nouvelle du sac de Rome et de la captivité du Saint-Père; ce cri avertit l'Empereur que les monarques, même absolus, sont comptables de leurs actions devant Dieu, là-haut, et devant leurs peuples, ici-bas. Ainsi, le représentant armé du principe catholique donnait l'exemple du sacrilége qu'il punissait chez les sectateurs de la Réforme! Les violences des Carlostadt et des Münzer, tant reprochées à Luther, qui les blâma toujours, étaient dépassées par le chef temporel de la catholicité, emprisonnant son chef spirituel, et livrant la ville sainte aux fureurs de ses soldats. Charles sans doute n'avait pas ordonné l'attentat de Bourbon; mais il aurait pu le prévoir, et il n'avait rien fait pour l'empêcher. L'Europe l'en rendait à bon droit responsable; mais elle attendait, pour le juger, l'usage qu'il ferait de sa victoire. L'Empereur, bien résolu à l'exploiter, tout en la désavouant, n'oublia rien pour détourner l'odieux qu'elle jetait sur lui.

L'Espagne célébrait, par des fêtes somptueuses, la naissance d'un infant, qui fut depuis Philippe II; Charles les fit cesser sur-le-champ, et prit le deuil avec sa cour. « Un peuple chrétien ne doit pas se « réjouir, dit-il, quand son pasteur est dans les « chaînes. » Il écrivit aux rois ses alliés pour répudier toute participation au pillage de Rome et à la captivité du Saint-Père. Il fit faire dans toutes les églises des prières solennelles pour la délivrance du pape, qu'il retenait prisonnier; et tandis que le geôlier de François Ier, le rude soldat Alarcon, refusait de se charger de la garde du pape, en disant que « à « Dieu ne plust que il amenast le corps du Christ en « prison, [1] » Charles ne songea pas un instant à rendre la liberté au pontife, ni même à diminuer sa rançon.

Ainsi, la fortune, toujours propice à Charles, avait livré entre ses mains, l'un après l'autre, ses deux plus redoutables ennemis, le roi de France et le Saint-Père; mais, depuis la bataille de Pavie, la prospérité l'avait enivré, et, deux fois victorieux, il se laissa deux fois aller à abuser de sa victoire. Il est des succès funestes surtout à ceux qui les obtiennent, et l'abaissement de la papauté n'a porté bonheur ni à Philippe le Bel, ni à Charles-Quint, ni à Napoléon. L'Europe catholique se sentit frappée dans son chef spirituel, tout déchu qu'il était à ses yeux; l'Italie tout entière sortit de sa torpeur, et s'unit, pour la première fois, dans une haine commune contre ces barbares, et contre le prince

1 Lanz, *Correspond. de Charles-Quint*, t. I, p. 251. Lettre de de Veyre, envoyé de l'Empereur en Italie : « Le bonhomme ne l'a pas fest pour mau« vaise intention, ajoute de Veyre, mais pour estre trop scrupuleux. »

hypocrite qui ne désavouait leurs violences qu'après en avoir profité. Conquête toujours inutile, toujours fatale à ceux qui l'ont accomplie, Rome allait bientôt échapper aux mains de ses vainqueurs. Déjà la peste, juste châtiment de leurs débauches, vengeait Rome, en sévissant sur eux et sur cette ville désolée; déjà sur quarante mille hommes, dont la moitié au plus avait servi sous les drapeaux de l'Empereur, il n'en restait plus que dix mille. Leurs chefs, d'Orange, Guasto, Moncada, avaient dû fuir pour mettre leur vie en sûreté. C'étaient la peste et le brigandage qui régnaient dans Rome, ce n'était plus l'Empereur. L'Italie lui échappait, à force de misères, et appartenait au premier qui oserait la conquérir. Charles, d'ailleurs, jusqu'ici, n'avait vaincu que par ses lieutenants; il n'avait jamais, comme François, partagé les privations et les dangers de ses soldats; il n'avait jamais couché avec eux sur la dure, et mêlé son sang à leur sang sur les champs de bataille. Maître de l'Espagne, de l'Empire, de l'Italie, Charles avait des sujets partout, il n'avait de concitoyens nulle part. D'un bout à l'autre de son vaste empire, pas un cœur ne battait à l'unisson du sien, et le sien n'avait jamais battu pour personne ici-bas. A peine âgé de vingt-sept ans, Charles n'avait pas eu de jeunesse : absorbé dans ses profonds desseins, il ne voyait dans les hommes que des instruments. Incapable de haine comme de sympathie, faisant le mal sans passion et le bien sans enthousiasme, toutes choses dans ce monde, jusqu'à ses croyances, se traduisaient pour lui en intérêts. Le plaisir même, si puissant d'ordinaire sur un roi de vingt-cinq ans, ne le détourna jamais des

affaires; il le dominait, même en y cédant; et si l'on peut reprocher une faute à ce profond politique, qui en commit si peu, c'est d'avoir usé trop âprement des chances que lui faisait la fortune, et d'avoir perdu quelquefois la partie à force de vouloir la gagner.

La chance, en effet, avait tourné contre l'Empereur en Italie. A la nouvelle de la prise de Rome, François Ier et Henri VIII avaient resserré leur alliance, et annonçaient hautement l'intention de délivrer Clément. Henri promit les subsides, et François les soldats. Dès août 1527, Lautrec, à la tête d'une armée, descendit dans le Milanais. Le but avoué de la ligue était d'arracher à Charles-Quint la liberté du pape et des deux princes français, au prix d'une rançon, fixée pour ces derniers à deux millions d'écus d'or; d'assurer à Sforza le Milanais, et à la France la Bourgogne, comme portion inaliénable de son territoire. Ainsi François, poussé par les fautes de Charles à une faute nouvelle, déchirait le traité de Madrid, prêt à en faire autant de celui qu'il venait de conclure, et à garder pour lui le Milanais quand il l'aurait conquis. Le pape cependant était toujours prisonnier dans le château Saint-Ange, avec treize cardinaux. Clément VII, sur sa rançon, avait déjà payé à grand' peine 150,000 ducats; mais les Impériaux, plus maîtres de lui que l'Empereur, refusaient de relâcher leur prisonnier, tant qu'il n'aurait pas tout soldé. Rome, épuisée par la peste et la famine, dernier épisode de cet horrible drame, n'avait pas encore assouvi la rage de ses vainqueurs. Bientôt une seconde armée, amenée de Naples par Lannoy, vient relayer les bourreaux fati-

gués. A jeun de pillage, affamés d'or et de luxure, les nouveaux venus ont bientôt brisé tous les liens de la discipline; Lannoy, forcé de fuir devant ses soldats mutinés, s'en va mourir à Aversa, près de Naples.

Ainsi Rome, sans être à Charles-Quint, était toujours aux mains de ses soldats ; la peste et la débauche décimaient chaque jour l'armée d'occupation. Si François avait su, une fois dans sa vie, quitter les plaisirs pour les affaires ; si, à la tête de sa noblesse, jalouse de venger le désastre de Pavie, il eût rallié à lui l'Italie, folle de haine contre l'Empereur ; s'il eût marché résolument sur Rome, en prenant pour cri de guerre : « Mort aux Impériaux, et délivrance du Saint-Père ! » François pouvait encore enlever à Charles sa conquête, à condition de ne pas la garder pour lui. En s'attribuant le beau rôle de protecteur de l'indépendance de l'Italie, il s'assurait des alliés dévoués, au lieu de sujets toujours prêts à lui échapper. Déjà Venise, fidèle à ses vieux penchants, était entrée dans la ligue nouvelle. Florence, ivre de sa liberté reconquise, en avait fait autant pour son malheur, et amassait sur elle bien des vengeances, en rompant à la fois avec l'Empereur et avec les Médicis. Mais Lautrec connaissait assez son maître et ses alliés pour ne compter ni sur lui, ni sur eux. Nommé, presque malgré François, généralissime de la ligue, il devait entrer en campagne avec quarante mille hommes : à peine si la moitié se réunit sous ses drapeaux. L'argent promis vint encore plus lentement que les soldats. Lautrec, mal soutenu par son roi, mal servi par ses alliés, ne pouvait que vaincre ; mais François se réserva de rendre ses victoires inutiles. Les débuts de Lautrec furent bril-

lants, comme le sont toujours ceux d'une armée française. Le défenseur de Pavie, Leyva, dut renoncer à tenir la campagne devant des forces supérieures. Les Impériaux furent chassés d'Alexandrie : tout le pays, à l'ouest du Tessin, passa en un instant sous les armes de la France. La garnison de Pavie, malgré les larmes des habitants, essaie de résister; elle en est punie par un assaut sanglant; les Français victorieux pillent de fond en comble cette malheureuse cité, déjà ruinée par les Impériaux, et lavent dans le sang de ses citoyens la honte du désastre essuyé sous ses murs. Sforza réclama pour lui les places conquises; Lautrec, qui savait la secrète pensée de son maître, voulait y mettre garnison française ; mais Venise, gardienne de l'indépendance de l'Italie, força Lautrec à rester, malgré lui, fidèle au traité, et à renoncer à ses conquêtes. Le général français s'en vengea en refusant d'achever la conquête de la Lombardie ; il allégua les ordres du roi qui lui prescrivaient de marcher sur Rome pour délivrer le Saint-Père, et Leyva resta encore une fois maître du Milanais.

Pendant ce temps, l'illustre Génois, André Doria, amiral de François Ier, se présente devant Gènes avec dix-sept galères; Fregoso, à la tête des émigrés du parti français, l'assiége en même temps du côté de la terre. La ville, incapable de se défendre, chasse le doge et les Impériaux de ses murs; Trivulzio vient faire flotter les bannières de la France sur cette riche cité. Mais pendant que l'Europe entière s'unit pour réclamer la liberté du Saint-Père, Clément VII, par la connivence de ses gardiens, s'échappe de sa prison, où l'Empereur, embarrassé de sa capture, ne se

souciait plus de le retenir. Un instant Charles avait songé à faire transporter en Espagne son prisonnier ; l'orgueil du jeune César s'était complu à l'idée de voir un pape captif dans les mêmes murs qui avaient enfermé un roi de France. Mais l'orgueil même, chez Charles, savait se taire devant l'intérêt. En usant trop durement de sa victoire envers un prêtre désarmé, il craignit de soulever l'opinion qu'il ménageait encore; il craignit l'explosion d'indignation qu'eût fait naître en Espagne la vue d'un pape, prisonnier du *roi catholique*. Charles d'ailleurs, alors comme toujours, était à court d'argent : dans les Cortès de Valladolid, les trois ordres de l'État venaient l'un après l'autre de lui refuser les subsides qu'il leur demandait. De là cette lenteur à agir, si peu habituelle chez lui ; de là son impuissance à recueillir les fruits de la victoire. La rançon du pontife devait l'aider à combler le vide de ses finances. Dans ce siècle où tout s'achetait, le courage comme les consciences, avec de l'argent, Charles était toujours sûr d'avoir une armée, et avec une armée, de forcer le pape, même sorti de prison, à s'acquitter envers lui.

Mais il fallait jouer son rôle jusqu'au bout, et apaiser les justes ressentiments du Saint-Père. A peine celui-ci était-il échappé du château Saint-Ange, que Charles lui adresse la lettre la plus humble, la plus affectueuse qu'un fils ait jamais écrite à son père : « Tant plus je fus marry de « vostre détention, la quelle a été faite sans que j'en « soye aucunement coupable, tant plus a été grande « ma joye, ayant su que vous estes délivré par mon « commandement, de quoy je rends grâces à Dieu,

« nostre Seigneur. Et se peut assurer Vostre Sainc-
« teté que, vous m'estant bon père et bon pasteur,
« comme je l'espère, mes actions seront les œuvres
« d'un fils humble en vostre endroit... Et faisant
« fin, je baise les pieds et les mains de Vostre Sainc-
« teté, priant Dieu de vous donner longue et heu-
« reuse vie. De la main de celui qui est, de Vostre
« Saincteté, le fils très-humble, Charles. » (22 no-
vembre 1527[1].) Clément, du reste, ne fut pas dupe
de cette comédie, et ne feignit pas même de l'être :
à peine délivré de sa captivité, il se réfugie à Orvieto,
dans le camp des confédérés ; il écrit à Lautrec pour
lui faire honneur de sa délivrance, et se montre
prêt à se jeter dans les bras de la France. Mais,
sommé d'accéder ouvertement à la sainte ligue, il
élude de répondre, et cherche à gagner du temps,
en négociant à la fois avec la ligue et avec l'Empe-
reur. Il presse les confédérés de retirer leurs troupes
des États de l'Église, espérant obtenir à ce prix la
délivrance de Rome, livrée depuis huit mois aux
horreurs d'un pillage permanent.

Cependant, les négociations et la guerre mar-
chaient de front : Charles consentait à accepter pour
la rançon des enfants de France les deux millions
d'écus d'or ; mais il voulait que François rappelât
ses troupes de l'Italie, et lui rendît Gènes et toutes
ses conquêtes au delà des Alpes. Cette proposition
fut rejetée avec hauteur : François, enivré des succès
de Lautrec, tout en lui refusant de l'argent pour les
continuer, exigeait, avant qu'une seule bannière
française repassât les monts, que l'Empereur lui

[1] Lanz, *Correspond. de Charles-Quint*, t. I, p. 256.

rendît ses enfants, et mît Sforza en possession du Milanais. Sur le refus de l'Empereur, la guerre fut solennellement déclarée par les hérauts d'armes de France et d'Angleterre. Charles, irrité, se laissa jeter par la colère hors de sa réserve habituelle : il garda encore quelque mesure en répondant au héraut du roi d'Angleterre, ennemi hésitant, dans lequel il se ménageait un allié; mais il reprit toute sa hauteur avec l'envoyé du roi de France. « Je « m'esbahys, lui dit-il, que vostre maître me deffie; « car estant mon prisonnier de juste guerre, et « ayant sa foy par raison, il ne le peut faire. Ce « m'est chose nouvelle estre deffié de luy, veu « qu'il y a six ou sept ans qu'il me fait la guerre « sans encoires m'avoir deffié. » Après avoir réfuté dans un long manifeste toutes les assertions de son ennemi, il accepta la déclaration de guerre. Il se déclara prêt à repousser, les armes à la main, toutes les prétentions du roi de France [1]. Enfin, il s'oublia jusqu'à violer le droit sacré des ambassadeurs : il fit arrêter les envoyés français, anglais et vénitiens, et adressa au roi de France ce message insultant : « Dites au roy vostre maître qu'il a fait laschement « et méchamment de non m'avoir gardé la foy que « j'ay de lui, selon le traicté de Madrid, et que s'il « vouloit dire du contraire, je luy maintiendroye de « ma personne à la sienne. » A de telles paroles, peu séantes dans la bouche d'un souverain, un roi-chevalier ne pouvait répondre que par un cartel. C'est

[1] La déclaration de guerre des hérauts d'armes français et anglais, et les réponses de Charles et de sa chancellerie, se trouvent dans Granvelle, *Papiers d'État*, p. 310. On y trouve un échantillon curieux des formules diplomatiques de l'époque.

ce qu'il fit devant l'ambassadeur impérial, Granvelle, qu'il avait fait arrêter par représailles, et devant sa cour assemblée [1]. Le cartel porté à l'Empereur par Guyenne, héraut d'armes de France, n'était guère moins violent que le message de l'Empereur. « ... A vous, Charles, élu Empereur des Romains, « savoir faisons que... si vous nous avez voulu « charger d'avoir fait chose qu'un gentilhomme ne « doit faire, vous en avez menti par la gorge; et au- « tant de foys que vous me le direz, vous mentirez, « étant délibéré de deffendre nostre dict honneur « jusqu'au dernier bout de nostre vye. Pourquoy, « doires en avant, ne nous escripvez aulcune chose, « mais nous asseurez le camp, protestant que la « honte du delay du combat en sera vostre. » (28 mars [2].) Charles, fort décidé à ne pas se battre, consulta pour la forme les grands de son royaume. Le duc de l'Infantado écrivit à ce propos à son maître une lettre qui est restée [3]. Il lui démontra, avec une franchise qui fut loin de l'offenser, la folie, la puérilité d'un semblable expédient. François, malgré toutes ses bravades, était sans doute au fond du cœur du même avis; car il laissa partir sans réponse le héraut d'armes qui était venu lui porter le défi de Charles, en retour du sien, et ne permit pas même qu'on lût le cartel devant lui. Cette affaire, qui avait excité l'attention entière de l'Europe, en resta là, malgré les fanfaronnades des deux rois, et le luxe de lettres et de manifestes qu'ils échangèrent entre eux.

[1] L'audience de congé est racontée tout au long dans Granvelle, p. 350.

[2] Voir le cartel et la réponse qu'y fit Charles, Granvelle, p. 360.

[3] Ibid, p. 384; toutes les pièces qui concernent ce singulier défi se trouvent dans Granvelle, t. I, p. 279 à 424.

Lautrec cependant poursuivait sa route vers Naples, par la marche d'Ancône et par les Abruzzes. François avait promis pour l'entretien de son armée cent trente mille écus par mois; mais sa mère et ses plaisirs dévoraient tous les fonds destinés à la conquête de Naples. Bientôt même, malgré toutes les instances de Lautrec, le roi se refuse à continuer, au delà de trois mois, le subside mensuel de soixante mille écus auquel il l'a réduit. Trahi par son roi, celui-ci voit vainement la victoire et ses alliés lui demeurer fidèles. Il consume un temps précieux à attendre des renforts, et son armée reperd d'un côté, par l'indiscipline et la désertion, ce qu'elle a gagné de l'autre. Son approche peut seule décider les Impériaux, réduits par la peste et la débauche à quelques milliers d'hommes, à quitter la malheureuse ville de Rome. Le prince d'Orange, le seul qui eût pu se faire obéir de ce ramas de bandits, les décide, non sans peine, à abandonner leur proie; mais le pape doit acheter par un nouveau subside la délivrance de ses États. Lautrec, toujours à court d'argent, s'était arrêté dans la Pouille. L'armée impériale, sous les ordres d'Orange et de Guasto, passa les Apennins, et vint se fortifier près de Troia, pour couper aux Français le chemin de Naples. Sept jours durant, Lautrec offrit la bataille, sans pouvoir la faire accepter. Les Impériaux, qui sentaient leur faiblesse, finirent par se replier sur Naples. Si Lautrec eût marché droit en avant, il pouvait encore arriver à Naples avant eux. C'était l'avis du général français; mais Navarro, qui, sorti de prison, était rentré au service de la France, insista pour ne laisser derrière soi aucune place dont on ne fût maître, et Lautrec se rendit à

son avis. Melphi fut assiégé et pris, et cette conquête insignifiante coûta aux Français celle de Naples.

Le 29 avril seulement, Lautrec, renforcé par les bandes noires de Florence, la meilleure infanterie de l'Italie, parut sous les murs de Naples avec trente mille soldats. Toute la Pouille, sauf Manfredonia, s'était soumise à lui; mais le prince d'Orange et Moncada, le vice-roi, avaient eu le temps de se fortifier dans Naples. Les Français, bien supérieurs en nombre, pouvaient encore risquer un assaut; mais Lautrec préféra un blocus : il fit venir la flotte de Venise, qui venait de s'emparer de Bari et d'Otrante. Déjà, dix galères génoises, commandées par un neveu de Doria, croisaient devant Naples; Moncada se décide à les attaquer, avec des forces inférieures, avant l'arrivée de la flotte vénitienne. Après une lutte acharnée, la flotte espagnole est battue, Moncada tué, Guasto prisonnier, tous leurs vaisseaux pris ou coulés à fond (28 mai 1528). Bientôt vingt-deux galères de Venise viennent compléter le blocus; mais ce blocus est poussé avec mollesse; car les Vénitiens, jaloux du progrès des armes françaises, ne songeaient qu'à étendre leur puissance le long de l'Adriatique. Lautrec manquait de cavalerie légère, et ne pouvait empêcher les sorties des assiégés. Les maladies joignent leurs ravages à ceux de la guerre : l'été de Naples, si perfide et si beau, amène avec lui les fièvres, la dyssenterie et enfin la peste. Enfin une dernière faute de François, la plus grave de toutes, vient porter le dernier coup à l'expédition de Naples.

Gènes, librement passée sous le protectorat de la France, prétendait conserver, dans sa dépendance,

ses franchises et ses droits de cité libre. Doria, qui avait équipé une flotte à ses frais, Doria, le premier marin du monde, avait gardé, comme Lautrec, son franc-parler à cette cour, où tout le monde s'inclinait devant les caprices du maître. Aussi mauvais courtisan que grand homme de guerre, Doria était au plus mal avec tous les ministres du roi, et leur reprochait de ne tenir aucune de leurs promesses. Mais ce fut bien pis quand François Ier, affectant de traiter Gènes en pays conquis, transporta à Savone la gabelle du sel, et ne cacha pas son intention d'y faire passer tout le commerce de Gènes. Les Génois offrirent en vain deux cent mille ducats pour acheter le droit de se régir suivant leurs propres lois, et de se passer de garnison française ; François les refusa avec sa hauteur ordinaire, et se vanta tout haut qu'il saurait bien museler ce peuple rebelle. Gènes en appela au patriotisme de Doria, son avocat à la cour de France. Le bon sens le plus vulgaire commandait au roi de ménager à la fois l'illustre marin, et la puissante cité qui semblait se personnifier en lui. La victoire, plus fidèle à la France sur terre que sur mer, avait passé, avec Doria, sous les drapeaux français, et pouvait les quitter avec lui. L'engagement de l'amiral expirait à la fin de juin : il réclama avec fermeté les arrérages qui lui étaient dus, et le maintien des priviléges de sa cité natale. Déjà quelques symptômes de défection de la part des Génois avaient frappé l'œil clairvoyant de Lautrec. Il se hâta d'envoyer au roi son ami du Bellay, pour le supplier de ne pas se brouiller avec Doria, s'il ne voulait pas consommer la ruine des armes françaises en Italie. Mais le chancelier Duprat affermit Fran-

çois dans sa malveillance pour Gènes et pour l'amiral. Le commandement des galères génoises fut donné à Barbezieux, et le nouvel amiral reçut l'ordre de se saisir de Doria. A ce dernier affront, l'illustre Génois n'hésite plus : le citoyen chez lui l'emporte sur le soldat : délié de tous ses serments par l'ingratitude du monarque, il renvoie loyalement celles de ses galères qui appartenaient à la France; il se retire ensuite avec les siennes à Lerici, en faisant dire à François « qu'elles étaient sa propriété, qu'il n'en « devait compte à personne, et qu'il en ferait à sa « guise. »

Mais Charles-Quint se trouvait toujours là pour profiter des fautes de son rival. Déjà Guasto, prisonnier de Doria, avait sondé ses dispositions, et préparé les voies à un rapprochement entre l'Empereur et lui. L'amiral, qui n'oubliait ni ses injures, ni celles de sa patrie, n'avait pas pardonné aux Impériaux le sac de Gènes. Chaque Espagnol qu'il faisait prisonnier était condamné à ramer sur ses galères, sans pouvoir se racheter. Mais Charles connaissait l'âme de Doria : le plus sûr moyen d'acheter ce grand citoyen, c'était de bien traiter son pays. L'Empereur négocia avec lui comme avec une tête couronnée : il lui garantit la liberté de Gènes, la dépendance de Savone, l'oubli des offenses passées. Douze galères génoises, avec André Doria, passèrent au service de l'Empereur, moyennant soixante mille ducats par an. La flotte vénitienne s'était éloignée de Naples pour aller chercher des vivres ; la flotte française, qui vient la remplacer, amène peu de troupes, et encore moins d'argent, et le blocus est à peu près levé. Un autre renfort, conduit par Saint-

Pol, s'arrête en Lombardie pour y prendre Pavie; et combattre Leyva, toujours maître de Milan. La peste cependant faisait d'affreux ravages dans l'armée de Lautrec : atteint et guéri une fois, lui-même ne se soutenait plus que par son indomptable volonté. Sur trente mille hommes, il ne lui en restait pas quatre mille en état de porter les armes. Vainement on le pressait de se retirer dans les montagnes; Lautrec se serait cru déshonoré s'il avait levé le siége. Son obstination lui coûta la vie, et entraîna la chute de la domination française en Italie. Atteint une deuxième fois de la peste, il expira le 16 août. Le marquis de Saluces, trop faible pour un pareil fardeau, prit le commandement à sa place. Mais les rôles avaient changé : l'armée française était devenue assiégée à son tour, d'assiégeante qu'elle était. Ses communications avec la France étaient coupées. La garnison de Naples, libre désormais d'agir, se répandait dans la campagne, coupait les vivres aux Français, surprenait leurs détachements; Doria était à Gaëte avec la flotte impériale, et attendait au retour les galères de la France, comme Leyva attendait son armée en Lombardie. La retraite était difficile, mais le séjour impossible. Saluces se met en marche le 2 septembre, en abandonnant son artillerie, ses malades, ses bagages. Une pluie battante dérobe la retraite de ce débris d'armée. Le soldat était muet, abattu sous la honte ou sous la maladie; les Impériaux s'élancent à sa poursuite; les Français, vaincus par la fièvre, cèdent sous les charges réitérées de la cavalerie ennemie; Navarro, qui commandait l'arrière-garde, est fait prisonnier; le vainqueur d'Oran est mis à mort, par ordre de Charles-Quint, dans le château de lOE'uf. L'a-

vant-garde parvient à grand'peine à se jeter dans Aversa. Dès le premier assaut, Saluces, mortellement blessé, s'en va mourir à Naples, après une capitulation honteuse, qui livre son armée au prince d'Orange. Les soldats sont renvoyés en France, après avoir prêté serment de ne pas porter les armes de six mois contre l'Empereur; les blessés, les malades, entassés comme des bestiaux dans les écuries royales, y meurent par centaines; mais la peste, qu'ils lèguent à Naples, se charge de les venger. Ainsi se fondit une des plus belles armées que la France eût jamais envoyées en Italie; mais l'imprévoyance et la légèreté de François firent de cette armée ce qu'elles avaient fait de tant d'autres. La France paya encore une fois les torts de ce prince, le vrai représentant du génie français, avec ses instincts irréfléchis de courage et de jactance; triste solidarité de fautes qui doit rendre l'histoire plus indulgente pour les faiblesses d'un roi, que justifient d'avance celles de ses sujets.

Mais Doria n'était pas assez vengé : Gènes restait encore aux Français! Naples, sous le joug des vice-rois espagnols, allait, pendant de longues années, subir en pleine paix tous les maux de la guerre. Gènes, plus heureuse, dut à ce grand citoyen d'échapper au despotisme du roi de France, sans retomber sous celui de l'Empereur. La peste, qui désolait toute l'Italie, avait décimé la garnison française; Barbezieux, à l'approche de Doria, se retire avec ses galères à Savone. Doria débarque avec une poignée d'hommes : les Génois, enthousiasmés, se joignent à lui; la garnison est repoussée dans le château, et forcée de capituler. Savone, abandonnée par les

Français, voit son port comblé, ses fortifications détruites. Idolâtré de ses concitoyens, Doria aurait pu asseoir sa propre grandeur sur la ruine des libertés de sa patrie; Charles-Quint, à qui le nom seul de république faisait ombrage, avait offert à l'amiral d'ériger pour lui Gènes en une principauté, vassale de l'Empire. Mais Doria avait l'âme trop grande pour vouloir d'un trône acheté à ce prix. Il insista pour le maintien de la république, avec toute l'indépendance dont elle pouvait jouir sous le protectorat de l'Empereur. Charles-Quint, en cédant, ne crut pas payer trop cher les services de Doria. Celui-ci annonça à ses concitoyens, comme Flamininus à la Grèce assemblée, que leur liberté leur était rendue; mais il oublia d'ajouter qu'ils la tenaient d'un maître. Doria refusa même le titre de doge, peu compatible avec ses services sur mer, dont l'Empereur n'eût pas voulu se priver. Une statue de marbre, avec cette inscription : « Au restaurateur de la liberté génoise, » fut le seul prix qu'il accepta du plus grand de tous les services qu'un citoyen puisse rendre à son pays.

Il ne restait plus à François que son armée du Milanais, peu nombreuse, mal équipée, mal payée; Saint-Pol la commandait. Elle avait affaire, dans Leyva, à un ennemi actif, vigilant, qu'on ne prenait jamais au dépourvu. Saint-Pol, abandonné à lui-même, comme Lautrec, ne sut ou ne put ni secourir Gènes, ni attaquer Milan, gardé par une poignée d'Impériaux. Vainement il se réunit sous les murs de Milan à l'armée du duc d'Urbin et de Sforza. Les généraux italiens n'entraient en campagne que pour ne pas se battre : bataille évitée était pour eux

bataille gagnée. Les alliés se séparèrent sans avoir rien tenté. Leyva, qui vient de recevoir des renforts, court sus aux Français en marche vers les Alpes. Le général goutteux, obligé de se faire porter en litière, surprend le général valide, le bat, le fait prisonnier avec l'élite de son armée. Le reste se disperse, et retourne en France à travers champs, poursuivi, chemin faisant, par les paysans irrités, qui se vengent sur les vaincus de ce que les vainqueurs leur ont fait souffrir.

Cet échec, si humiliant pour les armes de la France, finit la campagne, et enterra la guerre ; il ferma l'Italie sur le dos des Français, qui pendant bien des années ne devaient plus y rentrer. Depuis le désastre de Lautrec, François se sentait coupable de ses revers, et n'aspirait plus même à les réparer. Uniquement occupé de fêtes et de plaisirs, il soupirait après le retour de ses enfants, et se montrait disposé à l'acheter à tout prix. Charles, à bout de soldats et d'argent, inquiet des progrès de la Réforme en Allemagne, et des Turks en Hongrie, n'était guère moins lassé que son ennemi; tous deux désiraient la paix, l'un prêt à la dicter, et l'autre à la subir. L'Italie elle-même, ruinée par trente ans de guerre sans relâche et sans pitié, avait cessé d'enrichir ses maîtres. Le Milanais, pressuré tour à tour par les Espagnols, par les Allemands, par les Français, n'était plus qu'un désert fait de main d'homme; des villages entiers étaient abandonnés ; le plus fertile pays du monde ne pouvait plus faire subsister ni ses habitants, ni une armée. La guerre se mourait donc d'elle-même, et la lassitude des deux partis rendait la paix inévitable. Cette paix ne pouvait qu'être

déshonorante pour la France; mais, quoi qu'on fît, en fait de honte, on devait rester toujours en deçà du traité de Madrid. Pour négocier, le roi s'appuya sur ses alliés italiens, sauf à les vendre ensuite pour rendre le marché meilleur. Mais pendant que François exploitait, pour mieux les tromper, sa réputation, un peu entamée, de loyauté et de franchise, le pape prenait l'avance, et traitait pour son compte avec Charles-Quint. Irrité contre ses alliés, qui avaient profité de sa détresse pour se partager ses dépouilles, il se hâta de faire sa paix à leurs dépens, et de se jeter dans les bras de l'Empereur. En trahissant pour lui le roi de France, sur lequel on ne pouvait jamais compter, le pape avait bien calculé. Charles, en effet, avait plus d'un motif de se rapprocher de Clément : la ligue, une fois le pape détaché d'elle, périssait par sa base; aux yeux de la catholicité, c'était presque mettre Dieu de son parti que de recruter son vicaire! Le dévot monarque, dont les soldats avaient pillé Rome et mis le pape en prison, n'était pas fâché d'effacer tous ces scandales, et d'acheter son absolution en se réconciliant avec le Saint-Père. Clément, abaissant l'orgueil du pontificat, implorait la paix à genoux; Charles accorda aux prières du pontife désarmé ce qu'il eût refusé au prince temporel. Le 20 juin 1529, un traité fut signé à Barcelone : le pape s'engageait à poser lui-même sur le front de Charles la couronne impériale. Il le reconnaissait pour roi de Naples, et n'exigeait de lui d'autre gage de dépendance que le tribut de la haquenée blanche. En retour, Charles s'engageait à faire rendre au Saint-Père toutes les villes qui lui avaient été enlevées : Ravenne par les Vénitiens,

Modène et Reggio par le duc de Ferrare; à faire rentrer Florence sous le joug des Médicis, et à marier sa fille naturelle, Marguerite, au bâtard Alexandre, seul héritier de cette famille. Quant au duché de Milan et à Sforza, leur sort devait être décidé par un tribunal arbitral, dont les juges ne furent pas désignés.

L'exemple donné par le pape fut suivi par François : pendant qu'on traitait à Barcelone, une négociation plus secrète s'ouvrait à Cambrai : deux femmes, éminentes toutes deux par leurs talents, Marguerite d'Autriche, tante de Charles, et Louise de Savoie, mère de François Ier, concluaient à elles deux, sans intermédiaires et sans bruit, la paix de Cambrai, plus connue sous le nom de *paix des dames*. Louise, pour couronner tous les maux qu'elle avait faits à la France, eut le triste honneur d'attacher son nom à cette paix humiliante, qui n'avait pas pour excuse, comme le traité de Madrid, une défaite de Pavie. Le traité de Cambrai ne faisait, du reste, que modifier celui-ci en le prenant pour base. La rançon des fils de France restait fixée à deux millions d'écus d'or. Le roi renonçait à son droit de suzeraineté sur l'Artois et la Flandre, et à toute prétention sur le Milanais, Gènes et le royaume de Naples. Mais l'Empereur effaçait la clause la plus dure du traité de Madrid, la cession de la Bourgogne; il se contentait du Charolais, qui devait faire retour, après sa mort, à la couronne de France. François achetait cette concession au prix du lâche abandon de tous ses alliés italiens, compromis et ruinés pour lui, et qu'il laissait exposés aux vengeances de l'Empereur. Le *roi-chevalier*, non content de trahir Venise, l'antique alliée de la France, s'en-

gageait « à la contraindre par les armes, si besoin était, » à évacuer les villes dont elle s'était emparée dans les États de Naples. Quant à Florence, le roi très-chrétien se réservait de plaider sa cause auprès de Charles; mais cette clause était annulée de droit si, avant quatre mois, Florence n'était pas rentrée en grâce avec l'Empereur. Les nobles napolitains, qui servaient depuis trente ans dans les armées de la France, et avaient exposé pour elle leur fortune et leur vie, ne furent pas même mentionnés dans le traité. Le chevaleresque monarque, se défiant sans doute de sa propre générosité, s'interdit même le droit de donner un asile dans ses États à ceux qui auraient porté les armes « contre son cousin et féal ami l'Empereur. » Par un contraste humiliant pour la France, Charles garantissait, avec un soin scrupuleux, les droits du moindre de ses alliés. La restitution des biens du duc de Bourbon et du prince d'Orange fut expressément stipulée; François consentit à tout, sauf à ne rien tenir, suivant sa coutume; et à peine ses fils eurent-ils touché le sol de la France, que les biens des émigrés furent de nouveau mis sous le séquestre.

Ce traité déshonorant fut scellé par le mariage du roi avec la sœur de Charles, Léonor de Portugal, promise naguère à Bourbon, puis fiancée à François, et dont le mariage avait suivi le sort du traité de Madrid. Mais la France, abattue par tant de désastres, était morte, comme son roi, au sentiment de l'honneur, si vif chez elle d'ordinaire. La paix l'indemnisait de toutes ses hontes, et ne lui semblait jamais trop cher achetée. Les peuples, comme les individus, se dépravent dans l'adversité, et le sens

moral, si effacé chez le monarque, sommeillait aussi dans le pays. De tous les historiens nationaux, il n'en est pas un qui proteste, au nom de la vieille loyauté de la France, contre cet ignoble abandon de tous ses alliés. L'impatience que ressentait François de revoir ses enfants, et de doter son royaume de la paix, excuse tout à leurs yeux. Une seule voix s'éleva en France pour réclamer contre ce traité, si sévèrement jugé par l'histoire ; ce fut celle du roi qui l'avait signé : François protesta, et fit protester son parlement après lui, contre la cession de ses droits sur Milan, Gènes et Naples, comme lui ayant été extorquée par l'Empereur.

Quand le pape et le roi de France renonçaient à la lutte, personne en Europe ne pouvait penser à la prolonger. Aussi fut-ce pour les confédérés un sauve-qui-peut général ; chacun ne songea plus qu'à faire sa paix, sans se soucier un instant des intérêts de ses alliés. Ainsi se termina par les revers et la honte cette guerre inaugurée par des victoires ; la France se fit complice du déshonneur de son roi. On s'attriste d'un pareil résultat pour le nom français ; on déplore tant de courage et de dévoûment perdus, depuis Crécy jusqu'à Pavie, depuis le roi Jean jusqu'à François Ier! On admire, en la blâmant, cette folle et brave noblesse qui ne sait que mourir pour son roi. Mais depuis que la force a cessé de décider du gain des batailles, le courage même du monarque est un danger de plus pour ses sujets. Au XVIe siècle, la guerre, comme la diplomatie, est devenue une science : celui qui livre la partie au hasard est toujours certain de la perdre. Un Charles-Quint, qui sait, du fond de son cabinet, assurer à ses troupes une solde et des vivres,

est plus sûr de vaincre qu'un *roi-chevalier* qui ne sait que combattre en soldat, et laisse mourir de faim son armée pour donner une fête à sa maîtresse.

Mais la seule supériorité de Charles n'est pas sur les champs de bataille : si ses généraux, à armes et à courage égaux, battent si souvent les généraux français, sa diplomatie, aux prises avec la nôtre, est encore bien plus assurée de vaincre. A la fois politiques et hommes de guerre, ses agents, empruntés à tous les pays, même à la France, ne sont que les instruments de sa volonté, toujours une, toujours arrêtée, toujours suivie jusqu'au bout. Lannoy, Pescara, Guasto, Moncada, et jusqu'à Bourbon lui-même, se sentent guidés et contenus par lui, tout en le servant. Chacun d'eux accomplit sa part de ce grand œuvre, sans saisir jamais l'ensemble des vastes desseins dont il n'est que l'instrument. François n'a pour ministres que des courtisans serviles comme Duprat, que des étourdis dévoués comme Bonnivet. Sa pire ennemie, il la trouve au sein de sa famille : c'est sa mère, attachée à ce règne comme son mauvais génie ; sa mère, qui laisse en mourant 1,500,000 écus enfouis dans ses coffres, pendant que le Milanais est encore une fois perdu, faute d'argent, et que Lautrec et son armée meurent de faim et de misère sous les murs de Naples. Charles-Quint, au contraire, sait trouver dans sa famille ses instruments les plus dévoués : sa tante Marguerite lui répond des Pays-Bas ; son frère, Ferdinand, des États de l'Allemagne, tandis que lui-même se charge de l'Italie et de l'Espagne. Sa correspondance, infatigable comme lui, va porter sur tous les points de son empire sa

pensée, partout présente et partout obéie; ses ambassadeurs, formés par lui, deviennent dignes de comprendre ses desseins à force de les exécuter; rare et merveilleux accord, où l'on ne sait ce que l'on doit le plus admirer, de la volonté qui met en jeu cette vaste machine, ou de la docilité intelligente des ressorts qu'elle fait mouvoir.

Du reste, les grands desseins sont toujours héréditaires, et le génie lui-même a besoin de temps pour les consolider. Si les *rois catholiques* n'avaient pas créé l'unité espagnole, l'Espagne n'aurait pas débordé sur l'Europe; si la monarchie castillane n'eût pas été fondée, Charles-Quint n'eût jamais rêvé la monarchie universelle. Mais en se sentant, dès le berceau, appelé à un si riche avenir, Charles apprit de bonne heure à mesurer ses forces au fardeau. De là cette expérience prématurée des hommes et des choses, qui distingue ce César de vingt-neuf ans. Mais, si l'on veut le connaître à fond, c'est dans ses lettres qu'il faut l'étudier; c'est là qu'il revit tout entier, dans cette correspondance si variée, si active, où il n'oublie rien, où il prévoit tout, même les revers; où il ne laisse rien à la fortune de ce que le conseil peut lui dérober; car il y a toujours dans les événements une part qui appartient à Dieu, et que la sagesse humaine est impuissante à prévoir ou à éviter. Aussi, en comparant les deux adversaires, en mesurant leurs ressources, dans les conseils ou sur le champ de bataille; en voyant pendant un quart de siècle l'Europe remuée de leurs différends, on ne s'étonne pas qu'une lutte ait éclaté entre des génies si divers; on s'étonne seulement qu'elle ait duré si longtemps.

ERRATUM.

Au lieu de : « Valladolid qui armait naguère trente mille hommes, » *lisez :* « dix mille. »

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I.

VERS DE LOPEZ DE AYALA SUR LES JUIFS.

(Voyez page 10.)

« Alli vienen judíos que estan aparejados
Para beber la sangre de los pueblos cuitados:
Presentan sus escriptos que tienen concertados,
Et prometen sus dones et joyas muy preciados.....
Alli fasen judíos el su repartimiento
Sobre el pueblo que muere por mal defendimiento;
Et ellos le maltraptan entre si medio ciento
Que han de haber probados, cual ochenta, qual ciento.....
Disen luego al Rey : « Por cierto vos tenedes
Judíos servidores, et merced les fasedes,
Et vos pujan las rentas por cima las paredes :
Otorgadselas, señor, ca buen recabdo avredes » —
« Señor, disen judíos, servicio vos faremos :
Trescientos mas que antaño por ella vos daremos,
Et buenos fiadores llanos vos prometemos,
Con estas conditiones que escriptas vos trahemos. » —
Dise luego el Rey : — « A mi plase de grado
De les faser merced : que mucho han pujado
Ogaño las mís rentas. » — Et non cata el cuitado
Que toda esta sangre caye de su costado.
Despues desto llegan don Abraham y don Simuel,
Con sus dulces palabras que parescen la miel,

Et fasen una puja sobre los de Israel
Que monta en todo el reyno ciento é medio de fiel.
Desta cosa que oyedes pasa de cada dia,
El pueblo muy lastrado llorando su maldia.....
Aquellas condiciones Dios sabe quales son
Para el pueblo mesquino negras como carbon;
— « Señor, dicen, probados farедes grant rason
De les dar estas rentas et encima galardon. » .....
Do moraban mil omes ya non moran trescientos;
Mas vienen que granizos sobre ellos ponimientos,
Fuyen ricos et pobres con grandes escarmientos.
Ca ya vimos se queman sin fuego et sin sarmientos.
Tienen para esto judios muy sabidos
Para sacar los pechos et los nuevos pedidos :
No los dejan por lágrimas que oyan ni gemidos;
Demas por las esperas a parte son oydos..... »

(Lopez de Ayala, *Rimado de Palacio*.)
(Biblioteca del Escorial.)

L'espace manque ici pour insérer la traduction de ces vers, que j'ai préféré donner dans l'original, de peur d'en affaiblir le tour vif et piquant et la singulière énergie.

II.

INSCRIPTION HÉBRAIQUE

EN L'HONNEUR DU ROI PEDRO Ier.

(Voyez page 10.)

« Par la miséricorde que l'Éternel a daigné nous faire, en suscitant parmi nous des juges et des princes, pour nous délivrer de nos ennemis et de nos oppresseurs. Comme il n'y avait pas de roi en Israel qui pût nous délivrer, depuis la dernière captivité, nous nous sommes dispersés, les uns dans ce pays, et les autres ailleurs; et ils y demeurent, soupirant comme nous après leur patrie. Et nous qui habitons ce pays, nous y avons fabriqué ce temple avec un bras puissant; et le jour où il fut élevé a été un jour de joie pour tous les Hé-

breux, qui, sur cette nouvelle, sont venus de tous les coins de la terre, voir s'il ne pourrait pas s'élever du sein de notre peuple quelque homme fort qui fût pour nous comme une tour de sûreté, et qui fût capable de gouverner notre république. Cet homme ne s'est pas rencontré parmi nous qui demeurons ici; mais Dieu nous a suscité pour notre aide don Simuel, et celui-ci a trouvé auprès du roi grâce et pitié pour nous. Et ceci est arrivé dans le temps du roi don Pedro, que Dieu lui soit en aide! qu'il agrandisse ses États, et le fasse prospérer, et élève son trône au-dessus de tous les trônes! Que Dieu soit avec lui et avec sa maison, et que tout homme s'humilie devant lui; et que tous ceux qui ouïront son nom, se réjouissent de l'ouïr, et qu'on sache bien qu'il a été pour Israel un rempart et un défenseur! (Amador de los Rios. *Estudios* p. 55.)

III.

LES QUATRE VOYAGES DE CHRISTOPHE COLOMB

Par don M. F. de Navarrete.

(Voyez page 109).

L'Académie de l'histoire de Madrid s'est imposé la tâche de rassembler enfin, dans une série de publications dirigées par elle, les matériaux d'une histoire nationale. Un membre éminent de cette Académie, feu Navarrete, a réuni, dans l'immense amas de documents que contiennent les archives des Indes et les bibliothèques du royaume, tous ceux qui se rapportent à Christophe Colomb. Grâce à lui, nous connaissons maintenant ce grand homme tout entier: nous savons, à l'aide d'un journal, écrit de sa main, et conservé par Lascasas, tout ce qu'il a pensé, jour par jour, pendant ce premier voyage si fertile en émotions. On aime à y retrouver les impressions de ravissement que produisait sur son âme naïve l'aspect de cette nature vierge, jeune et fraîche encore comme au jour où elle sortit des mains de son créateur. Deux traits surtout frapperont le lecteur : la piété de Colomb, car la pensée de Dieu, toujours présente à son âme, le soutient au milieu de ses épreuves; et sa bonté, car à chaque page il revient sur la douceur de cette race primitive que le contact de la civilisation n'a pas encore flétrie; il insiste sur la nécessité de la bien

traiter, et de conserver à ses souverains des sujets aussi précieux. On dirait même qu'il pressent les maux que sa découverte doit amener sur eux, au soin qu'il prend de les protéger contre les violences de ses grossiers compagnons.

L'Amérique a aussi payé sa dette à Colomb : il a trouvé un historien sur ce même continent qu'il a conquis à la civilisation. L'Américain Washington Irwing a mis en œuvre, avec beaucoup de talent, les recherches de Navarrete et les précieux matériaux amassés par lui. Nous ferons seulement à la *Vie de Colomb*, par M. Irwing, le reproche que nous avons déjà fait à ses études sur l'Espagne arabe : trop de penchant à mêler des fictions romanesques à une réalité assez poétique par elle-même, pour n'avoir pas besoin d'ornements étrangers.

Nous citerons ici quelques-uns des passages les plus saillants de ce journal et de ces lettres, en y renvoyant le lecteur, s'il veut faire avec ce grand homme une connaissance plus intime. Nous citons sur la traduction française, plus facile à se procurer que le texte (3 vol. in-8°. Paris, 1828, par MM. de Verneuil et de La Roquette):

Journal de Christophe Colomb.

Mercredi 10 octobre. « La navigation continua à l'est sud ouest. Les gens de l'équipage, après deux mois et sept jours de traversée, se plaignaient de la longueur du voyage, et ne voulaient pas aller plus loin. Mais l'amiral les ranima du mieux qu'il put, en leur donnant bonne espérance des profits qu'ils pourraient faire. Et il ajouta qu'au reste, les plaintes ne leur serviraient à rien, parce qu'il était venu là pour se rendre aux Indes, et qu'il entendait poursuivre son voyage jusqu'à ce qu'il les trouvât, avec l'aide du Seigneur. (P. 37 et suiv.)

Jeudi 11 octobre. « Après la chute du jour, comme le navire *la Pinta*, meilleur voilier que les autres, allait devant l'amiral, un marin, nommé Rodrigo de Triana, fut le premier qui aperçut la terre, à deux heures après minuit. L'amiral, étant à dix heures du soir dans le gaillard de poupe, vit bien un feu (*lumbre*), mais au travers d'une masse si obscure qu'il ne voulut pas affirmer que ce fût la terre. Il en avertit l'équipage, et on le vit encore une fois ou deux; l'amiral regarda comme certain qu'il était près de terre, et les pria de faire bonne garde, en promettant à celui qui la verrait le premier une robe de soie, outre les 10 mille maravedis de rente et autres récompenses promises par le roi et la reine. » (T. II, p. 39.)

En parlant des habitants qui, avec une confiance naïve, accouraient au-devant de leurs nouveaux hôtes : « Afin qu'ils nous prissent en

amitié, dit l'amiral, et parce que je connus que c'étaient des gens qui se convertiraient à notre sainte foi plutôt par la douceur et la persuasion que par la violence, je donnai à quelques-uns d'entre eux des bonnets de couleur et des perles de verre, qui leur firent grand plaisir. Hommes et femmes vont tout nus, comme lorsqu'ils sortent du sein de leur mère. Ils sont très-bien faits, ont de beaux corps et de jolies figures (*muy buenas caras*) ; leur couleur naturelle est la même que celle des Canariens (*Guanches*) : ils ne sont ni noirs ni blancs, mais il en est qui se peignent en blanc, d'autres en rouge... Ils sont tous de belle taille, bien faits, et leurs mouvements sont gracieux. Ils doivent être bons serviteurs et de bon caractère. (P. 42.)

« Cette île est fort grande et très-unie, plantée d'arbres très-verts. On y trouve beaucoup d'eau, un grand lac au milieu, et pas une montagne. Elle est toute si verte, que c'est plaisir de la regarder... et je me promenai au milieu de ces arbres, qui étaient bien la chose la plus belle qu'on eût jamais vue. La verdure était aussi abondante et aussi fraîche qu'en Andalousie au mois de mai, et tous les arbres y diffèrent autant des nôtres que le jour de la nuit, et d'espèces si variées, qu'il serait impossible de les compter... Et dans une autre île, je vis un promontoire (*el Cabo hermoso*), si vert et si beau, que mes yeux ne pouvaient se lasser de voir une verdure si belle et si différente de la nôtre. Et les fleurs et les arbres de la plage nous envoyaient une odeur si suave, que c'était la chose du monde la plus flatteuse pour l'odorat. Les troupes de perroquets étaient si nombreuses qu'elles obscurcissaient le soleil, le chant des oiseaux d'espèces si variées en forme et en plumage, et si différentes des nôtres; la diversité des arbres et des fruits dont ils sont chargés, et les parfums dont l'air est embaumé, tous ces objets me remplissaient d'admiration, et il semblait impossible de les quitter quand on les avait vus une fois. (P. 46.)

« Ces terres de l'*Ile Espagnole* sont si fertiles que personne ne peut le croire, s'il ne le voit de ses propres yeux. Cette île et toutes les autres n'appartiennent pas moins à Vos Altesses que la Castille, car il ne manque, pour régner sur ce pays, que de s'y établir. Avec mes gens, qui ne sont pas nombreux, je puis parcourir toutes ces îles en maître; j'ai vu souvent trois de mes matelots descendre à terre, et leur seul aspect faire fuir une multitude d'Indiens. Ils n'ont point d'armes, vont tout nus, et sont si peureux que mille d'entre eux n'attendraient pas de pied ferme trois hommes résolus. Ils sont surtout propres à obéir... (T. II, p. 198.)

« Ce sont des gens si aimants et sans cupidité, et tellement bons à

tout (*convenibles para toda cosa*) que je ne crois pas qu'il y ait dans le monde entier un meilleur pays ni de meilleures gens. Ils aiment leur prochain comme eux-mêmes; ils ont une manière de parler la plus douce et la plus affable du monde, toujours avec un sourire aimable. (P. 236.)

« Il est juste qu'ici où *Vos Altesses* ont déjà un établissement, on traite le peuple avec bonté et bienveillance. (P. 271.)

« L'amiral se plaint de ce que ses caravelles font eau de toutes parts, par la faute des calfateurs de Palos; mais il espère néanmoins que Notre-Seigneur, qui l'a amené, daignera le ramener dans sa bonté; car sa divine Majesté n'ignore pas combien de contrariétés il a eu à essuyer avant de partir de Castille, où personne ne lui fut favorable, à l'exception de Dieu, parce qu'il connaissait son cœur, et après Dieu, *Leurs Altesses*, tout le reste lui ayant été contraire sans aucune raison. « Et ils ont été cause que *Vos Altesses* ne possèdent pas 100 millions de revenus de plus, depuis sept ans que je suis à leur service; mais le Dieu tout-puissant remédiera à tout. » (P. 283.)

« Pendant une tempête terrible qui dura quinze jours, lors du retour de l'amiral en Espagne, il ordonna que l'on tirât au sort un pèlerinage à Sainte-Marie-de-Guadalupe. C'est sur lui-même que tomba le sort, et il se regarda dès lors comme obligé à accomplir son vœu; et en outre il fit, ainsi que tout son équipage, le vœu que, sur la première terre où ils arriveraient, ils iraient tous en chemise faire une prière dans une église, sous l'invocation de Notre-Dame.

« Colomb, nourri de la lecture des livres saints, tordait le sens un peu obscur de quelques passages de l'Ancien-Testament pour y retrouver la pensée qui dominait toute sa vie. Ainsi, dans le récit de son troisième voyage, il écrit aux *rois catholiques :* « J'étais bien sûr que mes prédictions se réaliseraient, car tout passera, excepté la parole de Dieu, et tout ce que je dis s'accomplira. En effet, Dieu parle clairement de ces contrées par la bouche d'Esaïe, quand il assure que c'est de l'Espagne que son saint nom sera répandu. (T. III, p. 3.) Cette citation de Colomb ne se retrouve point dans Esaïe; mais voici les passages divers qui ont donné lieu à une confusion d'idées bien naturelle dans un esprit aussi ardent :

« *A finibus terræ laudes audivimus* (ch. XIV, vers. 31). *Ecce nomen Domini venit de longinquo* (XXX, 27). *Ecce isti de longè venient, et ecce illi ab aquilone et mari, et isti de terrâ australi* (XLIX, 12). *Me enim insulæ expectant, et naves maris in principio, ut adducam filios tuos de longè; argentum et aurum cum iis* (LX, 9). Plus tard, il offrit aux *rois catholiques* un livre de pro-

phéties tirées de l'Écriture Sainte, et qui, suivant lui, prédisaient clairement la découverte de l'Amérique

« Je voudrais pouvoir citer toute la lettre de Colomb à la nourrice de l'infant don Juan. (T. III, p. 48.) C'est un plaidoyer éloquent, écrit par l'amiral, pendant son troisième voyage, pour être remis sous les yeux des *rois catholiques*. Les récriminations y sont parfois amères, mais toujours justes, mesurées, et empreintes d'une fermeté respectueuse. C'est un tableau animé des violences de Bovadilla et des malversations des officiers royaux dans la colonie; on y voit les éléments impurs dont elle s'était formée, et le vicieux système qui présida dès le début à son organisation. On y pressent déjà la ruine des colonies espagnoles et la dépopulation de la race indigène. Colomb a vu le mal, il en gémit, et surtout il en indique le remède : « Il n'y a pas six d'entre tous les colons, dit-il, qui ne songent à amasser le plus d'argent qu'ils pourront pour décamper ensuite. Il serait bien qu'on envoyât du monde de Castille, mais non sans connaître parfaitement tous ceux qu'on laisse venir ici, pour *que le pays ne se peuplât que d'honnêtes gens*... Maintenant même qu'on y trouve tant d'or, on hésite à dire si l'on s'enrichit davantage, en volant ou en allant aux mines... »

« Quant à Bovadilla, on assure qu'il a dépensé beaucoup pour obtenir sa charge. Mais je n'ai jamais entendu dire, jusqu'ici, que celui qui est chargé de faire une enquête, prît pour témoins, contre celui qui gouverne, des rebelles et d'autres misérables sans foi, indignes de toute croyance. Si Leurs Altesses faisaient faire sur les lieux une enquête, elles seraient étonnées d'apprendre que l'île n'est pas engloutie (*como la isla no se funde*)... J'ai été on ne peut plus blessé de ce qu'on a envoyé, pour s'enquérir sur mon compte, un homme qui savait que, si l'enquête tournait contre moi, il resterait chargé du gouvernement; mais Dieu est juste, et il fera connaître tout ce qui s'est passé. On me juge là-bas comme le gouverneur d'une ville administrée régulièrement, où les lois peuvent être exécutées sans crainte, et je devrais être jugé comme un capitaine envoyé pour subjuguer un peuple nombreux, dont les coutumes et la religion sont opposées aux nôtres; jugé, non par des gens de robe, mais par des chevaliers et des gentilshommes... Par la volonté divine, j'ai soumis un autre monde à la domination du roi et de la reine nos seigneurs; l'Espagne, si pauvre naguère, est aujourd'hui l'empire le plus riche de la chrétienté. Mais le seigneur me console miraculeusement au milieu de toutes mes peines; et le jour de la Nativité, il me dit : « Prends courage, ne « t'abandonne pas à la tristesse et à la crainte; les sept années du

« terme de l'or (*del termino del oro*) ne sont pas passées, et en ceci,
« comme dans tout le reste, je te donnerai remède. »

Nous possédons en entier (p. 107) le journal du quatrième voyage de l'amiral ; nulle lecture n'est plus attachante, mais nulle ne serre plus douloureusement le cœur. Sans la piété enthousiaste qui soutient Colomb, on ne comprendrait pas qu'un homme, affaibli par l'âge, par la maladie, par le chagrin, eût pu résister à tant de souffrances. Quand on refuse à ses navires, battus par la tempête, un asile dans cette même île qu'il a découverte, un cri d'angoisse part du fond de son cœur : « Excepté Job, s'écrie-t-il, quel homme ne
« serait mort de désespoir, en voyant que, quoiqu'il s'agît de mon
« salut, de celui de mon fils, de mon frère et de mes amis, on m'inter-
« dit, par un pareil temps, la terre et les ports que, par la volonté
« de Dieu, j'avais gagnés à l'Espagne au prix de mon sang. »

..... « Il y avait, dit-il plus loin, quatre-vingt-huit jours que je ne cessais d'être poursuivi par une tempête si terrible, que je ne vis, pendant ce temps, ni le soleil ni les étoiles. Les navires faisaient eau de toutes parts, les voiles étaient rompues, ainsi que les câbles et les chaloupes ; la plupart des approvisionnements était gâtés, mes équipages malades, tout le monde dans l'affliction. Plusieurs s'étaient engagés à entrer dans un cloître, pas un qui n'eût fait quelque vœu, ou promis quelque pèlerinage. Plus d'une fois, mes gens s'étaient confessés les uns aux autres. On a bien vu d'autres tempêtes, mais aucune n'a été si affreuse, et n'a duré aussi longtemps ; aussi, plusieurs des miens, qui passaient pour intrépides, perdirent-ils courage. Ce qui navrait surtout mon âme, c'était la pensée du fils que j'avais avec moi, et qui à un âge aussi tendre (moins de treize ans) était exposé à tant de fatigues. Eh bien, Notre Seigneur lui inspira un tel courage, que c'était lui qui ranimait les autres, et qui me consolait ; car j'étais malade, et j'ai approché plus d'une fois les portes de la mort. D'une petite chambre que j'avais fait construire sur le pont, je dirigeais la route. Mon frère était sur le plus mauvais bâtiment, et le plus en danger ; et ma douleur était d'autant plus grande, que je l'avais emmené contre son gré. Enfin, je songeais à mon fils Diego que j'avais laissé en Espagne, orphelin et dépouillé de mes honneurs et de mes biens ; et cette pensée me perçait le cœur, quoique je fusse certain que des princes justes et reconnaissants lui restitueraient tout, et le dédommageraient avec usure. »

Après quinze jours de relâche forcée dans un port qu'il rencontre, Colomb se remet en mer, et la tempête recommence. « Ma plaie se rouvrit, dit-il, et pendant neuf jours, on perdit l'espoir de me sauver.

On ne vit jamais la mer aussi haute, ni aussi couverte d'écume ; elle paraissait bouillonner, comme une chaudière sur un grand feu. Le ciel brûlait comme une fournaise, et je regardais à chaque instant si mes mâts et mes voiles n'étaient pas emportés. Mes navires, tout mangés des vers, avaient peine à se soutenir sur l'eau. »

On a vu (p. 140) ses souffrances sur la côte de la Jamaïque, où il fut réduit à échouer ses navires, et à défendre leurs débris contre la férocité des natifs. C'est là que Dieu lui envoya, dans sa détresse, cette vision sublime qu'il raconte avec une foi naïve, sans songer qu'il donne ainsi des armes à ses ennemis, qui s'en feront un titre pour l'accuser de folie. « ..... Mon frère et le reste de notre monde étaient absents, et j'étais seul, sur cette côte dangereuse, avec une forte fièvre. Tout espoir de salut était évanoui. Je gagnai avec effort le point le plus élevé, appelant d'une voix lamentable les quatre vents à mon secours. Mais ce fut en vain. Accablé de fatigue, je m'endormis en poussant des gémissements, et j'entendis une voix compatissante (*muy piadosa*) qui disait : « O insensé, lent à croire et à servir ton Dieu ! « Et qu'a-t-il fait de plus autrefois pour Moïse et pour David, ses « serviteurs ? Depuis ta naissance, il a toujours eu soin de toi ; lors- « qu'il te vit parvenu à l'âge fixé dans ses décrets, il fit retentir ton « nom par toute la terre ; il te donna les Indes, cette riche partie du « monde ; tu les distribuas à qui il te plut, et il te donna pouvoir « pour cela. Tu reçus de lui les clefs des barrières de l'Océan (*las « llaves de los atamientos de la mar Oceano*), fermées jusque-là de « chaînes si fortes. On obéit à tes ordres dans d'immenses contrées, « et tu acquis une gloire immortelle. Que fit-il de plus, dis-moi, pour « le peuple d'Israël ? Reviens donc à ton Dieu ; sa miséricorde est « infinie ; ta vieillesse ne t'empêchera pas de faire de grandes choses. « Abraham n'avait-il pas plus de cent ans lorsqu'il engendra Isaac ? « Tu réclames secours ; mais réponds, qui t'a tant et si souvent affligé ? « Est-ce Dieu ou le monde ? Dieu ne viole jamais les promesses qu'il « a faites. Tout ce qu'il promet, il le tient, et au delà. Prends donc « confiance, et ne crains pas : toutes tes tribulations sont écrites sur « le marbre, et Dieu t'en tiendra compte. » (Voir aussi Humboldt, *Voyage aux régions équinoxiales*, t. III, p. 473.)

Cette lettre, si touchante, est curieuse à plus d'un titre : elle nous révèle aussi les erreurs de Colomb en cosmographie, et les fausses idées qu'il se faisait de la forme et de la mesure de terre. Il la croyait, non pas ronde, comme Ptolémée, ni aplatie vers les pôles, comme elle l'est réellement, mais « semblable à une poire bien arrondie, qui aurait l'extrémité relevée vers la queue, ou comme un ma-

melon de femme sur une pelote ronde..... Et lorsque Notre Seigneur fit le soleil, ce point élevé de la terre, où nul ne peut atteindre, fut le premier à l'orient où sa clarté apparut. (P. 32 à 34)... Le monde est peu de chose : sur sept parties, ce qui est sec en comprend six, et la septième seulement est couverte d'eau. » (Erreur grave ; car les eaux en réalité occupent les deux tiers de notre globe.) Mais, suivant le calcul de Colomb, l'Amérique n'était que l'extrémité orientale de l'Asie, et l'existence de l'Océan Pacifique lui fut toujours inconnue. La terre lui semblait occuper tout l'espace compris entre le cap Saint-Vincent et la côte orientale de l'Amérique, c'est-à-dire 290 à 300 degrés de longitude. Son calcul approximatif n'était donc pas fort inexact. En outre, Colomb croyait, d'après l'idée généralement reçue, que le Paradis terrestre était situé à la partie la plus orientale de l'Asie ; il le plaçait sur le sommet du mamelon ou la queue de la poire, et l'Orénoque était pour lui un des quatre grands fleuves qui sortent du Paradis.

Les réflexions suivantes (p. 156) font honneur au bon sens de l'amiral et à sa sagacité : « Je fais plus de cas du commerce de cette échelle, et des mines de cette terre (la Jamaïque) que de tout le reste des Indes. Ce n'est pas un fils à faire élever par une marâtre (*no es este hijo para dar á criar á madrasta*). Je ne pense jamais sans verser des larmes à Hispaniola, à Paria, et aux autres terres. Quoiqu'elles ne meurent point, elles sont agonisantes, la maladie est incurable ; mais chacun est maître, quand il s'agit de bouleverser... J'ai passé sept ans à votre cour, où tous ceux à qui je parlais de cette entreprise disaient tout d'une voix que c'était une moquerie. Maintenant, il n'est pas jusqu'aux tailleurs qui ne demandent à faire des découvertes...

« Mes bonnes intentions pour le bien de V. A. et l'affront que j'ai reçu dans mon honneur n'ont point permis à mon âme ulcérée de garder le silence, comme je l'eusse voulu. Je supplie V. A. de me pardonner. Que le Ciel me fasse miséricorde, et que la terre pleure sur moi. Isolé, infirme, attendant chaque jour la mort, entouré d'un million de sauvages pleins de cruauté, si éloigné des sacrements de la sainte Église que mon âme en sera perdue, si elle se sépare ici du corps, que celui qui a de la charité, et qui aime la vérité et la justice, pleure sur moi. Je supplie V. A., dans le cas où il plairait à Dieu de me faire sortir d'ici, de trouver bon que j'aille à Rome, et que j'entreprenne encore d'autres pèlerinages. (Fait à la Jamaïque, le 7 juillet 1503.) »

L'aventureux voyage de Mendez, qui fit trois cents lieues par mer

dans un canot pour aller chercher un vaisseau, et tirer Colomb de ce sépulcre vivant, a été raconté par ce hardi marin, dans son testament, publié par Navarrete (p. 166). C'est une vivante peinture de l'esprit héroïque qui animait ces chercheurs de monde, et du mépris de la vie qui leur faisait braver les plus incroyables dangers. Ce même Mendez, après avoir acheté de ses deniers, pour Colomb, un navire que le gouverneur eut la lâcheté de lui refuser, alla porter aux *rois catholiques* la lettre de l'amiral. Ajoutons qu'il fut très-mal récompensé de son dévouement. Colomb, disgracié et mourant, lorsqu'il revint enfin en Espagne, ne pouvait plus rien pour lui; le fils de l'amiral, en succédant aux dignités de son père, oublia de payer sa dette envers Mendez. En finissant son testament, où il se plaint amèrement de cet oubli, l'aventurier veut qu'on grave sur sa tombe un canot indien en souvenir de son hardi voyage.

Navarrete a aussi publié quelques lettres de Colomb à son fils Diego; elles datent des derniers temps de sa vie. « Fais grand cas de ton frère Hernan, dit-il à Diego, il a bon naturel, et déjà il possède les qualités de l'homme mûr. Dix frères ne seraient pas trop pour toi; dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, je n'ai jamais trouvé de meilleurs amis que mes frères. »

Le curé *de los Palacios*, qui fut l'ami de Colomb, nous apprend que vers la fin de sa vie, sans doute à la suite d'un vœu, l'amiral portait habituellement le cordon de saint François, sur une longue robe de laine d'un brun grisâtre, semblable à celle des moines de cet ordre.

La signature de Chr. Colomb est fort bizarre. En voici la représentation exacte :

S.
S. A. S
X M Y
XPO FERENS (CHRISTO-PHORUS)
(qui porte Christ.)

IV.

BARTHÉLEMY DE LAS CASAS.

(Voyez page 265).

Les ancêtres de Barthélemy de Las Casas étaient français; ils vinrent en Espagne, lors de la prise de Séville en 1247 par Fernando III, s'établir dans un fief qui leur fut concédé au sein de la ville conquise. François de *las Casaus* ou *Casas*, père de Barthélemy, était l'un des compagnons de Colomb dans son second voyage en 1493; après s'être enrichi dans les Indes, il revint à Séville, et envoya son fils étudier à Salamanque, en lui donnant pour le servir un esclave indien, qu'il tenait de l'amiral. En 1502, Las Casas passa avec Ovando à Hispaniola, où il fut ordonné prêtre en 1500. Nommé à Cuba conseiller du gouverneur Velasquez, il résigna cet emploi pour se vouer tout entier à la noble mission qui devait l'occuper toute sa vie. Douze fois il traversa l'Océan, pour venir à la cour de Castille plaider, de vive voix et par écrit, la cause des malheureux Indiens. Nommé évêque de Chiapa, en 1547, l'ardeur de son zèle en faveur des indigènes rendit bientôt sa position difficile; il finit par l'abandonner, et revint à un âge avancé mourir à Madrid, à quatre-vingt-douze ans, occupé jusqu'au dernier moment de sa vie de défendre cette sainte cause, qui ne rencontra jamais après lui un avocat si ardent et si désintéressé.

Le plus important de ses ouvrages est son *Histoire générale des Indes*, en trois volumes manuscrits, que l'Académie de l'histoire de Madrid n'a pas cru convenable de faire imprimer. Cette histoire, commencée en 1527, ne fut terminée par lui qu'en 1559, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Elle embrasse un espace de plus de soixante-dix ans. L'auteur a vu la plupart des faits qu'il raconte; mais son âge avancé, et sa mémoire infidèle, l'ont entraîné plus d'une fois dans des erreurs graves; sa tendre pitié pour une race opprimée, et son parti pris de la défendre à tout prix ont trop souvent altéré la candeur de son jugement; enfin l'érudition pédantesque qu'il aime à étaler nuit encore au mérite de cet ouvrage. Somme toute cependant, on doit regretter de

voir fermée au public une des sources de l'histoire du Nouveau Monde. Tous les historiens postérieurs, et surtout Herrera, dans ses *Décades,* y ont fait de larges emprunts. Personne n'est plus disposé que moi à rendre justice au zèle vraiment chrétien du digne évêque de Chiapa. Mais cette ardeur de charité, que la prudence ne réglait pas toujours, l'a entraîné dans des exagérations souvent blâmables. Ses plaidoyers en faveur des Indiens, dictés par un sincère amour de l'humanité, dégénèrent en un dénigrement systématique de toutes les mesures prises par les Espagnols. Les esprits les plus éclairés, tels que Robertson, Prescott et Humboldt, dans son savant ouvrage sur la *Géographie du nouveau continent*, ont été frappés de la partialité aveugle de l'*avocat des Indiens*. Je n'en citerai qu'une preuve : au lieu de rendre justice aux loyaux efforts de Colomb pour protéger cette race opprimée, Las Casas, qui était pourtant lié avec ce grand homme, l'accuse d'être l'auteur de tous les maux qui pèsent sur les infortunés natifs, et il voit dans ses malheurs un juste châtiment de ses cruautés.

Las Casas, partisan décidé de la suprématie papale, ne reconnaît d'autre origine aux droits de la Castille en Amérique que la concession faite aux *rois catholiques* par le Saint-Siége de la souveraineté sur ces pays, à charge de convertir au christianisme leurs habitants. Le pape, vicaire de Jésus-Christ sur la terre, possède à ce titre autorité plénière sur tous les hommes, pour le salut de leurs âmes. Lui seul donc a pu constituer légitimement les rois de Castille souverains des terres découvertes, par une sorte de *suprématie impériale* qui laisse subsister les droits des souverains indigènes ; cette suprématie, toutefois, ne s'étend que sur les peuples qui embrasseront volontairement le christianisme. La charité, la douceur et la persuasion sont les seules armes que l'on doive employer dans cette conquête toute spirituelle. Telle est la somme des trente propositions soumises par Las Casas au conseil des Indes, sous le règne de Charles-Quint. On y sent percer l'embarras du bon évêque pour concilier cette absolue suprématie du Saint-Siége avec les droits de la raison et de l'humanité.

Le reproche adressé à Las Casas d'avoir substitué, dans les colonies d'Amérique, l'esclavage des noirs à celui des indigènes, n'est que trop fondé. Dans un mémoire présenté au grand chancelier, en 1519, pour le *remède des Indes*, l'évêque de Chiapa proposait « de permettre à chaque colon qui s'embarquerait pour les Iles, d'emmener gratuitement avec lui deux nègres et deux négresses, ou d'en faire venir directement d'Afrique, afin de contribuer au soulagement

des Indiens dans l'exploitation des mines et des habitations. » Ainsi, dans son zèle exalté pour cette caste opprimée, l'*avocat des Indiens* oublie complétement que les nègres sont aussi des hommes. Les ministres flamands, qui régnaient alors sous le nom de Charles-Quint, habitués à faire argent de tout, vendirent à des marchands génois, pour vingt-quatre mille ducats, le monopole de l'importation des esclaves nègres dans les colonies de l'Ouest. Mais le digne évêque, malgré tous les efforts qu'on a faits pour laver sa mémoire de cette tache, en demeure chargé aux yeux de l'histoire. L'homme qui a le plus énergiquement combattu en Amérique l'esclavage *rouge*, y a importé l'esclavage *noir*, connu sans doute avant lui, mais qu'il a le triste honneur d'y avoir rendu légal.

V.

SOURCES POUR LE RÈGNE DES ROIS CATHOLIQUES.

(Voyez page 174.)

Andrès Bernaldez, plus connu sous le nom du Curé *de los Palacios*, est auteur d'une chronique fort souvent citée, et pourtant restée manuscrite, fait malheureusement trop fréquent en Espagne.

Né à Léon, et nommé en 1448 curé de la petite ville *de los Palacios*, près Séville, il put, dès lors, se livrer à son étude favorite, l'histoire, et recueillir par écrit les principaux événements de son époque. Vivant près du théâtre de la guerre, lié avec les principaux acteurs, surtout avec le marquis de Cadiz, dont il a fait son héros, il en obtint pour sa chronique des matériaux plus riches qu'on ne pouvait l'attendre d'un pauvre curé de campagne. Son récit, qui commence avec les dernières années du règne d'Enrique IV, se poursuit jusqu'à l'an 1513. Quant à la manière de l'auteur, l'imagination est chez lui la faculté dominante. A chaque page on se heurte contre les étroits préjugés de sa robe et de son époque; mais en revanche, son œuvre se distingue par un rare caractère de simplicité et de bonne foi.

Pietro Martire, ou Petrus Martyr, était un noble milanais, né à Arona, en 1455. Après des études profondes sur l'antiquité, études qu'il alla achever à Rome, centre intellectuel de l'Italie, il se laissa emmener en Castille par l'ambassadeur d'Ysabel auprès du Saint-Siége. La reine lui fit grand accueil, et lui offrit de diriger l'éducation des jeunes nobles qu'elle faisait élever à sa cour. Mais Martyr préféra le métier de soldat à celui de savant, et fit en volontaire toutes les campagnes de la guerre sainte. Grenade conquise, il embrassa la profession ecclésiastique qui, à dater de cette époque, fait enfin divorce avec celle des armes. Acceptant alors l'offre d'Ysabel, il se consacra tout entier à l'éducation de la jeune noblesse; il professa successivement avec grand éclat à Valladolid, Barcelone, Alcalá et Saragosse; aussi dit-il quelque part avec un naïf orgueil qu'il n'est presque pas, dans toute la Castille, un jeune homme de bonne maison qui n'ait sucé le lait de sa science (*suxerunt mea litteraria ubera principes fere omnes*). Il mourut en 1525, à l'âge de soixante-dix ans, après avoir atteint, sous trois générations de souverains, les plus hautes dignités de l'Église.

Nous nous contenterons de mentionner son ouvrage sur les conquêtes du Nouveau-Monde « *De rebus oceanicis et novo orbe* (*Coloniæ*, 1574,) » l'un des premiers essais de la science sur ce monde nouveau ouvert à ses investigations. Mais le principal ouvrage de Pedro Martyr est son « *Opus epistolarium*, » ouvrage assez ressemblant à celui du *Bachiller de Ciudad real*, mais plus sérieux, et qui se compose d'une série de lettres sur tous les sujets, adressées aux personnages politiques de l'époque.

On lira aussi avec intérêt son ouvrage intitulé « *De legatione babylonica*, » écrit à l'occasion de son ambassade en Égypte, dont nous avons déjà parlé. Le soudan d'Égypte s'étant plaint aux *rois catholiques* des persécutions dirigées contre les musulmans établis dans leurs États, Pedro Martyr fut envoyé en 1501 comme ambassadeur auprès du soudan. Accueilli avec bienveillance, il refusa d'humilier le roi et le pays qu'il représentait, en se prosternant à terre, suivant l'étiquette orientale. Le soudan ne lui en donna pas moins trois audiences, le chargea de présents pour lui et pour ses maîtres, et accorda même à sa prière divers priviléges aux chrétiens de ses États. Cette ambassade, qui fait autant d'honneur au courage qu'à l'habileté de Martyr, a été racontée par lui en latin dans ses *Decades de rebus oceanicis*...

Lorenzo Galindez de Carvajal naquit à Placencia en 1472. D'abord professeur de droit civil à Salamanque, il fut appelé par la faveur

d'Ysabel, toujours prompte à discerner le mérite, à siéger dans le conseil royal. Il prit une part active aux travaux législatifs qui sont la gloire de ce règne. Il a laissé en outre, au dire de Nicolá Antonio, plusieurs ouvrages historiques, tous manuscrits, et ensevelis sans doute dans les catacombes des archives de l'Espagne. M. Prescott, avec son dévouement habituel à la science, a fait copier le plus important de ces ouvrages, et celui que citent le plus souvent les auteurs espagnols, les *Anales del Rey Fernando*. Ces annales s'étendent depuis le mariage des *rois catholiques* jusqu'à l'arrivée de Charles-Quint dans la Péninsule. Le style en est simple, clair, et dénué, chose rare au XVIe siècle et en Espagne, de toute espèce de prétention. La position élevée de l'auteur, et les détails qu'il donne sur la mort de Fernando et la régence de Ximenez, ajoutent un grand prix à cette dernière portion de son livre. Espérons que l'Académie de Madrid, dans son zèle éclairé pour l'histoire nationale, publiera un jour cet important ouvrage.

Nous avons assez souvent mentionné Zurita, avec le tribut d'éloges qu'il mérite, pour n'avoir pas à nous étendre ici sur ce sujet : quelques mots seulement sur sa vie. Geronimo Zurita, né à Saragosse en 1512, d'une famille noble, se distingua de bonne heure par la rare culture de son esprit, et l'étendue de ses connaissances. Il sortait à peine de l'Université d'Alcalá qu'il entra dans la vie publique, où le suivit la constante protection de Charles-Quint, juge aussi éclairé du mérite que les *rois catholiques* ses aïeux. En 1547, un décret des cortès d'Aragon créa l'emploi de chroniqueur national de cette couronne, et Zurita y fut appelé d'une voix unanime. Depuis ce moment, sa vie entière fut consacrée à cette noble tâche : il parcourut avec un zèle infatigable toutes les archives de l'Espagne, de l'Italie et de la Sicile, rassemblant partout les matériaux de son grand œuvre. Il ne l'acheva qu'en 1580, peu de mois avant sa mort. L'ouvrage entier, réimprimé en 1585, par son fils, forme 4 vol. in-f^{o}; c'est l'histoire complète du royaume d'Aragon, depuis son origine jusqu'à la mort de Fernando *le catholique*. Science, impartialité, droiture, justesse, toutes les qualités qui forment le fond de l'historien s'y trouvent réunies; une seule chose y manque, c'est la forme! L'insupportable prolixité du récit a nui au succès de ce livre, qui n'a jamais été traduit, et qui ne pouvait pas l'être. Mais cet ouvrage, précieux par la science et la candeur qui y règnent, n'en est pas moins la source la plus riche pour le règne de Fernando, et pour l'histoire de la Péninsule entière jusqu'au XVIe siècle.

VI.

PRINCIPAUX DÉCRETS RENDUS PAR LES ROIS CATHOLIQUES.

(Voyez page 174).

(An 1477.) Lettre à la cité de Murcie, ordonnant que Theodorich Aleman, imprimeur de livres moulés (*de molde*), soit franc de tout *alcabalá* et autres droits, pour être un des inventeurs de l'art de l'imprimerie, et s'être exposé à tous les périls de la mer pour l'apporter en Espagne.

(1480.) Suppression de tous droits sur les troupeaux voyageurs (*trashumantes*), et libre passage accordé de Castille en Aragon.

Les habitants de chaque commune sont autorisés à s'établir librement dans une autre, avec leurs troupeaux et leurs récoltes, nonobstant tout statut et ordonnance contraire.

(1484.) Confirmation des décrets de Juan Ier et de Enrique II, exemptant de tout impôt les étrangers qui viennent s'établir en Castille.

(1486.) Décret qui prohibe pour deux ans l'entrée des draps étrangers dans Murcie, afin d'y protéger l'industrie nationale des fabricants de draps, et l'élève des bêtes à laine. En 1488, la prohibition fut rendue perpétuelle, sauf pour les draps de Flandres, bien supérieurs aux grossiers tissus que l'on fabriquait à Murcie.

(1491.) Les Anglais et autres marchands étrangers, qui introduisent des denrées en Castille, sont obligés d'exporter en échange des denrées du pays.

(1492.) Ordonnance pour encourager l'élève des chevaux, et empêcher la procréation des mulets.

Ordre d'ouvrir des routes carrossables de Séville à Gibraltar, de Baza à Almeria, et de Grenade à Adra et Almuñecar. (Dans tous ces pays, il n'en existe pas aujourd'hui.)

Pour encourager la construction des vaisseaux de fort tonnage, on

donnera chaque année 100 *MS*. de gratification par tonneau au maître de tout navire de 600 à 1,000 tonneaux.

(1496.) Loi pour établir l'uniformité des poids et mesures dans tout le royaume... Le désordre était tel que dans certains endroits on se servait d'une mesure pour vendre, et d'une autre pour acheter.

Chaque commune est tenue d'établir des chemins dans son territoire.

(1498.) Ordre de reboiser le territoire de Medina del Campo, vu le manque de bois pour la construction et pour le combustible.

Ordre aux conseils municipaux de nommer eux-mêmes tous les ans des contrôleurs pour vérifier la valeur des monnaies.

VII.

GONZALO DE CORDOVA.

(Voyez p. 222)

Le *grand capitaine*, comme Ximenez, a ses biographes et ses historiens spéciaux; ce sont : Giovio, *Vita magni Gonzalvi;* Pulgar, *Sumario de las hazañas del Gran Capitan;* Quintana, *Españoles celebres*. C'est là qu'ont été puisés les détails suivants sur sa vie privée et sur son caractère; nous les empruntons à W. Prescott, dont le zèle éclairé a réuni tous les documents sur ce sujet.

« Gonzalo Fernandez de Cordova, de la maison des Aguilar, naquit en 1453 à Montilla, près de Cordoue. Son père mourut jeune, en laissant deux fils, Alonzo, l'aîné, dont le nom apparaît avec honneur dans la guerre de Grenade, et Gonzalo, de trois ans plus jeune. Nourri dès sa plus tendre enfance dans le métier des armes, Gonzalo prit avec son frère une part active aux guerres civiles qui désolaient alors l'Andalousie, et s'attacha de bonne heure à la fortune de Fernando et d'Ysabel. A leur cour, le jeune Gonzalo appela bientôt l'attention par sa rare beauté, l'élégance de ses manières et sa grâce dans tous les exercices chevaleresques. Le faste élégant de son équipage lui valut le titre envié de *Principe de los caballeros*. Ses prodigalités lui attirèrent plus d'une fois les affectueuses remontrances de son frère Alonzo, qui, possesseur du majorat et des titres de la famille,

pourvoyait libéralement aux dépenses de son jeune frère. Gonzalo servit dans la guerre de Portugal, et fut honoré des éloges publics de son général. Mais la longue guerre de Grenade fut la vraie école où se forma le *grand capitaine*; sans occuper encore le premier rang dans cette guerre, où brillaient tant de généraux, plus riches en expérience et en années, il y donna dans mainte occasion des preuves de sa valeur : au siége de Montefrio, il mit le premier le pied sur le rempart ennemi. Dans une escarmouche de nuit, auprès de Grenade, son cheval, en s'abattant sous lui, l'entraîna dans un marais; il y fût resté, sans un fidèle serviteur qui lui donna son propre cheval, en lui recommandant, s'il mourait, d'avoir soin de sa femme et de ses enfants. Gonzalo échappa, mais son sauveur paya son dévouement de sa vie. La guerre terminée, sa rare intelligence, et sa connaissance de la langue arabe, le firent choisir pour conduire les négociations avec l'Émir, et conclure la capitulation de Grenade. En récompense de services si divers, ses souverains lui accordèrent de vastes domaines dans le territoire conquis.

Le trait suivant fera connaître Gonzalo, et la romanesque galanterie qui caractérise à la fois l'homme et l'époque. La reine accompagnait sa fille à bord de la flotte qui devait la conduire en Flandre. Après avoir dit adieu à l'infante, Ysabel s'en retourna à terre dans sa barque; mais les eaux étaient hautes, et l'on ne trouvait pas de place pour débarquer. Un des matelots s'apprêtait à porter la reine dans ses bras; mais Gonzalo ne veut pas que sa royale maîtresse soit touchée par une main grossière; il saute dans l'eau, tout vêtu qu'il est de velours et de brocard, et porte la reine jusqu'à terre, aux applaudissements de tous les spectateurs. Cette anecdote rappelle l'incident plus connu d'Élisabeth et de sir Walter Raleigh, qu'elle a peut-être inspiré.

La longue intimité d'Ysabel avec Gonzalo l'avait mise à même d'apprécier son caractère et ses talents. Aussi, quand une expédition en Italie fut décidée, fixa-t-elle à l'instant les yeux sur lui. Elle lui savait toutes les qualités qui peuvent mener au succès une entreprise difficile, le courage, la constance, une prudence singulière et une inépuisable fertilité d'expédients. Elle le recommanda à son mari comme l'homme le plus capable de commander l'armée d'Italie, et son choix fut ratifié par Fernando, à la grande surprise de la cour, qui n'était pas préparée à voir un jeune homme passer sur la tête de tant de vétérans, plus avancés que lui en gloire et en années; mais l'événement vint bientôt prouver la sagesse du choix d'Ysabel. » (Prescott, t. II, p. 304.)

VIII.

DIPLOMATIE DE CHARLES-QUINT.

(Voyez p. 440.)

L'extrait suivant d'une lettre de Loys de Praet, ambassadeur en Angleterre, fera apprécier toute la profondeur machiavélique de la politique de Charles et de ses ministres : « Et pour vous dire, sire, mon petit advys, je demeure d'opinion que Votre Magesté doit *bien* penser, avant que laisser partir le roi ; et se doit traicter en l'une des deux extrémitez, assavoir de mettre luy et son royaume si bas, que par cy après il ne puisse vous gréver, ou le traicter si bien, et en faisant avec sa personne si étroictes alliances, que à jamais il ne vous veulle mal faire.... Et encoires vauldroit mieulx tenir le roy prisonnier pour quelque tems, que le laisser aller à demy content ; car luy venu en son royaume, il trouvera assez de gens qui luy conseilleront de soy venger de la honte qu'il a receu ; et qu'il reste en prison, tant qu'il ne vous veulle rendre Bourgoigne, ce que je crois fermement qu'il fera. Quoi qu'il tarde, Votre Magesté aura toujours moyen de tenir en crainte la dite régente et toute sa bande, et tout le royaume au moyen de sa dite prison... Et en cas que ledit seigneur Roy mourut en prison, Votre Magesté, au pys aller, auroit affaire à l'encontre d'enfans ; et se pourroit alors engendrer quelque dissension pour le gouvernement de ce royaume ; et Votre Magesté auroit loisir de reprendre alliance, et vous faire fort pendant la minorité du dict Daulphin... Pourquoy, sire, peut sembler que, quand l'on ne pourra parvenir autrement avec luy à traicté qui vous contente, mieulx vauldroit attendre le hasart soit de sa longue prison ou de sa mort, que le délivrer, et qu'il demeurast puissant et vostre ennemy. »

Cette lettre se trouve dans le tome II de Leglay, *Négociations entre la France et l'Autriche*. (Collection de documents inédits sur l'histoire de France.)

IX.

TRAITÉ DE CAMBRAI.

(Voyez page 696.)

Pour bien juger le traité de Cambrai et la politique de Charles-Quint à cette époque, il faut l'étudier dans sa correspondance avec les confidents habituels et les agents de cette politique, sa tante Marguerite, régente des Pays-Bas, son frère Ferdinand, roi des Romains, Loys de Praet, Perrenot de Granvelle, etc. Nous donnerons ici quelques extraits d'une lettre de Marguerite à l'Empereur (Lanz, p. 300). « ..... Et semble que je pourray beaucoup mieux practiquer l'effect de vostre intention, et de dégré en dégré, avec la dicte dame Dangomois (d'Angoulême) que par autre main tierce, et par envoyer et renvoyer. Et semble aussi que l'espoir que le roy de France prendra sur la paix luy fera tarder de renvoyer en Italie, et espargner despence, que ne pourra que duire (servir) à vos affaires. Et n'est vraysemblable que le dict roy de France, estant son royaume si despeuplé de noblesse et si bas d'argent, comme il sera après vous avoir fourny ce qu'il devra, recommence la guerre, ni qu'il ait force ou moyen de le faire... » Et ailleurs (p. 346). «... Pour austant que je cognois que l'amytié du roy de France est celle de tous les roys et potentatz chrestiens qui plus vous duit, et est plus nécessaire, tant pour le repos de tous vos royaumes, pays et subjets, que pour plus vous faire obéyr par Italie et en l'Empire, et craindre par vos voisins; si me semble que debvez tâcher de fortifier ladicte amytié, et la lyer et souder par tous les moyens du monde, soit d'alliances et mariages, ou autrement.

Loys de Praet, envoyé en mission auprès du pape Clément VII, engage Charles à « gaigner et entretenir perpétuellement le sacré collége en sa dévotion, en distribuant seulement entre les principaulx, la somme de vingt mille ducats, l'ung mille, l'autre deux ou trois; et n'est peu de chose d'avoir tout ce collége pour vostre obligé, pour en cas de vacacion de ce siége, et ne fust-ce seulement pour empescher

les mauvaises intencions de vos enemys. Je supplie Votre Majesté prendre en bonne part ma fantaisie; car icy, pour entretenir à la longue les amis, est besoin que profit particulier y entreviégne..... Plus vay avant en ces matières, et plus trouve chose impossible de bien mettre Italie en repos pour longues années... Et quant à ceste emprinse (entreprise) de Florence, plus va-t'on avant, et plus la cognoist on estre nécessaire au bien de vos affayres... » (Lanz, p. 318-29.)

Enfin, sur le voyage de l'Empereur en Italie, la lettre suivante de Charles à son frère Ferdinand contient quelques révélations curieuses : on y voit avec quelle maturité ce sagace et profond esprit pesait tous les partis à prendre, avant d'en choisir un, pour le suivre avec cette indomptable force de volonté qui en assurait le succès. « Je voudrais écrit-il de Bologne à son frère, le 11 janvier 1530, avoir vostre advis sur trois choses : si dois prendre mes couronnes tost et deça Rome (tout de suite et sans aller jusqu'à Rome), pour incontinent me tirer en Allemaigne; ou si je les dois prendre à Rome et différer mon voyage d'Allemaigne; ou si la paix le permit, si je devrois visiter le Royaulme de Naples, lequel en a bon besoing, car il est affolé et perdu... Et quant à l'Italie, je ne vois moyen ni raison de la vouloir conquerre, et quand bien en eusse eu une partie, ce me fust été cause d'une guerre perpétuelle. Oultre, je désiroye fort et désire avoir l'amytié du Pape, et de l'entretenir, ce qui à grande peine peut-être, veuillant seignorier l'Italie... Je ne sçay si l'emprinse de Florence se fera par appoinctement ou par force; mais je suis obligé au pape, et luy ay promis; je ne luy vouldrois faillir, ny luy aussi à moy. Il y a despendu (dépensé) et soutenu une partie de mes gens; je ne luy feroys bon tour, si je le laissoys à cette heure, car je désire ne plus perdre son amytié, et pour le moings, si je ne l'ay pour amy, qu'il ne me soit enemy. » (Lanz, p. 360-70.)

FIN DU TOME SIXIÈME.

TABLE

DU SIXIÈME VOLUME.

LIVRE XIX.

LIVRE XX.

LIVRE XXI.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE.

IMPRIMÉ PAR J. CLAYE ET Ce, RUE SAINT-BENOÎT, 7.



